



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

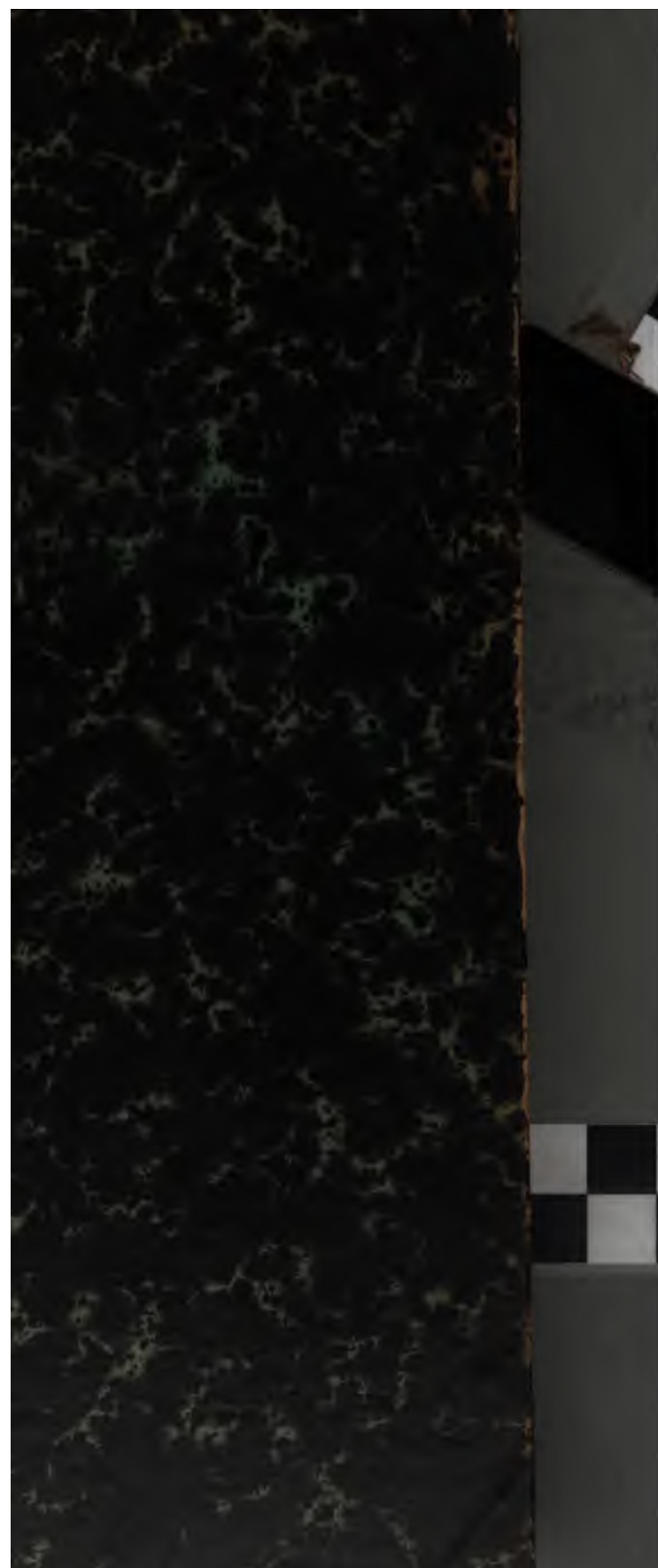
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

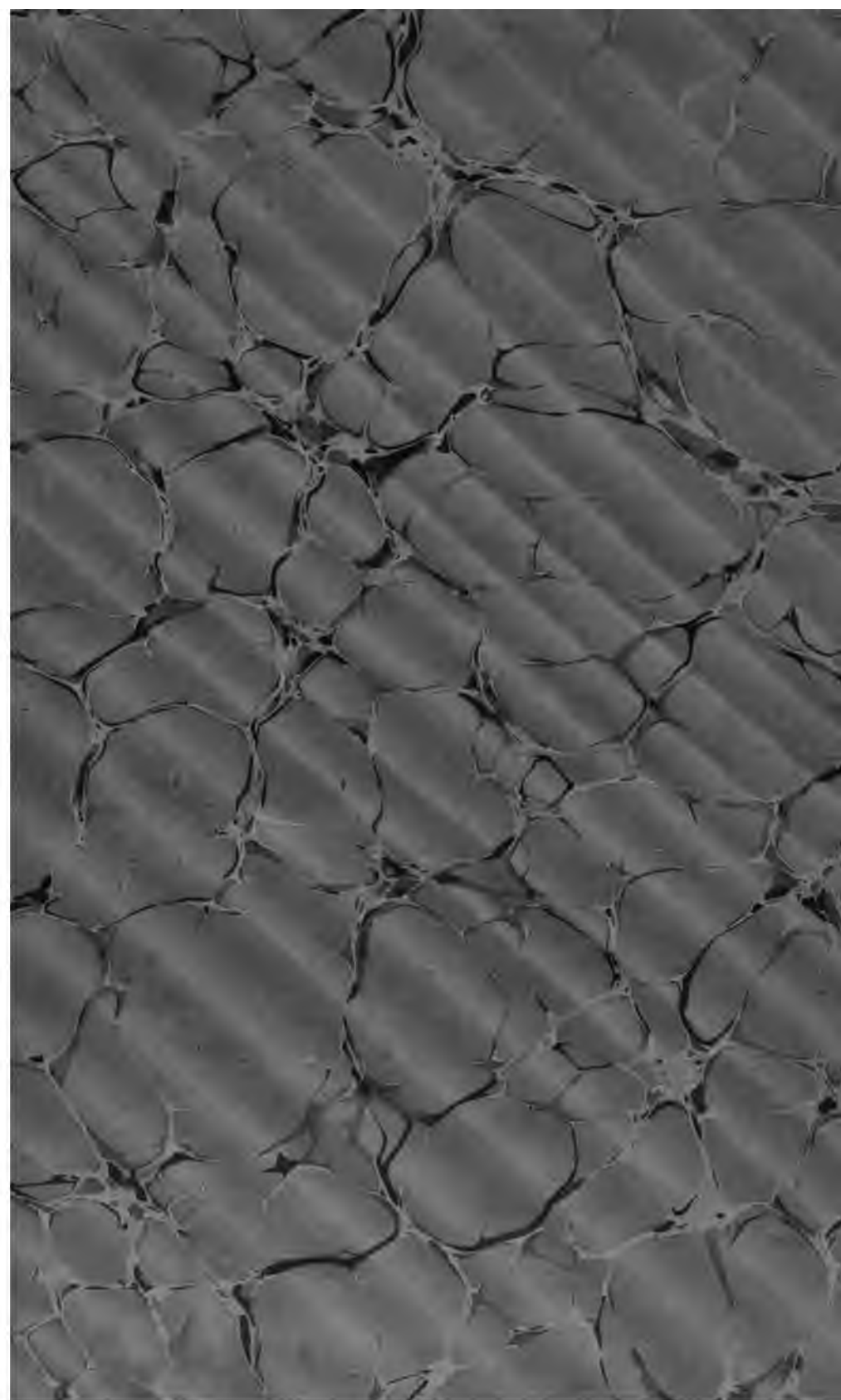




Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



R. P. JONES





II
III
B²

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES.

XXXII.

Nogent-le-Rôtrou, imprimerie de A. Gouverneur.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES
123658
REVUE D'ÉRUDITION,

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN-ÂGE.

XXXII.

ANNÉE 1871.

PARIS
LIBRAIRIE D'ALPHONSE PICARD,

RUE BONAPARTE, 82.

1871

LE PARIAGE DE PAMIER.

L'origine de Pamiers, comme celle de toutes les villes monastiques, est environnée de légendes, que la critique sévère des Bollandistes et la sagacité des Bénédictins ont depuis longtemps réduites à leur juste valeur¹. Aussi n'est-ce pas sans quelque surprise que j'en ai trouvé la naïve reproduction dans un ouvrage récent, dont l'auteur avait à sa disposition toutes les archives du pays et pouvait y puiser de sûrs éléments d'information². Je ne me propose pas d'en discuter de nouveau l'authenticité. Il importe peu pour l'objet de mes recherches que le territoire de Frédelas, où s'est élevée depuis la ville de Pamiers, ait formé au cinquième siècle l'apanage d'un prince wisigoth ; que le fils de ce prince, nommé Antonin, ait embrassé la foi catholique, se soit fait l'apôtre de ses propres domaines, et qu'avant d'y trouver le martyr il ait fondé le monastère qui fut placé dans la suite sous

1. Voy. *Acta Sanctorum*, tom. ult. junii et tom. II julii. — Vaissette, *Histoire générale de Languedoc*, I, note xxxii ; II, note iii.

2. *Notice historique sur la ville et le pays de Pamiers, ancien royaume de Frédelas*, par Jacques Ourgaud, D. M., ancien maire de Pamiers, Paris, 1865, in-8°. — M. le docteur Ourgaud se montre passionné pour la gloire de sa ville natale, dont il n'hésite pas à faire remonter l'origine bien au-delà de l'entrée des Romains dans les Gaules. C'est sans doute à cette préoccupation qu'il faut attribuer son peu de critique et la facilité avec laquelle il admet des traditions dépourvues de toute vraisemblance. D'un autre côté sa partialité pour tout ce qui touche à l'ordre ecclésiastique ne lui permet pas de juger équitablement les rapports des comtes de Foix avec les abbés de S. Antonin. Malgré ces défauts son livre ne manque pas d'intérêt ; il se recommande surtout par ses nombreuses pièces justificatives, qui ne sont malheureusement pas publiées avec tout le soin désirable.

son invocation. Il n'importe guères davantage que ce saint fondateur soit le même que S. Antonin, martyr d'Apamée en Syrie, ou qu'il doive en être distingué ; que son apostolat et sa mort aient eu pour théâtre les rives de l'Ariège ou les frontières du Rouergue et du Quercy ; qu'à la fin du neuvième siècle selon les uns, du dixième selon les autres, ses reliques aient été transportées de l'ancienne abbaye ruinée par les inondations dans la nouvelle église que les religieux venaient de faire édifier. Je laisse aux hagiographes le soin de démêler ce qu'il y a de vrai ou de fabuleux dans ces pieuses traditions, me contentant de rassembler ici quelques faits incontestables, qui serviront d'introduction aux anciennes coutumes de Pamiers et permettront aux lecteurs de suivre la marche de ses institutions consulaires.

Il paraît hors de doute que l'abbaye a précédé la ville et lui a donné naissance. L'opinion qui fait du lieu de Frédelas une station fortifiée des Romains n'est appuyée sur aucune preuve sérieuse ; les rares débris qu'on dit y avoir trouvés permettraient tout au plus de supposer l'existence d'une maison de plaisance ou d'un établissement rural. Mais on ne sait rien de positif sur la fondation même du monastère. Les historiens les plus accrédités l'attribuent à Roger I^{er}, comte de Carcassonne, dans les domaines duquel le territoire de Frédelas était situé, ou plutôt au comte Arnaud, son père, qui vivait au milieu du dixième siècle¹. Ce qu'il y a de certain, c'est que le testament de Raymond, comte de Rouergue et marquis de Septimanie, est le premier titre authentique qui en fasse mention, et que ce testament remonte à l'année 961². Des mains du comte Roger l'abbaye de Frédelas passa dans celles de son troisième fils, le comte Pierre, évêque de Girone, qui reçut en partage la plupart des évêchés et des monastères compris dans les domaines de son père. Pierre la transmit à son neveu Roger, premier comte de Foix³, et celui-ci à ses successeurs. L'un d'eux, le comte Roger II, voulant pourvoir à la sûreté des habitants qui étaient venus se grouper à l'ombre du monastère, fit élever sur le plateau qui dominait la plaine de Frédelas un château-fort, auquel il donna le nom d'Apamée (*Appamiæ*).

1. Vaissette, II, 93.

2. « Et illo alode de Carliago Rogerio filio Arnaldi remaneat ; post suum discessum Sancti Antonini Fredelesio remaneat. » Vaissette, II, Pr. xcviij.

3. Vaissette, II, Pr. clxx.

Ce nom, dont la langue romane a fait *Pamias* et notre langage moderne *Pamiers*, se rencontre pour la première fois dans un document de l'année 1111¹, et finit par remplacer l'ancienne dénomination. On croit généralement que Roger l'avait choisi pour perpétuer le souvenir de la première croisade, et plus spécialement celui de la ville d'Apamée en Syrie, à la prise de laquelle il avait sans doute pris part².

Ce n'est pas sans étonnement qu'on voit des familles seigneuriales se transmettre ainsi de générations en générations la propriété d'évêchés ou de monastères, au même titre et de la même façon que les autres parties de leur patrimoine. On s'est efforcé d'expliquer ce fait singulier en disant qu'il ne s'agissait pas d'une propriété véritable, mais seulement d'un droit de patronage sur les églises et d'une certaine suzeraineté sur leurs domaines, que la plupart des fondateurs s'étaient réservés. Cette explication ne manque pas de vérité, mais elle est insuffisante; pour la rendre complète il faut ajouter qu'au milieu des désordres et de la confusion du dixième siècle un grand nombre d'établissements religieux étaient réellement tombés aux mains des laïques, et que par une suite d'excès, d'usurpations et de violences, qu'aucune autorité n'était alors en mesure de réprimer, les défenseurs que ces établissements avaient choisis, ou qu'ils avaient été forcés de subir, s'étaient emparés de leurs biens, de leurs revenus, de leurs prérogatives, de leurs droits de toute nature. Les enfants mêmes des fondateurs ou leurs descendants n'avaient pas craint de s'associer à ces spoliations. Beaucoup d'entre eux n'avaient usé de leur patronage que pour se remettre en possession des dons faits

1. Vaissette, II, Pr. CCCLV.

2. Vaissette, I, 623, col. 2 ; II, 358. — Art de vérifier les dates, *Comtes de Foix*, art. Roger II. — Ourgaud (pag. 9, 10) prétend faire venir le nom de Pamiers du mot romain *Pam*, mesure de longueur usitée dans le pays, qui servit plus tard à désigner les différents quartiers de la ville. « Les abbés, dit-il, faisaient de grands avantages aux nouveaux habitants qui venaient s'établir à » Frédelas ; entre autres choses ils leur livraient des terrains, soit pour jardin, » soit pour vigne et construction de maison, qu'on mesurait à *Pams* ; de là la » ville des *Pams* ou ville *Appamée* ; de là aussi dans la suite la division de la » nouvelle ville en six grands *Pams* ou quartiers. » Cette étymologie, que Catel avait déjà proposée dans ses *Mémoires de l'histoire du Languedoc*, ne saurait être prise au sérieux. Il suffit, pour en montrer la frivolité, de faire remarquer que le château bâti par Roger II portait le nom de Pamiers, *castrum Appamiarum*, longtemps avant que la ville ne fût divisée en *Pams* ou quartiers.

par la piété de leurs pères, et tous, défenseurs ou patrons, transformés en tyrans sous les noms d'*avoués* ou d'*abbés militaires*, avaient fini par substituer leur pouvoir à celui des supérieurs canoniques. Telle fut pendant tout le cours du onzième siècle et pendant la première moitié du douzième la condition misérable de la plupart des abbayes dans le midi de la France. Telle était en particulier celle de S. Antonin sous la domination du premier comte de Foix. Le droit de patronage ou de suzeraineté qu'avaient exercé les comtes de Carcassonne, et que l'évêque Pierre avait transmis à son neveu, était devenu dans les mains de celui-ci un instrument d'oppression¹, et les religieux, dépouillés d'une grande partie de leurs domaines, avaient eux-mêmes secoué le joug de la régularité, lorsque éclata au sein de l'Église le mouvement de réforme, dont l'ordre de Cluny prit d'abord la direction. Grâce aux voyages de S. Odilon et de S. Hugues en Aquitaine, ce mouvement s'étendit jusqu'aux extrémités de la région Pyrénéenne. Le comte de Foix, subissant lui-même l'entraînement général, écrivit à S. Hugues pour lui offrir l'abbaye de Frédélas et le prier d'y rétablir la discipline monastique (1060)². Mais il paraît que cette offre ne fut pas acceptée, car au commencement du douzième siècle les successeurs de Roger détenaient encore les biens des religieux. Il ne fallut rien moins que les foudres des souverains pontifes pour les contraindre à s'en dessaisir, et ce fut seulement au mois de juin 1111 que, frappé d'excommunication par les papes Urbain II et Pascal II, menacé par les légats et par les évêques de Toulouse, pressé peut-être aussi par le souvenir des engagements qu'il avait pris en partant pour la Terre-Sainte, Roger II se décida à conclure avec les religieux une transaction, qui rendait la seigneurie commune, et qui reçut pour ce motif le nom d'*acte de pariage*³.

Ce traité mérite de fixer l'attention, parce qu'il a servi pendant plusieurs siècles à régler les rapports des abbés de S. Antonin

1. Tous les documents qui mentionnent les griefs de l'abbaye prouvent que les comtes de Carcassonne avaient respecté ses droits et que sa spoliation ne remontait qu'au premier comte de Foix. Cf. Vaissette, II, Pr. ccclv, ccclxxvii.

2. « Concedimus cum omnibus ad se pertinentibus locum Sancti Antonini, » qui vulgo vocatur Fredeleiz, quatenus ibi monastici habitus, te statuente, » regularis inseratur ordo. » Vaissette, II, Pr. ccxiv.

3. Vaissette, II, 358 ; Pr. ccclv. — Ourgaud, 93 ; Pr. x.

avec les maîtres successifs du comté de Foix, et qu'en dépit des luttes intestines, des guerres étrangères, des changements de dynasties, des transformations politiques et religieuses, il est resté jusqu'à la veille de la Révolution, dans ses dispositions essentielles sinon dans ses détails accessoires, la base du droit public de Pamiers. Si l'on s'en tenait rigoureusement au texte, on serait tenté de n'y voir, de la part du comte, qu'une amende honorable, suivie de la restitution pure et simple des biens usurpés ; mais les expressions employées par le rédacteur ne doivent pas faire illusion, et l'ensemble de l'acte prouve qu'il avait bien réellement pour objet un de ces partages de suzeraineté si fréquents au moyen-âge. Les religieux, en effet, rentraient en possession de leur abbaye, de la ville de Frédelas et même du château de Pamiers, qui avait été construit sur leurs terres ; ils recouvraient également les droits de justice et de leude, qui leur avaient été primitivement concédés ; mais en même temps ils confiaient au comte la garde de la ville et du monastère, lui inféodaient le château et lui abandonnaient pour prix de sa protection la moitié de ces mêmes droits qui venaient de leur être rendus. Le comte recevait en outre la jouissance exclusive d'une vigne et d'un casal, la moitié des censives établies sur les maisons et le droit de prendre à crédit pendant l'espace d'un mois sa nourriture et ses vêtements¹ ; mais il s'engageait à payer chaque année, le jour de la fête de S. Antonin, un muid de vin, un demi-muid de froment, une vache grasse, quatre porcs ou quatre sous toulousains ; son représentant (*ministralis*) prêtait serment entre les mains de l'abbé, et c'était par l'intermédiaire du représentant de l'abbaye qu'il devait percevoir la plupart de ses profits. — Sa position à l'égard des religieux présentait donc un double caractère et ne manquait pas d'analogie avec celle du roi de France vis-à-vis de quelques-uns de ses vassaux². D'un côté, le patrimoine entier de S. Antonin était situé dans son comté, et tout ce que les religieux y possédaient provenait des libéralités de ses

1. Le droit du seigneur de prendre à crédit pour un temps déterminé les objets de consommation dont il avait besoin est stipulé dans un grand nombre de coutumes. Cf. Du Cange, V^o CREDENTIA.

2. Voy. dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, tom. L, pag. 499 et suiv., la dissertation de M. Dacier intitulée : *Recherches sur l'usage observé en France quand les Rois ont acquis des fiefs dans la mouvance de leurs sujets*.

par la piété de leurs pères, et tous, défenseurs ou patrons, transformés en tyrans sous les noms d'*avoués* ou d'*abbés militaires*, avaient fini par substituer leur pouvoir à celui des supérieurs canoniques. Telle fut pendant tout le cours du onzième siècle et pendant la première moitié du douzième la condition misérable de la plupart des abbayes dans le midi de la France. Telle était en particulier celle de S. Antonin sous la domination du premier comte de Foix. Le droit de patronage ou de suzeraineté qu'avaient exercé les comtes de Carcassonne, et que l'évêque Pierre avait transmis à son neveu, était devenu dans les mains de celui-ci un instrument d'oppression¹, et les religieux, dépouillés d'une grande partie de leurs domaines, avaient eux-mêmes secoué le joug de la régularité, lorsque éclata au sein de l'Église le mouvement de réforme, dont l'ordre de Cluny prit d'abord la direction. Grâce aux voyages de S. Odilon et de S. Hugues en Aquitaine, ce mouvement s'étendit jusqu'aux extrémités de la région Pyrénéenne. Le comte de Foix, subissant lui-même l'entraînement général, écrivit à S. Hugues pour lui offrir l'abbaye de Frédélas et le prier d'y rétablir la discipline monastique (1060)². Mais il paraît que cette offre ne fut pas acceptée, car au commencement du douzième siècle les successeurs de Roger détenaient encore les biens des religieux. Il ne fallut rien moins que les foudres des souverains pontifes pour les contraindre à s'en dessaisir, et ce fut seulement au mois de juin 1111 que, frappé d'excommunication par les papes Urbain II et Pascal II, menacé par les légats et par les évêques de Toulouse, pressé peut-être aussi par le souvenir des engagements qu'il avait pris en partant pour la Terre-Sainte, Roger II se décida à conclure avec les religieux une transaction, qui rendait la seigneurie commune, et qui reçut pour ce motif le nom d'*acte de pariage*³.

Ce traité mérite de fixer l'attention, parce qu'il a servi pendant plusieurs siècles à régler les rapports des abbés de S. Antonin

1. Tous les documents qui mentionnent les griefs de l'abbaye prouvent que les comtes de Carcassonne avaient respecté ses droits et que sa spoliation ne remontait qu'au premier comte de Foix. Cf. Vaissette, II, Pr. CCCLV, CCCLXXVII.

2. « Concedimus cum omnibus ad se pertinentibus locum Sancti Antonini, » qui vulgo vocatur Fredeleiz, quatenus ibi monastici habitus, te statuente, » regularis inseratur ordo. » Vaissette, II, Pr. CCXIV.

3. Vaissette, II, 353 ; Pr. CCCLV. — Ourgaud, 93 ; Pr. x.

avec les maîtres successifs du comté de Foix, et qu'en dépit des luttes intestines, des guerres étrangères, des changements de dynasties, des transformations politiques et religieuses, il est resté jusqu'à la veille de la Révolution, dans ses dispositions essentielles sinon dans ses détails accessoires, la base du droit public de Pamiers. Si l'on s'en tenait rigoureusement au texte, on serait tenté de n'y voir, de la part du comte, qu'une amende honorable, suivie de la restitution pure et simple des biens usurpés ; mais les expressions employées par le rédacteur ne doivent pas faire illusion, et l'ensemble de l'acte prouve qu'il avait bien réellement pour objet un de ces partages de suzeraineté si fréquents au moyen-âge. Les religieux, en effet, rentraient en possession de leur abbaye, de la ville de Frédelas et même du château de Pamiers, qui avait été construit sur leurs terres ; ils recouvraient également les droits de justice et de leude, qui leur avaient été primitivement concédés ; mais en même temps ils confiaient au comte la garde de la ville et du monastère, lui inféodaient le château et lui abandonnaient pour prix de sa protection la moitié de ces mêmes droits qui venaient de leur être rendus. Le comte recevait en outre la jouissance exclusive d'une vigne et d'un casal, la moitié des censives établies sur les maisons et le droit de prendre à crédit pendant l'espace d'un mois sa nourriture et ses vêtements¹ ; mais il s'engageait à payer chaque année, le jour de la fête de S. Antonin, un muid de vin, un demi-muid de froment, une vache grasse, quatre porcs ou quatre sous toulousains ; son représentant (*ministralis*) prêtait serment entre les mains de l'abbé, et c'était par l'intermédiaire du représentant de l'abbaye qu'il devait percevoir la plupart de ses profits. — Sa position à l'égard des religieux présentait donc un double caractère et ne manquait pas d'analogie avec celle du roi de France vis-à-vis de quelques-uns de ses vassaux². D'un côté, le patrimoine entier de S. Antonin était situé dans son comté, et tout ce que les religieux y possédaient provenait des libéralités de ses

1. Le droit du seigneur de prendre à crédit pour un temps déterminé les objets de consommation dont il avait besoin est stipulé dans un grand nombre de coutumes. Cf. Du Cange, V^e CREDENTIA.

2. Voy. dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, tom. L, pag. 499 et suiv., la dissertation de M. Dacier intitulée : *Recherches sur l'usage observé en France quand les Rois ont acquis des fiefs dans la mouvance de leurs sujets*.

Nogent-le-Rôtrou, imprimerie de A. Gouverneur.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES
123658
REVUE D'ÉRUDITION,

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN-ÂGE.

XXXII.

ANNÉE 1871.

PARIS
LIBRAIRIE D'ALPHONSE PICARD,

RUE BONAPARTE, 82.

1871

était faite et engagea même les religieux à s'accommoder avec Roger. Il fallut bien se résigner. Le nouveau comte fut solennellement associé au pariage le 23 juillet 1241¹, et le conserva pendant toute sa vie². Il paraît même qu'aussitôt après sa mort, arrivée le 24 février 1265, son fils et successeur, Roger-Bernard III, en fut également investi³. Mais les hostilités ne tardèrent pas à se ranimer, avec d'autant plus de vivacité cette fois que les chanoines pouvaient compter sur l'appui de la population. En effet le jeune comte était à peine en possession de ses domaines que déjà ses violences avaient soulevé les esprits contre lui. Un jour qu'il était venu à Pamiers, il se vit assailli par la populace en armes et fut obligé de chercher un refuge dans l'église du Mercadal, où il demeura comme assiégé jusqu'à la nuit. En même temps la foule se ruait sur la maison de son viguier et plusieurs personnes de sa suite étaient blessées (1266). Les consuls, que le comte accusait d'avoir toléré, peut-être même encouragé ce désordre, furent poursuivis et condamnés avec une extrême rigueur⁴; mais la sévérité même de cette sen-

1. Vaissette, III, 427. — Ourgaud (page 117) indique l'acte comme se trouvant aux archives de l'évêché de Pamiers, n° 11. Le même auteur a publié parmi ses Preuves, n° xxxviii, une sentence arbitrale destinée à régler les différends du comte et de l'abbé; mais ces différends ne portaient que sur des propriétés situées hors de la ville et n'avaient aucun rapport au pariage.

2. En 1261, l'abbé Maurin étant venu à mourir, le comte Roger IV fit hommage à son successeur. — Ourgaud, Pr. xl.

3. J'adopte sur ce point, d'ailleurs très-secondaire, un sentiment opposé à celui de D. Vaissette (IV, 51) et d'Ourgaud (p. 121). Ce n'est pas parce que immédiatement après son avènement Roger-Bernard éleva la prétention d'exercer ses droits de co-seigneur; il est en effet certain que, malgré la condition viagère du pariage, les comtes de Foix l'avaient toujours regardé comme héréditaire et qu'ils ne voulaient voir dans la cérémonie du renouvellement qu'une pure formalité. Mais je m'appuie sur un document publié par D. Vaissette (III, Pr. cccli) et reproduit par Ourgaud (Pr. xlii), dans lequel il est dit que le 26 février 1265, deux jours après la mort de Roger IV, l'abbé du Mas-d'Azil, agissant comme tuteur de Roger-Bernard, fit aux chanoines de S. Antonin la remise solennelle du château de Pamiers et des autres droits que le défunt comte possédait en vertu de sa co-seigneurie. — Or cette remise, qu'on trouve, il est vrai, stipulée dans tous les actes de pariage, n'était en réalité que le prélude du renouvellement, la première moitié d'un contrat bilatéral, dont la seconde moitié ne pouvait être séparée. Si les religieux l'eussent exigée sans la faire suivre d'une nouvelle investiture, ils se seraient rendus coupables d'une sorte de *guet-apens*, contre lequel le tuteur du jeune comte n'aurait pas manqué de protester.

4. Ourgaud, Pr. xlv, xlvi.

tence n'était pas faite pour calmer l'irritation. De leur côté les chanoines profitèrent de la première vacance du siège abbatial pour placer à leur tête un homme que son caractère ardent et son inflexible volonté semblaient prédestiner à jouer un rôle considérable dans toutes les querelles de son temps et de son pays. Bernard de Saisset, natif d'Aragon et chancelier de l'église de Toulouse, le même qui devait trente ans plus tard prendre une si grande part aux différends de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel, fut élu abbé de S. Antonin en 1268. Ses premiers actes montrèrent ce qu'on pouvait attendre de son audace et de son énergie. Après avoir sommé le comte de Foix de se soumettre à son arbitrage et de réparer les torts qu'il avait pu causer aux habitants, il refusa d'écouter aucune proposition d'accommodement¹, et prenant presque aussitôt une résolution extrême, il rompit définitivement le pariage et se jeta dans les bras du roi de France, qui accepta la co-seigneurie pour une période de dix ans (1269)².

Roger-Bernard n'était pas fait pour lutter contre un pareil adversaire. Son humeur inquiète, sa bravoure, son goût pour les aventures et son étourderie le jetaient incessamment dans des entreprises qui compromettaient sa puissance et sa liberté. Dépouillé du pariage de Pamiers, il suivit d'abord S. Louis en Afrique (1270). Au retour de cette funeste expédition, pendant laquelle il avait perdu la meilleure partie de ses soldats, il s'engagea dans une alliance inconsidérée avec le comte d'Armagnac, détruisit au mépris de la sauvegarde royale le château de Sompuy, qui appartenait au sire de Casaubon, et provoqua par cette agression téméraire la colère du nouveau roi (1271). Philippe III venait de recueillir l'héritage de son oncle Alphonse et d'entrer en possession de cette partie du Languedoc que le traité de 1229 avait laissée au dernier Raymond. Il saisit avec empressement l'occasion de se montrer à ses nouveaux sujets dans tout l'appareil de sa puissance militaire. Son armée occupa le pays de Foix, et le comte obligé de se rendre à merci fut enfermé au château de

1. Ourgaud, Pr. XLVII, XLVIII.

2. On verra plus loin (page 18 note 5) que depuis 1242 le roi de France avait acquis la suzeraineté immédiate de la partie du comté de Foix où la ville de Pamiers se trouvait comprise. Cette circonstance explique la démarche de l'abbé et l'acceptation du roi.

Carcassonne. En même temps, et comme pour témoigner du prix qu'il attachait à ses moindres prérogatives, Philippe profita de son séjour à Pamiers pour faire acte de co-seigneur en restituant aux habitants leur ancien privilège de ne payer aucun droit de leude dans toute l'étendue du comté¹. Il finit cependant par se réconcilier avec son prisonnier, lui rendit la liberté à la fin de 1273 ou au commencement de 1274 et lui remit successivement les différentes places dont il s'était emparé (1274-1277)². La leçon était sévère; Roger-Bernard était demeuré captif pendant dix-huit mois, et pendant cinq ans il avait vu ses domaines administrés par les officiers royaux. Mais sa nature remuante et ses instincts guerriers eurent bientôt repris le dessus. A peine était-il rentré en possession de son comté qu'il s'allia avec le roi de Majorque, les comtes d'Urgel, de Pailhas et d'autres seigneurs catalans pour faire la guerre au roi d'Aragon. Arrêtées presque au début, les hostilités recommencèrent en 1280. Cette fois encore le malheureux comte fut trahi par la fortune et dut expier sa nouvelle imprudence par un emprisonnement qui ne dura pas moins de quatre années.

Au milieu de ses folles entreprises et de ses infortunes, Roger-Bernard persistait à revendiquer le pariage de Pamiers. En 1271 maître Nicolas de Verneuil, clerc du roi, avait été envoyé sur les lieux pour procéder à une enquête³. L'affaire du château de Sompuy, l'emprisonnement du comte et l'occupation du pays de Foix par les troupes royales ne lui permirent pas d'accomplir sa mission. Mais le traité fait avec le roi expirait à la fin de 1279; il était probable que le comte allait redoubler d'efforts. Déjà même tous les avocats du pays paraissaient gagnés à sa cause. L'abbé prit hardiment les devants; il s'adressa aux commissaires royaux venus à Toulouse pour tenir le parlement (1280) et les

1. Arch. commun. de Pamiers, *Coutumes et Privilèges*, n° 6; Ourgaud, Pr. XLIX. — Le comte de Foix avait dépouillé les habitants de ce privilège pour les punir de leur hostilité et de l'appui qu'ils prêtaient à l'abbé. Il n'est pas rigoureusement exact de dire que Philippe III le leur rendit pendant son séjour à Pamiers, car la restitution ne fut effectuée que le 16 novembre 1273 par la main des officiers royaux. Mais ce fut très-probablement pendant son séjour que le roi reçut les réclamations des habitants et ordonna l'enquête à la suite de laquelle la restitution eut lieu.

2. Vaissette, IV, Pr. XII.

3. Vaissette, IV, 2.

pria d'autoriser le sénéchal de Carcassonne à commettre un juge particulier qui tiendrait ses assises à Pamiers et trancherait le différend¹. C'était malheureusement l'année où Roger-Bernard s'engageait dans cette guerre contre le roi d'Aragon, qui devait avoir une si fatale issue. L'abbé profita de la circonstance, et tandis que son adversaire allait se faire battre par les Aragonais, il obtint du roi le renouvellement de sa sauvegarde pour une seconde période de dix ans².

En retardant la solution, Bernard de Saisset croyait avoir conjuré le danger; mais cette fois l'événement trompa ses calculs. Remis en liberté au mois de juin 1284, le comte de Foix s'empressa de rejoindre l'armée royale, qui se préparait à envahir la Catalogne, et pendant tout le cours de la campagne, notamment à la prise de Girone, il montra tant d'intelligence et de courage que pour le récompenser de ses services le roi se décida à lui rendre le pariage de Pamiers, sous la seule réserve du ressort et de la suzeraineté³. Cette restitution, expédiée le 21 septembre 1285, précéda de peu de jours la mort de Philippe III. Un des premiers actes de son successeur fut de la confirmer⁴. Muni de cette double charte, Roger-Bernard accourut à Pamiers, convoqua les habitants sur la place du Mercadal, leur fit donner lecture des deux lettres royales, et comme son éloignement, ses hauts faits, ses malheurs et peut-être aussi le gouvernement despotique des chanoines lui avaient ramené les cœurs, il fut acclamé par la foule et reconnu d'une voix unanime pour paria-giste et co-seigneur (11 novembre)⁵.

1. « De petitione procuratoris abbatis Appamiarum super eo quod requirebat » quod senescallus Carcassonæ mitteret aliquem judicem ad villam Appamiarum, » qui ibi assisiam teneret et causas audiret quæ inter ipsum et comitem Fuxi et » gentes eorum vertuntur, cum sit ei periculosum ire apud Carcassonam et liti- » gare ibidem et sumptuosum, cum de partibus Tolosanæ ipsum oporteat ducere » advocatos ad assisiam Carcassonæ, quia alios de terra illa non potest habere » advocatos, cum omnes sint pensionati comitis supradicti. — Vaissette, IV, Pr. xvii.

2. Vaissette, IV, 33, 51.

3. Ourgaud, Pr. LII, LIII, LIV.

4. L'acte de confirmation, daté de Nîmes le 26 octobre 1285, est indiqué par Ourgaud (page 134) comme se trouvant aux archives de l'évêché de Pamiers, n° 122.

5. « Dictus dominus comes iterum petit a dicta universitate et hominibus si » consentiebant paci et concordie ipsius et gratie quam dicti domini reges sibi

Il semblait que l'abandon des droits du souverain et la manifestation du vœu populaire dussent mettre fin au débat. Mais la résistance de l'abbé n'en fut point ébranlée, et pendant quelques années encore les imprudences du comte vinrent en aide à son opiniâtreté. Toujours inquiet et batailleur, Roger-Bernard ne cessait de compromettre sa cause, tantôt en attaquant et dépouillant ses voisins, tantôt en méprisant les injonctions du roi et maltraitant ses officiers¹. Les choses en étaient venues à ce point qu'au mois d'octobre 1290 le sénéchal de Carcassonne reçut ordre de le citer à comparaître devant le parlement. Tout finit cependant par s'apaiser ; le comte fit sa soumission, rentra en grâce, et le roi, qui tenait à remplir ses engagements envers lui, écrivit à l'abbé pour l'inviter de nouveau à la conciliation (30 janvier 1294)². Roger-Bernard porta lui-même la lettre à Pamiers, en donna lecture en présence des chanoines assemblés et se déclara prêt à conclure un arrangement favorable aux intérêts de l'abbaye (11 février)³. L'abbé demeura inflexible. Il ne restait au comte d'autre ressource que d'employer la force ou de recourir à l'autorité royale, qui se trouvait elle-même mise en question. Philippe-le-Bel le comprit. Il s'était à plusieurs reprises montré sévère pour le comte de Foix, mais il n'entendait pas que l'abbé de S. Antonin se jouât de sa volonté. Il enjoignit donc au sénéchal de Carcassonne d'avoir à retirer les officiers royaux, qui depuis 1269 avaient la garde de Pamiers, et de remettre entre les mains du comte la ville et le château (28 février 1295)⁴. Le lieutenant du sénéchal montra d'abord quelque hésitation, tant était grande la terreur qu'inspirait l'abbé⁵ ; mais enfin l'ordre fut exécuté, et le comte de Foix put croire qu'il allait jouir en paix de cette co-seigneurie, pour laquelle il avait tant lutté.

Il s'en fallait cependant beaucoup que ses embarras fussent à leur terme. Bernard de Saisset n'était pas homme à subir tranquillement sa défaite, et le triomphe de son ennemi n'avait fait

» fecerunt. Qui prædicti homines vel major pars eorumdem una voce clamaverunt » pluries, dixerunt et responderunt alta voce : *Quod sit.* » Document des archives de l'évêché de Pamiers, n° 5, cité par Ourgaud, p. 134, note 2.

1. Vaissette, IV, 67, 68, 69, 75.

2. La lettre du roi est insérée dans le document cité à la note suivante.

3. Ourgaud, Pr. LV.

4. Ourgaud, Pr. LVI.

5. Ourgaud, Pr. LVII.

qu'irriter son orgueil. Il partit pour Rome et déposa aux pieds du souverain pontife un mémoire où tous ses griefs étaient énumérés¹. Il accusait le comte d'avoir fait dévaster par ses gens les domaines de l'abbaye et de ses vassaux, d'avoir attaqué, pillé ou brûlé les châteaux qui lui appartenaient, d'avoir à plusieurs reprises dressé des embuscades dans le dessein de le faire prisonnier ou de le tuer, d'avoir fait assassiner plusieurs hommes de sa suite, notamment un de ses serviteurs avec lequel il avait changé d'habits pour échapper aux meurtriers, d'avoir enfin répandu la terreur et la désolation dans la ville de Pamiers, au point qu'une partie des religieux était en fuite et que lui-même n'osait plus habiter les bâtiments conventuels. Il y avait sans doute dans ces doléances beaucoup d'exagération, mais il eût été difficile de soutenir que pendant une lutte de vingt-cinq ans, et surtout depuis que l'abbé s'était si hautainement refusé à toute transaction, le comte et ses partisans n'eussent commis aucun excès. Le Saint-Siège y trouvait d'ailleurs un prétexte plus que suffisant pour justifier son intervention, et Boniface VIII, qui occupait depuis quelques mois la chaire de S. Pierre², était trop pressé d'entrer dans les affaires intérieures de l'Église de France pour laisser échapper une pareille occasion. Il écrivit immédiatement au roi pour le sommer de contraindre le comte de Foix à restituer tout ce qu'il avait perçu au détriment de l'abbaye (juillet 1295), et comme sa lettre demeura sans réponse, il frappa le comte d'excommunication et mit en interdit la ville de Pamiers pour la part qu'elle avait eue au rétablissement du pariage.

Le débat, ainsi posé, prenait des proportions inattendues ; ce qui n'avait été dans le principe qu'une mince question de suzeraineté féodale menaçait d'amener un conflit entre l'autorité civile et le pouvoir spirituel. Mais par un jeu singulier des passions ce recours désespéré à la suprématie pontificale, qui paraissait devoir rendre la guerre plus grave et plus opiniâtre, devint précisément l'origine de la paix. En effet, tandis qu'il lançait ses foudres contre les habitants de Pamiers, Boniface VIII, reprenant un ancien projet de Clément IV, venait par une bulle en date du 23 juillet 1295, de détacher cette ville du diocèse de Toulouse, dont elle avait jusqu'alors fait partie, et d'ériger l'abbaye de

1. Ourgaud, Pr. LIX.

2. Boniface VIII avait été élu le 24 décembre 1294 et sacré le 2 janvier 1295.

S. Antonin en église épiscopale¹. Ce démembrement rencontra, il est vrai, quelques obstacles, et l'abbé Bernard, que le pape avait immédiatement placé à la tête du nouveau diocèse (24 juillet)², ne put prendre possession de son siège qu'à la fin du mois d'août 1297. Mais son voyage à Rome et la dignité dont il se trouvait investi avaient élevé le but de son ambition. Pendant son séjour auprès de Boniface il avait pénétré les secrets de la politique romaine, et pressentant en quelque sorte la gravité des événements qui se préparaient et le rôle important qu'il serait appelé à y jouer, il était rentré en France avec un dévouement absolu aux doctrines ultramontaines et l'énergique résolution de travailler à leur triomphe. La question du pariage ne lui offrait plus dès lors qu'un médiocre intérêt; il lui convenait même de la terminer au plus vite et de se rendre libre pour les hautes destinées qu'il entrevoyait. Aussi, dès qu'il fut en paisible jouissance de son évêché, s'empressa-t-il de rouvrir les négociations avec le comte de Foix. Les deux parties compromirent le 24 octobre 1297 entre les mains de Guy de Levis, seigneur de Mirepoix³, et le 7 novembre suivant celui-ci rendit sa sentence⁴, qui fut acceptée sans difficulté. Le pariage était rétabli sur ses anciennes bases. Le comte rentrait en possession du château ainsi que des autres fortifications, et l'évêque conservait, en vertu de la dona-

1. Ourgaud, Pr. LX. — Cette bulle permet de rectifier une légère erreur de chronologie commise par les auteurs du *Gallia christiana* et de l'*Histoire générale de Languedoc* relativement à l'érection de l'évêché de Pamiers, qu'ils reculent jusqu'au 16 septembre 1295. Cette dernière date est celle de la bulle qui fixe les limites du nouveau diocèse et traça la ligne de démarcation entre les paroisses qui lui étaient attribuées et celles que le diocèse de Toulouse devait retenir. Mais les savants Bénédictins ont ignoré l'existence de la bulle du 23 juillet, que le docteur Ourgaud a publiée, et qui est proprement la bulle d'érection.

2. Ourgaud, Pr. LXI. — Cette seconde bulle, qui est demeurée, comme la précédente, inconnue aux auteurs de l'*Histoire générale de Languedoc*, infirme leur opinion sur l'époque de l'élévation de Bernard de Saisset au siège de Pamiers. Il est bien vrai que la prise de possession du nouvel évêque fut retardée jusqu'en 1297, soit par suite des réclamations de l'évêque de Toulouse, soit à cause de l'opposition de Philippe-le-Bel. Mais en présence de la notification que le pape adressa aux habitants dès le 24 juillet 1295, il n'est plus permis de douter que sa nomination n'ait immédiatement suivi la création de l'évêché.

3. Le texte de ce compromis est indiqué par Ourgaud (p. 146) comme existant aux archives de l'évêché de Pamiers, n° 4 et 12.

4. Arch. commun. de Pamiers, *Paréages*, n° 2. — Ourgaud, Pr. LXIII.

tion de Raymond-Roger, la tour du *Castlar*¹. La justice, les amendes, les confiscations, les déshérences et les censives des quartiers de Villeneuve et du Camp étaient déclarées communes. Le produit des leudes, des étaux, des portes, des moulins et des fours, à l'exception de deux fours réservés à l'évêque, devait également se partager par moitié. Les co-seigneurs étaient invités à nommer un châtelain, un juge et un viguier communs, et les actes de ces officiers, ainsi que ceux des sergents ou autres agents subalternes, devaient être faits en leur double nom. Les gages du châtelain et les frais d'entretien du château étaient à la charge exclusive du comte, qui participait pour moitié aux autres dépenses et salaires. Le comte reconnaissait tenir de l'évêque à titre de *fief d'honneur* sa part de seigneurie; il promettait de lui en faire hommage, et chaque année, le jour de la fête de S. Antonin, il devait, en signe de vassalité, lui remettre les clefs du château et lui en ouvrir les portes; le corps du bienheureux martyr y était porté processionnellement, les religieux l'y gardaient une partie de la journée et pendant ce temps l'étendard de l'évêque flottait sur les murailles. Le comte s'engageait en outre à protéger la personne et les biens de l'évêque et à ne mettre aucun obstacle à la perception des dîmes, prémices ou autres revenus ecclésiastiques. Une disposition transitoire l'obligeait enfin, pour indemniser l'évêque des torts qu'il avait pu lui causer, soit à lui assigner sur ses propres domaines un revenu de mille livres, soit à lui payer une somme de vingt mille livres en capital. En résumé la position réciproque des co-seigneurs restait à peu de choses près la même que par le passé, et le nouveau pariage ne différait des précédents que par quelques détails d'une importance secondaire².

1. Voy. plus haut, page 6, note 4.

2. Il est intéressant de comparer entre eux les différents actes de pariage qui nous ont été conservés. Le fond est le même, mais les détails varient et marquent en quelque sorte le progrès de la civilisation et les développements de la seigneurie. C'est ainsi que dans le pariage de 1149 les co-seigneurs stipulent la jouissance commune d'une île formée par l'Ariège et d'un moulin, qui n'existait probablement pas encore en 1111. Dans le pariage de 1226 on voit figurer pour la première fois le produit des fours, des étaux du marché et des portes de la ville ainsi que des censives des quartiers de Villeneuve et du Camp, qui étaient sans doute de construction récente. C'est également dans ce pariage que pour la première fois le co-seigneur laïque concède à l'abbé le droit de faire flotter son étendard sur les murailles du château le jour de la fête de S. Antonin. D'un

Guy de Levis avait expressément stipulé que sa sentence arbitrale ne deviendrait exécutoire qu'après avoir obtenu la confirmation du souverain pontife. Cette confirmation se fit longtemps attendre. Elle fut enfin donnée par une bulle en date du 17 février 1299¹, et le 27 du même mois le pape écrivit à l'évêque de Pamiers pour l'autoriser à lever l'excommunication qui depuis quatre ans pesait sur le comte². La cérémonie d'absolution eut lieu le 25 juin 1300, dans le réfectoire des Frères-Prêcheurs, en présence des évêques de Maguelonne et de Beziers, des abbés de Foix et du Mas d'Azil et d'une foule nombreuse³. Deux jours après l'évêque remit solennellement au comte les clefs du château, tandis que le comte lui présentait celles de la tour du *Castlar*⁴.

Ce fut le dernier acte d'un drame qui n'avait pas duré moins de deux siècles. Depuis cette réconciliation aucun fait grave ne vint troubler l'harmonie des co-seigneurs, et la bonne intelligence paraît s'être maintenue entre leurs successeurs jusqu'à l'extinction du pariage. Plusieurs causes y contribuèrent. Une des plus puissantes fut assurément l'autorité des rois qui, depuis le règne de saint Louis, étaient devenus les suzerains immédiats du comté de Foix⁵. Les sénéchaux de Carcassonne ou de Tou-

autre côté le droit suranné de prendre à crédit les objets de consommation a disparu du pariage de 1297. Il en est de même des prestations en nature auxquelles le comte était soumis envers les religieux, et désormais la procession de S. Antonin et la présence de l'étendard abbatial sur les murs du château pendant le temps de la cérémonie sont les seuls symboles de sa vassalité. Quant à la vache grasse qu'il devait fournir chaque année, elle paraît être devenue l'objet d'un divertissement populaire, qui a duré jusqu'à nos jours. Voy. Ourgaud, p. 68, note 1.

1. Ourgaud (p. 148) a publié le texte à peu près complet de cette bulle d'après les archives de l'évêché de Pamiers, n° 20.

2. Cette lettre est insérée dans le document cité à la note suivante. Le pape y excluait formellement la ville de Pamiers de la grâce qu'il accordait au comte de Foix. Les habitants nommèrent immédiatement deux syndics chargés de poursuivre la levée de l'interdit dont ils demeuraient frappés (Arch. commun. de Pamiers, *Syndicat*, n° 1); mais ce ne fut qu'en 1303 qu'ils purent l'obtenir.

3. Ourgaud, Pr. LXIV.

4. Ourgaud, Pr. LXV.

5. Depuis le milieu du XII^e siècle le comté de Foix relevait du comté de Toulouse pour la partie située en-deçà du Pas de la Barre, et du royaume d'Aragon ou plutôt du comté de Barcelonne pour la partie située au-delà. La première partie avait été conquise par Simon de Montfort et par Louis VIII; elle fut replacée sous la suzeraineté du comte de Toulouse par le traité de 1229, mais en 1242 le comte de Foix profita d'une nouvelle prise d'armes de Raymond VII

louse¹ n'eussent pas permis que la paix du royaume fût troublée par des débats analogues à ceux qui viennent d'être racontés, ou du moins leur main de fer les eût promptement étouffés. Mais peut-être l'entente des co-seigneurs eut-elle encore une cause plus directe et plus efficace; je veux parler de l'esprit turbulent des habitants, de l'ambition croissante de leurs consuls et de la nécessité de rester unis en face d'un danger qui menaçait également l'église et le château.

EUGÈNE DE ROZIÈRE.

pour se soustraire à sa dépendance et se placer dans la mouvance directe du roi, auquel il fit hommage lige au mois de janvier 1243. Les efforts de Raymond pour recouvrer son ancien droit de suzeraineté demeurèrent impuissants, et l'avènement même du comte Alphonse ne changea rien au nouvel état des choses. Quant à la partie située au-delà du Pas de la Barre, il paraît certain que le roi d'Aragon en avait cédé la suzeraineté au roi de France par le traité de 1258. Toutefois les termes de ce traité étaient trop vagues pour que le roi d'Aragon n'essayât pas tôt ou tard de faire revivre ses droits. C'est en effet ce qui eut lieu en 1272, lorsque Philippe III fit occuper les terres du comte de Foix en punition de sa rébellion. Mais cette tentative échoua devant la fermeté des officiers royaux; dès l'année suivante le roi d'Aragon se désista de ses prétentions, et quand en 1277 le comte de Foix fut rentré en possession de tous ses domaines, il fit hommage lige au roi pour *tout le comté de Foix, envers et contre tous*. Cf. Vaissette, II, 186, 470, 509, 587; III, 203, 236, 379, 435, 438, 490, 588, Pr. CCLIII, CCCXLV; IV, 9, 10, 24, 25.

1. Le comté de Foix avait d'abord été compris dans le ressort de la sénéchaussée de Carcassonne; il en fut distrait au mois de mai 1333 et attribué à la sénéchaussée de Toulouse. Cf. Vaissette, IV, 211.



ÉTAT DES MANUSCRITS LATINS

DE LA
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

AU 1^{er} AOUT 1871.



CHAPITRE I.

COMPOSITION GÉNÉRALE DU FONDS LATIN.

Le fonds latin de la Bibliothèque nationale consiste en 19618 volumes, qui sont cotés du n° 1 au n° 18613, et qui forment six séries distinctes, savoir :

I. Ancien fonds, constitué vers 1740 et comprenant 9826 volumes cotés 1-8822. Le catalogue en a été publié en 1744 et remplit deux volumes in-folio.

II. Série constituée en 1862, et comprenant 2682 volumes, cotés 8823-11503. La plupart de ces volumes avaient auparavant fait partie des deux fonds connus sous la dénomination de supplément latin et de fonds des cartulaires. L'inventaire en a été publié dans la Bibliothèque de l'école des chartes, 5^e série, tomes III et IV, et dans un fascicule à part (Paris, 1863, in-8° de 127 pages).

III. Série constituée en 1865, et comprenant 2728 volumes cotés 11504-14231. Tous ces volumes étaient venus de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. L'inventaire en a été publié dans la Bibliothèque de l'école des chartes, 6^e série, tomes I, III et IV, et dans un fascicule à part (Paris, 1868, in-8° de 132 pages).

IV. Série constituée en 1867, et comprenant 944 volumes cotés 14232-15175. Tous ces volumes étaient venus de l'abbaye de Saint-Victor. L'inventaire en a été publié dans la Bibliothèque de l'école des chartes, 6^e série, tome V, et dans un fascicule à part (Paris, 1869, in-8° de 79 pages).

V. Série constituée en 1868, et comprenant 1542 volumes cotés 15176-16718. Tous ces volumes étaient venus de la Sorbonne. L'inventaire en a été publié dans la Bibliothèque de l'école des chartes, tome XXXI, et dans un fascicule à part (Paris, 1870, in-8° de 77 pages).

VI. Série constituée en 1868 et comprenant 1895 volumes cotés 16719-18613. Ces volumes avaient fait partie du fonds de Notre-Dame de Paris et de divers petits fonds entrés pour la plupart à la Bibliothèque au moment de la Révolution. L'inventaire en a été publié dans la Bibliothèque de l'école des chartes, tome XXXI, et dans un fascicule à part, dont les présentes observations forment le complément.

A ces six séries définitivement constituées et qui n'ont reçu depuis leur constitution et ne doivent recevoir dans l'avenir aucune modification, il faut ajouter une série en cours de formation, dans laquelle viennent prendre place les manuscrits latins dont la Bibliothèque s'enrichit journellement, soit par voie d'acquisition, soit par suite de dons, soit de toute autre manière. Au 1^{er} août 1871 on comptait dans le fonds latin des nouvelles acquisitions 87 volumes, dont l'inventaire sera donné plus loin, chapitre V.

En réunissant les 87 volumes du fonds des nouvelles acquisitions aux 19618 volumes des six séries du fonds latin, on arrive à un total de 19705; mais ce chiffre est un peu trop fort; il suppose la présence à la Bibliothèque :

1° de 41 volumes de l'ancien fonds, qui ont été perdus ou volés à une époque plus ou moins ancienne, mais antérieure à l'année 1848. Vingt-deux de ces volumes se trouvent aujourd'hui, soit en entier, soit par fragments, dans la collection Barrois, chez le comte d'Ashburnham en Angleterre ¹.

1. Voyez mes *Observations sur l'origine de plusieurs manuscrits de la collection de M. Barrois* (Paris, 1866, in-8° de 72 p. Extrait de la *Bibliothèque de l'école des chartes*, 6^e série, t. II). Aux volumes dont j'ai parlé dans cet opuscule, il faut probablement ajouter le n° 4364 du fonds latin qui, si je ne me trompe, doit être identifié avec le n° 306 de la collection Barrois.

2° de six volumes de l'ancien fonds et du supplément latin, dont la Bibliothèque a été dépouillée par un décret du 15 février 1852 au profit du musée des Souverains, et que le Louvre ne nous a pas encore rendus.

3° de cinq volumes portés au catalogue du supplément latin ou au catalogue du fonds des cartulaires et qui ont été compris dans la deuxième série, encore bien qu'ils fussent en déficit quand cette seconde série a été constituée.

4° de 32 volumes de la deuxième série qui ont été remis à la direction des Archives, en 1862, conformément à un arrêté du ministre d'État du 19 avril 1862.

5° de la copie complète de la collection des chartes poitevines de Dom Fonteneau, copie dont nous n'avons encore que 23 volumes et dont six volumes restent encore à exécuter.

Le nombre des manuscrits latins présents sur les rayons de la Bibliothèque au 1^{er} août 1871 s'élève donc à 19615, sans compter, bien entendu, les manuscrits latins compris dans plusieurs collections que, d'une part, on ne pouvait morceler parce que chacune d'elles forme un tout complet et indivisible, et que, d'autre part, on ne pouvait rattacher ni au fonds latin ni au fonds français sans s'exposer à l'inconvénient de faire figurer au fonds latin beaucoup de volumes français, ou bien au fonds français beaucoup de volumes latins.

CHAPITRE II.

SOURCES PRINCIPALES DE CHAQUE SÉRIE.

L'histoire même abrégée des bibliothèques dont les éléments ont formé les différentes séries du fonds latin dépasserait de beaucoup les limites que je dois m'imposer ici. On peut d'ailleurs consulter à ce sujet des livres spéciaux, tels que le *Mémoire historique* rédigé par l'abbé Jourdain d'après les recherches de Boivin¹, l'*Essai historique* de Le Prince², et, s'il m'est permis

1. En tête du *Catalogue des livres imprimés de la bibliothèque du roy. Théologie, première partie*. Paris, 1739. In-folio.

2. *Essai historique sur la bibliothèque du roi*. Paris, 1782, in-12. — Une nouvelle édition de ce petit livre a été donnée en 1856 par M. Louis Paris.

de le citer, un ouvrage publié sous les auspices de l'administration municipale de Paris, dont le tome I a paru en 1868¹. Mais, sans entrer dans les détails, il importe de consigner ici les renseignements nécessaires pour donner une idée plus nette de la composition de chaque série.

PREMIÈRE SÉRIE : ANCIEN FONDS.

Cette série se compose des manuscrits qui se trouvaient à la Bibliothèque en 1740.

Le noyau de la collection avait été formé sous le règne de Louis XII dans le château de Blois et comprenait :

1° Les livres de Charles VIII, dont la meilleure portion venait de la bibliothèque des rois aragonais de Naples et avait été rap portée en France après la campagne de 1495.

2° Les livres qu'avaient rassemblés Louis et Charles, ducs d'Orléans, depuis la fin du xiv^e siècle jusqu'en 1466.

3° Les livres que Louis XII reçut, acheta ou fit exécuter, soit avant de monter sur le trône de France, soit pendant les dix-sept années de son règne.

4° Les livres que les ducs de Milan avaient rassemblés dans leur château de Pavie depuis le milieu du xiv^e siècle et que Louis XII fit passer en France en 1499 ou 1500.

5° Les livres d'un puissant seigneur flamand, Louis de Bruges, seigneur de la Gruthuyse.

Au fonds primitif de la collection vinrent s'ajouter, depuis 1515 jusqu'en 1740, un grand nombre de volumes, et notamment :

Sous le règne de François I^{er}.

6° Les livres des comtes d'Angoulême, Jean le Bon et Charles, aïeul et père de François I^{er}.

7° Les manuscrits que le roi fit rechercher ou copier en France, en Italie et en Orient.

8° Les livres des ducs de Bourbon confisqués sur le connétable en 1523.

1. *Le cabinet des manuscrits de la bibliothèque impériale*, par L. Delisle, tome I. Paris, Impr. Imp., 1868. In-quarto.

Sous le règne de Henri IV.

9° Les manuscrits de Catherine de Médicis, qui venaient la plupart du cardinal Nicolas Ridolfi.

Sous le règne de Louis XIII.

10° Les manuscrits de la famille Hurault, achetés en 1622, après la mort de Philippe Hurault, évêque de Chartres.

Sous le règne de Louis XIV.

11° Les manuscrits anciens de la famille Dupuy, au nombre d'environ 260.

12° Les manuscrits donnés en 1662 par le comte de Béthune, au nombre de 1923.

13° Une partie des manuscrits du libraire Raphaël Trichet du Fresne, acquis vers 1662.

14° La plupart des manuscrits de Gilbert Gaulmyn, mort en 1665.

15° Les manuscrits du cabinet de Gaston, duc d'Orléans, portés à la Bibliothèque en 1667.

16° Quelques manuscrits du surintendant Fouquet en 1667.

17° Les manuscrits fort peu nombreux que Colbert et Louvois firent acheter à l'étranger pour le roi.

18° Les manuscrits de la bibliothèque de Mazarin, au nombre de 2156, acquis par voie d'échange en 1668, et parmi lesquels se trouvaient beaucoup de volumes ayant appartenu à Peiresc, à la famille du Tillet, à Gabriel Naudé et à Alexandre Petau.

19° Les manuscrits de Jacques Mentel, acquis en 1670.

20° Les 67 manuscrits que Clément choisit en 1672 dans le couvent des Carmes de la place Maubert.

21° Quelques manuscrits légués en 1675 par Jean Ballesdens.

22° Une vingtaine de manuscrits vendus par les héritiers d'Alexandre Petau.

23° Les manuscrits de Georges Obrecht vendus en 1698 par Ulric, son petit-fils.

24° Une partie des manuscrits de Julien Brodeau, acquis en 1698 ou 1699.

25° La collection de manuscrits formée par Le Tellier, archevêque de Reims, comprenant la plupart des manuscrits de Charles de Montchal, archevêque de Toulouse, et beaucoup de volumes

importants tirés des abbayes de Saint-Amand et de Saint-Martin de Tournai.

26° Les manuscrits d'Antoine Faure, achetés en 1701.

27° Les manuscrits de la famille Bigot, au nombre de plus de 500, achetés en 1706.

28° Les manuscrits de Thévenot, achetés en 1712.

29° Les manuscrits rassemblés par Roger de Gaignières et donnés par lui au roi en 1711.

Pendant la première partie du règne de Louis XV.

30° Les manuscrits de Philibert de La Mare, au nombre d'environ 630, achetés en 1719.

31° Les manuscrits d'Étienne Baluze, au nombre de 957, achetés en 1719.

32° Les copies de documents relatifs au concile de Bâle, faites à Bâle de 1717 à 1724.

33° Des manuscrits liturgiques donnés par le P. Le Brun en 1725 et 1727.

34° Les manuscrits du cabinet du roi au Louvre, parmi lesquels se trouvaient de précieux volumes que le cardinal d'Amboise avait fait exécuter ou qu'il avait achetés du dernier des princes aragonais de Naples.

35° Les manuscrits de Saint-Martial de Limoges, au nombre de 204, acquis en 1730.

36° Les manuscrits de la famille de Mesmes, achetés en 1731.

37° La collection de manuscrits formée par Baluze pour Jean-Baptiste Colbert et pour le marquis de Seignelay; dans cette collection, acquise en 1732, on remarquait :

a. 75 mss. donnés à Colbert, vers 1666, par le duc de Mazarin.

b. 134 mss. qui avaient appartenu à Chandelier et qui furent achetés en 1674.

c. Des mss. donnés par le chapitre de Metz en 1675 et 1676.

d. 45 mss. anciens qui avaient appartenu à André Duchesne et qui furent donnés à Colbert en 1675 par François Duchesne.

e. Environ 500 volumes, légués par l'académicien Jean Ballesdens.

f. 60 mss. de l'abbaye de Mortemer, arrivés chez Colbert en 1677.

- g.* 54 mss. envoyés en 1677 par le fils d'Antoine de Mareste d'Alge.
- h.* 105 mss. offerts en 1678 par les chanoines de Moissac.
- i.* 8 mss. offerts en 1678 par l'abbesse de Fontevault.
- j.* Des mss. tirés en 1678 du couvent des Jacobins de Clermont.
- k.* 443 mss. achetés en 1678 à la vente de M. Hardy.
- l.* 18 mss. envoyés en 1679 par les moines de Savigny.
- m.* 46 mss. tirés en 1679 de l'abbaye de Fontenay en Bourgogne.
- n.* 215 mss. donnés en 1679 par la duchesse de Vivonne.
- o.* 97 mss. donnés en 1679 par Sébastien de Guémadeuc, évêque de Saint-Malo.
- p.* Les mss. de Blaise, achetés en 1680.
- q.* Les mss. de J. A. de Thou, collection de premier ordre, en partie formée des cabinets de Pierre Pithou et de Nicolas Le Febvre, acquise par Colbert en 1680.
- r.* Les mss. du collège de Foix, à Toulouse, vendus en 1680, collection qui comprenait les restes de la bibliothèque du palais des papes à Avignon.
- s.* Beaucoup de mss. recueillis, à partir de 1680, par d'Aguesseau et Boudon, à Carcassonne, à Narbonne et sur divers points du Languedoc.
- t.* 49 mss. donnés en 1681 par le chapitre du Puy.
- u.* 104 mss. donnés en 1682 par M. de Rignac, à Montpellier.
- v.* 58 mss. de l'abbaye de Foucarmont, achetés en 1682.
- w.* 15 mss. offerts en 1682 par le corps municipal de Rouen.
- x.* 67 mss. de M. de Montmort, achetés en 1682.
- y.* 35 mss. de la bibliothèque de M. Puget, envoyés en 1683, et qui avaient primitivement appartenu au collège de Foix.
- z.* 87 mss. de l'abbaye de Bonport, achetés en 1683.
- aa.* Des mss. envoyés de Tulle au marquis de Seignelay en 1687.
- bb.* 49 mss. envoyés en 1690 par les carmes de Clermont.
- 38° Les 206 manuscrits donnés par Lancelot en 1732.
- 39° Les 170 manuscrits vendus ou donnés en 1733 par Châtre de Cangé.
- 40° Les manuscrits de l'abbé Drouin acquis en 1734.

41° Les chartes normandes vendues en 1734 par le chanoine Lescalier d'Evreux.

42° Une collection de 18 manuscrits achetés en 1736 à l'inventaire de M. de Coislin, évêque de Metz.

43° Les principaux manuscrits de l'abbé de Targny, au nombre de 128.

44° Seize manuscrits achetés en 1740 à la vente du maréchal d'Estrées.

45° Environ 200 manuscrits vendus en 1740 par le maréchal de Noailles.

Telles sont les origines des manuscrits qui forment l'ancien fonds latin, et qui, avant 1740, avaient été soumis à divers classements, savoir celui de Nicolas Rigault en 1622, celui des frères Dupuy en 1645 et celui de Nicolas Clément en 1682. De ces classements le dernier est le seul dont je doive expliquer le plan général.

Tous les manuscrits que la Bibliothèque possédait en 1682 furent classés par Clément dans une seule série, sous les n^{os} 1-10557. Les manuscrits orientaux reçurent les n^{os} 1-1800; les manuscrits grecs, les n^{os} 1801-3560; les manuscrits latins, les n^{os} 3561-6700; les manuscrits français et en diverses langues modernes, les n^{os} 6701-10557. Les manuscrits qui entrèrent à la Bibliothèque depuis 1682 furent portés sur l'inventaire de 1682, où ils furent intercalés au moyen de lettres et de sous-chiffres.

Vers 1735 la confusion que les intercalations avaient jetée dans l'inventaire de 1682 détermina l'administration de la Bibliothèque à assigner aux manuscrits des cotes nouvelles, moins compliquées que les cotes anciennes. On ouvrit une série particulière pour les manuscrits de chaque langue, et c'est ainsi que furent constitués plusieurs fonds de manuscrits orientaux (hébreu, syriaque, arabe, etc.), le fonds grec et le fonds latin.

La constitution des fonds orientaux, du fonds grec et du fonds latin annula la première partie de l'inventaire de 1682, c'est-à-dire les n^{os} 1-6700. La seconde partie (n^{os} 6701-10557) a subsisté jusqu'en 1860, époque à laquelle les manuscrits français compris dans cette seconde partie ont reçu un numérotage régulier (du n^o 1 au n^o 6167), et ont formé la première série du fonds français.

DEUXIÈME SÉRIE (n^{os} 8823-11503) : SUPPLÉMENT LATIN ET FONDS
DES CARTULAIRES.

Les manuscrits latins qui entrèrent à la Bibliothèque depuis 1740 jusqu'en 1862, soit par volumes isolés, soit par petits groupes, étaient presque tous rassemblés dans le fonds appelé supplément latin. Ce fonds, qui avait été commencé vers 1820, avait, par des accroissements successifs, atteint le n^o 1901 quand on prit le parti, en 1862, de le réunir à l'ancien fonds.

A côté du supplément latin existait le fonds des cartulaires, dans lequel étaient classés les cartulaires anciens et divers recueils de chartes qui étaient arrivés à la Bibliothèque depuis le milieu du xviii^e siècle jusqu'en 1862. Ce fonds comprenait les cotes 1-290.

Pour former la deuxième série du fonds latin (n^{os} 8823-11503), on a joint aux manuscrits du supplément latin et à ceux du fonds des cartulaires, plusieurs manuscrits qui n'étaient point régulièrement cotés, et un certain nombre de manuscrits latins qui avaient été par mégarde confondus avec les manuscrits français, les uns dans la dernière partie de l'inventaire de 1682 (n^{os} 6701-10557), les autres dans le supplément français, c'est-à-dire dans le fonds où étaient enregistrés les manuscrits français entrés à la Bibliothèque isolément ou par petits groupes depuis la fin du xviii^e siècle jusqu'en 1862.

Ainsi, la deuxième série du fonds latin, comprenant 2682 articles (n^{os} 8823-11503), a été constituée avec les éléments suivants :

2149 mss. du supplément latin.

305 mss. du fonds des cartulaires.

20 mss. qui n'avaient point été régulièrement cotés.

108 mss. compris dans la seconde partie de l'inventaire de 1682.

107 mss. du supplément français.

TROISIÈME SÉRIE (n^{os} 11504-14231) : FONDS DE SAINT-GERMAIN.

Les collections de Saint-Germain-des-Prés, qui entrèrent à la Bibliothèque Nationale en 1795 et 1796, renfermaient les 2728 manuscrits latins qui portent aujourd'hui dans le fonds latin les

cotes 11504-14231. Ces 2728 manuscrits appartenaient à plusieurs fonds, savoir :

1° 1713 au fonds latin de Saint-Germain. Ce fonds, avant les pertes qu'il subit en 1791, consistait en 1800 manuscrits ou environ, lesquels venaient :

- a. De l'ancienne bibliothèque de Saint-Germain, fondée à l'époque carlovingienne, entretenue pendant tout le moyen-âge et considérablement augmentée depuis le moment où l'abbaye de Saint-Germain devint le chef-lieu de la congrégation de Saint-Maur.
- b. De la bibliothèque de Corbie, dont la partie la plus importante avait été portée à Saint-Germain vers 1638.
- c. De la bibliothèque de Saint-Maur-des-Fossés, dont les 146 manuscrits furent cédés à Saint-Germain en 1716.
- d. De la bibliothèque du chancelier Séguier, que Henri-Charles de Cambout de Coislin, évêque de Metz, légua à Saint-Germain le 1^{er} mai 1731.

2° 147 au fonds français de Saint-Germain, formé presque en entier de volumes de la bibliothèque et du cabinet de Séguier.

3° 118 au fonds de Harlay. Les manuscrits de la famille de Harlay, légués à Saint-Germain par Achille de Harlay en 1716, et remis à l'abbaye en 1755 par le garde des sceaux Chauvelin, qui en avait l'usufruit, ont formé jusqu'en 1864 un fonds particulier d'environ 1440 volumes, cotés 1-519.

4° 56 au fonds de Gesvres. Les manuscrits légués en 1736 à Saint-Germain par le cardinal de Gesvres ont formé jusqu'en 1864 un fonds particulier d'environ 256 volumes cotés 1-200.

5° 694 au fonds appelé Résidu de Saint-Germain. Ce fonds, composé d'environ 1506 volumes, cotés 1-1478, renfermait principalement les matériaux que les bénédictins avaient amassés en vue de leurs travaux.

QUATRIÈME SÉRIE (n°s 14232-15175) : FONDS DE SAINT-VICTOR.

L'abbaye de Saint-Victor de Paris a possédé du ^{xii}^e au ^{xviii}^e siècle une collection considérable de manuscrits, dont 1268 ou environ sont entrés à la Bibliothèque Nationale en 1796. Jusqu'en 1868 ils ont formé un fonds distinct et ont porté les cotes 1-1123. Sur ces 1268 manuscrits, 944 étaient latins. Ce sont eux qui ont

constitué la quatrième série du fonds latin, sous les n^{os} 14232-15175.

CINQUIÈME SÉRIE (n^{os} 15176-16718) : FONDS DE SORBONNE.

Tous les manuscrits qui se conservaient dans la maison de Sorbonne, et qui venaient, les uns d'une bibliothèque fondée au xiii^e et au xiv^e siècle pour le collège de Robert de Sorbon, les autres de la bibliothèque du cardinal de Richelieu, sont arrivés à la Bibliothèque Nationale en 1796. L'ensemble de la collection consistait en 1886 volumes ou environ, cotés 1-1848. Les 1542 manuscrits latins qui s'y trouvaient ont formé la cinquième série du fonds latin, n^{os} 15176-16718.

SIXIÈME SÉRIE (n^{os} 16719-18613) : FONDS DIVERS.

Les éléments de la sixième série du fonds latin (n^{os} 16719-18613) ont été principalement fournis par plusieurs petits fonds, entrés à la Bibliothèque dans le courant du xviii^e siècle et au commencement du xix^e. En voici la nomenclature, avec le nombre des manuscrits latins qui s'y sont trouvés, l'époque de l'entrée à la Bibliothèque et le nombre total des volumes dont se composait chaque fonds.

Augustins (couvent des *Grands-*), 76 mss. latins. — Fonds de 115 volumes, entré en 1796.

Blancs-Manteaux (couvent des), 55 mss. latins. — Fonds de 136 volumes, entré en 1796.

Bouhier (famille) de Dijon, abbaye de Clairvaux, collège de l'Oratoire de Troyes etc., 81 mss. latins. — Fonds de 209 volumes, entré en 1804.

Capucins (couvent des) de la rue Saint-Honoré, 13 mss. latins. — Fonds de 35 volumes, entré en 1798.

Carmes (couvent des) de la rue de Vaugirard, 1 ms. latin. — Fonds de 17 volumes, entré en 1796.

Carmes de la place Maubert (couvent des), 15 mss. latins. — Fonds de 15 volumes, entré en 1796.

Célestins (couvent des), 44 mss. latins. — Fonds de 82 volumes, entré en 1796.

Compiègne (abbaye de Saint-Corneille de), 132 mss. latins. — Fonds de 212 volumes, entré en 1803.

- Corbie* (abbaye de), 38 mss. latins. — Fonds de 77 volumes, entré en 1803.
- Cordeliers* (couvent des), 114 mss. latins. — Fonds de 163 volumes, entré au moment de la Révolution.
- Feuillants* (couvent des), 62 mss. latins. — Fonds de 70 volumes, entré en 1798.
- Gaignières* (Roger de), 92 mss. latins, sans compter, bien entendu, les mss. latins que le même cabinet a fournis à la première série du fonds latin. Le fonds de Gaignières, après les démembrements qu'il avait subis au xviii^e siècle, restait composé de 1194 volumes.
- Jacobins de la rue Saint-Honoré* (couvent des), 54 mss. latins. — Fonds de 117 volumes, entré en 1798.
- Jacobins de la rue Saint-Jacques* (couvent des), 53 mss. latins. — Fonds de 59 volumes, entré en 1798.
- La Vallière* (le duc de), 21 mss. latins. — Fonds composé de 247 volumes, acquis en 1784.
- Merci* (couvent de la), 1 ms. latin. — Fonds de 3 volumes, entré en 1796.
- Minimes* (couvent des), 24 mss. latins. — Fonds de 111 volumes, entré en 1796.
- Missions étrangères* (séminaire des), 26 mss. latins. — Fonds de 425 volumes, entré en 1796.
- Navarre* (collège de), 112 mss. latins. — Fonds de 124 volumes, entré en 1796.
- Notre-Dame de Paris* (chapitre de), 205 mss. latins. — Fonds de 306 volumes, entré en 1756.
- Oratoire* (maison de l'), 103 mss. latins. — Fonds de 392 volumes, entré en 1796.
- Petits-Pères* (couvent des), 16 mss. latins. — Fonds de 52 volumes, entré en 1798.
- Récollets* (couvent des), 12 mss. latins. — Fonds de 16 volumes, entré en 1798.
- Saint-Magloire* (séminaire de), 92 mss. latins. — Fonds de 326 volumes, entré en 1796.
- Saint-Martin des Champs* (prieuré de), 113 mss. latins. — Fonds de 141 volumes, entré en 1796.
- Sainte-Chapelle* (chapitre de la), 2 mss. latins. — Fonds de 3 volumes, entré à l'époque de la Révolution.
- Outre les manuscrits latins compris dans les fonds qui viennent

d'être énumérés on a fait entrer dans la sixième série du fonds latin :

7 volumes qui avaient été indûment attribués au supplément grec.

326 volumes acquis depuis 1862 jusqu'en 1867 et qui avaient été provisoirement enregistrés dans le fonds latin des nouvelles acquisitions sous les n^{os} 1-110, 1001-1142, 2001-2073 et 2501.

CHAPITRE III.

RAISONS QUI ONT DÉTERMINÉ LA CONSTITUTION DES CINQ DERNIÈRES SÉRIES DU FONDS LATIN.

Le classement des manuscrits latins dont j'ai rendu compte dans les paragraphes précédents, se rattache à une mesure générale prise en 1860 et qu'il est d'autant plus nécessaire d'expliquer qu'elle a été l'objet de plus d'une critique. Pour bien comprendre les opérations dont il est ici question, il faut commencer par exposer en deux mots l'état des collections que la Bibliothèque tenait en 1859 à la disposition des savants :

I. *Fonds orientaux.*

II. *Fonds grecs.*

III. *Fonds latins*, savoir :

1^o ancien fonds.

2^o supplément.

3^o fonds des cartulaires.

IV. *Fonds français* et en diverses langues modernes, savoir :

1^o Ancien fonds, composé de manuscrits dont les cotes ne formaient point une série particulière, mais appartenait à la série générale instituée en 1682, série dont les n^{os} 1-6700 avaient été annulés vers 1740 lors de l'établissement des fonds orientaux, du fonds grec et du fonds latin, et dont les n^{os} 6701-10557, principalement affectés à des manuscrits français et en langues modernes, ont subsisté après 1740 parce que des circonstances imprévues empêchèrent de classer et de cataloguer les manuscrits français et en langues modernes d'après le plan qui avait été si heureusement suivi pour les manuscrits orientaux, les manuscrits grecs et les manuscrits latins.

2^o Supplément.

V. *Fonds divers*, au nombre de plus de trente, dans chacun desquels étaient confondus, sans distinction de langues, les manuscrits d'une des anciennes bibliothèques dont les collections manuscrites ont été versées, en tout ou en partie, à la Bibliothèque. Tels étaient les fonds de Saint-Germain, de Saint-Victor, de la Sorbonne, de Notre-Dame, de Bouhier, etc.

VI. *Collections diverses*, dont chacune formait un tout complet et indivisible, soit qu'elle représentât le travail d'un individu ou d'une association, soit qu'elle consistât en documents plus ou moins systématiquement réunis sur une matière déterminée : Collections de Baluze, de Dupuy, de Fontanieu, etc.

VII. *Cabinet des titres*.

Ces cadres présentaient de telles anomalies et de telles irrégularités qu'il était indispensable de les réformer, en suivant l'exemple donné par nos prédécesseurs quand ils ont constitué les fonds orientaux, le fonds grec et le fonds latin, et publié ces quatre gros volumes de catalogues qui, malgré de graves imperfections, rendent tant de services au monde savant depuis plus de cent trente ans.

Avant tout, les manuscrits de l'ancien fonds français réclamaient l'application des mesures qui avaient si bien réussi pour les manuscrits latins : il fallait en former une série particulière, non-seulement parce qu'il était bizarre de faire commencer au n^o 6701 les cotes d'un tel fonds, et de conserver la dernière partie (n^{os} 6701-10557) d'un inventaire dont les autres cotes (n^{os} 1-6700) étaient annulées depuis 1740, mais encore et surtout parce que les cotes de l'ancien inventaire étaient tellement compliquées et même fautives qu'un recensement présentait d'inextricables difficultés, que souvent les volumes n'étaient point replacés sur les rayons à leur place véritable, et que plus souvent encore les savants même les plus soigneux étaient exposés à commettre les plus graves erreurs dans leurs citations. Pour n'être pas accusé d'exagération, je donnerai quelques exemples de l'extravagance des cotes de l'ancien inventaire.

A la suite du n^o 9350 avaient été intercalés environ 140 volumes, provenant les uns du château de Versailles, les autres du cabinet de Louvois. Ils avaient reçu des cotes hérissées de lettres et de chiffres, qui se succédaient dans un ordre très-irrégulier et très-arbitraire. Ainsi, le volume 9350. AA venait après 9350.

AB, dont il était séparé par plus de vingt numéros. Entre les volumes 9350. A. 42, 9350. A. 43, et les volumes 9350. A. 44, 9350. A. 45, se plaçaient les volumes 9350. B. 42, 9350. C. 42, 9350. D. 42.

Après le n° 8027 on avait, à diverses reprises, inséré quatre manuscrits, et comme on n'avait pas vérifié les cotes déjà employées, on avait par mégarde assigné des cotes identiques à des volumes différents : deux manuscrits d'Alain Chartier (aujourd'hui n°s 2264 et 2265 du fonds français), provenus l'un de Colbert, l'autre de Lancelot, portaient l'un et l'autre le n° 8027.

3. L'abbé de Targny avait inscrit la cote 7498.3 sur un manuscrit de Colbert (aujourd'hui français 1374), qui renferme le roman de Parise la duchesse, et sur un manuscrit de Cangé (aujourd'hui français 1375), qui contient le roman d'Alexandre.

La cote 7937.2 était commune à deux manuscrits : l'un provenu de la famille de Mesmes (aujourd'hui français 2051) contenait un traité de métaphysique ; l'autre, provenu de la bibliothèque de Philibert de La Mare (aujourd'hui français 2053) était un manuel de déchiffrement par Gilbert Anfert.

Aussi est-il arrivé plus d'une fois que le lecteur qui avait étudié un manuscrit et qui en avait exactement noté la cote, obtenait communication d'un tout autre manuscrit quand il avait besoin de revoir le texte qu'il avait précédemment consulté.

On comprend qu'avec de pareilles cotes il était à peu près impossible de maintenir sur les rayons de la Bibliothèque l'ordre rigoureux qui seul assure l'exactitude et la rapidité des communications. Il n'était guère plus facile d'éviter des erreurs en copiant et en faisant imprimer ces cotes, et je pourrais relever, même dans les ouvrages des auteurs qui ont protesté contre le changement des anciennes cotes, beaucoup de faux renvois qui tiennent à l'omission ou à l'altération des lettres et des sous-chiffres dont les anciennes cotes étaient presque toujours accompagnées.

L'irrégularité et la complication des cotes était une première raison pour ne plus conserver la dernière section de l'inventaire de 1682. Mais elle n'était pas la seule. Avec les manuscrits français, au nombre de 6170, qui formaient la majorité dans cette section, se trouvaient mêlés, d'une part, 108 manuscrits latins, qui étaient tout à fait déplacés dans le fonds français, et,

d'autre part, 735 manuscrits italiens, 179 espagnols, 34 portugais, 20 allemands, 14 néerlandais, 6 scandinaves, 15 anglais et 4 celtes ou basques, qu'on ne pouvait guère laisser confondus avec les manuscrits français du moment où la distinction par langues était adoptée comme premier principe de classement. De là nécessité de rattacher au fonds latin les 108 manuscrits latins de la dernière section de l'inventaire de 1682, et d'établir des séries spéciales pour les manuscrits italiens et en différentes langues modernes. Mais cette double opération, si bien justifiée, ouvrirait dans la dernière section de l'inventaire de 1682 des vides nombreux qui auraient rendu encore plus graves les irrégularités signalées plus haut.

C'est donc sans aucune hésitation qu'on a soumis à un nouveau numérotage les manuscrits de l'ancien fonds français et qu'on leur a appliqué en 1860 le bénéfice de la mesure adoptée vers 1740 pour les manuscrits orientaux, les manuscrits grecs et les manuscrits latins. Seulement, pour ménager de vieilles habitudes et par un excès de scrupule, on a, sauf de rares exceptions, conservé l'ordre dans lequel les manuscrits français avaient été inscrits sur l'inventaire de 1682. Ainsi a été constituée en 1860 la première série du fonds français, qui embrasse les manuscrits de l'ancien fonds, sous les n^{os} 1-6170.

Après la réforme de l'ancien fonds français, il fallait s'occuper du supplément français et du supplément latin. Dans l'un et dans l'autre, la complication et l'irrégularité des cotes occasionnait journellement des méprises et des lenteurs préjudiciables à la science. De plus, le supplément français renfermait beaucoup de manuscrits italiens et en diverses langues modernes, qui avaient leur place marquée à côté des manuscrits pareils fournis par la dernière section de l'inventaire général de 1682. Enfin, le fonds des cartulaires, appendice du supplément latin, n'avait aucune raison d'exister et de se développer à part; autrement, on aurait dû ouvrir des séries analogues pour les coutumes, pour les chroniques, pour les livres d'heures, pour les romans, etc. Par là se justifient les rémaniements qu'ont subis le supplément français, le supplément latin et le fonds des cartulaires.

Le principe général de classement adopté depuis 1740 ne permettait guère de maintenir les fonds divers dans lesquels la distinction par langues n'était pas observée. D'ailleurs la question était tranchée d'avance. Puisque nos prédécesseurs du XVIII^e siècle

n'avaient pas trouvé à propos de laisser à part les manuscrits de Colbert, de Bigot, de Baluze, de Saint-Martial etc., il eût été difficile de ne pas appliquer le même système aux manuscrits de Notre-Dame, à ceux du duc de La Vallière, à ceux de l'abbaye de Saint-Germain etc. De plus, ces fonds n'étaient pas intacts : dans la première moitié du ^{xix}^e siècle on en avait distrait les manuscrits orientaux et les manuscrits grecs pour les insérer aux fonds orientaux et au fonds grec. Il s'y trouvait beaucoup de cotes irrégulières, la composition en était souvent très-défectueuse et plusieurs des dénominations par lesquelles on les désignait étaient de nature à induire en erreur sur l'origine de beaucoup de manuscrits. Ici encore je dois citer des exemples à l'appui de mes assertions.

Aux fonds spéciaux formés avec les manuscrits de différentes communautés de Paris appartenaient légitimement beaucoup de volumes qui avaient été insérés par mégarde dans le supplément latin et dans le supplément français. Ainsi, les principaux manuscrits de la Sainte-Chapelle occupaient les nos 466, 663, 665 et 667 du supplément latin, alors qu'il existait un fonds de la Sainte-Chapelle composé de trois volumes à peu près insignifiants. On aurait vainement cherché dans le fonds des Récollets les papiers du P. Arthur du Monstier, qui étaient les plus précieux manuscrits du fonds des Récollets de Paris : ils avaient été insérés au supplément latin sous le n° 966. Un bel exemplaire de Valère Maxime (aujourd'hui ms. français 6445), venu du couvent des Récollets, portait le n° 1550 du supplément français. On avait ainsi mis au supplément français, n° 5149, un exemplaire des Maximes des saints (aujourd'hui ms. français 13241), corrigé de la main de Fénelon, que la marquise de Crequi avait donné à la Sorbonne en 1785, et qui, par ce motif, aurait dû se trouver dans le fonds de la Sorbonne. Le fonds des Jacobins Saint-Honoré aurait dû comprendre un exemplaire des Grandes chroniques, aujourd'hui n° 6468 et 6469 du fonds français, qui formait le n° 1541 du supplément français.

Les fonds spéciaux ne comprenaient donc pas tous les manuscrits qui auraient dû en faire partie. En revanche, on y avait englobé des volumes qui s'y trouvaient tout à fait déplacés. Le n° 266 bis du fonds de Saint-Victor (aujourd'hui ms. latin 17326) n'avait jamais appartenu à l'abbaye de Saint-Victor : c'était un évangélaire de la Sainte-Chapelle. Le n° 28 du fonds des Feuill-

lants (aujourd'hui ms. latin 17988) venait non du couvent des Feuillants, mais du couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré. Le n° 26 bis du fonds de Navarre (aujourd'hui ms. latin 17636) avait appartenu non pas au collège de Navarre, mais à la maison de l'Oratoire. Le n° 75 du fonds des Minimes (aujourd'hui ms. latin 17955) était autrefois chez les Cordeliers et non chez les Minimes.

Sous le titre de fonds Bouhier étaient conservés environ 209 manuscrits, dont la plupart avaient appartenu à la famille Bouhier, de Dijon, mais dont un certain nombre avaient une origine toute différente : plusieurs venaient de l'abbaye de Clairvaux, d'autres du collège fondé à Troyes par François Pithou, un du chapitre de Saint-Étienne de Troyes, etc.

Il existait un fonds de Mortemart, et un autre appelé suite de Mortemart. Le premier avait été formé de manuscrits cédés à la Bibliothèque en 1819 par le duc Casimir de Mortemart ; mais le second n'avait aucun rapport avec la famille de ce nom : il consistait en volumes de diverses provenances, et dont le plus grand nombre était un dernier reste de la bibliothèque et du cabinet de Colbert ; le hasard avait voulu qu'à un certain moment ils fussent placés dans les armoires de la galerie Mazarine, à la suite des mss. de Mortemart, d'où la dénomination de Suite de Mortemart.

En voilà assez pour prouver que les fonds spéciaux étaient mal constitués, et qu'il y avait grand avantage à les supprimer pour mettre ensemble tous les manuscrits d'une même langue et pour leur assigner des cotes régulières qui simplifient le service et permettent de faire de fréquents et rapides récolements. La suppression des fonds spéciaux n'a d'ailleurs jamais été accomplie sans qu'on n'ait préalablement dressé des tableaux de concordance à l'aide desquels on obtient sans aucun tâtonnement la cote nouvelle qui répond à chacune des anciennes cotes.

Par suite de ces réformes, les collections que les savants ont à consulter au département des manuscrits sont aujourd'hui divisées de la manière suivante :

I. *Fonds orientaux*¹, composés comme il suit :

1. Hébreu, 1313 manuscrits, dont le catalogue a été publié en 1866, plus 7 manuscrits dans le nouveau fonds.

1. Le dénombrement des manuscrits orientaux qu'on va lire est le résultat

2. Samaritain, 44 manuscrits, dont le catalogue a été publié en 1866, plus 5 manuscrits dans le nouveau fonds.
3. Syriaque, 284 manuscrits, savoir 176 dans l'ancien fonds, et 108 dans le supplément.
4. Sabéen, 18 manuscrits.
5. Ethiopien et amharic, 157 manuscrits.
6. Copte, 106 manuscrits.
7. Arménien, 254 manuscrits, savoir 145 dans l'ancien fonds et 109 dans le supplément.
8. Géorgien, 24 manuscrits.
9. Arabe, 4517 manuscrits, savoir 1694 dans l'ancien fonds, et 2826 dans le supplément.
10. Persan, 1434 manuscrits, savoir 393 dans l'ancien fonds, et 1041 dans le supplément.
11. Turc, 1163 manuscrits, savoir 470 dans l'ancien fonds, et 693 dans le supplément.
12. Hindostani, 37 manuscrits.
13. Berbère, 12 manuscrits.
14. Sanscrit, 565 manuscrits, dont 316 en caractères dévânagari, et 249 en caractères bengali.
- 14 bis. Manuscrits sanscrits et autres rassemblés par E. Burnouf, au nombre de 271, plus 57 volumes imprimés ou lithographiés en Orient.
15. Indien, 118 manuscrits.
16. Tamoul, 499 manuscrits¹.
17. Télंगा, canara etc., 59 manuscrits.
18. Pali, 530 manuscrits.
19. Siamois, 68 manuscrits.
20. Birman, 59 manuscrits.
21. Singhalais, 30 manuscrits.
22. Tibétain, 124 manuscrits.
23. Malais et javanais, 127 manuscrits.
24. Chinois, 4834 volumes, savoir 807 dans l'ancien fonds décrit par Fourmont, et 4024 dans le nouveau fonds.
25. Madécasse, 11 manuscrits.

d'un recatement terminé par M. Zotenberg le 24 juillet 1871.

1. Dans le dénombrement de ce fonds et de quelques uns des fonds suivants, on a compris plusieurs volumes qui viennent du cabinet de E. Burnouf et qui ont déjà été comptés plus haut sous le n° 14 bis.

26. Batta, 3 manuscrits.
27. Papyrus égyptiens, au nombre de 484.
28. Mélanges, comprenant :
 - a. Papiers de divers orientalistes :
 - Anquetil-Duperron, 24 volumes.
 - Ariel, 50 volumes.
 - Burnouf, 8 volumes.
 - Champollion et autres égyptologues, 448 volumes ou portefeuilles.
 - Fourmont, 45 volumes.
 - Silvestre de Sacy, 44 volumes.
 - b. Traductions de divers ouvrages orientaux, 234 volumes.
 - c. Livres imprimés en Orient, 96 volumes.

II. *Fonds grec*, environ 4380 volumes, savoir :

1. Ancien fonds, composé d'environ 3200 volumes, cotés 4-3447 et décrits dans le tome II du *Catalogus codicum manuscriptorum bibliothecæ regiæ*;
2. Fonds de Coislin, composé de 446 volumes décrits par Montfaucon dans *Bibliotheca Coisliniana olim Segueriana*;
3. Supplément, composé de 762 volumes.

III. *Fonds latin*, 19618 volumes, formant six séries, comme il a été expliqué plus haut, chapitres I et II.

III bis. *Fonds latin des nouvelles acquisitions*, 87 volumes, dont le détail se trouvera plus loin, chapitre V.

IV. *Fonds français*, 25700 volumes, formant quatre séries, savoir :

- 1^{re} série ou ancien fonds, n^{os} 4-6470; les n^{os} 4-3430 sont décrits dans le tome I du *Catalogue des manuscrits français*, publié en 1868.
- 2^{me} série, comprenant principalement les manuscrits du supplément français, n^{os} 6474-15369.
- 3^{me} série, comprenant les manuscrits de Saint-Germain, n^{os} 15370-20064.
- 4^{me} série, comprenant les manuscrits de divers petits fonds, n^{os} 20065-25696.

IV bis. *Fonds français des nouvelles acquisitions*. Environ 1980 volumes.

V. *Fonds en diverses langues modernes, savoir :*

1. Italien, 1631 manuscrits.
2. Espagnol, 398 manuscrits.
3. Portugais, 68 manuscrits.
4. Allemand, 242 manuscrits.
5. Néerlandais, 94 manuscrits.
6. Anglais, 65 manuscrits.
7. Scandinave, 27 manuscrits.
8. Celte et basque, 65 manuscrits.
9. Slave, 45 manuscrits.
10. Valaque, 2 manuscrits.
11. Albanais, 1 manuscrit.
12. Dialectes africains, 4 manuscrits.
13. Dialectes américains, 23 manuscrits.
14. Mexicain, 11 manuscrits.
15. Dialectes polynésiens, 1 manuscrit.

VI. *Collections renfermant des manuscrits en différentes langues, savoir :*

Première classe : Collections sur l'histoire de diverses provinces :

1. Bourgogne : papiers des bénédictins et actes originaux, 111 volumes.
2. Champagne : papiers des bénédictins et actes originaux, 154 volumes.
3. Flandre : documents envoyés à Colbert par Godefroy et divers actes originaux, 195 volumes.
4. Languedoc.
 - a. Documents copiés sous la direction de Doat par l'ordre de Colbert, 258 volumes.
 - b. Papiers des bénédictins et divers actes originaux, 207 volumes.
5. Lorraine : documents originaux, 1036 volumes.
6. Périgord : papiers de Prunis, de Leydet et de l'abbé Lespine, 111 volumes.
7. Picardie : papiers de D. Grenier et de divers bénédictins, auxquels ont été ajoutés beaucoup de documents originaux, 336 volumes.
8. Touraine, Maine et Anjou : papiers de D. Housseau et de

quelques bénédictins, auxquels ont été ajoutées des chartes originales, 40 volumes.

9. Vexin : recueil formé par le président Lévrier, 79 volumes.

Seconde classe : Collections diverses.

1. Baluze : travaux de ce savant et documents recueillis par lui, 399 volumes.
2. Boileau (papiers de l'abbé), 24 volumes.
3. Bréquigny (papiers de), 169 volumes.
4. Brienne : collection de copies faites sous la direction de Dupuy pour Loménie de Brienne, 362 volumes.
5. Chambre des comptes : collection de documents historiques, principalement du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle; le classement n'en est pas encore terminé. Une première série comprenant 10600 chartes royales, classées par ordre chronologique, est reliée en 55 volumes.
6. Clairambault : titres scellés, mélanges et divers recueils formés par Clairambault et ayant formé le cabinet des ordres du roi, cabinet dont les débris conservés à la Bibliothèque forment environ 1200 volumes.
7. Colbert : collection connue sous la dénomination de *les cinq cents de Colbert*, 466 volumes.
8. Colbert : collection connue sous la dénomination de *Mélanges de Colbert*, 457 volumes ou boîtes.
9. De Camps (papiers de l'abbé) sur l'histoire de France, 127 volumes.
10. Duchesne : papiers d'André et de François Duchesne, auxquels sont joints les recueils d'Oihenart, 119 volumes.
11. Dupuy (collection des frères), 941 volumes.
12. Fontanieu (portefeuilles de), 396 volumes.
13. Joly de Fleury : collection de documents historiques et administratifs, la plupart du ^{xviii}^e siècle; le classement n'en est pas encore terminé; environ 1150 volumes sont reliés.
14. Moreau : divers recueils sur l'histoire et l'administration de la France, rassemblés à la chancellerie par les soins de l'historiographe Moreau, 1834 volumes.
15. Parlement : extraits des archives du parlement faits au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, 696 volumes.
16. Picot : documents sur l'administration de l'Inde française au ^{xviii}^e siècle, 123 volumes.
17. Renaudot (papiers d'Eusèbe), 44 volumes.

48. Sérilly : copie d'une partie de la collection de Brienne, 243 volumes¹.

49. Visconti (papiers de), 35 volumes.

VII. *Cabinet des titres*. Environ 3710 cartons ou volumes.

L'addition des chiffres précédents conduit à un total d'environ 86000, lequel pourra bien, dans quelques années, s'élever à 90000, quand on aura terminé la mise en ordre des pièces qui sont encore imparfaitement classées.

CHAPITRE IV.

RÈGLES QUI ONT PRÉSIDÉ A LA CONSTITUTION DES CINQ DERNIÈRES SÉRIES DU FONDS LATIN.

Après cette digression, qui a montré la place que le fonds latin tient dans l'ensemble des collections du département des manuscrits, il est temps de revenir aux manuscrits latins en particulier et d'expliquer un peu plus en détail le nouveau classement qu'ils ont reçu.

Vers 1860, quand on eut reconnu l'impossibilité de conserver les fonds spéciaux et la nécessité d'en rattacher la partie latine à l'ancien fonds latin, on eut un moment la pensée de fondre dans une série unique tous les manuscrits latins contenus dans ces fonds spéciaux. Si on ne s'y arrêta pas définitivement, c'est qu'on craignit de s'engager dans une opération très-longue, qui aurait momentanément entravé les communications, et que des circonstances imprévues auraient pu interrompre avant qu'elle ne fût conduite à bonne fin. On se décida donc à partager en plusieurs séries les manuscrits qui devaient être ajoutés au fonds latin, ce qui présentait le double avantage d'arriver promptement à des résultats définitifs, quoique partiels, et de conserver les uns à côté des autres les manuscrits de bibliothèques célèbres et importantes, telles que celles de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Victor et de la Sorbonne. De là, formation des cinq séries particulières de manuscrits latins, qui ont été successivement ajoutées

1. Les autres volumes venus de Sérilly ont été fondus dans la quatrième série du fonds français.

à l'ancien fonds latin et qui, comme on l'a vu plus haut, répondent :

Au supplément latin,
 Aux fonds de Saint-Germain,
 Au fonds de Saint-Victor,
 Au fonds de la Sorbonne,
 A divers petits fonds.

Dans chacune de ces séries, les manuscrits ont d'abord été partagés d'après la différence des formats. On est convenu de considérer comme appartenant au petit format les volumes ayant moins de 27 centimètres de hauteur; au moyen format les volumes qui ont de 27 à 37 centimètres; au grand format les volumes qui ont de 37 à 50 centimètres; au très-grand format les volumes qui ont plus de 50 centimètres. Toutes ces mesures ont été prises sur les plats des volumes.

Les manuscrits de chaque format mis à part dans chaque série ont été classés méthodiquement, autant toutefois qu'un classement méthodique est applicable à des volumes qui très-souvent sont composés de matières fort peu homogènes. Le tableau suivant indique : 1° les divisions bibliographiques entre lesquelles ont été répartis les manuscrits; 2° les numéros du classement général auxquels le commencement de chaque division répond dans les différents formats des cinq séries.

Dans ce tableau, le premier groupe de numéros qui suit immédiatement le titre des divisions bibliographiques appartient à la série formée des manuscrits du supplément latin; le second groupe, précédé de la note *Ger.*, à la série des manuscrits de Saint-Germain; le troisième groupe, précédé de la note *Vic.*, à la série des manuscrits de Saint-Victor; le quatrième groupe, précédé de la note *Sor.*, à la série des manuscrits de la Sorbonne; le cinquième groupe, précédé de la note *Div.*, à la série des manuscrits de Notre-Dame et de divers petits fonds.

- I. Bibles : 8823, 9380, 40419; | *Ger.* 44504, 44532, 44929, 43444;
 | *Vic.* 44232, 44395, 44770; | *Sor.* 45476, 45485, 45467,
 46258; | *Div.* 46749, 46739, 47198, 47947.
- II. Parties de la Bible : 8824, 8846, 9382, 40432; | *Ger.* 44545,
 44548, 44943, 43458; | *Vic.* 44240, 44398, 44774; | *Sor.*
 45486, 45478, 46269; | *Div.* 46755, 47200, 47959.
- III. Travaux divers sur la Bible : 8852, 9398, 40444; | *Ger.* 44519,

- 44360, 44974, 43477; | Vic. 44246, 44444, 44794; | Sor.
43248, 45554, 46279; | Div. 46784, 47252, 47977.
- IV. *Traité sur la liturgie* : 9424, 40476; | Ger. 44579, 42032,
43248; | Vic. 44277, 44444, 44808; | Sor. 45612, 46302;
| Div. 46796, 47294, 47990.
- V. *Bréviaires, psautiers, antiphonaires, lectionnaires* : 8825, 8879,
9423, 40477; | Ger. 44520, 44584, 42035, 43220; | Vic.
44279, 44840; | Sor. 45484, 45643, 46304; | Div. 46849,
47294, 47994.
- VI. *Missels, évangélistes, graduels* : 8828, 8884, 9428, 40500; |
Ger. 44524, 44589, 42048, 43246; | Vic. 44282, 44446,
44848; | Sor. 45280, 45644; | Div. 46823, 47305, 48005.
- VII. *Offices particuliers* : 8829, 9468, 40549; | Ger. 44596, 42074,
43259; | Vic. 44453, 44825; | Sor. 46342; | Div. 47330,
48044.
- VIII. *Livres d'heures* : 9474, 40525; | Ger. 43260; | Vic. 44284,
44826; | Sor. 46343; | Div. 47332, 48044.
- IX. *Rituels, pontificaux* : 8898, 9479, 40575; | Ger. 42077, 43343;
| Vic. 44455, 44832; | Sor. 45284, 45648, 46346; | Div.
46829, 47333, 48037.
- X. *Mélanges de liturgie* : 8899, 9488, 40586; | Ger. 42089; | Vic.
44835; | Sor. 46320; | Div. 46830, 48048.
- XI. *Conciles* : 8900, 9509, 40588; | Ger. 44597, 42090, 43324; |
Vic. 44457; | Sor. 45622, 46324; | Div. 46832, 47339,
48054.
- XII. *Pères de l'Église et divers auteurs ecclésiastiques* : 8832, 8907,
9547, 40592; | Ger. 44643, 42107, 43329; | Vic. 44285,
44458, 44842; | Sor. 45483, 45282, 45628, 46322; | Div.
46723, 46833, 47340, 48060.
- XIII. *Théologie dogmatique et morale* : 9589, 40640; | Ger. 44695,
42334, 43446; | Vic. 44940; | Sor. 45375, 45902, 46405;
| Div. 46886, 47494, 48434.
- XIV. *Sermons* : 8949, 9603, 40694; | Ger. 44699, 42404, 43570; |
Vic. 44587, 44925; | Sor. 45384, 45932, 46460; | Div.
46892, 47509, 48469.
- XV. *Théologie ascétique* : 9642, 40706; | Ger. 42430, 43593; | Vic.
44584, 44976; | Sor. 46548; | Div. 47524, 48499.
- XVI. *Théologie polémique et hétérodoxe* : 40722; | Ger. 42438,
43632; | Vic. 44983; | Sor. 45390, 45973, 46523; | Div.
47522, 48244.

- XVII. Mélanges de théologie : 9614, 10727 ; | Ger. 12440, 13646 ; |
Vic. 14603, 14984 ; | Sor. 15980, 16528 ; | Div. 17525,
18216.
- XVIII. Droit canon avant Gratien : 8924, 9628, 10740 ; | Ger. 11709,
12444, 13635 ; | Vic. 14314, 14992 ; | Sor. 15391, 15992 ;
| Div. 16897, 17526, 18219.
- XIX. Droit canon depuis Gratien : 8923, 9632, 10744 ; | Ger. 11712,
12452, 13661 ; | Vic. 14316, 14605, 14996 ; | Sor. 15393,
15993, 16538 ; | Div. 16898, 17528, 18223.
- XX. Traités de droit canon et mélanges : 8933, 9634, 10745 ; | Ger.
11720, 12460, 13672 ; | Vic. 14332, 14618, 15002 ; | Sor.
15415, 16000, 16545 ; | Div. 16903, 17534, 18226.
- XXI. Droit romain : 8936, 9643, 10747 ; | Ger. 11723, 12475, 13679 ;
| Vic. 14339 ; | Sor. 15419, 16001, 16549 ; | Div. 16905,
18229.
- XXII. Droit du moyen-âge et des temps modernes : 8944, 9652,
10753 ; | Ger. 11727, 12484, 13686 ; | Vic. 14622, 15006 ;
| Sor. 16008 ; | Div. 18236.
- XXIII. Traités de droit civil et politique et mélanges de droit : 9658,
10760 ; | Ger. 12486, 13689 ; | Sor. 16010 ; | Div. 16916,
17538, 18241.
- XXIV. Géographie générale : 8834, 8945, 9660, 10764 ; | Ger. 11523,
12493, 13698 ; | Vic. 14351 ; | Sor. 15184 ; | Div. 16917,
17542, 18245.
- XXV. Histoires et chroniques générales : 8947, 9665, 10768 ; | Ger.
11728, 12494, 13700 ; | Vic. 14354, 14623, 15007 ; | Sor.
15425, 16011, 16550 ; | Div. 16918, 17543.
- XXVI. Mélanges d'histoire générale : 9672, 10781 ; | Ger. 11524,
11734, 12504, 13706 ; | Vic. 14627 ; | Sor. 15426, 16020 ;
| Div. 16926, 17558, 18262.
- XXVII. Histoire grecque : 8952, 9677, 10784 ; | Ger. 12505, 13710 ;
| Vic. 14628, 15015 ; | Sor. 16022 | Div. 17563, 18270.
- XXVIII. Histoire romaine : 8953, 9679, 10786 ; | Ger. 13711 ; | Vic.
14360, 14630, 15017 ; | Sor. 16023, 16554 ; | Div. 17564,
18272.
- XXIX. Mélanges d'histoire ancienne et ouvrages divers sur l'anti-
quité : 8955, 9688, 10866 ; | Ger. 12509, 13719 ; | Vic.
14633 ; | Sor. 16028, 16557 ; | Div. 16929, 17569, 18275.
- XXX. Histoire des Juifs : 8835, 8959, 9704, 10824 ; | Ger. 11735,

- 42544, 43720; | Vic. 44364, 44638, 45018; | Sor. 45427, 46034, 46558; | Div. 46730, 46940, 47578, 48278.
- XXXI. Histoire ecclésiastique générale : 8960, 9740, 40825; | Ger. 44527, 44736, 42547, 43722; | Vic. 44362, 44642, 45020; | Sor. 45433, 46045, 46564; | Div. 46944, 47584, 48284.
- XXXII. Histoire de la papauté : 8988, 9724, 40832; | Ger. 44742, 42537, 43726; | Vic. 44646, 45023; | Sor. 46562; | Div. 46982, 47645, 48288.
- XXXIII. Hagiographie : 8995, 9728, 40837; | Ger. 44747, 42582, 43745; | Vic. 44363, 44647, 45024; | Sor. 45436, 46049, 46563; | Div. 46732, 47004, 47620, 48292.
- XXXIV. Histoire des ordres religieux : 8836, 8996, 9748, 40876; | Ger. 44788, 42634, 43793; | Vic. 44366, 44658, 45039; | Sor. 46567; | Div. 47642, 48324.
- XXXV. Histoire de France en général et suivant l'ordre chronologique : 8837, 9007, 9759, 40906; | Ger. 44793, 42740, 43832; | Vic. 44367, 44663, 45046; | Sor. 46570; | Div. 47008, 47654, 48332.
- XXXVI. Histoire des institutions de la France, etc.
- A. Institutions ecclésiastiques : 9035, 9798, 40929; | Ger. 44803, 42726, 43845; | Vic. 44666, 45049; | Sor. 46060, 46574; | Div. 47044, 47670, 48340.
 - B. Histoire diplomatique : 9039, 9804; | Ger. 44823, 42804, 43867; | Div. 47055, 47694.
 - C. Droits de la couronne, trésor des chartes etc. : 9042, 9843, 40932; | Ger. 42840, 43868; | Div. 47057, 47700, 48345.
 - D. Administrations diverses : 9045, 9844; | Ger. 42842; | Vic. 44668; | Sor. 46066; | Div. 48347.
 - E. Mélanges : 9074, 9852, 40933; | Ger. 44825, 43869; | Sor. 45438; | Div. 47058, 47707, 48349.
- XXXVII. Histoire de la France suivant l'ordre des localités :
- A. Alsace : 8839, 9074, 9854, 40934; | Div. 47076.
 - B. Auvergne : 9084, 9855, 40935; | Ger. 44840, 42848; | Div. 47077, 47744, 48354.
 - C. Béarn : 40936.
 - D. Berry et Bourbonnais : 9088, 9864; | Ger. 42849, 43870; | Div. 48352.
 - E. Bourgogne : 8840, 9089, 9866, 40937; | Ger. 42824, 43872; | Div. 47080, 47745, 48353.

- F. Bretagne : 9093, 9888 ; | Ger. 42825 ; | Div. 47092, 47723.
- G. Champagne : 9095, 9893, 40941 ; | Ger. 43878 ; | Vic. 45054 ; | Div. 47094, 47724, 48355.
- H. Dauphiné : 9424, 9908, 40949 ; | Ger. 44844, 43879 ; | Div. 47402, 47728, 48356.
- I. Flandre et Artois : 9424, 9944, 40967 ; | Ger. 44842, 42826, 43880 ; | Vic. 44670, 47736, 48357.
- K. Franche-Comté : 9429, 9932, 40973 ; | Div. 47404.
- L. Guienne, Périgord, Quercy et Rouergue : 9434, 9933, 40975 ; | Ger. 42829, 43893 ; | Div. 47405, 47732, 48358.
- M. Ile-de-France : 9448, 9940, 40976 ; | Ger. 44845, 42834, 43882 ; | Vic. 44368, 44674, 45055 ; | Sor. 45439, 46070, 46572 ; | Div. 47407, 47738, 48360.
- N. Languedoc : 9473, 9988, 44007 ; | Ger. 44846, 42853 ; | Vic. 44688, 45066 ; | Div. 47444, 47746.
- O. Limousin et Marche : 9493, 40008, 44049 ; | Ger. 42858, 43894 ; | Div. 47446, 47749, 48363.
- P. Lorraine : 9202, 40044, 44020 ; | Ger. 42859, 43896 ; | Div. 47424, 47754.
- Q. Lyonnais : 9205, 40034, 44026 ; | Ger. 42868 ; | Div. 47422, 47753, 48366.
- R. Maine, Anjou, Touraine : 9206, 40037, 44029 ; | Ger. 42874, 43897 ; | Vic. 45067 ; | Sor. 46073 ; | Div. 47423, 47754, 48367.
- S. Nivernais : 9207, 40047 ; | Ger. 43903 ; | Div. 47430.
- T. Normandie : 9208, 40048, 44032 ; | Ger. 42883, 43904 ; | Vic. 44377, 44689, 45068 ; | Div. 46738, 47434, 48368.
- V. Orléanais et pays Chartrain : 9247, 40089, 44064 ; | Ger. 42886 ; | Div. 47438, 47755.
- W. Picardie : 9225, 40440, 44064 ; | Ger. 42888, 43907 ; | Sor. 46074 ; | Div. 47444, 47757, 48370.
- X. Poitou, Saintonge et Angoumois : 9230, 40422, 44077 ; | Ger. 42896, 43942 ; | Vic. 45069 ; | Div. 47447, 48376.
- Y. Provence et comtat Venaissin : 9236, 40425, 44078 ; | Ger. 44850, 42899, 43944 ; | Div. 47778.
- Z. Savoie : 9245, 40429 ; | Ger. 42904 ; | Div. 47779.

- XXXVIII. Histoire d'Italie : 8842, 9255, 10131, 11083; | Ger. 12902, 13917; | Vic. 14691, 15070; | Sor. 16076, 16577; | Div. 17150, 17780, 18405.
- XXXIX. Histoire d'Espagne et de Portugal : 9259, 10149, 11094; | Ger. 12923; | Vic. 14692; | Div. 18407.
- XL. Histoire d'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse : 9262, 10153, 11095; | Ger. 11851, 12931, 13925; | Div. 17152, 17788, 18408.
- XLI. Histoire d'Angleterre, du Danemark, etc. : 9318, 10184, 11107; | Ger. 12942, 13935; | Vic. 15073; | Sor. 16078.
- XLII. Histoire d'Asie (y compris les croisades), d'Afrique et d'Amérique : 9319, 10188, 11112; | Ger. 12945, 13936; | Vic. 14378, 15074; | Sor. 16079; | Div. 17153, 17800, 18415.
- XLIII. Philosophie ancienne : 9320, 10191, 11115; | Ger. 11855, 12946, 13937; | Vic. 14380, 14694, 15078; | Sor. 16080, 16579; | Div. 17154, 17806, 18419.
- XLIV. Philosophie du moyen-âge : 10200, 11130; | Ger. 12964, 13959; | Vic. 14382, 14700, 15091; | Sor. 15447, 16095, 16601; | Div. 17155, 17817, 18425.
- XLV. Philosophie moderne et mélanges philosophiques : 9324, 10212, 11139; | Ger. 12975, 13969; | Vic. 15109; | Sor. 16138, 16624; | Div. 17836, 18432.
- XLVI. Sciences physiques : 10223, 11188; | Ger. 12990, 14005; | Vic. 14385, 14717, 15111; | Sor. 15452, 16141, 16633; | Div. 17837, 18470.
- XLVII. Histoire naturelle et agriculture : 9325, 10226, 11206; | Ger. 11857, 12995; | Vic. 14387, 14724, 15112; | Sor. 16162; | Div. 17156, 17843, 18495.
- XLVIII. Médecine : 9329, 10233, 11214; | Ger. 11860, 12999, 14023; | Vic. 14389, 14731, 15113; | Sor. 15455, 16174, 16640; | Div. 17157, 17846, 18498.
- XLIX. Mathématiques : 9335, 10245, 11241; | Ger. 11863, 13009, 14064; | Vic. 14735, 15118; | Sor. 15460, 16197, 16644; | Div. 17858, 18503.
- L. Sciences occultes : 9336, 10270, 11263; | Ger. 13015, 14071; | Div. 17870, 18510.
- LI. Beaux-arts : 9337, 10274, 11266; | Ger. 13020, 14080; | Vic.

- 44739, 45128; | Sor. 46213, 46662; | Div. 47872, 48514.
- LII. Arts mécaniques, art militaire, gymnastique et jeux : 40278, 44269; | Ger. 43022, 44081; | Div. 47158, 47873.
- LIII. Linguistique en général et langues orientales : 9340, 40287, 44270; | Ger. 44083; | Div. 48516.
- LIV. Grammaire et lexicographie latine : 8844, 9341, 40289, 44272; | Ger. 44529, 44864, 43023, 44084; | Vic. 44742, 45430; | Sor. 45462, 46215, 46665; | Div. 47159, 47874, 48519.
- LV. Orateurs, rhéteurs et prosateurs divers : 9343, 40300, 44287; | Ger. 44038, 44444; | Vic. 44749, 45438; | Sor. 46223, 46672; | Div. 47165, 47883, 48525.
- LVI. Poésie : 9344, 40304, 44302; | Ger. 44866, 43042, 44432; | Vic. 44755, 45442; | Sor. 46234, 46687; | Div. 47894, 48543.
- LVII. Epistolaires : 9349, 40336, 44376; | Ger. 44867, 43056, 44166; | Vic. 44394, 44764, 45165; | Sor. 46247, 46744; | Div. 47944, 48582.
- LVIII. Fables, romans, devises, proverbes, facéties, mélanges littéraires : 9350, 40356, 44392; | Ger. 43064, 44176; | Sor. 46256; | Div. 47466, 48596.
- LIX. Bibliographie : 8845, 9352, 40364, 44400; | Ger. 44868, 43065, 44178; | Vic. 44767, 45168; | Sor. 45464; | Div. 47467, 47946, 48604.
- LX. Mélanges et recueils formés de fragments de divers manuscrits : 9376, 40399, 44444; | Ger. 44884, 43089, 44492; | Vic. 44769, 45470; | Sor. 46748; | Div. 47477, 47929, 48644.

Une fois que l'ordre des volumes a été arrêté dans les différentes séries, chacun d'eux a reçu un numéro, et le soin le plus scrupuleux a été apporté à cette opération, de sorte que la série des cotes se poursuit régulièrement de 8823 à 18613, sans qu'on ait sauté aucun numéro et sans qu'on ait jamais répété des cotes en y ajoutant des sous-chiffres, des lettres, ou les mots *bis*, *ter*, etc.¹

1. On a cependant fait une exception. Dans la série constituée en 1862, sous le n° 10112, était conservé un cartulaire du comté de Pontieu. M. le marquis de

La cote de chaque volume, dans les cinq dernières séries du fonds latin, se compose donc d'un simple numéro, précédé du mot *latin*, et cette cote est imprimée en gros caractères sur le dos du volume, puis sur le plat intérieur au commencement. Inutile de faire ressortir les avantages de cette régularité pour la recherche et le remplacement des manuscrits sur les rayons de la bibliothèque, pour les recolements et aussi pour l'exactitude des citations.

CHAPITRE V.

FONDS LATIN DES NOUVELLES ACQUISITIONS.

Pour enregistrer les manuscrits latins qui doivent être ajoutés aux anciennes collections de la Bibliothèque, on ouvrit, en 1862, une nouvelle série, appelée fonds latin des Nouvelles acquisitions, dans laquelle les cotes 1-1000 furent réservées aux volumes de petit format; les cotes 1001-2000 aux volumes de moyen format; les cotes 2001-2500 aux volumes de grand format; les cotes 2501 et suivantes aux volumes de très-grand format.

Nous avons vu que les manuscrits qui avaient été insérés depuis 1862 jusqu'en 1867 dans le fonds latin des nouvelles acquisitions, sous les nos 1-110, 1001-1142, 2001-2073 et 2501 ont été versés en 1868 dans la sixième série du fonds latin, de manière que le fonds latin des nouvelles acquisitions ne renferme plus que les volumes qu'on y a insérés depuis 1868 sous les cotes 111 et suivantes, 1143 et suivantes, 2074 et suivantes, 2502 et suivantes. En voici l'inventaire, dans l'ordre même où les insertions ont été faites.

- 444 Vie de Cicéron par Plutarque, traduite par Léonard l'Arétin. — Synonymes de Cicéron (30). — Vers des douze sages (54). — xv s. Pap.
 442 Isidori liber de natura rerum. — Hieronymi epistola de

Belleval ayant donné à la Bibliothèque, en 1870, un exemplaire manuscrit des tables très-amplées qu'il a dressées pour ce cartulaire, on n'a pas cru pouvoir séparer les tables du recueil auquel elles se rapportent; le volume qui les contient a donc reçu la cote 10112 bis.

- honorandis parentibus (150). — Liber patriarche Venetiarum de interiori conflictu (153). — Liber s. Ambrosii de vinea Nabuthe israelite (192). — Liber ejusdem de jejunio (205). — xv s. Pap. — A la fin et d'une autre main, le traité de Franciscus Novellus sur l'origine de la barrette rouge des cardinaux.
- 413 Joannis Oweni epigrammata, multaque sunt postea cum latina tum gallica. Parisiis, 1704. Recueil fait par ou pour Pierre Menissier.
- 414 Neuf petits fragments des ornements d'un livre d'heures du xv^e siècle. Sur le premier est une bannière de gueules au lion d'or accompagné de deux molettes de même.
- 415 Registre de l'église d'Yèbles (Seine-et-Marne, canton Mormant), contenant un obituaire, un état des biens et des charges, un calendrier, un ordre des offices. xiv et xv s.
- 416 Bréviaire de Clermont. xv s. En tête, calendrier du couvent des dominicains de Clermont, écrit au xiii s. avec additions plus récentes.
- 417-424 Papiers de Souciet, classés comme il suit : Vol. 417, mémoires divers. — Vol. 418 et 419, sur Fl. Josèphe. — Vol. 420 et 421, notes alphabétiques. — Vol. 422, chronologie, période julienne. — Vol. 423 et 424, chronologie.
- 425-426 Petri Danielis Huetii Demonstratio evangelica. Ms. autographe.
- 427 Oratio habita in regio Galliarum collegio a Francisco Petis Delacroix de Arabicæ linguæ dignitate, ubertate ac utilitate, die Jovis xvi mensis Aprilis anno 1692.
- 428 Liber Politoris, quo liber qui inscribitur Speculum veritatem ostendens extergitur et politur, adversus sectam christianorum præsertim contra librum illum. Achevé de traduire en 1655.
- 429 Hagi Chalifæ tabulæ historicæ; latinas ex turcicis fecit Jo. Jac. Reiske. Copie faite à Lubeck en 1787 par J. B. Kochler.
- 430 Historiæ ex alcorano depromptæ. xviii s.
- 431 Tragédie intitulée Passio divi Lamberti. Commencement du xvi s.

- 432 *Traité sur les maladies des intestins ; notes sur les aphorismes d'Hippocrate et discours académiques, par un médecin de Paris, qui accepta la charge de médecin de la Charité, le 5 août 1638.* xvii s.
- 433 *Johannis Bocatii liber de montibus, silvis, fontibus, lacubus, fluminibus, stagnis seu paludibus et ultimo de nominibus maris.* xv s. Pap.
- 434 *Magni Basilii libellus ad nepotes, a Leonardo Aretino e greco in latinum conversus. — Isocratis sermo de regno, a Bernardo Justiniano, Leonardi filio, e greco in latinum versus eloquium (41). — Leonardi Aretini oratio in qua Heliogabalus Augustus matronas Romanas orat ad meretriciam invitans (49). — Epigrammata (23). — Nicolaus Luscus Francisco Lusco (24). — Brutus Ciceroni (24 v°). — Sententie : Alienum est omne quicquid optando evenit etc. (27 v°). — Orationes (33). — Tancredi fabula, auctore Leonardo Aretino (45). — Griseldis fabula, auct. Fr. Petrarcha (54 v°). — Libellus de paupertate (60 v°). — Antonii Becariæ epigrammata (69). — xv s. Pap.*
- 435 *Gasparini Barzizii Pergamensis epistole missive. — Joh. Marii Philelfi ad Theodorum Gazzen de paupertate liber (48). — Ad Philippum Mariam, Mediolanensium ducem, Marii Philelfi oratio de ejus divinis laudibus (29 v°). — Formules de lettres (34). — Formules de conversation en italien et en latin (47). — Epistola b. Ambrosii (55 v°). — xv s. Pap.*
- 436 *Aveux rendus à Guillemette fille de feu Hubert de Rousillon, de 1386 à 1388. Ces actes sont passés devant un notaire du comte de Savoie.*
- 437 *Catalogues des mss. de S. Julien de Tours, de Fleury en 1552 (9), d'Engelberg en Suisse (28) et de S. Germain des Prés (43). — xviii s.*
- 438 *Ierapigra magistri Egidii de Corboilo ad purgandos prelatos.* xiii s.
- 439 *Registre de l'inquisition de Carcassonne, de 1249 à 1257. Fac-simile photographique, fait en 1869, d'un ms. sur papier appartenant à la bibliothèque de Clermont.*
- 440 *Manuel de médecine.* xvii s.
- 441 *Felix Augustinensium communitatis Bituricensis exor-*

dium et progressus in provincia Franciæ ab anno 1594 ad annum 1622, auctore Christino Francæo. xvii s.

- 442 Joannis Boyvinii, Sequani, in Dolana curia senatoris, ad D. Philippum Chiffletium epistola, ad observationem Ericii Puteani de Flavia Domitilla quam vulgo virginem et martyrem prædicant. xvii s.
- 443 Duplum aut copia libri seu descriptionis ordinarii observari soliti, in quantum attinet debitum reverendi domini prioris ac dominorum religiosorum ceterorumque prebendorum atque officiariorum insignis prioratus conventualis B. Mariæ Thallueriarum, ordinis S. Benedicti, Gebennensis diocesis, quod ordinarium ab antiquissimo tempore juxta formam, ritum modumque infra sequentem rite observari solitum est, qui liber aut descriptio vulgariter Consuetudinarium vocatur. xvi s.
- 444 Noticia linguæ Sinicæ. xviii s. Il n'y a que les trente premières pages.
- 445 Explicatio eorum quæ spectant ad declarationem præclari imperatoris Kam Hi circa Cæli, Confucii et Avorum cultum, datam anno 1700. Accedunt primatum doctissimorumque virorum et antiquissimæ traditionis testimonia. Opera patrum societatis Jesu Pekini pro evangelii propagatione laborantium. Exemplaire imprimé selon le système des Chinois.
- 446 De privilegiis monasterii Sancti Germani Parisiensis a Jo. B. du Hamel, Baiocensi cancellario, dissertatio altera. 1668.
- 447 Deux petits registres sur papier, réunis en un volume, contenant des actes notariés relatifs à la seigneurie d'Aixe-sur-Vienne en Limousin. Fin du xiv s. et commencement du xv.
- 448 Epigrammes de s. Prosper, avec commentaires. L'ordre de construction a été marqué par des lettres tracées en rouge au-dessus des mots. xiii s.
- 449 Feuillet d'un livre d'heures écrit et enluminé avec beaucoup de luxe. Le parchemin a été teint en pourpre, et l'écriture est en lettres d'argent. xv s.
- 450 Rouleau mortuaire, dont le commencement manque. Sur la partie qui subsiste, le porteur, qui se nommait Jean

- Wyart, a recueilli, en 1432 et 1433, environ 270 réponses (tituli) dans divers établissements des diocèses de Cambrai, Liège, Trèves, Metz, Toul, Besançon, Noyon, Arras, Tournai, Thérouanne, Laon et Cologne.
- 454 I. Cahier de papier, ayant fait partie d'un registre de Jean Héliée, notaire à Anduze; il contient la minute d'actes reçus pendant le mois de février 1364.
- II. Registre de la cour de l'évêque de Nîmes établie à Anduze, pour les années 1392-1394. Au registre sont jointes 44 lettres ou cédulas des années 1392-1416. Le tout sur papier.
- 452 Recettes de médecine, les unes en latin, les autres en français. Vers 1400. Papier.
- 4443 *Discrepantiæ textus armenici a græco in psalmis*, a J. Fr. de Brezillac. xviii s.
- 4444 *Pappi Alexandrini mathematicarum collectionum liber tertius cum commentariis Federici Commandini Urbinate*. xvi s.
- 4445 Anciens usages de l'ordre de Cîteaux. xiii s. On y a ajouté au xviii s. les décrets du concile général de 1738 (98), et au xiii et xiv s. des lettres d'Alexandre IV (83 v°) et de Clément V (95), une charte du 4 mai 1201 sur les rapports des abbayes de Pontigny et de Cadouin (96 v°), et un statut de 1239 relatif à un vase d'or affecté à la conservation du saint Suaire dans l'abbaye de Cadouin (97 v°).
- 4446 Actes passés au profit de Sacerdos de Calvimont, curé de Plazac en Périgord. Fin du xv et comm' du xvi s. Pap.
- 4447 Minutes de François de Glaine, notaire au bourg de Saint-Antoine en Périgord. 1491. Pap.
- 4448 Aveux rendus à Pierre de Bar et à Antoine de Bar, pour des biens sis au diocèse de Lavaur, en 1507, 1532, 1533 et 1534. Parch.
- 4449 *Andreæ Alciati Mediolanensis, jurisconsulti, antiquæ inscriptiones veteraque monumenta patriæ*. xvii s. De plusieurs mains.
- 4450 *Phalaridis epistole, cum Francisci Aretini proœmio*. — *Pogii Florentini orationes* (24). — Gasparini Perga-

- mensis in funere d. Martiani Terdonensis (44 v^o). —
 Varia. — Epistola B. Ignatii ad B. Mariam (45 v^o). —
 Dominici Veneti, episcopi Brixienensis, oratio Romæ
 anno 1468 habita (46). — Pauli II epistola (46). —
 Pii II oratio (48 v^o) et epistola (49). — De regibus
 Hierosolimitanis (50). — xv s. Pap.
- 1454 Epistolæ Colucii Pyerii (2), Antonii Lusci (6, 39), Floren-
 tinorum (7, 10, 14, 30, 37 v^o), G. cardinalis de Petra-
 mala (9), Bonifacii IX (43), Petrarce (49), Turchorum
 ad papam (40 v^o), communitalis Florentiæ ad ducem
 Venetorum (44 v^o). — Declamatio Avogarii Vicentini
 (32). — Augustinus, de vero cultu (45). — Lentuli et
 Pontii Pilati epistolæ de Jesu Christo (71 v^o). — Oratio
 Demosthenis ad Alesandrum (72 v^o). — xv s. Pap.
- 1452 Colutii Pieri declamationes. — Epistole Colutii (4 v^o),
 Bernardi Muglensis (10 v^o), Florentinorum (12, 15 v^o,
 29 v^o, 34 v^o, 67), Joh. Galeaz comitis Virtutum (15),
 communis Senarum (28 v^o), Petrarce (34 v^o, 65), Ant.
 de Luschis (41 v^o), Antonie comitis (45), Romano-
 rum (45 v^o), Seb. de Georgiis (45 v^o), Jo. Magini de
 Lunesana (46 v^o), Baylardini de Leniaco (47, 66 v^o),
 domini Galeaz Vicecomitis (47 v^o, 65 v^o), Ant. de la
 Scala (49), Pauli de Picheriis (50 v^o), Greg. de Aza-
 nello (53), Steph. de Columpna (56), Tadei de Populis
 (57), Ladizlai regis Ungarie (58). — Colucii invectiva
 cum responsione Hengirani de Brachis (34). — Brutus
 Tulio Ciceroni (40). — Julius Cesar Opio Cornelio
 (41 v^o). — B. Bernardus, de cura rei familiaris (54 v^o).
 — Epistula Carnisprivii (58 v^o). — Epistola missa per
 gallinas vulpi (59). — Carmina varia. — Rithmi per
 Jullium Cesarem compositi de lamentatione Edipi (64).
 — Versus Fr. Petrarce (63), Gabriri de Zamorcis
 (63 v^o), et Uberti Decembris (64). — Dictum Bertani
 de vitando consilium ebriosorum (64 v^o). — xv s.
 Pap.
- 1453 Proverbia Salomonis ordine alphabetico. — Dicta nota-
 bilia ex Valerio Maximo etc. (42). — Prophetia de
 anno 1435 (42 v^o). — Pie orationes (43 v^o). — Ad
 lumen oculorum restaurandum etc. (45 v^o). — De re-
 bellione civitatis Januæ anno 1436 (46 v^o). — Epistola

Januensium ad ducem Mediolani (47). — De s. Maria (49). — Corpora sanctorum in civitate Mediolani jacentia (405 v°). — Melibeus et Prudentia, auct. Albertano (407). — Ejusdem liber de doctrina dicendi et tacendi (429). — Tractatus asceticus : Exurgens anima quedam versus honorem Dei..... (435). — Ratio lune secundum Tarquinum (456). — Sur les cérémonies de la messe, en italien (460). — Proverbia (465 v°). — xv s. Pap.

4454 Opuscules de piété en italien (4, 470 v°). — Relation écrite par Taddeus de Gualandis, de Pise, d'une descente faite au puits de S. Patrice en 1358 par un chevalier français nommé Louis (7). — Evangile de Nicodème (44). — Sur les six âges du monde (46). — Destruction de Jérusalem par Titus (47). — Naissance de Pilate (49 v°). — Invention de la sainte Croix (20). — Vies de saints tirées de la Légende dorée (23). — Portes, palais et temples de Rome (472). — Indulgences des églises de Rome (473 v°). — Miracles de Notre-Dame (477 v°). — Lieux sacrés de la Terre-Sainte, en italien (480). — xv s. Pap.

4455 Copie du cartulaire de Lérins faite d'après l'original des archives des Alpes-Maritimes par M. l'abbé Tisserand. 1868.

4456 Analyse par ordre chronologique des chartes contenues dans le cartulaire de la chartreuse de Montrieux, aux archives du Var, par MM. Vienne et Teissier. 1840 et 1869.

4457 Traités de Baldus sur les usages des fiefs et sur la paix de Constance (448). Ecrit en 1446 sur des feuillets d'un registre du xiv s. qu'on a grattés. Au commencement, notes sur des événements italiens de 1454 et 1456. A la fin, privilège de Tancrede pour les Napolitains.

4458 Uranographia Mongolica sive nomenclatura siderum quæ ab astronomis Mongolis agnoscuntur et describuntur. 1842.

4459 Circa tertium Sententiarum. — Circa secundum Sententiarum (494) : Compilation faite, d'après Alexandre de Hales par magister Jodocus Gartner de Perching. —

- Divers traités de s. Jean Chrysostôme (277).—Sermons de s. Augustin (332). — xv s. La première partie est de l'année 1448. Papier.
- 1460 Distinctiones 18-50 supra quartum Sententiarum. xv s. Pap. Au bas de la dernière page est le nom de Heinricus Laug.
- 1461 Sermons divers copiés en 1423 par Henri Teyner. Au haut du fol. 157 : Sermones Bertrandi super epistolas dominicales per circulum anni.
- 1462 Sermones dicendi per adventum Domini de historia Judith. — Sermones quadragesimales fratris Johannis de S. Geminiano (38). — Tractatus universitatis studii Lippsensis (295). — Pap. xv s. Partie datée de 1444.
- 1463 Sermons, principalement pour les fêtes des saints. En tête de plusieurs (200 v°, 203 et 206), le nom de Milicius, qui désigne sans doute Johannes Milicius, archidiaque de Prague, mort en 1374. xv s. Pap.
- 1464 Sermones a principio Adventus : Ecce rex tuus venit. xv s. Pap.
- 1465 I. Sermons divers. xv s. Pap.
II. Joh. de S. Geminiano quadragesimale (124). 1422. Pap.
- 1466 Sermons divers. xv s. Pap.
- 1467 Opus postillarium de ewangeliiis dominicalibus, compilatum a fratre Jordano de Quedelinburg. xv s. Pap.
- 1468 Sermones domini Bertrandi cardinalis de ordine Fratrum Minorum super epistolis quadragesimalibus et dominicalibus. 1449. Pap.
- 1469 Sermones de tempore. Dans les interlignes, notes en allemand. Au haut du fol. 136 : Sequitur sermo, dominica infra ascensionem Domini, secundum Philippum de Monte Talerio. xv s. Pap.
- 1470 Liber quatuor novissimorum qui vocatur Cordialis de morte. — Alique questiones de iudicio particulari ipsius anime, collecte ex summa b. Thome de Aquino (29 v°). — Summula rudium (36). — Sermones (70). — Officiarius de sanctis per circulum anni (126). — xv s. Pap.
- 1471 Exempleire original de plusieurs ouvrages de Bernard

Gui. *Catalogus pontificum Romanorum*. — *Imperatores Romani* (121). — *De origine prima Francorum* (134). — *Arbor genealogie regum Francorum* (134 v°). — *Reges Francorum* (136). — *Comites Tholosani* (169). — *De tempore celebrationis conciliorum* (173). — *De officio misse* (184). — *Casus qui contingere possunt in celebrando* (187). — *Nomina discipulorum Domini Jhesu Christi* (190). — *Nomina episcoporum Tholose* (200). — *Nomina episcoporum Lemovicensium* (204). — *Nomina sanctorum Lemovicensis dyocesis* (209 v°). — *Priores Grandimontis* (218). — *Priores ordinis Artigie* (221). — *De fundatione et progressu monasterii S. Augustini Lemovicensis* (222). — *Precepta decalogi* (223). — *De articulis fidei* (225). — *De sacramentis ecclesie* (227). — *De dotibus glorie beatorum* (227 v°). — *Commencement du xiv s.*

1172 *Copies de capitulaires et d'actes du règne de Charlemagne d'après des ouvrages imprimés. Fin du xviii s.*

2074-2076 *Traduction latine du commentaire d'Eustathe sur l'Iliade par Capperonnier. xviii s. Ms. autographe.*

2077 *Epistolæ et evangelia solemnium festivitatum juxta ritum S. ordinis Fratrum Prædicatorum pro majori conventu et collegio Sancti Jacobi Parisiensis. Scripsit P. F. Ludovicus Hayet, religiosus conventus Bituricensis Prædicatorum anno 1700. Peint. Parch.*

2078 *Actes du xv et du xvi s. relatifs à l'église de Castres. xv et xvi s. Parch.*

2079 *Collection de 34 chartes originales, depuis 1083 ou environ jusqu'en 1481.*

2080 *Collection de chartes originales.*

2084 *Collection de chartes originales relatives à divers lieux de Guienne et de Languedoc, du xiii au xvi s.*

2082 *Mémoire relatif au castrum vetus de Rozanis, dans lequel sont exposés les différends de la maison de Castelbon et de la maison d'Aragon. 12 décembre 1408.*

2083 *Vita beati magistri Mesrop, qui primus characteres armenicos invenit, composita a discipulo ipsius nomine Coriun, ex armenico in latinum translata. Lacroix scripsit, dictante archiepiscopo Uscano. xviii s.*

- 2084 Collection de 54 pièces, la plupart sur parchemin, qui sont différents actes reçus par des notaires du duc de Savoie depuis 1432 jusqu'en 1660. Ce sont d'anciennes couvertures de registres.
- 2085 Copies des titres relatifs à la famille de Bauffremont, du XII au XVI s. Les copies sont du XVIII s.
- 2503 Recueil de 924 actes originaux, ou environ, rangés par ordre chronologique, du XII au XVIII s. Ce recueil a été formé par Monteil, qui l'a intitulé : Recueil de 924 actes originaux des notaires des différentes villes de France.
- 2504 Convention conclue entre les habitants de Majorque et plusieurs citoyens de Barcelonne, confirmée le 5 avril 1393 par Jean, roi d'Aragon, et par la reine Yolent. Le texte de la convention est en langue vulgaire. Rouleau au bas duquel sont les signatures du roi et de la reine.
- 2505 Collection de chartes originales scellées.

CHAPITRE VI.

PROJET D'UN CATALOGUE GÉNÉRAL DES MANUSCRITS LATINS.

Tous les manuscrits latins que la Bibliothèque nationale possède à la date du 1^{er} août 1871 sont catalogués ou inventoriés soit dans le catalogue de l'ancien fonds publié en 1744, soit dans les inventaires des nouvelles séries qui ont paru depuis quelques années, d'abord dans la Bibliothèque de l'École des chartes, puis en fascicules séparés. Ainsi se trouve satisfaite, pour une des plus importantes sections du département des manuscrits, la demande d'un inventaire général de toutes les collections de la Bibliothèque que faisait expressément en 1858 la commission chargée de rechercher les améliorations qui pourraient être introduites dans ce vaste établissement. Mais les nouveaux inventaires, et même le catalogue imprimé en 1744, ne sauraient être considérés comme des travaux définitifs. Les inventaires sont infiniment trop écourtés et le catalogue de l'ancien fonds ne fournit pas lui-même toutes les indications nécessaires.

Il reste donc à rédiger et à publier un catalogue développé et raisonné de nos 19700 manuscrits latins. Bien que la préparation de ce travail soit encore relativement peu avancée, il n'est pas inutile d'appeler l'attention du monde savant sur les principaux détails de l'entreprise et de poser plusieurs questions que l'administration de la Bibliothèque décidera avec plus de confiance quand elle aura recueilli l'opinion des juges les plus compétents.

Un premier point à examiner, c'est de savoir quel ordre sera suivi. Malgré le mélange que présentent beaucoup des manuscrits du moyen-âge et des temps modernes, il est certain qu'un très-grand nombre de volumes peuvent être classés systématiquement, et qu'il y a un immense avantage à réunir en un seul groupe tous les exemplaires d'un même ouvrage. Mais, d'un autre côté, les numéros que portent les manuscrits de l'ancien fonds sont consacrés par une habitude de cent trente ans, et ceux qui ont été assignés aux manuscrits des nouvelles séries ont déjà reçu par la publication des inventaires une telle notoriété qu'en les changeant on amènerait infailliblement les plus regrettables confusions; d'ailleurs, on ne pourrait pas modifier le rangement des manuscrits des nouvelles séries sans comprendre dans une refonte générale les manuscrits de l'ancien fonds. Selon toute vraisemblance, il n'y aura donc pas lieu de changer les cotes que portent aujourd'hui les manuscrits latins. Mais rien n'empêcherait de décrire les manuscrits, non pas d'après l'ordre des cotes, mais d'après l'ordre des matières. Les volumes conserveraient ainsi les numéros sous lesquels ils sont connus et chaque division du catalogue offrirait tous les manuscrits analogues réunis dans un ordre méthodique.

Le plan général arrêté, il faut déterminer le plan de chaque notice en particulier.

Pour être satisfaisante, une notice de manuscrit doit mentionner tous les ouvrages, morceaux ou fragments contenus dans le volume, avec les rubriques initiales et finales, et avec les premiers et les derniers mots, mais seulement quand les manuscrits ont quelque importance et que ces indications sont nécessaires pour donner une idée nette de la pièce en question. Les noms des auteurs sont à relever tels que les fournissent les manuscrits. Quand les noms d'auteurs ne sont pas marqués dans les manuscrits, il est bon de recourir aux recueils bibliographiques pour combler cette lacune. Parfois, le meilleur et le plus court moyen

de déterminer l'identité d'un traité ou d'une pièce consiste à renvoyer à une édition bien connue, ou à un de ces répertoires diplomatiques qui sont dans toutes les bibliothèques.

Il est indispensable d'indiquer à quel feuillet ou à quelle page commence chacun des morceaux renfermés dans un volume. Par là on abrège singulièrement les recherches, surtout quand il s'agit de gros manuscrits dans lesquels sont réunies beaucoup de pièces différentes.

Le nombre exact des pages ou des feuillets d'un volume doit être énoncé, pour en faire connaître approximativement l'étendue, et pour mettre à même de constater les mutilations qui pourraient être commises après la rédaction du catalogue.

La détermination du format présente une légère difficulté. Les termes *in-folio*, *in-quarto*, *in-octavo*, n'ont rien d'absolu quand on les applique à des manuscrits : aussi commencent-ils à être généralement abandonnés. Depuis une dizaine d'années on les a remplacés au département des manuscrits par les termes *très-grand* ou *atlas*, *grand*, *moyen* et *petit*, suivant que la taille du volume mesurée sur les plats extérieurs dépasse 50 centimètres, qu'elle est comprise entre 50 et 37, ou bien entre 37 et 27, ou enfin qu'elle n'atteint pas 27. Dans un catalogue détaillé il y aurait tout avantage à donner plus rigoureusement encore la taille de chaque volume. On pourrait donc, en suivant un exemple déjà donné par plusieurs auteurs de catalogues, mesurer en centimètres et en millimètres la hauteur et la largeur des manuscrits, en tenant compte du corps même du manuscrit, et non pas des plats de bois ou de carton, dont les dimensions peuvent être modifiées par un changement de reliure.

Le caractère de l'écriture et l'âge de la transcription ne sauraient être indiqués avec trop de précision. Aussi faut-il relever toutes les notes et toutes les particularités qui, en dehors des données paléographiques, peuvent jeter quelque lumière sur la date des manuscrits.

Les peintures et les ornements ne peuvent être signalés que d'une façon très-sommaire : des descriptions minutieuses prendraient trop de place et feraient perdre de vue le but principal du catalogue. Il faut donc y renoncer, et n'en éprouver aucun regret, puisque la description des peintures et des ornements de nos manuscrits fera l'objet d'un travail spécial que l'administration de Bibliothèque a confié à M. Bordier.

Le savant qui consulte un manuscrit a souvent grand intérêt à en connaître l'histoire : aussi le catalogue devrait-il, autant que possible, déterminer brièvement l'origine de chaque volume et énumérer les personnages ou les établissements qui l'ont possédé au moyen-âge ou dans les temps modernes. Il devrait même enregistrer les cotes que le manuscrit a portées avant le classement actuel soit à la Bibliothèque soit dans les collections célèbres dont il a fait partie. Par là seront facilement reconnus les exemplaires cités par nos prédécesseurs à une époque plus ou moins ancienne.

La reliure d'un volume est parfois l'une des particularités les plus intéressantes de son histoire. Il conviendrait donc d'en signaler la nature, ne fût-ce que pour faciliter à l'avenir la recherche des manuscrits qui n'auraient pas été remis à leur place sur les rayons de la Bibliothèque.

Un catalogue rédigé sur ce plan, et complété par d'amples tables alphabétiques et méthodiques, répondrait à tous les besoins de la science moderne, et mettrait en pleine lumière les inépuisables trésors de notre fonds latin. Il serait d'ailleurs en parfaite harmonie avec les catalogues qu'a récemment publiés l'administration de la Bibliothèque et dont le plan, tout en restant uniforme, n'exclut pas des améliorations de détail suggérées par l'expérience et quelquefois commandées par la nature de certaines classes de manuscrits.

LÉOPOLD DELISLE.



L'ORDRE TEUTONIQUE

EN FRANCE.



Il a paru à Berlin en 1869, sous le titre de *Tabulæ ordinis teutonici*, un recueil de 725 pièces, concernant l'Ordre teutonique. Cet ouvrage entrepris avec l'approbation de M. de Bismark, par Ernest Strehlke, employé aux archives royales de Berlin, a été terminé par M. Jaffé. M. Strehlke, dont le nom figure seul sur le titre, était mort avant d'avoir mis la dernière main à cette publication. M. Jaffé, qui a signé la préface, a depuis fini sa vie d'une manière aussi déplorable que tragique. Il m'a envoyé ce volume peu de jours avant de mourir et, quand je l'ai reçu, je crois que déjà il n'existait plus.

Les pièces, qui ont été publiées avec grand soin, sont empruntées à quatre cartulaires conservés l'un aux archives de Berlin, les autres à celles de Königsberg. M. Strehlke s'est aussi servi d'un inventaire des archives de l'Ordre teutonique à Vienne. Ces documents concernent principalement l'Orient, la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie, la Prusse. Un seul a rapport à la France, c'est la donation à l'Ordre teutonique d'un hôpital situé dans un faubourg de Montpellier.

Cette lacune est la cause qui m'a déterminé à écrire le travail que voici :

Ce travail a pour fondement les chartes de la commanderie de Beauvoir qui forment une section du fonds de Clairvaux aux archives de l'Aube.

§ 1. ORIGINES DE L'ORDRE TEUTONIQUE EN FRANCE.

L'institution de l'Ordre teutonique remonte à la troisième croisade et à l'année 1190. C'est de la cinquième croisade, des années 1218 et 1219, des relations établies alors sur les bords du Nil,

entre cet ordre et quelques chevaliers français, que paraissent dater les actes les plus anciens par lesquels des biens situés en France aient été donnés à cet ordre.

Les auteurs de ces libéralités furent : Milon III, comte de Bar-sur-Seine, et Gaucher son fils; Erard, seigneur de Chassenay (Aube); André de Montbard, seigneur d'Epoisses (Côte-d'Or); Eudes de Châtillon-en-Bazois (Nièvre) et Jean d'Arcis (Aube).

Ces hauts barons faisaient partie d'une armée chrétienne qui, sous le commandement de Jean de Brienne et du cardinal Pélage, assiégea Damiette et le prit après de longs efforts, pour le perdre presque aussitôt. Le débarquement sur les côtes d'Égypte eut lieu le 12 mai 1218¹. Le 24 août les croisés s'emparèrent d'un ouvrage avancé, d'une tour, que le continuateur de Guillaume de Tyr appelle la Cosbarie². Le légat arriva avec du renfort à Pâques suivant, 7 avril 1219³. Le 29 août, les chrétiens allèrent attaquer les Sarrasins dans leur camp et se firent battre⁴. Damiette se rendit au commencement de novembre la même année⁵. Cette ville retomba au pouvoir des Musulmans en 1221.

Milon III, comte de Bar-sur-Seine, et Gaucher son fils, se trouvaient au début de l'expédition. Ils succombèrent au commencement du siège quelques jours avant la prise de la Cosbarie, le 17 août 1218⁶.

Erard de Chassenay, André de Montbard, seigneur d'Epoisses, et Jean d'Arcis, furent du nombre des chevaliers qui débarquèrent sous les murs de Damiette à Pâques suivant, au mois d'avril 1219⁷. Nous ne savons si Eudes de Châtillon-en-Bazois avait fait route avec eux. Dans la bataille du 29 août 1219, André de Montbard, Eudes de Châtillon et Jean d'Arcis, restèrent prisonniers aux mains des Sarrasins⁸.

Eudes de Châtillon paraît être mort en captivité peu de temps

1. *Hist. occ. des Croisades*, t. II, p. 326.

2. *Ibid.*, p. 328.

3. *Hist. occ. des Croisades*, t. II, p. 331.

4. *Hist. occ. des Croisades*, t. II, p. 340-341.

5. *Ibid.*, p. 346, cf. Math. Paris ap. D. Bouquet, XVII, 751.

6. *Art de vérifier les dates*, II, 591.

7. *Hist. occ. des Croisades*, II, 332.

8. *Hist. occ. des Croisades*, II, 341; cf. D. Bouquet, XVII, 749 B n, où un passage important de Jacques de Vitry est combiné avec le passage correspondant de Mathieu Paris. Albéric, édit. Leibniz, p. 502.

après. Jean d'Arcis eut probablement le même sort¹. André de Montbard, Erard de Chassenay furent plus heureux et revirent la France².

Milon III, comte de Bar-sur-Seine, était en même temps seigneur du Puiset (Eure-et-Loir). Nous ne savons où étaient situés les biens que, devant Damiette, peu de temps avant de mourir, c'est-à-dire avant le 17 août 1218, il donna, de concert avec son fils, à l'Ordre teutonique, ou, comme on disait alors, à « la maison » de l'Hôpital des Teutoniques dans Jérusalem. » Sa veuve y ajouta des biens à Saint-Maur (Eure-et-Loir). En échange de tous ces biens Simon, seigneur de Rochefort et du Puiset, céda, en 1225, à l'Ordre teutonique ce qu'il possédait à Neuvy-en-Beauce (Eure-et-Loir). La même année, Marguerite, dame d'Aprémont et Hugues, son fils, approuvaient cet échange. En même temps l'Ordre teutonique acquérait dans une paroisse voisine de Neuvy-en-Beauce, à Trancrainville (Eure-et-Loir), l'ermitage de Saint-Michel. Cet ermitage avait été fondé par Milon III, comte de Bar-sur-Seine, au commencement du ^{xiii}^e siècle. Nous n'avons pas l'acte de fondation ; mais la confirmation par Regnaud de Bar, évêque de Chartres, date de mars 1201. Sévin, premier et dernier supérieur des ermites de Saint-Michel, fit, en 1225, abandon à l'Ordre teutonique de ses droits sur cette maison. Telle est l'origine des possessions de l'Ordre teutonique dans le diocèse de Chartres.

La donation faite par Erard, seigneur de Chassenay, à l'Ordre teutonique, suivit celle du comte de Bar-sur-Seine à près d'un an d'intervalle. Elle eut lieu en juillet 1219, et, comme elle avait pour objet des biens situés dans le comté de Nevers, elle fut immédiatement confirmée par Hervé, comte de Nevers, alors croisé et sous les murs de Damiette. Erard donnait vingt livres de rente à prendre sur ses biens de Guerchy (Yonne) et sur ceux que Henri de Perreuse tenait de lui à Saint-Sauveur (Yonne).

Cette donation précéda de quelques semaines la bataille désastreuse du 29 août 1219. Les libéralités d'André de Montbard, seigneur d'Epoisses, et d'Eudes de Châtillon sont postérieures à ce terrible événement. André de Montbard était prisonnier des

1. Au retour de la croisade, en juillet 1222, sa succession fut partagée entre ses frères, *Hist. des comtes de Champagne*, t. V, p. 183, n° 1440.

2. *Hist. des comtes de Champagne*, t. IV, p. 186, 187, 275.

Sarrasins, quand au mois de septembre 1219, devant Damiette, il donna à l'Ordre teutonique vingt livres de rente à prélever sur les revenus de sa terre. La charte originale, écrite et scellée au camp des Musulmans, existe encore aux archives de l'Aube.

On peut attribuer la même date à la donation d'Eudes de Châtillon. Eudes de Châtillon était aussi tombé vivant aux mains des redoutables ennemis de la croix, et, malade ou blessé, il ne devait pas sortir de cette pénible captivité. Au moment de mourir il fit son testament : il légua à l'Ordre teutonique vingt livres de rente à prendre sur ses biens de Pignol et de Tannay (Nièvre). L'original de ce testament ne nous a pas été conservé. Nous ignorons même si ce testament a jamais été écrit. Mais Raoul, vicomte de Beaumont, et Milon de Nanteuil, évêque élu de Beauvais, compagnons d'infortune d'Eudes de Châtillon¹, furent témoins de ses dernières volontés, et plus tard, par deux chartes datées de mars 1222 et de décembre 1231, ils en assurèrent l'exécution.

C'est au testament d'Eudes de Châtillon qu'on doit rapporter la première origine des possessions de l'Ordre teutonique dans le diocèse de Nevers : nous ignorons ce que devinrent les biens légués par Erard de Chassenay et par André de Montbard.

Dans le diocèse de Troyes, une donation de Jean d'Arcis fut le point de départ des acquisitions de l'Ordre. Jean d'Arcis, beau-père d'André de Montbard, fait comme lui prisonnier dans la bataille du 29 août 1219, donna comme lui vingt livres de rente à l'Ordre teutonique. On peut supposer que ce fut à la même date, en septembre 1219. L'acte n'existe plus, mais il est rappelé dans une charte donnée par Marie, dame de Turny, veuve de Jean d'Arcis, le 6 décembre 1222.

Les rentes données par Jean d'Arcis lui étaient dues sur les foires de Troyes.

Le second bienfaiteur de l'Ordre teutonique dans le diocèse de Troyes fut Gautier IV, comte de Brienne, neveu de Jean de Brienne, roi de Jérusalem.

Né dans l'Italie méridionale en 1205², il y habitait encore en 1210³. Il put y connaître les chevaliers teutoniques, qui acquirent

1. *Hist. occ. des Croisades*, II, 341.

2. Sassenay, *Les Briennais de Lecce et d'Athènes*, p. 87.

3. *Hist. occ. des Croisades*, II, 308.

en 1206 des biens près de Salerne¹ et en 1215 une maison à Brindes². Il n'est guère possible qu'il ait accompagné son oncle à la croisade de 1218 et qu'alors, comme le comte de Bar-sur-Seine, comme Erard de Chassenay, André de Montbard, Eudes de Châtillon et Jean d'Arcis, il ait combattu les Sarrasins côte à côte avec les chevaliers teutoniques³. En 1218 il était bien jeune. Il arriva en France en 1221 et y prit possession de l'héritage paternel.

Il donna à l'Ordre teutonique, en 1224, la grange de *Boiennès*, aujourd'hui Bugney, près de Brienne-la-Vieille (Aube); en 1231, l'Hôtel-Dieu de Brienne-le-Château et trois cents arpents de terre à défricher dans son bois de Chaumesnil (Aube). L'Ordre teutonique paraît avoir fait défricher au moins une partie de ces terrains : ce fut sur ces terrains qu'il fit bâtir la commanderie de Beauvoir, et cette commanderie fut longtemps le chef-lieu de ses possessions en France.

Dans le diocèse de Toul, le plus ancien bienfaiteur de l'Ordre teutonique est Hugues II, seigneur de La Fauche. Dès l'année 1222 il donna à l'Ordre teutonique trois charruées de terre à Bazoilles⁴ et un droit d'usage dans une forêt voisine. A quatre lieues de là se trouvait la cure de Vaudeville (Meuse)⁵, dont l'Ordre teutonique devint propriétaire en 1228 et sur laquelle nous donnerons plus loin de plus amples détails.

Parmi les biens de l'Ordre teutonique en France, il y a quatre points centraux à distinguer : Beauvoir dans le diocèse de Troyes, Orbec dans le diocèse de Nevers, Vaudeville dans le diocèse de Toul, Saint-Michel de l'Hermitage dans le diocèse de Chartres.

Chacun était le siège d'un établissement dont nous ferons l'histoire séparément.

§ 2. BEAUVOIR.

Beauvoir est situé dans l'Aube, arrondissement de Bar-sur-Aube, canton de Soulaïnes, commune de Chaumesnil.

1. Strehlke, p. 142, n° 143.

2. Strehlke, p. 143, n° 145.

3. Sassenay, *Les Brienne*, p. 92.

4. Bazoilles, Vosges, arr. et cant. Neufchâteau.

5. Vaudeville, Meuse, arr. Commercy, cant. Gondrecourt.

La commanderie de Beauvoir est mentionnée pour la première fois à notre connaissance, dans un acte du mois d'août 1269. Elle y porte le nom d'*Hospitalis sancte Marie Theutonico-rum de Bellovidere*. Mais elle remontait beaucoup plus haut; sa fondation est probablement postérieure de très-peu de temps aux donations faites en 1231, par Gautier IV, comte de Brienne. En effet, en 1269, il est question des fossés ou anciennes clôtures de cette maison; et, en 1270, le comte de Brienne Hugues affranchit du droit de moulin banal le moulin à vent, *autrefois construit par les religieux de l'Ordre teutonique près du même hôpital de Beauvoir*.

Au XIII^e siècle et au commencement du XIV^e, cette maison possédait une communauté de frères ou religieux de l'Ordre teutonique. Cette communauté est mentionnée formellement par neuf actes qui se suivent dans une période de 67 ans : le plus ancien date de 1269, le plus récent de 1336. Plus tard il n'est plus question que du maître ou du commandeur, sauf en une circonstance. C'est en 1390. Il n'y a pas dans la maison, dit un acte, un nombre de religieux suffisant pour faire le service divin, l'église tombe en ruines. Le lieutenant-général au bailliage de Chaumont fait saisir les revenus, commet un gardien du sequestre et décide qu'il sera fait des revenus trois parts, une pour l'entretien du culte, une pour la nourriture et les autres besoins du maître et de « ceux de ladite église, » une enfin pour la réparation des bâtiments. « Ceux de la dite église » ce sont les religieux.

Nous connaissons les noms de plusieurs commandeurs de Beauvoir.

I. Guillaume présenta à l'évêque de Toul, en 1282, un de ses religieux comme candidat à la cure de Vaudeville. Peut-être est-il le même que Guillaume de Tongres, commandeur d'Orbec, en 1298 et en 1299.

II. Charles Beffart de Trèves, provincial de Lorraine et de Bourgogne, prend et reçoit, de 1301 à 1311, le titre de commandeur de Beauvoir dans les actes relatifs à la cure de Vaudeville. Il présenta successivement deux candidats à cette cure; ces candidats reçurent l'institution canonique. Le second fut dépossédé ultérieurement par l'évêque de Toul, d'où un procès devant l'officialité de Trèves. Nous raconterons ce procès en détail dans le paragraphe consacré à la cure de Vaudeville. Charles Beffart

devint grand-maître de l'Ordre en 1312 et mourut en 1324¹.

III. Gérard de Luxembourg, prêtre, nommé curé de Vaudeville par Charles Beffart en 1303, était commandeur de Beauvoir trente ans plus tard. Il résigna sa cure entre les mains de l'évêque de Toul, et il présenta deux candidats à cette cure, l'un en 1333, l'autre en 1335.

IV. Louis, prêtre, paraît en 1340. Il fait un bail à cens et achète une maison.

V. Girard, prêtre, fit un bail à cens en 1347.

VI. Jacques de Mayence, réunit sur sa tête, comme tous ses successeurs, les commanderies d'Orbec et de Beauvoir. Nous avons de lui plusieurs baux à cens, consentis à titre de commandeur d'Orbec de 1369 à 1387. En 1376, il était en procès avec le maître de l'Hôtel-Dieu de Brienne, au sujet de la succession d'un de ses hommes, mort à l'Hôtel-Dieu, et que le maître de l'Hôtel-Dieu voulait s'attribuer. Ce procès se termina par une transaction.

VII. Jean de Brandebourg donna, en 1394, quittance d'une rente de huit livres due à l'Ordre teutonique par le seigneur de Tannay.

VIII. Arnoul de Selle ou de Seille donna une quittance semblable en 1395, et fit un bail à cens en 1407.

IX. Jean de Francfort obtint du roi Charles VII, en 1438, des lettres de sauvegarde pour les quêteurs envoyés en France par l'Ordre teutonique. Nous avons de lui une quittance de 1441, un bail à ferme de 1442. Un appel au Parlement le fit condamner à une amende qu'il ne paya pas, et pour ce fait le temporel de la commanderie d'Orbec fut saisi. Un acte du 23 décembre 1352 dit qu'à cette date il était mort.

X. Nicolas de Soye fit, le 2 novembre 1451, un bail à cens, concernant la commanderie d'Orbec.

XI. Jean de Cologne, dit de Gemont, conventuel de la maison de Trèves, prête serment en qualité de commandeur de Beauvoir et d'Orbec, le 1^{er} juin 1451, mais ne paraît avoir pris possession qu'en 1452. L'acte le plus récent, où nous le trouvons en fonctions, date du 22 mai 1486. Il fit quêter pour l'Ordre teutonique dans le royaume de France, comme autrefois Jean de Francfort, son prédécesseur. Nous avons encore des lettres de Thibaut, évêque

1. *Art de vérifier les dates*, III, 541.

d'Orléans, adressées aux prieurs et curés de son diocèse, à leurs vicaires et fermiers, pour leur rappeler que le grand-maître de l'Ordre teutonique, établi en Prusse sous l'invocation de la Vierge et de sainte Elisabeth, combattait sans relâche les perfides Sarrasins. Il appelait ainsi les Slaves payens. Il ordonne que les envoyés de cet Ordre soient bien reçus dans toutes les paroisses, quand ils se présenteront avec la croix ou les reliquaires qu'ils portent avec eux. On convoquera aussitôt les fidèles, et le curé ou son représentant invitera par la parole et l'exemple ses paroissiens à donner largement (6 décembre 1455). Pierre de Gemont affirma à un certain Pierre Poirier de Nevers, le droit de quêter dans toute la France au nom de l'Ordre teutonique pendant six ans, moyennant la somme de douze écus d'or par an (7 novembre 1476). Il paraît que ces quêtes étaient lucratives. Des escrocs se fabriquèrent de fausses commissions et se mirent à parcourir la Champagne et la Bourgogne, implorant la charité des fidèles au nom de l'Ordre teutonique qui ne les avait pas délégués. Jean de Gemont obtint un mandement du roi Charles VIII, qui ordonnait des poursuites contre eux (18 mai 1486).

Une sentence du bailliage de Brienne l'autorise à faire procéder à une enquête pour recouvrer les biens que sa commanderie a perdus « par la fortune des guerres et mortalités qui longuement » ont couru et régné en ce royaume » (4 mai 1462).

Jean de Gemont s'occupa beaucoup de l'administration temporelle de ses commanderies. Nous avons de lui un grand nombre de baux à ferme et à cens.

XII. Henri d'*Eltfelt*, prêtre, conventuel de la maison de Trèves, fut nommé commandeur de Beauvoir et d'Orbec par le provincial de Lorraine, le 5 juin 1488.

XIII. Nicolas, dit de Sampfer, Somphère, dans les actes rédigés en Allemagne et dans un acte français, de Sommevoire dans deux actes français, était marié. Du consentement de Jeannette, sa femme, il donna tous ses biens à l'Ordre teutonique, qui lui conféra le titre de frère, sans lui donner toutefois le droit de porter la croix, insigne distinctif de l'Ordre. Le 20 juillet 1491, il fut nommé commandeur de Beauvoir par le provincial de Lorraine et le chapitre de la province. On convint qu'il irait habiter Beauvoir avec sa femme, qu'il toucherait tous les revenus de l'Ordre en France, qu'il ferait réparer les édifices en ruines, et chercherait à recouvrer les biens perdus. On avait

le projet d'envoyer à Beauvoir, pour célébrer le culte dans la chapelle, un religieux prêtre de l'Ordre teutonique: le commandeur devait le nourrir et lui donner douze florins d'or par an. Dans le cas où ce religieux prêtre ne serait pas envoyé, Nicolas de Sommevoire devait payer à la commanderie de Metz une redevance annuelle de 30 florins du Rhin.

Nicolas de Sommevoire donna à bail la terre de Beauvoir à la réserve de la maison d'habitation alors neuve où il habitait, d'une portion de jardin et de la moitié des fruits des arbres qui entouraient la maison (27 janvier 1494). Il est le dernier commandeur dont nous ayons trouvé le nom.

En 1501, le provincial de Lorraine, avec l'autorisation du chapitre de cette province et du maître général de l'Ordre en Allemagne et en Italie, vendit à l'abbaye de Clairvaux la commanderie de Beauvoir et ses dépendances, c'est-à-dire tous les biens de l'Ordre teutonique en France. Le prix fut fixé à onze cents florins du Rhin.

L'acte de vente donne les raisons qui ont déterminé l'Ordre à cette résolution. Presque toutes nos maisons, dit-il, sont situées dans les provinces de Germanie et de Hongrie; la commanderie de Beauvoir est la seule que nous possédions en France, les maisons qui en dépendent sont séparées d'elle par des distances considérables. Neuvy-en-Beauce est à cinquante lieues de Beauvoir, Orbec est aussi loin. De là des frais d'administration beaucoup trop considérables, eu égard à la modicité des revenus. D'ailleurs la guerre a détruit une partie des bâtiments; les autres, dit-on, menacent ruine. L'Ordre teutonique avait intérêt à se défaire de propriétés onéreuses (23 avril 1501).

§ 3. ORBEC.

Orbec est situé dans la Nièvre, arrondissement de Nevers, canton de Pougues, commune de Nolay. C'est le 9 mars 1252, qu'il est question pour la première fois de cette commanderie. Le maître et les frères de la maison d'Orbec achètent, pour une somme de dix livres, des biens dans la paroisse de Nolay. Le 20 février 1260, la maison des hospitaliers teutoniques d'Orbec prend sous sa garde Julien de Premery, cordonnier, qui s'engage à payer une redevance annuelle de cinq sous.

Guillaume de Tongres était commandeur d'Orbec en 1298 et

en 1299. Nous nous sommes demandé plus haut si Guillaume de Tongres n'était pas identique à Guillaume, commandeur de Beauvoir en 1282. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au plus tard, à partir de Jacques de Mayence, 1369-1387, tous les commandeurs de Beauvoir administrèrent aussi la commanderie d'Orbec. Pendant la seconde moitié du ^{xiii}e siècle et les trente et une premières années du ^{xiv}e, il y avait eu à Orbec une communauté de frères de l'Ordre teutonique¹.

Vers le milieu du ^{xiv}e, cette communauté cesse d'être mentionnée et les biens de l'Ordre teutonique, dans le diocèse de Nevers, sont divisés en deux commanderies, celle d'Orbec et celle de Villiers, Nièvre, arrondissement de Clamecy, canton de Tannay, commune de Flez.

En 1336, la maison de Villiers dépendait de la commanderie de Beauvoir. La maison de Villiers est mentionnée à côté de celle d'Orbec dans un testament de l'année 1348. La testatrice y rappelle les marques de bonté qu'elle a reçues des commandeurs d'Orbec et de Villiers et motive par là une donation universelle de biens, meubles et immeubles. Dans un acte de l'année 1369, Jacques de Mayence prend le titre de commandeur d'Orbec et de Villiers.

Au ^{xv}e siècle, il n'est plus question de la commanderie de Villiers : la propriété de ce nom perd le titre de commanderie, elle devient une dépendance de la commanderie de Pont-Saint-Didier, aujourd'hui Saint-Didier, Nièvre, arrondissement de Clamecy, canton de Tannay; en 1451, elle fait l'objet d'un acte bordelage ou d'arrentement à titre perpétuel qui équivalait presque à une vente.

La commanderie de Pont-Saint-Didier paraît pour la première fois à cette date. Nicolas de Soye était commandeur de Pont-Saint-Didier, en même temps que de Beauvoir et d'Orbec. Jean de Gemont prend aussi dans nombre d'actes, le titre de commandeur de Pont-Saint-Didier. En 1482, il loua les bâtiments de cette commanderie, consistant en une chapelle et « maison » d'hospital, » à Jean Rossignol, prêtre. La durée du bail devait être égale à la vie du locataire, mais ce dernier finit par renoncer

1. Ces frères sont mentionnés dans des actes des 9 mars 1252, 20 février 1260, 23 septembre 1290, 31 mai 1296, 29 septembre et 27 décembre 1298, 23 février 1299, 16 décembre 1324, 9 novembre 1326, 19 novembre 1331.

à ses droits, et Nicolas de Sommevoire paraît être rentré, en 1492, dans les bâtiments loués à Jean Rossignol. La commanderie de Pont-Saint-Didier était probablement un démembrement de celle d'Orbec.

Peut-être peut-on aussi considérer comme un démembrement de la commanderie d'Orbec, celle de Pignol, Nièvre, arrondissement de Clamecy, canton et commune de Tannay.

Le 20 janvier 1394, Jean de Brandebourg prend le titre de commandeur de Beauvoir et de Pignol. En 1407, Arnoul de Saille était commandeur de Pignol en même temps que de Beauvoir et d'Orbec. En 1454, la commanderie de Pignol était réduite à l'état de métairie. Jean de Gemont obtint du seigneur de Lys, exemption momentanée du droit de four banal pour le métayer de Pignol. L'Ordre teutonique avait à Pignol deux maisons qui furent chacune l'objet d'un acte de bordelage, l'une en 1452, l'autre en 1454.

A la fin du ^{xv}^e siècle les commanderies de l'Ordre teutonique dans le diocèse de Nevers étaient au nombre de deux : Pont-Saint-Didier que Jean Rossignol avait loué pour la durée de sa vie mais qu'il avait rendu à Nicolas de Sommevoire, et Orbec. Les derniers commandeurs de Beauvoir prennent dans un grand nombre d'actes le titre de commandeur d'Orbec, soit seul, soit avec les titres de commandeur de Beauvoir et de Villiers, ou de Pont-Saint-Didier. Mais ils ne résidaient pas à Orbec. En 1442, Jean de Francfort loua pour dix ans « son hostel et maison dudit » lieu d'Orbé » avec les dépendances. Nicolas de Sommevoire donna aussi à loyer cette maison. Le bail fut passé en 1493. Il contient une réserve : quand le commandeur viendra à Orbec toucher ses redevances, le locataire devra lui « bailler une » chambre bonne et honneste, garnie de tout mesnage..... pour » le loger, ensemble son varlet et son cheval, et leur fournir leur » vie de toutes choses nécessaires à leur despens. »

§ 4. SAINT-MICHEL DE L'HERMITAGE.

Saint-Michel de l'Hermitage, établissement fondé au commencement du ^{xiii}^e siècle et cédé à l'Ordre teutonique en 1225, était situé dans la commune de Trancrainville, canton de Janville, arrondissement de Chartres, Eure-et-Loir. Dans le même canton se trouve la commune de Neuvy-en-Beauce, où comme nous

l'avons vu, l'Ordre teutonique acquit des biens à la même date, par la libéralité d'un seigneur du Puiset. Baudouin Le Flamanc donna, en 1236, aux religieux teutoniques, une maison dans le même village de Neuvy. Nous ignorons s'il y eut jamais des religieux de l'Ordre teutonique en résidence à Neuvy, ni à Saint-Michel de l'Hermitage. En 1296, Charles Beffart prenait le titre de grand commandeur de France et de Bourgogne, des maisons de Beauvoir, de Neuvy et de l'Hermitage. Depuis il n'est plus question de la maison de Neuvy. Au ^{xv}^e siècle, l'Ordre teutonique reste propriétaire de divers immeubles sur le territoire de Neuvy, mais c'est seulement à Saint-Michel de l'Hermitage qu'il est question d'un établissement religieux. La chapelle et le cimetière de l'Hermitage existaient encore. Le 9 novembre 1469, Jean de Gemont baille à cens « un cloux et gasts et buissons et masure » contenant quatre boisseaux de terre ou environ, assis au lieu » de l'Ermitage près d'Oynville-Saint-Liphard, ainsi que tout se » poursuit et comporte, tenant au chemin par lequel on va dudit » Yenville à Hérouville d'une part, et d'autre part et d'un bout » audit preneur, et d'autre bout sur l'allée de la chapelle et cy-metiere dudit lieu de l'Ermitage. »

En 1492, Nicolas de Sommevoire est sommé de respecter ce bail, dont l'objet est ainsi énoncé : « un cloux ou cloistre en » gatz et buissons et massurez, contenant quatre boisseaux de » terre ou environ, assis audit lieu de l'Ermitage, appelé d'ancienneté le cloistre dudit lieu. »

La chapelle est encore mentionnée dans ce dernier acte.

On sait que Saint-Michel de l'Hermitage était, comme Neuvy, situé dans le diocèse de Chartres.

§ 5. VAUDEVILLE.

Dans le diocèse de Toul, l'Ordre teutonique reçut en 1222, comme nous l'avons dit déjà, une donation d'Hugues de la Fauche: trois charruées de terre à Bazoilles.

Nous ne trouvons depuis aucun détail sur cette propriété. Mais sur une autre propriété du même Ordre, dans le même diocèse, nous avons d'assez amples renseignements historiques.

Au mois de mars 1228 ou 1229, Hugues Chauderon, chevalier, seigneur de Briaucourt, Haute-Marne, canton d'Andelot, fit don à l'Ordre teutonique de ses droits sur les dîmes

grosses et menues de la paroisse de Vaudeville et du patronage de la même paroisse. Cette paroisse forme aujourd'hui deux communes : celle de Vaudeville dans la Meuse, arrondissement de Commercy, canton de Gondrecourt, celle de Seraumont dans les Vosges, arrondissement de Neufchâteau, canton de Coussey.

Le suzerain de Hugues Chauderon était Simon de Joinville, père de Jean de Joinville, de l'historien de saint Louis. Simon approuva cette donation au mois de juin 1231, et cinquante ans plus tard elle fut confirmée par Conrad, évêque de Toul, dans le diocèse duquel Vaudeville était situé (4 juin 1281). Sans la confirmation du supérieur ecclésiastique, la donation n'eût produit qu'un effet incomplet. Nous avons dit qu'un des objets de cette donation était le patronage de l'église de Vaudeville. Le principal des droits que conférait le patronage d'une église était le droit de présenter à la cure. Quand le sujet présenté remplissait les conditions prévues par la loi canonique, l'évêque était obligé de lui accorder l'institution. Mais, pour que cette obligation existât, il fallait que l'évêque reconnût préalablement la régularité du titre, par lequel le patronage avait été acquis.

Quand l'évêque de Toul confirma la donation d'Hugues Chauderon, la cure de Vaudeville était possédée par Jean Le Joivre, prêtre, qui avait été nommé par l'évêque de Toul, sans avoir été présenté par l'Ordre teutonique. Guillaume, commandeur de Beauvoir, soutenait que cette nomination n'était pas valable : Jean le Joivre ne voulait pas abandonner sa cure. Les deux parties prirent l'évêque de Toul pour arbitre. L'évêque décida que Jean Le Joivre cesserait d'être curé et recevrait du commandeur une rente viagère de dix livres tournois (27 avril 1282).

Ce fut alors que l'Ordre teutonique exerça, paraît-il, pour la première fois, son droit de patronage sur l'église de Vaudeville. Du moins nous n'en avons pas trouvé de trace antérieure. Il y avait à la commanderie de Beauvoir un religieux de l'Ordre teutonique, nommé Conrad. Le commandeur Guillaume présenta ce religieux à Joffroi, archidiaque de Reynel, dans l'archidiaconé duquel Vaudeville était situé. Joffroi s'assura que ce candidat possédait les aptitudes exigées par les canons. Il le présenta à son tour à l'évêque, et l'évêque donna symboliquement, par l'anneau, l'investiture au nouveau curé, en chargeant le doyen de la chrétienté de Reynel de procéder à son installation, c'est-à-dire, de le conduire sur les lieux, de le mettre en possession, d'ordonner aux

paroissiens de le reconnaître comme curé et de lui payer ce qu'ils lui devaient à ce titre (7 septembre 1282).

Conrard, ainsi nommé par le commandeur Guillaume en 1282, est peut-être le même que Conraud de *Menwilre*, de l'Ordre teutonique, curé de Vaudeville, qui résigna son bénéfice entre les mains de l'évêque de Toul, en août 1290. Mais cette résignation resta probablement sans effet. Conraud était encore curé de Vaudeville en décembre 1291. A cette date, l'évêque de Toul, le dispensa de la résidence et l'autorisa à faire desservir sa cure par un *serviteur idoine*.

L'administration spirituelle de Vaudeville paraît avoir été, pendant plusieurs années, à partir de cette époque, entre les mains d'un vicaire. Ce vicaire était, en 1312, le prêtre Colin de Vaudeville, le même peut-être que le clerc Colin de Vaudeville, qui, reconnaissant des bontés du commandeur et des frères de Beauvoir, leur assura sa succession par un acte d'octobre 1295.

L'année suivante le curé de Vaudeville était un religieux de l'Ordre teutonique, nommé Henri. Henri résigna. Charles, provincial du même ordre en Lorraine et en Bourgogne, présenta à l'archidiacre de Reynel un autre de ses religieux, Thierry de Luxembourg, prêtre, qui le même jour fut présenté par l'archidiacre à l'évêque et institué par ce dernier (24 août 1296). L'installation de Thierry de Luxembourg par l'archidiacre de Reynel eut lieu le 22 octobre suivant.

Moins de cinq ans après, Thierry de Luxembourg était mort, et le provincial Charles présentait à l'archidiacre de Reynel Jean de Pont-à-Mousson, sous-diacre (16 avril 1301). Jean de Pont-à-Mousson devint curé de Vaudeville, mais ne conserva pas longtemps cette fonction. Au commencement de l'année 1303, on l'accusait de vol; croyant ne pouvoir se justifier, il s'était enfui. Le provincial Charles considérait la cure comme vacante; il présenta à l'archidiacre de Reynel le prêtre Gérard de Luxembourg, religieux de l'Ordre teutonique. L'archidiacre, avant de donner suite à cette présentation, ordonna au doyen de la chrétienté de Reynel, et, à défaut du doyen, à l'échevin de la même chrétienté, de se rendre à l'église de Vaudeville et d'y annoncer que le curé Jean de Pont-à-Mousson était invité à comparaître devant l'archidiacre et à faire savoir s'il s'opposait à la nomination d'un nouveau curé (25 janvier 1303). L'échevin de la chrétienté de Reynel fit le voyage de Vaudeville et, dans

l'église, en présence des paroissiens assemblés, somma solennellement Jean de Pont-à-Mousson, absent, de se présenter au tribunal de l'archidiacre (3 février 1303). Il est probable que le malheureux curé se garda bien de répondre à cette citation. Le prêtre Gérard, de l'Ordre teutonique, candidat du provincial de cet ordre, fut présenté par l'archidiacre à l'évêque de Toul. L'évêque de Toul, Jean de Sierk, était alors absent de son diocèse et probablement à Rome ; son official le suppléait. Ce fut cet official qui nomma curé de Vaudeville le prêtre Gérard (13 avril 1303).

L'évêque Jean de Sierk eut trois successeurs, qui ne firent que passer, et au mois de septembre 1309, le siège étant vacant, le chapitre de la cathédrale de Toul élut Jean d'Arzillières : presque en même temps le pape nommait Jean de Molliens ; ce fut l'origine d'un procès que Jean d'Arzillières gagna, mais qui retarda sa consécration épiscopale. Jean d'Arzillières ne fut sacré évêque de Toul qu'en 1312.

Il n'était encore qu'évêque élu, mais administrait le diocèse, quand un clerc de ce diocèse, Escelin de Saint-Mansuy vint le trouver et le supplia de le nommer curé de Vaudeville. Le prêtre Gérard n'avait pas cessé de vivre et de posséder la cure. Mais Escelin appuyait sa demande de titres faux, dont le contenu nous est resté ignoré. A force d'importunités il obtint ce qu'il demandait, et Jean d'Arzillières le nomma curé de Vaudeville.

Charles était toujours provincial de Lorraine pour l'Ordre teutonique. De concert avec le prêtre Gérard, il demanda justice à Jean d'Arzillières. Celui-ci les renvoya à son official. L'official rejeta leur réclamation. Ils résolurent d'en appeler à l'archevêque de Trèves, métropolitain de l'évêque de Toul.

Le 15 mars 1311, Joffroi de Saint-Evre, clerc, leur procureur tenant à la main une feuille de parchemin sur laquelle leur protestation était écrite, se présenta dans la salle haute du palais épiscopal de Toul et s'approcha de la porte de la chambre de l'évêque élu. Un huissier se trouvait là : Joffroi de Saint-Evre lui demanda si l'évêque y était. « Il y est, » répondit l'huissier, « mais il ne peut recevoir personne, et il a pour cela de bonnes » raisons. » Alors Joffroi, restant dans la salle, y fit lire devant les personnes présentes un factum écrit sur le parchemin qu'il avait apporté. Trois personnes y prenaient la parole successivement : Joffroi, le provincial Charles et le prêtre Gérard, et elles

s'adressaient à l'évêque comme s'il eut été présent. « Je vous » supplie et vous requiers, » disait Charles, « de chasser Escelin » de l'église de Vaudeville et de la rendre à Gérard. Puisque » vous ne le faites pas, puisque vous refusez de le faire, puisque » vous m'avez grevé en installant un intrus dans cette église au » mépris de mon droit de patronage, je mets mon droit et cette » église sous la protection du siège de Trèves, c'est au siège de » Trèves que j'en appelle. » Gérard s'exprimait à peu près dans les mêmes termes, il ajoutait : « Je jure sur les saints Evangiles » de Dieu que la vérité est de mon côté et je crois que j'en four- » nirai la preuve. » Cette lecture finie, Joffroi prit la parole et dit que s'il avait pu arriver jusqu'à l'évêque, ces lettres d'appel auraient été lues à l'évêque lui-même. Joffroi ne s'était pas fié à sa mémoire, il lisait sur une petite feuille de parchemin qu'il tenait à la main. Un notaire, venu exprès, dressa de tous ces dires un procès-verbal qui nous a été conservé.

Moins d'un an après, l'administration épiscopale de Toul reconnut qu'elle s'était trompée. Une décision de Jean *de Baonvilla*, vicaire-général de l'évêque, cassa l'ordonnance épiscopale qui avait nommé Escelin à la cure de Vaudeville et prescrivit au doyen de Reynel de remettre en possession de cette cure le prêtre Gérard, religieux de l'Ordre teutonique (4 janvier 1312).

Mais ni Gérard, ni son ordre n'acceptèrent cette décision. Ils avaient interjeté appel de la sentence de l'officialité de Toul qui avait repoussé leurs réclamations. Ils suivirent leur appel. Ils ne demandaient pas seulement à être de nouveau saisis de la cure de Vaudeville : ils prétendaient obtenir des dommages-intérêts que le vicaire-général de Toul ne leur accordait pas : ils espéraient que l'official de Trèves condamnerait leur adversaire à les payer.

Ils commencèrent par prier l'official d'obliger Escelin à donner caution de restituer les revenus de la cure de Vaudeville dans le cas où il perdrait son procès; ils demandaient le sequestre des revenus de cette cure, si Escelin ne donnait caution. L'official fit saisir ces revenus et chargea de leur administration le doyen de Reynel et le vicaire de Vaudeville (26 août 1312). Le doyen et le vicaire se mirent en possession comme gardiens du séquestre (5 sept. 1312). Ce n'était qu'une mesure conservatoire. Le jour fixé pour la sentence définitive fut le 2 janvier 1313. L'official de Trèves chargea un notaire de Toul et le vicaire

de Vaudeville de citer à comparaître devant lui ce jour là l'évêque de Toul et Escelin. L'évêque fut représenté par un procureur, Escelin fit défaut. L'official de Trèves, après avoir entendu les parties et remis son jugement au surlendemain, cassa l'ordonnance épiscopale qui avait nommé Escelin curé de Vaudeville (4 janvier 1313). Par une sentence postérieure il fixa à 39 livres 10 sous, monnaie de Trèves, les dommages-intérêts dûs par Escelin. Il ordonna à l'official de Toul de faire remettre le prêtre Gérard en possession de sa cure (17 janvier 1313). En exécution de ce mandement, le doyen de la chrétienté de Reynel se rendit en personne à Vaudeville, convoqua au son de la cloche les paroissiens à l'église, et y installa solennellement Gérard, en invitant les paroissiens à avoir pour lui l'obéissance due à un curé (14 février 1313).

Pendant ce temps, un appel au pape avait été fait au nom de l'évêque de Toul et d'Escelin. L'official de Trèves avait protesté contre cet appel par une supplique au pape; il y déclarait cet appel inadmissible et frivole (27 janvier 1312).

Restait à faire payer par Escelin les dommages-intérêts auxquels il avait été condamné. L'official lui accorda un délai de trois mois, et, Escelin ne s'étant pas exécuté, l'official l'excommunia (19 mai 1313). Par ordre de ce magistrat ecclésiastique, Arnaud de Void, avocat de l'officialité de Toul, se rendit à Vaudeville, fit sonner les cloches et allumer les cierges, qu'ensuite il ordonna d'éteindre. Alors il déclara à haute voix qu'Escelin était excommunié et qu'il était défendu à qui que ce soit de communiquer avec lui, de lui donner à manger ou à boire, de l'accueillir, soit au four, soit au moulin, de lui parler, de le saluer, de lui rien acheter ou vendre, de rester debout ou de marcher en sa compagnie, de lui donner conseil, d'avoir en un mot aucun rapport avec lui ou de lui procurer aucune consolation; que ceux qui agiraient autrement seraient avertis trois fois, et la quatrième fois excommuniés eux-mêmes, qu'enfin la participation aux sacrements serait interdite à la famille d'Escelin (14 juin 1313).

Cette affaire paraît s'être ainsi terminée.

Gérard resta libre possesseur de sa cure jusqu'en 1332. Devenu commandeur de Beauvoir, il résigna la cure de Vaudeville au profit d'Euselon de Hombourg, qu'il présenta à Thomas, évêque de Toul (5 octobre 1333). Thomas venait de reconnaître par un acte spécial les droits de l'Ordre teutonique sur cette cure

(1^{er} octobre 1333). Il accorda immédiatement l'institution canonique à Euselon de Hombourg et donna au doyen de la chrétienté de Reynel, ordre de l'installer (5 octobre 1333). L'installation eut lieu cinq jours après (10 octobre 1333). Une des formalités ordinaires n'avait pas été remplie : la présentation à l'évêque ne s'était pas faite par l'intermédiaire de l'archidiacre de Reynel ; mais le vicaire-général de cet archidiacre avait accordé sa ratification (5 octobre 1333). Euselon de Hombourg ne vécut qu'environ deux ans. Il paraît avoir eu pour successeur Jean de Wistinga, que Gérard, commandeur de Beauvoir, présenta à l'archidiacre de Reynel (26 novembre 1335) et celui-ci à l'évêque (27 novembre 1335).

A partir de cette époque nos documents sur la cure de Vaudeville présentent une lacune de plus d'un siècle.

Nous arrivons à la seconde moitié du xv^e siècle. L'Ordre teutonique conserve son droit de patronage sur la cure de Vaudeville, mais ce ne sont plus des religieux de l'Ordre teutonique qui sont nommés par le commandeur de Beauvoir curés de cette paroisse, ce sont des prêtres séculiers : les prêtres de l'Ordre teutonique ne sont plus assez nombreux.

Nous savons les noms de quelques-uns de ces prêtres séculiers.

En 1453, Jean de Sauxonne, curé de Vaudeville, permuta avec Jofroi Mathieu de Brixey, curé dans le diocèse de Besançon. Le commandeur de Beauvoir approuva cette permutation (28 juin 1453).

En 1468, Jean L'Anglois, curé de Vaudeville, étant mort, le commandeur de Beauvoir désigna pour lui succéder Jean de Ruffy, prêtre, et le présenta à l'archidiacre de Reynel (13 septembre 1468).

En 1475, la cure appartenait à Regnauld Jacquemin et une transaction régla ses rapports avec le commandeur (3 avril 1475).

En 1481, le curé de Vaudeville était Jean de Brandonvilliers.

Trois au moins de ces prêtres avaient pris à ferme les dîmes de Vaudeville qui appartenaient à la commanderie de Beauvoir. Jofroi Mathieu et Regnaud Jacquemin les louaient deux écus par an (actes du 28 juin 1453 et du 3 avril 1475); Jean de Brandonvilliers, 60 sous tournois (acte du 6 janvier 1480 *v. st.*).

§ 6.

Les maisons de l'Ordre teutonique en France furent d'abord placées sous les ordres d'un dignitaire supérieur spécial. En 1234, frère Jean *de Biause* était « précepteur de la maison de » l'hôpital de la bienheureuse Vierge des Teutoniques dans le » royaume de France. » Il avait une créance de cent livres sur Jean, fils aîné, et depuis successeur de Raoul, comte de Soissons. En 1255, frère Barthélemy était « maître de l'hôpital de la bien- » heureuse Marie des Teutoniques en France, » et donna à cens une vigne située près de Brienne et dépendant de la commanderie de Beauvoir. En 1258, une bulle est adressée au précepteur et aux frères de l'hôpital de la bienheureuse Marie des Teutoniques en France. En 1296, Charles Beffart était grand-commandeur de France et de Bourgogne.

A partir de cette date le nom de la France ne paraît plus qu'une fois dans les titres portés par les supérieurs, qui se rencontrent dans nos actes. En 1366, Girard de Molse était « pré- » cepteur général des maisons de France et de Beauvoir, » et donnait en cette qualité une procuration au commandeur Jacques de Mayence. Partout ailleurs, les maisons situées en France nous apparaissent comme des dépendances de la province ou du bailliage de Lorraine, un des onze bailliages entre lesquels se partageaient encore au XVIII^e siècle les possessions de l'Ordre teutonique.

En 1296, Charles Beffart était provincial de l'Ordre teutonique en Lorraine et en Bourgogne. De 1301 à 1311, nos actes lui donnent seulement le titre de provincial en Lorraine : ils ne parlent plus de la Bourgogne.

En 1333, Henri de *Rymkebourch* reçoit le titre de précepteur du bailliage de Lorraine, dans un acte où Thomas, évêque de Toul, reconnaît les droits de l'Ordre teutonique sur la commanderie de Vaudeville. La même année, Gérard de Luxembourg, commandeur de Beauvoir, le qualifie de provincial de Lorraine. Dans ces deux actes, Henri est traité d'administrateur principal de la maison de Beauvoir.

En 1451 et en 1452, Nicolas de *Reunch* était provincial du bailliage de Lorraine. La première année il nomma Jean Gemont commandeur de Beauvoir, d'Orbec et des dépendances. • En

1452, il donna à rente perpétuelle une maison et d'autres biens de l'Ordre teutonique à Pignol.

Jean de *Flershem* ou *Flersheim*, provincial du bailliage de Lorraine, donna en 1481, une procuration générale à Jean de Gemont. En 1486, il le chargea de poursuivre les escrocs qui, à l'aide de bulles fausses, exploitaient les fidèles de France, sous prétexte de quêter pour l'Ordre teutonique. En 1488, il nomma Henri d'*Ettfelt* commandeur de Beauvoir.

Nous trouvons après lui George de *Langellen*. C'est ce dernier, qui, en 1491, agissant de concert avec les précepteurs et les frères du bailliage de Lorraine, nomma Nicolas de Sommevoire commandeur de Beauvoir. C'est lui qui en 1501, vendit à l'abbaye de Clairvaux les biens de l'Ordre teutonique en France. Il prenait le titre de commandeur du bailliage de Lorraine.

Le bailliage de Lorraine dépendait au ^{xv}^e siècle, de la maîtrise générale d'Allemagne. Jean de *Flershem* se donne, en 1488, le titre de « lieutenant-général de haut et puissant seigneur Wolfram de Brandebourg, chevalier, maistre général d'Allemagne. » En 1491, André de *Gronbach*, grand-maître de l'ordre en Allemagne et en Gaule, donna son approbation au traité en vertu duquel Nicolas de Sommevoire devint commandeur de Beauvoir. En 1501, la vente de la commanderie de Beauvoir et de ses dépendances à l'abbaye de Clairvaux, se fit avec l'assentiment de « très-illustre seigneur Hartman de *Stockhem*, maître général, supérieur de l'Ordre en Allemagne et en Italie. »

Du grand-maître de l'Ordre il n'est question qu'une fois dans nos actes. C'est en 1455 : Thibaut, évêque d'Orléans, autorisant dans son diocèse des quêtes pour l'Ordre teutonique, parle de « très-noble chevalier, le grand-maître, garde de la noble milice » et de l'hôpital de la bienheureuse Marie de Jérusalem des Teutoniques en Prusse, qui, avec ses chevaliers et une grande compagnie de nobles et de soldats, ne cesse de faire continuellement et assiduellement la guerre aux perfides Sarrasins, ennemis de la foi catholique et de Notre Seigneur J.-C. »

L'Ordre teutonique, dans les premiers actes, s'appelle la maison de l'hôpital de la bienheureuse Marie des Teutoniques à Jérusalem. A partir de 1438, un nouveau vocable apparaît, celui de sainte Elisabeth, et un nouveau terme géographique : la Prusse. Charles VII autorise des quêtes demandées par les « religieux » chevaliers de Nostre Dame de Jhérusalem de l'ordre de Sainte

» Elisabeth de Puce. » Jean de Francfort en 1442, se dit « de
» l'ordre de Jérusalem et de Prusse, hospitallier. » En 1454,
Jean de Gemont est qualifié de « religieux de Prusse. » La formule
ordinaire dans la seconde moitié du xv^e siècle est : « ordre de
» Notre-Dame de Jérusalem et de Prusse, » ou « ordre de Notre-
» Dame de Jérusalem en *Thiois*. » *Thiois* est synonyme d'Alle-
magne. On trouve aussi : « ordre de sainte Elisabeth de Puce
» aux Allemaignez. »

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

DE LA FORMULE

DEI ET SANCTAE SEDIS APOSTOLICAE GRATIA EPISCOPUS

DANS

LES ACTES DES ÉVÊQUES FRANÇAIS.

On a vivement agité dans les derniers siècles la question de savoir si les évêques tenaient leurs pouvoirs immédiatement de Jésus-Christ, ou si ces pouvoirs ne leur parvenaient que médiatement par l'intervention formelle ou tacite du pape. J.-B. Bossuet, évêque de Troyes, neveu de l'évêque de Meaux, avait adopté la première alternative, et en conséquence, dans la suscription de ses actes épiscopaux, il se disait : « par la permission divine » évêque de Troyes. » Il agissait en cela contrairement à la pratique observée par ses prédécesseurs pendant les siècles précédents et reprise depuis par ses successeurs, qui, conformément à un usage général, se qualifient d'évêques de Troyes « par la » grâce de Dieu et du saint-siège apostolique. » Cette dernière formule n'est pourtant pas de date tellement ancienne qu'on ne puisse fixer l'époque où elle a commencé à être usitée en France.

M. de Wailly s'exprime ainsi dans ses *Éléments de paléographie*, t. I, p. 196 : « La qualification d'évêque *par la grâce* » *du siège apostolique* ne fut guère employée avant la fin du » *xiii^e* siècle; elle remplaça celle d'évêque *par la miséricorde* » *divine* ou *par la grâce de Dieu* et ne devint ordinaire que » dans le cours du *xiv^e* siècle. »

En France, les plus anciens exemples de la formule *par la grâce du siège apostolique*, qu'on ait cités jusqu'ici, sont empruntés à des chartes émanées en 1304 d'un évêque d'Evreux (*Nouveau traité de diplomatique*, t. V, p. 588), en 1328 d'un évêque de Langres (Du Cange, *Glossaire*, édit. Henschel, t. II,

p. 784). En 1341, Jean d'Aubigny, évêque de Troyes, fait usage de cette formule; l'année suivante elle est abandonnée par son successeur (Camuzat, *Promptuarium*, fol. 200, 204). Elle ne devint que peu à peu d'un usage universel.

Suivant nous elle ne doit pas son origine aux contestations théologiques qui divisaient les théologiens du ^{xvii}^e siècle et du ^{xviii}^e, elle n'a pas pour objet l'affirmation d'une doctrine repoussée par quelques-uns, admise comme seule vraie par les orthodoxes : son introduction a été simplement la conséquence de l'établissement d'une loi canonique nouvelle : chaque fois que cette formule a été employée elle a été la constatation diplomatique de l'existence d'une pièce dont les évêques français des premiers siècles n'étaient pas obligés de se pourvoir. Cette pièce est la bulle confirmative de l'élection.

Avant le concordat de 1516, les évêques étaient en général élus par les chapitres. Originellement la confirmation de leur élection par le pape n'était pas nécessaire, bien qu'il pût intervenir comme juge lorsque la validité de l'élection était contestée.

Une constitution du pape Innocent III rendue en 1215, au quatrième concile général de Latran, décide que tous les prélats électifs, dépendant immédiatement du saint-siège, devront après leur élection se rendre à Rome, en personne ou par procureur, pour demander leur confirmation; mais, ajoute le pape, dispense est accordée à ceux qui sont trop éloignés, c'est-à-dire qui habitent hors d'Italie, pourvu que leur élection ne soit pas contestée (*Decretal. Gregorii IX* lib. I, tit. VI, c. 44). Au concile de Lyon de 1274, Grégoire X supprima cette dispense. Il décida que l'élection devait être notifiée à l'élu dans le plus bref délai possible, que l'élu aurait un mois pour déclarer s'il acceptait, et que, trois mois au plus après avoir accepté, il devrait demander la confirmation de son élection, qu'autrement cette élection serait nulle de plein droit (*Sexti* lib. I, tit. VI, cap. 6). Nicolas III, en 1278, renouvela cette disposition, en modifiant toutefois le délai donné à l'élu pour demander sa confirmation. L'élu devait partir pour la résidence pontificale dans le mois qui suivait son acceptation; il avait le droit de prendre pour faire son voyage le temps raisonnablement exigé par les circonstances (*Sexti* lib. I, tit. VI, c. 16).

Sous l'empire de cette nouvelle législation la confirmation par le pape devint de nécessité absolue. L'élu qui, avant d'avoir

obtenu cette confirmation, faisait un acte d'administration quelconque, était *ipso facto* déchu du droit que le suffrage des électeurs lui avait conféré (*Sexti* lib. I, tit. VI, c. 5).

Ainsi à partir de 1274, ce qu'on appela dans les chancelleries épiscopales de France « la grâce du saint-siège apostolique », *sanctæ sedis apostolicæ gratia*, grâce qui trouvait son expression à la chancellerie papale dans les bulles de confirmation accordées aux évêques élus, eut en France pour ces évêques une valeur inconnue jusque-là. La nouvelle règle de droit, qui a donné à la « grâce du saint-siège apostolique » cette valeur nouvelle, est la cause qui a fait créer la formule et qui en a peu à peu rendu l'usage universel. Mabillon (*De re diplomatica*, p. 64 B) se trompe quand il rapproche de cette formule les derniers mots d'une lettre de Geofroi, abbé de la Trinité de Vendôme, à Geofroi II de Lèves, évêque de Chartres. Geofroi de Vendôme parle à cet évêque de la bonté du siège apostolique *quæ vos et nos creavit, non nostris meritis, sed sua gratia* (Edit. Sirmond, p. 89). Geofroi de Vendôme avait été ordonné prêtre et créé cardinal par le pape Urbain II (*Gall. christ.*, VIII, 1368 B). Geofroi de Lèves avait été sacré évêque par le pape Pascal II (*Gall. christ.*, VIII, 1134 E). Telles étaient les faveurs dues par l'évêque et l'abbé à la « grâce du siège apostolique. » La faveur à laquelle se rapporte la formule dans les actes épiscopaux du *xiv^e* et du *xv^e* siècle est la confirmation de l'élection canonique à moins que par exception l'évêque n'ait été nommé par le pape sans élection préalable.

Quand le concordat de 1516 eut supprimé les élections et les eut remplacées par la nomination royale, la formule resta l'expression de l'institution donnée par le pape et put être considérée par quelques-uns comme une protestation du clergé contre l'intervention des rois. Tel est probablement déjà le sens des formules du *xi^e* et du *xii^e* siècle citées par Du Cange (Edit. Henschel, t. II, p. 784). En 1021, Aldebold se dit évêque d'Utrecht, *Dei solummodo gratia*. En 1160, Guillaume évêque d'Apt emploie la formule *solius Dei gratia*. Ils protestaient par là, ce nous semble, contre les investitures données par l'empereur.

Un autre fait cité par Du Cange est, qu'Eberhard II, évêque de Bamberg, écrivant au pape Eugène III, se qualifie d'évêque *divina et apostolica miseratione*. Voici, suivant nous, à quoi cette formule fait allusion. Les huit premiers évêques de Bamberg

avaient été nommés par l'empereur. Les suivants, dont Eberhard était le second, furent élus par le chapitre. C'est à l'intervention des papes, agissant au nom de Dieu, que ce changement fut dû, et voilà comment Eberhard était évêque, non par la faveur impériale, mais *divina et apostolica miseratione*.

Mais cette citation de Du Cange nous fait sortir de France. En France la formule qui nous occupe nous paraît destinée à rappeler que l'évêque a reçu la bulle papale exigée par la décrétale de 1274, dont les dispositions sur ce point ont été maintenues par le concordat de 1516 et par celui de 1802.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.



RECHERCHES

SUR LA

VIE DE GUILLAUME DES ROCHES

SÉNÉCHAL D'ANJOU, DU MAINE ET DE TOURAINE.

(Suite.¹)

IV.

GUILLAUME DES ROCHES

DE 1200 A 1201.

Donation de Guillaume des Roches à l'abbaye de Perseigne. — En qualité de sénéchal d'Anjou il juge diverses contestations. — Paix du Goulet, entre Jean Sans-Terre et Philippe-Auguste (mai 1200), sanctionnée par le mariage de Blanche de Castille, nièce du roi d'Angleterre, avec Louis, fils du roi de France. — Arthur, délaissé par Philippe-Auguste, vient à Vernon prêter hommage à Jean, son oncle, pour le duché de Bretagne et les autres terres qu'il avait en Normandie et en Aquitaine. — Philippe-Auguste garde Arthur près de lui. — Séjour du roi Jean à Paris (31 mai 1200). — La cour du roi (*curia regalis*) l'investit par jugement du comté d'Anjou. — Guillaume des Roches se rapproche d'Arthur. — Il ratifie le don des dîmes de Tiercé fait à l'abbaye de Toussaints d'Angers par Hamelin de la Place. — Il exerce ses fonctions de Sénéchal d'Anjou dans divers cas. — Expédition du roi Jean en Anjou. — Prise d'Angers (17 juin 1200). — Guillaume des Roches figure comme témoin à diverses libéralités du roi Jean faites à des seigneurs anglais et normands. — Il se fait confirmer, par Jean Sans-Terre, le don que lui avait fait Arthur de la sénéchaussée d'Anjou, du Maine et de Touraine, ainsi que de Mayet et de la forêt de Bersay (24 juin 1200). — Libéralités du roi Jean à des habitants de Tours et du Mans. — Son divorce avec sa femme Havoise de Gloucester. — Il épouse Isabelle, fille d'Aymar Taillefer, comte d'Angoulême, fiancée d'Hugues de Lusignan, comte de la Marche. — Indignation de ce seigneur. — Guerre de Poitou. — Le roi donne en dot à sa nou-

1. Voyez le commencement dans le volume de 1869 (6^e série, t. V), p. 377.

velle femme diverses villes d'Anjou et du Maine.— Il envoie Guillaume des Roches assister à l'élection de l'évêque d'Angers (7 septembre 1200). — Habileté politique de la mère du roi, Aliénor d'Aquitaine.— Elle réconcilie Aimeri de Thouars avec le roi son fils.

Poursuivant ses libéralités, le roi Jean donna à Guillaume de Fougères ¹, à titre d'hommage et de service féodal, toute la terre dite le Busc, dépendant du comté de Mortain et située dans la paroisse de Villechien ². Mais le roi, en concédant cette terre à Guillaume et à ses descendants, stipula que chaque année, à la Saint-Michel, ils seraient tenus de lui livrer, ainsi qu'à ses héritiers, un faucon niais, moyennant quoi ils pourraient jouir du Busc en toute sécurité et tranquillité, dans toute son étendue, comme le portait la teneur de la concession qu'en avait faite à Guillaume, Jean, lorsqu'il n'était encore que comte de Mortain. Le roi, pour donner de la valeur à cet acte, voulut le faire attester par plusieurs grands personnages, parmi lesquels il n'eut garde d'oublier Guillaume des Roches (Bur, 30 janvier 1200³).

Cependant, depuis que par son serment de 1199, Raoul de Vautorte ⁴ s'était engagé ⁵, dans le cas où le roi Jean l'exigerait, à combattre Juhel de Mayenne, il avait tout à craindre des vengeances de ce puissant seigneur. C'est pour le rassurer que, le 2 février 1200, Jean écrivait de Valognes une lettre par laquelle il recommandait à tous ses féaux de donner asile sur leurs terres à Raoul de Vautorte et aux chevaliers qui s'y réfugieraient en même temps que lui, ou viendraient l'y retrouver pour échapper à Juhel de Mayenne, dans le cas où celui-ci voudrait faire violence à Raoul pour son dévouement au roi. Pour soutenir le courage de ceux auxquels il imposait la charge périlleuse de recevoir Raoul, le roi, en terminant, déclarait qu'aucun de ceux qui viendraient en aide à ce seigneur, n'aurait à craindre de poursuite, soit directement du roi, soit indirectement à cause du

1. Ce Guillaume de Fougères doit être le même que celui qui se trouve au nombre des seigneurs chargés de certifier de la part du roi à ses agents que les otages donnés par Raoul de Vautorte sont bien ceux désignés par le roi. Voir page 413 du tome 30 de la Bibliothèque de l'École des chartes.

2. *Villa canis*, Villechien (Manche, arr. et c. Mortain).

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 34.

4. Vautorte (Mayenne, arr. Mayenne, c. Ernée).

5. Voir (pages 412 et 413) l'engagement de ce Raoul de Vautorte envers le roi.

roi¹. Le même mois, le roi, se doutant que la paix momentanée dont le roi de France le laissait jouir ne serait pas de longue durée, écrivait à Guillaume des Roches d'ajouter foi à tout ce que lui dirait de sa part Guérin de Glapion sur la manière de garder les forteresses royales et d'y placer des soldats pour les défendre (1200)². Le sénéchal d'Anjou était probablement à cette époque en Normandie, et il y était encore le 22 février 1200, quand le roi Jean, alors à Cherbourg, lui donna, ainsi qu'à Geoffroi de la Celle, une mission de confiance auprès de l'archevêque de Bordeaux, Elie, et des évêques, abbés, comtes et barons du Poitou, en les priant de croire tout ce que leur diraient de sa part ses envoyés que le prince qualifie *ses amis et féaux*³. — C'est au milieu de cette tranquillité de peu de durée que Guillaume des Roches, alors à Perseigne, faisait à ce monastère la donation de 60 sous angevins, dont nous avons eu occasion de parler, pour le repos de l'âme de ses père et mère, déjà morts sans doute à cette époque⁴. De grands seigneurs sont au nombre des témoins présents à cet acte, et, avec l'abbé de Perseigne, Adam, on y voit figurer le comte Robert d'Alençon et Juhel de Mayenne, oncle par alliance du sénéchal.⁵ Vers la même époque, des Roches, en sa qualité de sénéchal, eut à juger une contestation entre Thibaud de Saucey⁶ et les frères

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 59. — Ceci est obscur, il faut l'expliquer. D'après les institutions féodales, le vassal ne devait rien faire de déloyal contre son suzerain. Il est possible que ceux à qui Jean adressait l'invitation ci-dessus relevassent de l'autorité de Juhel de Mayenne. En protégeant les ennemis de celui-ci, ils manquaient au devoir de la vassalité. Juhel de Mayenne pouvait, à ce sujet, les traduire en justice, selon les mœurs du temps; et, si le roi Jean reprenait sa domination sur le Maine, il pouvait être tenu comme suzerain d'appliquer les lois féodales invoquées par Juhel. — Le sens de la lettre du roi est donc que, soit qu'il ait à juger comme suzerain la conduite de ceux qui protégeront ses recommandés, soit qu'il ait à soutenir leur conduite par les armes, il sera pour eux dans l'une comme dans l'autre circonstance.

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 59 (b). — Cet acte n'a point de date, mais doit être de février comme tous ceux de la même page.

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 59 (b).

4. *Cartul. de Perseigne*, fol. 94, v°, et 95, r°.

5. Bilard, *Anal. des Doc. hist. des Archives de la Sarthe, Annuaire de 1852*, p. 101.

6. *De Sauceio*. — Ce Thibaud de Saucey pourrait avoir eu pour proche parent, pour oncle peut-être, Rogon de Saucey, que le roi Jean chargea de différentes missions de confiance, et dont le nom est écrit avec les formes latines de

de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jean d'Angers, occasionnée par le fait suivant. Du temps du feu roi Henri II, Geoffroi, père de Thibaud, avait donné à Saint-Jean des terres aux lieux de Pierre-Lize, Jérusalem, Porzgarner, Boschet, Deteth, jusqu'au Bunchez¹. Thibaud, son fils, voulut en disputer la possession aux frères de l'hôpital; mais, enfin, sur les sollicitations de son père, il les leur rendit devant Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, en présence de l'abbé de Saint-Nicolas d'Angers et de plusieurs grands seigneurs, parmi lesquels Foulque de Daon, Thibaud de la Roche², Pierre *de Hano*, Richard Liger, alors prévôt d'Angers, Pierre Saumel, Guillaume de Longchamp³, Jobert de la Cour, Lancelin de Saucey. En 1205, Gautier de Biern, frère de Geoffroi de Saucey⁴ ratifia cet accord⁵. — Le 21 avril de la même année, le roi Jean, pour se concilier le clergé d'Anjou, province sur laquelle des négociations entreprises sans doute dès ce moment, lui permettaient de croire qu'il en serait bientôt le possesseur, confirmait au prieuré anglais de Saint-Nicolas de Spalding⁶, dépendant de Saint-Nicolas d'Angers, toutes les dona-

Saceo, Sauecio, Salceto, Saueyo, qui peuvent se traduire en français par *Sacé* ou *Saucey*. Dans les *Rotuli*, le nom de ce personnage apparaît même sous la forme française de *Sascy*. Le roi Jean appréciait tant Rogon que, le 7 janvier 1202, il donna à Geoffroi, clerc de ce seigneur, la première prébende qui viendrait à vaquer dans un chapitre que le roi ne nomme pas, mais qui pourrait être Saint-Martin de Tours dont il s'agit cinq pièces avant celle dont nous nous occupons. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 4.

1. Le nom de ces terres a quelque chose de si étranger, et même de si oriental, qu'au premier aspect on les pourrait supposer situées dans le royaume latin de Jérusalem, si ces dénominations bizarres ne se retrouvaient en Bretagne et dans plusieurs autres provinces de France. C'est ainsi que la forme Porzgarner est bretonne; qu'il y a un Pierre-Lisse (Maine-et-Loire); que Boschet se retrouve ailleurs sous la forme Bosquet; enfin, qu'il y a un Boncé dans le département d'Eure-et-Loir.

2. Ce Thibaud de la Roche pourrait être le personnage que nous présumons avoir été frère aîné de Guillaume des Roches, dont on aurait ainsi dans l'acte traduit en français le nom latin : *Theobaldus de Rupibus, seu de Rupe*.

3. Il ne faut pas voir dans ce personnage Guillaume de Longchamp, évêque d'Ely, justicier d'Angleterre sous le roi Richard, alors en disgrâce.

4. C'est-à-dire, sans doute, *beau-frère*; car si ce Gautier eût été frère de Geoffroi de Saucey, il se fût nommé lui-même *Gautier de Saucey*.

5. Dom Housseau, t. 6, n° 2151.

6. Le prieuré de Spalding (*de Espalinga*), avait été fondé en 1051 par le saxon Thorald et donné par lui à l'abbaye de Croyland. — Yves Tallebosc ou Taillebois, un des Normands qui accompagnèrent Guillaume le Conquérant en Angleterre, ayant épousé la comtesse Lucie, fille d'Algare, comte de Lécestre

tions et concessions légitimes de terres et d'hommes faites aux religieux de Spalding; savoir : le prieuré avec toutes ses dépendances tant en biens ecclésiastiques que séculiers, l'église de Weston, et une foule d'autres possessions du prieuré que le roi énonce dans l'acte¹. Pour compléter cette faveur, le roi confirma le même jour à l'abbé de Saint-Nicolas d'Angers, au prieur de Spalding et à tous ceux qui avaient des droits seigneuriaux² et des terres à Spalding et Pincebec³, de quelque fief qu'elles dépendissent, la donation de Spalding avec toutes les terres en relevant et tout le domaine de Pincebec, sur lesquels le roi Henri, bisaïeul du roi Jean, avait concédé aux moines le droit de forestage⁴ (Fulheam, 21 avril 1200)⁵. La même année 1200, le 11 mai, le roi exemptait à perpétuité Hervé de la Chambre⁶, sans doute habitant de Chinon, et ses héritiers, de toutes tailles communes, de guets, de veilles et de toutes autres redevances extraordinaires, perçues dans la ville de Chinon. De son côté, Hervé rendit au roi un pré situé près de Chinon, qui avait appartenu à Geoffroi de Beauvoir⁷, et que lui avait donné le prince⁸.

Pendant tout ce temps, Arthur était à Paris, dans une captivité déguisée, quand, tout-à-coup, son soi-disant protecteur se résolut de traiter avec Jean Sans-Terre, bien qu'il ne fût pas en hostilité déclarée avec celui-ci. Dans le cours de mai 1200, les deux rois se rencontrèrent au Goulet, et y conclurent un traité de paix.⁹ L'article 20 de cette convention, qui concernait Arthur,

(Leicester), et nièce de Thorald, prétendit qu'il pouvait disposer du prieuré fondé par l'oncle de sa femme, et en disposa effectivement, en 1085, en faveur de l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers. Ménage, *Hist. de Sablé*, pp. 139 et 140.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 47 (b).

2. *Segnoragium*.

3. Ce nom de Pincebec avait été probablement donné à cette terre par un de ses premiers possesseurs, un de ces Normands établis en Angleterre lors de la conquête. — Pincebec rappelle en effet Caudebec, Bolbec, Beaubec, le Bec... etc...

4. *Afforestavit*.

5. *Rot. chart.*, t. I, p. 55 (b).

6. *Herveotum de Camera*. Cet Hervé de la Chambre devait avoir pour parent Thomas de la Chambre (*de Camera*), clerc du roi Jean, auquel celui-ci conféra, le 16 décembre 1202, l'église d'Ahston (*de Eston*) en Wiltshire. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 21 (b).

7. *De Beauveir*.

8. *Rot. chart.*, t. I, p. 58.

9. Léopold Delisle, *Catalog. des Actes de Ph.-Aug.*, p. 142.

était peu à la louange de son allié et protecteur Philippe, qui s'était contenté de stipuler pour le malheureux prince, que le roi d'Angleterre ne lui enlèverait ni le fief ni la suzeraineté de la Bretagne en deçà de la mer, pour se l'adjuger, si ce n'est par la sentence régulière d'une cour anglaise¹. Les plus grands seigneurs de l'Angleterre et de Normandie, Roger de Toeni, Guillaume du Hommet, connétable de Normandie, Guillaume de Caieu, Hugues de Gournai, Guérin de Glapion, Jean de Préaux, Baudouin, comte d'Aumale, Guillaume le Maréchal et Robert de Harcourt se portèrent cautions pour Jean Sans-Terre de l'observation du présent traité². Près de deux mois avant, on avait décidé, pour préparer une alliance ultérieure entre les deux princes, que Louis, fils aîné du roi de France, épouserait Blanche de Castille, nièce³ du roi d'Angleterre⁴. Jean ne se doutait pas qu'il dotait ainsi la France d'une de ses plus grandes reines, de sorte que ce traité, qui semblait exclusivement profitable à Jean, devint, par suite de ce mariage, une source de prospérité pour la France. La reine Aliénor, mère du roi, qui semblait chargée depuis longtemps de négocier des mariages⁵, fut aussi chargée par son fils d'obtenir la conclusion de celui-ci. En conséquence, elle s'en fut trouver Alphonse, roi de Castille, père de la princesse. Après avoir obtenu la main de Blanche pour le prince Louis, elle revint avec la jeune fiancée. Les augustes personnages, arrivés à Bordeaux, voulurent s'y arrêter pour y célébrer la solennité de Pâques (9 avril); mais leur séjour dans cette ville fut troublé par une aventure tragique. Mercadier, chef des

1. *Nisi per rectum judicium curie sue*. Rymer, *Fœdera.*, t. I, p. 117. *Curie sue*, dit le traité. Comme la Bretagne relevait de la Normandie, qui dépendait du roi d'Angleterre, c'était une cour anglaise, cour du suzerain, qui devait être appelée à statuer sur les droits d'Arthur, son vassal.

2. Léopold Delisle, *Catalog. des Actes de Ph.-Aug.*, p. 142.

3. Blanche était la nièce de Jean, parce qu'elle était fille d'Aliénor d'Angleterre, sœur du roi, fille de Henri II et femme d'Alphonse IX, roi de Castille.

4. Ce mariage décidé bien avant la paix du Goulet explique les libéralités de Jean au clergé angevin. Dès cette époque sans doute, et par suite du mariage entamé, le roi Jean présumait favorablement du traité qui se conclut en effet à son avantage.

5. C'était en effet elle qui avait été demander pour son fils Richard la main de Bérengère de Navarre en 1190, puis l'avait amenée au roi, alors à Chypre.

Brabançons¹, qui s'était rendu à Bordeaux pour saluer les princesses à leur passage, y fut tué le second jour de la semaine de Pâques² par un des routiers de Brandin. La reine Aliénor quitta la princesse au sortir de Bordeaux. Son grand âge et la longueur de la route l'avaient fatiguée; elle se rendit à l'abbaye de Fontevraud et y resta³. De leur côté, l'archevêque de Bordeaux, Hélié, et les autres personnages qui accompagnaient Blanche, continuèrent leur route, et arrivés en Normandie, remirent la princesse à Jean, son oncle⁴. Ce fut sans doute pendant qu'elle s'y trouvait avec les deux rois qu'Arthur, abandonné de tous, et ne cherchant plus qu'à se soumettre aux conditions les moins dures, vint à Vernon, alors au pouvoir du roi de France, trouver les deux princes, et s'y déclara l'homme lige de Jean, son oncle, pour le comté de Bretagne, qui relevait en fief de la Normandie, et les autres terres qu'il avait en Normandie ou en Aquitaine⁵, du consentement et même, ajoute malicieusement la chronique, par la volonté du roi de France⁶ (semaine de l'Ascension 1200)⁷.

1. *Princeps Braibancenorum*. — Voir sur ce Mercadier une notice très-intéressante publiée par feu M. Hercule Géraud, dans la Bibl. de l'Ecole des chartes, t. 3, p. 417 et suiv.

2. *Feria secunda in hebdomada Paschæ*. — C'est-à-dire le lundi de Pâques, le premier jour de la semaine de Pâques étant le dimanche de Pâques même. — Ce Brandin étant lui-même chef des Brabançons ou Cottereaux, on peut supposer que Mercadier et lui avaient des rivalités pour la haute direction de leurs troupes, d'où il serait résulté entre eux des querelles terminées par l'assassinat de Mercadier.

3. A partir de cette époque, Aliénor habita presque sans interruption Fontevraud. Elle ne quitta sa retraite de prédilection que lors des graves événements politiques qui amenèrent la défaite et la prise d'Arthur de Bretagne. Après avoir vu à Mirebeau le triomphe décisif de la cause anglaise, elle revint dans son séjour favori, dont elle ne s'était éloignée qu'à regret. Elle y passa ses dernières années et se trouvait dans cette résidence préférée lorsqu'elle mourut.

4. *Roger de Hoveden*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 603.

5. *Chronicon Nicolai Trivetii*, ap. d'Achery, Spicileg., t. 3, p. 179. C'est par suite de cette mouvance de la Bretagne que le continuateur anonyme de Robert du Mont, parlant de l'hommage d'Arthur, a pu dire que le prince reçut la Bretagne de Jean : « *Britanniæ Armoricæ ducatum ab eo accepit.* » — *Anonymi continuatio appendicis Roberti de Monte*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 341.

6. *Consensu et voluntate regis Franciæ*. — *Roger de Hoveden*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 604.

7. *Anonymi continuatio*, etc., ap. D. Bouquet, t. 18, p. 341. — Pâques étant, cette année, le 9 avril, l'Ascension tombait le jeudi 18 mai; ce fut donc dans la semaine de l'Ascension, c'est-à-dire du 15 au 21 mai 1200, qu'Arthur prêta son hommage.

Arthur ne prêta pas serment pour l'Anjou, le Maine et la Touraine qui furent, comme la suite le fera voir, laissés à Jean, à charge de les conquérir. Donc, on peut bien dire que, par ce traité peu à l'honneur de Philippe-Auguste, on ne laissait à son pupille Arthur que ce qu'on ne pouvait lui enlever. Le roi de France, qui pensait sans doute que ce qui est bon à prendre est bon à garder, s'arrangea avec Jean pour garder Arthur dans l'attente probable de s'en servir au besoin. Le roi d'Angleterre, heureux d'obtenir la tranquillité, ne s'y refusa pas, quoique à contre-cœur peut-être; ainsi, ajoute l'historien anglais auquel nous devons le récit de ces événements, grâce à la trahison ¹ du roi d'Angleterre, Arthur resta confié à la garde du roi de France². A la suite de ce traité, le roi Jean vint, le 31 mai 1200³, à Paris, où il fut reçu avec honneur par le clergé et le peuple. La cour du roi, où il avait eu soin de semer l'argent, l'investit, par jugement, du comté d'Anjou, au mépris des droits de son neveu Arthur. Cette sentence injuste fut prononcée pendant que le jeune Arthur était à Paris où il séjourna près de deux ans⁴. A la suite du traité du Goulet, les serviteurs d'Arthur recouvrèrent, comme le jeune prince, les bonnes grâces de Jean, et l'on voit, à cette époque, le roi donner des lettres patentes de sauf-conduit à l'un d'eux, nommé Geoffroi, fils de Bourgeois, sergent d'Arthur, pour tout le temps qu'il voyagerait dans les terres du roi, soit en allant en Angleterre, soit en revenant d'Angleterre en Bretagne⁵. Ce personnage était allé sans doute trouver Jean

1. *Traditione*. — C'est sans doute en pensant aux malheurs que l'Angleterre eût évités si Arthur eût été remis entre les mains du roi d'Angleterre à la suite du traité du Goulet, que l'auteur anglais appelle la condescendance du roi Jean en cette circonstance une trahison (*traditio*). Il faut sous-entendre, dans l'esprit de l'écrivain, trahison — (par rapport aux Anglais dont Jean était tenu de faire le bonheur et de procurer la grandeur).

2. *Roger de Hoveden*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 604.

3. *Pridie kalendas Junii* (31 mai), dit Rigord. Le continuateur de la chronique de Saint-Aubin met par erreur à l'année 1201 cette visite du roi Jean à Paris qui doit être de 1200. *Addenda chronico S. Albini*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 325.

4. *Arturo puero fere per duos annos Parisius commorante. Chronicon Turo-nense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295. — Ainsi, depuis le moment où Philippe vint prendre le jeune duc à Tours (fin de 1199), pour le faire conduire à Paris, Arthur fut à la cour du roi de France. Il y resta l'espace de deux années, de 1200 jusque vers la fin de 1201.

5. *Rot. chart.*, t. I, p. 96. — Cette pièce n'a pas de date de mois, mais comme

pour quelque négociation entamée entre l'oncle et le neveu. — Un des articles du traité portant de plus que par suite de la paix faite entre les deux rois, les fiefs du Berri resteraient au roi de France, Jean, qui avait à cœur de remplir toutes les conditions de ce traité, engageait, le 23 mai 1200, des Andelys où il était alors, un des puissants seigneurs de la province, André de Chauvigni¹ à prêter, pour ses terres du Berri, hommage et serment de féauté au roi de France, pour les tenir de ce prince aux mêmes conditions que jadis du roi d'Angleterre².

Une troisième conséquence du traité fut de rapprocher d'Arthur Guillaume des Roches qui, jusqu'alors, par suite de ses relations intimes avec Jean Sans-Terre, devait être vu de fort mauvais œil par le jeune duc. Ce fait nous paraît résulter d'un acte par lequel Guillaume prévient le prévôt de Tours et tous les baillis de Touraine que, sur les instances de plusieurs personnes, le duc avait pardonné à Josbert de Sainte-Maure, chantre de Saint-Martin de Tours³ le forfait que les hommes de ce Josbert avaient commis sur les sergents d'Arthur, plus cet autre délit d'infidélité dans la découverte d'un trésor⁴, pour lequel

les *Rotuli* l'assignent à la seconde année du règne du roi Jean, c'est-à-dire à 1200, elle doit être postérieure au 18 mai 1200 et antérieure au 2 mai 1201; car, c'est entre ces deux dates extrêmes qu'est comprise la seconde année de Jean.

1. *De Calviniaco*. — Ce n'était pas le premier serment qu'André de Chauvigni prêtait au roi de France. Lorsque Philippe-Auguste avait envahi le Maine en octobre 1199, André, malgré les bienfaits dont cette année même l'avaient comblé Jean Sans-Terre et sa mère Aliénor (Dom Housseau, t. 8, n° 3450. — *Rot. chart.*, t. I, p. 11), s'était engagé envers leur adversaire Philippe, par une lettre datée d'Anet (octobre 1199), à faire pour le fief qu'il possédait en Anjou la volonté d'Arthur ou de l'héritier du comté d'Anjou et à ne point prendre les armes contre lui sans l'en prévenir 30 jours d'avance (Léopold Delisle, *Catalog. des Actes de Ph.-Auguste*, p. 134). Ce seigneur semble du reste, comme bien d'autres grands personnages de cette époque, n'avoir pas eu de convictions arrêtées et s'être préoccupé uniquement de ses intérêts et de l'accroissement de sa fortune territoriale.

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 96.

3. La pièce porte par erreur *St-Maurice*, mais c'est évidemment une faute du copiste, et il faut plutôt lire *St-Martin de Tours*, d'après une généalogie des Sainte-Maure donnée par Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 256.

4. *De quadam inventione quæ vulgo dicitur fortuna*. — Le texte latin qui rapporte cette chartre est obscur, parce qu'on n'en connaît pas historiquement les circonstances. M. Mabille, qui n'a pu s'en occuper que sommairement dans son *Inventaire* de Dom Housseau, n'en a peut-être pas saisi tout le sens. Nous

certains hommes de Josbert étaient, pour lors, traduits en justice :
 « Comme, ajoute le sénéchal, mon seigneur Arthur n'a point
 » voulu que les hommes de Josbert ou leurs biens fussent désor-
 » mais tourmentés à cette occasion, moi qui suis tenu de déférer
 » aux justes volontés et aux ordres du prince, et de les faire
 » exécuter¹, je vous recommande et vous enjoins, suivant le
 » désir de mon seigneur, de laisser en paix tant Josbert que ses
 » hommes et leurs biens, de façon qu'à l'avenir, on ne les vexe
 » et tourmente plus, relativement aux susdits délits, et que leurs
 » plaintes ne parviennent plus aux oreilles de mon maître et aux
 » miennes. ² » A la même époque (1200), en sa qualité de séné-
 chal d'Anjou, Guillaume ratifiait le don des dîmes de Tiercé fait
 à l'abbaye de Toussaints³ d'Angers par Hamelin de la Place,
 gentilhomme. Cette ratification dont, du temps de Ménage,
 l'original était dans les archives de l'abbaye de Toussaints, fut
 attestée par Guillaume des Roches, Marguerite, sa femme, Lézard
 du Plessis, Godefroi Busjalon, Pierre de Banoy, Regnaut Ratel,
 Jean Ricol et plusieurs autres⁴.

Tout en cherchant à regagner les bonnes grâces d'Arthur, Guillaume ne négligeait pas les occasions d'exercer son pouvoir

n'affirmons pas nous-même l'avoir nécessairement trouvé, mais nous croyons donner au texte une signification précise et littéralement conforme aux termes de la pièce. — Enfin, Guillaume des Roches fait évidemment allusion à deux griefs, et non à un seul, comme semblerait le supposer M. Mabille. Il en pourrait juger par notre version. Le mot *inventio* résumé par le mot *fortuna* dans le texte, s'entend évidemment de la découverte d'un trésor (*fortuna*) qui obligeait les inventeurs à en rendre compte au propriétaire du lieu ou de l'objet dans lequel le trésor avait été trouvé. Enfreindre ce devoir, était un délit. C'est à cela que fait allusion Guillaume des Roches. — Le mot *inventio* ne s'entend pas ici d'une découverte de l'esprit, dite en français *invention*, mais de la trouvaille d'une chose cachée : un trésor (*inventio fortunæ*). Voir Ducange.

Voilà pour l'interprétation littérale du texte, mais, historiquement, comment ne pas croire qu'au sein des conflits dans lesquels Jean et Arthur se disputaient Tours, il y ait eu, suivant les vicissitudes des événements : d'une part, des violences contre les gens d'Arthur par les partisans de Jean; de l'autre des infidélités au préjudice des droits d'Arthur, dans un temps où le désordre était si favorable aux cupidités privées?

1. « *Ego qui ejus juste voluntati et præcepto teneor assentire et quod præcepit ratum et stabile facere.* »

2. Dom Housseau, t. 5, n° 2037.

3. Toussaints (*Omnes Sancti*), abbaye de l'ordre de Saint-Augustin.

4. Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 320.

de sénéchal, alors subordonné à l'autorité du roi Jean. Un seigneur Angevin, Renaud de Château-Gontier, avait grevé sa terre et sa résidence seigneuriale par un emprunt contracté envers le roi Jean et les juifs du roi. Son fils, qui se nommait Renaud, comme son père¹, désirait épouser Emma, sœur de Renaud de Maulévrier. Pour faciliter ce mariage, qui n'était pas aisé dans les conditions pécuniaires où se trouvait le seigneur de Château-Gontier, le roi Jean donna quittance, en son nom et au nom de ses juifs, à Renaud de Maulévrier, futur beau-frère du chevalier, de toutes les créances que le roi ou ses juifs avaient sur les terres de Château-Gontier. L'acte portant quittance devait rester dans les mains et sous la garde de Guillaume des Roches que le roi appelle « son sénéchal d'Anjou² », jusqu'après

1. Il résulte de cette charte que Renaud VII de Château-Gontier, qui est le Renaud dont on traite le mariage dans l'acte qui nous occupe, n'était pas, comme le pense Ménage, fils d'Alard III, seigneur de Château-Gontier, mais d'un frère d'Alard, Renaud VI de Château-Gontier, marié à Burgondine de Chantocé.

Ménage qui doute que ce Renaud VII ait été marié, dit pourtant : « *il peut être qu'il ait été marié, et que de lui soit descendue Jeanne de Château-Gontier, femme, selon la généalogie de Quatre Barbes, de Paten de Chéorchin.* » — Plus loin, dans les preuves de son Histoire de Sablé, Ménage, qui a eu connaissance de la charte des *Rotuli* postérieurement à l'impression du commencement de son ouvrage, admet, comme nous, que Renaud VII de Château-Gontier fut marié avec Emme de Maulévrier; mais, sans doute pour ne pas changer sa généalogie des seigneurs de Château-Gontier, il en tire la conclusion fausse que ce Renaud VII eut un fils nommé Renaud; tandis que, d'après la pièce, il résulte seulement que ce Renaud VII était fils d'un autre Renaud de Château-Gontier qui ne peut être que Renaud VI. — Renaud de Château-Gontier fut donc vraisemblablement marié à Emma de Maulévrier et en eut alors Jeanne de Château-Gontier mariée à Paten de Chéorchin. Comme il n'eut apparemment que cette fille-là, la terre de Château-Gontier passa ensuite, à défaut d'hoirs mâles, à son frère cadet, Alard IV de Château-Gontier, marié à Emme de Vitré, dont Jacques de Château-Gontier. — Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 103 et 341.

2. Le roi Jean appelle Guillaume des Roches « notre sénéchal d'Anjou ». Ce titre donné à ce moment par le roi Jean à des Roches ne doit point passer inaperçu. Jusqu'alors en effet, Guillaume nommé sénéchal d'Anjou par Arthur, et confirmé par Philippe, n'avait pas été reconnu par le prince anglais qui, de son côté, avait pour sénéchal d'Anjou Aimeri de Thouars. Mais, sitôt après que le vicomte eût été forcé, lors du séjour du roi au Mans, de remettre la sénéchaussée à Jean, celui-ci, au lieu de nommer pour son compte un nouveau sénéchal, investit Guillaume de ce titre. Par là, le prince anglais faisait cesser l'anxiété des populations, fort embarrassées de savoir auquel des deux sénéchaux

l'accomplissement du mariage. Après quoi, il serait remis à Renaud de Château-Gontier qui serait ainsi libéré de ses dettes. Dans le cas où le mariage ne se ferait pas, ou se romprait après avoir été fait, Renaud de Château-Gontier serait, sans conteste, débiteur du roi. Puis, ce seigneur rendit l'hommage lige et le serment de féauté au roi qui le reçut homme lige (10 juin 1200)¹.

Lors de cet acte, le roi Jean était à La Flèche, sur le point d'entreprendre une expédition contre Angers, car il n'avait fait la paix avec un de ses ennemis que pour tomber plus sûrement sur d'autres. Impatient de vengeance, mais voulant, même à ce moment, sembler mettre le ciel dans ses intérêts, il envoya demander au chapitre de Saint-Martin de Tours le célèbre étendard de Saint-Martin nommé *la Valée*, et des hommes pour remplir le service militaire qu'ils lui devaient. Comme l'envoyé que le roi députait aux chanoines pour demander la bannière n'était point celui qui eût dû la porter, suivant l'usage antique, les chanoines ne remirent l'auguste palladium qu'en protestant contre cette dérogation à la coutume². Ce fut pour les rassurer contre cette violation de leurs privilèges, que, le 18 juin 1200, après la prise d'Angers, le roi leur écrivit de cette ville pour se justifier de l'irrégularité de ses procédés : « Nous n'avons agi » ainsi, disait-il, que par suite de la grande et urgente nécessité » qui nous pressait alors, et nous vous adressons cette lettre » pour vous assurer qu'à l'avenir cette dérogation à l'usage reçu » ne tirera pas à conséquence³. »

Cette grande et pressante nécessité dont parlait le prince dans sa lettre aux chanoines de Saint-Martin, n'était que l'ardent

obéir, et récompensait ainsi la conduite de Guillaume et les tentatives de réconciliation qu'il avait voulu ménager entre le roi et Arthur. Aussi, dès le 27 décembre 1199, le roi, en lui conférant droit de marché à Agon, l'appelle « *notre amé et féal Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou* » ; tandis qu'avant le chevalier n'était pour Jean que « *Guillelmus de Rupibus* », et qu'il ne faisait jamais suivre son nom d'aucun titre dans les actes émanés du roi anglais qu'il souscrivait.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 70.

2. C'était en effet une coutume pratiquée depuis longtemps que l'étendard de Saint-Martin n'était remis qu'à celui qui le devait porter, et qui, en conséquence, était envoyé par le souverain à l'église de Saint-Martin pour le recevoir. — Dom Housseau, t. 6, n° 2166 (bis).

3. Dom Housseau, t. 6, n° 2133. — *Rot. chart.*, t. I, p. 97.



désir du roi de se venger des habitants de l'Anjou qui avaient reconnu Arthur pour leur seigneur. La paix du Goulet les livrait sans défense à la merci de Jean. Précédé de l'imposante bannière de Saint-Martin, le roi anglais se mit en campagne avec son armée¹, et, huit jours avant la saint Jean-Baptiste, il s'empara d'Angers (17 juin) et de tout ce qu'avait possédé son père, jusqu'à la croix du roi Charles². Cette date du 17 juin assignée à la prise d'Angers nous est donnée par la chronique de Saint-Aubin, mais il faut croire, ou que le roi s'empara d'Angers un ou deux jours avant le 17, ou, si l'on s'en tient à la date du 17, qu'il fit des donations antérieures à cette date, reposant sur les biens d'une ville qu'il n'avait pas encore prise, mais que son armée était sur le point de prendre. En effet, le 16 juin 1200, le roi faisait connaître, de Chinon, qu'il donnait à Guillaume Briwerre, à titre d'hommage et de service féodal, les maisons, constructions et vignes d'Angers avec leurs dépendances, qui avaient appartenu à Etienne de Marthay³, en outre, dix arpents de

1. C'est ainsi qu'un des ancêtres de Jean, Guillaume le Conquérant, fit porter près de sa personne, à la bataille de Hastings, une bannière bénite que lui avait envoyée le pape Alexandre II. — Fleury, *Hist. d'Angleter.*, t. I, p. 83.

2. *Addenda chronico S. Albini*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 325. — Cette croix dite du roi Charles pouvait n'être qu'un signe de délimitation placé par le roi Charles-le-Chauve, à moins que ce ne fût un lieu-dit, ou un bourg, aujourd'hui détruit, portant alors ce nom.

Le continuateur anonyme de Robert du Mont, parlant de ces expéditions qui suivirent le traité du Goulet, dit que le roi, après avoir rassemblé une armée, attaqua tous les rebelles du Maine, de l'Anjou et du Poitou, et qu'après avoir réussi au gré de ses désirs, il entra en Gascogne. « Deinde præfatus rex » Joannes, collecto exercitu, aggressus est expugnare eos qui ei rebelles fuerant » in pago Cenomanico, Andegavensi et Pictavensi, pacificatusque ad votum » omnibus, Wasconiam intravit. » (*Anonymi continuatio appendicis Roberti de Monte*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 341.) — Il est probable, en effet, que le roi Jean, soit un peu avant, soit un peu après l'expédition d'Anjou, fit une campagne heureuse contre le Maine, et les villes de Touraine, Tours entre autres, qui lui étaient opposées. L'entrée de Jean à Tours dut précéder la prise d'Angers et se faire dans les premiers jours de juin : car, c'est en qualité de comte de Touraine que Jean envoya demander aux chanoines l'étendard de Saint-Martin, et on ne s'expliquerait pas cette demande impérieuse, si la ville de Tours n'eût pas, alors, fait partie de ses possessions.

3. Etienne de Marthay, dont on donne les vignes, sans doute par suite de sa mort récente, doit être le même que le personnage appelé par Ménage *Etienne de Marchay*, lequel fut sénéchal d'Anjou en 1172 et 1183. Ménage ne sait s'il mourut en 1190; il est probable que non, et qu'ayant donné ou reçu sa démis-

vignes sur celles que le roi possédait à Angers, plus 30 livres angevines de revenu pour Guillaume et ses héritiers, à percevoir dans la même cité, en les tenant du roi et de ses successeurs, à la charge, pour toute redevance, de donner par an un faucon jaune ¹. Après Guillaume, la terre devait passer à ses héritiers pour en jouir avec tous les privilèges y afférents. A cette donation souscrivit, avec d'autres seigneurs, Guillaume des Roches ². Pour le roi Jean, il séjourna à Angers du 18 au 21 juin. Ce fut sans doute à ce moment, qu'un important procès engagé entre l'abbesse du Ronceray, Hersende de Sablé et les frères de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jean d'Angers, occupa toute l'attention du sénéchal, dont cette dame était parente. Les frères qui desservaient l'hôpital voulaient se débarrasser du patronage des religieuses et recouvrer leur liberté pleine et entière. Hersende, pour se tirer d'embarras, se plaignit au roi Jean de l'atteinte qu'on portait à ses droits. Le roi ayant confié au sénéchal le soin d'éclaircir cette affaire, celui-ci, après avoir consulté quelques personnes, rendit une sentence portant que tout ce que possédaient les frères de Saint-Jean appartenait aux religieuses, et contint par là leurs tentatives d'indépendance ³. Cette sentence rendue en présence des abbés de Saint-Serge ⁴ et du Perray ⁵ ne

sion de sénéchal, il vécut jusque vers le temps de la donation qui nous occupe, c'est-à-dire vers le commencement de l'année 1200. — Quant au point de savoir s'il était anglais, question que Ménage ne résout pas, on peut conjecturer d'après les possessions qu'il avait à Angers, et d'après sa réputation d'être le principal bienfaiteur et même le fondateur de l'hôpital d'Angers, qu'il était angevin. — Voir sur ce personnage Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 297 à 300.

1. *Spervarium sorum*. — Le faucon jaune est celui d'un an, qui n'a pas encore mué. Il est ainsi nommé à cause de la couleur de ses plumes qui sont de la couleur dite *sor*, c'est-à-dire roussâtre.

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 71 (b).

3. *Gall. Christ.*, t. XIV, col. 700.

4. *Id.*, t. XIV, col. 649.

5. *Id.*, col. 734. — Le Perray dont il s'agit ici n'est pas le Perray-Neuf, mais le Perray-aux-Nonnains, au diocèse d'Angers, abbaye de bénédictins, fondée par Robert de Sablé, où, dans le courant du ^{xiii}^e siècle, des religieuses remplacèrent les moines pour lesquels avait été construit le monastère. Marguerite de Sablé, fille de Robert et femme de Guillaume des Roches, témoigna elle-même aux religieux du Perray qu'elle s'intéressait aussi à la prospérité de leur maison, et par un acte de l'année 1200, que nous a conservé Dom Housseau, t. 12, II, n° 7343, où on la fait par erreur *sœur de Robert*, elle donna à l'abbaye édifiée par son père des terres, des jardins et autres droits tant sur les fours banaux d'Ecouflans que sur les bois et prairies. La même année 1200, au mois d'août,

termina toutefois le débat que momentanément. Quelques années plus tard, en 1209, il fallut l'intervention toute puissante de l'évêque d'Angers et la fermeté de Hersende, pour clore des contestations sans cesse renaissantes¹. Nous avons en outre, à la date de juin 1200, deux chartes de Jean émanées de la capitale de l'Anjou. Par la première, le prince confirmait à Thomas, fils et héritier de Richard et petit-fils d'*Espusus* et à ses hoirs, pour les tenir héréditairement des héritiers de Gautier de Mayenne², de Juhel de Mayenne et de ses héritiers, le mans de Blakertorinton³, à la charge de rendre chaque année, à la Saint-Michel, un marc d'argent, suivant le droit légitime, émanant des chartes des susdits Gautier et Juhel de Mayenne⁴. Le roi confirma de plus à Thomas le don que Juhel lui avait fait de

un autre membre de la maison de Sablé, Geoffroi, gratifia les moines du Perray, en présence de Guillaume, évêque d'Angers, de rentes en blé sur Vauxchrestien. — Dom Housseau, t. 12, II, n° 7345.

1. *Gall. Christ.*, t. XIV, col. 700.

2. Walleri de Maena. — Bien que *Maena* et *Meduana* diffèrent dans la latinité, ils signifient tous deux *Mayenne*. C'est ainsi qu'on trouve pour caractériser Juhel comme seigneur de Mayenne les formes suivantes approchant de *Maena* : *Mainia*, *Rot. litt. claus.*, t. I, p. 236 (b); et même *Maine*, *Rot. litt. claus.*, t. I, p. 352 (b); *id.* p. 386.

3. *Uthundredon*.

4. On voit, par la pièce ci-contre, que la maison de Mayenne avait en Angleterre des biens qui remontaient sans doute à l'époque où Geoffroy III de Mayenne accompagna, avec un de ses fils, Guillaume, duc de Normandie, à la conquête du royaume d'Angleterre. Ce dut être alors que, pour le récompenser, Guillaume lui donna, ainsi qu'à tous ses compagnons d'armes, des biens dans ce pays. — Un des fils de ce Geoffroi, Guillaume, mourut en Angleterre en 1099. L'autre fils de Geoffroi, Gautier de Mayenne, est sans doute le même que ce Gautier de Mayenne dont, suivant Ménage, qui s'appuie sur le *Monasticon Anglicanum* et sur le *Baronage de Dugdale*, il est fait mention dans une donation que fit aux moines de Saint-Florent de Saumur Guillaume de Briouse. Ménage affirme en outre, d'après Dugdale, que de ce Gautier il en descendit un autre du même nom, lequel, l'an 12 de Henri II, roi d'Angleterre, déclara, en mariant sa fille, qu'il avait 20 fiefs de chevalerie. Il vivait encore la 33^e année du règne de ce même Henri II, et avait épousé la veuve de Roger, comte de Hereford, laquelle lui survécut. — Voir pour ces divers renseignements, Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 183 et 184.

Ne s'agirait-il pas, dans l'acte qui nous occupe, d'un descendant du fils de Geoffroi III, Guillaume de Mayenne, qui aurait fait souche en Angleterre, à moins qu'il n'y faille voir un oncle du fameux Juhel IV, nommé Gautier, mort apparemment avant ce Juhel. Pour le Juhel de notre acte, c'est Juhel IV de Mayenne, si célèbre sous Philippe-Auguste.

toute la terre de Wanford avec toutes ses appartenances, à condition d'une redevance annuelle de 12 sous; de toute la terre de Choham avec toutes ses appartenances, à charge de payer trois sous pour redevance unique; de toutes les terres de Witelege et de Nortchote avec toutes leurs appartenances, moyennant, pour unique redevance, 10 sous à payer chaque année. Le roi termina sa concession en octroyant à Thomas et à ses héritiers de tenir ces terres de Juhel et de ses successeurs, à charge des redevances précitées, sauf le service féodal du roi, suivant ce que portait légitimement sur ce point la charte de Juhel lui-même¹. Par sa seconde charte (Angers, 21 juin 1200), le roi anglais donnait à son amé et féal Pierre de Préaux les îles de Jersey, Guernesey, et Aurigny, avec 60 livres sterlings en biens fonds sur Alton en Angleterre, pour les tenir du roi, moyennant le service féodal de trois chevaliers, jusqu'à ce que le comté de l'Ile [de Wight] lui passât par son mariage avec la fille et héritière de Guillaume, comte de ce lieu, alliance autorisée par le roi², ou, jusqu'à ce que le prince eût pourvu, d'une autre manière, au mariage de Pierre, à son gré et celui de ce seigneur. Dans le cas où le roi viendrait à mourir avant que le mariage ne s'accomplît, la terre devait néanmoins passer à Pierre et à ses héritiers, aux conditions précitées³. Le même jour, par un autre acte, Jean réitérait à Pierre de Préaux la même concession, en y ajoutant cette fois le don de 100 livres angevines de revenu à Rouen, à prendre, savoir: sur les étaux du marché de Rouen, aux foires du Pardon⁴ et de Notre-Dame du Pré, avec faculté, pour Pierre,

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 71.

2. Il paraît que ce mariage n'était pas facile à effectuer. Dès le 14 janvier 1200, le roi Jean, par des lettres datées d'Orival en Normandie, avait fait la même donation à Pierre de Préaux, en ajoutant que, quoiqu'il pût arriver à Pierre relativement à ce mariage, ou bien en cas de mort, il lui assignait 100 livres angevines de revenu sur Rouen, avec faculté de les transférer à des religieux. Pierre ou ceux auxquels il aurait donné ce revenu, auraient un sergent, à eux appartenant, chargé avec le maire de Rouen, ou ceux qui seraient à sa place, de recevoir ces 100 livres. Si la somme donnée en revenu annuel à Pierre, n'était pas complète, on pouvait la parfaire sur la vicomté de Rouen. — On voit que, pour la plus grande partie des choses concédées, cette charte est identique à la seconde de celles qui furent rédigées dans l'intérêt de Pierre de Préaux, le 21 juin 1200. *Rot. chart.*, t. I, p. 33 (b).

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 71.

4. La foire du Pardon de Saint-Romain.

de les transmettre, à son gré, à des religieux. Pierre ou ceux auxquels il donnerait le revenu susdit, auraient un sergent à eux appartenant chargé avec le maire de Rouen, ou celui qui serait à sa place, de recevoir ces cent livres. Le roi voulait enfin qu'au cas où la somme de cent livres à percevoir chaque année au lieu dit, ne serait pas complète, on la parfit sur la vicomté de Rouen ¹. Peu après ces libéralités en faveur du seigneur normand, auxquelles assistait, avec les comtes de Pembroke et d'Alençon ², Guillaume des Roches, celui-ci obtint enfin le but secret de son ambition qu'il poursuivait depuis longtemps et pour lequel il s'était attaché à Jean Sans-Terre. Bien qu'il eût reçu d'Arthur, en 1199, le don de la sénéchaussée d'Anjou et du Maine, et qu'il eût eu la précaution de se le faire confirmer par Philippe-Auguste, l'adroit seigneur présumant, par la tournure apparente des événements, que cette donation ne serait jamais bien sûre sans la ratification du roi Jean, qui paraissait alors devoir l'emporter, sollicita et obtint du prince une nouvelle donation de la sénéchaussée avec confirmation de l'ancienne. C'est pourquoi, le 24 juin 1200, le roi Jean, alors à Chinon, donnait et confirmait à Guillaume et à ses héritiers, à titre d'hommage et de service féodal, la sénéchaussée d'Anjou, du Maine *et de la Touraine* ³ avec

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 71. Pendant le séjour du roi Jean à Angers, divers autres personnages furent l'objet de ses faveurs. C'est ainsi qu'il donna à Sulpice d'Amboise le fief de Saint-Quentin avec ses dépendances, le 19 juin 1200 (*Rot. chart.*, t. I, p. 70); et que le lendemain, 20 juin, il accordait aux marchands des bailliages ressortissant des vicomtes de Lamballe, Guingamp et Dinan, un sauf-conduit pour venir à la foire de Montmartin. — *Rot. chart.*, t. I, p. 97.

2. *Sagiensi*. — C'est-à-dire, comte de Séez. Mais la ville de Séez faisant partie du comté d'Alençon, a vu souvent, en raison de son importance, son nom servir de qualification féodale exclusive au grand seigneur qui d'ordinaire s'appelle comte d'Alençon.

3. Il est à remarquer qu'Arthur, en donnant à Guillaume la sénéchaussée, ne parla que de celle de l'Anjou et du Maine, sans nommer la Touraine. Cette bizarrerie s'explique en considérant que, lorsqu'Arthur fit cette donation à des Roches, il n'avait pas encore pris possession de la Touraine, et ne pouvait par conséquent conférer un titre dans une province qu'il ne détenait pas alors. Plus tard, après l'occupation de la Touraine, le prince dut en remettre aussi la sénéchaussée à Guillaume. Mais il n'était point nécessaire d'en passer une nouvelle chartre de donation, puisque, d'après les historiens des trois provinces, le titre de sénéchal d'Anjou et du Maine emportait celui de sénéchal de Touraine. On ne peut douter de ce fait d'après la manière dont, cette année 1200, le sénéchal

tout ce qui en dépendait, plus la forêt de Bersay avec ses appartenances et tout le fief de Mayet, pour en jouir pleinement, avec tous les privilèges et honneurs y attachés, comme en avaient joui les ancêtres du roi. De son côté, Guillaume fit hommage lige au roi contre tous hommes qui pouvaient vivre et mourir pour tout ce que dessus, pour sa baronnie de Sablé, et tous les droits afférents à cette baronnie¹. Cette donation augmentait encore l'importance de Guillaume des Roches, car, jusque-là, il n'avait été sénéchal du Maine et de l'Anjou, que du chef d'Arthur, et le roi Jean lui garantissait ainsi la possession d'une dignité peu sûre au milieu des alternatives de succès et de revers des Anglais et d'Arthur. Le lendemain de cet acte, le roi Jean, encore à Chinon, donnait, pour le tenir en fief de lui, à Guillaume du Bourg et à ses héritiers, le château de Tybrach, à la charge, pour toute redevance, de fournir le tiers d'un chevalier. Toutefois, le roi se réservait de donner en échange de ce château à Guillaume et aux siens une autre terre équivalente, dans le cas où venant lui-même en Irlande, ou ayant envoyé quelqu'un pour gouverner en son nom ce royaume, il lui conviendrait à lui, ou, sur son ordre, à son envoyé, de reprendre ce château à Guillaume et à ses hoirs (25 juin)². Le même jour fut aussi consacré par Jean à confirmer des donations faites à l'abbaye de Fontevraud. C'est ainsi qu'en considération du salut des âmes de ses père et mère, de ses frères et de la sienne, il confirma, à titre d'aumône, aux religieuses de N.-D. de Fontevraud, en présence de Barthélemy, archevêque de Tours, la donation que sa mère bien-aimée, l'illustre reine d'Angleterre, Aliénor, leur avait faite au même titre en même temps que pour célébrer son anniversaire, ainsi que celui des frères du roi et de Jean lui-même. Ce don se composait de 100 livres poitevines à percevoir chaque année sur les premiers produits de la prévôté d'Oléron, avant tout autre, roi, prince, ou personnage quel qu'il fût³. Par une seconde charte, le prince confirma au monastère angevin, pour le salut de son âme et de celles de ses père et mère, les libéralités qu'Enguerran, échan-

écrivit au prévôt de Tours (la plus haute autorité judiciaire du pays après le sénéchal), et aux baillis de Touraine, pour leur prescrire d'exécuter ses ordres.

— Voir pages précédentes.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 72 (b).

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 71 (b).

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 72.

son de la reine Aliénor, mère du roi, leur avait faites en aumône; savoir : dix livrées de terre dans son manoir d'Etthon avec la cour tout entière et l'enclos qui en dépendaient, comme l'attestait l'acte que leur en avait légitimement passé l'échanson. Puis, le prince ratifia aussi les dons qu'avait faits à la communauté, Anurie, demoiselle de la maison de sa mère, de la moitié du domaine de Wuitreslawe, conformément à la teneur de la charte de la donatrice¹. Enfin, par un troisième acte, le roi, après avoir rappelé que, vu leur vie honteuse, la dissolution de leur ordre et le scandale public, conséquence de ces désordres, les religieuses d'Ambresbiri, au nombre de trente, avaient été chassées de leur monastère, et dispersées dans d'autres couvents, sur l'ordre du pape Alexandre, par la volonté du roi Henri, père de Jean, le conseil et les soins de Richard, archevêque de Cantorbéry, légat du Saint-Siège apostolique, des évêques de Salisbury, d'Exeter, de Worcester et de Londres, et d'une foule d'autres personnages, tant évêques que grands et barons de toute l'Angleterre, puis remplacées dans leur monastère par des religieuses de l'ordre de Fontevraud, confirma de rechef à l'abbaye poitevine² le présent de l'église de St-Meloir d'Ambresbiri que lui avait fait le roi Henri, son père³. Guillaume des Roches, compris au nombre des témoins de la donation faite à Guillaume du Bourg, ne figurait point à celles-ci, mais on le retrouve dans l'acte suivant fait à Tours, où séjournait alors le roi Jean. Ce prince y concéda, le 26 juin 1200, à Guillaume Briwerre, que son fief de Brugewalter serait à l'avenir bourg libre, qu'il y aurait aussi en ce lieu un marché libre, qu'enfin, on pourrait tenir chaque année, à partir de la Nativité de saint Jean-Baptiste, une foire d'une durée de huit jours, avec tous les droits de tonlieu, péage, pontage, passage, lestage, étalage, et autres privilèges et franchises afférents aux bourgs, marchés et foires libres. Le roi accrut sa concession en octroyant à Briwerre, pour ses bourgeois de Brugewalter, l'exemption de tous les droits ci-dessus, à valoir sur toute la terre du roi et tous les ports, sauf celui de Londres⁴.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 72.

2. On peut aussi bien appeler le célèbre monastère de Fontevraud *Angerin* que *Poitevin*, car, bien qu'il fût de la province d'Anjou, il relevait du diocèse de Poitiers.

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 73.

4. *Rot. chart.*, t. I, p. 73.

Le jour suivant (27 juin 1200), pour se concilier un habitant de Tours, Jean Baudouin, le roi lui donnait, à charge d'hommage et de service féodal, les tenures et les vignes de Simon d'Argentan, citoyen d'Angers, avec la permission de marier l'héritier de ce Simon à celle de ses filles qu'il voudrait. Baudouin devait jouir de toutes ces terres, tenures et vignes aussi pleinement que jadis l'avait fait Simon, et, qu'avant lui, Nicolas Maingo¹ les avait possédées du temps du roi Richard qui lui en avait confié la garde². Le 29 juin, Hugues d'Argentan, bourgeois du Mans, et sans doute parent de Simon, était, à son tour, l'objet des faveurs du roi qui, par des lettres datées de Tours, l'exemptait, lui et ses héritiers, de tout impôt dans les terres royales situées tant en-deçà qu'au-delà de la mer³.

La paix du Goulet et les fêtes qui la suivirent furent pour Jean l'occasion de nouveaux désastres. Ayant vu dans une solennité Isabelle, fille d'Aymar Taillefer, comte d'Angoulême, il fut frappé de sa beauté. Cette impression fut si grande, qu'elle alla jusqu'à lui faire rompre son mariage avec sa femme Havoise, fille de Guillaume, comte de Gloucester. Il fit, sous prétexte de parenté au troisième degré, prononcer par l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Poitiers son divorce avec Havoise. La jeune princesse, objet de la passion de Jean, avait cependant, dès le temps du roi Richard, et avec l'assentiment de ce prince, été fiancée par son père, le comte Aymar, à Hugues IX de Lusignan, comte de la Marche, qui se l'était unie par la cérémonie des fiançailles, dites en droit canon « *per verba de præsenti* » ; mais, comme elle n'avait point l'âge nubile requis par les canons, Hugues ne la voulut point épouser à la face de l'église. De son côté, le père de la jeune fille voyant que Jean l'aimait, l'enleva à la garde de son fiancé, le comte de la Marche, pour la remettre au roi Jean. Aussitôt, celui-ci, adonné comme tous les Plantagenets au plaisir des sens, et ne consultant que sa passion, sans se préoccuper des conséquences politiques qui pourraient en résulter, fit célébrer à Angoulême son mariage avec Isabelle, par le ministère de l'ar-

1. Ce Nicolas Maingo était sans doute un proche parent, père ou frère du Poitevin, *Guillaume Maengo*, auquel, le 8 octobre 1199, la reine Aliénor avait donné Surgères. Voir p. 411 du t. 30 de la Bibliothèque de l'École des chartes.

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 72 (b).

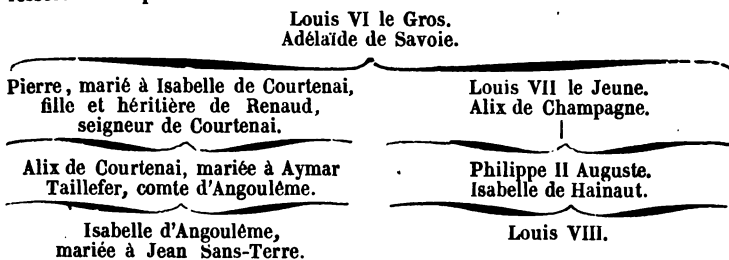
3. *Rot. chart.*, t. I, p. 72 (b).

chevêque de Bordeaux, auquel il devait déjà son divorce ¹. Le roi de France, oncle à la mode de Bretagne de la nouvelle reine ², avait, par ses perfides conseils, sous prétexte de resserrer leur alliance, poussé Jean à prendre cette détermination. Il eut bientôt lieu de s'applaudir de sa politique astucieuse; car Hugues de Lusignan, indigné de l'outrage qui lui était fait, souleva contre Jean les barons du Poitou. La guerre s'apaisa dans le courant de l'année, mais, malgré tous les efforts qu'on fit depuis pour les rapprocher, Hugues en conserva au roi Jean une haine implacable, et, chaque fois qu'il put en trouver l'occasion, il se signala parmi les ennemis les plus acharnés du prince anglais. Enfin, après la mort de Jean, le fils du comte de la Marche, Hugues X, épousa Isabelle à laquelle il échut ainsi de tenir la couronne de son premier mariage, et d'être, par un second, femme du fils de son premier fiancé ³ : la beauté s'associe assez fréquemment soit aux dons, soit aux caprices de la fortune.

Pour le moment, le roi, fort épris de sa nouvelle femme, ne songeait qu'à lui donner des preuves de son affection. C'est ainsi, qu'après avoir cherché, comme on l'a vu ci-dessus, à se concilier les habitants de Tours et du Mans, qu'il venait de soumettre, le

1. Voir pour tous ces événements Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 376, qui les raconte d'après les annales du monastère de Burton.

2. Isabelle d'Angoulême était, en effet, la nièce à la mode de Bretagne, de Philippe-Auguste, à cause de sa mère, Alix de Courtenai, fille de Pierre de France et petite-fille de Louis-le-Gros. Un petit tableau généalogique fera mieux ressortir cette parenté.



3. En effet, Isabelle qui, dans le principe, avait été promise à Hugues IX, comte de la Marche, finit par épouser Hugues X. Voir sur ce point un mémoire publié dans *la Bibl. de l'Ecole des chartes*, 17^e année, p. 514 et suiv., où M. Léopold Delisle signale les erreurs chronologiques des auteurs de l'Art de vérifier les dates, qui ont attribué à Hugues X un certain nombre d'actes qu'il faut rapporter à son père Hugues IX.

13 août 1200, alors maître absolu de l'Anjou et du Maine, il constitua pour dot ¹ à la jeune reine ², dans un acte fait à Chinon, où, à tous ses autres titres, il joint celui de *comte d'Anjou*, Saintes, Niort, Saumur, La Flèche, Beaufort, Baugé, Château-du-Loir, Trôo avec toutes leurs appartenances et privilèges. Comme on ne peut disposer que de ce qu'on possède, cette donation confirme le récit de l'historien français ³ qui veut que Jean ait, cette année, conquis tout l'Anjou et le Maine. Cet acte passé, pour en augmenter la valeur, en présence de l'archevêque de Bordeaux, des évêques de Saintes, d'Angoulême, de Périgueux, de Limoges et de Waterford, des abbés de la Celle, de Saint-Cybar et de Bornet, et de plusieurs grands seigneurs anglais et normands ⁴, renouvelé le 30 août, à Chinon, en présence des mêmes évêques ⁵, devait n'avoir aucune valeur par la suite des événements et rester, à l'exception des villes de Saintes et de Niort, à l'état de lettre morte pour la princesse dotée. Philippe-Auguste rendit peu après cette munificence vaine. Guillaume des Roches ne se trouvait point présent à l'acte royal de donation, mais le 1^{er} septembre 1200, le roi, à Baugé, faisait connaître aux prélats et grands d'Angleterre, en présence du sénéchal d'Anjou et d'un de ses prédécesseurs dans la sénéchaussée, Robert de Tourneham, que Guillaume le Queux s'était déclaré son hommelige. Il ajoutait qu'en considération de sa fidélité, il lui avait donné à toujours, pour les tenir féodalement, ses revenus royaux de Niort et tout ce que lui, Jean, possédait en cette ville, à condition que, pour unique redevance, Guillaume et ses héritiers paieraient, chaque année, 200 livres poitevines au sénéchal de

1. Il s'agit ici d'une donation faite par Jean à sa femme dans leur contrat de mariage. Jean dotait sa femme suivant les institutions anglaises : il ne s'agit pas ici de ce qu'on appelle douaire en droit français.

2. Nous sommes obligé de rectifier ici le savant historien de l'Église du Mans qui dit, en parlant de cette assignation de dot à la reine Isabelle : « Ce fut alors que Jean disposa de la province en faveur d'une jeune femme qu'il avait séduite. » Dom Piolin, *Hist. de l'Egl. du Mans*, t. 4, p. 254 et suiv. — D'après ce qu'on vient de voir, Jean n'avait pas séduit, mais épousé Isabelle, et l'historien précité ne nomme d'ailleurs aucune autre personne à qui pourrait s'appliquer la donation en question. Dom Housseau qu'il cite ne nous entretient que de la reine.

3. Le continuateur anonyme de Robert du Mont.

4. Dom Housseau, t. VI, n° 2132 et 2382.

5. *Rot. chart.*, t. I, p. 74.

Poitou¹. Le 3 septembre 1200, Guillaume de la Guierche s'était déclaré l'homme-lige du roi. Celui-ci, qui s'était transporté d'Anjou dans le Maine, lui accorda, à titre d'hommage et de service féodal, en présence du sénéchal d'Anjou, sur les terres duquel Jean se trouvait alors, le fief de Carbay², pour en jouir, lui et ses héritiers, en le tenant du roi³. Cette pièce est datée de la Suze. Ce séjour de Jean à la Suze, ville des domaines du sénéchal, indique une grande intimité entre le roi et son sénéchal, puisqu'il semble en résulter que le prince avait accepté l'hospitalité de des Roches.

Mais bientôt le roi Jean allait avoir besoin de l'habileté de celui-ci pour une affaire d'une bien autre importance. L'évêque d'Angers⁴, ville alors au pouvoir du roi, venait de mourir⁵ : il

1. Teulet, *Trésor des chartes*, t. I, p. 222. *Rot. chart.*, t. I, p. 75.

2. Carbay (Maine-et-Loire, ar. Segré, c. Pouancé).

3. *Rot. chart.*, t. I, p. 75.

4. L'évêque d'Angers dont il est ici question est Guillaume de Chemillé. D'origine angevine, ce prélat d'abord évêque d'Avranches, avait été en grande faveur auprès du roi Richard, prédécesseur de Jean. Ce prince l'avait en effet chargé, conjointement avec l'évêque de Bangor et un troisième personnage nommé Etienne Ridet, d'aller en cour de Rome traiter les affaires du roi Othon, neveu de Richard. Ces négociations qui avaient apparemment pour but de préparer l'élection d'Othon à la couronne impériale, avaient nécessité de la part de Richard, à de riches marchands de Plaisance, l'emprunt d'une somme de 2,125 marcs, destinée à être remise à l'évêque et à ses collègues. Depuis lors, la dette n'avait pas été payée. Le roi Jean voulut s'acquitter de ce soin. Tous ces faits résultent d'une lettre écrite à Rouen, le 25 août 1199, où Jean fait part aux créanciers royaux de son vif désir de les payer, tout en leur demandant de vouloir bien lui accorder un délai, avec force protestations qu'ils n'auront point à souffrir de ce retard. *Rot. chart.*, t. I, p. 31.

5. Deux des sept manuscrits des chroniques de St-Aubin d'Angers, dues à des moines de l'abbaye, l'un qui fit jadis partie de la bibliothèque de Jacques de Thou et est aujourd'hui perdu, l'autre, qui après avoir appartenu à Paul Petau, est actuellement au Vatican où il porte le n° 711 du fonds de la reine de Suède, fixent la mort de l'évêque Guillaume à l'année 1200 : « M CC. Tunc obiit dominus Guillelmus, episcopus Andegavensis. » *Chronica S. Albini Andegav.*, p. 50 et suiv. publiées dans les Chroniques des églises d'Anjou par MM. Paul Marchegay et Mabille. D'autre part, le martyrologe de St-Maurice d'Angers place la mort de l'évêque Guillaume au 8 des calendes de juin (25 mai 1202). *Gall. christ.*, t. XIV, col. 572. Mais la lettre du roi Jean est si formelle qu'il faut s'en tenir à la date donnée par les chroniques de St-Aubin. En admettant même avec le martyrologe de St-Maurice que Guillaume ne soit mort qu'en 1202, il faut nécessairement supposer qu'il s'était démis de ses fonctions épiscopales deux ans avant sa mort, c'est-à-dire en 1200. Il n'y a pas d'autre moyen, si l'on

s'agissait de pourvoir à la nomination de son successeur. Ce n'était pas une mince affaire, et il était fort important pour Jean que le nouvel évêque, un de ces prélats du moyen-âge d'une si grande influence dans leurs diocèses, fût dans ses intérêts. Le chapitre d'Angers auquel appartenait l'élection, n'eut guère le temps d'hésiter entre plusieurs candidats; car, le 7 septembre 1200, le roi écrivait d'Alençon au doyen et aux chanoines de l'église cathédrale de Saint-Maurice que, ne pouvant, à cause de ses nombreuses affaires, assister en personne à l'élection de leur évêque, il leur envoyait en sa place, pour y assister avec eux, Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, et Guérin de Glapion, sénéchal de Normandie, ajoutant qu'il ratifierait et aurait pour agréable tout ce que ces officiers feraient en son nom : « Croyez- » les, disait le roi, sur tout ce qu'ils vous diront de notre part » au sujet de la future élection. Dans le cas où le sénéchal de » Normandie ne pourrait y assister, nous aurons pour agréable » et ratifierons tout ce que fera en notre lieu et place le sénéchal » d'Anjou ¹. »

Bien que, par politique, le roi parût n'employer que des formules toutes bienveillantes et ne point vouloir forcer la main au chapitre, cependant, cette ingérence de ses officiers dans les affaires des chanoines, et la manière quelque peu impérieuse dont se terminait la lettre royale, semblait subordonner d'avance le résultat du vote aux désirs du prince anglais.

Toutefois, malgré ses formes impératives, la demande de Jean ne fut pas prise en considération par les clercs de l'église cathédrale d'Angers, et, soit qu'une compétition rivale les empêchât de réunir leurs suffrages sur le candidat royal, soit qu'ils ne voulussent aucunement se soumettre aux prétentions exagérées du roi d'Angleterre, ils refusèrent apparemment d'élire celui qu'on leur imposait, car le siège d'Angers resta vacant jusqu'en 1202. A cette époque, une nouvelle élection donna pour évêque aux Angevins, Guillaume de Beaumont, chanoine du Mans.

La même année (23 octobre), les habitants de l'Anjou étaient l'objet des faveurs du roi, et ce prince leur accordait, ainsi qu'à

rejette la date de 1200 assignée à la mort de l'évêque, d'expliquer d'une manière plausible la vacance du siège épiscopal d'Angers, en 1200, et l'élection sollicitée par Jean Sans-Terre.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 98.

ses sujets d'Angleterre, de Normandie, d'Aquitaine, du Poitou, du pays de Galles et d'Ecosse, d'aller aux foires de Portsmouth en Angleterre, que le roi venait d'établir pour y durer chaque année, pendant quinze jours, à partir de la Saint-Pierre, et d'en revenir en toute sécurité avec toutes les facilités et privilèges qu'ils avaient pour se rendre aux foires de Winchester, de Hoyal, ou de toute autre terre royale¹.

Tandis que le roi Jean soignait ainsi les intérêts de sa cause, sa mère, la vieille Aliénor, ne s'endormait pas. Bien que malade alors, par suite sans doute des fatigues de son voyage d'Espagne, elle faisait venir à Fontevraud un parent du roi², Aimeri, vicomte de Thouars, pour tâcher de le ramener au roi qui l'avait éloigné de lui par ses rigueurs. Aimeri avait en effet tout lieu de se plaindre de Jean qui, comme on l'a vu, lui avait ôté en 1199 la sénéchaussée d'Anjou. On ne peut douter que ce seigneur n'en eût gardé du ressentiment.

Mais, depuis que la paix s'était faite entre Jean et Philippe, le vicomte n'ayant plus, par suite de l'abandon où le roi de France laissait ses alliés, le moyen de manifester sa haine pour Jean, fut forcé de dissimuler et de tâcher de rentrer en grâce auprès du roi. C'est dans ce but qu'il se rendit à Fontevraud, sous prétexte d'y venir visiter sa cousine, la reine Aliénor, alors souffrante, mais, en réalité, pour tâcher de faire la paix avec Jean. La vieille reine qui ne demandait pas mieux que de concilier les cœurs à son fils bien-aimé, tira parti de cette visite pour ramener Aimeri aux intérêts du roi d'Angleterre. Ce sont les faits qui résultent de la curieuse lettre qu'écrivit Aliénor au roi³ : « Sachez, mon cher fils, dit la reine-mère, que nous avons

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 77.

2. Nous ignorons d'où provenait le lien de parenté qui rattachait au roi Jean et à sa mère le vicomte de Thouars, que, dans sa lettre à son fils, Aliénor appelle « le cousin du roi et le sien propre. »

3. Cette lettre n'est pas datée, mais comme les *Rotuli* la rapportent à la deuxième année du roi Jean, et que cette deuxième année s'étend du 18 mai 1200 au 2 mai 1201, l'écrit en question est postérieur au 18 mai 1200 et antérieur au 2 mai 1201.

Peut-être fut-il rédigé vers la même époque qu'une autre pièce, également émanée de Fontevraud, par laquelle, le 6 octobre 1200, la reine Aliénor, en considération des dommages qu'avait causés au monastère de Saint-Maixent le roi Richard, remit à l'abbé et aux religieux le paiement qu'ils étaient tenus de lui faire à Saint-Maixent, avec donation de tous les droits féodaux dont s'ac-

» prié votre cousin et le nôtre, Aimeri, vicomte de Thouars, de
 » venir nous voir à Fontevraud ¹ pendant notre maladie, dont,
 » grâce à Dieu, nous nous sommes rétablie mieux qu'à notre
 » ordinaire. Le vicomte est venu en effet. Il faut vous dire de
 » plus que et moi, et votre féal Gui de Dive (de Diva) l'avons
 » instamment pressé par prières et démonstrations de se vouer
 » entièrement à votre service, puisqu'il ne vous avait fait aucune
 » injure et n'avait jamais, comme vos autres barons du Poitou,
 » rien pris injustement de votre terre ². Nous lui avons aussi
 » représenté qu'il devrait avoir grand honte et s'imputer à
 » faute de vous laisser chasser de votre propre héritage par vos
 » autres barons. Lui nous comprenait aussi bien qu'il nous en-
 » tendait, et, comme ce que nous lui disions était juste et rai-
 » sonnable, il nous promit spontanément et librement que lui,
 » ses terres et forteresses seraient désormais à votre disposition
 » et bon plaisir, quoiqu'eussent fait jadis ou lui, ou ses amis, ou
 » ceux qui s'étaient emparés de votre terre et de vos châteaux
 » sans votre agrément. Dans le cas où ceux-ci ne voudraient
 » pas faire votre volonté et rendre ce qu'ils vous ont pris
 » injustement en pleine paix, il sera contre eux de tout son
 » pouvoir, jusqu'à ce que vous soyiez rentré en possession de
 » ces terres et au-delà, c'est-à-dire avec l'étendue qu'elles
 » avaient sous votre frère Richard, au jour de sa mort. Quand il
 » nous eut gracieusement accordé notre demande, savoir : de
 » rester fidèlement à votre service contre tous, moi qui suis

quittaient envers elle les forestiers du bois de Sèvre (*de Savra*) en réservant toutefois la chevauchée et l'obligation du service militaire. En retour, l'abbé et les religieux étaient chargés de nourrir tous les jours trois pauvres dans le réfectoire, et de célébrer aussi chaque jour deux messes pour la rémission des péchés de la reine, du roi son fils et de tous leurs prédécesseurs et successeurs, le tout du consentement et avec la volonté de Jean, fils d'Aliénor, et à la demande et aux instances de Maurice, évêque de Poitiers. *Orig. en parch.* appartenant à M. B. Fillon, de Fontenay-le-Comte.

Dans cet acte, la princesse s'intitule reine d'Angleterre, duchesse de Normandie et d'Aquitaine, et *comtesse d'Anjou*, soit que ce dernier titre ne fût pour elle qu'une qualification honorifique, soit que le roi Jean, alors en possession pleine et entière de l'Anjou, lui eût laissé une sorte de pouvoir sur cette province.

1. Voir aussi, sur cette visite du vicomte Aimeri à Fontevraud et sur ses conséquences, Imbert, *Hist. de Thouars*, p. 81.

2. Ce passage semble se rapporter à la guerre faite au roi par les seigneurs du Poitou, après son mariage avec Isabelle.

» votre mère, et votre fidèle Gui de Dive, lui avons garanti en
 » votre nom que vous le traiteriez comme un seigneur doit
 » traiter son homme-lige. De mon côté, et Gui de Dive du sien,
 » nous vous cautionnons qu'Aimeri fera tout ce que nous vous
 » mandons et que contiennent aussi les lettres qu'il vous envoie.
 » Aussi, nous vous prions avec instance et vous conseillons
 » dans vos intérêts, dès que vos affaires seront réglées en
 » Angleterre, de passer en Normandie pour nous y faire con-
 » naître, ainsi qu'au vicomte, votre volonté tout entière. Car,
 » nous vous le répétons, il est prêt à acquiescer en tout à vos
 » ordres et à votre volonté, et même à se rendre, à votre gré,
 » soit en Angleterre, soit en Normandie, soit en tel lieu qu'il
 » vous plaira, extrêmement désireux qu'il est de vous voir. A
 » cette entrevue et ces promesses était présent votre féal Gui de
 » Dive¹, connétable de Dinan, qui, avec moi, fut, à Fontevraud,
 » témoin de tout ce que je vous dis. » Pour corroborer les
 assertions de la princesse, Gui écrivit au roi sur tous ces faits
 des lettres de même teneur². Par son habileté, Aliénor avait
 réussi à détacher le fier baron de la ligue des seigneurs poite-
 vins, et la lettre suivante qu'elle lui fit écrire au roi est une
 preuve de son adresse politique. Voici ce que portait cette lettre:
 « A son vénéré seigneur, Jean, par la grâce de Dieu roi d'An-
 » gleterre, Aimeri, vicomte de Thouars, son féal en tout, salut.
 » Je suis, seigneur, aussi affectionné de cœur à votre service
 » qu'il est de mon devoir de l'être. Que votre grandeur sache
 » que la reine Aliénor, ma dame et votre mère, malade à Fonte-
 » vraud, me pria de la venir voir au milieu de ses douleurs. Je
 » me rendis près d'elle avec empressement. Ma présence là
 » réjouit extrêmement : là-dessus, l'entretien étant tombé sur
 » votre compte, nous nous sommes entendus sur tous les points.
 » Pour rendre hommage à la vérité, je certifie que les choses se
 » sont passées comme elle vous l'écrit. Sachez, seigneur, que je
 » me suis toujours montré fidèle à votre père et que je servis

1. Dans les *Fœdera* de Rymer, édit. de 1727, t. I, p. 122, ce Gui de Dive est
 appelé Gui de *Dina* et qualifié de connétable d'Auvergne, *constabularius de*
Alvernia. Connétable a ici le sens français qu'au moyen-âge on donnait au
 terme de prévôt, et on doit entendre par là un officier subalterne, placé sous
 les ordres du sénéchal, rendant la justice et administrant dans une de ces cir-
 conscriptions déterminées dont l'ensemble constituait une province.

2. *Rot. chart.*, t. I, p. 102 (b).

» aussi fidèlement le roi Richard, votre frère, dans tout ce qu'il
 » exigea de moi. En ce qui concerne votre service, pour dire vrai,
 » jusqu'ici je n'y ai point manqué, et jamais il n'y eut de mésin-
 » telligence entre vous et moi pour certaines paroles de colère
 » échangées entre nous. De même que je me suis toujours montré
 » votre homme-lige, à vous et aux vôtres, de même je vous
 » garantis encore aujourd'hui ma fidélité, et je mets au service
 » de votre cause, les soumettant à votre volonté, ma terre, mes
 » biens et mes amis. En attendant, seigneur, je vous renouvelle
 » de vouloir bien, si mon désir paraît légitime à votre excel-
 » lence, faire droit à la pétition que je vous ai adressée en faveur
 » de mon fils, votre homme. Je ne puis en conscience m'empê-
 » cher de vous solliciter pour mes amis; c'est pourquoi, je vous
 » supplie de vouloir bien conclure une paix durable avec Hugues,
 » comte de la Marche. Apprenez encore que si, malgré mes
 » sages conseils, il refuse de faire la paix avec vous, sous des
 » conditions compatibles avec votre honneur, il nous aura désor-
 » mais, moi et tous les miens, pour ennemis acharnés. De plus,
 » je vous en supplie, dès que vos affaires d'Angleterre vous le
 » permettront, hâtez-vous de venir dans mes terres, portion de
 » votre royaume, car votre présence dans ces pays serait bien
 » utile. Quand vous serez arrivé à Thouars, venez demeurer
 » dans mon château, en voulant bien me faire savoir votre
 » arrivée que j'attends avec impatience. Car, là où vous me le
 » prescrirez, j'irai à votre rencontre. Pour terminer, je vous
 » conjure très-affectueusement de tout mon pouvoir d'aimer avec
 » autant de sincérité moi et ma terre que j'aime vous et votre
 » royaume et de protéger, comme les vôtres, contre toute
 » atteinte, mes biens qui sont à vos ordres ¹. » Il n'était pas
 possible d'obtenir un plus beau résultat, et la lettre du vicomte
 de Thouars est le triomphe d'Aliénor. Car, si Aimeri intercédait
 auprès du roi pour ses amis, il se soumettait pourtant sans
 réserve.

Ainsi, vers la fin de 1200, la reine Aliénor semblait donc, par
 son adresse, avoir rompu la ligue des barons Poitevins, mais le
 feu couvait sous la cendre, et la lutte n'était qu'assoupie pour
 recommencer plus terrible un an et demi plus tard.

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 102. Cette lettre qui n'a ni date de mois ni date de
 jour, fut écrite en même temps que celle d'Aliénor; sa date approximative est
 donc la même.

Tels sont les principaux événements de cette année 1200. Le sénéchal d'Anjou, dont le rôle n'avait pas diminué d'importance, figure dans la plupart d'entre eux. Bientôt les conflits violents qui allaient suivre cette période de tranquillité devaient lui donner occasion de reparaitre avec plus de relief sur la scène politique.

V.

GUILLAUME DES ROCHES.

DE 1201 A 1202.

Marque de confiance donnée par le roi Jean à Guillaume des Roches. — Précautions prises par le roi pour la garde des places fortes du Maine. — Serment de fidélité de Juhel de Mayenne à Jean (14 octobre 1201). — Guillaume des Roches s'en porte caution. — Il est envoyé à Montcontour pour recevoir la remise de cette place au nom du roi. — Comme sénéchal d'Anjou, il passe confirmation d'un accord entre les moines de Villeloin et un habitant de la Touraine.

Le 4 avril de l'année suivante (1201), le roi Jean honorait des Roches d'une marque de confiance, en prenant sous la sauvegarde royale, pour aller le trouver en Angleterre et revenir en Poitou, le vicomte de Thouars et tous ceux que la reine-mère, le comte d'Angoulême, beau-père du roi, et les sénéchaux d'Anjou et de Poitou, ou deux de ces quatre personnages, mettraient sous leur protection. Le prince en terminant enjoignait aussi à ses officiers de ne point manquer en quoi que ce fût, aux survivants¹. Comme on le voit, l'entrevue de la reine et d'Aimeri avait eu le résultat désiré, et conformément à l'offre qu'il en avait faite et qui avait dû être agréée, le vicomte s'était rendu en Angleterre avec les barons Poitevins qui partageaient ses intentions.

Cependant, malgré tous ces préliminaires de paix, Jean était trop prudent pour négliger, même alors, la défense des places fortes dont la garde lui importait. Au premier rang de celles-ci était le château de Lavardin au Maine, et, le 20 avril 1201, le

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 103.

roi écrivait au sénéchal de Normandie, Guérin de Glapion, qu'il avait confié la garde de cette forteresse à son féal Roger des Andelys, avec la terre en dépendant, excepté celle que Gérard de Fornival y possédait. Le roi finissait en prescrivant à Guérin de remettre à Roger ce château et cette terre avec une garnison pareille à celle qu'il y avait trouvée lorsque Roger des Andelys les lui remit¹. Au plaisir que donnaient au roi les nouvelles circonstances, se joignait, six mois plus tard (14 octobre 1201), le contentement plus sérieux de voir un des plus puissants seigneurs du Maine, Juhel de Mayenne, qui s'était toujours montré son implacable adversaire², venir lui prêter serment de fidélité à Chinon. Après s'être engagé à servir Jean de tout son pouvoir comme son seigneur-lige, par la formule sacramentelle : « contre tous ceux qui pourraient vivre et mourir », Juhel promit de remettre au roi des gages de sa fidélité future. C'est ainsi qu'il donna comme sûreté le fils et héritier du chambellan Jean, gouverneur du château d'Ambrières³, et le fils et héritier de Payen de Roisson, gouverneur de la tour de Colmont, dont les pères, suivant l'ordre et le désir du roi, avaient été chargés de

1. *Rot. chart.*, t. I, p. 103 (b).

2. L'attachement de Juhel de Mayenne pour Arthur s'explique et par ses propres sympathies pour ce prince, et par ses alliances avec la maison de Vitré si dévouée au jeune duc. Robert de Vitré, de son mariage avec Emme de Dinan, sœur de Roland de Dinan, eut six enfants, parmi lesquels André, Alain et Robert de Vitré. — André de Vitré épousa en premières noces Mathilde, fille de Geoffroi IV de Mayenne et de Constance de Bretagne, sa première femme, fille de Conan-le-Gros, duc de Bretagne ; il s'en sépara en 1189, pour cause de parenté, sans en avoir eu d'enfants. De son côté, Geoffroi IV de Mayenne s'étant remarié, eut de cette seconde union Juhel de Mayenne. *Mathilde, femme d'André de Vitré*, issue du premier lit de Geoffroi, était donc la sœur consanguine de Juhel. Le frère d'André de Vitré, Alain, vicomte de Dinan, se maria avec une femme dont il eut Gervaise de Vitré, vicomtesse de Dinan ; et Juhel de Mayenne ayant, de son côté, épousé cette Gervaise, il se trouva que sa femme était la propre nièce d'André de Vitré, déjà beau-frère par alliance de Juhel lui-même.

Il y avait donc eu, comme on le voit, une double alliance entre les maisons de Vitré et de Mayenne ; un seigneur de Vitré avait épousé une dame de la maison de Mayenne, et une dame de la maison de Vitré avait épousé un seigneur de Mayenne. Il résulta de cette dernière alliance que André de Vitré et Robert de Vitré, son frère, chantre de Paris, si connus par leur inébranlable attachement à la cause d'Arthur, oncles de la femme de Juhel, se trouvèrent les oncles par alliance de celui-ci. Voir *Ménage*, *Hist. de Sablé*, p. 125, 185 et 420.

3. Ambrières (Mayenne, ar. Mayenne, ch.-l. c.).

garder ces châteaux. Dans le cas où l'un des seigneurs préposés à la garde de ces places fortes viendrait à mourir, on choisirait, de l'agrément du roi, pour le remplacer dans le gouvernement de la forteresse, un autre personnage qui, comme le défunt, livrerait en otage au roi son fils et héritier. Le seigneur de Mayenne, Isabelle, sa mère¹, et les chevaliers de la terre de Mayenne prêtèrent tous et constatèrent par écrit le serment requis par le roi, ainsi que tous les habitants des bourgs et des villages et du fief de Juhel tout entier, quelque en fût le suzerain, sauf ceux du fief que le seigneur de Mayenne possédait par suite de son mariage avec Gervaise de Dinan. Si jamais Juhel venait à violer son serment, à manquer au service et à la féauté qu'il devait au roi, et à ne point vouloir se soumettre aux décisions de la cour du prince, tous ceux qui, comme lui, avaient prêté serment et en avaient donné acte, tant chevaliers que bourgeois et autres, pourraient aller trouver le roi avec tous leurs fiefs et tenures, et lui en rendre hommage et fidélité comme à leur seigneur-lige, contre tous autres hommes, même contre leur ancien seigneur, pendant toute sa vie. Après avoir donné au roi les otages précités, les cautions que prit le seigneur de Mayenne de son désir d'observer fidèlement les conventions souscrites furent : Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, Raoul, vicomte de Beaumont, Robert, comte d'Alençon, Etienne du Perche, Gui de Laval², Maurice de Craon, Hugues, vicomte de Châtelleraud, qui jurèrent tous, en en donnant acte au roi, qu'ils s'engageaient de tout leur pouvoir à faire observer les clauses de cet accord à Juhel, et, s'il les violait, à lui faire tout le mal qu'ils pourraient. Par le même traité, Juhel s'engagea en outre à ne faire ni mal ni injure aucune par lui ou par un autre, pour quelque méfait commis à son endroit, à quiconque serait, avant la conclusion de ces conventions, passé au service du roi, à ne pas lui en vouloir plus de mal, mais à lui pardonner toutes les entreprises qu'il

1. La précaution que prit le roi Jean de comprendre dans le même engagement que son fils Isabelle de Mayenne, était la conséquence de l'intérêt que cette dame, fille de Valeran, comte de Meulant, avait montré dès le début pour la cause d'Arthur. Elle figure en effet parmi les personnages dévoués, en présence desquels Arthur, après son entrée à Angers, fit le 18 avril 1199, une donation de 12 livres de revenu par an à l'abbaye de Pontron. — Teulet, *Trésor des chartes*, t. 1, p. 199.

2. Le texte porte par erreur *de Villa*.

aurait faites contre lui pour le service du seigneur roi ¹ jusqu'au temps de cet accord.

Toutes les entreprises et alliances antérieures à ce dernier traité devaient, de part et d'autre, être pardonnées et oubliées ². Les otages que, par ce traité, Juhel était convenu de remettre au roi, c'est-à-dire le fils du chambellan Jean et celui de Payen de Roisson furent, suivant les conventions, livrés deux jours après (16 octobre), au prince anglais. Celui-ci, en chargeant, par une lettre datée de Pontvallain, Guillaume le Gras de les recevoir, lui prescrivit de remettre, après leur réception, la garde des châteaux d'Ambrières et de Gorham à Roger des Andelys, comme on l'a déjà vu, gouverneur de Lavardin. Jean, qui paraît avoir eu une grande confiance dans la fidélité de ce personnage, recommande à son agent de remettre les châteaux précités à Robert qui les tiendra à la disposition du roi ³. Enfin, pour s'attacher un autre seigneur du Maine, voisin de Juhel de Mayenne, Gui de Laval, le roi lui donnait, vers la même époque, des lettres-patentes de sauf-conduit pur et simple, à la fin desquelles se trouvait cette clause qu'on ne devait exiger de lui ou de ses hommes que ce à quoi ils étaient obligés ⁴. Le jour de la remise des otages de Juhel de Mayenne, le roi écrivait au connétable de Normandie de faire délivrer le fils et héritier de Guillaume de la Kiroche au porteur de la lettre royale, envoyé du vicomte de Beaumont ⁵, nouvel acte de politique pour s'attacher un autre puissant baron du Maine. Toutes ces mesures, dictées par la prudence, prouvaient que le roi d'Angleterre se défiait toujours de l'attachement secret des seigneurs manceaux pour Arthur; et, en cela, il ne se trompait pas, comme la suite le fera voir.

Quelques jours avant le serment de Juhel, le 9 octobre 1201,

1. Cette clause concernait les seigneurs qui, comme Raoul de Vautorte, s'étaient, sur les ordres du roi, montrés hostiles à Juhel de Mayenne.

2. Rymer, *Fœdera*, t. I, p. 125 et 126. — Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 360. — Voir aussi Bréquigny, *Diplômes*, t. IV, p. 310, et les *Rotuli litterarum patentium*, t. I, p. 2, qui font mention de cet acte.

3. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 2.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 9. — Cette pièce n'est datée ni de jour ni de mois, mais comme elle est de la troisième année de Jean, et que cette troisième année s'étend du 3 mai 1201 au 22 mai 1202, l'acte dont il s'agit ici est postérieur au 3 mai 1201 et antérieur au 22 mai 1202.

5. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 2.

le roi Jean, alors à Mirebeau, en Poitou, suspectant sans doute, par ce qu'il voyait, l'inconstance des Poitevins, annonçait à Geoffroy de Lusignan, aux chevaliers, sergents et bourgeois de Moncontour que, pour manquements au service, il occuperait le château de Moncontour et ses dépendances¹, et leur envoyait pour en recevoir la remise Jean de Marçon² et Guillaume des Roches³. Peu après l'ordre donné pour le château de Moncontour, le roi Jean recommandait à ses officiers d'avoir une absolue confiance en ce que le sénéchal d'Anjou, Guillaume des Roches, leur dirait de sa part, en leur donnant l'assurance de tenir d'une façon certaine tout ce que le sénéchal leur promettrait en son nom. (Argentan, 3 novembre 1201.)⁴

La même année (1201), en sa qualité de sénéchal d'Anjou, des Roches passait confirmation d'un accord jadis conclu à Loches, devant Jean Lemozine et Girard d'Athée, lieutenants de Robert de Turneham⁵, alors sénéchal, et Guillaume d'Azay, lors prévôt de Loches, entre les moines de Villeloin et Tancrede du Bois, sur Chedon et la terre y adjacente. Cet accord fut ratifié, cette année 1201, par Geoffroi et Guillaume, fils de Tancrede, en présence de Guillaume de Pernay, Jean de l'Etang, Hamelin de

1. Plus tard, le 25 août 1202, la garde du château de Moncontour et du fief en dépendant fut confiée par le roi à Hugues Malebiss. — *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 17.

2. *De Marsun.* — Marçon (Sarthe, ar. Saint-Calais, c. la Chartre-sur-le-Loir).

3. *Willelmum de Rupe.* — *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 2. — Bien qu'ici, au lieu d'employer, pour désigner le nom patronymique de Guillaume des Roches, la forme latine d'usage « *de Rupibus* », le roi se serve du terme « *de Rupe* », on peut présumer néanmoins que ce *Willelmus de Rupe* n'est autre que le sénéchal d'Anjou *Willelmus de Rupibus*. Car le seigneur qu'on associe à ce « *Willelmus de Rupe* » dans la mission d'aller recevoir le château de Moncontour, Jean de Marçon, était du Vendômois, berceau d'origine de la famille des Roches. Voir page 395 du tome 30 de la Bibliothèque, ce que nous avons dit sur ces différentes terminaisons du même nom « *de Rupibus* ». — Probablement on disait, en parlant de Guillaume « *de Rupibus* ou *de Rupe* », comme nous appellerions plus ou moins abusivement le même homme *des Roches* ou *de la Roche*.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 2 (b).

5. On dit dans le texte que ces personnages étaient les lieutenants de Robert de Terneban, alors sénéchal d'Anjou : « *vicem Roberti de Terneban, tunc temporis senescalli, agebant.* » Mais, c'est une faute évidente du copiste, car il n'y a jamais eu de sénéchal d'Anjou du nom de Terneban, tandis qu'à l'époque indiquée, la charge de sénéchal était remplie par Robert de Turneham.

Rorte¹, prévôt de Tours, Guillaume du Pont, Pierre Acharie, Nicolas, archiprêtre d'Amboise, et plusieurs autres².

VI.

GUILLAUME DES ROCHES.

DE JANVIER 1202 AU 1^{er} AOÛT 1202.

Guillaume des Roches cautionne avec le vicomte de Beaumont un emprunt fait par le roi Jean (6 janvier 1202). — Mort de la duchesse Constance de Bretagne (janvier 1202). — Intervention de Jean dans le testament de la duchesse. — Traité d'alliance entre Jean et Sanche, roi de Navarre (5 février 1202). — Jean réintègre le sénéchal d'Anjou dans un revenu qu'il percevait à La Rochelle (17 février 1202). — Il veut se faire prêter un nouvel hommage par Arthur. — Refus de celui-ci. — Lettre du roi écrite à divers seigneurs de l'Anjou et du Maine, parmi lesquels Guillaume des Roches. — Le sénéchal d'Anjou restitue aux moines de Saint-Nicolas de Sablé les dîmes des terres défrichées des bois de Brion. — Philippe-Auguste promet à Arthur de lui faire épouser sa fille (deuxième quinzaine d'avril 1202). — Guillaume des Roches assiste à un procès jugé au Mans (mai 1202). — Préparatifs de guerre du roi Jean. — Guillaume des Roches va acheter des chevaux à La Rochelle. — Il assiste à l'élection de l'évêque d'Angers, Guillaume de Beaumont. — Les hostilités entre Jean et Philippe-Auguste commencent en Normandie. — Prise et destruction du château de Boutavant par Philippe-Auguste. — Arthur lui prête hommage pour la Bretagne, l'Anjou, le Maine, la Touraine et le Poitou (juillet 1202). — Arthur envahit le Poitou. — Il assiège et prend Mirebeau. — Le roi Jean le surprend et le fait prisonnier avec tous les seigneurs de son armée (1^{er} août 1202). — Conduite de Guillaume des Roches en cette circonstance. — Sort différent des prisonniers de Mirebeau.

1. Il y a dans le texte *Horta* au lieu de *Roorta*.

2. Dom Housseau, t. VI, n° 2153.

Comme dans cette pièce, Guillaume des Roches ne prend pas la qualité de sénéchal de Touraine, il en résulte que, comme nous l'avons déjà dit plus haut, sous le titre de sénéchal d'Anjou, il gouvernait les trois provinces, Anjou, Maine et Touraine. On voit de plus par l'acte que le sénéchal des trois provinces, ne pouvant suffire à toute l'administration judiciaire, avait des agents pour le remplacer. Dès le temps de Robert de Turnham, Jean Lemozine et Girard d'Athée remplissaient conjointement avec Guillaume d'Azay, alors prévôt de Loches, les fonctions judiciaires en Touraine pour le sénéchal d'Anjou.

Au commencement de l'année 1202, le roi Jean était dans le Maine, à Mayenne, où il accordait à un croisé anglais, Robert de Leveland¹, de pouvoir engager à son bon plaisir toutes ses terres et revenus d'Angleterre pour trois ans, à compter du jour de l'engagement (3 janvier 1202)². Ce séjour à Mayenne dénote que les bons rapports entre Juhel de Mayenne et le roi Jean, sanctionnés par l'accord de Chinon, continuaient. Comment expliquer autrement l'hospitalité que, vassal fidèle, Juhel offrait dans ses terres au roi son suzerain?

Vers la même époque, le roi Jean, alors à la Flèche, sur les terres de Raoul, vicomte de Beaumont³, eut besoin d'envoyer de l'argent en cour de Rome pour y avancer ses affaires⁴ : il s'agissait d'une somme de 500 marcs d'argent, il est probable qu'elle lui manquait. Le prince chargea Hugues de la Ferté et Robert de Sablences⁵, ses envoyés à Rome, d'en faire l'emprunt à n'importe quels marchands (6 janvier 1202)⁶. Pour le faciliter, il eut recours à la caution de Raoul de Beaumont et de Guillaume des Roches. Cependant on peut penser, d'après les documents qui le constatent, que l'une de ces cautions au moins, le vicomte de Beaumont, pouvait bien devoir au roi, pour une cause quelconque, la somme ou un équivalent de la somme en question. Le roi, suivant les institutions féodales, les autorisa à faire un emprunt en son nom, mais ils s'obligèrent comme débiteurs principaux à décharger le roi de son intervention⁷.

1. *De Leveland*. La forme anglaise de *Leveland* pourrait correspondre aussi à la désignation française *Loupelande*. Dans ce cas, ce Robert aurait été un croisé du Maine.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 4 (b).

3. La Flèche appartenait à la maison de Beaumont. Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 24.

4. *Pro negociis suis promovendis*.

5. Il y a dans le texte l'abréviation de *Sablenc*. Ce nom paraît devoir être traduit par *Sablences*. On pourrait encore supposer qu'il s'agit ici de Robert de Semblançay.

6. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 4 (b).

7. Ce qui l'indique, c'est que les cautions entendent décharger le roi de toute garantie qu'elles pourraient exercer contre lui. Par exemple, Guillaume des Roches en s'engageant avec le vicomte de Beaumont, écrit : « Si predictus vicecomes domino regi non satisfecerit, ego satisfaciam et dominum regem indemnem conservabo. » De son côté, le vicomte s'engagea dans des termes analogues : « Ego pro eadem pecunia me et totam terram meam domino regi obligo, promittens me eam, secundum conventionem que inde facta fuerit, sine

Ils engagèrent à cet effet leurs biens envers le roi et les prêtres¹. De plus, le vicomte et son frère, Guillaume de Beaumont, fournirent leurs messagers, Hugues de la Ferté et Robert de Sablences, clercs, qui étaient aussi ceux du roi, pour envoyer à la cour romaine les 500 marcs en question. On ne voit pas, dans les lettres d'emprunt souscrites au nom du roi Jean, quelle était la nature d'affaires qu'il avait à soigner en cour de Rome. On sait au moins quel était l'intérêt du vicomte et de son frère Guillaume à adresser des envoyés avec de l'argent à Rome. Il s'agissait apparemment de rendre les prélats romains favorables à l'élection du frère du vicomte, Guillaume de Beaumont, qui postulait alors le siège d'Angers². En réalité, Guillaume de Beaumont fut dans l'année élu évêque d'Angers. On voit par là, d'autre part, pourquoi le vicomte de Beaumont donnait un consentement si désintéressé au roi pour l'emprunt des 500 marcs d'argent qu'il fallait porter à Rome.

Au fond, malgré l'accession du roi, c'était pour la famille de Beaumont que l'emprunt était fait. L'ambition du vicomte et de son frère était en effet soutenue par le roi Jean qui espérait ainsi se rattacher pour toujours l'un des plus grands seigneurs du Maine; et, en faisant réussir le frère du vicomte, mettre aussi dans ses intérêts le chef spirituel de l'Anjou. Mais, dans les circonstances difficiles qui pouvaient se produire d'un moment à l'autre, il était bon d'avoir pour soi non-seulement l'évêque planant au-dessus du chapitre, mais même de simples membres, soit du chapitre cathédral, soit des autres chapitres d'une ville épiscopale. Jean, qui connaissait l'influence du clergé sur les pieuses populations de l'Anjou, ne négligeait pas ce moyen de succès, et le 20 janvier 1202, il prescrivit au doyen et au chapitre

omni molestatione domini regis, statutis terminis soluturum, et dominum regem indemnem conservabo. »

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 4. — *Ib.*, p. 4 (b). — Dans sa lettre d'engagement, *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 4, Raoul de Beaumont prend le titre de vicomte de Sainte-Suzanne (*Sancte Susanne*).

2. Ce qui confirme cette supposition, c'est que le siège d'Angers était en effet vacant par suite du décès de l'évêque, Guillaume I de Chemillé, ce qui mit en mouvement l'ambition de tous ceux qui aspiraient à lui succéder. De plus, l'un des envoyés du vicomte de Beaumont, Hugues de La Ferté, était trésorier de Saint-Maurice, église cathédrale d'Angers. Cartul. de St-Serge, fol. 95 recto. — Pour Robert de Sablences, ce devait être un chanoine de la même église qui accompagna son supérieur en cour de Rome.

voit Jean s'adresser, de Cognac, à tous ses officiers pour les prévenir que S. de Calesor[et], de Pampelune, était son propre marchand, et qu'en conséquence, il leur prescrivait de le protéger et de le défendre, lui et toutes ses marchandises, ainsi que son fils Persand qui devait accompagner son père, avec des marchandises à lui propres, en lui permettant d'acheter librement et à son gré des marchandises sur les terres royales, tout en percevant sur les acquisitions qu'il ferait les redevances justes et dues¹. Deux jours plus tard, le 8 février, Jean, par une lettre adressée de Saint-Jean-d'Angély à tous ses baillis et fêaux, prenait encore sous sa protection et sauvegarde Bernard Hosset, bourgeois et marchand de Pampelune, ainsi que Garcie Jean, commerçant de la même ville : « Qu'ils puissent, disait le roi, » aller et revenir en toute sécurité et faire du négoce dans toute » notre terre, sous la réserve des justes redevances qui nous sont » dues ainsi qu'à d'autres personnages. Nous défendons, qu'à » ce sujet, on leur fasse éprouver quelque vexation ou préjudice². »

La fortune de Guillaume des Roches était déjà, par suite de son mariage et des donations successives d'Arthur, de Philippe-Auguste et de Jean-sans-Terre, fort considérable. Cependant, il paraît que, dès un temps assez reculé, il avait, de plus, des revenus sur la Rochelle³. Il semble que le paiement de ces revenus souffrait quelques difficultés, car, le 17 février 1202, le roi mandait de Chinon à Robert de Turneham, alors sénéchal de Poitou, l'un des prédécesseurs de Guillaume dans la sénéchaussée des trois provinces, de faire rendre au sénéchal d'Anjou, comme il l'avait eu jusque-là, le revenu qu'il était dans l'habitude de percevoir sur la Rochelle, du temps de Geoffroi de la Celle, sénéchal de Poitou⁴.

Le mois suivant (mars 1202), les événements commencèrent à

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 5.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 5.

3. Il est vrai qu'on peut aussi présumer que ces revenus étaient une redevance féodale qu'on faisait à Guillaume, non pas en tant que simple particulier, mais en tant que sénéchal d'Anjou.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 6. — Robert de Turneham ayant été sénéchal de Poitou du 23 septembre 1201 à 1209, c'est sous son prédécesseur, Geoffroi de la Celle, que le sénéchal d'Anjou percevait un revenu à La Rochelle; et, dès lors, avant 1201.

prendre une teinte de plus en plus sombre. Le roi Jean, inquiet du séjour prolongé d'Arthur à la cour de Philippe-Auguste, voulut lui faire réitérer la cérémonie de l'hommage qu'il pensait que son neveu ne lui avait prêté que par contrainte, en mai 1200. A cet effet, le 27 mars 1202, il lui écrivit formellement des Andelys de venir lui prêter l'hommage qu'il lui devait comme à son seigneur-lige. La forme de la lettre était impérative et peu rassurante. Elle était conçue en ces termes : « Le roi à
 » son cher neveu Arthur. — Nous vous mandons et vous
 » requérons d'être dans les octaves de Pâques à notre cour
 » d'Argentan, pour remplir à notre égard le devoir que vous
 » nous devez comme à votre seigneur lige. En ce qui vous
 » concerne, nous ferons gracieusement pour vous ce que nous
 » devons faire pour notre cher neveu et notre homme-lige¹. » Cette dernière partie de la lettre couvrait mal l'intention que semblait révéler l'exigence d'un nouveau serment. Arthur, s'imaginant à tort ou à raison qu'elle cachait quelque projet contre sa personne, ne prit pas au sérieux le titre de cher neveu que lui donnait son oncle et s'abstint, on n'en peut douter, de répondre à l'invitation de celui-ci. Il faut d'autant mieux le penser que Philippe-Auguste, dont Arthur était l'instrument, ne dut pas consentir à se dessaisir d'un moyen d'action politique qui lui était si utile et pouvait devenir entre les mains de son adversaire une arme redoutable. Il n'eut qu'à entretenir habilement les craintes du jeune duc, ce que les termes ambigus de la lettre lui rendaient facile, et il le garda près de lui. On se figure aisément l'irritation de Jean à ce refus et les craintes légitimes qu'il en dut concevoir ; aussi, crut-il devoir prendre les devants pour empêcher le mauvais effet de ce refus d'hommage sur la fidélité des seigneurs du Maine, et, deux jours après (29 mars 1202), il leur envoya, de Rouen, ainsi qu'au comte de Chester, Guérin de Glapion, avec une lettre de créance et un mandement. Nous n'avons plus le mandement. Nous savons seulement par la lettre de créance que le roi invitait les seigneurs à apposer leur sceau au pied du mandement et à s'en rapporter à ce que leur dirait

1. Rymer, *Fœdera*, t. I. p. 128. — *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 7 (b). — *Histor. de France*, t. 18, p. 341, note (b). Voir aussi Bréquigny, *Diplômes*, t. IV, p. 325 ; et le *Calendarium rotulorum patentium in turri Londinensi asservatorum*, t. I, p. 1, qui donnent le sommaire de cet acte.

Glapion pour en assurer l'exécution. Roger de Tony¹, Maurice de Craon, Guillaume des Roches, l'évêque du Mans, le vicomte de Beaumont, l'archevêque de Tours, Juhel de Mayenne, Gui de Laval, reçurent un mandement conforme. Nous présumons qu'il avait pour but, soit une nouvelle prestation de serment, soit d'obliger les seigneurs en question à livrer des otages si Arthur venait à faire défection, soit surtout des mesures de surveillance à prendre pour mettre obstacle aux menées d'Arthur ou de ses partisans. Guérin de Glapion devait rapporter au roi sa lettre de créance et le mandement qui l'accompagnait². En attendant que la guerre éclatât, Guillaume des Roches faisait de pieuses libéralités au monastère de Marmoutier, et, de concert avec sa femme Marguerite, Robert et Jeanne, ses enfants, il restituait aux moines de Saint-Nicolas de Sablé³ les dîmes des terres défrichées des bois de Brion⁴. C'est ce qui motiva la participation que Hugues des Roches, abbé de Marmoutier, donna à Guillaume et à sa femme Marguerite aux bonnes œuvres qui se faisaient à Marmoutier.

De son côté, Philippe-Auguste, profitant des dispositions d'Arthur pour l'enflammer davantage contre son oncle, promettait, par un acte daté de Paris (seconde quinzaine d'avril), de lui faire épouser sa fille Marie⁵ dès qu'elle serait nu-

1. C'était apparemment ce seigneur qui avait épousé Constance de Beaumont.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 8.

3. « L'église de St-Nicolas s'appelait d'abord St-Macut ou St-Malo, et était » anciennement dans l'enclos du château de Sablé. Du temps de Robert le Bour- » guignon, cette église de Saint-Malo fut portée dans le faubourg St-Nicolas, » au lieu où elle est présentement sous le nom d'église de St-Nicolas. — La » tradition de la ville de Sablé est que Robert le Bourguignon chassa de l'église » de St-Malo de Sablé, pour leur vie licencieuse, les chanoines de cette église, » qu'il remplaça par des moines de Marmoutier. » Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 80.

4. Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 200.

5. Cette princesse, fille de Philippe-Auguste et d'Agnès de Méranie, que la mort d'Arthur ne lui permit pas d'épouser, s'allia depuis à Philippe, comte de Namur, puis à Henri I, duc de Brabant. — Hénault, *Abrégé chronolog. de l'Hist. de France*, p. 81.

Guillaume le Breton, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 188, semble rapporter à l'époque de ce mariage la cérémonie par laquelle le roi conféra la chevalerie à Arthur, et dit que, lorsque le jeune prince fut sorti de l'enfance pour entrer dans l'adolescence, le roi lui ceignit, suivant l'usage antique, le baudrier des

bile.¹ Ce projet de mariage, arrêté sans consulter le roi Jean, fut une des causes qui indisposa le plus, et à bon droit, en apparence au moins², ce prince dont Arthur ne semblait plus tenir aucun compte, bien qu'il fût un de ses plus proches parents et qu'en une circonstance pareille, son devoir de neveu d'une part, de vassal de l'autre, dussent lui faire demander la permission de Jean³. C'est sans doute à ce sujet que, peu après, le prince écrivait à l'archevêque de Bordeaux, à l'évêque de Saintes, au comte d'Angoulême, à Aimeri, vicomte de Thouars, à Guillaume des Roches, à Robert de Turneham et à Martin Algaïs d'ajouter foi entière à ce que son amé et féal frère, Guillaume, comte de Salisbury, et Pierre de Préaux leur diraient de sa part pour le succès des affaires du roi (Orival, 1^{er} mai 1202⁴).

Le même mois, postérieurement au 9 mai, des Roches, alors au Mans, assistait, comme témoin⁵, à un de ces curieux procès,

chevaliers et lui maria sa fille.

- « Protinus Arturo, quum jam produxerat ætas
- » A puero in juvenem, Francorum more vetusto,
- » Cingula militiæ nova præbuit, atque Mariam
- » Desponsavit ei, per quem socer (*sous-entendu Philippus*) illius esset.»

Il est plus vraisemblable que ce ne fut qu'un peu avant l'expédition de Mirebeau, lors de l'hommage qu'il prêta à Philippe-Auguste dans la ville de Gournay, qu'Arthur fut armé chevalier par le roi qui voulait stimuler son courage. Mathieu Paris fixe par erreur cette cérémonie à l'an 1199. *Math. Paris*, traduct. Huillard-Bréholles, t. 2, p. 310.

1. Bréquigny, *Diplômes*, t. IV, p. 318. — Léopold Delisle, *Catalog. des Actes de Ph.-Aug.*, p. 166.

2. En apparence, le projet de mariage d'Arthur avec une fille de Philippe-Auguste blessait l'oncle, qui n'était pas consulté; au fond, c'était le roi, c'est-à-dire le rival, que ce projet de mariage inquiétait.

3. Cette ouverture de mariage fut, après tout, une des causes principales de la guerre qui suivit. Le continuateur de la chronique de Saint-Aubin le dit formellement : « Anno 1202, orta est guerra inter regem Francorum et regem Anglorum eo quod rex Franciæ filiam suam dederat Arturo, rege Angliæ inconsulto. » *Addenda Chronico Andegavensi S. Albini*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 325.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 11.

5. Le sénéchal ne figure à ce procès que comme témoin, parce que ce n'est point devant lui que le différend fut jugé. La ville du Mans avait alors un sénéchal particulier devant lequel se portaient les causes des habitants de la ville et d'une certaine circonscription autour du Mans. Et, bien que hiérarchiquement, Guillaume des Roches fût supérieur, en sa qualité de sénéchal des trois provinces, au sénéchal du Mans, il ne paraît avoir exercé son pouvoir que dans le reste de la province. Ainsi, relativement au pouvoir judiciaire de Guillaume

comme il y en avait au moyen-âge, déferé à Geoffroi Mauchien ¹, sénéchal du Mans. En voici le sujet. Un paysan de Neuville ² devait à des juifs une somme de deniers dont s'étaient portés caution pour lui Payen Sobrant, Guillaume de Cheneveroles, le prêtre Fromond, Thierry Chauvel et son frère. Le paysan étant venu à mourir, les cautions dirent à son épouse Mahout de les libérer envers les juifs. Celle-ci leur répondit que jamais elle ne pourrait rendre ces deniers aux juifs, à moins de vendre de ses propres biens héréditaires. Alors les cautions intentèrent plainte contre elle sur cette affaire. Mais Mahout et son fils et héritier Renaud n'ayant pas comparu à jour fixe au Mans devant la cour du roi ³, présidée par le sénéchal, celui-ci décida qu'il était plus juste que les biens du paysan en question fussent vendus pour ses propres dettes que ceux de ses cautions. Alors, pour exécuter la sentence, Mahout et son fils vendirent à l'abbé Guillaume et au couvent de Saint-Vincent du Mans, pour neuf livres mansaises, tout ce qu'ils possédaient à Blandans, dans le fief de Payen Soubrant. Payen de Soubrant ⁴, seigneur du fief, Guillaume de Cheneveroles, le prêtre Fromond, Thierry Chauvel et son frère se portèrent caution de cette vente. A ce jugement avaient assisté Herbert de Tucé ⁵, Simon de Préaux, Geoffroi de Montgeart, Froger Cordebeuf, Guillaume Auver, Raimbaud de Moynet, Gerond de Pestrin, Hugues de Champagne, Olivier, Guillaume des Roches et plusieurs autres. Il en fut dressé acte au Mans, le mercredi qui suivit la Saint-Grégoire de l'an 1202 ⁶, et, pour plus de sûreté, le sénéchal du Mans fit inscrire sur l'acte de vente un libellé de la sentence précitée et y apposa son sceau ⁷.

des Roches, la ville du Mans était pour lui une sorte d'enceinte close.

1. *Malus Canis*. — Quarante-huit ans plus tard, il y avait encore au Mans des membres d'une famille Mauchien, sans doute celle du sénéchal. — Voir à ce sujet l'acte CCLIX du *Livre blanc du Chapitre du Mans*, intitulé : *De domo Sancti Vincentii, que fuit Guillelmi dicti Mali-Canis*.

2. *De Novile*. — Neuville-sur-Sarthe, (arr. et c. Le Mans).

3. C'est-à-dire la cour du roi Jean, alors maître du Mans.

4. En cet endroit du texte, ce personnage appelé dans le reste de l'acte Payen Soubrant, est nommé *Payen de Soubrant*.

5. *De Tusseio*. — Il y a dans le texte, par une faute du copiste, de *Tulleio* pour de *Tusseio*.

6. La Saint-Grégoire tombe le 9 mai.

7. *Cartul. de Saint-Vincent* (Lat. 5444), p. 501.

Mais, pendant ce temps, les événements se précipitaient, et le roi Jean, alors en Normandie, se préparait à prendre ses mesures pour une attaque prochaine. Tout d'abord, pour bien s'assurer les fidélités chancelantes, il se fit prêter hommage par certains seigneurs dont la versatilité motivait sa défiance dans cette grave occasion.

De ce nombre fut Aimeri, vicomte de Thouars, qui exécuta de bonne grâce le désir du roi, car, le 4 juin 1202, Jean faisait connaître à un de ses confidents, Pierre des Roches, trésorier de Poitiers, qu'Aimeri l'était allé trouver et lui avait prêté hommage-lige ; qu'en conséquence, il lui avait remis le cautionnement qu'il avait imposé aux barons de ce seigneur pour s'assurer de sa fidélité. Le roi priait en terminant le trésorier de Poitiers de rendre à Aimeri la charte de cautionnement dont il était détenteur, ainsi que le fils du vicomte, donné en otage par son père ¹. Puis, le prince écrivit à tous les bacheliers ² d'Anjou, de Touraine et du Maine, de croire et de faire ce que leur diraient de sa part Guillaume de l'Etang ³ et Rogon de Saucey ⁴. Peu après, le roi, appréhendant un soulèvement des chevaliers du Mirebalais et Loudunois, craintes qui n'étaient pas sans fondement (car Philippe-Auguste avait dû chercher à soulever les Poitevins), mandait du Mans (24 juin 1202) aux chevaliers ci-dessus nommés de livrer sans délai à Pierre, clerc de son sénéchal d'Anjou, tous les otages que celui-ci leur demanderait ⁵.

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 12. — Cette dernière partie de la lettre où il est question de la remise à Aimeri de Thouars, de son fils, qu'il avait donné en otage au roi comme garantie de sa fidélité, peut servir à expliquer le passage un peu obscur de la lettre écrite vers la fin de 1200 au prince anglais par le vicomte, où ce seigneur lui dit : « En attendant, seigneur, je vous renouvelle de » vouloir bien, si mon désir paraît légitime à votre excellence, faire droit à la » pétition que je vous ai adressée en faveur de *mon fils, votre homme*. » (Voir plus haut). — D'après ces termes, il semblerait qu'Aimeri ait proposé au roi de prendre son fils en otage. Cependant, ce qui résisterait à cette interprétation, ce seraient les termes suppliants et pressants qu'emploie Aimeri dans sa lettre.

2. Les bacheliers, *baccalarii*, étaient les chevaliers qui n'étaient pas assez riches ou n'avaient pas un nombre suffisant de vassaux pour lever bannière (*vexillum educere*) dans les combats.

3. *De Stagno*.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 12. — On trouve le nom de ce Rogon de Saucey écrit avec les formes latines de *Saceo*, *Sauccio*, *Salceto*, *Sauceyo*, qui peuvent se traduire en français par Sacy ou Saucey.

5. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 13.

Les châteaux de Touraine étaient aussi l'objet des préoccupations du roi qui ordonnait, le 25 juin 1202, à tous les chevaliers, bourgeois et sergents du fief de Seuilly de prêter aide et main-forte pour la garde et la défense du château de ce nom, en vue de l'honneur et de l'intérêt du roi, à Pierre de la Garnache qu'il venait d'en nommer gouverneur¹. De son côté, Pierre attestait au Mans, en présence d'un seigneur manceau, le vicomte de Sainte-Suzanne, et de plusieurs autres personnages, qu'il tenait du roi le château de Seuilly, pour le garder tant que celui-ci le jugerait convenable, et qu'il avait prêté serment sur les saints évangiles de le rendre au gré du roi, soit à ce prince lui-même, soit au sénéchal anglais du Poitou, soit à quelque envoyé sûr du roi, et qui lui en montrerait les lettres-patentes².

Songeant toujours à Seuilly, Jean écrivait, par une seconde lettre, le même jour 25 juin, aux chevaliers tenanciers du fief de Seuilly de lui faire le service qu'ils lui devaient, comme son amé et féal Guillaume Boscher le leur dirait de sa part. Guillaume des Roches était alors au Mans avec le prince anglais qui lui fit souscrire cet acte comme témoin³.

Par une autre charte donnée quelques jours après (29 juin), le roi remettait à Philippe d'Anebec, beau-père de Thibaud Fresure, arbalétrier du roi, la taille assise sur lui au Mans pour l'année courante, en l'exemptant de toute taille pour l'année suivante, de façon à lui procurer l'immunité de taille pour deux ans.⁴

Cependant, les dissensions entre les deux rois de France et d'Angleterre s'envenimaient de plus en plus, et Jean, pour ne pas être pris à l'improviste dans le cas où on viendrait l'attaquer, s'occupait de pourvoir à l'équipement des seigneurs de son entourage. Il écrivait, par exemple, au maire de la Rochelle de permettre à son sénéchal, qui en avait personnellement besoin, d'acheter dix chevaux parmi ceux qui se vendaient en cette ville (Pont-de-l'Arche, 5 juillet 1202)⁵. Une autre affaire bien plus importante réclama bientôt tous les soins de Guillaume des Roches. Comme on l'a vu, le chapitre d'Angers avait reçu l'ordre, en 1200, de procéder à l'élection d'un évêque.

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 13.

2. *Ibid.*, t. I, p. 13.

3. *Ib.*, t. I, p. 13.

4. *Ib.*, t. I, p. 13.

5. *Ib.*, t. I, p. 13.

Cette élection n'ayant pas donné de résultat, il fallut, en 1202, se décider à faire un choix définitif. Le roi Jean, alors tout préoccupé de préparatifs de guerre, ne pouvait aller assister à l'élection en personne, mais sentant bien que pour tenir dans sa main le chapitre, il lui fallait avoir un évêque dévoué à sa cause, il députa aux chanoines, pour le remplacer et assister à l'élection, le sénéchal d'Anjou, Raoul, vicomte de Beaumont, et Guérin de Glapion, en priant le chapitre de l'excuser s'il n'allait point y assister lui-même, à cause des grandes affaires qui le retenaient. Le prince, pour éviter une élection contraire à ses vues, et ne pas perdre de temps dans un moment si précieux, désignait lui-même un candidat aux chanoines, Guillaume, chanoine du Mans¹, frère de Raoul, vicomte de Beaumont, les assurant qu'il regarderait comme valable et ratifierait tout ce que feraient le vicomte et l'un des deux autres envoyés, s'ils ne pouvaient tous les deux se trouver en même temps présents à l'élection : « Croyez, disait en finissant le roi, tout ce qu'ils vous diront de » ma part, et faites-le dans votre intérêt². » Cette finale était menaçante : il n'y avait qu'à s'incliner. Les chanoines le comprirent, et ne pouvant faire autrement, élurent Guillaume de Beaumont. Cette élection forcée, d'ailleurs préparée dès le début de cette année en cour de Rome par le vicomte et son frère, ne fut pas, du reste, aussi désavantageuse aux membres du chapitre qu'ils auraient pu le craindre, et l'on ne put accuser le roi d'avoir par trop violenté le chapitre, car, d'une part, l'orgueil des chanoines dut être satisfait de voir placer à leur tête un membre d'une des plus puissantes familles du Maine, et, de l'autre, Guillaume de Beaumont fut un des plus grands évêques qui aient gouverné l'Église d'Angers et un de ses plus notables bienfaiteurs³. Mais, si le chapitre n'avait pas lieu d'être

1. Dom Piolin, *Hist. de l'Egl. du Mans*, t. 4, p. 230.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 14.

3. Elu en 1202, Guillaume de Beaumont ne fut consacré évêque d'Angers que le lendemain de la Saint-Maurille (14 septembre 1203). *Chronicon S. Albini Andeg.* publiée par MM. Marchegay et Mabille dans les *Chroniques des Egl. d'Anjou*. Le *Gallia Christiana*, au contraire, s'appuyant sur les *Histor. de France*, t. 18, p. 326, fixe cette consécration au lendemain de la Saint-Maurice (23 septembre 1203). Il y a là une différence d'interprétation qui ne semble provenir que d'une faute de copiste. Ce qu'il y a de certain, c'est que Guillaume, élu en juillet 1202, ne fut consacré qu'en septembre 1203.

par trop mécontent du résultat du choix qu'on lui avait imposé, le roi Jean en était fort aise. Car, quel prélat pouvait être mieux dans ses intérêts que le nouvel élu, son propre parent¹ : puis, par cette élection dont il avait été le principal auteur, le roi trouvait le moyen d'être agréable au vicomte de Beaumont, frère du nouvel évêque, dont il recherchait l'amitié pour s'en faire un appui, si nécessaire dans les graves circonstances du moment.

Les grandes affaires dont parlait le roi dans sa lettre au chapitre, étaient la guerre qui couvait sourdement et éclata le même mois. Le résultat devait en être la mort d'Arthur et la chute de la domination anglaise dans les trois provinces contestées : le Maine, l'Anjou et la Touraine. Les hostilités commencèrent en Normandie. Suivant Mathieu Paris, elles furent précédées d'une entrevue du roi de France et de Jean, près des châteaux de Boutavant et de Gaillon. Philippe, dit l'historien anglais, animé d'une haine mortelle contre le roi d'Angleterre, lui commanda avec indignation de rendre sans délai au jeune comte de Bretagne toutes les terres qu'il possédait dans les pays d'outre-mer, savoir : la Normandie, la Touraine, l'Anjou et le Poitou. Il exigeait encore bien d'autres choses. Le roi d'Angleterre irrité (cela se conçoit), d'un pareil langage, répondit qu'il n'en ferait rien. Alors, comme l'entrevue n'avait pas d'issue qui répondît aux désirs du roi de France, le jour suivant, celui-ci tombant tout-à-coup avec une furie militaire sur le château de Boutavant, le rasa jusqu'au sol². Ce coup de main ne suffisait pas à Philippe-

1. Guillaume de Beaumont était en effet le cousin du roi, car, dans une lettre du 6 novembre 1202, le roi s'adressant au frère du prélat, Raoul de Beaumont, l'appelle son *cousin, consanguineus*. Ces deux personnages devaient donc être aussi les frères de Constance de Beaumont, dame de Toeny, que le roi traite de *cousine*, et, par suite, cousins du roi au même titre et pour les mêmes motifs que cette dame. Nous aurons occasion, en parlant à sa date de la lettre du roi Jean au vicomte de Beaumont, de revenir sur ce point.

2. Math. Paris, traduit par M. Huillard-Bréholles, t. 2, p. 310; le même, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 681.

La manière dont Mathieu Paris raconte ces événements n'est pas la même dans la traduction française du chroniqueur donnée par M. Huillard, et dans l'édition latine donnée par les *Historiens de France*. — Dans la traduction de M. Huillard, tout en plaçant le lieu de l'entrevue des deux rois près des châteaux de Boutavant et de Gaillon, Mathieu Paris rapporte cette entrevue elle-même à l'année 1199; ce qui est peu probable. — Dans l'édition latine des

Auguste; il voulait la guerre, et il en trouva le prétexte dans l'attitude du roi Jean. Pour la rendre inévitable, ayant à Gournay, armé Arthur chevalier¹, il le reçut son homme-lige pour la Bretagne, l'Anjou, le Maine, la Touraine et le Poitou, s'il le pouvait acquérir. La formule d'hommage est bonne à connaître comme contenant exactement les conditions d'un traité tout à l'avantage du roi de France : « Sachez, y dit le jeune prince qui » prend dans l'acte la qualité de duc de Bretagne et d'Aquitaine, » de comte d'Anjou et du Maine, que j'ai fait hommage-lige à » mon très-cher seigneur, l'illustre roi de France, Philippe, » contre tous hommes qui peuvent vivre ou mourir, pour les » fiefs de Bretagne, d'Anjou, du Maine et de Touraine, pour le » moment où, avec la grâce de Dieu, lui ou moi, nous aurons » acquis les terres sus-dites, en réservant tous les fiefs dont le » seigneur roi et ses hommes étaient tenanciers le jour où le roi

Historiens de France, Mathieu Paris, au contraire, place bien les événements en question à l'année 1202, mais, cette fois-ci, il change le lieu de l'entrevue, et, après avoir dit que le roi Jean passa les fêtes de Noël de 1202 à Argentan, en Normandie, il ajoute que le carême suivant, il eut une entrevue avec Philippe-Auguste près du château du Goulet (*juxta castellum de Guleton*). — Il y a donc là deux versions différentes fournies, l'une par M. Huillard, l'autre par les *Historiens de France*, qui peuvent résulter de deux versions de l'auteur lui-même sur les mêmes faits. — Il est certain qu'il faut adopter pour la date des événements ci-contre l'année donnée en second lieu par le chroniqueur, c'est-à-dire 1202. Le fait résulte de l'hommage prêté à Philippe-Auguste par Arthur, où le jeune prince parle de la dernière guerre (*ultima guerra*), qui précéda son hommage, et où, dit-il, le roi de France assiégea Boutavant (*obsedit Botavant*). — De ce passage il suit aussi qu'il faut adopter, pour le lieu de l'entrevue, celui qui est indiqué par la traduction de M. Huillard, et penser que les pourparlers se tinrent près de Boutavant et de Gaillon. Cette seconde supposition est d'autant plus vraisemblable que la ville même de Gournay, où le roi se fit peu après prêter hommage par Arthur, n'est pas très-éloignée de Gaillon, dans le département de l'Eure. Il est donc tout naturel que cette cérémonie se soit faite non loin du lieu où s'était passée cette conférence inutile, comme pour mieux froisser le roi d'Angleterre.

1. D'après Raoul de Coggeshale, ce serait en effet peu avant l'expédition du Poitou qu'Arthur aurait été armé chevalier par Philippe-Auguste : « Arturus autem comes Britanniae, *militaribus armis a rege Philippo decoratus*, cujus filiam parvulam affidaverat, ipse jam sexdecim annorum ætatem habens, ad quorundam importunam suggestionem, contra avunculum suum regem Johannem rebellavit, sinistroque et nimis concito usus consilio, profectus est cum Hugone Brun et Gaufrido de Lesinant, et cum ducentis militibus et quinquaginta, atque castellum de Mirabel sinistro omine obsederunt. » *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95.

» de France sus-dit déclara que le roi d'Angleterre, vu les ag-
 » gressions par lui faites lors de cette dernière guerre, dans
 » laquelle le roi de France assiégea lui-même Boutavant, avait
 » manqué à la foi qu'il lui devait, si bien que, lorsqu'il m'arri-
 » vera de recevoir l'hommage que l'on me doit pour l'Anjou, le
 » Maine et la Touraine, je ne recevrai cet hommage que sous les
 » réserves convenues entre le roi de France et moi. Si je venais
 » à y manquer, mes hommages iront avec leurs fiefs trouver le
 » roi, et lui jureront fidélité contre moi. Quant à la seigneurie
 » du Poitou, j'en ai fait hommage-lige au même roi, mon sei-
 » gneur, si Dieu permet que lui ou moi en fassions l'acquisition
 » de quelque manière que ce soit. Les barons du Poitou, soit
 » ceux qui sont déjà les adhérents du seigneur roi, soit ceux que
 » celui-ci désignera, lui feront hommage-lige de toutes leurs
 » terres contre tous hommes qui peuvent vivre ou mourir; et,
 » sur son injonction, me le feront aussi, sous la réserve de la
 » fidélité qu'ils lui doivent. Si l'illustre roi de Castille réclame
 » quelques droits sur ma terre, il en sera décidé par le jugement
 » de la cour de notre seigneur le roi de France, dans le cas où
 » le roi de France ne pourrait obtenir notre assentiment commun
 » pour un accord. Quant à la Normandie, le roi de France,
 » notre seigneur, gardera tout ce qu'il a acquis, et il retiendra
 » pour son usage, tant qu'il lui conviendra, tout ce qu'il plaira
 » à Dieu de lui faire acquérir. Il donnera enfin à ses hommes
 » qui ont perdu leurs terres pour lui, tout ce qui lui conviendra
 » de la terre de Normandie.¹ »

Par un autre acte de même teneur, contre-partie de celui-ci, Philippe-Auguste fit connaître les conditions auxquelles il avait reçu, pour son homme-lige, le jeune duc de Bretagne². Le traité que constituent ces deux actes est un chef-d'œuvre de politique astucieuse. Il est tellement à l'avantage exclusif du roi, qu'il est évident que la nécessité seule put l'imposer à Arthur. Philippe-Auguste trouvait moyen, tout en ne laissant au jeune duc qu'un semblant d'autorité sur ses futures conquêtes, de l'y compromettre de telle manière, qu'une fois en campagne, il ne

1. Teulet, *Trésor des Chartes*, t. I, p. 236. — *Hist. de France*, t. 17, p. 54.
 — M. Léopold Delisle, *Catalog. des Actes de Ph.-Aug.*, p. 168, et Bréquigny,
Diplôm., t. 4, p. 322, ont donné un résumé de cet acte.

2. Voir le sommaire de cet acte dans Bréquigny, *Diplôm.*, t. 4, p. 322.

pût reculer. Jusqu'alors Arthur n'avait eu qu'un ennemi, son oncle; l'hommage qu'il prêtait au roi lui en donnait un second, implacable, sa propre aïeule, Aliénor d'Aquitaine, à laquelle, par le traité de Gournay, le roi enlevait le Poitou dont elle jouissait depuis longtemps, grâce à la munificence de son fils Jean, pour le donner à Arthur¹. Pour compléter cette alliance, le roi donna au jeune prince deux cents chevaliers avec une forte somme d'argent², secours bien chèrement acheté, comme on l'a vu. Le plan du roi de France était le suivant : pendant qu'Arthur envahirait le Poitou, pour y profiter de la défection des barons Poitevins soulevés par Hugues, comte de la Marche, et Geoffroi de Lusignan, le roi attaquerait la Normandie. Il n'était pas douteux non plus que les trois provinces contestées, Anjou, Maine et Touraine, secrètement travaillées par Philippe-Auguste, où, d'ailleurs, Arthur comptait beaucoup de partisans dévoués, ne se soulevassent aussi, et, par là, n'obligeassent le roi Jean à diviser ses forces.

Les choses marchèrent d'abord au gré des deux alliés. Arthur, après en avoir reçu la permission du roi³, pénétra dans le Poitou⁴, à la tête d'une armée composée de Français, de Bretons et de Poitevins⁵, et, secondé par les barons du pays, vint avec Hugues de la Marche, Geoffroi de Lusignan, et deux cent cinquante chevaliers mettre le siège devant la place forte de Mirebeau, où se trouvait alors sa grand'mère Aliénor. Il est à croire que l'irruption avait été si subite, que la vieille reine n'eut pas le temps de quitter la province; ou, plutôt, connaissant son caractère viril, on peut croire qu'elle voulût défendre les armes à la main ses droits et ceux de son fils. Toutefois, la ville se rendit; mais le château, qui était plus fort, résista assez longtemps pour

1. Le roi Jean avait en effet donné, en 1199, le Poitou et ses appartenances à sa mère, la reine Aliénor, pour en jouir toute sa vie, ou autant qu'il lui plairait. Voir le sommaire de cet acte dans Bréquigny, *Diplôm.*, t. 4, p. 273.

2. *Raoul de Dicet*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 54.

3. *Raoul de Dicet*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 54.

4. Raoul de Coggeshale reproche au jeune duc d'avoir obéi, dans sa révolte contre son oncle, aux suggestions dangereuses de certaines personnes (*ad quorundam importunam suggestionem*) et d'avoir suivi, en cette circonstance, des conseils perfides qui l'irritèrent plus qu'il n'était convenable (*sinistroque et nimis concilio usus concilio*). — *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95.

5. *Addenda Chronico Andegavensi S. Albini*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 325.

permettre à la reine-mère qui s'y était réfugiée¹, d'envoyer un messager au roi Jean pour le supplier de venir en toute hâte à son aide². Le roi était alors devant Le Mans³, qui, en apprenant la levée de boucliers d'Arthur, s'était soulevé et avait reçu une garnison française. Laissant le siège de côté, le roi courut à Mirebeau. Les assiégeants, après s'être emparés de la ville, avaient renforcé toutes les portes, moins une, d'un contre-fort de terre, et, se confiant dans le nombre de leurs chevaliers et de leurs sergents d'une valeur éprouvée, attendaient en sûreté la présence du roi⁴. Jean, arrivé de nuit (31 juillet), apprit par le rapport de ses espions, le peu de précautions que prenaient les soldats d'Arthur. Sentant alors que ses ennemis ne pourraient lui échapper, il manifesta assez de joie aux seigneurs qui l'entouraient et dont, apparemment, plusieurs avaient jadis servi Arthur, pour leur faire craindre qu'à la suite de la victoire il ne se portât à quelque excès. Aussi, après qu'il eut représenté à ses troupes qu'elles combattaient pour une juste cause et les eût engagées à surprendre les ennemis endormis, Guillaume des Roches, qui avait suivi le roi au siège⁵, désireux jusqu'au dernier moment de sauver Arthur, son ancien seigneur, parla au roi en ces termes ; « Nous vous soumettrons cette nuit vos ennemis » si vous voulez jurer que vous n'en ferez mourir et n'en emprisonner aucun, que, particulièrement, vous ferez une paix amie avec votre neveu Arthur et lui rendrez, de l'avis et sur l'intervention de vos barons, tout ce que vous lui avez pris sans droit; qu'enfin, aucun d'eux ne passera la Loire, mais que vous les détiendrez là où ils auront été pris, en Poitou, jusqu'à ce qu'il y ait eu un accord entre notre armée et la leur.⁶ » Forcé de dissimuler pour le moment, le roi Jean, qui

1. Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 192.

2. *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95.

3. *Ibid.*, t. 18, p. 95.

4. *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95.

5. L'historien français, Guillaume Le Breton, ajoute, en parlant de Guillaume : « ille maligni noverat insidias et perfida corda Johannis. » Ceci nous paraît mis pour la plus grande gloire du roi de France, et à contre-sens, car, si Guillaume avait si bien connu la fourberie insigne du roi Jean, il est probable qu'il ne l'eût pas servi.

6. Nous avons suivi pour l'allocation de Guillaume des Roches au roi la version de Guillaume le Breton. Il faut avouer que si elle est conforme au langage que tint en cette circonstance le sénéchal, ces paroles hautaines n'étaient

avait besoin du concours de Guillaume des Roches et des siens, répondit à cette franchise un peu crue : « Je vous jure, Guillaume, qu'il en sera ainsi que vous le désirez. J'en prends Dieu à caution, qu'il vous soit témoin. Puissiez-vous, et à bon droit, ne plus m'obéir, ne plus me regarder pour votre roi, et manquer à la soumission que vous me devez, puissé-je enfin devenir pour vous et pour tous un ennemi public, si je manquais de fait ou en paroles au serment que je vous prête devant tant de nobles seigneurs.¹ »

La conduite de Guillaume des Roches en cette occasion prouve, comme le pense assez justement Dom Morice, dans son *Histoire de Bretagne*, qu'il avait des intelligences, sinon comme le dit l'historien breton, dans tous les partis ², au moins dans le camp des assiégeants, où se trouvaient beaucoup de seigneurs de sa connaissance qui, jadis, avaient comme lui servi la cause d'Arthur. Quoi qu'il en soit, les serments du roi trompèrent le sénéchal comme les autres seigneurs présents, et, à la pointe du jour ³, les troupes anglaises entraient dans Mirebeau, après un combat acharné ⁴ (1^{er} août 1202). Tous les ennemis du roi furent faits prisonniers. C'était, dit Raoul de Coggeshale, Dieu qui le voulait ainsi.

Arthur fut forcé de se rendre comme ses partisans, et Guillaume de Briouse, qui l'avait fait prisonnier, le remit au roi ; avec lui fut prise sa sœur Aliénor de Bretagne, qui l'avait accompagné pour être témoin de sa victoire, et qui le fut de sa défaite.⁵ Personne ne put échapper, et parmi les prisonniers des plus grandes familles du Poitou, de France et de Bretagne, on remar-

guère faites pour obtenir le résultat que désirait Guillaume. Le parti si prononcé pris par le sénéchal pour Arthur dut donner à penser au roi Jean, et il y parut peu de temps après le combat de Mirebeau, dans les rapports du roi avec le sénéchal, qui fut disgracié.

1. *Guillelmus Armoricus*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 191.

2. Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, t. I, p. 130.

3. *Math. Paris*, trad. Huillard-Bréholles, t. II, p. 346, note.

4. *Cum gravi pugna conflictu*. — Raoul de Coggeshale, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95. Si l'on s'en rapporte à l'historien anglais, il faut croire que les intelligences de Guillaume des Roches avec les gens de l'armée d'Arthur ne lui servirent pas beaucoup, ou que les traitres furent découverts à temps, car cette résistance énergique semble annoncer un grand dévouement à la cause d'Arthur.

5. *Cartul. de Sainte-Croix de Quimperlé*, ms. des Blancs-Manteaux, n° 45, p. 215.

quait Hugues, comte de la Marche, Geoffroi de Lusignan¹, André de Chauvigni, Guillaume de la Rochefoucauld, vicomte de Châtelleraud, Raimond de Thouars, Savari de Mauléon, Hugues de Beaucé, Conan, fils de Guiomar de Léon, et Robert de Vitré, chantre de Paris, sans compter une foule d'autres chevaliers et sergents d'un rang moins élevé².

La défaite complète d'Arthur fut due d'abord au petit nombre des siens relativement à l'armée du roi Jean composée d'une infinité de cottereaux, chevaliers et sergents³; puis, à l'arrivée imprévue du prince anglais⁴, qui surprit les assiégés qui ne s'y attendaient pas. C'est donc avec raison que les historiens reprochent à Arthur d'avoir envahi le Poitou avec trop d'audace⁵. Il faut convenir pourtant que le jeune duc, bien que son armée fût plus importante que ne l'affirme la majeure partie des historiens, puisque, outre les deux cent cinquante chevaliers⁶ qui s'y trouvaient, elle comprenait en outre un grand nombre de sergents (fantassins), eut le tort de ne pas attendre le secours que les Bretons lui avaient promis, savoir : cinq cents chevaliers et quatre mille fantassins⁷. Le roi, ravi de sa victoire, s'empressa de l'annoncer à tous les seigneurs anglais qui n'avaient pu assister à la bataille. « Sachez, portait la lettre royale, que, » grâce à Dieu, nous sommes sains et saufs, et que c'est cette » même grâce qui a couronné nos opérations d'un succès miraculeux. Nous étions devant Le Mans quand, le mardi avant » la Saint-Pierre-aux-Liens, nous apprîmes que Madame notre » mère était assiégée dans Mirebeau. Nous vîmes à son secours

1. Geoffroi de Lusignan, dont il est souvent parlé dans les événements de cette époque, était frère de Hugues de la Marche et sire de Vouvant et de Mervent. — Anselme, *Hist. généal. de la Mais. de France*, t. 3, p. 77.

2. *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95. — *Chronicon Turo-nense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295. — *Rigord*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 55.

3. *Chronicon Turonense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295. — *Rigord*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 55.

4. *Rigord*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 55.

5. *Rigord*, ap. D. Bouquet, t. 17, p. 55.

6. *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95. — Ces deux cent-cinquante chevaliers formaient déjà un corps assez considérable, car il faut ajouter à ce nombre celui des gens qui suivaient chaque chevalier.

7. *Mathieu Paris*, traduction de Huillard-Bréholles, t. 2, p. 346, *note*. — Il faut entendre, par là, un supplément de troupes qu'avaient promis les Bretons, car il y avait déjà des soldats de cette nation dans l'armée d'Arthur. — *Addenda chronico Andegav. S. Albini*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 325.

» avec tant de célérité que le jour de la Saint-Pierre-aux-Liens,
 » nous étions devant Mirebeau. Nous y prîmes notre neveu
 » Arthur que Guillaume de Briouse nous remit, Geoffroi de Lusi-
 » gnan, Hugues le Brun, André de Chauvigni, le vicomte de
 » Châtelleraud, Raimond de Thouars¹, Savari de Mauléon,
 » Hugues de Baucé et tous nos autres adversaires Poitevins qui
 » s'y trouvaient, au nombre d'environ deux cents chevaliers et
 » davantage. Notre succès a été si complet que pas un seul
 » fantassin ne s'est échappé. Remerciez donc Dieu, et réjouis-
 » sez-vous de cette victoire pour nos successeurs². »

Que fit le roi des prisonniers de Mirebeau ? Leur sort fut différent. Certains d'entre eux furent délivrés sur-le-champ. Le roi qui, après sa victoire, était revenu du Poitou en Touraine, racheta, par exemple, à Girard de Furnival, pour quatre cents marcs d'argent, le fils de Guiomar de Léon, Conan³, que ce Girard avait pris à Mirebeau, puis le lui donna en vue de le protéger dans le voyage que le seigneur anglais allait faire à Jérusalem (Chinon, 4 août 1202⁴). Les autres captifs furent moins heureux. Au mépris de la foi jurée, le roi Jean, donnant libre cours à sa vengeance qu'il avait dû tant de fois contenir, après avoir envoyé à Falaise, en Normandie, le plus important d'entre eux, Arthur⁵, fit passer du Poitou en Angleterre le reste des

1. Nous ne savons sur quelle autorité se sont appuyés les éditeurs des *Histories de France* pour substituer *Aimeri, vicomte de Thouars*, à *Raimond de Thouars*, nommé dans la lettre du roi. Cette correction est en contradiction complète avec la *Chronique de Tours*, suivant laquelle, non-seulement Aimeri ne combattit point parmi les ennemis de Jean à Mirebeau, mais lui aida même, ainsi que Guillaume des Roches, à remporter la victoire. Le roi, le payant d'ingratitude, essaya de s'en emparer sous main, en même temps que du sénéchal d'Anjou. Mais le projet fut découvert à temps, et Aimeri, ainsi que Guillaume, put s'échapper (*Chronicon Turonense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 215). — Ce fut sans doute cette perfidie qui renouvela entre le vicomte de Thouars et le roi Jean des hostilités momentanément apaisées par une trêve, le 2 novembre 1202. — Quant à Raimond de Thouars, ce pouvait être, soit un frère, soit un parent plus éloigné d'Aimeri et de Gui de Thouars.

2. *Raoul de Coggeshale*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 95.

3. Conan de Léon était le neveu par alliance d'André de Vittré, qui avait épousé en secondes noces Guen de Léon, sœur de Guiomar, père de Conan, et tante, par conséquent, du jeune homme. — Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 125.

4. *Rot. litt. pat.*, t. 1, p. 15 (b).

5. *Chronicon Turonense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295. — Ménage, *Hist. de Sablé*, p. 192.

prisonniers. Le 12 août, il écrivait du Mans à tous les baillis des ports de mer anglais où pourraient débarquer ces prisonniers, de leur donner un sauf-conduit et de pourvoir convenablement à leurs besoins jusqu'à Londres. Le justicier d'Angleterre, G., fils de Pierre, était chargé de rembourser aux baillis la somme totale des frais occasionnés par les captifs¹. Le 29 octobre, le roi envoyait un second convoi de prisonniers sous la conduite de son chambellan Hubert du Bourg, en recommandant à Hugues le Gras, chargé de les recevoir, de les bien et sûrement garder et de veiller à ce qu'ils ne pussent communiquer avec Geoffroi de Lusignan ou Hugues de la Marche (Le Mans, 29 octobre)². Parmi les captifs de Jean se trouvait Robert de Vitré, chantre de l'église de Paris, toujours dévoué à la cause d'Arthur. Son frère André, qui n'était point avec lui à Mirebeau, nous ignorons pour quel motif, fit tous ses efforts pour le délivrer de captivité. Sans perdre de temps, il obtenait, le 25 août, du roi alors à Saumur, un sauf-conduit de huit jours, à compter du lendemain de la Saint-Barthélemy, pour aller trouver ce prince et revenir en Bretagne : « Venez donc sans retard et en toute » sûreté nous trouver, ajoutait le roi, car nous vous regardons » encore comme notre homme³. » Ce voyage, qui semble avoir eu pour but de négocier la délivrance de Robert, ne réussit pas au gré de son frère ; mais, au moins, il obtenait le 31 août, par des lettres royales datées de Tours et adressées à Guillaume de Boutemont, la permission de voir son frère et de lui parler⁴. Le 7 novembre de la même année, André de Vitré, toujours zélé pour la délivrance de son frère, recevait pour lui et sa mère, Emme de Vitré, un autre sauf-conduit en tout d'une durée de huit jours, à partir de la Saint-Brice jusqu'au premier mardi suivant⁵. Un second sauf-conduit fut donné le 21 novembre, de Chinon, par le roi, à la mère d'André de Vitré, qui n'avait vraisemblablement pas pu profiter du premier, ainsi qu'à sa suite, pour venir trouver Jean. Ce nouveau sauf-conduit devait durer quinze jours, à dater de la Saint-André⁶. Cette fois, la sollicitude de cette mère dévouée fut récompensée, et le mois suivant, 28

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 17 (b).

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 20 (b). Cette précaution du roi semble indiquer que ces prisonniers étaient Poitevins.

3. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 17. — 4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 17 (b).

5. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 20. — 6. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 21.

décembre, le roi prescrivait à Robert de Vieuxpont de faire sortir Robert de Vitré des prisons royales, dès que Robert aurait, de son côté, fait mettre en liberté complète Guillaume de Souday et Guillaume Turpin¹, suivant la convention passée entre Robert et le roi qui l'avait transmise à Robert de Vieuxpont². Cette condition ne fut pas la seule que le roi mit à la délivrance de Robert de Vitré; et Jean d'Alée, frère de celui-ci³, qui dut rester en otage pour lui, ne fut lui-même libéré que près de deux mois après, le 19 février 1203⁴. C'est sans doute Robert de Vitré qu'avait présent à l'esprit le chanoine de Saint-Martin de Tours, lorsqu'il nous dit que certains des prisonniers de Mirebeau furent relâchés par le roi, après avoir donné des otages⁵. Cependant, chose étrange, Emme de Vitré, qui avait tant contribué à délivrer son fils, était détenue elle-même à la date du 17 novembre 1203, par Jean, peut-être à la suite de tentatives que son fils, une fois libéré, avait faites pour délivrer Arthur, ou simplement, parce que le roi était bien aise de s'assurer, en retenant leur mère, de la fidélité du seigneur de Vitré et de son frère Robert. On voit, en effet, le roi recommander, de Montfarville, en Normandie, à trois de ses officiers, Richard de Beauchamp, Guillaume Quarell et Guillaume le Noreis, de remettre sans délai, au vu des lettres du roi, à son chambellan Brice ou à un envoyé bien avéré de ce seigneur, Emme de Vitré, que Robert de Vieuxpont leur avait confiée en garde⁶.

Mais, si quelques-uns des prisonniers de Mirebeau furent délivrés assez promptement, il y en eut aussi qui languirent longtemps en prison, de 1202 à 1205. Au nombre de ceux-ci furent les chevaliers Eudes du Blé⁷, Foulques du Port et Ernouf de Magney, dont Philippe-Auguste avait sollicité la mise en liberté, et que le roi délivra de prison pour les remettre à

1. Ces deux seigneurs étaient du Vendômois.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 21 (b).

3. Pour expliquer comment Jean d'Alée pouvait être frère de Robert de Vitré, il faut supposer que la mère de Robert, Emme de Dinan, veuve de son premier mari, avait épousé en secondes noces un seigneur du nom d'Alée dont elle eut Jean. Dans cette hypothèse, ce Jean aurait été le frère utérin de Robert.

4. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 25 (b).

5. *Quosdam datis obsidibus relaxavit. Chronicon Turonense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295. Voir aussi sur cette délivrance : *Chronicon Guillelmi de Nangis*, ap. d'Achery, *Spicileg.*, t. 3, p. 21.

6. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 36 (b).

7. Du Blé est probablement la traduction française du terme latin de *Annona*.

l'évêque de Norwich, en échange de trois chevaliers du prélat que le roi de France s'était engagé à délivrer au Vaudreuil (8 juillet 1203)¹. Le même évêque s'employa utilement pour d'autres captifs. C'est ainsi qu'il racheta Eudes du Houlme, chevalier, détenu à Tikehull. Le roi ordonna à Robert de Vieux-Pont de livrer sans retard Eudes à l'évêque ou à un envoyé bien avéré de l'évêque qui lui présenterait les lettres royales et celles du prélat : « Car, ajoutait le roi, en ce qui concerne le » paiement de la rançon de ce captif, l'évêque s'est engagé à » nous en répondre à notre gré »² (26 mars 1204). Cette même année 1204, la guerre de Normandie entre les rois de France et d'Angleterre amena la délivrance d'autres prisonniers. Des chevaliers de l'archevêque de Cantorbéry ayant été pris à la Roche-d'Andely pendant qu'ils combattaient pour le service du roi, le prélat obtint de Jean, pour l'échanger contre ses chevaliers, Guillaume *de Munteines*, chevalier, alors détenu à Scarborough. Le prince prescrivit au connétable de Scarborough, Jean de Bully, de remettre Guillaume à l'archevêque lui-même ou à un envoyé bien avéré du prélat, qui lui remettrait avec les lettres-patentes du roi celles de l'archevêque. Enfin, comme apparemment Philippe-Auguste ne jugea pas à propos de délivrer en retour d'un seul de ses chevaliers, plusieurs chevaliers du prélat, celui-ci obtint encore du roi d'autres lettres de même teneur, adressées au connétable de Scarborough pour échanger, contre ses chevaliers, ceux que le roi Jean avait pris à Mirebeau, savoir : Imbaud et Eudes Cural, Geoffroi Mazelins et Hugues du Donjon³. Un autre captif, d'illustre famille, Savari de Mauléon, semble être resté plus longtemps en prison, soit qu'il n'eût pas de quoi se racheter, soit que le roi lui en voulût plus particulièrement. Il dut être délivré en 1205, si c'est à sa délivrance que se rapporte le passage suivant des *Rotuli* qui ne donnent pas d'autre indication. « Les otages de » Savari de Mauléon sont le fils de Guillaume de Vitré⁴. » Cer-

1. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 31 (b). — 2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 39 (b).

3. *Del Dinun.* — *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 40 (b).

4. *Obsides Savarici de Mauleon filius Willelmi de Viteri* — *Rot. litt. pat.* t. I, p. 55. Ce Guillaume de Vitré, père de l'otage de Savari de Mauléon, doit être le même que Guillaume de Vitré (*de Vitereo*) auquel, le 14 novembre 1207, le roi accorda d'avoir un navire contenant deux cents muids de vin, et, en outre, ce qu'il fallait pour la boisson des matelots, exempt dans toutes les terres du roi de toute redevance due au prince. Le roi recommandait à tous ses sujets

tains prisonniers furent même l'objet des faveurs de Jean, soit qu'il fût moins irrité contre eux, soit plutôt qu'il eût intérêt à les ménager. C'est ainsi qu'André de Chauvigni, craignant que pendant sa captivité ses terres du Berry ¹ ne fussent dévastées, sollicita et obtint du roi que cette portion de ses domaines serait respectée par les troupes anglaises ou leurs alliés tout le temps qu'il serait prisonnier, s'engageant de son côté à ne point porter de préjudice à Jean ou à son royaume, soit par lui, soit par les siens (Tours, 30 août 1202) ². Tous les seigneurs et chevaliers que Jean avait délivrés durent s'engager par serment à ne plus se révolter désormais contre lui; mais, dit l'historien anglais Raoul de Coggeshale, ils ne tardèrent pas à violer leur parole et combattirent le roi avec beaucoup plus d'animosité qu'auparavant, en s'adjoignant une foule considérable d'antagonistes du roi d'Angleterre ³.

En somme, la plus grande partie des prisonniers de Mirebeau fut délivrée moyennant rançon, mais d'autres ne survécurent pas à leur défaite, et, soit qu'ils n'eussent pas les moyens de se racheter, soit que leur naissance moins illustre les livrât à la merci du roi, celui-ci les fit mettre à mort dans leurs cachots.

(La suite à un prochain n°).

GASTON DUBOIS.

de ne point lui faire ou permettre qu'on lui fit, à cette occasion, injustice ou dommage, ajoutant qu'il punirait les contrevenants. — *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 68. Ce Guillaume de Vitré ne paraît pas avoir fait partie de la famille des seigneurs de Vitré. C'était apparemment un marchand breton, originaire de Vitré. — C'est encore à la famille du marchand de Vitré que devait appartenir maître Gautier de Vitré (*de Viteri*) qui, le 20 septembre 1214, s'engagea à faire absoudre le seigneur roi de tous les revenus qu'il avait indûment perçus sur l'église de Salkeld (*Salekil*) en Cumberland, dont le prince pourvoyait, à cette époque, par des lettres datées de Parthenay, Thomas d'Argenteuil (*de Argenteolo*), clerc du roi de France, en tant qu'il avait droit de conférer ce bénéfice, et quelque fût celui auquel il l'eût déjà donné. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 122.

1. Ces terres du Berry étaient La Châtre, Châteauroux, Graçay, Issoudun et les fiefs en dépendant, c'est-à-dire : Argenton, Le Châtelet, Saint-Chartier, Cluis-Dessous, Aigurande et Neuvy-Saint-Sépulchre. A la mort d'André de Chauvigni, elles passèrent à Guillaume de Chauvigni, son fils. — Voir sur ces fiefs : *D'Aguesseau*, édit. Pardessus, t. VII, p. 249 et suiv., *Mémoire sur la mouvance de la terre d'Argenton*.

2. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 17 (b).

3. Raoul de Coggeshale, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 96. — *Chronicon Turo-nense*, ap. D. Bouquet, t. 18, p. 295.

FÉLIX BLANC.

Félix Blanc, né à Semur (Côte-d'Or), le 6 septembre 1840, entra à l'École des chartes au mois de novembre 1860. Il soutint sa thèse le 9 janvier 1865. Elle était intitulée : « Essai sur le » colonat en Gaule, depuis les premières conquêtes romaines » jusqu'à l'établissement du servage (283 avant J.-C. — 877 » après J.-C.) » Elle lui fit obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe. Il devait la publier l'année suivante ¹.

Il débuta dans le service des archives comme archiviste adjoint du département des Bouches-du-Rhône, où il trouva dans la personne de notre confrère, M. Blancard, un chef digne de lui servir de guide. Bientôt, nommé archiviste de Loir-et-Cher (21 octobre 1865), il quitta Marseille pour Blois. Dans cette nouvelle résidence, tout en continuant la rédaction de l'inventaire sommaire commencé par notre confrère M. de Martonne, son prédécesseur, il trouva le loisir de composer divers travaux d'érudition. Il communiqua à la Société des Sciences, Lettres et Arts de Loir-et-Cher, qui l'avait admis dans son sein le 2 février 1866, une notice sur les chartes des comtes de Blois, conservées aux Archives de l'Empire, et un travail détaillé sur l'histoire des boucheries des comtes de Blois. Il publia dans l'*Avenir de Loir-et-Cher* des « Recherches sur l'histoire des comtes de Blois et » sur la Monographie communale de Blois », plus une série d'articles intitulés : « Répertoire historique et archéologique ». Le dernier de ces articles parut en juillet 1866.

Ces relations écrites avec le public ne suffisaient pas à son activité : il se fit autoriser par le préfet à ouvrir un cours sur l'histoire du moyen-âge, les institutions politiques et religieuses

1. Blois, 1866, in-8°, iv-107 pages.

du xiv^e siècle (17 février 1866). Mais divers obstacles retardèrent l'exécution de ce projet, dont la réalisation fut renvoyée à l'année suivante, et dans l'intervalle F. Blanc quitta Blois.

Il désirait se rapprocher d'un père et d'une mère bien-aimés, dont il était l'unique enfant, et qui alors habitaient près de Nancy.

Un arrêté préfectoral du 23 octobre 1866 le nomma archiviste du Haut-Rhin, et le sujet de ses études changea. Un article publié par lui dans l'*Impartial de l'Est* (journal de Nancy), le 19 septembre 1866, est le premier indice de la direction nouvelle que prirent alors ses travaux. Il est intitulé : « Nos frontières » naturelles. — Traditions historiques. » Ce sujet éveillait alors une pensée d'espérance : bientôt cette espérance allait s'évanouir devant la réalité douloureuse qui devait abreuver d'amertume les derniers moments de notre zélé confrère.

Lorsque F. Blanc arriva à Colmar, on venait de transférer, des caveaux de l'ancienne préfecture dans une aile du nouvel édifice, les archives du département : elles gisaient un peu pêle-mêle sur le plancher des salles. Notre confrère, M. Brièle, son prédécesseur, récemment nommé archiviste de l'Assistance Publique, n'avait pas eu le temps de les ranger sur les rayons. F. Blanc commença par ce premier classement, puis il termina l'inventaire sommaire de la seigneurie de Ribaupierre, dont M. Brièle avait déjà publié les premières feuilles. Si nous sommes bien informé, F. Blanc fit paraître en quatre années cinquante feuilles et demie ou 404 pages d'inventaire sommaire, qui comprennent, outre la fin de la seigneurie de Ribaupierre, le commencement du duché de Mazarin. L'analyse du reste des pièces relatives à ce duché est prête pour l'impression : elle doit fournir, dit-on, environ 20 feuilles, et M. le Dr Pfannenschmidt, nommé par l'autorité allemande archiviste du Haut-Rhin, a, si ce que l'on raconte est vrai, l'intention de la mettre prochainement sous presse.

Tout en remplissant consciencieusement ses fonctions d'archiviste, F. Blanc sut, à Colmar comme à Blois, trouver du temps pour d'autres travaux. Il les publia dans la *Revue d'Alsace*. En voici la liste :

1° « De l'utilité d'un examen approfondi des institutions de la » domination romaine dans les Gaules au point de vue de l'intelligence des institutions du moyen-âge. » Avril 1867.

2. « Histoire de la condition de la population agricole en Alsace au moyen-âge. » Dix articles, 1867-1869.

3° « Examen d'un bruit public qui voulait qu'Albert d'Autriche eût reculé les frontières de la France jusqu'au Rhin. » 1867.

4° « Progrès sociaux des classes agricoles en France depuis l'établissement de la féodalité, à la fin du ix^e siècle, jusqu'au xii^e siècle, époque de la révolution communale. » 1868.

5° « L'église et le prieuré des Trois-Epis, » (près de Colmar). Deux articles, 1868.

6° « Les poules du carnaval » (dans une commune de la seigneurie de Ribaupierre), 1869.

7° « Le servage dans les possessions alsaciennes de la maison d'Autriche aux xvi^e et xvii^e siècles. » Deux articles, 1870.

Le second de ces mémoires avait pour but la critique d'un volume de M. l'abbé Hanauer sur le même sujet. L'ouvrage de M. Hanauer avait obtenu de l'Académie des Inscriptions une médaille au concours des antiquités de France ; la polémique dont il fut l'objet eut en Alsace un grand retentissement.

Au milieu de cette vie d'étude, F. Blanc fut surpris par le coup de foudre de l'invasion. Un préfet allemand s'installa à l'hôtel de la préfecture. C'était dans cet hôtel qu'étaient logées les archives. F. Blanc emporta les clefs de son dépôt et cessa de paraître dans un édifice où les employés français ne pouvaient apporter leurs services sans trahir leur patrie. Invité par le préfet allemand à reprendre ses fonctions, il dédaigna de répondre. Un huissier vint au nom du préfet lui demander les clefs des archives. — « De quel préfet ? » dit F. Blanc. — « Du préfet prussien, » répliqua son interlocuteur. — « Je ne relève que du préfet français, » s'écria notre confrère. — A quelques jours de là, en réponse à cette fière parole, le même agent vint lui annoncer la visite de deux gendarmes. F. Blanc déclara froidement qu'on pouvait en envoyer quatre et qu'il ne céderait pas. Le préfet allemand comprit que des sentiments si dignes devaient être respectés, et il n'exécuta pas la menace. Mais bientôt F. Blanc apprit que les portes des archives avaient été forcées, que de nouvelles serrures remplaçaient les anciennes : la dernière trace de son autorité sur un dépôt scientifique auquel il avait consacré quatre années de sa vie était à jamais détruite !

Cependant, quoique étranger à l'Alsace par le sang, il était

devenu alsacien par l'étude et par le cœur. Il avait en Alsace des amis, il avait su y conquérir la considération : tout quitter était dur. Le préfet allemand essaya de le gagner, il lui offrit une augmentation de traitement et l'assura que sous le gouvernement nouveau il trouverait, outre ces avantages pécuniaires, une position plus indépendante et plus digne que sous le gouvernement français. F. Blanc fut inflexible.

Il vendit son mobilier, congédia son domestique, qui était le garçon de bureau des Archives et le collaborateur le plus dévoué de ses classements, il quitta son logement vide et se retira à l'hôtel des Deux-Clefs, pensant y faire ses derniers préparatifs de départ et quitter bientôt Colmar, pour aller rejoindre à Nice son père et sa mère, qui devant l'invasion s'étaient enfuis de Nancy. Un de ses amis venait d'être arrêté : la prudence lui conseillait une prompte retraite, et la vie de famille allait le consoler de ses pénibles épreuves.

Mais un autre dénouement était proche. Malgré sa jeunesse, les émotions trop violentes, répétées si souvent pendant six mois de guerre, avaient épuisé ses forces : une maladie sans importance, un panari au doigt, prit tout d'un coup un caractère inquiétant. Il était dans une chambre d'auberge, seul, à peu près sans soins ; sa mère, à deux cents lieues, se réjouissait à la pensée de le revoir bientôt... ; et c'est ainsi qu'arriva la dernière nuit. Vers minuit une servante d'auberge était près de son lit : elle vit qu'il était à toute extrémité, et comprit que s'il pouvait encore espérer des hommes un secours quelconque, c'étaient les secours que la religion donne aux mourants. Avant d'aller chercher, soit un prêtre, soit un pasteur, elle lui demanda s'il était catholique, F. Blanc fit un signe affirmatif, et peu après il expira (2 février 1871).

C'est ainsi qu'est mort le dernier archiviste français du Haut-Rhin. — Le dernier archiviste français du Haut-Rhin ! Je lis ces mots dans une lettre de M. Lieblin, directeur de la *Revue d'Alsace*, mais dois-je me faire l'écho de ce cri de désespoir ? Ce qu'il y a de certain dans cette parole, c'est que F. Blanc est resté jusqu'à son dernier moment archiviste français, c'est qu'il n'a pas eu la faiblesse d'échanger ce titre contre celui d'archiviste allemand... !

Dans les derniers instants de la vie de notre confrère, le savant s'efface pour ne nous laisser voir que le citoyen ; car en certains

moments d'épreuves, le vrai citoyen est plus rare que le savant.

Quand le corps de F. Blanc partit par le chemin de fer pour gagner Nancy, où il devait recevoir la sépulture, la population se pressait à la gare pour rendre un dernier hommage à cet homme si digne d'être français : il semblait que c'était à la France, même vaincue, mais toujours aimée, qu'elle venait faire un tendre et douloureux adieu !

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

LETTRE DE M. RODOLPHE REUSS

SUR LES

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE STRASBOURG

(Extrait de la *Revue critique d'histoire et de littérature*).

Mon cher Directeur,

Vous m'avez demandé pour les lecteurs de la *Revue critique* quelques renseignements sur les bibliothèques publiques de Strasbourg, incendiées par les obus prussiens, dans la nuit fatale du 24 août 1870. C'est avec un douloureux plaisir que je viens satisfaire à votre demande et faire revivre pour un moment tous ces trésors anéantis à jamais, à l'étude desquels j'ai dû et espérais devoir encore tant d'instantanés heureux de mon activité scientifique.

J'essaierai de vous retracer en quelques pages succinctes l'histoire des collections perdues, d'en apprécier la valeur et de rechercher enfin, bien que cela semble peu nécessaire, à première vue, à qui incombe la responsabilité de l'effroyable catastrophe qui nous en a privés pour toujours. L'impossibilité souvent absolue de se procurer maintenant quelques-uns des renseignements les plus nécessaires à un travail de ce genre, excusera, je l'espère, les nombreuses lacunes de cette notice aux yeux de vos lecteurs.

C'est à la suite du mouvement de la Réforme que fut créée la première bibliothèque publique de Strasbourg, et l'initiative de cette œuvre est due à un des hommes d'État les plus distingués de la petite république rhénane, au *Stettmeister* Jacques Sturm de Sturmeck, le contemporain respecté, je dirai presque l'ami de François I^{er} et de Charles-Quint. C'est en 1531 que ce magistrat

suprême de Strasbourg fit voter la fondation d'une bibliothèque, entretenue aux frais de la ville, afin que les gens de lettres sans fortune pussent venir s'y livrer à leurs travaux. En 1566 cette bibliothèque devint la propriété de l'*Académie protestante*, née d'une école secondaire, qui existe encore aujourd'hui, comme école libre très-florissante, sous le nom de *Gymnase protestant*. En 1621 l'empereur Ferdinand II, pour récompenser Strasbourg de s'être séparé de l'*Union évangélique*, au début de la guerre de Trente-Ans, érigea cette Académie protestante en une Université de plein exercice, à caractère confessionnel cependant, et la bibliothèque fondée par Jacques Sturm devint alors la *Bibliothèque de l'Université*. Très-modeste à ses débuts, elle avait pris quelque accroissement en 1592 par l'achat de la bibliothèque du Chapitre de la cathédrale. A cette date elle était installée déjà dans les lieux où elle devait rester jusqu'au moment de sa destruction complète. On l'avait établie en 1590 dans le chœur de la vieille église des Dominicains, qui prit plus tard, après la capitulation de 1681, le nom de l'église du Temple-Neuf. Au xvii^e siècle les richesses de la collection académique s'accrurent rapidement, soit par des achats, soit par des dons de bibliothèques entières, soit par des legs en argent, destinés à l'achat d'ouvrages nouveaux. Les plus importantes de ces acquisitions diverses furent, au xvii^e siècle, celle des bibliothèques du théologien J. Pappus (1614), des Jésuites de Bockenheim, en Lorraine, achetée aux Suédois, en 1634, de l'historien Mathias Bernegger (1640), du théologien Dannhauer (1668), du professeur en droit Rebhan († 1689) et de l'avocat-général Marc Otto, l'un des négociateurs de Strasbourg aux traités de Westphalie († 1674)¹. Au xviii^e siècle les collections déjà si riches de l'Université s'augmentèrent encore des belles bibliothèques du mathématicien Hartenstein (1726), du médecin Scheid (1731) et surtout de celle de la famille Wencker qui pendant plusieurs générations avait fourni des archivistes, des savants et des magistrats distingués à Strasbourg².

1. La bibliothèque d'Otto ne fut délivrée à l'Université qu'en 1692. Il y eut en outre des legs en argent de Juste Meyer, D. Steinbock, etc.

2. Le plus connu de nos jours, parmi les membres de cette famille, est Jacques Wencker, l'archiviste, qui mourut en 1743, et qui écrivit une série d'ouvrages historiques et de droit public, ainsi qu'un traité curieux sur l'organisation des archives. Son grand-père, Jean Wencker, mort en 1659, composa

L'ouragan révolutionnaire de 1792 vint briser, comme tant d'autres créations du passé, l'Université protestante qui pendant plus de deux siècles avait attiré tant d'auditeurs de tous pays, et sur les bancs de laquelle on avait vu s'asseoir les comtes de Ségur et de Narbonne, les Bignon et les Destutt de Tracy à côté des Herder et des Goethe, des Cobentzl et des Metternich. Pendant quelques années, la bibliothèque de l'Université resta donc entre les mains de l'Etat. Mais après un intervalle de dix ans, la loi organique du 18 germinal an X reconstitua les cultes protestants en France, et un décret du 30 floréal an XI (20 mai 1803) vint créer à neuf à Strasbourg une *Académie des protestants de la confession d'Augsbourg*, à laquelle l'Etat donna les bâtiments et la bibliothèque de l'ancienne Université. Lorsque Napoléon, quelques années plus tard, fonda l'Université de France et qu'il y eut par suite une Académie officielle de Strasbourg, l'Académie protestante dut échanger en 1808 son nom contre la dénomination plus modeste de *Séminaire protestant*, tout en conservant dans son enseignement une série de chaires extra-théologiques, mais elle garda la bibliothèque qui portait encore le nom de *Bibliothèque du Séminaire protestant* au moment de la catastrophe du 24 août. Ajoutons, pour être complet que, depuis sa réouverture comme bibliothèque de l'Académie protestante, elle avait, à trois reprises encore, notablement augmenté son fonds par l'acquisition gratuite ou rémunérée des collections du théologien Haffner (1831), du philosophe et physicien Herrenschnneider (1843) et de l'helléniste Théodore Kreiss (1860).

Nous devons retourner maintenant en arrière, afin de raconter l'histoire de la seconde des grandes collections publiques de Strasbourg qui, bien que d'origine plus récente, ne tarda pas à dépasser de beaucoup son aînée : c'est de la *Bibliothèque de la Ville* que nous voulons parler.

Le célèbre historien et diplomatiste Jean-Daniel Schœpflin (1695-1771), historiographe et conseiller du roi de France et l'une des gloires de l'ancienne Université de Strasbourg, avait réuni pendant une longue carrière, et grâce à des sacrifices pécu-

une chronique strasbourgeoise en trois volumes in-folio, continuée par son fils et restée malheureusement inédite, et que nous aurons à mentionner plus tard. Mais le plus grand mérite, à mes yeux, de cette intéressante famille est d'avoir réuni la merveilleuse *Collectio Wenckertiana*, dont il sera question tout à l'heure, et dont la perte est absolument irréparable.

niaires considérables, une magnifique collection d'ouvrages historiques et archéologiques, qui servirent en partie à la composition de son *Alsace diplomatique* et de son *Alsace illustrée*, ouvrages qui forment encore aujourd'hui le fonds indispensable de la bibliothèque de tout travailleur dans notre province. Voulant que tant de soins ne fussent point perdus, il conçut le projet généreux de céder sa bibliothèque, en même temps que sa collection d'antiquités, à sa patrie adoptive¹, contre une modeste rente viagère de 2400 livres. Par acte notarié du 25 mai 1765, il céda donc au magistrat de Strasbourg sa bibliothèque, qui comptait alors, selon l'inventaire, 10792 volumes, à condition de pouvoir l'utiliser lui-même jusqu'à sa mort, et de pouvoir en désigner en mourant le bibliothécaire. Il ne cessa de l'agrandir pendant les quelques années qu'il vécut encore, et lors de sa mort, en août 1771, elle se composait de 11,425 volumes, la plupart ouvrages rares et de grande valeur, comme on peut le voir déjà par le nombre tout à fait hors de proportion de volumes in-folio et in-4°, qu'elle renfermait². Schœpflin avait désigné par son testament, pour prendre soin de sa bibliothèque, un de ses élèves favoris, l'historien Chr. G. Koch, devenu à son tour une des illustrations du monde académique de Strasbourg vers l'époque de la Révolution, puis député de cette ville à l'Assemblée législative, plus tard encore membre du Tribunat et premier recteur de l'Académie de Strasbourg. Confiées à ses soins, les collections de Schœpflin furent transportées, elles aussi, dans le chœur de l'église du Temple-Neuf, mais sans être confondues avec la bibliothèque universitaire. Il fut seulement arrêté, à la suite de délibérations entre le corps enseignant et le magistrat de la ville, que ce serait l'Université qui nommerait à l'avenir le bibliothécaire de la collection Schœpflin, et que la ville porterait une partie des frais d'entretien de l'édifice appartenant à l'Université. Elle affectait en même temps une somme annuelle de 1200 livres à l'agrandissement de sa bibliothèque ainsi créée³.

1. Schœpflin n'était point Alsacien d'origine, étant né à Soultzbourg dans le margraviat de Bade-Dourlach.

2. On peut trouver les détails de cette transaction dans une *Notice sur l'origine des bibliothèques publiques de la ville de Strasbourg*, publiée à Strasbourg en 1846 par M. le professeur Jung.

3. Ce fut surtout le prêteur royal, M. le baron d'Autigny, qui seconda sur ce point les vues patriotiques de Schœpflin ; amateur distingué, il

En 1783 le célèbre constructeur d'orgues alsacien, Jean-André Silbermann, également connu comme antiquaire par une excellente *Topographie historique de la ville de Strasbourg* ¹, légua à son tour ses riches collections alsatiques, ainsi que tous ses manuscrits, à la *Bibliothèque de la Ville*, comme on commençait à l'appeler.

Mais l'extension tout à fait inattendue de cette collection urbaine date de la Révolution. Lorsqu'en vertu des décrets de la Constituante, les nombreuses et riches abbayes qui se trouvaient en Alsace, furent sécularisées et leurs biens mis sous séquestre, un professeur de l'ancienne Université, J. J. Oberlin, l'un des successeurs de Koch comme bibliothécaire de la collection Schœpflin et philologue distingué lui-même, essaya de sauver autant que possible les trésors littéraires et scientifiques renfermés dans ces couvents. Grâce aux ordres qu'il sut se faire donner par les puissants du jour, il parvint à réunir à Strasbourg plus de cent mille volumes, imprimés ou manuscrits, provenant de bibliothèques d'ordres religieux ou de nobles émigrés, et, bien que beaucoup de manuscrits précieux et de volumes rares aient été de nouveau volés à cette époque, on doit une vive reconnaissance au savant zélé qui fit tant d'efforts pour soustraire le reste au naufrage ². On peut juger de l'importance de ces fonds divers, quand on apprend que la bibliothèque de la seule commanderie de Saint-Jean, à Strasbourg, fournit pour sa part un contingent de 2000 incunables et de 1200 manuscrits ³. Seulement, quand tous ces trésors furent réunis, Oberlin ne sut où les placer. Transportés à l'Hôtel de la Noblesse (*Ritterhaus*), puis à l'an-

ne négligeait aucune occasion d'acquérir des livres rares qu'il donnait ensuite à la bibliothèque.

1. *Lokalgeschichte der Stadt Strassburg*, 1775, in-folio.

2. J.-J. Oberlin fut aussi l'un des premiers à s'occuper, en France, de l'étude des *patois*, si dédaignés du monde littéraire d'alors. Son *Essai sur le patois lorrain des environs du Ban-de-la-Roche* (Strasbourg, 1775) est très-curieux pour l'époque. On peut consulter sur lui et ses nombreux ouvrages, la notice biographique publiée en 1806, par l'illustre helléniste Jean Schweighäuser.

3. Le catalogue de cette belle collection, rédigé par le curé J.-N. Weislinger et le professeur Witter, a été publié par le premier dans son *Armenarium catholicum perantiquæ atque pretiosissimæ bibliothecæ quæ asservatur Argentorati in commenda emin. ordinis milit. Sancti Johannis Hierosolymitani*. Argent. 1749. fol. Il a servi à constater plus tard les déprédations dont la collection avait souffert pendant la crise révolutionnaire.

cien Séminaire épiscopal, puis dans les bâtiments de l'Ecole centrale du Bas-Rhin, remplacée plus tard par le Lycée, les volumes menèrent pendant quelques années une vie passablement aventureuse, et plus d'un manuscrit y périt ou du moins disparut par un coupable larcin; on les a retrouvés depuis dans différentes bibliothèques d'Europe. Ces livres séquestrés par la volonté de la nation lui appartenaient aussi; ce ne fut qu'un arrêté du 8 pluviôse an XI qui les mit à la disposition et sous la garde des municipalités. Le maire de Strasbourg, à la recherche d'un emplacement convenable pour loger une collection si volumineuse, finit par tomber d'accord avec l'administration supérieure de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg sur l'utilité de placer ces livres dans le lieu où déjà se trouvait la bibliothèque du Séminaire protestant, ancienne bibliothèque de l'Université, et la collection Schœpflin. Cette dernière se vit donc réunie de fait aux acquisitions nouvelles et à partir de l'an XI les deux grandes collections, celle du Séminaire et celle de la Ville, se trouvèrent placées l'une à côté de l'autre dans les salles existantes autrefois déjà mais maintenant réparées et agrandies, ou bien dans des salles construites à neuf dans le chœur du Temple-Neuf, divisé en plusieurs étages. Le Séminaire n'accorda la jouissance gratuite du vaste local ainsi cédé, dont il conservait uniquement la nu-propriété, qu'à la condition de voir dorénavant son propre bibliothécaire choisi également par la ville pour conserver ses collections. Cet arrangement a subsisté pendant plus d'un demi-siècle et a donné successivement à nos collections publiques une série de directeurs bien connus du monde lettré, l'illustre helléniste Jean Schweighæuser, son fils, l'archéologue Geoffroy Schweighæuser, Herrensneider et le savant laborieux auquel nos bibliothèques doivent — (c'est *devaient* qu'il faudrait dire) — leur organisation définitive, M. André Jung. A la mort de ce dernier, arrivée en 1863, la ville de Strasbourg, pour des raisons qu'il serait inutile d'examiner et de discuter ici, maintenant que tout objet de litige a malheureusement disparu, se crut en droit de ne plus observer la convention signée par elle en 1803; à partir de ce moment l'administration des deux bibliothèques fut de nouveau confiée à deux fonctionnaires parfaitement indépendants l'un de l'autre¹.

1. Les bibliothèques publiques à Strasbourg. Note (publiée par le séminaire) 1867.

Une seule bibliothèque est venue s'ajouter en bloc au fonds municipal, depuis soixante ans; encore n'avait-elle pas grande valeur; c'est celle de M. J.-G.-L. Apffel, ancien magistrat à Wissembourg, qui avait légué en 1844, par testament olographe, sa fortune considérable à notre cité, afin d'y encourager le culte et l'étude des beaux-arts et surtout de la musique. Il y aurait à mentionner encore, pour être tout à fait complet, le legs de la bibliothèque de M. Breu, ancien fonctionnaire municipal, fait en 1852. Mais une clause du testament défendant qu'aucun volume de cette collection, riche surtout en relations de voyage, fût mis à la disposition du public, on a généralement ignoré l'existence de cette dernière donation ¹.

Mais il est temps de venir au présent, après vous avoir entretenu si longtemps du passé, et d'appeler maintenant votre attention sur la composition et sur la valeur intrinsèque de ces collections, que nous avons vu se former lentement pendant plus de trois siècles, et que les projectiles incendiaires d'un impitoyable ennemi ont réduites en cendres pendant le cours d'une seule nuit.

On a pu deviner déjà, par les quelques indications données plus haut, que la provenance diverse des livres de nos deux bibliothèques devait très-heureusement influencer sur la composition générale de leur fonds. Théologiens, historiens, philologues, jurisconsultes, philosophes, naturalistes et médecins y ont successivement versé leurs collections individuelles et ont contribué à y représenter ainsi d'une manière équitable les diverses branches de l'activité scientifique. Plus tard, quand les legs furent devenus moins nombreux, et quand l'accroissement des collections s'opéra principalement par les subventions annuelles du budget municipal et les allocations du Séminaire, les résultats restèrent encore assez satisfaisants, malgré l'exiguité presque ridicule des sommes accordées chaque année ²,

1. Voy. (Ristelhuber) lettre sur les Archives de Strasbourg, Str. 1866, p. 40.

2. La ville soldait avec 10,000 francs par an un bibliothécaire, un aide-bibliothécaire et deux sous-aides, deux surveillants pour les lectures du soir, et un correspondant chargé de recevoir, à Paris, les dons du gouvernement; de plus elle devait, toujours avec la même somme, acheter les livres nouveaux, les faire relier, éclairer, nettoyer et chauffer la salle de lecture; on juge ce qui restait pour les nouveautés, bien que le traitement du bibliothécaire fût tout à fait

grâce à deux circonstances surtout. Un même bibliothécaire dirigeant les deux collections, de 1803 à 1863, il put augmenter plus exclusivement dans chacune des deux bibliothèques telle branche spéciale et négliger telle autre, sans nul détriment pour le public, qui utilisait les ouvrages du Séminaire et de la Ville dans une même salle de lecture et de travail. La bibliothèque de la Ville achetait donc plus particulièrement des ouvrages d'histoire, de géographie, de littérature moderne, d'art, etc., celle du Séminaire par contre les ouvrages de théologie, de philosophie, de philologie, etc. Elles se complétaient ainsi l'une l'autre, tout en formant deux administrations tout à fait séparées. De plus, ni l'une ni l'autre des bibliothèques n'achetait, en thèse générale du moins, de livres de droit et de médecine, parce qu'il y avait — elles existent encore — à l'Académie des collections spécialement affectées à l'Ecole de droit et à celle de médecine, et dirigées par un bibliothécaire spécial. Néanmoins, dans les dernières années surtout, l'insuffisance des moyens de subsistance accordés aux deux bibliothèques se faisait de plus en plus vivement sentir, et l'on n'arrivait plus toujours à se procurer tels ouvrages nouveaux, indispensables aux travailleurs sérieux, tandis que les acquisitions inutiles ne faisaient pas aussi complètement défaut qu'on aurait pu le désirer. Encore moins était-il possible de combler peu à peu les lacunes existantes dans la littérature des siècles passés, par des achats d'occasion, comme font avec raison les bibliothécaires d'Allemagne. Ce qui n'avait pas peu contribué, dans les dernières années, à marquer une certaine décadence dans la vie de nos collections publiques, c'était l'idée fort malencontreuse de l'administration municipale de faire tous les soirs de la bibliothèque une espèce de cabinet de lecture à l'usage des classes ouvrières. L'entreprise en elle-même était fort louable, mais il aurait fallu comprendre qu'autre chose est une bibliothèque scientifique, et autre chose une bibliothèque populaire, qu'il est absurde de vouloir unir les deux, et que l'on peut bien procurer une lecture honnête à des ouvriers, mais non pas faire avancer la science, en achetant les volumes vulgarisateurs de la librairie Hachette¹.

mesquin (1400 fr.). Le Séminaire consacrait par an 3,000 fr. à sa bibliothèque ainsi qu'au traitement de ses fonctionnaires.

1. C'est un regret que j'exprime, non point un blâme contre le bibliothécaire qui devait se conformer aux instructions qu'on lui transmettait.

Quoi qu'il en soit des lacunes et des *desiderata* que je vous signale ainsi rétrospectivement et par pur devoir d'historien, nos deux bibliothèques formaient un ensemble qui nous en rendait fiers à juste titre, tant à cause du nombre si considérable des volumes eux-mêmes, qu'à cause de la quantité d'ouvrages et de manuscrits précieux que l'on remarquait parmi eux. Aujourd'hui que les bibliothèques ont péri en même temps que leurs catalogues, on ne peut plus guères donner que des chiffres approximatifs. Les hommes les plus compétents estiment que la bibliothèque de la Ville renfermait environ 300,000 volumes et celle du Séminaire un peu moins de 100,000¹. M. le professeur Jung avait dressé lui-même et fait dresser pendant une carrière officielle de près de 40 ans, le catalogue systématique de ces deux vastes collections. Celui de la ville remplissait 78 volumes in-folio, celui du Séminaire 18 volumes du même format. L'organisation systématique et le numérotage des ouvrages de la bibliothèque de la Ville avaient été définitivement arrêtés en 1842. A partir de cette date, toutes les acquisitions nouvelles, achats, legs ou dons, ont été simplement intercalés au milieu des numéros existants, et il est par conséquent impossible de se rendre exactement compte, aujourd'hui que la bibliothèque elle-même n'existe plus, du nombre véritable des ouvrages qui s'y trouvaient, malgré les relevés imprimés des acquisitions nouvelles publiés depuis une trentaine d'années; souvent un seul numéro revenait cinq ou six fois pour différents ouvrages, successivement intercalés avec un chiffre secondaire, et d'ailleurs tel numéro représentait des séries entières d'ouvrages, comme p. ex. celui des *Documents inédits sur l'Histoire de France*, ou celui des publications de l'Académie impériale de Vienne, etc.²

1. Je donne un chiffre moyen; M. le professeur Reussner, bibliothécaire du Séminaire, dans une *note* que j'aurai à citer plus particulièrement dans un instant, me semble indiquer un chiffre trop restreint en parlant d'un total de 300,000 volumes pour les différentes bibliothèques; M. Th. Gerold, dans un article du *Progrès religieux* de Strasbourg (17 décembre 1870), me semble errer en sens contraire en attribuant 400,000 volumes à la seule bibliothèque de la ville.

2. Bien que ces chiffres ne puissent aucunement donner une idée exacte du nombre d'ouvrages et de volumes, existant en 1870, je cite les totaux de 1842 comme pouvant faire saisir l'importance *relative* des différentes branches de la bibliothèque de la ville : *Théologie* : 15349 numéros. *Philosophie* : 1609. *Lin-*

Pour ce qui est des imprimés on est donc réduit, lorsqu'on veut sortir des généralités, aux treize brochures indiquant les achats faits depuis 1834, et qui n'offrent aucun intérêt parce qu'elles ne contiennent que des titres d'ouvrages modernes. On peut affirmer cependant que, pour certaines branches, telles que la théologie historique, l'histoire, la géographie, les collections de Strasbourg étaient à peu près complètes; les livres publiés avant 1789 étaient réunis ici, sauf de très-rares exceptions, et les rubriques surtout relatives à l'histoire de France et d'Allemagne étaient exceptionnellement bien fournies. Il en était de même de l'histoire d'Alsace; heureusement qu'ici l'on peut dire que le mal n'est pas irréparable, en ce qui concerne les imprimés du moins, puisque la précieuse collection de feu M. C. F. Heitz a été préservée de tout danger¹. Quant aux manuscrits, *peut-être* réussira-t-on à constater d'une manière satisfaisante les pertes subies par l'incendie du 24 août. M. Jung avait consacré de longues années à déchiffrer et à parcourir consciencieusement les manuscrits confiés à sa garde; après avoir acquis ainsi une connaissance très-approfondie de son dépôt, il rédigea un catalogue analytique des manuscrits, dont un exemplaire, détruit avec le reste, fut conservé à Strasbourg; mais, sur la demande du ministère de l'instruction publique, il recopia ou fit recopier les cinq volumes in-folio dont se composait son travail, et les envoya à Paris, où la croix de la Légion-d'honneur lui fut accordée en récompense de ce travail de bénédictin². M. Jung avait essayé de trancher dans ce catalogue toutes les questions qui se rattachaient à des manuscrits très-divers et provenant souvent d'auteurs très-peu intéressants, il y examinait la date de la composition, tâchait de fixer l'époque de la rédaction du ms.,

gustique : 1101. *Littérature ancienne* : 3353. *Sciences, arts, industrie* : 3182. *Littérature moderne* : 5689. *Histoire* : 15058. *Alsatica* : 3720, etc. Il ne faut pas oublier, je le répète, que, grâce au système adopté (1 a, 1 b, 1 c, 1 d, etc.), le même numéro se reproduisait quelquefois cinq ou six fois.

1. Sur cette splendide collection alsatique de plus de cinq mille numéros, que la ville avait l'intention d'acquérir et qui, bien heureusement pour la science, n'était pas encore sortie des mains des héritiers au 24 août 1870, voy. *Revue critique*, 1868, II, p. 415.

2. Ces détails sont empruntés à la notice sur M. Jung, publiée en 1863, par M. le professeur Charles Schmidt, son collègue, le savant historien des Cathares et des Albigeois et l'un des plus érudits connaisseurs de notre passé alsacien.

recherchait le nom de l'auteur s'il était inconnu, etc. Qu'est devenu l'exemplaire de Paris? A-t-il été déposé à la Bibliothèque nationale, ou bien a-t-il été égaré dans quelque bureau du ministère, il y a vingt ans? Il y aurait quelque intérêt à le retrouver aujourd'hui, car c'est par lui seul que nous pourrions être instruits sur nos pertes véritables, l'immense majorité de ces manuscrits n'ayant plus été ouverts depuis que M. Jung y avait touché, et étant restés forcément plus ou moins ignorés de ses successeurs eux-mêmes, dont la besogne courante absorbait suffisamment les loisirs ¹. Vous comprendrez donc combien il est difficile à quelqu'un, qui n'a jamais été à même d'explorer à son aise ces trésors entassés dans une arrière-salle de la bibliothèque, de vous rendre un compte tant soit peu exact de ce qui s'est perdu. A défaut de renseignements tout à fait précis, je vous envoie quelques noms et quelques chiffres puisés dans mes propres souvenirs, dans un discours prononcé par J. M. Lorenz, bibliothécaire et professeur d'histoire à l'Université, en 1772², ainsi que dans une note sommaire rédigée par M. le professeur Reussner, bibliothécaire du Séminaire protestant, et publiée par M. Schnéegans, ancien député du Bas-Rhin à l'Assemblée de Bordeaux, dans le premier volume de son *Histoire de la Guerre en Alsace*³. Ces renseignements sont malheureusement bien vagues, mais ce sont encore les plus précis que j'aie pu me procurer ici. M. Reussner nous dit que la ville possédait environ 1600 manuscrits, le Sémi-

1. Depuis que j'ai rédigé cette notice, des renseignements obligeamment transmis de Paris, ont détruit l'espoir que j'exprimais de pouvoir constater au moins avec exactitude l'étendue de nos pertes, grâce à ce second exemplaire du catalogue des manuscrits. Voici en effet ce que m'écrit mon correspondant : « Des recherches que nous avons faites à cet égard il résulte : 1° que le ministère de l'instruction publique possède actuellement 24 registres in-folio du catalogue des imprimés de Strasbourg (dont deux gros registres consacrés aux incunables); 2° que le tome I et le tome V du catalogue des mss. ont seuls été envoyés au ministère par M. Jung en 1844; 3° que ces deux volumes ont été retournés à l'auteur le 18 mars 1854. Le ministère ne possède, en ce qui concerne les mss. de Strasbourg, que quatre cahiers, reçus en 1842, qui paraissent appartenir à un premier essai de catalogue antérieur à M. Jung et ne donnant rien de plus que la liste sommaire donnée par Hænel. »

2. Des fragments de ce discours, qui ne fut jamais livré à l'impression dans son entier, se trouvent dans Schlœzer, *Briefwechsel statistischen Inhalts*. Göttingen, 1775, p. 113.

3. Neufchâtel, Sandoz, 1871. Appendice I. Malheureusement les fautes d'impression sont très-nombreuses dans cette notice.

de Ruffach¹, celle de Balthasar Kogmann, économe du chapitre de Saint-Pierre-le-Vieux, rédigée vers 1578 en 3 vol. in-fol., celle du peintre Sébastien Bueheler, terminée en 1586, celle d'Ulrich Spach, continuée par Charles et Sébastien Mueg, qui s'arrête en 1596. Les chroniques de Jean Meyer² et de Laurent Fritsch appartenaient également encore au xvi^e siècle. Parmi les narrations contemporaines du siècle suivant, nous ne citerons que les chroniques de George Saladin (1610), Henri Kugler (1626), J. Trausch (1629) et Jean George Bub (1630)³. Enfin le commencement du xviii^e siècle a vu se terminer la grande et volumineuse chronique de la famille Wencker, en 1709. Mais à quoi bon accumuler ici les noms propres, derniers restes de ce qui n'est plus? Tous ces récits pleins de vie des trois siècles les plus intéressants de l'histoire d'Alsace sont anéantis pour toujours, sans qu'aucun historien moderne ait pu les consulter et les mettre à profit⁴, et désormais l'histoire de cette époque sera

1. Des fragments de cette chronique ont été publiés dans le *Code diplomatique* de la ville de Strasbourg, I, 2, 1848. Strobel mentionne également un travail sur cet historien, inséré dans les *Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. IV, p. 334.

2. Cette chronique de J.-J. Meyer, qui fait suite à celle de Kœnigshoven, et qui a été continuée par d'autres jusque vers le commencement du xvii^e siècle, représente seule aujourd'hui l'historiographie alsacienne inédite du xvi^e siècle. Une copie, incomplète il est vrai, de cette curieuse narration se trouve dans la collection Heitz. Je m'occupe en ce moment même d'un travail sur ce sujet et peut-être que maintenant, où les débris seuls de nos anciens trésors nous restent, je trouverai quelque encouragement à la publication de l'œuvre elle-même, malgré le peu d'espoir que me laisse l'expérience de tentatives de ce genre récemment encore échouées.

3. Il se peut qu'une des chroniques strasbourgeoises les plus curieuses de cette époque (seconde moitié du xvii^e siècle), celle du peintre Jean Walther, terminée en 1676, nous soit conservée. Stobel, dans son *Histoire d'Alsace* (V, p. 211), disait en 1846, que l'exemplaire autographe se trouvait entre les mains d'un de nos concitoyens, M. Silbermann, imprimeur à Strasbourg.

4. Strobel seul avait parcouru rapidement un certain nombre de ces manuscrits, mais il n'en avait nullement tiré tout le parti désirable, ainsi que j'ai pu le constater plus d'une fois, en étudiant les sources de l'histoire du xvii^e s. dans ces mss. et en comparant ce qu'il y avait puisé avec ce qu'il y avait laissé. L'énumération la plus complète, quoique très-sommaire encore, de ces chroniques, que je connaisse, se trouve en tête du premier volume des *Notices historiques, statistiques et littéraires sur la ville de Strasbourg*, de J.-F. Hermann, publiées en 1817 et qui renferment une foule de notices curieuses, sur le passé de Strasbourg. L'ouvrage, généralement trop peu connu, de l'ancien

bien difficile à reconstituer avec les seuls documents de nos archives ¹ et les maigres données des histoires générales de ce temps.

A côté des chroniques ont péri aussi tous les originaux des lois et statuts de la république de Strasbourg, magnifique et volumineuse collection dont la place était sans contredit aux archives et qu'un inconcevable caprice en avait extraite jadis, comme pour la voir détruite avec tous les autres souvenirs du passé. Enfin nous avons vu anéantir également toutes ces intéressantes collections de documents et de notes inédites, depuis les *Collectanées* de Daniel Specklé, le célèbre ingénieur strasbourgeois du xvi^e siècle, jusqu'aux papiers si nombreux de Schœpflin, jusqu'aux cartons archéologiques et littéraires de Silbermann, de J. J. Oberlin et de Joseph Schweighæuser, si riches en notices et en détails pour l'histoire de notre province². Avec quel zèle aurions-nous tous travaillé pendant ces dernières années pour arracher au moins quelques débris à la destruction finale, si nous avions su qu'il n'y avait plus un moment à perdre pour préserver nos moissons de l'orage !

A côté des manuscrits il faut mentionner encore les deux collections d'incunables; la ville en comptait près de 5000, le Séminaire environ 4300, dont 1134 non datés. M. Reussner signale surtout le *Codex rationalis divinorum officiorum* de Durand, imprimé à Mayence par Schœffer, en 1459, les *Cicero-nis officia* imprimés par Fust en 1462, la *Bible allemande* de 1466, imprimée par Mentelin, de Strasbourg, etc.³

maire de Strasbourg, autrefois membre du Conseil des Cinq-Cents, consacre également un chapitre très-court, il est vrai, aux bibliothèques. II, 372-380.

1. Puisque je mentionne ici les archives, permettez-moi de me réjouir de ce qu'au milieu de tant de pertes irréparables, ces dépôts du moins sont restés intacts. Les Archives de la Préfecture ont été déposées en partie dans la crypte de la Cathédrale; celles, bien plus importantes de la ville, si curieuses pour l'histoire générale, grâce au rôle politique considérable joué par notre petite république strasbourgeoise, ont été descendues dans les caves de l'Hôtel-de-Ville, tandis que les obus prussiens venaient s'abattre en grand nombre sur cet édifice; grâce aux soins, au dévouement de M. Brucker, l'excellent conservateur de ce dépôt, pas une pièce n'a été détruite ou perdue.

2. Il ne faut point confondre ce J. Schweighæuser, originaire de Haguenau, et mort comme notaire à Strasbourg, en 1773, connu surtout par de nombreux travaux, restés presque tous inédits sur les ordres religieux en Alsace, avec ses homonymes plus célèbres, l'helléniste et l'archéologue, qui n'étaient pas ses parents, et qui étaient d'origine strasbourgeoise.

3. Puisque, comme on l'a vu par une des notes précédentes, il existe encore

Enfin la bibliothèque du Séminaire renfermait encore une collection spéciale, primitivement formée de deux parties distinctes et connues sous le nom de la *Bibliothèque grise*, et de la *Collectio Wenckeriana*. C'était à mon avis le joyau le plus précieux de cette bibliothèque au point de vue historique. Figurez-vous environ 500 gros volumes in-4°, renfermant chacun de 30 à 40 pamphlets, feuilles volantes, actualités en prose et en vers du xvr^e et du xviii^e siècle ! Quelle riche moisson de faits et de détails oubliés, de traits de mœurs, de couleur locale, à trouver pour le romancier, le peintre et l'historien dans ces 15 à 18,000 brochures ! C'était comme un monde nouveau qui se révélait au lecteur et jamais je n'ai mieux compris toute l'insuffisance de l'historiographie officielle pour nous faire saisir le caractère d'une époque, qu'en parcourant les volumes de cette précieuse collection, dont tant de pièces étaient certainement uniques, et qui pouvait fièrement se poser en rivale des collections analogues de Munich, de Dresde, de Wolfenbüttel et de Berlin. Tout cela, tout cela encore irrévocablement perdu, sans qu'il soit même possible de démontrer au monde savant combien grandes ont été nos pertes !

Je ne vous parlerai pas des autres collections renfermées dans les salles de nos bibliothèques et qui ont également péri. Les antiquités celtiques, romaines, germaniques, égyptiennes, de Schœpflin², le musée alsatique d'archéologie que le dernier bibliothécaire de la ville, M. Saum, venait à peine d'installer, les beaux vitraux peints de la Chartreuse de Molsheim, chef-d'œuvre des frères Laurent et Benoît Linck, les portraits des magistrats et dignitaires universitaires qui ornaient les salles de la bibliothèque, tout, jusqu'à notre riche médailler, a disparu sans laisser de trace; les pierres les plus massives ont été écrasées

à Paris un catalogue, au moins partiel, des incunables de Strasbourg, quelque amateur bibliophile se décidera peut-être à examiner de plus près nos pertes en ce qui concerne ce chapitre.

1. Cette collection était beaucoup trop peu connue parce que malheureusement il n'en existait point de catalogue, de sorte qu'on allait tout à fait à l'aventure; mais aussi que de découvertes réjouissantes et inattendues ! J'avais récemment commencé le catalogue de la collection Wencker; malheureusement les douze cents fiches environ, déjà écrites, étaient déposées à la bibliothèque et ont brûlé avec le reste.

2. J. J. Oberlin avait commencé la description de ces collections, acquises en partie à Rome, dans son *Museum Schœpflini*, publié à Strasbourg, 1783, in-4°, et resté inachevé.

par la chute des poutres ou bien effritées par la chaleur de l'incendie. En même temps qu'eux périssaient les souvenirs les plus populaires de notre vieille histoire locale, notre vieille bannière républicaine du xv^e siècle, le bonnet rouge dont on orna la flèche de la Cathédrale pendant la Terreur, et le fameux pot en bronze que les Zurichois amenèrent en 1576 à Strasbourg, rempli d'une bouillie de mil encore chaude, pour montrer avec quelle rapidité ils voleraient au secours de leurs alliés en cas de danger; ils nous l'ont prouvé, ces braves Suisses, à trois cents ans de distance, en venant, si simplement et avec tant de noblesse, arracher nos femmes et nos enfants à ce bombardement sans relâche sous la pression duquel le général de Werder espérait briser l'énergie des citoyens de Strasbourg!

De tous ces quatre cent mille volumes, de tous ces manuscrits, de tous ces souvenirs en pierre ou en bronze, qui nous rappelaient le passé, de tout ce monde intellectuel, où des centaines de travailleurs venaient chercher le pain quotidien de l'esprit, il ne reste que des débris informes et quelques feuillets noircis que le plus léger souffle fait voler en poussière. De tous ces trésors de l'intelligence on n'a retrouvé qu'un tronçon du sabre de Kléber, comme si le sort avait voulu finir cette lugubre tragédie par un éclat de rire moqueur. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce désastre a rudement frappé tous ceux qui savaient apprécier à leur juste valeur et qui contemplaient, non sans orgueil, ces richesses réunies par le zèle intelligent de nos pères; mais, chose digne de remarque! ce n'est pas aux sphères plus élevées de la société que s'est bornée l'expression d'une sincère et profonde douleur. Je n'oublierai jamais, pour ma part, cet homme du peuple, simple ouvrier en blouse, que je rencontrai le lendemain du 24 août, devant les ruines encore fumantes du Temple-Neuf, et qui, pleurant à chaudes larmes, s'écriait : « O *notre* pauvre bibliothèque ! C'est là ce qu'ils ont fait de plus indigne ! » Je l'avoue, la colère naïve de cet homme qui peut-être savait à peine lire, pour qui certes cette bibliothèque n'avait été jusqu'ici qu'une splendide inutilité, et qui pourtant sentait vaguement qu'il venait de se commettre ici un véritable forfait, un crime de lèse-civilisation, m'a profondément touché et je tenais à la rappeler ici.

Mais, en présence de cette catastrophe qui n'a point de pareille

dans l'histoire, et qui, — espérons-le du moins à l'honneur de l'humanité, — n'en aura jamais, il me reste un dernier devoir à accomplir, c'est d'examiner en quelques mots sur qui doit retomber la responsabilité de ce terrible sinistre. Bien que cette lettre ait pris déjà des développements inattendus, vous ne me refuserez pas l'espace nécessaire pour exprimer là-dessus, avec le calme exigé de l'historien, mais avec la franchise qui ne l'est pas moins, ma conviction profondément arrêtée, et que tous les sophismes et tous les mensonges, déjà en voie de formation autour de nous pour détourner l'indignation publique, ne sauraient ébranler désormais.

L'incendie du 24 août a-t-il été le résultat d'un funeste hasard, ou bien, n'est-ce pas de sang-froid que tous les trésors détruits par l'ennemi ont été voués à la destruction? A-t-on fait tout ce qu'il était humainement possible pour mettre à l'abri du danger ces précieuses collections ou pour les disputer aux flammes, alors que le moment fatal fut venu? Je ne puis répondre à ces questions sans soulever à coup sûr des protestations véhémentes autant qu'intéressées de l'autre côté du Rhin, sans froisser peut-être, ici-même, quelques susceptibilités autour de moi. Rien, je l'affirme, n'est plus éloigné de ma pensée que des personnalités inutiles, et vous savez bien que je ne toucherai ce terrain, toujours brûlant, que dans la mesure du strict nécessaire. Mais si j'entends bien me refuser cette triste consolation de maudire injustement le vainqueur, qui souvent reste seule au vaincu, et si je m'efforce d'écarter en ce moment toute inspiration d'antagonisme national, pour arriver à une perception plus nette de la vérité historique, je ne comprendrais pas davantage que des appréhensions personnelles pussent m'empêcher de l'énoncer bien haut, après l'avoir trouvée, et je n'ai point la conscience facile de plusieurs qui protestaient, il y a dix mois, avec une indignation bruyante contre de pareils attentats, et dont le servilisme intéressé n'y voit plus, aujourd'hui que la victoire est décidée, qu'une salutaire dispensation de la Providence.

Ceux qui connaissent Strasbourg, ou plutôt qui le connaissent avant que tant de quartiers de la ville, avant que presque tous nos édifices publics ne fussent plus qu'un monceau de ruines, se rappellent l'immense toiture du Temple Neuf, couronnement disgracieux d'une église gothique de proportions très-vastes et très-belles, mais dont on ne pouvait se rendre compte

à cause du mur mitoyen qui séparait la bibliothèque du Temple, le chœur de la nef. Après la cathédrale c'était de beaucoup la construction la plus élevée de notre cité. Soit qu'on contemplât cette surface de plusieurs centaines de mètres carrés de tuiles noircies, surmontée d'un clocheton rabougri, du haut de la plate-forme de la cathédrale, soit du dehors, en rase campagne, elle ressemblait à une immense ardoise, préparée pour recevoir une inscription quelconque. Mais, grâce à cette configuration même, si peu conforme aux règles de l'architecture gothique, l'église du Temple-Neuf attirait immédiatement les regards quand on examinait la ville du dehors. Naguères encore, avant que la démolition des piliers et des murs de cette vaste ruine eût commencé, on l'apercevait parfaitement des hauteurs de Schiltigheim où se trouvaient les premières batteries prussiennes dirigées contre nous au début du bombardement. Jugez donc de « l'impos- » sibilité de voir les édifices sur lesquels on tirait, » alors que la toiture, haute d'une *quinzaine* de mètres au moins, venait se superposer encore aux arceaux gothiques parfaitement visibles déjà au dessus des murs et des maisons ! Les Allemands qui nous assiégeaient avaient les plans les plus détaillés de la ville, et d'admirables artilleurs, à l'habileté desquels nous rendions justice, tout en nous sentant impuissants contre leurs attaques. Ils ont montré une adresse hors ligne et une précision vraiment stupéfiante dans leur tir. Ils ont choisi, promenant méthodiquement l'incendie à travers la ville tout entière, les édifices publics, l'un après l'autre, pour les réduire en cendres, et ils y ont réussi : le Temple-Neuf avec ses bibliothèques, le Musée de peinture et de sculpturé, le Palais de Justice, le Gymnase protestant, la nef de la Cathédrale, l'Arsenal, l'église de l'Hôpital civil, l'Hôtel de la Préfecture, l'État-Major de la Place, le Théâtre, la Direction de l'Artillerie, ont été tour à tour *cueillis* au milieu de la ville (si je puis m'exprimer ainsi) et détruits par des bombes incendiaires qui les atteignaient avec une précision merveilleuse. Il y eut des commencements d'incendie, heureusement étouffés dès le début, à l'église Saint-Thomas, à l'Hôtel-de-Ville, à l'église Saint-Guillaume, etc. Qu'il y ait eu des maisons particulières atteintes çà et là par des boulets qui ne leur étaient pas précisément destinés, nous l'admettons à la rigueur¹; d'ailleurs les Prussiens ne se donnaient pas la peine de

1. Il s'agit ici du temps qui s'écoula après les premiers jours du *grand bom-*

viser pour un si menu fretin ; ils tiraient dans le tas, à l'aveuglette, toujours sûrs d'atteindre quelque chose et quelqu'un. En tout cas, l'artillerie ennemie s'est montrée beaucoup trop habile pendant la durée du siège pour pouvoir plaider, au sujet de la Bibliothèque, les circonstances atténuantes de l'incendie par maladresse. L'excuse serait ridicule autant que mensongère, quand on songe qu'au troisième coup, une batterie prussienne a réussi à toucher, le 25 septembre, la croix en pierre qui surmonte la flèche de la cathédrale à une hauteur de 140 mètres et à la briser¹ ; et les artilleurs, qui ne manquèrent point ce but qui présentait une surface d'un demi-mètre à peine, auraient été assez maladroits pour cribler de centaines de projectiles un immense édifice qui présentait une surface de plusieurs centaines de mètres carrés ? On sait du reste quel était le plan du général prussien. Croyant, par suite d'une malencontreuse proclamation du général Uhrich, inspirée par le préfet impérial, M. le baron Pron², que la discorde régnait parmi les citoyens et qu'il existait un parti allemand dans l'intérieur des murs, il voulait forcer la reddition en agissant par la terreur sur l'esprit de la population, et la pousser à la révolte par l'effroi. Ce calcul, que je m'abstiens de qualifier et que les journaux allemands ont trouvé la chose la plus naturelle du monde, échoua, comme on sait, à l'éternel honneur des citoyens de Strasbourg. La terreur du bombardement fut bien vite remplacée, même chez les faibles, par l'indignation la plus violente, et ce qui aurait été très-difficile auparavant devint tout à fait impossible à partir des journées de fin d'août. Mais cette *pression psychologique et morale* n'en reste pas moins un fait avéré, avoué hautement d'ailleurs par M. de Werder lui-même³. Qui veut la fin veut les moyens ! Or,

bardement, comme on disait à Strasbourg ; car du 23 au 29 août les ennemis, espérant encore intimider les habitants, ne se bornèrent pas, comme plus tard, à détruire systématiquement les édifices publics et les faubourgs qui auraient pu servir d'appui à nos troupes en cas d'assaut, mais on tâcha d'atteindre encore autant de maisons particulières que possible, afin d'augmenter l'effroi.

1. M. Klotz, l'architecte de l'œuvre Notre-Dame, vient de publier son *Rapport au Maire* sur ce sujet, en une brochure fort intéressante, avec dessins à l'appui. Strash. 1871. In-8°.

2. Proclamation du 10 août 1870 : « Les bons peuvent se rassurer ; quant aux » autres ils n'ont qu'à s'éloigner ! » Comme à cette date personne ne pouvait plus sortir, M. de Werder en devait conclure que « les autres » étaient assez peu disposés à se défendre.

3. Le général Uhrich communiqua aux délégués de la population, la lettre

parmi les désastres qui pouvaient le plus vivement impressionner les habitants, devait être certes la destruction de leurs plus beaux édifices, de ceux qu'ils devaient croire inviolables à l'ennemi lui-même : de là, dans le système inflexible de pression morale, l'incendie des bibliothèques et du Temple-Neuf même, de la toiture de la nef de la Cathédrale, de l'église de l'Hôpital, etc., etc. C'était logique, bien que barbare, et la guerre nous a montré que nos ennemis tenaient à la logique bien plus qu'à l'humanité. Il n'y a donc pas moyen, selon moi, — je le déclare en mon âme et conscience, après un impartial examen des faits et avec toute la douleur qu'une certitude de ce genre doit nécessairement faire ressentir à tout homme honnête, — il n'y a point moyen de nier que la destruction de la bibliothèque ait été chose préméditée ; quand l'église brûlait déjà, les flammes, s'élevant à une hauteur prodigieuse, éclairaient au loin le paysage et, alors du moins, les Prussiens auraient dû reconnaître à la clarté de l'incendie que c'était le second en importance des édifices religieux de Strasbourg qui brûlait. Mais, pendant toute cette horrible nuit, les projectiles incendiaires ne cessèrent de pleuvoir au milieu du brasier, accompagnés de boîtes à balles qui répandaient des centaines de projectiles aux alentours, afin d'en empêcher l'approche. Encore le lendemain matin, à 5 heures, alors que déjà tout était à peu près consumé, les obus prussiens continuaient à tomber dans l'immense foyer. J'ajouterai ici que je sais de source certaine qu'un professeur d'une Université de l'Allemagne du sud, — je le nommerai au besoin, — qui autrefois avait largement exploité les trésors scientifiques de Strasbourg, avait écrit une lettre très-longue et très-détaillée au général de Werder pour le prier de ménager en tout cas la Bibliothèque et pour lui en décrire minutieusement la position exacte. Mais, de quel poids pouvaient être les pressantes sollicitations d'un savant pour cet impitoyable soldat dont l'unique mission consistait à s'emparer de Strasbourg à tout prix ?

même du général de Werder, refusant la sortie aux femmes et aux enfants de Strasbourg. En voici la fin : « Vous vous trouvez dans une ville de 80,000 âmes » et vous n'avez ni casemates ni refuges. La présence dans votre ville des » femmes et des enfants est pour vous un élément de faiblesse, dont je ne puis » pas vous priver. Ce qui fait votre faiblesse fait ma force. » Schneegans, *La Guerre en Alsace*, I, p. 116. M. S. faisait partie de la députation envoyée par Uhrich.

Les Allemands, après la prise de Strasbourg, ont été passablement embarrassés au sujet de l'acte de vandalisme commis par leurs soldats. Ils n'ont jamais pu expliquer comment on n'avait pas pu apercevoir un édifice religieux qui, placé en relief, dominait au loin les remparts, et comment, en l'apercevant, on avait pu détruire, de propos délibéré, un temple consacré à ce même Dieu qu'ils avaient la prétention d'adorer avec bien plus de ferveur. Car, je le répète une dernière fois, l'idée de l'incendie *par la maladresse* des pointeurs est trop absurde pour qu'on lui fasse l'honneur de la discuter plus longuement ici. Ils ont essayé de détourner la question en affirmant, dans les premiers jours, que les plus importants trésors de la bibliothèque avaient été sauvés : on put lire dans les journaux d'Outre-Rhin des histoires mystérieuses de citoyens confiant aux correspondants de ces feuilles qu'on avait caché beaucoup de choses précieuses, mais qu'on le niait, afin de faire rejaillir d'autant plus de haine sur les Allemands¹. Plus tard, quand il fut bien constaté que *tout, absolument tout*, avait péri, ils rejetèrent avec un touchant ensemble la responsabilité du désastre sur les bibliothécaires strasbourgeois. Ce n'est pas nous, disaient-ils, que l'Europe savante doit accuser, nous n'avons fait que remplir un devoir pénible en détruisant cette ville obstinée, mais ce sont ces misérables bibliothécaires (*sic*) qu'il faudrait arrêter et rendre personnellement responsables des suites de leur inqualifiable négligence ; ils auraient dû entasser les plus précieuses d'entre les richesses confiées à leurs soins dans les caves voûtées, arracher pendant l'incendie même, au péril de leur vie, ce qu'on pouvait encore disputer aux flammes, etc.

C'est ici le point le plus délicat de ma tâche, mais je dois l'aborder aussi pour rendre hommage à la vérité jusqu'au bout. A-t-on fait tout ce qu'on pouvait pour sauver les bibliothèques aujourd'hui perdues ? Non, malheureusement : les mesures de précaution prises avant le sinistre étaient tout à fait insuffisantes en cas de danger véritable, et quelques précautions indispensables ont été complètement négligées. A qui la faute ? Au désarroi

1. Ce furent surtout les correspondants de la *Gazette d'Augsbourg*, dans laquelle M. Berthold Auerbach, le célèbre romancier, avait inséré pendant le bombardement des correspondances sur Strasbourg, qui donnaient de sa valeur morale une idée bien plus triste encore que de sa véracité historique, qui inventèrent à ce sujet de ridicules anecdotes.

administratif tout d'abord qui fut indescriptible au lendemain de la défaite de Frœschwiller, au manque d'avertissements clairs et précis adressés à la population par les autorités militaires et civiles¹, mais peut-être aussi au manque d'initiative de la part des hommes chargés plus spécialement de veiller à ces dépôts. Jamais, malheureusement, les intérêts intellectuels de Strasbourg n'ont obtenu de la part des administrateurs et des représentants de la cité l'attention qu'ils semblaient pouvoir exiger dans une ville d'une réputation européenne dans le passé et qui n'avait pas trop démerité dans le présent. Au moment de l'investissement de la cité, il s'agissait de pourvoir à tant de choses que la protection des bibliothèques, archives, musée d'histoire naturelle, musée de peinture, etc., parut chose aussi embarrassante que superflue aux personnages qui auraient eu à donner des ordres à ce sujet. Comme je désire m'abstenir de personnalités, hélas ! inutiles maintenant, à l'adresse de gens qui depuis ont acquis des droits à l'indulgence par leur conduite patriotique, je ne répéterai pas les paroles au moins fort étranges qui furent répondues alors aux fonctionnaires venant réclamer des instructions à ce sujet. Finalement, on se contenta de mettre une demi-douzaine d'hommes et quelques cuves d'eau dans les combles du Temple-Neuf, mesure tout à fait dérisoire en cas d'un véritable incendie. Il y avait si peu de pompes disponibles en ce moment et l'on en avait tellement besoin dans les faubourgs où les incendies avaient déjà commencé qu'il n'y en eut pas de stationnées dans l'enceinte même des bibliothèques. En présence de cette insuffisance absolue des moyens de précaution pris par l'autorité municipale, la Commission administrative de la Bibliothèque de la Ville, le corps des Professeurs du Séminaire protestant, auraient dû se réunir d'urgence pour ordonner à leurs bibliothécaires respectifs de prendre des mesures de protection et pour les soutenir de leurs conseils. Cela encore n'eut pas lieu. Abandonnés à leur initiative personnelle, ces fonctionnaires auraient pu agir encore à leurs risques et périls et sans attendre aucune impulsion

1. Personne ne comprit, si ce n'est lorsqu'il était déjà trop tard pour rien faire, que le général Uhrich avait voulu parler du *bombardement*, en disant dans sa proclamation du 22 août : « Le moment solennel est arrivé ! » — Pourquoi poser ainsi des énigmes à une population dont on exigeait de si durs sacrifices, au lieu de lui dire simplement, virilement : « On va nous bombarder, » mais ce n'est pas une raison pour nous rendre ! »

officielle; des caisses portatives, qu'on aurait pu facilement se procurer, auraient été remplies des manuscrits les plus précieux et déposées au rez-de-chaussée, dans le musée archéologique. Le feu ayant pris au second étage, le 24 août, on aurait eu le temps, si quelques hommes courageux avaient été là, — et on en aurait trouvé, — de transporter ces caisses à dix pas de là, dans les caves voûtées du Gymnase protestant, où furent déposées plusieurs bibliothèques particulières, entre autres la collection Heitz. Le bâtiment de la bibliothèque lui-même n'avait pas, par malheur, de caves, et d'ailleurs il est probable qu'elles se fussent effondrées sous le poids des masses énormes qui s'écroulèrent pendant l'incendie. Malheureusement rien de pareil ne fut fait. On laissa tout en place, pas un seul manuscrit ne quitta les rayons et chacun s'abandonnait à ce sujet à la plus trompeuse sécurité. Personne, je dois le dire, personne n'aurait cru possible qu'en plein dix-neuvième siècle une nation qui prétend marcher à la tête de la civilisation, qu'un souverain chrétien, donneraient l'ordre de réduire en cendres des temples et des églises, et j'aurais, tout le premier, accusé de calomnie celui qui aurait osé soutenir devant moi une opinion contraire. Naïves illusions, dont nous avons chèrement acheté la perte, mais que nous ne devons point nous repentir d'avoir entretenues jadis, puisqu'elles montrent les victimes à un niveau moral auquel leurs vainqueurs n'ont même pas essayé d'atteindre.

Donc, quand l'incendie éclata, vers neuf heures du soir, rien n'était prêt : le feu se répandit avec une rapidité prodigieuse; les vieilles boiseries des salles de la Bibliothèque du Séminaire, qu'elles saisirent d'abord, furent en un clin-d'œil la proie des flammes; dès lors, le sauvetage du moindre volume devenait presque impossible. L'escalier principal du bâtiment, au lieu d'être en pierre, était une légère charpente en bois, et sa chute pouvait couper la retraite aux sauveteurs hardis qui auraient pénétré dans l'intérieur des salles encore intactes. En tout cas, c'est là mon intime conviction, on aurait pu vider encore en partie la grande salle du rez-de-chaussée, où se trouvaient beaucoup d'antiquités d'un poids minime (médailler, etc.) et, si je ne me trompe, un certain nombre de manuscrits. Mais personne ne vint. Aucun des deux bibliothécaires, soit qu'ils n'aient point été avertis dès le commencement du sinistre (ce qui est fort possible), soit qu'ils aient cru dès l'abord le malheur irréparable et le but

à atteindre trop insignifiant en comparaison des dangers qu'il aurait fallu affronter pour le réaliser, ne se présenta pour diriger les efforts des hommes de bonne volonté qui se seraient peut-être trouvés si quelque chef énergique avait été là. Bientôt le feu s'étendant partout et l'ennemi couvrant, selon son habitude, le brasier de projectiles nouveaux pour empêcher toute tentative de l'éteindre, le sauvetage, difficile dès l'abord, devint impossible, absolument impossible. Le principal reproche que l'on puisse faire aux fonctionnaires chargés de la conservation de nos deux bibliothèques est donc celui d'avoir passivement attendu des ordres qui ne vinrent pas et d'avoir manqué d'initiative, croyant impossibles les actes de vandalisme sauvage que Strasbourg devait voir s'accomplir pendant près de deux mois. Ceci, nous pouvons nous l'avouer à nous-mêmes, tout en prenant notre part de responsabilité de cette absence de toute mesure de précaution, parce que tout le monde les croyait inutiles; mais ce qui est révoltant pour tout cœur droit et honnête, c'est d'entendre ceux-là mêmes qui, de propos délibéré, ont ainsi détruit nos richesses scientifiques, de les entendre, dis-je, accuser avec une chaleureuse indignation et d'un ton de douleur hypocrite, notre négligence et notre manque d'intérêt pour les choses de l'esprit. Est-ce donc notre faute à nous si les Prussiens ont réduit en cendres l'église du Temple-Neuf, et serait-ce nous, par hasard, qui avons mis le feu à nos bibliothèques? Maintenant on fait grand bruit par toute l'Allemagne de la générosité sans exemple avec laquelle on va dédommager Strasbourg de la perte de ses deux bibliothèques. Partout les libraires, les éditeurs, les savants, viennent offrir des exemplaires de leurs œuvres ou de celles qu'ils ont en magasin; quelques bibliothèques promettent leurs doubles; des particuliers annoncent leur intention de doter l'Université germanique de Strasbourg de leurs collections particulières, etc. Tout cela, bien entendu, à l'adresse des âmes naïves qui sont au moins aussi nombreuses à Berlin qu'à Paris. On ne crée pas, en effet, de véritables bibliothèques du jour au lendemain, le plus mince écrivain le sait, et quel savant allemand pourrait croire un instant qu'un pareil ramassis de volumes modernes, dût-on en réunir d'un coup cent mille, ait le droit de s'appeler une bibliothèque et puisse être utile à l'érudit qui cherche à pénétrer au fond des choses et ne veut étudier qu'aux sources? Qui nous rendra nos manuscrits, nos précieuses collec-

tions du xvi^e et du xvii^e siècle, nos chroniques inédites, fidèles tableaux des hauts faits de nos ancêtres républicains; qu'au moins on ne vienne pas nous dire qu'on nous remplacera tout cela, et bien au-delà! La partie la plus précieuse de nos richesses est irrévocablement perdue. Jamais nous ne verrons renaître tous ces trésors froidement anéantis pour faire triompher un savant système de pression morale. Le souvenir de leur destruction suffirait seul pour nourrir dans nos cœurs, à côté de la douleur la plus profonde, le plus inébranlable mépris pour tous ceux qui ont concouru à cette destruction sans nom, pour tous ceux qui l'ont approuvée, pour tous ceux qui, chaque jour encore, essayent de la défendre.

Mais je dois enfin clore cette lettre, mon cher directeur. Ces souvenirs, vieux à peine d'une année, et cependant séparés déjà de nous par tant de douleurs nouvelles, par tant de tortures morales, plus poignantes encore, me font souvenir des temps plus heureux où je me traçais un plan d'avenir au milieu de ces richesses inédites dont une si faible parcelle devait jamais voir le jour. Ce souvenir, en ce moment, me semble plus douloureux que toutes nos autres souffrances; vous vous souvenez des vers du grand poète, de l'exilé de Florence :

. nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria.

Aussi je m'arrête ici : ma tâche d'ailleurs est remplie. Je vous ai retracé, aussi fidèlement que j'ai pu, l'histoire de nos vieilles bibliothèques, et vous pardonnerez l'abondance de détails avec laquelle je vous ai parlé de leur sort, en songeant que je disais dans ces pages comme un suprême adieu à un mort chéri qu'on quitte à tout jamais.

Agréez, etc.

Rod. REUSS.

Strasbourg, juillet 1871.



BIBLIOGRAPHIE.

CARTULAIRES de l'église-cathédrale de Grenoble, dits Cartulaires de saint Hugues publiés [dans la collection des documents inédits sur l'histoire de France] par M. Jules Marion. Paris, imprimerie impériale, 1869, 1 vol. in-4°.

Les Cartulaires de l'église de Grenoble, connus sous le nom de Cartulaires de saint Hugues, ont été consultés par tous les écrivains qui, depuis le ^{xviii} siècle, se sont occupés de l'histoire du Dauphiné, de la Provence ou de la Savoie, qui en ont inséré de nombreux fragments dans leurs ouvrages. Cependant, malgré la célébrité très-méritée dont ils ont joui de tout temps, ils n'ont jamais été imprimés dans leur entier. Le savant Benjamin Guérard avait eu, le premier, l'idée d'en donner une édition complète, et il leur avait assigné une place dans la collection dont il fut le premier éditeur ; il avait même fait commencer la copie, mais cette édition était restée à l'état de projet et nous devons savoir un gré infini à M. Marion d'avoir entrepris et mené à bonne fin cette publication qu'il a faite sienne, tant par le plan qu'il a suivi, les additions et les notes historiques dont il a accompagné les textes, que par le soin minutieux qu'il a apporté à la correction de ceux-ci.

Dans une introduction, écrite avec cette plume élégante et facile qui rend si recommandables les travaux dont il a enrichi le monde érudit, M. Marion a tracé d'une main rapide la description et l'histoire des Cartulaires de saint Hugues ; il a discuté la question fort controversée de l'authenticité du second cartulaire et s'est prononcé pour l'affirmative en justifiant son opinion par des raisons devant lesquelles la critique la plus sévère est forcée de s'incliner. Après avoir apprécié en quelques lignes le rôle politique de saint Hugues, M. Marion démontre que des trois cartulaires de l'église de Grenoble, les deux premiers sont certainement dus à saint Hugues ; aucun doute ne peut s'élever à cet égard. Il n'en est pas de même du troisième qui a bien pu être commencé du temps de saint Hugues, mais qui a été continué par ses successeurs.

Hugues de Châteauneuf, plus connu sous le nom de saint Hugues, naquit en 1053, à Châteauneuf d'Isère, diocèse de Valence ; à vingt-

deux ans il fut pourvu d'un canonicat dans la cathédrale de Valence. En 1079 un prélat, dont l'autorité était alors considérable dans le midi de la France, Hugues, évêque de Die, légat du Saint-Siège, et plus tard archevêque de Lyon, se l'attacha en qualité d'auxiliaire et l'emmena avec lui au concile d'Avignon, qui allait s'ouvrir sous sa présidence.

Le siège épiscopal de Grenoble vint à vaquer au même moment et, pendant la tenue du concile, une députation du chapitre de cette ville vint à Avignon demander au légat de donner à leur église, au nom du pape, Hugues de Chateauneuf pour évêque. Le légat se rendit à cette demande. Hugues, bien que pourvu d'un canonicat depuis plusieurs années, n'était point encore prêtre ; on lui administra tout à la fois les ordres mineurs et majeurs, mais il ne voulut pas demander la consécration épiscopale à son métropolitain, dont la réputation était loin d'être intacte ; il voulut aller la recevoir à Rome des mains du Pape. C'est de ce premier voyage en Italie que date la vive affection de Grégoire VII pour le jeune évêque de Grenoble et le zèle que celui-ci marqua, dès les premiers jours de son épiscopat, pour la défense des intérêts du Saint-Siège. Hugues, depuis ce moment, resta jusqu'à la fin de sa vie, sans jamais hésiter ni varier, fidèle à la cause pontificale.

Il personnifie, en effet, comme le dit excellemment M. Marion « cette » catégorie d'évêques réformateurs que suscita dans la seconde moitié » du XI^e siècle, le génie de Grégoire VII ; amis et auxiliaires dévoués » du Saint-Siège, dont ils adoptent toutes les doctrines et secondent » la politique en même temps qu'ils s'appuyent sur lui ; adversaires » décidés de la féodalité dont l'esprit et les tendances sont de tout » point le contre-pied des leurs, et toujours prêts à prendre, chacun » dans leur province et contre les seigneurs locaux, la plus grande » part possible à la lutte qui se débattait alors sur un plus vaste » théâtre entre le pontificat romain et l'empire, ils sont opposés aux » évêques féodaux leurs prédécesseurs et leurs contemporains. Saint » Hugues et les évêques de son école sont à proprement dire et » presque dans le sens moderne du mot des ultramontains. »

Un des événements les plus importants de la vie de saint Hugues tant par l'énergie de la lutte que par les nombreux incidents qui en prolongèrent la durée, fut certainement le différend qu'il eut avec Gui de Bourgogne, archevêque de Vienne, son métropolitain, au sujet des revendications que celui-ci faisait de l'archidiaconé de Salmorenc qui avait toujours appartenu à l'évêché de Grenoble, mais que Gui prétendait, sans preuves, avoir été cédé à temps par ses prédécesseurs aux évêques de Grenoble lorsque leur diocèse était ravagé par les païens et en dédommagement des pertes qu'ils avaient éprouvées. Parmi les faits de ce procès mémorable nous signalerons d'une ma-

nière toute particulière la mention plusieurs fois répétée du soin, pris par saint Hugues, de recueillir de tous côtés les pièces qui pouvaient le mieux établir son droit en justice, et c'est à ce besoin de réunir les anciens titres de son église que nous devons la pensée qui a donné naissance aux précieux cartulaires qui portent son nom. Pour le premier cartulaire le fait est évident; tous les actes qu'il renferme, dont le plus récent est de l'année 1109, se rapportent directement ou indirectement à l'archidiaconé de Salmorenc; quelle que soit la date de la charte, de quelque personnage qu'elle émane, ce qu'on y cherche, ce qu'on lui demande de prouver, c'est qu'au temps où elle a été écrite le pays de Salmorenc faisait partie du diocèse de Grenoble, et si le précieux testament du patrice Abbon figure intégralement parmi les pièces de ce cartulaire, il doit cette faveur uniquement à ce fait, que de son texte on peut tirer la preuve que le château de Vinay et le village de Quincieux, situés dans le mandement de Saint-Geoirs, appartiennent à la fois au pays de Salmorenc et au diocèse de Grenoble.

Le second cartulaire est dû à la même pensée. Ce qui le prouverait au besoin, c'est que c'est sous le nom de Cartulaire de saint Hugues que Hugues II, successeur de Hugues de Châteauneuf, désigne le recueil dont il cite plusieurs chartes qu'on retrouve aujourd'hui dans ce deuxième cartulaire et qui n'existent que là. C'est dans ce même cartulaire qu'est transcrite la célèbre charte de saint Hugues, relative à un partage de condamines entre l'évêque de Grenoble et le comte d'Albon, dont le préambule sous forme de récit historique tranche d'un seul coup deux grosses questions aujourd'hui encore fort controversées; l'établissement et le séjour, au ^x^e siècle, des Sarrasins dans le diocèse de Grenoble; l'origine et les commencements de la souveraineté des comtes Guigues en Dauphiné. M. Marion établit que la charte, avec son préambule historique, est inattaquable en tant que document paléographique et moralement vraie, et qu'elle reproduit fidèlement sinon la vérité absolue des faits dans leurs détails, du moins la tradition populaire dont l'évêque de Grenoble s'est fait l'écho.

Nous croyons être utile à plus d'un lecteur de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* en empruntant à la préface du savant éditeur la description suivante des Cartulaires dont la réunion forme le nouveau volume dont s'est enrichie la *Collection des documents inédits*.

Le premier cartulaire est un volume de format petit in-4^o, composé de 87 feuillets; il renferme 34 actes, dont le plus ancien est daté de l'année 739, et le plus récent de 1109. Il a dû être écrit vers l'année 1130; les plus importants parmi ces actes sont le testament du patrice Abbon (année 739) si curieux au point de vue de la géographie et de l'histoire de la condition des personnes et des terres dans le midi de la France et le nord de l'Italie au ^{viii}^e siècle, le long récit des que-

relles de saint Hugues avec son métropolitain, Gui de Bourgogne, archevêque de Vienne, dont nous avons déjà parlé. Un diplôme de l'empereur Charles le Gros, du 20 juin 885, confirmatif des possessions de l'église métropolitaine de Lyon, et la liste chronologique des évêques de Grenoble, depuis saint Domnin jusqu'à saint Hugues inclusivement.

Le deuxième cartulaire est un volume in-8° en parchemin, qui avait à l'origine 104 feuillets, mais qui n'en a plus que 92 aujourd'hui. Il contient 129 chartes, dont la plus ancienne parmi celles qui sont datées est du 23 août 1057, et la plus récente de l'année 1111. L'écriture, beaucoup moins soignée que celle du premier cartulaire, ressemble beaucoup à celle-ci ; c'est une minuscule bien caractérisée du xii^e siècle. Quatre chartes d'une écriture très-visiblement postérieure à celle du corps du cartulaire ont été transcrites sur des pages demeurées primitivement blanches ; parmi ces pièces se trouve la liste des évêques de Grenoble depuis saint Domnin jusqu'à Falcon (1250-1266) ; l'écriture est du xiv^e siècle ; une main de la fin du xv^e a continué la liste des évêques successeurs de Falcon jusqu'à Siboud Alemand (1450-1477).

Le troisième cartulaire est un petit in-folio en mauvais état, composé de 74 feuillets de parchemin, dont les quatre premiers troués et déchirés par larges places, forment un cahier distinct du reste, cousu et relié postérieurement avec le cartulaire sans en faire partie. Cet appendice, dont l'écriture, quoiqu'appartenant au milieu du xii^e siècle, offre un aspect un peu moins ancien que celle du corps du cartulaire, a probablement été rédigé sous le pontificat du successeur immédiat de Hugues I^{er}, Hugues II, duquel émanent les deux actes les plus récents parmi les onze qu'il renferme ; les neuf autres, d'une date beaucoup plus reculée, appartiennent exclusivement au ix^e et au x^e siècle. Parmi eux se trouve l'acte du célèbre concile de Mantaille (15 octobre 879). Le cartulaire proprement dit commence au folio 5 et comprend par conséquent 70 feuillets, répartis en neuf cahiers d'un nombre inégal de feuillets. Les huit premiers de ces cahiers renferment 133 chartes, dont aucune ne dépasse l'époque de Hugues I^{er}. L'écriture appartient, comme celle des autres cartulaires, au xii^e siècle. Le neuvième et dernier cahier est composé de six feuillets, mais l'écriture, quoique du xii^e siècle, est très-différente de celle des cahiers précédents, et les quatre chartes qui y sont transcrites appartiennent à Hugues II. C'est donc probablement à cet évêque qu'il faut en attribuer la confection ainsi que celle des quatre premiers feuillets. Ce troisième cartulaire commence par un pouillé complet du diocèse de Grenoble ; le plus ancien des documents qu'il renferme est de l'année 1094 et le plus récent, transcrit après coup, porte la date du 25 novembre 1224.

Un grand nombre d'actes ont été reproduits plusieurs fois intégralement ou en partie dans les trois cartulaires. Ainsi, il y en a six qui se trouvent transcrits trois fois, et quatre-vingt-deux sont en double expédition. Dans son édition, M. Marion a imprimé les trois cartulaires dans l'ordre où nous venons de les décrire : il les a distingués par les lettres A B et C. A la suite viennent, sous le titre de *Chartæ supplementariæ*, au nombre de treize, les documents ajoutés après coup aux cartulaires B et C, plus deux pouillés du diocèse de Grenoble, ce qui porte à 220 le nombre total des documents contenus dans l'édition.

L'un des deux pouillés ajoutés par M. Marion est du xiv^e siècle ; il est tiré du manuscrit latin de la Bibliothèque nationale 10031. Le second, rédigé seulement en 1497, mérite une mention particulière. Le manuscrit appartient aux archives de l'évêché de Grenoble ; il a été rédigé par François Dupuis, d'abord official à Valence et vicaire-général de Grenoble, qui plus tard se retira à la Grande-Chartreuse et devint général de l'ordre des Chartreux. Ce dernier pouillé n'est point comme les documents de ce genre une simple liste de paroisses ou de bénéfices, c'est, comme le dit M. Marion, une véritable statistique de l'ancien diocèse de Grenoble, divisée en huit chapitres et offrant le dénombrement des paroisses divisées par archiprêtres, la liste des abbayes, des prieurés, des couvents d'hommes et de femmes, le dénombrement des feux dont se compose chaque paroisse, le chiffre des revenus de la cure, le vocable des églises, la liste des chapelles avec leurs dotations, fondations, etc., etc. Ce document, si important à tous les points de vue, n'avait pas encore été publié.

Cinq tables ou index, rédigés avec le plus grand soin, accompagnent les textes édités par M. Marion. Un index chronologique des chartes et documents, placé en tête du volume, un *index rerum*, un *index generalis nominum*, un *index generalis magni polleti*, et un *index* géographique donnant la synonymie moderne des noms de lieu, rejetés à la fin, terminent dignement cette importante publication.

EMILE MABILLE.

CARTULAIRE de Louviers : documents historiques originaux du x^e au xviii^e siècle, la plupart inédits, extraits des chroniques et des manuscrits des bibliothèques et des archives publiques de la France et de l'Angleterre ; recueillis et publiés sous les auspices de la ville de Louviers et à ses frais, par Th. Bonnin. Documents. Tome I (x^e, xi^e, xii^e et xiii^e siècles). Evreux, impr. de Aug. Hérissé. 1870. In-4^o de 346 pages. — Tome II, 1^{re} partie (xiv^e siècle). Evreux, 1871. In-4^o de 190 pages.

M. Bonnin, dont la réputation est assise depuis longtemps sur deux

grands travaux, justement estimés, les Antiquités des Eburoviques et le Journal d'Eudes Rigaud, vient de publier les deux premières parties d'un ouvrage qui ne lui fera pas moins d'honneur que les précédents. Sous les auspices de la ville de Louviers, il a entrepris de réunir et de publier tous les textes relatifs à l'histoire de Louviers, du ^x^e au ^{xviii}^e siècle. La portion qui a vu le jour et qui ne comprend pas moins de 314 pièces, permet déjà de déclarer que le plan du recueil est judicieusement conçu, que les recherches ont été conduites avec la plus louable persévérance dans tous les dépôts de la Normandie et de Paris, que les textes sont correctement établis, et que les notes, souvent rédigées à l'aide de documents inédits, témoignent d'une instruction étendue et d'une critique exercée.

Quand l'ouvrage sera terminé, il y aura lieu de faire ressortir l'intérêt qu'il offre, non-seulement pour l'histoire de Louviers et des archevêques de Rouen, seigneurs de Louviers, mais encore pour l'histoire générale de la draperie. Aujourd'hui je me bornerai à signaler dans les deux premières parties un certain nombre de documents qui pourront donner une idée de l'importance et de la variété du recueil. A ces brèves indications je joindrai des remarques sur quelques passages que je prends la liberté de recommander à l'attention du savant éditeur.

I. Extrait d'une pancarte contenant la notice des donations faites à Saint-Taurin d'Evreux par Richard I^{er}, duc de Normandie (943-996). C'est là que se trouve la première mention de Louviers : « ecclesias de Wellebou (Elbeuf), ... et de Loviers. »

II. Grande charte de Richard II, duc de Normandie, pour l'abbaye de Fécamp. Août 1026.

VII, IX et suivants. Témoignages fournis par diverses chroniques sur Gautier de Coutances, le premier des archevêques de Rouen qui ait possédé la seigneurie de Louviers. — Trompé par les anciennes éditions, M. Bonnin a attribué à un continuateur de Robert du Mont le texte classé sous le n^o XI ; ce texte est de Robert du Mont lui-même. — La charte de Henri II, ajoutée en note sous ce n^o (p. 22), d'après l'Histoire de Jersey par Delacroix (I, 222), se trouve plus correctement publiée dans *Gallia christiana*, XI, instr. 250.

VIII. Extrait du rôle de l'échiquier de 1184, relatif aux moulins de Louviers. Ici et ailleurs, M. Bonnin a le mérite de nous offrir un texte beaucoup plus facile à comprendre que celui de l'édition anglaise et beaucoup plus correct que celui de l'édition de Caen. — Je crois que le nom mutilé dans ce passage : « In liberatione Hugonis » Tale...ot perficienda, » doit être rétabli : « Hugonis Talebot. » — Le comte Guillaume, qui figure un peu plus bas et que M. Bonnin n'a pas osé déterminer (note c), est selon toute apparence Guillaume de Mandeville, comte d'Essex et d'Aumale.

XLVIII. Conditions de la trêve conclue entre les rois de France et d'Angleterre, en juillet 1194. M. Bonnin n'a pu reproduire que le texte défectueux des anciennes éditions ; mais il en a éclairci plusieurs passages dans le sommaire et les notes qu'il y a ajoutés.

L. Grande charte de Richard Cœur-de-Lion pour l'abbaye de Saint-Taurin, 15 janvier 1195. Pièce considérable, qui avait été incorrectement publiée et que M. Bonnin a soigneusement revue sur deux anciens cartulaires et sur une copie de l'original.

LXXI. Charte de Richard Cœur-de-Lion portant échange du domaine d'Andeli contre les domaines de Dieppe et de Louviers, 16 octobre 1197. Publiée et traduite d'après l'original. Le texte est accompagné de notes développées et fort instructives ; on y remarque (p. 98) une pancarte octroyée par le pape Adrien IV à Hugues, archevêque de Rouen, avec l'indication de deux autres bulles d'Innocent II et d'Eugène III, dont la première a été imprimée dans les Conciles de Dom Bessin (II, 23). — Dans les mêmes notes (p. 102) se trouve la charte par laquelle Philippe-le-Bel, en octobre 1308, baille à ferme perpétuelle ses moulins des Andelis.

LXXII. Charte de Jean-sans-Terre, comte de Mortain, relative au même échange, 16 octobre 1197. Publiée d'après l'original. — « Willemus de Kehou, » qui figure comme témoin dans cette charte, n'est point « Guillaume Katy ou Katu, » mais Guillaume de Caieu ou Cayeux en Pontieu.

LXXVIII. Extrait du rôle de l'échiquier de l'année 1197, constatant la remise faite à un comptable de la somme due pour le domaine de Louviers qui avait cessé d'appartenir au roi. — Dans cet extrait, comme dans le suivant, plusieurs passages sont difficiles à comprendre parce que les mots *de rem'* du compte original ont été lus *de remensi* ; la vraie leçon est *de remanente*.

XCV. Achat d'un moulin à foulon, sis à Louviers, par l'archevêque de Rouen, 7 juillet 1201.

XCVIII. Acte antérieur à l'année 1204 et dans lequel figure un maire de Dieppe.

CVIII et CIX. Deux chartes de Cadoc, châtelain de Gaillon, pour la fondation de la chapelle Saint-Antoine de Gaillon, 1205 et peu après 1205.

CX. Grande charte de Gautier, archevêque de Rouen, pour confirmer au chapitre de sa cathédrale le droit de prendre la dime des revenus de Dieppe, 26 septembre [1206]. Cette pièce, qui mentionne un certain nombre de dignitaires du chapitre, nous fournit le moyen de rétablir un nom qui est légèrement altéré dans la charte XCVI ; le chanoine qui sur l'original de la charte XCVI, est appelé *Ricardus Hayr'* (*Hayret* dans l'édition), est certainement celui que la charte CX appelle *Ricardus Hairon*, et puisque j'ai été amené à citer la charte XCVI, je propo-

serai encore une correction pour un autre nom de témoin : la copie figurée d'après laquelle est publiée la charte XCVI porte : « Gillebertus de Walemont decanus de *Saug'villa* ; » je suis porté à croire que l'original portait *Saug'villa*, et qu'il faut lire, non pas *Saugervilla*, mais bien *Sauquevilla*.

CXVI. Charte du même Gautier pour donner à la cathédrale de Rouen ses livres, son or, ses pierres précieuses, ses vases d'argent et tout le mobilier de sa propre chapelle, 11 novembre 1207. Cette pièce, antérieure de peu de jours à la mort de Gautier de Coutances, termine la série des actes de cet archevêque, qui fut le premier seigneur de Louviers et qui, par ce motif, tient une place considérable dans le recueil de M. Bonnin. Comme éclaircissement à la charte du 11 novembre 1207, l'éditeur a donné en note le texte d'un inventaire détaillé du trésor de la cathédrale de Rouen au ^{xii}e siècle.

CXIX. Fragment d'une enquête sur la régale de Rouen. L'éditeur regrette de n'avoir pas trouvé le texte complet de l'enquête : ce texte fait partie des registres de Philippe-Auguste (A 83, B 88, C 91, D 123, E 256 v° et F 216 v°) et a été publié par Martène (*Collectio*, I, 1081), par Brussel (*Usage des fiefs*, I, 282), et par le comte Beugnot (*Olim*, I, 977).

CXXV. Charte des religieux de Saint-Taurin d'Evreux, portant donation d'un terrain demandé par les bourgeois de Louviers pour y héberger les pauvres, mars 1213 (n. s.).

CXXXI et CCI. Confirmation détaillée des biens de l'abbaye de Saint-Taurin par les papes Innocent III et Honorius III, 31 mars 1210 et 24 avril 1216.

CXXXVII. Accord entre l'abbé de Saint-Taurin et Thomas de Louviers pour le patronage de l'église de Louviers, 11 avril 1218.

CLV. Charte de saint Louis (et non pas de Louis VIII), datée de Gisors, en mai 1232, relative à la collation des dignités de l'église de Gaillon.

CLXXIV. Réforme du chapitre de Notre-Dame d'Andely par Eudes Clément, archevêque de Rouen, 11 novembre 1245.

CLXXXI. Notes relatives à un voyage d'Eudes Rigaud en Angleterre, en 1249. A propos de ce voyage, l'éditeur rapporte la charte par laquelle Henri II avait donné à Rotrou, archevêque de Rouen, le manoir de Blendworth : les noms des deux premiers témoins de la charte doivent être ainsi rétablis : « Gaufrido archidiacono Cantuariensi, Ricardo archidiacono Pictavensi... »

CLLX. Testament de Catherine, femme de Gautier de Courcelles, chevalier, 19 juin 1265. Cet acte, rempli de détails curieux, est rédigé en français ; c'est le plus ancien que M. Bonnin ait rencontré dans ses recherches sur Louviers.

CCLXXXIX, note. Anecdotes sur Eudes Rigaud, d'après une compilation du ^{xiii}^e siècle, conservée à la bibliothèque de Tours.

CCXCVI. Enquête sur les droits de l'abbaye de Saint-Taurin, dans la forêt de Louviers, 8 octobre 1288. Cette pièce peut servir à expliquer un passage du journal d'Eudes Rigaud, rapporté plus haut, n° CLXXIX, p. 216 ; dans ce dernier texte il est question du droit que le seigneur de Pinterville avait de prendre dans la forêt de Louviers, à la fête de Noël, « unam fagum cum una hastra ; » contrairement à l'opinion des continuateurs de Du Cange, l'éditeur a cru que « le mot *hast*, si » rapproché de *fagus*, ne saurait être le nom latin du hêtre, mais » plutôt celui de *hast*, bois de lance ou d'autre arme de chevalerie, et » être une redevance qu'expliquerait tout naturellement la qualité de » chevalier du seigneur de Pinterville. » Or l'enquête de 1288 reconnaît à l'abbé de Saint-Taurin le droit de prendre « un fou et hestre à ardoir. »

CCCCIII. Le Dit du Lendit. Nouvelle édition de ce petit poème, revue sur le ms. français 24432 de la Bibliothèque Nationale. — C'est sans doute par inadvertance que l'éditeur (p. 6, note) propose la dénomination *l'indult*, comme forme régulière du nom *Lendit* : on sait combien sont nombreux les textes latins dans lesquels se trouve le mot *indictum*.

CCCCIV. Bail aux bourgeois de Louviers des nouvelles halles construites par Guillaume de Flavacourt, archevêque de Rouen, 13 (et non pas 12) février 1303, nouveau style.

CCCXIII. La rencontre de Bernard, archevêque de Rouen, avec son oncle Clément V, eut lieu, non pas à Prullay, mais à Prouillan (Gers, commune de Condom).

CCCXIX. A l'occasion d'un droit de pavage, à Louviers, que Philippe-Long accorda à l'archevêque de Rouen, l'éditeur publie un acte de Louis XI, du mois de septembre 1481, portant [concession d'un droit de pavage aux habitants de Pont-Audemer.

CCCXXIII. Accord entre l'archevêque de Rouen et les drapiers de Louviers pour la ferme de la nouvelle halle aux draps, 10 octobre 1324.

CCCXXV. Ordonnance générale de la draperie de Louviers, publiée par le sénéchal de l'archevêque de Rouen, le 16 mars 1326, nouveau style. A ce document, très-précieux par lui-même, M. Bonnin a joint, pour servir de terme de comparaison, la coutume des drapiers de Dieppe, texte inédit du ^{xiv}^e siècle, qu'il a emprunté au coutumier de la ville de Dieppe.

CCCXXVII. Sentence réglant les obligations des maires et gardes de la draperie de Louviers, 27 février 1327.

CCCXXX. Erection de nouvelles paroisses dans la ville de Louviers, 5 novembre 1330.

CCCXLVI. Mandement de Philippe de Valois, relatif à une émeute survenue dans la ville de Louviers, 7 juin 1346.

CCCLIII. Quittance du curé de Louviers, que les généraux des trois états de Normandie avaient chargé de lever un emprunt dans la vicomté de Pont-de-l'Arche, 30 juin 1348. Pièce importante pour l'origine des élus ; voyez la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, sixième série, IV, 535.

CCCLV. Echange entre les religieux de Saint-Taurin d'Evreux et les paroissiens de Saint-Jean de Louviers, 11 décembre 1351.

CCCLVI. Dans le sommaire de cette pièce, comme dans celui de la pièce **CCCLXI**, le titre de « comte de Louviers » est attribué à des archevêques du milieu du ^{xiv}e siècle. Cette dénomination n'est-elle pas d'une époque un peu postérieure ?

CCCLXVII et **CCCLXVIII.** Deux mandements de Charles V relatifs à la fortification et à la garde de la ville de Louviers, 3 novembre 1366 et 17 mars 1368, nouveau style. — Le second de ces mandements aurait peut-être dû se classer immédiatement après la pièce qui porte le n° **CCCLXXI**.

CCCLXXII. Concession par l'archevêque de Rouen d'un signet pour marquer les draps de Louviers, 1368.

CCCLXXIV. Compte du domaine de Louviers pour l'année 1367-1368.

CCCLXXVII et **CCCLXXXII.** Octrois accordés par Charles V pour la fortification de Louviers, 7 février 1375 et 17 janvier 1377, nouveau style.

CCCXCIII. Autorisation donnée par Charles VI aux habitants de Louviers de se réunir pour établir une taille et nommer des procureurs, 8 mai 1383. Cette pièce et plusieurs autres de la même époque montrent le degré de développement que la vie municipale avait atteint à Louviers dans la seconde moitié du ^{xiv}e siècle.

CCCCVI. Accord homologué au Parlement, d'où il résulte que les habitants de Louviers « n'ont corps, ne commune, ne puissance d'eulx » assembler sans licence de l'archevesque ou de ses officiers, lequel » congé l'en leur doit donner quant besoing est ; » 19 mai 1390.

CCCCXI. Enquête sur la levée d'une amende à laquelle les habitants de Louviers avaient été condamnés pour une émeute, 26 juillet 1397.

CCCCXIV. Livre des coutumes et acquits de la ville de Louviers : curieux tarif, dont la rédaction peut remonter au ^{xiv}e siècle, mais dont la plus ancienne copie connue n'est que du 29 mai 1521.

Les magistrats municipaux de Louviers ont voulu que leur Cartulaire fût aussi irréprochable pour la forme que pour le fonds. Ils se sont adressés à M. Hérissé d'Evreux, et ils n'ont pas eu moins à se louer du soin et de l'habileté de l'imprimeur que de la science et du dévouement de l'éditeur.

L. D.

INVENTAIRE sommaire des Archives hospitalières antérieures à 1790. Hospices de Châteaudun. Archiviste : M. L. Merlet. Châteaudun, H. Lecesne, 1867. In-4° de xxxii pages pour l'introduction, 24 pages pour la série A, 65 pages pour la série B, 5 pages pour la série C, 1 p. pour la série D, 45 pages pour la série E, 6 pages pour la série F, 2 p. pour la série G, 2 pages pour la série H, 2 pages pour la série B', 8 pages pour la table des noms de personnes et 7 pages pour la table des noms de lieux (en tout 199 pages).

Les archives des Hospices de Châteaudun renferment beaucoup de titres anciens, découverts depuis quelques années par M. Brossier-Géray : elles méritaient bien d'être l'objet d'un travail approfondi, tel que l'inventaire dont nous annonçons aujourd'hui la publication. Outre une belle collection de pièces originales, on y trouve plusieurs cartulaires, et notamment celui qui est coté A 3. Ce seul registre, dont la rédaction date de 1242 ou environ, permet de suivre les développements que prit l'Aumône ou Hôtel Dieu de Châteaudun pendant le xii^e et au commencement du xiii^e siècle; il ne renferme pas moins de 179 chartes, dont beaucoup sont émanées de personnages considérables. L'inventaire analyse succinctement, mais d'une manière suffisante, chacune des chartes contenues dans ce cartulaire, dans trois autres petits cartulaires du xiii^e siècle (A 4, 5 et 6), dans un cartulaire de 165 pièces rédigé vers 1350 (A 7), dans une compilation de 309 pièces formée en 1738 par l'abbé Courgibet (A 8) et dans les différents dossiers des séries A et B.

M. Merlet a également relevé dans son inventaire chacun des noms portés sur l'obituaire (C 13).

Les documents d'une époque plus récente, comme les baux, les comptes, les registres d'entrées et de sorties de malades, n'ont pas été dépouillés avec moins de soin que les pièces du moyen-âge.

Le volume de M. Merlet offre donc une ample moisson de renseignements pour les études historiques et statistiques. Une notable partie de ces renseignements a déjà été mise en œuvre par l'auteur lui-même; il les a groupés avec habileté dans une notice préliminaire, où il discute les origines et le caractère primitif de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, passe en revue les bienfaiteurs de cet établissement, rend compte des procès qu'il a soutenus, dresse un tableau de sa fortune et expose les divers systèmes d'administration qu'on y a successivement appliqués.

Entre beaucoup de particularités intéressantes, je signalerai dans le travail de M. Merlet plusieurs bulles des papes depuis Alexandre III; des lettres des rois Louis VII et de Philippe-Auguste, en 1161 et mars 1218, pour une rente sur les étaux des boulangers d'Orléans (A 3, n^{os} 164 et 165); un très-grand nombre de chartes des comtes de Blois et

exploiter ses erreurs, tandis que dans l'obscurité continuaient à se commettre d'autres crimes de lèse-civilisation, bien moins excusables que ceux d'une multitude aveugle et abandonnée à la violence de ses passions brutales après une longue compression.

De nos jours encore, ne voyons-nous pas de temps en temps disparaître quelque reste du talent et de l'imagination de nos anciens artistes. Combien d'églises ont été mises à sac sous la terrible excuse d'une restauration ! Combien d'édifices curieux à divers titres les lois modernes de l'alignement ont fait disparaître dans les villes les plus fières de leurs souvenirs du moyen-âge ou de la Renaissance ! Combien de dépôts publics ont été pillés, détruits par les agents mêmes chargés de leur conservation ! La négligence, l'incurie, ne sont pas des agents de destruction moins actifs que le détournement ou le vol. Faut-il rappeler les fameuses gargouilles faites avec de précieux parchemins ? Que d'ignorants et d'incapables se trouvent encore chaque jour, grâce à l'intrigue, investis de fonctions qu'ils sont hors d'état de remplir, au grand détriment de l'intérêt général et des richesses qui leur sont imprudemment confiées ! Si cela se passait du moins aux extrémités du pays, dans quelque ville obscure de province, on pourrait le comprendre, mais ces scandales s'étalent au grand jour, sous les yeux mêmes du public le plus clairvoyant et le plus éclairé. Qu'importent l'intérêt public, le respect des convenances, la justice, l'équité ! On s'occupe bien de cela. Et voilà comment, même de nos jours, nos Musées sont pillés, nos Bibliothèques dévastées et nos Archives détruites.

En somme, les protestants du xvi^e siècle ont commis tout autant de violences et d'excès que les révolutionnaires de 1793. Ils ont détruit autant de richesses en France que les Jésuites, condamnons donc également les uns et les autres, et en dressant l'inventaire de nos pertes, cherchons du moins à sauver ce qui est parvenu jusqu'à nous.

La brochure de l'abbé Chaumet nous montre l'état d'une cathédrale assez importante, mais non de premier ordre, après un passage de Huguenots. En 1562, la ville d'Angoulême fut ouverte à six mille soldats protestants par M. de Saint-Seurin, et par le maire et capitaine de la ville lui-même, Jean Paulte. Tous les monuments furent successivement l'objet d'une dévastation systématique. Il fallait bien attacher les nouveaux convertis à leur nouvelle religion, payer leurs services passés et les compromettre assez pour qu'ils ne pussent jamais espérer ni quartier ni merci.

La cathédrale devait surtout tenter la cupidité des soudards ; n'était-ce pas en même temps pour leurs chefs une œuvre pie de saccager, de détruire et de brûler tous les instruments de l'idolâtrie catholique. Aussi rien ne fut épargné : manuscrits précieux, ornements sacerdotaux, bancs du chœur, crucifix, sont consumés dans un

de faire la part de chaque siècle, d'attribuer à chaque époque les dévastations dont elle doit porter la responsabilité.

En remontant seulement au xvi^e siècle, on constatera que trois causes principales ont contribué, dans des proportions différentes, mais chacune dans une large mesure, à détruire en tout ou en partie les précieux monuments du moyen-âge. Nous ne parlons pas, bien entendu, des causes incidentes et permanentes, telles que la vétusté ou le temps, mais de celles seulement qui systématisèrent la destruction.

A la fin du xvi^e siècle, le fanatisme religieux a couvert la France de ruines à jamais regrettables. A l'exaltation des nouveaux protestants, à l'esprit de vengeance excité par les persécutions, se joignait un autre mobile, moins avouable, mais tout aussi puissant. Les immenses richesses accumulées dans les églises par la piété de plusieurs siècles étaient comme un appât offert à la cupidité des misérables; elles offraient en outre aux protestants sincères de précieuses ressources pour payer les frais immenses d'une guerre prolongée, et, dans cette œuvre de vandalisme, les préceptes de la nouvelle religion, loin d'inspirer des scrupules aux exécuteurs de ces spoliations, ne leur offraient que louanges et applaudissements.

On ne saurait estimer approximativement les pertes immenses que la France a subies pendant la seconde moitié du xvi^e siècle. Les documents qui, comme celui que nous allons analyser, pourraient nous en donner l'idée, sont rares et souvent ignorés; aussi serait-il à désirer que l'attention des conservateurs d'archives et des érudits se portât de ce côté.

La dévastation des édifices religieux de l'ancienne France, commencée par la fureur des ennemis de la religion catholique, faillit être achevée par le zèle inconsidéré des défenseurs mêmes du culte dominant. On sait tout le mal que le triomphe du style jésuite, le goût du rococo, des autels Pompadour, ont fait à nos vieilles cathédrales gothiques. Cette fois le vandalisme, encouragé par l'opinion publique, n'eut point d'opposition à ménager, point de vengeance à redouter; aussi n'épargna-t-il aucun sanctuaire, si vénéré qu'il fût, et établit-il impitoyablement par toute la France la tyrannie des modes déplorables du temps.

L'œuvre de destruction que le xviii^e siècle léguait à la Révolution était, on le voit, singulièrement avancée. Certes, nous ne prétendons pas excuser les républicains de 1793 en leur opposant les protestants du xvi^e siècle ou les Jésuites du xviii^e, mais nous ne craignons pas un démenti en affirmant hautement que le fanatisme religieux a fait plus de victimes et causé plus de ruines que les bouleversements politiques eux-mêmes.

Nous l'avons dit déjà, les excès dont la Révolution s'est rendue coupable ont été parfois exagérés par ceux qui avaient intérêt à

Huguenots : « Et, en ce faisant, aurions d'entrée veu et apperceu toutes » les images, ouvrages et enrichissements qui souloient estre autour de » ladicte église, mesmement aux portaux et entrées d'icelle ; toutes » renversées par terre, rompues, brisées et esfacées à coupz de gros » marteaux ou autres instrumentz de force, pareillement toutes les » vitres et vitraux de ladicte église rompuz et brisées, les portes » gastées et desmizes au dedans, pareille rupture et brisement de touz » les autelz, chapelles, images rompues et desmolies, les orgues » emportées, la litre d'icelles rompu avecq la pluspart des autres gar- » nitures de bois d'icelle église, les peintures esfacées, et en plusieurs » endroitz les pierres arrachées... (ici vient le passage relatif à la » violation des sépultures cité plus haut), « et icelle église toute » desformée et plaine desdictz fragmentz, terre et pierres et images » rompues, n'y estant demeuré au leur autel ne forme d'iceluy, le » lieu et chambre du trésor et retraicte des chapes, chasubles, calices, » chandelliers, bassins, ensensoirs et autres ornementz de ladicte » église servant à faire le service divin, aussy rompeu et brisé, les » tables, cosfres et armoires mizes en piesses et la pluspart emportées, » sinon quelques piesses apparoissans entre les dictz fragmentz, » poutres et pierres rompues. »

Il semble qu'on ne puisse rien ajouter à une pareille description. Et cependant le détail du pillage naïvement conté par chaque spectateur, l'énumération des trésors volés ou détruits produisent une impression plus poignante encore. Nous ne nous arrêtons pas aux premières dépositions ayant trait particulièrement au sac de l'église. C'est le spectacle éternel et toujours le même des orgies d'une soldatesque sans frein, avec la nuance particulièrement odieuse que lui imprime le fanatisme religieux. Ainsi, plusieurs des déposants racontent qu'un nommé Cambois, en jetant au feu le grand crucifix de l'autel, s'écriait : « Hé ! qu'il est beau ! Sy tu es Dieu, lève-toi ! »

Mais laissons ces tristes témoignages des excès de la folle religieuse et arrivons aux dépositions les plus intéressantes, je veux dire celles des ouvriers ou artistes qui avaient travaillé à l'embellissement de l'église. Les maçons viennent les premiers évaluer les dégâts qui ont rapport à leur métier ; ils constatent la destruction du pavé de la nef sur une étendue de cent brasses et le renversement de seize autels.

Deux fondeurs, Michel Poupeau et Elie Poupeau, son fils, font ensuite une description intéressante de la disposition du principal autel de l'église avant le pillage ; ils énumèrent les colonnes de cuivre surmontées d'anges, la crosse supportant Dieu le Père, avec trois lions au dessous, à laquelle on pendait un petit ange tenant « le Sacré » au dessus de l'autel ; puis l'aigle servant le pupitre, les chandelliers de cuivre, plusieurs autres piliers surmontés d'anges dans une chapelle ; ils évaluent enfin le dégât qui les concerne à quatre mil deux

cens livres tournois, soit 46200 francs d'après M. l'abbé Chaumet.

Comparaissent ensuite les couvreurs d'ardoise, les couvreurs de tuile qui forment un corps de métier distinct des précédents, les menuisiers qui exposent que les sièges du chœur étaient ornés de sculptures peintes représentant l'Ancien et le Nouveau Testament, et dont le devis monte à 1470 l. 15 s. ou 16178 fr. 25 ; après les menuisiers, les serruriers qui ont surtout à remplacer toutes les serrures forcées ou détruites, les organistes qui évaluent le dommage fait aux orgues à neuf cents livres tournois (9,900 fr.) sans y comprendre le bois, la peinture et la ferrure; enfin le cordier qui avait fourni les cordes servant à sonner les cloches.

Une des dépositions les plus étendues et les plus intéressantes est certainement celle de Maurice Blanchet et Simon Luce, maîtres peintres et vitriers. A côté des statues isolées de saints et de saintes toujours enrichies de peintures et de dorures, se trouvent des groupes considérables qui devaient former une décoration des plus riches et des plus pittoresques; telle est cette « sépulture enlevée de quatre pieds, du costé du grand autel, dans la muraille, sur laquelle il y avoit l'image d'un corpz gisant, six images de trois piedz de hault devers sa teste, et aux piedz un crucifix et deux images de chacun costé, autour vingt huit images de deux piedz de hauteur, et dessus ladicte sépulture, dans un arceau, les images de la Trinité, de saint Pierre et de saint Paul, tous paintz, richement dorez, deux cens cinquante livres. » Nous citerons aussi l'intéressant article concernant le tombeau du comte d'Angoulême si maltraité par les hérétiques. « Pour vingt quatre images de allebastre avecq autre démolument, tous enrichis de fin or, de la hauteur de deux piedz, qui estoient à l'entour du sépulchre de feu comte d'Angoulême, trois cent livres. » Il faudrait reproduire cette déposition tout entière; car chaque article offre autant d'importance, qu'il s'agisse d'un groupe ou d'un tombeau.

Toutefois l'article suivant mérite une attention particulière : « plus pour une garniture faisant listre et cloison à l'entour du cœur, au bout de la nef de ladicte église, contenant soixante piedz de long, de quatre piedz de hauteur, au dedans de laquelle estoient enlevées et figurées les histoires de la Nativité Nostre Seigneur jusques à la Résurrection, avec autres histoires, le tout grandement peint et enrichi, mille livres. » Il s'agit évidemment ici d'une clôture de chœur toute décorée de bas-reliefs, analogue à celle que l'on voit encore à Chartres et dans d'autres cathédrales; il est regrettable que les experts n'aient point donné le nom de l'auteur d'une seule des figures qu'ils énumèrent. Peut-être avaient-ils eux-mêmes travaillé à une partie de ces décorations; et c'est pour cela qu'à la qualité de peintres et verriers qu'ils prennent officiellement, il faudrait joindre peut-être celle de sculpteur ou imagier; en effet Blanchet et Luce s'engagent

non-seulement à peindre, mais aussi à réparer ou à refaire les statues endommagées aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'église, au portail comme aux autels. Désormais on devra ajouter ces deux noms à ceux déjà connus des artistes français de la seconde moitié du xvi^e siècle.

La déposition de nos deux peintres donne encore une idée de la somptuosité extraordinaire d'une chapelle, nommée chapelle d'Uzais, parce qu'elle avait été enrichie et décorée par Jacques de Saint-Gelais, évêque d'Uzès. La restauration de cette seule partie de l'église, contenant il est vrai beaucoup de statues dorées de fin or et de magnifiques tombeaux décorés de figures de priant, également dorées, ayant la tête et les mains d'albâtre, n'est pas estimée à moins de deux mille livres ; on doit en outre compter cent cinquante livres pour les vitraux. Le devis total des deux peintres chargés de cette expertise monte à six mille cinq cents livres, ou 71555 fr.

Les dépositions des maîtres tailleur, couturier et brodeur, des orfèvres et des choristes présentent également un vif intérêt. Nous devons toutefois borner nos citations déjà bien longues, et nous nous contenterons de rapporter la description du précieux autel d'argent donné par l'évêque Girard en 1128, et de quelques manuscrits qui doivent à leur origine un prix exceptionnel.

« Un retable d'argent doré, enrichy de mailhe, qui estoit tout le long et au-dessus le grand autel, falsant parement sur iceluy, garny de quinze images d'argent, avecq leurs chapiteaux et soubzbastement et pilliers d'entre eux avecq leur enrichissement, et la feuille d'argent où estoient posées les dictes images, le tout compris ont estimé, en leur conscience et selon la cognoissance qu'ilz en peuvent avoir pour l'avoir veu, à cent marcz d'argent poizant, la dorure deux cens ducatz, et la façon deux cens escus, revenant le total de la valeur dudict retable à deux mil cinq cens vingt cinq livres. » Ce que ne comptent pas les orfèvres et ce qu'ils ne pouvaient évaluer, c'est le prix que l'ancienneté, la rareté et le mérite de l'exécution pouvaient ajouter à la valeur intrinsèque d'un pareil autel. Ils l'apprécient comme une pièce d'argenterie; mais à quelle somme pourrait-il être porté comme œuvre d'art?

Le total des dégats qui rentrent dans les attributions des orfèvres monte à 7,525 livres ou 82,775 fr.

Les manuscrits brûlés, missels, antiphonaires, graduels, psautiers, pontificaux sont évalués à la somme totale de 3,119 livres 10 sols, ou 36,514 fr. 50 c. Combien de délicates miniatures dont les chantres devaient peu apprécier la beauté, ont dû périr dans ce barbare auto-da-fé, à côté de ce noble volume « escript en parchemin, de la main de feu bonne mémoire le comte Jean, et signé de sa main, couvert de velours vert, appelé les Commentaires de Cathon, avecq plusieurs his-

toires, lequel estoit attaché d'une chaisne de fer, dans le cœur, estimé à deux cens livres. » Les manuscrits servant au culte n'étaient pas moins richement décorés que celui-ci, c'est ce qui explique le chiffre élevé de leur appréciation.

Enfin dans une dernière enquête les chanoines évaluent à plus de mille écus ou 27,000 fr. la valeur des livres qui se trouvaient dans la librairie de l'église et qui ont été brûlés jusqu'au dernier.

Cette enquête présente, on le voit, le plus haut intérêt aussi bien au point de vue archéologique que sous le rapport historique. Peu de comptes offrent des renseignements aussi importants, aussi variés et aussi détaillés. Il serait à souhaiter qu'on cherchât et qu'on publiât un certain nombre de documents analogues. Nous craignons malheureusement que l'exemple donné par l'abbé Chaumet ait peu d'imitateurs, non point sans doute par mauvaise volonté, mais par impossibilité matérielle; car les pièces de cette nature sont, croyons-nous, d'une extrême rareté.

Il y a peu de chose à dire du travail de l'éditeur. Il a compris en effet que la pièce était assez éloquente par elle-même pour qu'il fût plus dangereux qu'utile d'y rien ajouter. Une courte introduction expose les circonstances dans lesquelles eut lieu le désastre suivi de l'enquête, tandis que des notes fort courtes, trop courtes peut-être et trop peu nombreuses, expliquent les termes obscurs. Ajoutons que M. l'abbé Chaumet, pour porter les évaluations des experts à leur valeur actuelle, s'est servi du travail de M. Leber sur l'appréciation de la fortune privée au moyen-âge.

J. J. GUIFFREY

HISTOIRE de la conquête de Constantinople, par Geoffroi de Ville-Hardouin, avec la continuation de Henri de Valenciennes. Texte rapproché du français moderne et mis à la portée de tous par M. Natalis de Wailly. Paris, librairie Hachette. 1870. In-18 de xiii et 287 p.

Il serait superflu de rappeler ici les procédés aussi certains qu'ingénieux à l'aide desquels M. de Wailly a renouvelé dans ces dernières années le texte de Joinville. Aujourd'hui il applique la même méthode au texte de Geoffroi de Ville-Hardouin. La nouvelle entreprise ne réussira pas moins complètement que la première, et bientôt nous aurons une édition de l'Histoire de la conquête de Constantinople pour laquelle les différents manuscrits ont été soumis à un système de collation dont les avantages n'avaient pas encore été reconnus. Quand ce texte verra le jour, nous rendrons compte de la manière dont il a été établi et du profit qu'en doivent retirer les historiens et les philologues. La supériorité du nouveau texte s'entrevoit déjà dans la demi-traduction que nous annonçons aujourd'hui, et à laquelle nous pouvons prédire le même succès qu'au petit Joinville de 1865.

En donnant ainsi de nos historiens nationaux un **texte rapproché du français moderne** et mis à la portée de tous, M. de Wailly déclare céder au désir de propager des livres excellents, mais trop peu lus et qui seraient depuis longtemps populaires, si tous ceux qu'ils doivent intéresser les avaient pu comprendre. Le Ville-Hardouin publié par la maison Hachette semble donc s'adresser aux lecteurs pour qui la langue du XIII^e siècle n'est point familière ; mais il ne sera pas moins bien accueilli par ceux-là même qui peuvent aborder Ville-Hardouin dans la forme originale : en effet, le calque fidèle qu'a tracé M. de Wailly met en relief et rend parfaitement clairs beaucoup de passages dont le sens était douteux et dont personne n'avait encore donné une explication satisfaisante.

L. D.

RECHERCHES SUR LES CARTES A JOUER *et sur leur fabrication en Belgique depuis 1379 jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, par Alexandre Pinchart. Bruxelles, 1870, in-8, 54 p.

En peu de pages, le livre de M. Pinchart donne beaucoup de renseignements et des renseignements tout-à-fait nouveaux. On n'y trouvera point de dissertation à perte de vue sur l'origine probable des cartes à jouer et sur la date de leur découverte. L'auteur n'ignore pas les nombreux travaux des érudits sur cette matière ; mais pour les discuter ou seulement les passer en revue un gros volume suffirait à peine. Aussi se contente-t-il d'établir par deux citations que la première mention authentique connue des cartes à jouer remonte à 1379 et que les édits prohibitifs des rois de France ne parlent pas de ce jeu avant 1392. C'est précisément en 1379 que M. Pinchart a constaté la première apparition du jeu de cartes à la cour très-civilisée de Wenceslas et de Jeanne, alors souverains du Brabant.

Les comptes antérieurs soigneusement explorés révèlent un certain nombre de jeux en honneur à la cour, les osselets, les dés, une sorte de tric-trac, d'autres encore dont les instruments et les règles sont à peu près impossibles à déterminer aujourd'hui. Le 14 mai 1379 seulement apparaît pour la première fois la mention du jeu en question. Le receveur général de Brabant, Renier Hollander note une dépense de 4 peters 2 florins, valant ensemble huit moutons et demi, pour achat de jeux de cartes. Le texte n'offre aucune obscurité et prouve en outre, comme le fait observer judicieusement M. Pinchart, que les cartes constituaient alors une marchandise, un objet de commerce. Il n'y aurait donc rien d'étonnant si on en trouvait un jour une mention un peu plus ancienne.

A partir de 1379 nous voyons le jeu de cartes figurer constamment sur les comptes. De 1379 à 1383 la duchesse Jeanne fait acheter une

vingtaine de jeux. Les cartes avaient alors le privilège de toute nouveauté; il serait bien étonnant que l'indication de ce jeu si fort à la mode depuis 1379, ne figurât sur aucun compte antérieur, si l'usage en avait été commun auparavant.

La découverte de la date précise de l'introduction des cartes en Belgique nous paraît le point capital du travail de M. Pinchart. Cependant cette étude renferme aussi d'autres renseignements intéressants. Nous y voyons qu'en 1372 et 1373 le duc Philippe de Bourgogne perdait aux dés, jeu fort en honneur alors, deux sommes de 150 francs contre Bertrand Duguesclin et Olivier de Clisson. Cette découverte a été faite dans les archives de Dijon.

Après cette courte digression, l'auteur se hâte de revenir à la Belgique pour ne plus la quitter. Il énumère toutes les fabriques de cartes établies dans les Pays-Bas jusqu'à la fin du xviii^e siècle, avec les noms des fabricants qu'il est parvenu à sauver de l'oubli. La fabrique la plus ancienne qu'il connaisse est celle de Tournai en 1427. Les *carteurs* faisaient alors partie du corps de métiers des peintres, verriers, etc. Passant en revue, par ordre d'ancienneté, les différentes villes flamandes qui ont possédé une fabrication particulière, il énumère successivement Anvers, Liège, Namur, Gand, Bruxelles, Equermes, Dinant et Bouvignes, Luxembourg et Wiltz, Cheratte, Charleroi, Ypres, Nieuport, Huy, Mons, Bruges, Ostende, Louvain, Battice.

Outre les noms des fabricants de chacune de ces localités, l'auteur donne quelques détails sur le commerce étendu qui résultait d'une production considérable. Enfin l'ouvrage se termine par une énumération de cartes portant un nom de fabricant sans qu'il soit possible de les rattacher à aucune des localités sus-dites.

Comme on peut en juger par cette brève analyse, le volume renferme en un petit nombre de pages un grand nombre de documents et de détails nouveaux et fort intéressants. L'auteur, suivant son habitude, dans une notice courte et substantielle, a épuisé la matière, et a laissé peu de chose à trouver et à dire à ceux qui viendraient après lui; enfin il a enrichi d'un chapitre curieux l'histoire des cartes à jouer.

Signalons, pour ne rien oublier, la gravure sur bois d'un valet appartenant à un jeu du xvii^e siècle et portant le nom de *Jacobus van de Linde*, lieu de fabrique inconnu.

J. J. G.

NOTES d'histoire locale. IX^e et X^e siècles, par M. F. Le Proux. Saint-Quentin, impr. de Jules Moureau. [1870.] In-8^o de 14 p.

Sous ce titre, notre confrère a donné une nouvelle édition des courtes annales allant de 793 à 994 que M. Bethmann a publiées, d'après le ms. 645 du Vatican, dans le tome XVI des *Scriptores* de Pertz et

qu'il a intitulées « *Annales Sancti Quintini Viromandensis.* » M. Le Proux a fait suivre le texte latin d'une traduction française et de notes dans lesquelles il met en relief ce que ces annales apprennent de nouveau sur l'histoire du Vermandois.

DES COLLECTIONS *d'inscriptions grecques*, par E. Egger. Paris, Impr. Nationale, 1871. In-4° de 43 p.

Cet opuscule est la réunion d'articles insérés en 1871 dans le *Journal des savants* sous le titre suivant : « Des principales collections d'inscriptions grecques publiées depuis un demi-siècle, et particulièrement du Corpus inscriptionum græcarum, auctoritate et impensis Academiæ litterarum regiæ Borussicæ ed. Aug. Boeckh, J. Franz, Ad. Kirchhoff. » Quoiqu'il s'éloigne un peu des matières dont s'occupe habituellement la Bibliothèque de l'Ecole des chartes, nous le recommandons à l'attention de nos lecteurs, parce qu'ils y trouveront indiqués avec beaucoup d'exactitude et appréciés avec autant de science que d'impartialité des travaux qui ont renouvelé la science de l'épigraphie grecque et auxquels ne sauraient rester indifférents les amis de la paléographie latine.

L. D.



CHRONIQUE.

Un décret rendu le 4 février 1850 porte :

A L'AVENIR, LES ARCHIVISTES DES DÉPARTEMENTS DEVRONT ÊTRE CHOISIS PARMI LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES CHARTES, ET, A DÉFAUT, PARMI LES PERSONNES QUI AURONT REÇU UN CERTIFICAT D'APTITUDE DÉLIVRÉ, APRÈS EXAMEN, PAR UNE COMMISSION QUE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR EST CHARGÉ D'ORGANISER.

Ce décret, malgré plusieurs violations regrettables, n'avait point cessé d'être en vigueur, quand nous fûmes menacés de le voir abroger par une disposition du projet de loi soumis à l'Assemblée Nationale sur l'organisation départementale. Heureusement, M. Audren de Kerdrel, M. Louis Passy et les autres défenseurs que nous comptons sur les bancs de l'Assemblée, ont réussi à faire passer un paragraphe additionnel qui donne une force nouvelle au décret du 4 février 1850, et sauvegarde à la fois les intérêts de l'Ecole des chartes et ceux des archives départementales.

La Société de l'Ecole des chartes, dans une séance tenue extraordinairement, a voté des remerciements aux membres de l'Assemblée à qui nous devons cet important résultat. La *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, qui, elle aussi, doit témoigner de la reconnaissance de la Société, ne peut mieux faire qu'en reproduisant tout au long la discussion qui s'est terminée par la reconnaissance des droits des archivistes-paléographes.

*Extrait du compte-rendu sténographique de la séance
du 3 août 1871.*

M. LE PRÉSIDENT. Nous revenons à la loi départementale.

L'article 45, à l'occasion duquel un amendement avait été renvoyé à la commission, est ainsi rédigé par elle :

« Le conseil général, sur l'avis motivé du directeur et de la commission de surveillance pour les écoles normales, du proviseur ou du principal et du bureau d'administration pour les lycées ou collèges, du chef d'institution pour les institutions d'enseignement libre, nomme et révoque les titulaires des bourses entretenues sur les fonds départementaux.

« L'autorité universitaire ou le chef de l'institution libre peut prononcer la révocation dans le cas d'urgence; ils en donnent avis immédiatement au président de la commission départementale, et en font connaître les motifs.

« Le conseil général détermine les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux, et les règles des concours d'après lesquels les nominations devront être faites. »

Je consulte l'Assemblée pour savoir si elle entend adopter les deux premiers paragraphes de l'article 45.

(Les deux premiers paragraphes de l'article 45 sont mis aux voix et adoptés).

M. LE PRÉSIDENT. MM. Passy et Monjaret de Kerjégu proposent un amendement destiné à remplacer le troisième paragraphe. Cet amendement est ainsi conçu :

« Les agents voyers seront nommés par le ministre de l'intérieur à la suite et d'après les résultats d'un concours dont les formes et les conditions seront déterminées, avant le 1^{er} janvier 1872, par un arrêté du chef du pouvoir exécutif.

« Ils peuvent être révoqués par le conseil général. »

M. Louis Passy. Je suis pris un peu à l'improviste : je ne m'attendais pas à porter la parole aujourd'hui devant vous ; mais, en relisant le troisième paragraphe de l'article 45, qui donne au conseil général le droit de déterminer les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux, je m'aperçois que je suis personnellement compromis. Vous allez me demander comment.

Examinons l'article 45. Quels sont les fonctionnaires rétribués sur les fonds départementaux ? L'architecte, l'archiviste et les agents-voyers. Or, messieurs, je suis archiviste, je suis élève de l'Ecole des chartes, j'ai mon diplôme et j'invoque l'ordonnance du 31 décembre 1846, qui me réserve, sans concours, la place d'archiviste de département.

Je ne pense pas qu'on puisse me priver de mon droit conquis par trois années d'études, par un diplôme en règle et garanti par ordonnance royale. Plusieurs de mes honorables collègues se trouvent dans la même situation, et je ne serai pas démenti par mes confrères de l'Ecole des chartes, MM. de Kerdrel, de La Borderie et Giraud.

Que voulez-vous, messieurs ? par le temps qui court, on pense à l'avenir. Il n'est pas sûr que nous soyons toujours membres de l'Assemblée nationale, nous pouvons avoir besoin d'user de nos titres, et par conséquent je demande que la commission s'explique de la manière la plus précise.

Il faut qu'on nous dise si, oui ou non, nous pourrions nous prévaloir de nos diplômes pour obtenir sans concours une place d'archiviste de

département, ou si, au contraire, nous serons obligés d'aller de nouveau au concours, en vertu des règlements qui nous seront imposés par le conseil général et au mépris de l'ordonnance de 1846. La question ne doit pas passer inaperçue : je la pose devant vous avec confiance, et, de ce fait, je demande formellement le renvoi à la commission.

M. DE MARCÈRE. Cela a de l'intérêt au point de vue de la conservation de l'Ecole des chartes.

M. LOUIS PASSY. Puisque M. de Marcère veut bien m'appuyer et sentir tout le prix que mes observations peuvent avoir quant au fond des choses, permettez-moi d'ajouter ceci :

L'Ecole des chartes a été constituée par l'ordonnance du 31 décembre 1846... (Interruption).

Oh! ne vous inquiétez pas. (Parlez! parlez!)

Il faut trois ans pour avoir son diplôme d'archiviste-paléographe. Au bout des trois ans, le diplôme d'archiviste-paléographe donne le droit d'acquérir certaines positions, entre autres celle d'archiviste de département et de bibliothécaire.

Eh bien, je m'adresse à M. Waddington, qui est notre protecteur naturel, membre de l'Académie des inscriptions, et naturellement haut et puissant seigneur dans les matières scientifiques. (Rires et bruit). Qu'allons-nous devenir?

J'espère qu'il voudra bien nous faire rendre grâce et tout au moins nous expliquer comment nous avons perdu sa confiance et pourquoi les élèves de l'Ecole des chartes ne pourraient plus exercer leurs droits.

Puisque je sollicite de vous le renvoi de l'article à l'examen de la commission à propos de l'archiviste départemental, je profite de l'occasion pour vous soumettre, dans un ordre d'idées tout à fait différent, des réflexions très-courtes sur la troisième catégorie de fonctionnaires rétribués sur les fonds départementaux et visés par l'article 45; je veux parler des agents voyers.

J'ai terminé. Le règlement m'interdit de plaider à fond la cause des archivistes et la cause des agents voyers, mais je devais appeler l'attention de l'Assemblée sur la nécessité de renvoyer à la commission l'art. 45. Je ne sais quels motifs pourront guider les résolutions de l'Assemblée, et si elle doit, ou non, dans le vote, distinguer les situations diverses que j'ai exposées devant elle; mais, quoiqu'il arrive, je lui suis profondément reconnaissant de la bienveillance avec laquelle elle m'a écouté. (Très-bien! — Aux voix!)

M. WADDINGTON, rapporteur. Je ne viens pas discuter l'amendement, mais répondre aux questions de l'honorable M. Louis Passy.

Sur la première, relative aux archivistes-paléographes, nous répon-

dons que l'article de la loi n'a et ne peut avoir d'effet rétroactif; que, par conséquent, l'honorable M. Passy, l'honorable M. de Kerdrel et ceux de nos honorables collègues qui ont le diplôme d'archiviste-paléographe peuvent parfaitement se présenter pour être archivistes ou bibliothécaires départementaux. (On rit).

Quant à l'avenir, il est évident que l'article qui a été adopté par suite de l'amendement de M. Marcel Barthe, donne au conseil général le droit de statuer sur les conditions de concours.

M. AUDREN DE KERDREL. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. Alors, nous allons discuter?

M. AUDREN DE KERDREL. Non. Un mot seulement pour un fait personnel.

M. LE PRÉSIDENT. Je vous donne la parole pour un fait personnel.

M. AUDREN DE KERDREL. Messieurs, la question est beaucoup moins sérieuse pour moi que vous ne pourriez le croire; mais elle est très-sérieuse au point de vue de l'intérêt public, et particulièrement au point de vue du bon classement des archives départementales.

Je ne suis pas archiviste-paléographe, je n'ai pas pris tous mes degrés, je dois cette rectification à l'Assemblée. (Rires). Je suis ancien élève pensionnaire de l'Ecole des chartes, j'ai eu l'honneur et le bonheur de porter la parole pour elle en 1848, et on a bien voulu dire que j'avais contribué à la sauver. (C'est vrai!)

Si vous suivez le conseil de M. le Rapporteur, avec lequel je me trouve pour la première fois en désaccord, vous compromettrez le sort de l'Ecole des chartes, de cette école dont les élèves suivent une carrière extrêmement modeste, mais qui peuvent seuls fournir aux départements de bons archivistes.

Je ne veux pas prolonger cette discussion sur un point secondaire de la loi départementale; mais je vous le demande à vous, messieurs, membres des conseils généraux, à qui doit-on ce progrès admirable dans le classement des archives depuis plusieurs années?

Ce progrès est exclusivement dû à l'Ecole des chartes, et si vous fermez le seul débouché, — le mot est un peu commercial, — si vous fermez la seule carrière qui s'offre à ces travailleurs si modestes et si laborieux, permettez-moi de dire que là où l'ordre est venu succéder au chaos, vous verrez le chaos reprendre tous ses anciens droits; les conseillers généraux et les administrateurs qui iront y chercher les documents modernes les trouveront peut-être; mais, assurément, les hommes d'étude qui voudront faire des recherches historiques rencontreront la nuit et les ténèbres qu'avait réalisées l'incapacité des archivistes d'autrefois. (Très-bien! très-bien!)

Je demande le renvoi de l'article à la commission. (Marques d'assentiment).

M. LE PRÉSIDENT. Je ferai remarquer à M. de Kerdrel que les archi-

vistes ne sont pas compris dans l'amendement dont voici les termes :

« Les agents-voyers sont nommés par le ministre de l'intérieur, à la suite et d'après les résultats d'un concours, dont les formes et les conditions seront déterminées, avant le 1^{er} janvier 1872, par un arrêté du chef du pouvoir exécutif.

« Ils peuvent être révoqués par le Conseil général. »

M. AUDREN de KERDREL. C'est le 3^e paragraphe de l'article qui comprend les archivistes :

« Le conseil général détermine les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux, et les règles des concours d'après lesquels les nominations devront être faites. »

M. LE PRÉSIDENT. Oui, mais l'amendement a précisément pour but de remplacer ce troisième paragraphe. Si l'amendement est rejeté, le troisième paragraphe restera et sera soumis au vote de l'Assemblée.

Plusieurs membres. La division!

M. LE PRÉSIDENT. Il est impossible de diviser l'amendement, qui est exclusivement relatif aux agents-voyers.

Il s'agit d'une prise en considération et par conséquent du renvoi à la commission.

Je consulte l'Assemblée.

(L'Assemblée, consultée, ne prend pas l'amendement en considération).

Un membre à droite. Faites un paragraphe additionnel, monsieur de Kerdrel!

M. AUDREN DE KERDREL. Messieurs, j'ai été pris à l'improviste, et rien n'est difficile comme d'improviser une rédaction à la tribune.

Je demande donc le renvoi du paragraphe 3 à la commission.

M. LE PRÉSIDENT. Je crois, messieurs, qu'on peut donner satisfaction à M. de Kerdrel par la rédaction suivante :

« Le conseil général détermine les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux, autres que les archivistes... » (C'est cela!), « et les règles des concours d'après lesquels les nominations devront être faites. »

M. LOUIS PASSY. Messieurs, puisque l'Assemblée me paraît témoigner à notre cause, c'est-à-dire à la cause de l'Ecole des chartes, un peu de bienveillance, je propose la rédaction suivante ;

« Sont réservés les droits des archivistes, conformément à l'ordonnance du 31 janvier 1846. » (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. GASLONDE. Mettez : « Sont maintenus... » au lieu de : « sont réservés. »

M. AUDREN DE KERDREL. Je persiste dans ma demande de renvoi de l'article additionnel à la commission, parce que les mots « sont réservés » ne suffisent pas ; il faudrait dire : « sont maintenus. » Or, comme je ne veux pas surprendre l'Assemblée, et qu'à raison de son évidente bienveillance pour moi, je lui dois toute ma déférence, je me borne à la prier de vouloir bien renvoyer à la commission la rédaction comme article additionnel. (Ouil ouil — Très-bien!)

M. LE PRÉSIDENT. La rédaction de M. Passy ne peut plus être renvoyée à la commission, puisqu'elle n'a pas été prise en considération...

Plusieurs membres: Il y en a une autre!

M. GANNIVET. Mais y a-t-il une loi qui oblige les départements à avoir des archivistes? Voilà toute la question!

Un membre. Non, il n'y a pas de loi qui l'exige. (Bruit).

M. LE PRÉSIDENT. Je vais mettre aux voix la question de savoir si l'Assemblée veut renvoyer, comme la commission le demande, le 3^e paragraphe.

M. LE MARQUIS D'ANDELARRE. Le 3^e paragraphe a été voté. Il s'agirait alors d'un quatrième paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. En effet, le paragraphe a été voté ; il ne peut plus être question que d'un paragraphe additionnel.

M. MARTIAL DELPIT. Messieurs, je vous demande la permission de me joindre à mon honorable collègue pour vous proposer un article additionnel qui tranchera la question. Mais avant laissez-moi répondre à la demande qui vient d'être faite à l'instant.

On a demandé si les départements étaient obligés d'avoir des archivistes. La chose est évidente : là où il y a des archives, il faut un archiviste.

Le conseil général est souverain en cette matière. Mais, dans le cas où il choisit un archiviste, il doit le choisir d'après les lois antérieures qui ont conféré aux archivistes-paléographes ce privilège. C'est pour consacrer ce droit, qui intéresse, vous le comprenez, des carrières nombreuses, que je vous propose un article additionnel ainsi conçu :

« Néanmoins, les archivistes ne pourront être choisis que parmi les archivistes-paléographes. » (Mouvements divers.)

M. LE RAPPORTEUR. Messieurs, cette question des archivistes n'a pas été examinée par la commission. Puisque l'Assemblée paraît y attacher de l'importance... (Ouil ouil — Non! non!), nous demandons que sous une forme ou sous une autre, elle soit renvoyée à la commission qui l'étudiera. Voilà tout. (Très-bien! très-bien!)

M. LE PRÉSIDENT. Voici la rédaction proposée par M. de Kerdrel :

« Sont réservés néanmoins les droits des élèves de l'Ecole des chartes aux fonctions d'archivistes départementaux. »

Il ne s'agit que d'une prise en considération et du renvoi à la com-

mission. La commission, si le renvoi lui est fait, vous apportera ensuite une rédaction sur laquelle vous aurez à vous prononcer. (C'est cela! — Très-bien! très-bien!)

Je remets aux voix la prise en considération de l'article additionnel proposé par M. de Kerdrel.

(L'article additionnel est pris en considération).

Extrait du compte-rendu sténographique de la séance du 7 août 1871.

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à l'art. 45, qui avait aussi été réservé :

« Le conseil général, sur l'avis motivé du directeur et de la commission de surveillance pour les écoles normales, du proviseur ou du principal et du bureau d'administration pour les lycées ou collèges, du chef d'institution pour les établissements d'enseignement libre, nomme et révoque les titulaires des bourses entretenues sur les fonds départementaux.

« L'autorité universitaire, ou le chef d'institution libre, peut prononcer la révocation dans les cas d'urgence ; ils en donnent avis immédiatement au président de la commission départementale, et en font connaître les motifs.

« Le conseil général détermine les conditions auxquelles seront tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux, et les règles des concours d'après lesquels les nominations devront être faites. »

L'art. 45 n'est l'objet d'aucune contestation, je le déclare maintenu.

Seulement la commission, à ce même article, propose une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Néanmoins, les élèves de l'Ecole des chartes qui ont obtenu le brevet d'archiviste - paléographe peuvent être nommés archivistes de département hors concours et sans examen. »

M. de Kerdrel propose une autre disposition additionnelle qui remplacerait celle de la commission :

« Sont maintenus néanmoins les droits des archivistes-paléographes tels qu'ils sont réglés par le décret du 19 février 1850. »

M. JULES SIMON, *ministre de l'instruction publique et des cultes*. Je désire soumettre à l'Assemblée quelques observations sur un article qui a une véritable importance pour l'avenir des études sérieuses dans notre pays.

A une précédente séance, MM. de Kerdrel, Delpit et Louis Passy ont demandé que les droits des élèves de l'Ecole des chartes, tels qu'ils sont, à l'heure qu'il est, inscrits dans la loi, soient maintenus. L'amendement accepté par la commission ne suffit pas à donner satisfaction à ce désir, et celui de M. Kerdrel me paraît absolument nécessaire à la prospérité de notre Ecole des chartes.

M. ALFRED GIRAUD. Et à son existence!

M. LE MINISTRE. Oui, et même à son existence.

La question ne supporte pas de longs développements, et, en deux ou trois mots, je pense que je vous aurai fait voir combien il est important de ne pas déroger au texte formel de la loi de 1850, qui veut que les places d'archiviste soient réservées aux élèves de l'Ecole des chartes, et ne puissent qu'à leur défaut être accordées à d'autres personnes.

Cette école, messieurs, a été fondée par la Restauration pour tenir dans les lettres la place qu'y occupaient si glorieusement les bénédictins de Saint-Maur.

Nous avons en France un certain nombre de grandes écoles qui font l'honneur, et je pourrai dire, la gloire de notre pays. On connaît parfaitement la célébrité de l'Ecole polytechnique et celle de l'Ecole normale.

L'Ecole des chartes est plus récente; elle est plus modeste, et je dis sur-le-champ qu'elle est, pour le moins, aussi importante et aussi méritante.

C'est une école sans retentissement et sans appareil, dans laquelle on donne un enseignement sérieux, sérieusement écouté, sur les matières qui intéressent le plus l'érudition et l'histoire de notre pays.

Les bénédictins de Saint-Maur ne sont plus au milieu de nous, et si vous n'en créez pas de nouveaux, en présence de l'immense quantité de chartes, de manuscrits, de documents de toute espèce que nous possédons, et qui ne sont pas, à l'heure qu'il est, utilisés ou mis en lumière, vous vous exposez à laisser leur grande œuvre à moitié consommée, et à faire, en quelque sorte, périr dans vos mains l'histoire de France.

Sauvons l'avenir de notre histoire nationale avec un soin pieux, et, pour y parvenir, faisons des bénédictins, si faire se peut... (Rires approbatifs), car ce n'est qu'avec leur aide qu'on peut faire l'histoire de France (Approbation à droite). Ce qui fait que j'honore si profondément l'Ecole des chartes, c'est qu'elle a réussi jusqu'à présent à nous faire un certain nombre de bénédictins laïques... (Ah! ah!) dont les noms méritent d'être cités à côté des grands noms consacrés par la reconnaissance de tous les érudits. Ainsi je citerai avec bonheur dans cette chaire... (On rit.)

M. AUDREN DE Kerdrel. C'est une erreur heureuse!

M. LE MINISTRE (en riant aussi). Je suis dans mon sujet plus avant que je ne voulais, et comme je parlais d'une école excellente, je me suis oublié jusqu'à croire que j'étais dans une école ou dans une Académie; veuillez me le pardonner. (Très-bien! très-bien!)

Je dis que je suis heureux de citer à la tribune nationale des noms tels que ceux de Wailly, Lacabane, Guérard, Tardif, Léopold Delisle.....

M. ÉDOUARD CHARTON. Jules Quicherat!

M. LE MINISTRE. De Jules Quicherat. Ce sont des noms qu'on nous envie dans toute l'Europe, et dont les travaux laisseront une trace dans les annales de notre pays.

Messieurs, je ne mets pas en doute que tout le monde ici ne soit animé du désir, non-seulement de maintenir nos grandes écoles, mais, s'il est possible, de les rendre plus florissantes et de les animer d'une nouvelle vie ; je ne mets pas en doute, non plus, que vous ne regardiez tous comme un de vos devoirs envers la patrie de porter la lumière sur tous les détails de son histoire.

Par conséquent, vous désirez tous, et ceux qui présentent l'amendement et ceux qui pourraient le combattre, que l'École des chartes soit maintenue et fortifiée. Je n'ai plus qu'à vous montrer qu'il est nécessaire, pour obtenir ce résultat, de voter l'amendement de M. de Kerdrel et de ne pas refuser à l'érudition, aux lettres, à l'histoire, le peu que nous vous demandons.

Qu'offre-t-on aux élèves de l'École des chartes en récompense des immenses labeurs et des recherches arides qu'on leur impose ? On leur offre simplement ces places d'archivistes-paléographes qui ne font pas d'eux, vous le savez comme moi, des savants très-bien rentés. Si vous leur ôtez cela, il faudra que leur dévouement à la science soit plus que désintéressé ; car enfin on a beau être savant, cependant il faut vivre. (Mouvement divers). J'avais bien raison de les comparer tout à l'heure aux bénédictins, puisqu'ils leur ressemblent deux fois, par leur érudition et par leur modestie. Ces places d'archivistes, leur unique ressource, qu'on pense à leur enlever, ne leur donnent aucun des plaisirs de la vie, excepté celui qu'ils prennent très-haut, de manier des manuscrits et de faire modestement et noblement leur métier de savants et de patriotes. (Marques d'approbation).

Messieurs, ne leur ôtez pas cette satisfaction, n'ôtez pas du milieu de nous cette pépinière d'hommes dévoués à la science et à l'histoire nationale, qui n'ont et ne veulent d'autre privilège que celui de se dévouer à ces grands intérêts. (Très-bien ! très-bien ! — Applaudissements sur plusieurs bancs).

M. LE RAPPORTEUR (M. WADDINGTON). Messieurs, assurément il ne m'appartiendrait pas de contester ni d'amoindrir en aucune façon les éloges que M. le ministre de l'Instruction publique vient d'adresser à l'École des chartes. Bien que je n'aie aucun désir d'entretenir l'Assemblée de ce qui m'est personnel, je lui demanderai la permission de lui dire que, appartenant à l'Académie des inscriptions, qui exerce une sorte de patronage sur l'École des chartes et est chargée de délivrer les brevets d'archiviste-paléographe, je ne puis être suspect de ne pas être favorable à cette école. (Oui ! — Très-bien !) Mais, à l'heure qu'il est, il ne s'agit pas du monopole de l'École des chartes, il s'agit de la liberté du Conseil général. (Mouvements divers).

L'article additionnel que nous vous proposons donne toute satisfaction à l'Ecole des Chartes, et je vais vous montrer pourquoi. Que dit l'article additionnel, qui a été adopté sur la proposition de l'honorable M. Barthe? « Le Conseil général détermine les conditions auxquelles sont tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux et les règles des concours d'après lesquelles les nominations devront être faites. »

Vous voyez, Messieurs, qu'il ne s'agit dans cet article, que vous avez adopté, que des conditions et des règles du concours; la nomination n'appartient pas au conseil général. Que dit, en effet, l'ordonnance de 1833?

Que les archivistes sont nommés par le préfet avec l'approbation du ministre de l'intérieur. Nous ne changeons rien au mode de nomination.

M. AUDREN DE KERDREL. C'est une erreur. Je demande la parole!

M. LE RAPPORTEUR. La nomination reste aux mains du préfet, ou plutôt du ministre de l'intérieur. Mais nous faisons une exception à la règle posée par M. Marcel Barthe, et nous disons: Néanmoins, les élèves de l'Ecole des chartes qui ont obtenu le brevet d'archiviste-paléographe, peuvent être nommés archivistes du département hors de concours, et sans examen.

On ne leur demande aucune espèce de condition, et voici ce qui va se passer:

Il survient une vacance pour une place d'archiviste dans un département. Trois, quatre, cinq personnes se présentent, entre autres un élève de l'Ecole des chartes muni de son brevet. Les règles s'appliqueront uniquement à ceux qui ne seront pas sortis de l'Ecole des chartes. L'élève qui est sorti de l'Ecole des chartes, avec son brevet d'archiviste-paléographe, peut être nommé hors de concours et sans examen.

M. AUDREN DE KERDREL. Il vaudrait mieux qu'il concourût, car il montrerait qu'il est le plus fort.

M. LE RAPPORTEUR. C'est-à-dire que la nomination reste purement et simplement au ministre. C'est l'état actuel: il n'y est rien changé au mode de nomination. Seulement, ce que nous ne voulons pas admettre, c'est le monopole en faveur d'une école. Nous avons repoussé le monopole quand il s'agissait des ingénieurs des ponts-et-chaussées, nous ne pouvons pas l'admettre pour une école quelconque. Il y a là une injustice qu'il est impossible de maintenir. Il n'y a pas de raison, lorsque l'élève de l'Ecole des chartes ne remplit pas les conditions de moralité ou autres que le Conseil général est en droit d'exiger, pour le préférer à un autre, qui, après des études libres, sortant par exemple de l'Ecole des hautes études, école fort importante aussi, viendra, sans avoir le brevet d'archiviste-paléographe, présenter des garanties supérieures de moralité et une science égale à celui qui serait sorti de l'Ecole des chartes. (Marques d'approbation sur plusieurs bancs.)

M. AUDREN DE KERDREL. Messieurs, il y a ici un malentendu. Permettez-moi de faire appel à vos souvenirs récents. Si, il y a quelques jours, la cause de l'Ecole des chartes n'a pas été complètement gagnée, ce n'a pas été votre faute, mais celle des avocats de l'Ecole des chartes, qui, pris à l'improviste, n'avaient pas su rédiger un amendement qui vous convînt complètement. Si nous en avons porté un à la tribune avec une rédaction rendant suffisamment notre pensée, vous l'auriez adoptée à une grande majorité.

Un membre. Le règlement ne le permettait pas.

M. AUDREN DE KERDREL. Vous ne nous donnerez pas de démenti à cet égard. (Non ! non !)

M. le rapporteur vient nous dire qu'il ne change rien à la situation actuelle des élèves de l'Ecole des chartes.

M. LE RAPPORTEUR. Sauf le monopole.

M. AUDREN DE KERDREL. Sauf le monopole ! Il n'y a que cela en leur faveur. Je vais vous démontrer, non que ce monopole existe, la loi de 1850 est là, il suffit de la lire, mais qu'il est nécessaire, et je vais vous montrer, d'autre part, que vous ne faites rien en faveur des élèves de l'Ecole des chartes en les exonérant du concours. Je disais tout à l'heure, et je vous demande pardon de vous avoir interrompu, que j'aimerais bien mieux qu'ils fussent admis à concourir, car un jury compétent verrait bien qu'ils sont autrement capables que leurs concurrents pour classer, pour lire, pour déchiffrer et pour critiquer tous ces papiers qui forment les archives.

Je ne dis pas que la science soit le monopole des élèves de l'Ecole des chartes ; mais, à côté de la science, il y a le métier. Or, il y a à l'Ecole des chartes, non-seulement des cours de critique, de droit féodal, de paléographie pure, mais il y a des cours pour apprendre à classer les archives : c'est la partie terre à terre du métier, ou plutôt c'est le métier même à côté de la science. Or, chez les concurrents des élèves de l'Ecole des chartes, vous ne trouverez pas cette garantie-là. (Marques d'assentiment.)

Ceci entendu, il existe, messieurs, une loi de 1850, qui donne aux élèves de l'Ecole des chartes, lorsqu'il s'en présente — à leur défaut, les Conseils généraux auront évidemment toute liberté — qui leur donne de préférence les places d'archiviste dans les départements. Nous vous demandons de maintenir cet article. Il y a en France 85 départements : le personnel des archivistes sortis de l'Ecole des chartes est généralement assez jeune, et la mortalité doit être très-faible parmi les archivistes. Le nombre des places qui viendront à vaquer dans un temps donné, sera sans doute très-petit ; si vous supprimez ce que j'appelais l'autre jour, d'un mot un peu trivial, l'unique débouché des élèves de l'Ecole des chartes, il faut être radical, aller jusqu'au bout, et supprimer l'Ecole elle-même. (C'est évident. — Mouvements divers.)

Un membre. Qui est-ce qui ira à l'Ecole des chartes si on supprime le monopole ?

Plusieurs membres. Lisez le texte de la loi !

M. AUDREN DE KERDREL. Le voici. C'est un décret du 4 février 1850.

« Art. 1^{er}. A l'avenir, les archivistes de département devront être choisis parmi les élèves de l'Ecole des chartes, et, à défaut, parmi les personnes qui auront reçu un certificat d'aptitude délivré après examen par une commission que M. le ministre de l'intérieur est chargé d'organiser. » (Mouvements divers.)

M. GANIVET. Messieurs, si l'article additionnel proposé par la commission, ou si l'amendement présenté par notre honorable collègue, M. de Kerdrel, devait constater l'existence d'un droit préexistant à l'égard des élèves de l'Ecole des chartes, je ne viendrais pas en demander le rejet. Mais je tiens à établir devant l'Assemblée que ce privilège n'existe pas...

M. PAUL BETHMONT, C'est cela !

M. GANIVET. ... qu'il a pu exister, mais qu'il a disparu.

M. ALFRED GIRAUD. Mais non ! c'est une erreur !

M. GANIVET. Mes souvenirs, monsieur Giraud, sont assez précis pour que je puisse apporter cette affirmation devant l'Assemblée.

Il y a longtemps qu'on a organisé les archives départementales, ou du moins que dans des instructions ministérielles, dans des arrêtés de gouvernement, on a imposé au département l'obligation d'avoir des archives départementales, mais on avait oublié, dans le principe, de lui donner l'archiviste nécessaire, cet archiviste que l'honorable ministre de l'instruction publique comparait tout à l'heure à un bénédictin.

En réalité, la loi confiait les archives à un seul fonctionnaire, qui, on peut en être convaincu, est toujours resté étranger à ce genre de travail : c'était le secrétaire général de la préfecture, qui, aux termes de la loi du 28 pluviôse an VIII, était chargé de veiller à la garde des papiers.

M. AUDREN DE KERDREL. Ils ne savent pas les lire.

M. GANIVET. Jusqu'en 1838, il y avait eu une série de circulaires adressées aux administrateurs des départements et aux préfets, les invitant toujours à faire nommer un employé de l'administration qui serait chargé de mettre les archives en ordre, de procéder à leur classement, et alors, il paraît que les recommandations du gouvernement n'étaient pas suivies dans tous les départements. Lorsqu'en 1838, on fit la loi des Conseils généraux, loi dont l'abrogation complète est proposée par le travail de la commission, on eut soin d'introduire dans les dépenses obligatoires le traitement de l'archiviste. Par cela même que la dépense devenait obligatoire, la création de la fonction était nécessaire, et si le Conseil général ne votait pas le crédit affecté à ce traitement, si le préfet ne procédait pas à la nomination de l'archiviste, le ministre de l'intérieur, en vertu de l'autorité supérieure que lui accordait la législation, inscrivait d'office le crédit au budget et procédait au besoin à la nomination.

Afin de prévenir des conflits qui pouvaient s'élever à ce sujet entre le ministère, les préfets et les conseils généraux, il y eut certaines circulaires, longuement développées, sur le service des archives départementales, circulaires qui remontent, je crois, à l'année 1839; elles suivaient de très près la loi de 1838, qui, pour la première fois, avait créé l'archiviste départemental. Dans ces circulaires, on invitait les administrations départementales à choisir, autant que possible, les élèves de l'École des chartes, parce que, — on avait raison de le dire, — c'étaient des hommes spéciaux, qui devaient inspirer la plus grande confiance pour les fonctions dont on devait les charger.

Mais était-ce un privilège que l'on donnait à l'École des chartes? Nullement.

M. ALFRED GIRAUD. Et la loi de 1850?

M. GANIVET. Nous allons voir tout à l'heure la loi de 1850.

C'était une simple recommandation, car l'ordonnance de 1823, si je ne me trompe, indiquée par l'honorable M. de Kerdrel dans son amendement, qui avait créé l'École des chartes, n'avait attribué à ses élèves qu'un seul privilège, le privilège exclusif d'obtenir les emplois d'archiviste et de bibliothécaire dans les établissements nationaux.

On vécut sous l'empire de la loi de 1838; le ministre indiquait aux préfets les archivistes sortant de l'École des chartes, et c'est ainsi que plusieurs élèves de cette école ont été appelés dans les départements.

La loi de 1850 a-t-elle créé un privilège? Non. L'honorable M. de Kerdrel nous citait tout à l'heure un texte : il disait que c'était une loi, et il a lu un décret portant la date du 4 février 1850.

Qu'est-ce que disait ce décret? A cette époque, remarquez-le, l'emploi d'archiviste était obligatoire dans les départements; la loi de 1838 subsistait encore, et alors le ministère, ou plutôt le chef de l'État, par une disposition générale et réglementaire, imposait aux départements l'obligation de choisir leurs archivistes de préférence parmi les élèves de l'École des chartes.

Le décret portant la date du 25 mars, ayant confirmé aux préfets le droit de nommer les archivistes, on voyait encore apparaître une circulaire rappelant les termes de celle de 1839, et recommandant de préférer toujours, et à juste titre, les élèves de l'École des chartes, mais sans constituer un privilège à leur profit. C'était l'application continuée du décret du 4 février 1850.

M. AUDREN DE KERDREL. C'est une violation de la loi alors!

M. GANIVET. Comment, une violation de la loi!

Et maintenant passez quelques années plus loin. La loi de 1866 sur les conseils généraux a fait disparaître un très-grand nombre de dépenses obligatoires que le législateur de 1838 avait énumérées. Cherchez-y les archivistes départementaux; cette dépense n'existe plus, de telle sorte qu'aujourd'hui nous pouvons affirmer que le département n'est pas

obligé d'avoir un archiviste. Voilà le droit absolu ; mais je reconnais volontiers que partout on a conservé cet emploi, dont l'utilité n'est contestée par personne ; seulement les conseils généraux sont seuls juges de cette utilité.

Nous avons voté, dans une de nos dernières séances, l'article relatif aux dépenses obligatoires. Eh bien, c'était là que peut-être il eût fallu insérer l'amendement de M. de Kerdrel, s'il avait pour but de rétablir cette nature de dépenses.

Je dis que lorsqu'un emploi a cessé d'être obligatoire, vous ne pouvez pas imposer des règles de nomination, et que, pour être logique, il faut respecter la libre volonté du conseil général. Vous ne le pouvez pas, parce que ce serait aller contre le budget des dépenses que vous avez déjà réglé.

Sans doute, il y aura des archivistes, parce que partout on sentira le besoin de procéder à ce classement de nos papiers départementaux. Cela est devenu d'autant plus nécessaire, que, depuis un certain nombre d'années, les papiers administratifs se sont entassés de manière à compromettre la solidité même des édifices qui les renferment. (Rires).

Il y a des papiers qui remontent à moins de vingt ans, et qui sont encore dans un état de confusion telle qu'il y a à désespérer d'y retrouver quelque chose ; il est vrai que MM. les archivistes, remontant aux années les plus anciennes, ont commencé un classement des pièces les plus intéressantes au point de vue de l'histoire et de l'archéologie, mais ce classement n'est pas encore arrivé à 1789. Sous ce rapport, on peut regretter, — ce sera peut-être une considération qui appellera particulièrement l'attention des conseils généraux et pèsera sur leurs résolutions, — on peut regretter que le travail n'ait pas été pris par l'autre extrémité, de manière à mettre à la disposition de l'administration, et régulièrement classées, les pièces administratives dont elle a besoin chaque jour. Peut-être qu'en raison des difficultés que l'on rencontre actuellement, les conseils généraux se montreront plus stricts dans les votes qu'ils ont le droit d'émettre souverainement.

Je dis donc, en résumé, qu'il n'y a aucun privilège pour les élèves de l'Ecole des chartes, et aucune obligation pour les départements, et que, par conséquent, l'article additionnel et l'amendement deviennent complètement inutiles. (Aux voix ! aux voix !)

M. AUDREN DE KERDREL. Un seul mot. La loi de 1866 n'a pas abrogé le décret-loi de 1850. (C'est vrai !)

Elle s'est entièrement tue sur ce décret, qui est spécial aux archivistes.

Voilà tout ce que j'ai à répondre à ce long et intéressant discours. (Très-bien ! — Aux voix !)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'amendement de M. de Kerdrel.

M. LE RAPporteur. Que la commission repousse.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Que le Gouvernement appuie, et qu'il appuie de toute son énergie ! (Très-bien !)
(L'amendement est mis aux voix et adopté.)

— L'amendement proposé par M. Audren de Kerdrel et adopté par la Chambre était ainsi conçu : *Sont maintenus néanmoins les droits des archivistes-paléographes tels qu'ils sont réglés par le décret du 4 février 1850.* Par suite d'une erreur, dont l'origine n'a pas encore pu être éclaircie, le texte de la loi sur l'organisation départementale, tel qu'il a été officiellement promulgué, porte : *tels qu'ils sont réglés par l'ordonnance de 1833.*

L'erreur a été signalée dans une circulaire du Ministre de l'intérieur, relative à l'application de la loi départementale, circulaire qui a paru au Journal officiel du 21 octobre 1871 et dont nous citons le passage relatif aux archivistes :

« Aux règles et aux garanties nouvelles dont elle fait précéder la nomination des fonctionnaires exclusivement rétribués sur les fonds du budget, la loi du 10 août n'a fait qu'une exception. Pour le choix des archivistes, elle n'a pas voulu priver les élèves de l'École des chartes du droit de préférence qui leur a été accordé par la législation antérieure et qui leur semble d'ailleurs si justement acquis par la spécialité de leurs études. Aux termes de la disposition finale de l'article 45, les droits des archivistes-paléographes sont maintenus « tels qu'ils sont réglés par l'ordonnance de 1833. »

» Cette date, Monsieur le Préfet, ne doit pas être pour vous l'occasion d'un doute ou l'objet d'une recherche inutile. Il résulte clairement de la discussion à laquelle ce paragraphe a donné lieu, que l'Assemblée nationale a voulu réserver aux archivistes-paléographes le bénéfice de la situation exceptionnelle qui leur a été faite par le décret du 4 février 1850. L'article 1^{er} de ce décret, dont le texte fut invoqué par l'auteur de l'amendement qui a prévalu, mais dont la date fut perdue de vue lors de la rédaction définitive de l'article 45, est conçu ainsi qu'il suit : « A l'avenir, les archivistes départementaux devront être choisis parmi les élèves de l'École des chartes, et, à défaut, parmi les personnes qui auront reçu un certificat d'aptitude délivré après examen par une commission que le ministre de l'intérieur est chargé d'organiser. » Deux circulaires dont les dispositions vous sont connues (15 avril 1852 et 30 avril 1867) pourront, s'il y a lieu, être remises sous les yeux du Conseil général, qui, je le répète, devra, pour la désignation de l'archiviste, tenir compte du décret du 4 février 1850. »

— Les examens des élèves de l'École des chartes ont commencé le lundi 21 août et se sont terminés le 26.

Ils ont porté sur les chartes et les questions suivantes :

M. LE MINISTRE. Oui, et même à son existence.

La question ne supporte pas de longs développements, et, en deux ou trois mots, je pense que je vous aurai fait voir combien il est important de ne pas déroger au texte formel de la loi de 1850, qui veut que les places d'archiviste soient réservées aux élèves de l'Ecole des chartes, et ne puissent qu'à leur défaut être accordées à d'autres personnes.

Cette école, messieurs, a été fondée par la Restauration pour tenir dans les lettres la place qu'y occupaient si glorieusement les bénédictins de Saint-Maur.

Nous avons en France un certain nombre de grandes écoles qui font l'honneur, et je pourrai dire, la gloire de notre pays. On connaît parfaitement la célébrité de l'Ecole polytechnique et celle de l'Ecole normale.

L'Ecole des chartes est plus récente; elle est plus modeste, et je dis sur-le-champ qu'elle est, pour le moins, aussi importante et aussi méritante.

C'est une école sans retentissement et sans appareil, dans laquelle on donne un enseignement sérieux, sérieusement écouté, sur les matières qui intéressent le plus l'érudition et l'histoire de notre pays.

Les bénédictins de Saint-Maur ne sont plus au milieu de nous, et si vous n'en créez pas de nouveaux, en présence de l'immense quantité de chartes, de manuscrits, de documents de toute espèce que nous possédons, et qui ne sont pas, à l'heure qu'il est, utilisés ou mis en lumière, vous vous exposez à laisser leur grande œuvre à moitié consommée, et à faire, en quelque sorte, périr dans vos mains l'histoire de France.

Sauvons l'avenir de notre histoire nationale avec un soin pieux, et, pour y parvenir, faisons des bénédictins, si faire se peut... (Rires approbatifs), car ce n'est qu'avec leur aide qu'on peut faire l'histoire de France (Approbation à droite). Ce qui fait que j'honore si profondément l'Ecole des chartes, c'est qu'elle a réussi jusqu'à présent à nous faire un certain nombre de bénédictins laïques... (Ah! ah!) dont les noms méritent d'être cités à côté des grands noms consacrés par la reconnaissance de tous les érudits. Ainsi je citerai avec bonheur dans cette chaire... (On rit.)

M. AUDREN DE KERDREL. C'est une erreur heureuse!

M. LE MINISTRE (en riant aussi). Je suis dans mon sujet plus avant que je ne voulais, et comme je parlais d'une école excellente, je me suis oublia jusqu'à croire que j'étais dans une école ou dans une Académie; veuillez me le pardonner. (Très-bien! très-bien!)

Je dis que je suis heureux de citer à la tribune nationale des noms tels que ceux de Wailly, Lacabane, Guérard, Tardif, Léopold Delisle....

M. ÉDOUARD CHARTON. Jules Quicherat!

M. LE MINISTRE. De Jules Quicherat. Ce sont des noms qu'on nous envie dans toute l'Europe, et dont les travaux laisseront une trace dans les annales de notre pays.

Messieurs, je ne mets pas en doute que tout le monde ici ne soit animé du désir, non-seulement de maintenir nos grandes écoles, mais, s'il est possible, de les rendre plus florissantes et de les animer d'une nouvelle vie ; je ne mets pas en doute, non plus, que vous ne regardiez tous comme un de vos devoirs envers la patrie de porter la lumière sur tous les détails de son histoire.

Par conséquent, vous désirez tous, et ceux qui présentent l'amendement et ceux qui pourraient le combattre, que l'École des chartes soit maintenue et fortifiée. Je n'ai plus qu'à vous montrer qu'il est nécessaire, pour obtenir ce résultat, de voter l'amendement de M. de Kerdrel et de ne pas refuser à l'érudition, aux lettres, à l'histoire, le peu que nous vous demandons.

Qu'offre-t-on aux élèves de l'École des chartes en récompense des immenses labeurs et des recherches arides qu'on leur impose ? On leur offre simplement ces places d'archivistes-paléographes qui ne font pas d'eux, vous le savez comme moi, des savants très-bien rentés. Si vous leur ôtez cela, il faudra que leur dévouement à la science soit plus que désintéressé ; car enfin on a beau être savant, cependant il faut vivre. (Mouvement divers). J'avais bien raison de les comparer tout à l'heure aux bénédictins, puisqu'ils leur ressemblent deux fois, par leur érudition et par leur modestie. Ces places d'archivistes, leur unique ressource, qu'on pense à leur enlever, ne leur donnent aucun des plaisirs de la vie, excepté celui qu'ils prisent très-haut, de manier des manuscrits et de faire modestement et noblement leur métier de savants et de patriotes. (Marques d'approbation).

Messieurs, ne leur ôtez pas cette satisfaction, n'ôtez pas du milieu de nous cette pépinière d'hommes dévoués à la science et à l'histoire nationale, qui n'ont et ne veulent d'autre privilège que celui de se dévouer à ces grands intérêts. (Très-bien ! très-bien ! — Applaudissements sur plusieurs bancs).

M. LE RAPPORTEUR (M. WADDINGTON). Messieurs, assurément il ne m'appartiendrait pas de contester ni d'amoindrir en aucune façon les éloges que M. le ministre de l'Instruction publique vient d'adresser à l'École des chartes. Bien que je n'aie aucun désir d'entretenir l'Assemblée de ce qui m'est personnel, je lui demanderai la permission de lui dire que, appartenant à l'Académie des inscriptions, qui exerce une sorte de patronage sur l'École des chartes et est chargée de délivrer les brevets d'archiviste-paléographe, je ne puis être suspect de ne pas être favorable à cette école. (Oui ! — Très-bien !) Mais, à l'heure qu'il est, il ne s'agit pas du monopole de l'École des chartes, il s'agit de la liberté du Conseil général. (Mouvements divers).

L'article additionnel que nous vous proposons donne toute satisfaction à l'École des Chartes, et je vais vous montrer pourquoi. Que dit l'article additionnel, qui a été adopté sur la proposition de l'honorable M. Barthe? « Le Conseil général détermine les conditions auxquelles sont tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées exclusivement sur les fonds départementaux et les règles des concours d'après lesquelles les nominations devront être faites. »

Vous voyez, Messieurs, qu'il ne s'agit dans cet article, que vous avez adopté, que des conditions et des règles du concours; la nomination n'appartient pas au conseil général. Que dit, en effet, l'ordonnance de 1833?

Que les archivistes sont nommés par le préfet avec l'approbation du ministre de l'intérieur. Nous ne changeons rien au mode de nomination.

M. AUDREN DE KERDREL. C'est une erreur. Je demande la parole!

M. LE RAPPORTEUR. La nomination reste aux mains du préfet, ou plutôt du ministre de l'intérieur. Mais nous faisons une exception à la règle posée par M. Marcel Barthe, et nous disons: Néanmoins, les élèves de l'École des chartes qui ont obtenu le brevet d'archiviste-paléographe, peuvent être nommés archivistes du département hors de concours, et sans examen.

On ne leur demande aucune espèce de condition, et voici ce qui va se passer:

Il survient une vacance pour une place d'archiviste dans un département. Trois, quatre, cinq personnes se présentent, entre autres un élève de l'École des chartes muni de son brevet. Les règles s'appliqueront uniquement à ceux qui ne seront pas sortis de l'École des chartes. L'élève qui est sorti de l'École des chartes, avec son brevet d'archiviste-paléographe, peut être nommé hors de concours et sans examen.

M. AUDREN DE KERDREL. Il vaudrait mieux qu'il concourût, car il montrerait qu'il est le plus fort.

M. LE RAPPORTEUR. C'est-à-dire que la nomination reste purement et simplement au ministre. C'est l'état actuel: il n'y est rien changé au mode de nomination. Seulement, ce que nous ne voulons pas admettre, c'est le monopole en faveur d'une école. Nous avons repoussé le monopole quand il s'agissait des ingénieurs des ponts-et-chaussées, nous ne pouvons pas l'admettre pour une école quelconque. Il y a là une injustice qu'il est impossible de maintenir. Il n'y a pas de raison, lorsque l'élève de l'École des chartes ne remplit pas les conditions de moralité ou autres que le Conseil général est en droit d'exiger, pour le préférer à un autre, qui, après des études libres, sortant par exemple de l'École des hautes études, école fort importante aussi, viendra, sans avoir le brevet d'archiviste-paléographe, présenter des garanties supérieures de moralité et une science égale à celui qui serait sorti de l'École des chartes. (Marques d'approbation sur plusieurs bancs.)

M. AUDREN DE KERDREL. Messieurs, il y a ici un malentendu. Permettez-moi de faire appel à vos souvenirs récents. Si, il y a quelques jours, la cause de l'Ecole des chartes n'a pas été complètement gagnée, ce n'a pas été votre faute, mais celle des avocats de l'Ecole des chartes, qui, pris à l'improviste, n'avaient pas su rédiger un amendement qui vous convînt complètement. Si nous en avons porté un à la tribune avec une rédaction rendant suffisamment notre pensée, vous l'auriez adoptée à une grande majorité.

Un membre. Le règlement ne le permettait pas.

M. AUDREN DE KERDREL. Vous ne nous donnerez pas de démenti à cet égard. (Non ! non !)

M. le rapporteur vient nous dire qu'il ne change rien à la situation actuelle des élèves de l'Ecole des chartes.

M. LE RAPPORTEUR. Sauf le monopole.

M. AUDREN DE KERDREL. Sauf le monopole ! Il n'y a que cela en leur faveur. Je vais vous démontrer, non que ce monopole existe, la loi de 1850 est là, il suffit de la lire, mais qu'il est nécessaire, et je vais vous montrer, d'autre part, que vous ne faites rien en faveur des élèves de l'Ecole des chartes en les exonérant du concours. Je disais tout à l'heure, et je vous demande pardon de vous avoir interrompu, que j'aimerais bien mieux qu'ils fussent admis à concourir, car un jury compétent verrait bien qu'ils sont autrement capables que leurs concurrents pour classer, pour lire, pour déchiffrer et pour critiquer tous ces papiers qui forment les archives.

Je ne dis pas que la science soit le monopole des élèves de l'Ecole des chartes ; mais, à côté de la science, il y a le métier. Or, il y a à l'Ecole des chartes, non-seulement des cours de critique, de droit féodal, de paléographie pure, mais il y a des cours pour apprendre à classer les archives : c'est la partie terre à terre du métier, ou plutôt c'est le métier même à côté de la science. Or, chez les concurrents des élèves de l'Ecole des chartes, vous ne trouverez pas cette garantie-là. (Marques d'assentiment.)

Ceci entendu, il existe, messieurs, une loi de 1850, qui donne aux élèves de l'Ecole des chartes, lorsqu'il s'en présente — à leur défaut, les Conseils généraux auront évidemment toute liberté — qui leur donne de préférence les places d'archiviste dans les départements. Nous vous demandons de maintenir cet article. Il y a en France 85 départements : le personnel des archivistes sortis de l'Ecole des chartes est généralement assez jeune, et la mortalité doit être très-faible parmi les archivistes. Le nombre des places qui viendront à vaquer dans un temps donné, sera sans doute très-petit ; si vous supprimez ce que j'appelais l'autre jour, d'un mot un peu trivial, l'unique débouché des élèves de l'Ecole des chartes, il faut être radical, aller jusqu'au bout, et supprimer l'Ecole elle-même. (C'est évident. — Mouvements divers.)

Un membre. Qui est-ce qui ira à l'Ecole des chartes si on supprime le monopole ?

Plusieurs membres. Lisez le texte de la loi !

M. AUDREN DE KERDREL. Le voici. C'est un décret du 4 février 1850.

« Art. 1^{er}. A l'avenir, les archivistes de département devront être choisis parmi les élèves de l'Ecole des chartes, et, à défaut, parmi les personnes qui auront reçu un certificat d'aptitude délivré après examen par une commission que M. le ministre de l'intérieur est chargé d'organiser. » (Mouvements divers.)

M. GANIVET. Messieurs, si l'article additionnel proposé par la commission, ou si l'amendement présenté par notre honorable collègue, M. de Kerdrel, devait constater l'existence d'un droit préexistant à l'égard des élèves de l'Ecole des chartes, je ne viendrais pas en demander le rejet. Mais je tiens à établir devant l'Assemblée que ce privilège n'existe pas...

M. PAUL BETHMONT, C'est cela !

M. GANIVET. ... qu'il a pu exister, mais qu'il a disparu.

M. ALFRED GIRAUD. Mais non ! c'est une erreur !

M. GANIVET. Mes souvenirs, monsieur Giraud, sont assez précis pour que je puisse apporter cette affirmation devant l'Assemblée.

Il y a longtemps qu'on a organisé les archives départementales, ou du moins que dans des instructions ministérielles, dans des arrêtés de gouvernement, on a imposé au département l'obligation d'avoir des archives départementales, mais on avait oublié, dans le principe, de lui donner l'archiviste nécessaire, cet archiviste que l'honorable ministre de l'instruction publique comparait tout à l'heure à un bénédictin.

En réalité, la loi confiait les archives à un seul fonctionnaire, qui, on peut en être convaincu, est toujours resté étranger à ce genre de travail : c'était le secrétaire général de la préfecture, qui, aux termes de la loi du 28 pluviôse an VIII, était chargé de veiller à la garde des papiers.

M. AUDREN DE KERDREL. Ils ne savent pas les lire.

M. GANIVET. Jusqu'en 1838, il y avait eu une série de circulaires adressées aux administrateurs des départements et aux préfets, les invitant toujours à faire nommer un employé de l'administration qui serait chargé de mettre les archives en ordre, de procéder à leur classement, et alors, il paraît que les recommandations du gouvernement n'étaient pas suivies dans tous les départements. Lorsqu'en 1838, on fit la loi des Conseils généraux, loi dont l'abrogation complète est proposée par le travail de la commission, on eut soin d'introduire dans les dépenses obligatoires le traitement de l'archiviste. Par cela même que la dépense devenait obligatoire, la création de la fonction était nécessaire, et si le Conseil général ne votait pas le crédit affecté à ce traitement, si le préfet ne procédait pas à la nomination de l'archiviste, le ministre de l'intérieur, en vertu de l'autorité supérieure que lui accordait la législation, inscrivait d'office le crédit au budget et procédait au besoin à la nomination.

Afin de prévenir des conflits qui pouvaient s'élever à ce sujet entre le ministère, les préfets et les conseils généraux, il y eut certaines circulaires, longuement développées, sur le service des archives départementales, circulaires qui remontent, je crois, à l'année 1839; elles suivaient de très près la loi de 1838, qui, pour la première fois, avait créé l'archiviste départemental. Dans ces circulaires, on invitait les administrations départementales à choisir, autant que possible, les élèves de l'École des chartes, parce que, — on avait raison de le dire, — c'étaient des hommes spéciaux, qui devaient inspirer la plus grande confiance pour les fonctions dont on devait les charger.

Mais était-ce un privilège que l'on donnait à l'École des chartes? Nullement.

M. ALFRED GIRAUD. Et la loi de 1850?

M. GANIVET. Nous allons voir tout à l'heure la loi de 1850.

C'était une simple recommandation, car l'ordonnance de 1823, si je ne me trompe, indiquée par l'honorable M. de Kerdrel dans son amendement, qui avait créé l'École des chartes, n'avait attribué à ses élèves qu'un seul privilège, le privilège exclusif d'obtenir les emplois d'archiviste et de bibliothécaire dans les établissements nationaux.

On vécut sous l'empire de la loi de 1838; le ministre indiquait aux préfets les archivistes sortant de l'École des chartes, et c'est ainsi que plusieurs élèves de cette école ont été appelés dans les départements.

La loi de 1850 a-t-elle créé un privilège? Non. L'honorable M. de Kerdrel nous citait tout à l'heure un texte : il disait que c'était une loi, et il a lu un décret portant la date du 4 février 1850.

Qu'est-ce que disait ce décret? A cette époque, remarquez-le, l'emploi d'archiviste était obligatoire dans les départements; la loi de 1838 subsistait encore, et alors le ministère, ou plutôt le chef de l'État, par une disposition générale et réglementaire, imposait aux départements l'obligation de choisir leurs archivistes de préférence parmi les élèves de l'École des chartes.

Le décret portant la date du 25 mars, ayant confirmé aux préfets le droit de nommer les archivistes, on voyait encore apparaître une circulaire rappelant les termes de celle de 1839, et recommandant de préférer toujours, et à juste titre, les élèves de l'École des chartes, mais sans constituer un privilège à leur profit. C'était l'application continuée du décret du 4 février 1850.

M. AUDREN DE KERDREL. C'est une violation de la loi alors!

M. GANIVET. Comment, une violation de la loi!

Et maintenant passez quelques années plus loin. La loi de 1866 sur les conseils généraux a fait disparaître un très-grand nombre de dépenses obligatoires que le législateur de 1838 avait énumérées. Cherchez-y les archivistes départementaux; cette dépense n'existe plus, de telle sorte qu'aujourd'hui nous pouvons affirmer que le département n'est pas

Ainsi ont été préservés une foule de manuscrits et de titres, dont la perte eût été un irréparable désastre. Nous mentionnerons :

1° Les *Cartulaires* de l'Hôtel-Dieu, manuscrit en minuscules gothiques des ^{xii}e et ^{xiii}e siècles.

2° Le *Livre de vie active*, très-beau manuscrit du ^{xv}e siècle, où se trouvent de très-curieux renseignements sur l'Hôtel-Dieu à cette époque. On y voit notamment une enluminure représentant les malades couchés, comme ils étaient parfois alors, sept dans un seul lit.

3° Les trois *Antiphonaires* de la Charité, in-folios énormes, richement ornés, quoique avec un goût médiocre.

4° La collection complète des registres des délibérations de l'ancien bureau de l'Hôtel-Dieu, qui s'étend sans la moindre lacune de l'année 1531 à l'année 1792.

Ce recueil est un document des plus intéressants pour l'histoire de la santé publique depuis trois siècles;

5° Les titres de propriété des anciennes maisons de Paris dont l'Hôtel-Dieu était propriétaire.

6° La collection des comptes de l'hôpital Saint-Jacques-aux-Pélerins remontant à la fondation de cet hôpital, c'est-à-dire aux premières années du ^{xvi}e siècle; en outre, toutes les vieilles chartes du dit hôpital.

7° Quarante cartons environ, contenant les plus précieux documents relatifs aux dons et legs faits aux hôpitaux; les titres provenant de la célèbre famille de Lionne remplissent à eux seuls huit de ces cartons.

8° Un nombreux choix de pièces venant de l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève, des Enfants-Rouges, des Enfants-Trouvés, etc.

Par cette énumération, on peut juger de ce que l'Assistance publique a sauvé, grâce à un acte de prudence; elle possède encore les éléments d'une magnifique collection. Mais disons aussi les pertes qu'elle a subies : l'incendie a dévoré tout ce qu'on n'avait pu descendre dans les caves. Voici la liste sommaire des documents qu'il a détruits :

1° Une grande partie des documents connus sous le nom de *Fonds des indigents des paroisses*, qui renfermaient les titres des fondations charitables au profit des hôpitaux; il est vrai qu'on pourra retrouver chez les notaires les minutes de ces actes de fondation.

2° Les registres de l'ancien hôpital général (Salpêtrière). Pas une pièce de cette collection n'a été sauvée;

3° Toute la collection des pièces relatives à l'administration des hôpitaux de Paris pendant la période dite *intermédiaire*, c'est-à-dire de 1792 à 1801. Il sera possible de retrouver la meilleure partie de ces documents aux archives centrales;

4° Une grande partie des titres de l'hôpital de la Charité : les archives centrales peuvent également y suppléer;

5° Les archives modernes ont été complètement brûlées, à l'exception de l'importante collection des minutes des arrêtés du conseil général de l'administration depuis 1801 jusqu'à 1855 ; à partir de 1855 jusqu'à l'année actuelle, toutes les autres minutes ont péri dans les salles du secrétariat ;

6° Le catalogue raisonné des archives. Ce travail, commencé depuis plusieurs années, avait déjà produit trois énormes volumes d'un haut intérêt historique, dus le premier à M. Julien Tournier, et les deux autres à M. Brièle. Toute l'édition de cet important ouvrage a été dévorée par les flammes. Heureusement, quelques exemplaires isolés avaient été déjà distribués : ils permettront de faire une réimpression.

En résumé, beaucoup des pertes de l'Assistance publique, en fait d'archives, pourront se réparer, grâce aux archives centrales, aux archives des domaines, aux minutes des notaires et aux manuscrits de la Bibliothèque nationale. Mais quel travail ! On estime à trois ans au moins la durée des recherches nécessaires rien qu'aux archives centrales.

— D'après les renseignements authentiques fournis à plusieurs journaux, voici la liste des documents historiques des Archives de la préfecture de police que M. Cresson avait fait mettre en sûreté au mois de janvier 1870 et qui, sans cette précaution, auraient été infailliblement anéantis, puisque les incendies du 24 mai ont complètement détruit l'aile de la Préfecture où se trouvaient les Archives.

1° Les registres contenant les écrous des personnes incarcérées : *a.* A la Conciergerie, de 1500 à 1794 ; — au Châtelet, de 1651 à 1792. — *b.* Aux prisons Saint-Martin, de 1649 à 1791 ; — Saint-Eloy, de 1663 à 1743 ; — de la Tournelle, de 1667 à 1715 ; — de la Tour Saint-Bernard, de 1716 à 1792 ; — de Bicêtre, de 1780 à 1796 ; — de la Force, de 1790 à 1800 ; — de Port-Libre (Port-Royal), pendant les ans II et III de la République ; — de Saint-Lazare, pendant l'an II de la République ; — de l'Egalité (collège du Plessis), de l'an II à l'an IV de la République ; — de Sainte-Pélagie, de 1793 à l'an VII ; — de l'Abbaye, de 1793 à l'an II ; — du Luxembourg, de 1793 à l'an II ; — des Carmes, de 1793 à l'an II ; — de la maison de santé de la Folie-Regnault, pendant l'an II ; — de la maison de santé Belhomme ; — de la maison du Temple, de l'an IV à 1808 ; — de Vincennes, de 1808 à 1814.

2° Les registres contenant les interrogatoires des individus arrêtés pour émigration et opposition à la Révolution, de 1793 à l'an II.

3° Les registres contenant diverses enquêtes de police, de 1790 à l'an II.

4° Les registres d'écrou des prisonniers arrêtés par ordre du roi, de 1728 à 1772 (prisons de province).

- 5° Les registres de procès-verbaux criminels, de 1725 à 1789.
 - 6° La liste des individus emprisonnés par ordre du roi dans le ressort de Paris.
 - 7° La liste des individus emprisonnés par ordre du roi dans les provinces.
 - 8° Les arrêts des conseils provinciaux.
 - 9° Les arrêts et décisions du Parlement de Paris, de 1767 à 1791.
 - 10° Un recueil manuscrit de lois et de règlements de police connu sous le nom de *Recueil Lamoignon*, 1182 à 1762.
 - 11° Les registres des bannières et des couleurs du Châtelet.
 - 12° Les lois, règlements, édits de saint Louis à Henri II inclusivement.
 - 13° Des notes sur les prisonniers de la Bastille, de 1661 à 1756.
 - 14° Toutes les lettres de cachet, de 1721 à 1789.
 - 15° Les procès-verbaux et les nominations officielles de tous les employés de police, de 1790 à 1814.
 - 16° Les jugements, ordres d'arrestation, de transfert, de libération, de 1789 à l'an V.
 - 17° Des notes par Topinot Lebrun sur les individus cités devant le tribunal révolutionnaire.
 - 18° Des papiers relatifs aux funérailles et à l'inhumation des princes.
 - 19. Tous les papiers concernant l'affaire de la machine infernale de la rue Saint-Nicaise.
 - 20° Des documents relatifs à Georges Cadoudal, au général Mallet, à Fauché, à Borel et Perlet, à Lavalette, aux fédérés de Paris, à Maubreuil, aux vingt-deux patriotes, à Ceracchi, aux ex-conventionnels, à la conspiration de 1820, à Louvel, à Mathurin Bruno, etc.
- L'administration s'occupe de reconstituer la bibliothèque de la préfecture de police, qui a péri dans l'incendie du mois de mai. Le préfet de police a fait appel au concours de toutes les personnes et de toutes les sociétés qui peuvent l'aider dans cette œuvre de réorganisation.
- Par arrêté en date du 10 août 1871, M. le Préfet de la Seine a institué une commission des beaux-arts, des musées municipaux et des travaux historiques de la ville de Paris. Ont été nommés membres de cette Commission :
- MM. Emile Perrin et Jobbé-Duval, membres du Conseil municipal;
 Lehmann, Gérôme, Al. Hesse, Dumont, Guillaume, Cavelier,
 Baltard, Labrousse, Vaudoyer, Gatteaux, Martinet et Ch.
 Blanc, membres de l'Académie des Beaux-Arts ;
 De Longpérier, Delisle, Beulé et Hauréau, membres de l'Académie des inscriptions ;

Ch. Merruau, ancien vice-président des travaux historiques de la ville de Paris ;

Cocheris, bibliothécaire à la Mazarine.

— Un violent incendie a détruit, à Nancy, dans la nuit du 16 au 17 juillet dernier, le célèbre palais des ducs de Lorraine. C'est une perte immense pour l'archéologie de cette province : la grande galerie des Cerfs qui venait d'être restaurée, dont les peintures et l'ornementation primitives avaient été restituées, n'existe plus ! *Le Musée historique Lorrain*, installé dans le Palais Ducal, n'a pu sauver qu'une faible partie de ses richesses. Les tapisseries de la tente de Charles-le-Téméraire ont été conservées, mais en revanche on doit déplorer la perte d'une foule d'objets d'art et d'ameublement, de plus de cent tableaux représentant des sujets ou des personnages historiques ! Enfin, dans la tourelle du Palais, une riche Bibliothèque, composée de précieux manuscrits, quelques-uns uniques, de papiers de famille d'une grande valeur (notamment plus de trente cartons de ceux de la maison de Lenoncourt), a été entièrement réduite en cendres !

Une partie de ces désastres est irréparable : mais le Comité du Musée lorrain ne désespère pas de reconstruire, de remeubler la belle galerie des Cerfs et d'y installer de nouvelles collections. L'œuvre étant considérable, une grande souscription nationale a été ouverte. Les souscriptions des membres de la Société de l'Ecole des chartes seront reçues par M. L. Delisle, président du Comité de publication. Les noms des souscripteurs seront inscrits sur un livret auquel chacun d'eux aura droit.

Les amis des monuments et des souvenirs historiques voudront concourir à relever les ruines du Palais Ducal de Lorraine, et ils s'associeront, sans aucun doute, aux généreux témoignages de sympathie qu'ont déjà envoyés à Nancy la Société archéologique de l'Orléanais, la Société des Antiquaires de l'Ouest, etc... Certes la Lorraine les mérite bien, car il ne faut pas oublier que, prédestinée à être le théâtre des grandes luttes qui ont mis en péril plus d'une fois déjà son fonds archéologique, la ruine de son Palais Ducal et de son Musée provincial s'ajoute aux désastres de la patrie, qui l'ont cruellement mutilée et pèseront sur elle longtemps encore !

— Une circulaire adressée aux conservateurs des collections manuscrites contient d'intéressants détails sur une édition projetée des œuvres de saint Bonaventure et sur la découverte de quelques traités inédits du docteur séraphique. Nous nous empressons de la communiquer aux lecteurs de la Bibliothèque de l'Ecole des chartes.

Nosti, eruditissime vir, quae et quot desiderentur in collectionibus, quae hactenus prodierunt, S. Bonaventurae Operum, haud excepta novissima Parisiensi an. 1864-68 typis Ludovici Vivés excusa, quae, nisi

alia animadversione digna haberet, sufficeret ei deesse genuina opera S. Bonaventurae quae in *Supplemento* a B. Bonelli edito tribus voluminibus in-folio continentur, ut ceteris deterior merito dici queat. Haec perpendens Reverendissimus P. Bernardinus a Portu Romatino, totius Ordinis S. Francisci Generalis Minister, simulque sciens nondum omnia divini ingenii Seraphici Doctoris monimenta in lucem prodiisse, cum illustri viro Eq. Petro F. H. Marietti typographo Pontificio et S. Congregationis, quae a propaganda fide vocatur, Typographi socio administro, qui et ipse jamdudum propositum edendi opera Doctoris nostri in corde suo fovebat, de nova omnium sive editorum sive anecdotorum S. Bonaventurae operum editione adornanda, ad cod. mss. et priscas editiones exigenda, notis illustranda, etc., etc. convenit, ejusque curam humili infrascripto, plurium sociorum studio ac labore suffulto, demandavit.

Quapropter inter alias muneris mei partes praecipua modo in eo sita est, ut undequaque in Bibliothecis ac Tabulariis manuscripta opera S. Bonaventurae perquiram. Quamque intersit hujusmodi investigatio pro nova editione perficienda, facile intelliges si animadverteris 1. multa adhuc esse inedita Seraphici Doctoris opera, ac praecipue *Commentaria in S. Scripturam*, et *Opuscula philosophica* : 2. ex editis plura esse mutila et incompleta quae fortasse in aliquo codice integra habentur : 3. nonnulla denique levioribus momentis inter dubia vel supposititia rejici, quae forte alicujus codicis ope inter certa recenseri possent.

Hinc etiam atque etiam obsecraris, perillustris vir, ut manuscritorum operum S. Bonaventurae in Bibliotheca vel Archivo cujus es praefectus existentium, catalogum texere et humili infrascripto communicare velis. In eo autem texendo haec notanda essent :

1. Operis TITULUS, ejusdem initium et finis (ideoque nonnulla verba tum initii tum finis exscribantur) nec non verba auctoris nomen praeseferentia, et an haec PRIMA vel SECUNDA manu exarata sint.

2. Cod. MSS. ANTIQUITAS, FORMA, SIGNATURA, QUANTITAS FOLIORUM quae implet Bonaventurianum opus, et an sit CHARTACEUS vel MEMBRANEUS, etc.

3. Inquiratur an in Bibliothecae catalogo nullus sit cod. mss. qui nomen praeferat PETRI BONAVENTURAE, BONAEOFORTUNAE, IACOBI BONAVENTURAE, JOANNIS BONAVENTURAE, FRATRIS EUTYCHII vel EUSTACHII, et JOANNIS EUSTACHII BONAVENTURAE, quia sub his nominibus Seraphicus Doctor latet.

Praedictorum notitiam si exhibueris, mihi sufficiet ad percipiendum an, praeter cod. mss. a cl. Bonelli (in *Prodomo ad opera omnia S. Bonaventurae*) recensitos, alii extent alicubi qui peculiari studio digni sint, et ad quos inspiciendos operis pretium sit iter instituere.

Plurimas jam bibliothecas lustravi, et quae adhuc anecdota Bonaventurae adscripta fausto reperi, haec sunt :

I. Novem Tractatus Logicae : quorum 1, DE SIGNIS UNIVERSALIBUS, incipit ; *Circa signa universalia quatuor proponimus inquirere*. 2. DE NEGATIONE, incip. *Circa naturam negationis septem principaliter inquirentur*. 3, DE DICTIONIBUS EXCLUSIVIS, incip. *Circa dictiones exclusivas septem proponimus inquirere*. 4, DE DITIONIBUS EXCEPTIVIS, incip. *Circa dictiones exceptivas quinque inquirentur*. 5, DE VERBIS INCIPIT ET DESINIT, incip. *Circa ista duo verba incipit et desinit tria proponimus inquirere*. 6, *de termino universali*, incip. *Quoniam inquisitio veritatis huius orationis*. 7, DE ADVERBIO NECESSARIO, incip. *Circa hoc quod dico NECESSARIO tria possunt inquire*. 8, DE DITIONIBUS MODALIBUS POSSIBILE ET IMPOSSIBILE, incip. *Deinde quaeritur circa istas dictiones*. 9, DE DITIONIBUS CONSECUTIVIS, incip. *Circa dictiones consecutivas quatuor possunt inquire*. Postremus hic tractatus in codice nostro est incompletus.

II. SUMMA GRAMMATICAE, cuius initium : *Utrum constructio ab oratione non differat* : finis vero : *ly dormiam supponit pro pace prima quae in terris est, ly requiescam pro pace secunda quae in coelis est, ad quam nos perducat etc.*

III. QAESTIONES SUPER QUATUOR LIBROS TOPICORUM. Incip. *Omne quod appetitur aut est bonum simpliciter, aut bonum apparens*.

IV. QAESTIONES SUPER LIBRUM DE GENERATIONE ET CORRUPTIONE, qui incipit : *Quaeritur an scientia debeat esse de generabili et corruptibili; desin. sed est residuum ex ultima digestionem, ut patet in libro de animalibus*.

V. QAESTIONES SUPER QUATUOR LIBROS METHEORORUM ; exordiantur : *Quaeritur utrum scientia naturalis sit scientia tradita ; complentur vero ab his verbis : et per hoc patet ad rationes quae solvendae sunt*.

Hactenus recensiti tractatus uno volumine Mss. saec. XIII. continentur, cumque, Deo favente, fuerint excusa, volumen in-4. ad minus 600 paginarum efficient.

VI. SERMONES DE TEMPORE. Mss. saec. XIII, complectens aliorum quoque nonnullos sermones, in quo cuilibet sermoni auctoris nomen, civitas, ecclesia ac festum in quibus sermo est habitus, litteris rubris inscribuntur, et qui propterea haud parum luminis affert vitae et gestis Doctoris Seraphici, de quibus nonnisi pauca agnoscuntur certa.

VII. TRACTATUS DE FREQUENTI CELEBRATIONE PRO CLERICIS, ET COMMUNIONE PRO LAICIS. Incip. *Si quis scire desiderat an melius sit et saepius sacratissimum corporis Christi sumere Sacramentum*. Desin. *talibus enim hostiis promeretur Deus : hic per gratiam, et in futuro per gloriam. Quod nobis concedat qui est benedictus etc.*

VIII. LAUDATORIUM. Extat in pluribus mss. codicibus. Incip. *Conver-*

tere anima mea, et desin. mereatur pertingere tua opitulante gratia qui vivis etc.

IX. TRACTATUS DE PASSIONE DOMINI. Opus methodo scholastica lucubratum, apprime Doctori Seraphico conveniens, 65 articulis constans, cujus initium : *Etsi Christus ubique in Scriptura dicatur mons; finis vero : vel alias sicut Deus oranti et meditant. devotionem ministrabit.*

X. TRACTATUS DE QUIBUSDAM SENTIMENTIS ET TENTATIONIBUS SPIRITUALIBUS. Incip. *Ad honorem Dei dicam tibi aliqua remedia contra aliquas tentationes spirituales.* Desin. *debilitates quae sunt communes statui hujus vitae, et Domino adjuvante ipsas superabis.* Hujus quoque tractatus plures sunt cod. mss.

XI. TRACTATUS DE QUATUOR NOVISSIMIS. Incipit : *Sicut dicit Augustinus in libro suarum meditationum.* Desin. *Utinam saperent et intelligerent ac novissima providerent.* Verum de hoc tractatu, licet litteris rubris ac prima manu fratri Bonaventurae inscribatur, nondum quamlibet rationem dubitandi superare potui.

XII. ORDINATIONES DIVINI OFFICII. Incip. *Ad omnes horas.* Extat in pluribus mss. codicibus.

XIII. EPISTOLA AD MONIALES S. CLARAE DE ASSISIO. Incip. *In Christo Jesu filiabus dilectis etc. Nuper intelligens etc.* Desin. *miseri corditer dirigere gressus meos valeat. Datum in monte sancto Alvernae.*

XIV. NONNULLI SERMONES DE DIVERSIS.

Horum operum anecdotorum indiculum, initium ac saepe etiam finem dedi, ut Tu, perillustis domine, facilius inspicere et mihi indicare queas an eadem, vel anonyma vel Bonaventurae inscripta, in tua Bibliotheca possideas.

Nonnulla etiam inveni manuscripta ad jam edita inter Bonaventurae opera complenda vel de eorum auctore decernendum perquam idonea.

At dolendum mihi est nullum adhuc detegisse Bonaventurae Comentarium in sacram Scripturam ex tot quae latent, neque alia varii generis non pauca, quae ab ejus ingenio prodiisse perantiqui tradunt auctores. Quamobrem mihi proposui nulli labori parcere, nullas Bibliothecas vel Tabularia inexplorata relinquere, ut quae forte in illis adhuc delitescunt, excusso pulvere, una cum jam inventis in lucem proferantur. Ne vero tempus et opera perdantur vel itinera instituantur inutilia, scire mihi oporteret, an modo, ubicumque sit gentium, manuscripta opera S. Bonaventurae extent, et quae ac qualia illa sint.

Ad hunc igitur finem iterum iterumque obsecro ut, pro humanitate tua et amore quo in rem litterariam polles, notitias, nisi singulas quas peto, saltem quas poteris, et quae majoris momenti esse videris, de manuscriptis operibus S. Bonaventurae in tua Bibliotheca extantibus

communicare mihi velis, qui proculdubio perennes Tibi gratias habiturus sum.

Venetis, ad S. Franciscum a Vinea.

14. Iulii 1871.

Addictissimus in Christo Servus
 *Fr. FIDELIS A FANNA lect. theol. O. S. Fr.*
Operibus S. Bonaventurae edendis
Praefectus,

— MM. Paul Meyer et Gaston Paris vont publier, sous le titre de ROMANIA, un recueil trimestriel consacré à l'étude des langues et des littératures romanes. Nous portons à la connaissance de nos lecteurs le prospectus dans lequel nos savants et infatigables confrères exposent le but qu'ils se proposent et les moyens par lesquels ils s'efforceront de l'atteindre.

« L'idée de ce recueil n'est pas nouvelle chez nous; nous l'avions conçue depuis longtemps, et sans les funestes événements de l'année qui vient de s'écouler, nous l'aurions déjà mise à exécution. Nous pensons que ces événements, loin de nous en détourner, doivent nous engager à la reprendre avec plus de zèle, à la poursuivre avec plus de persévérance : l'œuvre que nous voulons entreprendre, si elle est avant tout scientifique, est en même temps nationale, et nous avons la ferme conviction que la rupture trop brusque et trop radicale de la France avec son passé, l'ignorance de nos véritables traditions, l'indifférence générale de notre pays pour son histoire intellectuelle et morale, doivent être compensés parmi les causes qui ont amené nos désastres. Ce n'est pas que nous ayons l'intention de faire une œuvre de tendance : nous nous maintiendrons avec un soin rigoureux dans la plus pure région de la science impartiale; mais c'est précisément cette habitude d'impartialité et d'étude méthodique qu'il faudrait substituer pour toujours à la légèreté superficielle, aux vaines préventions qui nous ont fait tant de tort. Pour les peuples comme pour les individus, le premier mot de la sagesse, la première condition de toute activité raisonnée, la base de la vraie dignité et du développement normal, c'est encore le vieil axiome : *Connais-toi toi-même.* »

La France, c'est-à-dire la vieille France, celle du midi comme celle du nord, tiendra donc le premier rang et occupera la place centrale dans notre recueil; mais nous y ferons une large part aux langues et aux littératures des autres peuples romans. Unies par l'héritage commun de la langue et de la civilisation de Rome, les grandes nations qui l'ont reçu l'ont toutes fait fructifier à leur manière, et ont imprimé au fonds patrimonial le sceau de leur individualité propre. L'Italie et l'Espagne surtout présentent un développement aussi riche que grandiose, et dont l'originalité n'est limitée, en regard de celui de la France, que par la commu-

nauté du point de départ. Nous voudrions que la *Romania* pût servir à rapprocher les savants qui, dans les divers pays, étudient soit l'ensemble des langues et des littératures néolatines, soit l'une ou l'autre en particulier. Le nom que nous avons choisi indique suffisamment l'idée que nous serions heureux de représenter; il nous a été suggéré par ce vers célèbre où Fortunat, mettant en regard les deux mondes qui venaient de se choquer et commençaient déjà à se fondre, réunissait, dans les louanges données au jeune roi des Francs, les Germains et les anciens habitants de l'Empire :

Hinc cui Barbaries, illinc Romania plaudit.

L'Allemagne possède, pour l'étude de ses antiquités littéraires, un recueil justement estimé, qui porte le nom de *Germania*; il nous a paru naturel de donner le nom de *Romania* au recueil où nous voulons faire pour les nations romanes ce que la *Germania* fait pour les nations germaniques.

Notre journal est exclusivement consacré à la période ancienne des langues et des littératures néolatines; les études qu'il contiendra ne dépasseront pas, sauf exception très-rare, l'époque de la Renaissance et de la Réforme; mais dans ces limites, en dehors de l'archéologie, de l'histoire et de la théologie pures, nous admettrons des études du genre le plus divers, nous chercherons à servir le public lettré par tous les moyens, et nous nous efforcerons de justifier l'épigraphe que nous empruntons à notre vieux poète normand et de travailler comme lui

Pur remembrer des ancessurs
Les diz e les faiz e les murs.

Voici quels sujets principaux et habituels seraient traités dans la *Romania*, si elle parvenait à remplir le programme que nous lui assignons. Les langues romanes, tant dans leur origine que dans leurs développements subséquents, seront étudiées d'après les méthodes aujourd'hui bien établies. Nous attacherons surtout du prix, soit à des recherches sur le latin vulgaire, source encore peu explorée de nos idiomes, soit à des études sur un dialecte représenté par des monuments anciens, soit à des monographies sur la langue de tel ou tel écrivain. Les étymologies, les déterminations du sens de mots encore inexpliqués, les constatations de formes grammaticales intéressantes, donneront lieu souvent, nous l'espérons, à des articles de peu d'étendue dont chaque numéro présentera, sous le titre de *mélanges*, un nombre plus ou moins considérable. Nous écartant ici, pour des raisons faciles à comprendre, de la règle chronologique posée plus haut, nous serons heureux d'accueillir toutes les études qui pourront contribuer à faire connaître les *patois* modernes, surtout ceux de la France, que ces études se présentent sous formes de recherches grammaticales, de dépouillements lexicologiques ou de textes recueillis de première main.

La partie consacrée aux littératures offrira plus de variété encore. Le centre sera ici, plus encore que pour la linguistique, notre ancienne littérature française, dont l'influence sur toutes ses voisines au moyen-âge n'a plus besoin d'être démontrée. La simple énumération des richesses qu'elle offre à l'exploitation scientifique, soit dans la poésie, soit dans la prose, soit en langue d'oïl, soit en langue d'oc, nous entraînerait beaucoup trop loin. Bornons-nous à rappeler tout ce qui reste à faire dans ce domaine, après tout ce qu'on a déjà fait. Que de manuscrits dorment ou inconnus ou mal connus, dans la poussière des bibliothèques ! Que d'ouvrages importants sont inédits ! Que de chapitres d'histoire littéraire sont à faire ou à refaire ! La seule poésie épique, si on considère l'abondance et l'importance exceptionnelle de ses monuments, suffirait à défrayer un recueil spécial. Notre position et nos relations diverses nous mettront à même de connaître et de produire au jour bien des trésors qui ne sont pas encore signalés, soit à Paris soit ailleurs, et notamment en Angleterre. Par ce côté, notre journal sera une sorte de *recueil de matériaux* ; mais il publiera aussi des travaux d'histoire littéraire proprement dits, où ces matériaux seront mis en œuvre. Nous appelons tout particulièrement les recherches de littérature comparée, celles qui ont pour but d'éclaircir les origines, l'histoire et les rapports des différentes productions littéraires : nouvelles encore, ces études ont déjà fait de grands progrès, et promettent, si elles sont dirigées par une critique sévère, de nous donner bientôt les résultats les plus importants. A ce point de vue, l'étude de notre littérature nationale offre un intérêt considérable pour les autres peuples de l'Europe, dont les poètes ont si largement imité les nôtres. Nous serons heureux de publier des travaux approfondis sur ce point, et de rapprocher sans cesse des œuvres de nos anciens écrivains les œuvres qu'elles ont inspirées non-seulement à ceux des autres nations romanes, mais à ceux des divers pays germaniques, de la Scandinavie, de la Grèce elle-même. L'Angleterre occupe à ce point de vue une place exceptionnelle. Un dialecte spécial du français s'est parlé pendant trois siècles sur son sol, et la littérature anglaise du moyen-âge s'appuie en bonne partie, soit directement, soit à travers des intermédiaires indigènes, sur celle de la France. Aussi la langue et la littérature anglo-normandes et plus tard anglaises (étudiées dans leurs éléments romans) trouveront-elles place dans la *Romania* presque au même titre que celles des pays néolatins.

Tout en accordant à la littérature de la France une faveur bien naturelle, nous souhaitons vivement que celles des nations sœurs soient largement représentées dans notre recueil. L'Italie, à laquelle il était réservé de donner à certaines des idées du moyen-âge la consécration de la beauté artistique, occupe dans l'histoire de la littérature européenne une place à laquelle correspondra, nous l'espérons, celle qu'elle tiendra dans notre Revue ; l'Espagne a un développement littéraire, sinon aussi riche à l'époque ancienne, du moins extrêmement intéressant et original, auquel

nous consacrerons plus d'une page; nous ne parlons pas ici des pays moins importants, qui tous, autant que nous le pourrons, fourniront à la *Revue des langues et littératures romanes* le sujet d'études diverses. Nous faisons appel tout spécialement, en dehors de France, à la bonne volonté et à la science de ceux qui trouveront que notre entreprise mérite d'être soutenue.

L'exception que nous avons faite pour les patois, au sujet de la limite chronologique, se répète à propos de la littérature populaire. Un de nos vœux les plus chers serait de recueillir, dans tous les pays romans, mais surtout en France, les contes, les légendes, les chansons du peuple. La simple publication de textes sincères, aussi bien que les études auxquelles ces textes donneront lieu, auront accès dans la *Romania*, et lui donneront, si nous ne nous trompons, un intérêt spécial et durable.

La critique des ouvrages qui paraîtront dans le domaine de nos études sera une partie importante du recueil. Fidèles aux principes que nous avons appliqués ailleurs, nous l'exercerons avec impartialité, et nous croyons être utiles à la science en penchant plus du côté de la rigueur que de l'indulgence. Nous l'emploierons surtout à répandre les saines méthodes qui, tout en facilitant le travail, en rendent les résultats à la fois bien plus sûrs et plus abondants; mais nous ne nous refuserons pas à ces articles étendus où le sujet est traité à l'occasion du livre, et qui ont souvent moins pour objet de le critiquer que de le compléter.

Telle est l'entreprise pour laquelle nous venons demander le concours de tous ceux qui s'intéressent aux études romanes, au passé de la France à l'histoire intellectuelle du monde moderne. Ce concours est la condition indispensable, nous ne dirons pas de notre succès, — nous avons peu d'illusions à cet égard, — mais de notre existence, et dans ces limites, nous comptons que, tant en France qu'à l'étranger, il ne nous fera pas défaut.

La *Romania* paraîtra à partir du premier janvier 1872, en livraisons trimestrielles de huit feuilles (128 pages) in-8°. Elle admet les articles écrits dans les diverses langues romanes et en anglais. Les articles envoyés dans d'autres langues seront traduits en français.

Le prix de l'abonnement est de 15 fr. pour Paris et de 18 fr. pour les départements. — On souscrit à la librairie A. Franck, rue de Richelieu, n° 67.

— Quelques inexactitudes se sont glissées dans la charte provençale imprimée à la page 579 du précédent volume.

A la ligne 9 de cette charte il faut lire *ques te*.

Ligne 19 : *iei*.

Ligne 21 : *endevenran, eus*.

Ligne 22 : *fivatièrs, eus*.

Ligne 25 : *R. de la Olmieira*.

— La lettre de M. Rod. Reuss sur les bibliothèques de Strasbourg, que nous avons reproduite plus haut d'après la *Revue critique*, a été tirée à part et se trouve à la librairie Cherbuliez.

Au moment où s'achevait l'impression de notre fascicule, nous avons reçu des renseignements complémentaires, que M. Reuss nous a fait l'honneur de nous adresser, et dont nous ne voulons pas priver nos lecteurs. Voici ce que nous écrit M. Rod. Reuss, à la date du 28 octobre 1871 :

« Plusieurs mois se sont passés depuis que ces lignes ont été écrites et publiées pour la première fois. Comme je devais m'y attendre, des voix se sont élevées dans la presse d'outre-Rhin pour m'accuser d'exagération et même de mauvaise foi. Mais comme les invectives personnelles ne sauraient tenir lieu d'arguments sérieux — et je déclare n'en avoir point trouvé dans les articles consacrés à mon travail, — je n'aurais pas repris la plume pour ajouter quelques lignes à l'étude publiée par la *Revue critique*, si je n'avais désiré faire quelques additions à ce que j'écrivais il y a trois mois. Je n'ai rien à rétracter de ce que j'écrivais alors, et malgré ce qu'on a dit du ton qui régnait dans mon article, je crois n'avoir rien à me reprocher sur ce point. J'attends encore les réfutations calmes et raisonnées des faits que j'exposais alors, et jusqu'à nouvel ordre je les regarde toujours comme acquis à l'histoire. Je tiens surtout à protester ici, de la façon la plus formelle, contre les bruits sans cesse renaissants et colportés, avec une insistance facile à comprendre, par la presse allemande, d'après lesquels les manuscrits et les volumes les plus précieux de nos bibliothèques auraient en effet échappé au désastre du 24 août. Dans ces dernières semaines surtout les journaux allemands, l'*Indépendance Belge* et jusqu'à la *Correspondance Havas*, ont répété plus d'une fois que ces trésors, longtemps cachés, avaient été remis aux « autorités compétentes », les uns disaient de Paris, les autres de Strasbourg, selon l'intérêt politique qu'ils défendent. Ces bruits sont absolument faux. On n'a rien sauvé avant l'incendie, car on ne songeait nullement au danger, et j'ai sur ce point l'assurance formelle et répétée des deux bibliothécaires; on n'a rien sauvé pendant l'incendie, je puis l'affirmer encore de science certaine, et quiconque a vu de ses propres yeux l'effroyable sinistre, l'apathie générale et l'effroi universel qui régnaient dans la nuit du 24 août, ne s'en étonnera point. Enfin l'on n'a rien retrouvé après l'incendie; j'ai fouillé, l'un des premiers, les décombres encore brûlants du Temple-Neuf, j'ai suivi plus tard, presque jour par jour, les travaux de déblaiement; quelques volumes calcinés, tombant en poussière au moindre contact, quelques restes de parchemin raccorni, voilà tout ce qu'on a retrouvé. Il n'existe plus des bibliothèques de Strasbourg que les quelques volumes prêtés avant les vacances, et qu'on n'eut plus le temps de faire rentrer. Mais on ne prêtait jamais au dehors les volumes de quelque valeur, de sorte que ces quelques épaves de nos

collections, qui peut-être ont donné naissance aux bruits que je combats, peuvent bien être à l'heure qu'il est des *curiosités historiques*, mais n'ont aucune valeur scientifique. — Quelques mots encore sur la nouvelle Bibliothèque de l'Université allemande de Strasbourg, qui doit remplacer celles que nous avons perdues. Elle a été solennellement inaugurée le 9 août dernier, et le public allemand qui se pressait à la cérémonie, a vivement applaudi l'annonce que plus de 120,000 volumes étaient déjà réunis et presque tous arrivés à Strasbourg. La nouvelle bibliothèque « possède même déjà quelques manuscrits, » disait sérieusement le rapporteur. Depuis, le roi de Prusse a donné l'autorisation nécessaire pour que toutes les bibliothèques publiques du royaume pussent verser leurs doubles à celle de Strasbourg, et l'on compte arriver ainsi, très-prochainement, à un total de plus de 200,000 volumes. Ajoutons à cela l'acquisition de plusieurs grandes bibliothèques particulières, celle de M. de Vangerow, professeur de droit à l'Université de Heidelberg, celle de M. Boecking, professeur à l'Université de Bonn, et surtout l'achat de la belle collection Heitz, qui, du coup, maintenant que nos anciennes bibliothèques ont péri, fait de la nouvelle bibliothèque universitaire la collection la plus riche en *alsatiques* qui soit au monde¹. Quoi qu'on ait dit, je me sens libre de tout penchant au dénigrement systématique et je suis loin de méconnaître le sérieux de tous ces efforts. Il est évident que les Allemands tiennent à effacer de cette manière le souvenir d'un des actes les plus universellement flétris de cette horrible guerre que nous venons de traverser. Cependant — je le demande à tout savant impartial, qu'il soit allemand ou français — est-il possible qu'un pareil amas de livres, dût-on même en doubler le nombre, remplace nos bibliothèques, lentement et progressivement formées pendant plus de trois siècles, sans cesse complétées dans leurs différentes parties, riches surtout en vieux livres, en incunables, en manuscrits uniques, en documents historiques que rien ne remplacera jamais ? Et d'ailleurs on aurait beau empiler volumes sur volumes, on aurait beau prodiguer en de nouveaux achats tout l'or du monde, on n'effacerait pas dans l'histoire le souvenir de la destruction systématique autant qu'inutile des trésors scientifiques et littéraires de Strasbourg. L'Allemagne n'a point su reculer à temps devant l'emploi de ces moyens de combattre qui déshonorent une nation; maintenant il est trop tard pour en faire disparaître la trace, et ce souvenir ineffaçable dans l'histoire, sera pour elle un jour, quand elle sera revenue de l'ivresse de son triomphe, son plus cruel châtimement.

Strasbourg, 28 octobre 1871.

R. R.

1. En parlant de la collection Heitz, je disais dans la *Revue critique* qu'elle renfermait une des rares chroniques strasbourgeoises qui subsistent encore aujourd'hui, celle de J. J. Meyer. Me serait-il permis d'annoncer ici aux amis de l'historiographie alsacienne, que cette chronique sera publiée dans le prochain volume du Bulletin des Monuments historiques d'Alsace ?

NOTICE
SUR DES
COLLECTIONS MANUSCRITES
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

La Bibliothèque Nationale possède beaucoup de collections manuscrites dont chacune forme un tout complet et indivisible, soit qu'elle représente le travail d'un individu ou d'une association, soit qu'elle consiste en documents plus ou moins systématiquement réunis sur une matière déterminée. Comme ces collections se composent de documents écrits en différentes langues, on n'aurait pu les rattacher au fonds latin ou au fonds français sans tomber dans l'inconvénient d'incorporer au fonds latin beaucoup de volumes français, ou bien au fonds français beaucoup de volumes latins : elles sont donc restées en dehors des deux grands fonds du département des manuscrits. Ce sont ces collections que je vais passer en revue, sans m'interdire toutefois d'indiquer des collections analogues qui, pour des raisons particulières, ont été insérées, depuis plus ou moins longtemps, les unes dans le fonds latin, les autres dans le fonds français.

La présente revue portera d'abord sur les collections relatives à l'histoire de nos anciennes provinces. Dans une seconde partie, je traiterai des autres collections, qui, pour la plupart, ont emprunté leur dénomination soit aux savants ou aux administrateurs qui les ont formées, soit aux établissements qui en ont fourni la matière.

I.

COLLECTIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DES
PROVINCES.

COLLECTION DE BOURGOGNE.

L'histoire de Bourgogne, en quatre volumes in-folio, publiés depuis 1739 jusqu'en 1781, est principalement l'œuvre de D. Urbain Plancher, mort en 1750. Les papiers de ce bénédictin et de ses collaborateurs, acquis de Dom Villevieille par la Bibliothèque en 1811, remplissent les 74 premiers volumes de la collection de Bourgogne. On y a joint 21 volumes contenant les recueils d'un autre bénédictin, D. Guillaume Aubrée, que le roi fit remettre en 1743 à la Bibliothèque, et qui forment aujourd'hui les volumes 95-110 de la Collection. Font encore partie de la collection de Bourgogne, sous les n^{os} 75-90, seize volumes de titres originaux acquis à diverses époques.

État sommaire de la collection de Bourgogne.

- 1 Cartulaires de l'évêché d'Autun.
- 2 Eglises et abbayes de Beaune, Sémur en Auxois, Flavigny, Saint-Jean d'Autun, Fontenai près Montbard.
- 3 Evêché, cathédrale et abbayes d'Auxerre.
- 4 Archevêchés ou évêchés de Besançon, Chalon, Lyon et Macon.
- 5 Inventaire des archives de l'archevêché de Besançon.
- 6 Extrait du cartulaire de l'évêché de Chalon.
- 7 Cartulaire de la cathédrale de Chalon.
- 8 Evêché et chapitre de Langres.
- 9 Eglises et abbayes de Moutier-Saint-Jean, Saint-Seine, le Val des Choux et Rougemont.
- 10 Chartreux de Dijon. Abbaye de Thart. Cordeliers de Dijon. Saint-Etienne de Dijon. Sainte-Chapelle de Dijon.
- 11 à 14 Saint-Benigne de Dijon.
- 15 Abbaye de Molesme.

- 46 Dessins. Histoire de l'abbaye de Saint-Vulmer. Notes sur la famille de Béthisy ¹.
- 47 Mélanges. Notes pour l'histoire ecclésiastique générale.
- 48 Inventaire des testaments de la Franche-Comté. — Epitaphes de Bourgogne.
- 49 Droits et domaine du roi en Bourgogne.
- 20 Notes et matériaux pour l'histoire de Bourgogne.
- 24 Extraits chronologiques des actes des ducs de Bourgogne.
- 22 à 26 Notes et documents sur les officiers des ducs de Bourgogne.
- 27 Notes sur l'histoire de la Franche-Comté.
- 28 Notes et documents topographiques.
- 29 Notes et matériaux pour l'histoire du x^v^e siècle.
- 30 Extraits de divers ouvrages.
- 34 Sceaux et blasons.
- 32, 33 Notes et documents sur la noblesse de Bourgogne.
- 34 à 43 Notes et documents généalogiques.
- 44 Extraits des registres du bailliage de Dijon.
- 45 Inventaire des titres de la ville de Dijon.
- 46 Extraits des registres des paroisses de Dijon.
- 47 à 50 Etats de Bourgogne.
- 54 à 64 Extraits de la Chambre des comptes de Dijon.
- 65 Comptes divers.
- 66, 67 Parlement de Bourgogne.
- 68 Copie du tome IV de l'Inventaire du Trésor des Chartes par Dupuy, et d'un recueil de pièces sur la Bourgogne, conservé chez le président de Barentin.
- 69, 70 Copies de chartes et de pièces diverses, la plupart rangées chronologiquement.
- 74, 72 Autre collection de copies de chartes.
- 73 Tables de noms propres. Extraits d'inventaires de titres ². Correspondances littéraires.
- 74 Mémoires divers. Copies de chartes.
- 75 Collection de 38 documents originaux relatifs aux diocèses de Dijon, de Chalon, d'Autun, de Maçon et de Lyon, depuis 779 jusqu'en 1587.

1. Ce volume et le suivant sont en grande partie formés de pièces étrangères à la collection de Bourgogne.

2. Les fol. 37-92 sont occupés par des notes de D. Morice pour l'histoire des familles de Bretagne, notes étrangères à la collection de Bourgogne.

- 76 à 90 Collection de pièces tirées des archives de l'abbaye de Cluni, du ix^e au xviii^e siècle. Les dix premiers volumes renferment environ 640 pièces, dont beaucoup sont revêtues de leurs sceaux ; les cinq derniers sont remplis de copies sans valeur et de documents modernes. Cette collection est très-riche en chartes originales du x^e, du xi^e et du xii^e siècle.
- 94 Instructions données aux ambassadeurs qui allaient vers le roi, en 1441, à l'assemblée de Nevers.
- 92 Lettres à D. Aubrée. Généalogie des ducs de Bourgogne. Mémoires sur l'assassinat du duc de Bourgogne en 1419, et les états domestiques de plusieurs ducs.
- 93 Mariages et testaments. Extraits divers.
- 94 Pièces sur l'histoire de Bourgogne, de 1445 à 1464.
- 95 Pièces sur l'histoire de Bourgogne, de 1464 à 1523.
- 96 Contrats de mariages, du xiii^e au xv^e siècle.
- 97 Inventaire des titres relatifs aux domaines du duc de Bourgogne.
- 98 Pièces sur l'histoire de Bourgogne, du xi^e au xv^e siècle.
- 99 Pièces sur l'histoire de Bourgogne, principalement au xv^e siècle.
- 400 Extraits de comptes. xiv^e et xv^e siècles.
- 401 Notes et extraits. Essais de rédaction. Notes tirées pour la plupart de la Chambre des comptes de Dijon.
- 402 Pièces sur l'histoire de la Bourgogne, du xi^e au xiii^e siècle.
- 403 Suite de ces pièces, du xiv^e au xvii^e siècle. Lettres missives du xiv^e et du xv^e siècles. Vies de saints.
- 404 Extraits de comptes. xiv^e et xv^e siècles.
- 405 Extraits des registres des fiefs des bailliages d'Autun, d'Auxois, de Chalon, de Dijon et de la Montagne. Anciennes ordonnances du comté de Bourgogne. Table des privilèges du pays de Bourgogne.
- 406 Etats de la maison des ducs de Bourgogne. xiv^e et xv^e siècles.
- 407 Notes et extraits pour l'histoire d'Autun, d'Auxerre, de l'Auxois, de Bar sur Seine, de Chalon, du Charolais, de Chatillon, de Dijon et de Macon.
- 408 Extraits des cartulaires et des archives des églises d'Autun et d'Auxerre, de l'abbaye de Corbigny, de la Sainté-Chapelle de Dijon, de l'église de Macon, des abbayes de

Molême, de Saint-Benigne, et de Saint-Martin d'Autun, du prieuré de Saint-Pierre-le-Moutier, et de l'abbaye de Tulley.

409 Pièces sur l'histoire de Bourgogne, de 1225 à 1395.

410 Suite de ces pièces, de 1403 à 1519.

411 Chartes de l'église d'Autun, des abbayes de Saint-Andoche, de Saint-Symphorien et de Saint-Martin d'Autun, et du prieuré de Saint-Pierre le Moutier. Notes diverses.

COLLECTION DE BRETAGNE.

Ce fut vers 1687 que Dom Maur Audren conçut le dessein de faire écrire l'histoire de Bretagne par plusieurs religieux de la congrégation de Saint-Maur. Il y fit surtout travailler D. Antoine Le Gallois, D. Denis Briant, D. Joseph Rougier et D. Alexis Lobineau. Les recherches de ces savants ont produit le remarquable ouvrage que D. Lobineau fit paraître en 1707, en deux volumes in folio.

Les mémoires qui avaient été recueillis pour l'histoire de Bretagne, et dont beaucoup n'avaient pas été employés dans l'ouvrage imprimé, se trouvaient à l'abbaye de Saint-Jagut lors de la mort de Lobineau, arrivée le 3 juin 1727. Ils consistaient en 26 volumes et 12 liasses, plus deux grands porte-feuilles renfermant 43 cuivres gravés. Le tout fut envoyé à l'abbaye de Saint-Melaine de Rennes, le 29 août suivant. Le 12 septembre, le parlement de Bretagne fit mettre le scellé sur ces papiers pour en empêcher le transport à Saint-Germain-des-Près, et le 29 octobre 1728 les états de la province décidèrent que le prieur de Saint-Melaine en resterait chargé et s'obligerait à les représenter quand il en serait requis. Environ dix ans plus tard, ces mêmes papiers furent envoyés à Paris, au prieuré des Blancs-Manteaux, pour servir à la nouvelle histoire de Bretagne, dont Dom Morice fit agréer le plan aux états de la province en 1741. Ils y restèrent jusqu'à la Révolution. Ils arrivèrent en 1796 à la Bibliothèque Nationale, confondus avec les propres mémoires de Dom Morice et les autres manuscrits du couvent des Blancs-Manteaux. Ils sont aujourd'hui classés sous les n^{os} 22308-22359 du fonds français.

Etat sommaire de la Collection de Bretagne.

- Ms. français 22308 (4) ¹. Mémoires de D. Denis Briant pour l'histoire de Bretagne.
- 22309 (2). Extraits de divers ouvrages sur l'histoire de Bretagne.
- 22340-22344 (3). Pièces sur l'histoire de Bretagne au xvi^e siècle.
- 22312 (4). Pièces pour l'histoire moderne de Bretagne.
- 22343 (6). Correspondances et pièces sur l'histoire de Bretagne.
- 22344-22345 (45). Registre du greffe des États de Bretagne, en 1567.
- 22346 (30). Coutumes de Bretagne.
- 22347 (34). Table des lettres patentes du roi vérifiées au parlement de Bretagne.
- 22348 (35). Extraits des registres du parlement de Bretagne.
- 22349 (36). Extraits des titres de Perseigne, Lavardin, la Roche-Bernard, Marmoutier, Vitré, Montfort, Melleray, Saint-Gildas, Saint-Jagut, Lantenac, Blanche-Couronne, Savenai, Notre-Dame du Tronchet, Geneston, Buzai, Villeneuve. — Inventaire du Trésor des Chartes de Nantes.
- 22320 (37). Réformation des évêchés de Nantes, Quimper, Vannes. Léon et Saint-Malo.
- 22324 (38). Réformation des évêchés de Rennes, Dol, Quimper, Saint-Brieuc, Tréguier. — Vies des saints de Bretagne.
- 22322 (39). Extrait des titres de Tours (archevêché), Marmoutier, Tréguier, Saint-Julien de Tours, Saint-Jouin, Bourgueil, la Roue, Painpont, Beaulieu en Mégrit, Saint-Georges près Dinan, Montfort, Saint-Meen, Saint-Malo. — Mandements de Bretagne. — Hommages de Bretagne. — Parlement de Bretagne.
- 22323-22324 (40). Mémoires de Gallet.
- 22325 (44). Extrait des titres de Rennes, Fougères, Vitré, Montfort, Beaulieu, Dinan, la Vieuville, Notre-Dame du Tronchet, Tiron, Saint-Jagut, le Mont-Saint-Michel, Savigny, Blein, Nantes, Savenai, Vertou, Buzai.
- 22326 (42). Mélanges. Paroisses de Bretagne. Etablissement des Bretons. Inventaire du château de Brest, en 1553.

1. Le n^o placé entre parenthèses désigne la cote que le volume avait autrefois dans le fonds des Blancs-Manteaux.

- 22327 (43). Notes et matériaux de D. Morice.
- 22328 (44). Mémoires de D. Le Gallois sur l'histoire de Bretagne. — Extrait du ms. de M. de la Mabonnaie, de Saint-Malo.
- 22329 (45). Extraits des titres de Dol, Guingamp, Saint-Brieuc, Quimperlé, Doulas, Langonnet, Lanvaux, Karnouet, la Rimaudière, Saint-Florent, Saint-Aubin d'Angers, le Ronce-ray, Pontron, Fontevraud, Pontlevoi, la Couture, Marmoutier, Saint-Julien du Pré, Fontaine-Daniel.
- 22330 (46). Extraits des cartulaires d'Alençon, de Philippe-Auguste et de Redon. — Documents sur Anne de Bretagne.
- 22334 (47). Extraits d'archives seigneuriales : le Tregouet, Chateaubriant, Penthievre. — Notes pour l'histoire des grandes familles bretonnes. — Indications bibliographiques.
- 22332-22333 (48). Pièces sur l'histoire de Bretagne et en particulier sur celle de la maison de Rohan. Originaux et copies. A cette collection de pièces appartient le volume classé sous le n° 8269 du fonds français.
- [Le n° 22334 est composé de documents étrangers à la Bretagne].
- 22335 (49). Inventaires d'Anne de Bretagne, de Charles, duc d'Angoulême, etc.
- 22336 (52). Extraits des registres des États de Bretagne.
- 22337-22344 (73). Pièces sur l'histoire de Bretagne et sur la maison de Rohan.
- 22345 (73). Table de plusieurs recueils, et notamment du ms. 22348, pour servir à la généalogie des familles de Bretagne.
- 22346 (75). Etats généraux de Bretagne, de 1629 à 1703.
- 22347-22354 (76). Mémoires pour les généalogies de Bretagne.
- 22352-22354 (84). Conciles de la province de Tours, par Travers.
- 22355 (83). Tome III d'un armorial de Bretagne, lettres P-Z.
- 22356 (86). Histoire de Saint-Melaine de Rennes.
- 22357 (86 B). Abbayes de Saint-Melaine et du Mont-Saint-Michel.
- 22358 (86 C). Diverses abbayes de Bretagne.
- 22359 (86 D). Évêques de Saint-Malo, Nantes, Saint-Brieuc et Vannes.

Ces cinquante et un volumes sont loin de représenter l'ensemble des travaux des bénédictins sur l'histoire de Bretagne. Un élève de l'École des chartes a acquis, il y a quelques années, plusieurs volumes remplis de notes de D. Morice, et l'état des papiers de

D. Lobineau, qui fut dressé en 1727, mentionne dix volumes dont la trace est perdue. Voici dans quels termes ils sont portés sur l'état de 1727 :

Un grand volume in folio, couvert en peau violette, étiqueté sur le dos d'une grande lettre A, avec cette inscription : *Cartul. Roton. Collectio ms. Nannetensis, Chateau de Nantes*. La première page commence : *Cartulaire de Redon*, et la dernière, chiffrée 755, finit par ces mots : *miles senescallus Penthevie*.

Autre volume de même grandeur et couverture, crotté sur le dos de la lettre D en gros caractère; la première page commence : *Archives de l'abbaye de Notre-Dame de Doulas*, et le dernier feuillet, chiffré 693, finit par ces mots : *Votre bon frère François*.

Autre gros volume, in folio commun, couvert en violet, crotté de la lettre G en gros caractère; à la marge de la première page est écrit *Vieuville*, et le titre *Extraits du cartulaire de l'abbaye de Vieuville*, etc., la dernière page, chiffrée 1234, finit par ces mots : *octavo idus decembris*.

Autre volume, d'un in folio commun, couverture violette, crotté sur le dos de la lettre H en gros caractère; la première page intitulée *Catalogue des officiers de la Chambre des comptes de Bretagne*, etc. Le tout contient 1455 feuillets écrits, qui sont pièces et extraits tirés des archives des abbayes et d'illustres maisons de Bretagne.

Un volumé in quarto, crotté sur le dos de la lettre O. La première page commence ainsy : *Reglements*; la dernière page marque que les extraits y référés sont tirés du 22^e volume des registres du parlement, fol. 514.

Autre volume in folio, couvert en parchemin, crotté sur le dos de la lettre Q en gros caractère. C'est l'histoire de Bretagne par M. Moreau, chanoine de Cornouaille. Il y a 429 pages de grosse écriture à la main, une table au commencement et une autre à la fin, d'une même écriture, mais différente de celle du corps du manuscrit.

Autre volume in folio, couvert en veau d'un noir usé, au dos duquel est en lettres dorées : *Bretagne. Inventaire des titres*. Les deux côtés de la couverture portent les armes de Molac-Rosmadec sur une couche dorée. C'est une copie d'inventaire de titres trouvés au château de Nantes et envoyée à M. le marquis de Molac en 1633. Ce manuscrit contient 523 feuillets écrits. Il y a sur la fin une table alphabétique et un petit cahier d'attache pour servir de seconde table.

Un autre volume in quarto, relié en veau de couleur noire passée, étiqueté au dos *Chronicum Britanniae* et marqué sur les deux côtés de la couverture aux armes de Molac-Rosmadec. Ce manuscrit, très-ancien, contient 167 feuillets écrits à deux colonnes.

Autre manuscrit en petit folio, couvert d'un foible carton, contenant la généalogie des maisons de Loheac, en 153 pages, de différentes écritures.

Un manuscrit in quarto, couvert d'un carton revêtu de papier marbré. C'est un traité historique des barons de Bretagne, avec les généalogies des principaux barons anciens et modernes, le tout écrit et composé par feu D. Alexis Lobineau, en 647 pages d'écriture.

COLLECTION DE CHAMPAGNE.

Les Bénédictins commencèrent vers 1737 à préparer une histoire de Champagne et de Brie, qui n'a jamais vu le jour. Dom de Launay, dom Beaussonnet, dom Taillandier et un quatrième religieux furent chargés de fouiller les archives de la province. Dom Rousseau était employé au même travail en 1757.

Les papiers des historiographes de Champagne sont arrivés à la Bibliothèque Nationale avec les manuscrits de Saint-Germain des Prés. Ils comprennent, non-seulement les travaux des bénédictins, mais encore ceux de Levesque de la Ravalière et ceux de Morel de Thoisy, qui avait formé des recueils considérables sur l'histoire de Troyes. Le tout a été relié en 149 volumes, auxquels on a ajouté cinq volumes remplis de documents originaux et cotés 150 à 154.

Les 111 premiers volumes renferment des pièces rangées suivant l'ordre alphabétique des noms de localités.

État sommaire de la collection de Champagne.

1. Aix-Avaux.
2. Bailley-Bar sur Aube.
3. Bar sur Seine-Blesme
4. Bonnefontaine-Bussy.
5. Ceante-Chalète.
- 6 à 12. Chalons : Hist. ecclésiastique, vol. 6 à 10. — Hist. civile, vol. 11 et 12.

- 43. Chamois-Chaudefontaine.
- 44. Chaumont-Cussangy.
- 45. Dammartin-Etorvy.
- 46. Faremoutier-Huyron.
- 47. Isle-Aumont-Juvanzé.
- 48. Lagny-Maubertfontaine.
- 49. Meaux.
- 20. Mée-Moirmont.
- 21. Molesme.
- 22. Molome-Montreuil.
- 23. Moutier-en-Argonne.
- 24. Moutier-Saint-Jean-Pratelle.
- 25. Provins.
- 26. Provins-Reges.
- 27 à 37. Reims. — Histoire ecclésiastique, vol. 27 à 32. — Mémoires et extraits, vol. 33 à 35. — Histoire civile, vol. 36, 37.
- 38. Renel-Saint-Menge.
- 39. Sainte-Menehould.
- 40. Saint-Peravy-Senlis.
- 41 à 43. Sens.
- 44. Sermaise-Tonnerre.
- 45. Torvilliers-Troisfontaines.
- 46 à 408. Troyes. — Histoire ecclésiastique, vol. 46 à 53. — Hopitaux, vol. 54 à 58. — Titres et privilèges, vol. 59, 60. — Mémoires et extraits, vol. 61. — Histoire civile, vol. 62 à 64. — Domaine du roi, vol. 65. — Coutumes, vol. 66. — Présidial, vol. 67 à 70. — Police, vol. 71 à 74. — Prévôté et juridictions diverses, vol. 75. — Election et grenier à sel, vol. 76. — Hôtel de Ville, vol. 77 à 97. — Eaux et forêts, vol. 98. — Commerce, arts et métiers, vol. 99 à 104. — Publications de paix, réjouissances, cérémonies publiques, vol. 105. — Histoire du calvinisme, vol. 106, 107. — Hommes illustres, vol. 108.
- 109. Vacherie-Villehardouin.
- 110. Villemaur.
- 111. Villenaux-Vouton.
- 112. Extraits de divers auteurs. Notes chronologiques.
- 113. Notes et mémoires divers de Levesque de La Ravalière.

- 444. Notes et extraits divers du même.
- 445. Matériaux rangés chronologiquement.
- 446. Extraits de Marlot, etc. Copie de différentes chartes de Saint-Nicaise de Reims.
- 447. Mémoires et extraits.
- 448. Mémoire de l'intendant de Champagne en 1697. Extrait des mémoires de Baugier.
- 449. Notes et mémoires sur la topographie et l'administration de la Champagne. Notes de Levesque de La Ravalière sur les grands officiers de Champagne.
- 420. Domaine de Champagne.
- 421, 422. Biographie.
- 423, 424. Blasons et généalogies,
- 425. Sacre des rois.
- 426. Protestantisme.
- 427. Recherches pour servir à l'histoire des comtes héréditaires de Champagne. 1740. [Par Levesque de La Ravalière, père.]
- 428. Histoire des comtes de Champagne par Levesque de La Ravalière. — Histoire des mêmes comtes, par le P. Le Pelletier. — Histoire anonyme.
- 429. Matériaux pour l'histoire des comtes.
- 430-436. Histoire du comté de Champagne. Essais de rédaction, notes et brouillons. Les preuves sont dans les vol. 435 et 436.
- 437. Inventaire des layettes du Trésor des chartes relatives à la Champagne. Extraits des cartulaires de Champagne.
- 438. Inventaire des mêmes layettes.
- 439. Extraits de divers cartulaires et recueils de titres, par Levesque de La Ravalière.
- 440, 441. Indications bibliographiques.
- 442. Correspondance et papiers de Levesque de La Ravalière.
- 443. Correspondance des bénédictins.
- 444-449. Pièces relatives à diverses localités de la France, qui se sont trouvées dans les cartons de la collection de Champagne.
- 450. Collection de 54 pièces originales (973 à 1766) relatives à différents établissements et à diverses localités du diocèse de Reims.

- 451. Collection de 80 pièces originales (vers 1150 à 1156), relatives à différents établissements et à diverses localités du diocèse de Troyes.
- 452. Collection de 43 chartes (depuis 886) relatives à différents établissements et diverses localités du diocèse de Langres. — Collection de onze chartes de l'abbaye de la Crête (vers 1150 à 1166).
- 453. Collection de 32 chartes (depuis 1238) relatives à différents établissements et à différentes localités du diocèse de Meaux. — Seize chartes relatives à la maison de Cerfroi, depuis 1238. — Dix chartes relatives au prieuré de Sainte-Foi de Coulommiers depuis 1271.
- 454. Pièces sur le temporel des églises paroissiales de Reims et des principaux couvents de femmes du diocèse de Reims en 1705 et 1706. — Eglise de Notre-Dame de Lirey, au diocèse de Troyes, et saint suaire de cette église. — Comptes de l'église de Troyes pour les années 1587-1589.

COLLECTION DE FLANDRE.

La collection sur la Flandre et l'Artois comprend :

1° Les copies et les documents originaux que Denys Godefroy envoya à Colbert et qui, pour la plupart, étaient tirés de la Chambre des comptes de Lille; c'est ce qu'on appelle les Cent-quatre-vingt-deux de Colbert¹; un catalogue détaillé en a été rédigé au xviii^e siècle; M. Gachard² et M. Leglay³ en ont publié des inventaires abrégés;

2° Treize volumes dans lesquels ont été classés des titres originaux acquis à différentes époques.

État sommaire de la collection de Flandre.

1, 2. Comté de Bourgogne.

1. Les 182 n^{os} de la collection ne forment en réalité que 131 volumes ou portefeuilles.

2. *Bulletin de l'Académie de Bruxelles*, 1839, VI, 1, 338 à 345.

3. Champollion, *Mélanges*, II, 58.

3. Inventaire des titres à extraire des registres de Lille, de 1358 à 1668.
4. Maison des princes ; gouverneurs et grands officiers ; affaires des finances.
5. Mariage des princes ; légitimations ; successions ; hommages.
- 6 à 8. Ordre de la Toison d'Or. Anoblissements.
9. Erections de terres en Flandre.
- 10, 11. Domaines de Flandre.
- 12, 13. Mandements relatifs au domaine et aux droits du roi, de 1531 à 1666.
14. Domaines royaux et particuliers des Pays-Bas.
15. Droit de nouvel acquêt. Ban et arrière-ban en Artois. Aides en Artois.
- 16, 17. Provisions, charges et affaires des recettes des domaines royaux. — Reliquats des comptes, etc., de 1551 à 1665.
- 18 à 20. Droit du dixième denier.
- 21 à 23. Impôts, aides, subsides, tailles, recettes, péages, etc.
24. Aliénations et engagements des domaines. Provisions des gouverneurs de Namur et d'Artois.
- 25 à 27. Inféodations. Aliénations et acquisitions de domaines.
28. Forêts, de 1462 à 1652.
29. Officiers de justice.
- 30, 31. Baillis et châtelains.
- 32, 33. Commissions d'officiers de justice et de finance, de 1550 à 1636.
34. Commissions de prévôts, geôliers. etc., depuis 1553.
- 35, 36. Police. Confréries d'archers. Jeux. Marchés. Chemins. Salaires. Dessèchements.
- 37 à 39. Monnaies, depuis 1359.
40. Commerce et navigation, depuis 1360.
41. Manufactures et mines, depuis 1359.
42. Affaires militaires, depuis 1542.
43. Traités de paix, de 1336 à 1665.
44. Affaires ecclésiastiques. Lois et règlements.
45. Indults apostoliques. Université de Louvain.
46. Hôpitaux et maladreries.
47. Privilèges des églises et hôpitaux.
- 48, 49. Amortissements en 1515, 1516 et 1517.

- 50. Subsidés ecclésiastiques, de 1436 à 1459.
- 51. Officiers des domaines dans la châtellenie de Lille, de 1550 à 1668.
- 52. Chambre des comptes de Lille, depuis 1392.
- 53 à 56. Inventaire des 78 registres aux chartes de la Chambre des comptes de Lille.
- 57 à 61. Dénombrement des fiefs tenus de la Salle de Lille, en 1615.
- 62. Francs-alleux de Lille. Privilèges de Gand. Ressort de Beaurain. Droits réclamés par le roi de France dans les Pays-Bas en 1498.
- 63. Clergé et monastères de Lille.
- 64. Tournai.
- 65 à 68. Titres de l'évêché de Tournai, depuis 1143.
- 69, 70. Fondations religieuses dans le diocèse de Tournai depuis 1200.
- 71. Amortissements pour divers établissements du diocèse de Tournai, depuis 1392.
- 72. Exemption de l'abbaye de Saint-Amand.
- 73. Titres de l'abbaye de Cisoien.
- 74. Inventaire des titres du comté de Namur.
- 75. Inventaire des titres du comté de Hainaut.
- 76. Inventaire des comptes de Hainaut portés à Lille en 1620.
- 77. Mortes-mains au pays de Hainaut, en 1460. Officiers des domaines.
- 78 et 79. Domaine du Quesnoy-le-Comte, en 1462 et 1564.
- 80. Domaines voisins de la forêt de Mourmal, en 1606.
- 81, 82. Inventaires des titres du comté d'Artois, rédigés au xvi^e et au xvii^e siècle.
- 83. Domaines de l'Artois, depuis 1553.
- 84. Terrier des domaines d'Arras, en 1613.
- 85, 86. Amortissements en faveur d'églises du diocèse d'Arras, depuis 1268.
- 87. Aides et subsidés extraordinaires d'Artois depuis 1600.
— Terrier de Saint-Omer en 1634.
- 88. Registre des fiefs du bailliage d'Aire, en 1659 et 1660.
- 89. Terrier d'Avesnes-le-Comte, en 1673.
- 90, 91. Dénombrement des fiefs mouvants du château de Lens, en 1600.

- 92. Terrier du comté de Saint-Pol, en 1474.
- 93. Inventaire de la trésorerie des chartes de Lille, rédigé de 1506 à 1512.
- 94 à 182. Comptes divers, tous du xvn^e siècle, sauf les suivants :
 - 113. Compte des revenus de l'évêché de Cambrai, en 1423. — 118. Compte du domaine de Condet, ayant appartenu au comte de Rogendorff, en 1536. — 157. Compte des briefs de Mardick en 1577, et du bailiage de Mardick en 1576. — 158. Compte de l'argenterie de Maubeuge en 1504. — 173. Compte des revenus de l'évêché de Tournai en 1587.
- 183. Pièces relatives à diverses localités des diocèses de Téroüanne, depuis 1144; d'Arras, depuis 1182; de Tournai, depuis 1121.
- 184. Chartes de l'abbaye de Bergues, depuis 1184.
- 185 et 186. Chartes de l'abbaye de Ravensberghe, depuis 1194.
- 187 à 189. Pièces tirées du trésor des chartes d'Artois, de 1285 à 1371. Il y a principalement des comptes domaniaux.
- 190. Pièces relatives à diverses localités du diocèse de Cambrai, depuis 1128.
- 191. Pièces relatives à diverses localités des diocèses de Cambrai, Malines et Ruremonde, depuis 1225.
- 192 à 194. Chartes de l'abbaye de Bourbourg, depuis 1104.
- 195. Titres de la commanderie de Haute-Avesne en Artois, depuis 1188.

COLLECTION DE FRANCHE-COMTÉ.

J'indique ici pour mémoire les recueils de Droz sur l'histoire de la Franche-Comté; il en sera question plus loin, dans la seconde partie, à l'article consacré à la collection de Moreau.

COLLECTIONS DE LANGUEDOC.

La Bibliothèque Nationale possède deux grandes collections sur l'histoire du Languedoc : la première appelée *Collection de Doat*, la seconde plus particulièrement connue sous le nom de *Collection de Languedoc*.

COLLECTION DE DOAT.

Cette collection, qui consiste en 258 volumes, nous est arrivée en 1732 avec le cabinet de Colbert. Il en existe un catalogue spécial, dressé au XVIII^e siècle, en un volume in-folio, de 158 feuillets. Cette collection, à part quelques volumes d'inventaires, se compose de copies faites par ordre de Colbert, sous la direction de Jean de Doat, depuis 1665 jusqu'en 1670, dans les différents dépôts d'archives du Languedoc, de la Guienne, de la Gascogne et du pays de Foix. Un inventaire des volumes de la collection Doat se trouve dans l'*Essai historique* de Le Prince¹. Le suivant a été dressé d'après le catalogue in-folio qui vient d'être indiqué.

État sommaire de la collection de Doat.

- 1 à 6. Inventaires des copies envoyées à Paris par Doat.
- 7 à 10. Histoire et affaires de France (844 à 1585).
- 11 à 15. Affaires ecclésiastiques de France (1170 à 1584).
- 16. Croisades et ordres religieux (1245 à 1553).
- 17. Ordres de Cîteaux, Cluni et Grammont.
- 18, 19. Ordres des Dominicains, des Franciscains et de l'Annonciade de Bourges et d'Albi.
- 20. Ordres des Augustins et des Carmes.
- 21 à 37. Pièces sur l'Inquisition, les hérétiques, les Albigeois et les Juifs.
- 38, 39. Contrats de mariage (1157 à 1489).
- 40 à 46. Testaments (930 à 1634).
- 47. Vicomté de Narbonne : Hommages (1110 à 1432).
- 48, 49. Vicomté de Narbonne : Ventes et échanges (1035 à 1655).
- 50 à 54. Ville de Narbonne (1166 à 1561).
- 55, 56. Cathédrale de Narbonne (816 à 1547).
- 57. Saint-Paul de Narbonne (925 à 1616).
- 58. Divers couvents de Narbonne. Abbaye de Quarante.
Abbaye de Caune. Ville de Limoux.
- 59. Abbaye de Fontfroide (1114 à 1537).

1. Pages 180 à 192. — Edition de Louis Paris, p. 159 à 169.

60. Divers établissements de Beziers. Abbaye de Joncels et de Villemagne.
- 64 à 63. Evêché et cathédrale de Beziers (878 à 1616).
64. Ville et couvents de Carcassonne.
65. Evêché et cathédrale de Carcassonne (926 à 1607).
- 66 à 68. Abbaye de la Grasse (802 à 1646).
69. Abbaye de Montolieu (845 à 1565).
70. Abbaye de Villelongue (1145 à 1428).
71. Abbaye de Saint-Hilaire (850 à 1598). Ville et collégiale de Montréal.
72. Abbayes de Saint-Tibéry et d'Alet. Evêchés et chapitres d'Agde, de Lodève et de Montpellier. Nîmes. Aigues-Mortes. Saint-Pons de Tomières.
73. Ville et couvents de Toulouse.
74. Actes d'Alfonse, comte de Toulouse.
75. Hommages rendus aux ducs de Narbonne et comtes de Toulouse (1209-1303).
- 76 à 80. Abbaye de Grandselve (1113 à 1514).
81. Ville et chapitre de Lavaur.
82. Evêché et ville de Mirepoix. Abbaye de Coxan en Conflans.
- 83 à 86. Abbaye de Bolbonne (962 à 1605).
- 87, 88. Ville de Montauban (1144 à 1611).
- 89, 90. Abbaye de Saint-Théodard (1121 à 1600). Collégiale de Saint-Étienne de Tescon de Montauban (1248 à 1523).
- 91, 92. Abbaye de Belleperche (1164 à 1557). Ville et églises de Castel-Sarrasin (1235 à 1598).
93. Ville de Pamiers (1232 à 1546).
- 94, 95. Abbaye de Saint-Antonin de Pamiers. Ville de Tarascon dans le pays de Foix, et de la Bastide de Seron ou Montesquieu.
96. Ville de Foix. Abbaye de Saint-Volusien de Foix (1144 à 1549).
97. Ville et abbaye du Mas d'Azil. Abbayes de Combelongue, de la Reule et de Salenques. Ville de Lectoure.
- 98 à 102. Prieuré de Prouille. Abbaye de Lezat.
- 103, 104. Ville d'Alby (1220 à 1615).
- 105 à 112. Evêché et chapitre d'Alby (924 à 1608).
113. Eglises et couvents d'Alby.

- 414, 415. Abbaye de Candelles (1153 à 1586).
- 416. Ville et abbaye de Gaillac (972-1537).
- 417. Divers établissements des diocèses d'Alby, de Castres, de Mende, de Bordeaux, d'Agen, de Saintes, de Bourges, de Rodez, de Clermont et du Puy.
- 418, 419. Ville de Cahors (1203 à 1509).
- 420. Evêché et cathédrale de Cahors (1166-1621).
- 421. Collège de Saint-Étienne de Rodez à Cahors. Augustins et Dominicains de Cahors.
- 422. Université et collège de Pelegry à Cahors.
- 423. Monastère de Carennac. Abbaye de Marcillac. Hôpital de Beaulieu, diocèse de Cahors.
- 424. Monastères d'Espanhac, de Leime, de Lissac et de Saint-Antonin, diocèse de Cahors.
- 425. Ville et couvents de Figeac. Ville de Capdenac. Eglise de Roc-Amadour.
- 426. Abbaye de Figeac (755-1556).
- 427. Ville de Moissac (1197-1519).
- 428 à 431. Abbaye de Moissac (673-1618).
- 432. Ville et divers établissements de Rodez.
- 433. Cathédrale de Rodez (1051 à 1567).
- 434 à 436. Hôpital de Sainte-Marie d'Aubrac. Abbaye de Loc-Dieu.
- 437. Collégiale de Beaumont, diocèse de Vabres. Couvent de Saint-Geniez, diocèse de Rodez. Eglise de Notre-Dame de Senhac. Ville de Cajarc.
- 438, 439. Abbaye de Bonnetcombe (1168 à 1531).
- 440 à 442. Abbaye de Bonneval, diocèse de Rodez (1161 à 1630).
- 443, 444. Abbaye de Conques (371 à 1571).
- 445. Ville de Millau (1070 à 1587).
- 446. Villes de Najac et de Saint-Antonin, diocèse de Rodez (1085-1601).
- 447. Ville de Villefranche en Rouergue (1256-1588).
- 448. Eglise et évêché de Vabres (842 à 1560).
- 449. Ville de Saint-Afrique. Abbayes de Nonenques et de Nant.
- 450, 451. Abbaye de Salvanès (1096 à 1539).
- 452. Divers établissements des provinces ecclésiastiques d'Auch, d'Arles, d'Aix et d'Avignon.
- 453 à 460. Ordonnances et hommages du Languedoc (1068 à 1569).

- 161, 162. Bretagne. Lorraine. Catalogne.
 163. Castille, Arragon et Maiorque (1178-1527).
 164. Inventaire des trésors de Foix (1445) et d'Armagnac (1612).
 165 à 240. Titres des comtes de Carcassonne et vicomtes de Beziers; des comtes de Foix et vicomtes de Castelbon; des vicomtes de Béarn, de Bigorre, de Marsan et de Gavardan; des comtes de Rodez et d'Armagnac; des seigneurs d'Albret; des rois de Navarre (960-1612).
 241. Inventaire des titres de Montignac en Périgord (1546).
 242 à 246. Titres des comtes de Périgord et vicomtes de Limoges. (1226 à 1574).
 247. Titres des vicomtes de Lomagne et d'Auvillar (1251 à 1343).
 248. Vicomtes de Lautrec (1181 à 1557). Comtes de Dreux (1180 à 1515).
 249 à 254. Inventaire des titres de la trésorerie de Toulouse (1669).
 252 à 254. Inventaire des archives du roi à Carcassonne (1670).
 255 à 257. Inventaire des archives de la sénéchaussée de Nîmes.
 258. Registre des délibérations de la maison consulaire de Nîmes (1521-1628).

COLLECTION DE LANGUEDOC FORMÉE PAR LES BÉNÉDICTINS.

De 1730 à 1745 parurent les cinq volumes de l'Histoire générale de Languedoc par D. Vaissète et Dom de Vic. Quel que fût le mérite de l'ouvrage, ni les religieux de la congrégation de Saint-Maur, ni les membres des Etats de Languedoc ne considérèrent la tâche comme définitivement remplie. De là, ces longs travaux dont M. Thomas¹ et M. Dulaurier² ont raconté l'histoire en détail. De là aussi ces recueils formés par Dom Bourotte, Dom Soulaire et Dom Malherbe, qui, réunis aux papiers de Dom Vaissète et de Dom de Vic, ont été cédés en 1823 à la Bibliothèque par Dom Malherbe et sont aujourd'hui reliés en 199 volumes, sous les cotes 1-191. On y a ajouté en appendice huit

1. *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, III, 371-522.

2. Introduction à la nouvelle édition de l'Histoire de Languedoc.

volumes, cotés 192-199 : ces huit volumes sont remplis de titres originaux que la Bibliothèque a acquis à diverses époques.

État sommaire de la collection de Languedoc.

1. Mélanges géographiques.
2. Géographie du Languedoc.
- 3-5. Notes alphabétiques sur différents lieux du Languedoc ; lettres A-E dans le volume 3 ; F-M dans le volume 4 ; N-V dans le volume 5.
6. Géographie du Languedoc. Productions naturelles. Industrie. Commerce. Établissements ecclésiastiques et universitaires. Administrations.
7. Cours d'eau du Languedoc.
8. Nomenclature des lieux du Languedoc.
9. Nomenclature des paroisses des diocèses du Languedoc.
10. Nomenclature des fiefs.
11. Notes topographiques se rapportant aux diocèses d'Agde, Alais, Alby.
12. Id. pour Alet et Beziers.
13. Id. pour Castres.
14. Id. pour Carcassonne.
15. Id. pour Lavaur.
16. Id. pour Le Puy.
17. Id. pour Mende, Mirepoix et Montauban.
18. Id. pour Montpellier.
19. Id. pour Narbonne et Nîmes.
20. Id. pour Rieux.
21. Id. pour Saint-Papoul et Toulouse.
- 22, 23. Id. pour Uzès.
- 24-26. Id. pour Viviers.
27. Mélanges : Dauphiné, Provence, Comtat-Venaissin.
28. Cartes manuscrites. Notes topographiques.
- 29, 30. Ressort du parlement de Toulouse.
31. Conseils et impositions des communautés du Languedoc.
- 32-36 bis. Positions astronomiques des lieux du Languedoc.
37. Mélanges d'histoire ecclésiastique : Aix, Castres, Apt, Agde.
38. Id. Alby, Mende.
39. Id. Arles, Marseille, Auch, Lectoure, Comminges,

Tarbes, Avignon, Bourges, Alet, Mende, Beziers,
Le Puy, Embrun.

40. Id. Narbonne, Saint-Pons.
41. Id. Nîmes, Alais, Lodève, Uzès.
42. Id. Agde, Montpellier, Carcassonne, Perpignan.
43. Id. Toulouse, Pamiers, Rieux, Montauban, Mirepoix.
44. Id. Saint-Papoul, Lavaur, Vienne, Viviers.
45. Listes d'abbayes et de couvents. Mélanges : Beziers,
La Grasse, Mende, Nîmes, Viviers.
- 46-50. Listes des évêques et des abbés du Languedoc. Conciles
de cette province.
51. Mélanges pour l'histoire ecclésiastique du Languedoc.
52. Biens ecclésiastiques et dîmes.
- 52 *bis* et *ter*. Pièces imprimées relatives à Beziers.
53. Conciles du Languedoc.
54. Ordres militaires et hospitaliers.
- 55-59. Manuscrit de l'Histoire du Languedoc.
- 60-63. Mémoires pour l'histoire du Languedoc par D. Pierre
Auzières.
- 64, 65. Histoire du Languedoc au xvi et au xvii s.
- 66-68. Abrégés de l'histoire du Languedoc.
69. Notes chronologiques.
70. Grands feudataires du Languedoc.
71. Gouverneurs du Languedoc. Administrateurs divers.
- 72, 73. Mémoires sur l'époque gauloise et l'époque romaine.
- 73 A. Supplément à ces mémoires. Notes chronologiques.
74. Mémoires sur la période comprise entre le v et le xi s.
- 75-77. Mémoires sur le xi et le xii s.
- 78-81. Mémoires sur le xiii s.
- 82-87. Mémoires sur le xiv s.
- 88-90. Mémoires sur le xv s.
- 91-93. Mémoires sur le xvi s.
- 94-96. Mémoires sur le xvii et le xviii s.
- 96 A, B, C, D. Copie des Preuves de l'Histoire de Languedoc.
- 97, 98. Copies et extraits divers.
99. Notes archéologiques.
- 100-102. Notes biographiques.
- 103-107. Mémoires généalogiques.
108. Noblesse et blason.
109. Montres et revues.

- 440-424. Recueil imprimé d'édits, déclarations, arrêts et ordonnances. 1754-1784.
- 422-428. Recueil imprimé des Loix de Languedoc. 1780-1787.
- 429, 430. Droit public de Languedoc. 1788.
- 434-448. Etats généraux et états provinciaux du Languedoc.
449. Parlements.
450. Gouverneurs et sénéchaux.
451. Administration des Gaules sous les Romains, les Visigoths, les Bourguignons et les Français. 1785.
452. Sur l'origine, la nature et les fonctions du Conseil du roi, des assemblées communes de la nation et des parlements.
453. Finances.
454. Réglemens concernant les impositions de Languedoc. 1746. — Instruction sur les adjudications de biens abandonnez etc. 1729. — Pièces imprimées.
- 455-457. Rentes.
458. Jurisprudence. Domaines.
459. Extraits de comptes.
- 460, 464. Propriété du Rhône.
- 462-467. Histoire naturelle, agriculture, industrie, commerce, travaux publics.
468. Sciences et arts.
469. Universités, académies, collèges.
- 470-480. Bibliographie.
484. Notes et extraits. Pièces relatives au travail de D. Vaissette et de ses continuateurs.
- 482-487. Correspondance de D. De Vic et de D. Vaissète.
- 488-494. Correspondance de D. Bourotte.
- 492, 493. Collection de 146 chartes relatives à l'abbaye de la Salvétat, diocèse de Castres (v. 1060-1560). A la fin du volume 493 sont reliées trente chartes du prieuré du Ségur, au diocèse d'Alby (xi-xiii s.).
494. Collection de 68 chartes relatives à différents établissemens et à différentes localités de la province de Narbonne (779-1764).
495. Collection de 94 pièces relatives à différents établissemens et à différentes localités de la province de Toulouse, depuis le xiii s.

196-198. Collection de 203 pièces relatives au Rouergue et au Quercy, depuis 1187.

499. Collection de 25 pièces se rapportant à diverses localités des diocèses de Mende et de Viviers (1268-1754).

COLLECTION DE LORRAINE.

La collection de Lorraine, dont la portion la plus considérable est entrée à la Bibliothèque vers 1740, comprend 1036 volumes, cotés 1 à 984. On a réuni, en sept volumes in-folio, des bulletins rédigés au ^{xviii}^e siècle, qui forment un inventaire des 725 premiers n^{os}. — La collection peut se diviser en trois séries : la première (n^{os} 1 à 725) se compose de mémoires et de titres originaux tirés pour la plupart du Trésor des chartes de Lorraine; on y compte 357 pièces originales antérieures à l'année 1300. La deuxième série (n^{os} 726 à 970) comprend les papiers du prince de Vaudémont, fils de Charles IV, dont la plupart sont tout à fait étrangers à l'histoire de la Lorraine; ce sont principalement des correspondances et des documents du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, se rapportant aux campagnes d'Italie de la guerre de la Succession. Dans la troisième série (n^{os} 971 à 984) sont réunies des chartes originales, acquises à diverses époques et venant presque toutes des établissements ecclésiastiques de la Lorraine.

État sommaire de la collection de Lorraine.

1. Mémoires sur l'origine de la maison de Lorraine.
- 2-19, y compris 5 *bis*, 12 *bis* et 18 *bis*. Histoire de Lorraine, par ordre chronologique.
- 20-43, y compris 20 *bis*, 26 *bis*, 26 *ter* et 42 *bis*. Maison de Lorraine.
- 44-45. Dépenses de la maison des ducs.
46. Officiers domestiques.
- 47-50, y compris 49 *bis*. Titres divers. 1324-1673.
51. Assemblées des états.
- 51 *bis*. Investitures.
52. Masculinité.
53. Succession.
- 54-56. Différends avec la France.

- 57. Différends pour Bochanges et Bouchingen.
- 58. Différends pour Gorze.
- 59. Différends pour Nomeny.
- 60, 64. Différends pour Passavant, Martinville.
- 62. Différends pour ban de la Motte.
- 63, 64 et 74. Différends pour Saint-Epvre et Saint-Mansuy.
- 65, 66. Différends pour Saint-Hippolyte.
- 67, 67 *bis*, 68. Différends pour la souveraineté de Bar.
- 69. Différends avec les évêchés.
- 70. Différends pour Arches et Charleville.
- 74-73. Différends pour le duché de Montferrat.
- 75. Différends pour l'abonnement.
- 76, 77. Différends avec les évêques.
- 78, 79. Traité entre la France et la Lorraine, en 1748.
- 80-98, y compris 86 *bis*, 87 *bis*, 87 *ter*, 89 *bis*, 89 *ter*, 90 *bis*
et 94 *bis*. Seigneurs de Lorraine.
- 98-182, y compris 127 *bis*. Lieux de Lorraine.
- 183. Bagues.
- 184, 185. Bourgogne.
- 186. Chiny.
- 187, 188. Choiseul et Colombey.
- 189, 191. Duc des Monts.
- 192, 193. Empire. Fiefs.
- 194-198. Flandres et Arscot.
- 199-202, y compris 199 *bis*, 202 *bis*, 202 *ter*. France.
- 203-207. France. Rentes.
- 208. Grandpré.
- 209, 240. Harbonnières.
- 241, 241 *bis*, 241 *ter*, 242. Luxembourg.
- 243, 244. Mariages des seigneurs de Bar.
- 245. Mariages particuliers.
- 246. Marville.
- 247. Mémoires et récépissés.
- 248, 248 *bis*, 249. Mercœur.
- 220-222. Metz. Evêché.
- 223-234, y compris 223 *bis*, 224 *bis*, 225 *bis*, 226 *bis*, 228 *bis*,
230 *bis*. Metz. Cité.
- 232, 233. Neutralités.
- 234. Partages et mariages des comtes de Bar et de Vaudémont.

235. Pays-Bas.
 236, 237. Pereuse.
 238, 239. Rançon du roi René.
 240. Sicile, Naples, Provence.
 241. Testaments.
 242 et *bis*. Toul. Evêché.
 243 et *bis*. Toul. Chapitre.
 244, 245. Toul. Cité.
 246-254, y compris 254 *bis*. Traités.
 255-259, 259 *bis*. Vaudémont.
 260-263. Verdun.
 264, 265. Verdun. Evêques et évêché.
 266, 266 *bis*. Verdun. Fiefs des évêques.
 267, 268. Verdun. Chapitre.
 269-280, y compris 273 *bis*. Affaires ecclésiastiques.
 284-290. Abbayes et prieurés. Dans le vol. 281, Amanges, Autrey, Beaulieu en Argonne, Beaupré, Belchamps, Bellevaux, Bleurville, Bonfay, Boussières-aux-Dames, Bouzonville, Breuil. — Dans 282, la Chalade, Chastenois, Chastillon, Chaumousey, Clairlieu, Dieu-en-Souviennne, Domèvre. — Dans 283, Escurey. — Dans 284, Espinal, l'Estance, Estival, Flabemont, Flavigny, Freistorff, Gorze, Gravelthal, Notre-Dame de la Girouette, Hauteseille, Herbitzheim, Hornbach. — Dans 285, Jandèvre, Jauvilliers, l'Isle en Barrois, Juvigny. — Dans 286, Lay, le Lys, Longeville, Lunéville, Maurmunster, Metloch, Morimond, Moyen-Moustier, Mureaux, Orval. — Dans 287, Poussay, Rieval, Romont. — Dans 288, Saillival, Senones, Silmont, Solonne, Stutzelbrun, Trois-Fontaines, S. Avoild, S. Benoit en Voivre, S. Clément de Metz, S. Georges dans la forêt Noire, S. Hubert, S. Léon de Toul, S. Mansuy, S. Martin des Deux-Gemeaux. — Dans 289, S. Mihiel, S. Nicolas du Port, S. Pierre de Metz, S. Pierremont, S^{te} Glossinde de Metz, S^{te} Houlde, S^{te} Marie aux Bois. — Dans 290, S. Gorgon de Varangeville, Vaux en Ornois, Vergaville, Villers-Betnack, Vadegasse, Vendeuvre, Wissembourg, Xuren, Werschweler.
 294-294. Sarrebruch, Commercy.

- 295-343. Commercy.
- 344-347. Nancy.
 - 348. Pontamousson.
 - 349. Traités entre Metz et la Lorraine.
 - 320. Metz. Ville.
 - 324. Metz. Evêché. Salines de Marsal.
- 322-324. Metz. Evêques.
 - 325. Metz. Cathédrale, églises et abbayes.
- 326, 327. Abbaye de Saint-Arnoul.
 - 328. Titres des notaires de Metz.
- 329-334, y compris 330 *bis*. Toul.
- 335-337. Verdun.
 - 338. Ancerville.
- 339-344. Aspremont.
- 345-358. Bar.
 - 359. Barrois.
 - 360. Bassigny.
- 361, 362. Bitsch.
- 363, 364. Blamont.
 - 365. Choiseul. Colombey.
 - 366. Conflans.
 - 367. Electeur palatin. Guerre.
- 368-372. Empire.
- 373-375. Falckenstein.
 - 376. Gorze.
 - 377. Guerre de Hongrie, 1693-1694.
 - 378. Hombourg et Saint-Avoid.
 - 379. Moustier en Argonne.
 - 380. Montbéliard.
- 384-385. Nomeny.
 - 386. Neufchastel.
 - 387. Newlinanges.
 - 388. Phaltzbourg.
 - 389. Remiremont.
 - 390. Sarwerden.
 - 394. Saint-Diey.
- 392-395. Saint-Epvre.
 - 396. Saint-Hippolyte. Val de Lièvre.
- 397-400. Saint-Mansuy.
 - 404. Sarebruche.

- 402. Saint-Mihiel.
- 403. Sedan.
- 404-407. Stenay.
- 408. Allemagne.
- 409. Strasbourg.
- 410. Alsace.
- 411. Suisse.
- 412. Trèves. Mayence. Palatinat. Deux-Ponts.
- 413, 414. Flandre. Gueldre.
- 415. Artois. Cambrai.
- 416. Foires de Champagne.
- 417-420. Franche-Comté.
- 421-425. Clermont en Beauvoisis.
- 426-429. Clermontois.
- 430-437. France.
- 438-443. Salines et sel.
- 444-447. Droits de foraine.
- 448. Droits d'aubaine.
- 449, 450. Terres de surséances.
- 451. Ban de Saint-Pierre.
- 452. Ban de la Rotte.
- 453, 454. Décimes.
- 455. Créanciers.
- 456, 457. Commerce. Manufactures.
- 458. Forges et métaux.
- 459. Chevalerie. Assises. Etats généraux.
- 460, 461. Arts et métiers.
- 462, 463. Inventaires de meubles.
- 464. Monnaies.
- 465. Académie.
- 466. Affaires criminelles. Sorcelleries.
- 467. Procès criminel contre des billonneurs.
- 468. Procès Armaillé.
- 469. Procès Chalopin. Trois volumes.
- 470. Religion réformée. Juifs.
- 471. Procès Robert Maupassant contre l'abbaye de la Chalade.
- 472. Artillerie. Salpêtre.
- 473. Troupes du roi.
- 474. Verreries. Mines.
- 475, 475 bis. Batterie de cuivre de la ville neuve de Nancy.

- 476. Italie. Espagne.
- 477, 477 *bis*. Table des cartulaires de M. Allix et de quelques portefeuilles et registres des archives de Lorraine.
- 478. Troupes. Milice.
- 479-484. Edits. Déclarations.
- 482. Joyeux avènement.
- 483. Prises de possession.
- 484. Conseils. Juridictions.
- 485. Domaine.
- 486. Bois et forêts.
- 487-494. Correspondances, xvi^e-xviii^e siècles.
- 495, 496. Inventaires de quelques liasses du Trésor des chartes de Lorraine.
- 497. Dénombrements.
- 498. Subvention aux avènements.
- 499. Cartes topographiques.
- 500. Annoblissements.
- 501. Généalogies. Etat des lieux de Lorraine.
- 502. Glossaire.
- 503. Velacourt. Villaucourt.
- 504-544. Longwy.
- 542-547, y compris 543 *bis*. Ligny.
- 548-522. Luxembourg.
- 523-533. Correspondances du xvi^e et du xvii^e siècle.
- 534-554. Correspondances et affaires de Dorothée de Lorraine.
- 552-558. Affaires d'Errich de Brunswick.
- 559-576. Affaires du prince de Vaudémont.
- 577-578. Annoblissements.
- 579. Gentillesse. Marquis, etc.
- 580-590. Correspondances. xvii^e et xviii^e siècles.
- 594. Affaires ecclésiastiques. Mélanges.
- 592. Subsidés du clergé.
- 593. Norroy.
- 594. Famille Boulay.
- 595. Jametz. Louppy.
- 596. Gueldres.
- 597. Rumigny. Gondrecourt.
- 598. Passages de troupes.
- 599. Strasbourg et Commercy.
- 600. Hombourg.

- 604. Correspondance de Vignolles, de Barrois, etc. — Stavelot.
- 602. Bois de Trincq. Ligny. Procès de particuliers.
- 603. Ressort du Barrois. Foraines. Impositions.
- 604. Quittances relatives aux affaires domestiques du duc de Brunswick.
- 605. Monnaies de l'Empire.
- 606-608. Registre de lettres missives. 1645-1653.
- 609. Cartulaire de Mercœur.
- 610. Assises de Saint-Mihiel.
- 611. Procès de Lorraine. Traités de paix des ducs de Bar.
- 612. Gueldres et Zutphen.
- 613. Duchés de Lorraine et de Bar.
- 614. Chroniques de Metz. Journaux historiques. Campagne de 1706-1707 en Italie.
- 615. Inventaires des titres de l'abbaye de Senones et de l'église de Toul.
- 616. Titres de Longwy.
- 617. Inventaire des titres de l'abbaye d'Estival.
- 617 *bis*. Titres de Commercy. Coutumes de Lorraine.
- 618. Inventaire des titres de Lorraine apportés de la Motte en 1634. Généalogie d'Aspremont, etc.
- 619. Maison de Luxembourg.
- 620. Généalogies. Huguenots de Verdun. Epitaphes.
- 621. Châtillon-sur-Saône.
- 622. Biens d'église.
- 623. Empire.
- 624, 624 *bis*. Registres du conseil du prince de Vaudémont. 1714-1723.
- 625-626. Inventaire des papiers de Vaudémont.
- 626 *bis*. Titres divers du xiii^e au xviii^e s.
- 627-629, y compris 628 *bis*. Comptes du prince de Vaudémont.
- 630. Compte du domaine de Flobecq, etc. 1702.
- 631. Comptes du domaine de Walhain. 1694-1708.
- 632. Comptes des domaines de Ninove. 1702.
- 633. Comptes, coutumes et titres de Marville etc. — Dénombrement du duché de Luxembourg en 1624.
- 633 *bis*. Compte des domaines de Thionville et Florhanges, 1564. Compte de la seigneurie de Montmédy, 1629.

634. Recettes d'argent du service du prince de Vaudémont. 1698-1706.
- 635, 636. Inventaires des papiers de Vaudémont et de la collection de Lorraine.
- 637, 638. Familles de Lorraine.
- 639-684, y compris 653 *bis* et 680 *bis*. Minutes de l'inventaire de la collection de Lorraine.
682. Chroniques de la ville de Liège, jusqu'en 1575.
683. Description et histoire de la Flandre.
684. Origine des princes de Joinville et des comtes de Vaudémont par Wassebourg.
685. Procès-verbal des subdélégués de Lorraine, Franche-Comté et Champagne.
686. Dialogue sur les princes Jean, Nicolas et René de Lorraine et sur leurs démêlés avec les ducs de Bourgogne.
- 687, 688. Notes et renseignements sur la collection de Lorraine.
- 689-709. Dépenses du prince de Vaudémont à Milan.
- 740 et 743. Procès pour Lorraine et Bar contre Bourgogne.
744. Limites des terres de Bourgogne enclavées en Lorraine.
742. Dépendances du bailliage de Saint-Mihiel en 1593.
744. Procès de René, duc de Lorraine, contre la ville de Metz.
745. Nancy. Verdun. Pontamousson. Maison de Crehanges.
746. Cartulaire de l'évêché de Verdun, ms. sur parchemin de la fin du *xiii*^e siècle.
747. Inventaires des titres du château de Dabo, de l'évêché de Metz, de l'évêché de Verdun, etc.
- 748, 749. Cartulaire du comté de Bar. Grande compilation, écrite sur papier, au *xiv*^e siècle, formant le complément du Cartulaire plus ancien, classé sous le n^o 41853 du fonds français.
720. Inventaires des titres de la ville de Toul, de S. Mansuy, de S. Epvre, d'Autrey, de Notre-Dame de Mouzon, de S. Goeri d'Epinal, de Montfaucon en Argonne, de Bonfey, de S. Dié, de Sainte-Marie aux Bois ou Sainte-Marie-Major de Pontamousson, de Justemont, de Notre-Dame de Bouxières, de S. Pierre de Remiremont, de S. Georges de Nancy, de la primatiale de

- Nancy, de S. Jean de Vaudémont, de S. Nicolas de Brixey.
721. Inventaires des titres de Belchamps, de Châtillon au diocèse de Verdun, de Dieuluard, de Flavigny, de Fronville, de N. D. de l'Estance, de Liepvre, de Parct-sous-Montfort, des Jésuites de Nancy, de S. Antoine de Pontamousson, de Raugeval, de Rieval, de S. Pierre de Rellange, de S. Avoild, de S. Gengoul de Toul, de S. Léon de Toul, de S. Pierremont, de Senones, de Vergaville, de Wadegasse.
722. Inventaire des titres de l'église de Verdun.
723. Inventaires des titres de Sainte-Marie aux Dames de Metz, des Augustins de Metz, de S. Symphorien, de S. Clément de Metz, de S. Pierre de Metz, de S. Arnoul de Metz, de S. Vincent de Metz, des sochers généraux héréditaires de Metz, de S. Thiebault de Metz, de Sainte-Glossinde de Metz.
724. Inventaires des titres de Juvigny, de Moyen-Moustier, de la chancellerie des Deux-Ponts, des villes de Saint-Mihiel, Pontamousson, Neufchâteau, Espinal, Muno, Marville. Pouillé du diocèse de Toul en 1680. Copie d'un ancien pouillé de Verdun. Pouillé de Metz copié en 1612. Inventaire des titres trouvés à Vic en 1663. Marquisat de Pontamousson. Comté d'Aspremont. Comtés de Saarbruck et Sarverden. Tables de cartulaires des évêchés de Verdun et de Metz.
725. Inventaires des titres de la Madeleine de Verdun, de l'évêché de Verdun, de la ville de Verdun, de S. Paul de Verdun, de S. Airy de Verdun, de S. Vanne de Verdun, de S. Nicolas des Prés et de S. Maur de Verdun.
726. Fenestranges.
727. Terres d'Allemagne.
728. Rente d'Oberkirch.
729. Inventaire des titres et papiers du duc de Vaudémont.
- 730-737. Despachos de S. M. por estado de los años 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1706.
- 738-746. Despachos de S. M. por la via de Italia de los años 1699-1702.

- 747-749. Despachos de S. M. por la via reservada de Italia. 1702.
 750. Despachos y cartas por Italia. 1706-1707.
 754. Representaciones y despachos tocantes a Castillon. 1699.
 752-760. Representaciones à S. M. por estado. 1698-1702, 1705, 1706.
 764-765. Representaciones à S. M. por la via reservada. 1704-1703, 1705.
 766. Representaciones à S. M. por via de la guerra. 1706.
 767-779. Representaciones à S. M. por Italia. 1699-1703, 1705, 1706.
 780, 784. Lettres de Charles III. 1698-1705, 1707-1708.
 782. Consultes répondues. 1695.
 783. Consultes. 1702-1705.
 784-785. Minutes de consultes. 1694-1695.
 786-789. Lettres et mémoires touchant les affaires d'Italie.
 790, 794. Papiers relatifs aux affaires espagnoles en Italie.
 792. Dependencias de la via. 1706.
 793. Dependencias de la Junta de la Aula. 1705.
 794. Traités avec les princes d'Italie.
 795. Ordres au général des armes et aux généraux. 1694.
 796. Correspondance du général des armes avec les gouverneurs. 1692.
 796 bis. Correspondance du général de la cavalerie avec le général en chef.
 797. Lettres des gouverneurs etc. de l'état de Milan.
 798. Papeles tocantes al subsidio ecclesiastico.
 799. Virreyes de Napoles.
 800. Virreyes de Sicilia.
 801. Partes del tiempo que S. M. estuvò en Italia. 1702.
 802. Lettres de l'Empereur à S. A. S. de 1694 à 1700.
 803. Lettres des généraux pendant la campagne d'Italie.
 804. Correspondance d'Albergotti.
 805. Lettres de S. M. C. 1692.
 806-807. Lettres de S. A. S. à S. M. C. 1697-1698.
 808. Lettres d'Espagne. 1694.
 809-810. Pièces diverses. 1692-1709.
 811. Correspondances diverses.
 812. Cartas de confianza con el cardenal Portocarrero. 1704.
 813. Lettres du duc de Modène à S. A. S. et de S. A. S. au duc de Modène. 1698-1699.

- 814. Cartas del governador de Cremona.
- 815. Cartas de los embajadores de Venecia.
- 816-818. Cartas del Amirante. 1696-1699.
- 819-823. Correspondance d'Allemagne.
- 824-825. Correspondance d'Angleterre. 1692, 1696.
- 826. Correspondance avec l'Electeur de Bavière. 1696.
- 827. Lettres de S. M. T. C. et de Chamillart. 1706.
- 828. Lettres de MM. de Torcy et Pontchartrain. 1704-1702.
- 829-832. Correspondance.
- 833-836. Cartas del marques de Mejorada. 1706 et sans dates.
- 837-840. Cartas del marques Berreti.
- 841. Cartas del marques de Canales. 1703-1704.
- 842-850. Cartas de Don Andres de Zupide. 1692-1706.
- 851-852. Cartas de Don Manuel de Zumenzu. 1704-1702.
- 853. Cartas de Don Diego de las Revillas.
- 854. Cartas de Don Isidro Casado.
- 855-856. Cartas del duque de Uzeda. 1702-1706.
- 857. Cartas del duque de Parma.
- 858. Cartas del marques de Villamayor.
- 859-860. Cartas de Don Antonio de Ubilla. 1698-1700.
- 861-862. Cartas del marques de Monteleon.
- 863-864. Correspondance de Joseph de Grimaldi.
- 865. Lettres de Quiros au roi. 1692-1708.
- 866. Correspondance de Kellers et de Quiros. 1705-1710.
- 867. Lettres du prince Eugène et de l'électeur palatin à Quiros. 1707-1709.
- 868-884. Correspondance d'Éléonore-Marie, reine de Pologne.
- 882-884. Despachos de D. François Pagave. 1703.
- 885. Correspondance avec M. Hill.
- 886. Procès d'État contre des clercs et des religieux. 1706.
- 887. Procès criminel du marquis Malaspina.
- 888. Procès d'État contre différents particuliers.
- 889. Procès criminels contre différents particuliers.
- 890 et 890 *bis*. Correspondancia de Colmenero.
- 891. Correspondance de Pomponne.
- 892. Diario de Milan. 1706.
- 893. Comptes de Saint-Martin. 1722.
- 894-895. Bitche.
- 896-934. Acquits et quittances.
- 932-940. Correspondance des agents de M. de Vaudémont.

- 941. Lettres des S^{rs} Valentin.
- 942-944. Lettres des S^{rs} Nassau.
- 945-946. Lettres du prince et de la princesse de Vaudémont.
- 947. Lettres des S^{rs} Zoller.
- 948-951. Lettres des S^{rs} Souart.
- 952. Correspondance de M. de Belmonte.
- 953-955. Correspondance du S^r de Morlin.
- 956-958. Dispatchos de partes.
- 959. Nouvelles.
- 960-969. Mélanges.
- 970. Gazette de Madrid.
- 971-974. Collection de 355 pièces relatives au diocèse de Metz, depuis le XI^e siècle.
- 975. Collection de 27 chartes de l'église de Metz, depuis 1123, et de 55 chartes du couvent des Cordelières de Metz depuis 1279.
- 976. Collection de 64 chartes de l'abbaye de Villers-Betnac, depuis le XII^e siècle, et de 39 chartes de l'abbaye de Sainte-Glossinde, depuis 1163.
- 977. Collection de 41 chartes de l'abbaye de Saint-Clément de Metz, depuis 1058, et de 26 chartes de l'abbaye de Saint-Vincent de Metz, depuis 1050.
- 978. Collection de 17 chartes des Célestins de Metz, depuis 1397.
- 979. Collection de 114 chartes du diocèse de Toul, depuis 1224.
- 980. Collection de 53 chartes de Saint-Arnoul de Metz, depuis 717.
- 981. Collection de 9 chartes de l'abbaye de Gorze, depuis 1051, et de 8 chartes de l'abbaye de Brauweiler, (dioc. de Cologne), depuis 1051.
- 982. Collection de 107 chartes du comté de Bar-le-Duc, depuis 1214, et de 24 chartes du diocèse de Verdun, depuis 1212.
- 983. Collection de 99 chartes de Saint-Sauveur de Metz, depuis 1239, et de 22 chartes de Saint-Thiébaud, depuis 1266.
- 984. Collection de 41 chartes de Saint-Symphorien de Metz, depuis 1269.

COLLECTION DE PÉRIGORD.

La collection de Périgord, composée de 114 volumes, se divise en deux parties. La première (n^{os} 1-22) comprend les travaux de Prunis et de Leydet, cédés à la Bibliothèque en 1812; la seconde (n^{os} 22-113) renferme les papiers légués au Cabinet des manuscrits par l'abbé Lespine, mort le 11 mars 1831. Un volume supplémentaire (n^o 114) contient des titres originaux acquis à diverses époques.

Etat sommaire de la collection de Périgord.

1. Copie de la chronique de Saint-Junien. Extrait des archives municipales de Périgueux. Mémoire contre Archambaud, comte de Périgord; registre du xvii^e siècle.
2. Histoire du Périgord, par La Grange Chancel.
3. Histoire du Périgord par Joseph Chevalier. Histoire du Sarladois par Jean Tarde.
4. Pièces fugitives. Actes divers. Extrait du cartulaire de Chancelade. Copie faite au xv^e siècle d'un accord conclu en 1322 entre le seigneur et les habitants de Bergerac (f. 494). Original d'une pièce intitulée : « Ce sont les demandes que mess. Raymon de Turenne fait à nostre saint père le pape, » vers 1380 (f. 499).
5. Mémoires militaires.
- 6-8. Copies de lettres écrites aux seigneurs de Caumont la Force.
- 9-10. Extraits des archives de Pau et de Nérac.
11. Extraits du Trésor des chartes, de la Chambre des comptes, de divers manuscrits de la Bibliothèque royale, etc.
12. Extraits des archives ecclésiastiques.
13. Extraits des archives municipales de Périgueux.
14. Extraits des archives de Bergerac. Notes sur Sarlat et Domme. Coutumes diverses.
15. Extraits des archives de plusieurs villes et châteaux.
16. Généalogies.

47-22. Extraits d'ouvrages imprimés.

- 23.** Recueils et extraits divers pour l'histoire du Périgord en général.
- 24.** Suite de ce recueil. Notes et documents sur les sénéchaux du Périgord, les coutumes locales, le domaine royal, les Etats de Périgord.
- 25.** Recueils sur diverses matières et notamment sur les affaires ecclésiastiques du Périgord.
- 26.** Notes et extraits divers.
- 27-29.** Évêché de Périgueux. Dans le vol. 27, ancien pouillé du diocèse de Périgueux (f. 3); chapitres de Périgueux. — Dans le vol. 28, Cardinaux du Périgord; extraits des registres des papes d'Avignon.
- 30-32.** Mémoires pour l'histoire des évêques de Périgueux.
- 33.** Abbayes, prieurés ou couvents de : Andrivaux (4), Aubeterre (5), Bergerac (52), Boschaud (149), Brantôme (179), le Bugue (267), Chancelade (299), Chastres (387), Calabre (420), la Faye (425), Fontgaufier (443), Fontaines (464).
- 34.** Abbayes, prieurés ou couvents de la Peyrouse (1), le Peyrat (39), Ligueux (42), Montcaret (84), Paunac (86), Périgueux (129), Plagnac (142), la Rochebeaucourt (150), Roncenac (172), Saint-Astier (180), Saint-Cibar d'Angoulême (356).
- 35.** Abbayes, prieurés ou couvents de : Sainte-Claire de Périgueux (1), Saint-Cyprien (53), Saint-Front de Périgueux (78), Saint-Jean de Cole (82), Saint-Jean de Jérusalem (90), Saint-Martin et Saint-Cybar lès Périgueux (109), Saint-Médard de l'Abbaye (111), Saint-Silvain de la Monzie (119), Saint-Pardoux (126), Sainte-Ursule (132), Notre-Dame de Saintes (134), la Sauve-Majeure (146), Sourzac (213), les Templiers (223), Terrasson (234), Tourtoirac (264), Trémolac (322), Vauclaire (337), Vigeois (360), la Visitation (365).
- 36.** Evêques et église de Sarlat.
- 37.** Abbayes et couvents du diocèse de Sarlat : Aillac (1), Aymet (4), Belvès (5), Biron (20), Cadoin (25), Issigeac (246), Montpazier (274), Saint-Amand de

Boisse (283), Saint-Amand de Coli (298), Saint-Avit Senieur (342), Sarlat (369).

38-45. Extraits d'ouvrages imprimés.

46. Villes closes : Saint-Astier (2), Aymet (32), Beaumont (34), Belvès (44), Brantome (70), Saint-Cyprien (73), Domme (75), Exideuil (117), l'Isle (144), Issigeac (166), Limeuil (167), la Linde (249).

47. Villes closes : Miremont (1), Molières (7), Montignac (20), Montpasier (47), Montpont (52), Montravel (68), Mussidan (71), Montron (233), la Rochebeaucourt (242), Sadillac (244), Thiviers (246), Villefranche (256).

48. Matériaux pour l'histoire de Bergerac.

49, 50. Matériaux pour l'histoire de Périgueux.

51. Châtellenies, châteaux ou bastides de : Agonac (2), l'Arche, Terrasson et Nadaillac (9), Auberoche (12), Aubeterre (46), Badefol d'Ans (70), Beauregard (73), Beausejour (106), Bénévent (128), Bigaroque (139), Biron (144), Bourdeille (150), Clermont de Beauregard (152), le Puy de Châlus (162), Celle (164), Fars (172), Feyrac (190), Frateaux (193), Fronsac (200), Gurson (222), Hautefort (234), Jaure (236).

52. Châtellenies, châteaux, seigneuries ou bastides de : Lafarge (1), Laforce (35), Limeuil (70), Masmillaguet (74), Mauriac (81), Monleydier (85), Montgrier (87), Montbazillac (100), Montclar (102), Montfort et Ailhac (136), Montignac (139), Monpeyrour (175), Montsec (176), Ribérac (177), Roquefort (199), la Roquemayral (202), Roquepine (210), Sainte-Aulaye (217), Saint-Louis (220), Salagnac et Carlus (226), Sarlat (231), Sort ou Sorn (276), la Tourblanche (279), Turenne (281), Vern (302), Villereal (310).

53-56. Mémoires pour l'histoire des comtes du Périgord.

57. Mémoires sur la noblesse du Périgord.

58-63. Généalogies.

64-66. Extraits divers, Généalogies, etc.

67. Extraits de Lachesnaie des Bois.

68-70. Sur la constitution de Périgueux. — Dans le vol. 68,

chronologie des sénéchaux du Périgord (224), et catalogue des notaires de Périgueux (257).

71. Catalogue des notaires de Périgueux. Extraits divers. Registres municipaux de Périgueux. Antiquités de Vesone.
- 72-73. Extraits divers. Dans le vol. 75, Antiquités de Périgueux, par M. de Beaumesnil.
76. Extrait du ms. 772 de Gaignières.
- 77-78. Copies de chartes sur l'histoire du Périgord.
- 79, 80. Actes originaux, la plupart postérieurs au xv^e siècle.
- 84-85. Actes originaux du xiii^e au xviii^e siècle.
86. « Pariagium inter regem Anglie et abbatem Condomensem. » Ms. du xiii^e ou du xiv^e siècle.
- 87-94. Titres et papiers divers, depuis le xv^e siècle, sauf quelques exceptions. Dans le vol. 88, f. 83, compte de la levée d'un fouage en Périgord, en 1365.
- 92-94. Papiers divers de Leydet.
95. Notes mêlées, histoire littéraire, etc.
96. Inventaire du château de Lanmary en 1597.
97. Inventaire du château de Puy d'Astier en 1588.
98. Titres de Saint-Rabier.
99. Terrier moderne de la seigneurie de Vaudre.
- 100-103. Correspondance de l'abbé Lespine.
106. Correspondance de Prunis et Leydet. Voyages de Montaigne.
107. Journal de l'abbé Lespine, 1788-1790.
- 108, 109. Voyage sur les bords du Rhin, en 1792.
110. Papiers divers de l'abbé Lespine.
111. Poésies du xviii^e et du xix^e siècle.
112. Bénéfices du diocèse de Poitiers. Assemblée du clergé à Blois en 1577. Ancienne copie du traité de Breigny.
113. Notes, extraits et fragments divers.
114. Titres originaux du xiii^e au xvii^e siècle.

COLLECTION DE PICARDIE.

La collection de Picardie est généralement connue sous le nom de collection de Dom Grenier, dénomination bien justifiée,

puisque'elle rappelle le souvenir d'un savant et laborieux bénédictin¹ qui a consacré sa vie entière à l'histoire de son pays natal.

La collection de Picardie proprement dite, entrée à la Bibliothèque Nationale le 27 janvier 1796, renferme 263 volumes, cotés 1 à 279. On y a ajouté 73 volumes, cotés 280 à 352, qui sont formés de chartes originales acquises à diverses époques.

La partie de la collection qui répond aux n^{os} 1 à 279 était autrefois divisée en trente-deux paquets, dont nous avons un inventaire et un répertoire alphabétique, rédigés au commencement de ce siècle par Lalande. Un tableau sommaire en a été publié par M. Ch. Dufour, sous le titre de *Pouillé des manuscrits composant la collection de Dom Grenier sur la Picardie à la Bibliothèque du roi*².

C'est à Dom Grenier que revient principalement l'honneur d'avoir amassé et dégrossi les matériaux de l'histoire de Picardie. Dans cette tâche difficile il a eu pour collaborateurs D. Caffiaux, D. Pardessus, D. Bugnâtre, D. Varoqueaux, D. Queinsert, D. Muley et D. Mongé. Il a aussi recueilli les compilations de Caron de Leperon³.

Etat des volumes de la collection de Picardie.

- 1, 2. Mémoires sur l'histoire d'Amiens par J. J. Decourt.
3. Était un exemplaire du livre imprimé d'Adrien de la Morlière.
4. Documents sur Amiens.
5. Mémoires sur Senlis. Le chancelier Garin.
6. Lignage de Dreux et de Coucy; chronique abrégée des rois de France; généalogie de la maison de Bourgogne; ms. du xv^e siècle.
7. Documents sur la maison de Coucy.
8. Table des lieux de Picardie avec le nombre des feux.
9. Documents sur Saint-Quentin.
10. Documents sur la maison de Coucy.

1. Pierre-Nicolas Grenier, né à Corbie le 10 novembre 1725, nommé historiographe de Picardie en 1763, mort le 2 mai 1789.

2. Dans le tome II des *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*.

3. Voy. la *Bibliothèque* du P. Lelong, éd. Fontette, n. 34142.

41. Documents sur Beauvais. Copie de l'obituaire de Saint-Lucien. Extraits des mss. de M. de la Morelière.
42. Notes pour l'histoire de Beauvais.
43. Notes pour l'histoire de Clermont en Beauvaisis.
44. Liturgies curieuses. Usages bizarres. Antiquités de Picardie.
45. Catalogue des mss. de Corbie.
46. Preuves de l'histoire de Corbie.
47. Notes sur Roye, sur Etaples et sur diverses localités de Picardie.
48. Notes sur diverses localités : Retz, Ressons, Ribemont, Roucy, Royaumont.
49. Cote non employée.
- 20, 20 *bis*. Notes et documents sur Compiègne.
21. Documents sur Compiègne, Choisy et Saint-Jean au Bois.
Ici devraient se placer, suivant l'ancien catalogue, les copies de chartes de l'église de Soissons, qui forment le n. 9985 du fonds latin.
22. Copie des chartes de Saint-Pierre de Chezy.
23. Annales de Soissons, par Gillesson. En déficit.
24. Copie d'un cartulaire de l'abbaye de Longpont.
25. Extraits du Dictionnaire de D'Expilly relatifs à la Picardie.
- 26 à 29. Notes et documents relatifs à diverses localités de Picardie :
N. 26. Audriaca villa — Catelet.
N. 27. Centule — Ferté-Milon.
N. 28. Gerberoy — Poix.
N. 29. Pont-Sainte-Maxence — Wyssant.
- 30 à 32. Documents et notes sur Corbie.
- 33, 34. Preuves de l'histoire de Corbie.
35. Journal de la ruine de Saint-Crespin-le-Grand de Soissons, en 1568.
36. Pièces relatives à la collaboration de D. Grenier aux travaux dirigés par Moreau.
37. Chroniques du pays et comté de Pontieu.
38. Notes et documents sur Noyon, Fontsome, et Ham.
En déficit.
39. Copies et analyses de chartes, de 1140 à 1584.

40. Lettres relatives aux copies de chartes que D. Grenier fit sous les auspices du ministère.
41. Lettres adressées à D. Grenier.
42. Antiquités romaines.
43. Notes chronologiques.
- 43 bis. Notes pour le catalogue des évêques de Picardie.
44. Mémoires et opuscules imprimés.
- 45, 45 bis. Généalogies. Dans le n° 45, extraits d'archives publiques et particulières.
46. Siège de Corbie en 1636. — Extraits des cartulaires de Saint-Sauve de Montreuil (22) et de Saint-Valeri (29), et des archives de Saint-Corneille de Compiègne (40).
47. Notes et documents principalement relatifs à Abbeville et à Corbie. — Table d'un recueil de chartes de Saint-Remi de Reims.
48. Notes géographiques. Copies de chartes par D. Gilles-son. Notes sur les conciles.
49. Correspondances bénédictines du xvii^e siècle. Notes sur diverses localités de Picardie.
- 50 à 52. Histoire de Corbie par D. Grenier.
53. Preuves de l'histoire de Corbie.
54. Documents sur Corbie, le culte de saint Sébastien, Saint-Médard de Soissons, le comté de Clermont, Saint-Corneille de Compiègne, le Pontieu, Péronne, Guines, Creil, Pierre d'Ailly, Raoul de Presles, etc.
55. Mémoires imprimés.
56. Notes généalogiques (Caix-Dours). — Notes sur Cressy.
- 57, 57 bis. Notes et documents sur le Pontieu.
58. Documents sur la Ligue. — Lettres adressées aux villes de Saint-Quentin et de Montdidier, de 1573 à 1669.
59. Documents sur Abbeville.
60. Documents sur l'Artois. Notes de D. Queinsert.
61. Notes et documents sur Boulogne, Théroutanne et Guines.
62. Documents sur Saint-Valeri. En déficit.
- 63 et 63 bis. Notes bibliographiques. Catalogues de mss. Tables de cartulaires et extraits d'archives.
64. Listes topographiques. Extraits de livres imprimés.

Fragments de D. Caffiaux sur la description de la
Picardie et l'histoire de Soissons.

- 65. Anciennes vies de saints.
- 66. Inventaires de trésors et de reliques.
- 67. Mélanges. Notes et documents sur diverses localités.
Fragments d'un ms. de chansons notées, du xiv^e
siècle (67 et 68).
- 68. Notes sur quelques grandes familles. — Table des
mss. de Léperon (44). — Notes sur le Câtelet, sur
Noyon, etc. — Extrait des chartes de Marmoutier,
par Dom Martène. — Anciennes vies de saints. —
Antiquités gauloises et romaines.
- 69 à 73. Mémoires imprimés.
- 74. Extrait des registres du bureau des finances d'Amiens,
de 1578 à 1670.
- 75, 76. Affiches de Picardie. Journaux imprimés.
- 77. Plans de la rivière de Somme, en 1644.
- 78. Pouillés de Picardie.
- 79. Extraits relatifs pour la plupart à des matières juri-
diques. — Traité de D. Bastide sur les avoués.
- 80. Catalogue alphabétique des villes, bourgs, hameaux,
censes, etc., du gouvernement général de Picardie,
etc. 1774.
- 81. Rivières et canaux de Picardie. En déficit.
- 82. Bois et défrichements de Picardie.
- 83. Généalogies du Pontieu.
- 84. Fiefs du Pontieu en 1703. Observations des états
d'Artois sur les maisons religieuses.
- 85, 86. Mémoires imprimés.
- 87. Mémoires sur la Picardie et l'Artois, par les inten-
dants.
- 88. Notes sur les palais des rois.
- 89. Copies de chartes, de 1092 à 1751.
- 90. Extraits relatifs pour la plupart à l'histoire d'Amiens.
Ce volume et les suivants, jusqu'au n. 101, sont
de D. Mongé.
- 91. Notes et documents sur Montdidier, Abbeville, Amiens
et Selincourt.
- 92. Extraits divers : Amiens, Montdidier, Abbeville,
Corbie.

93. Extraits divers : Amiens, la Ligue, coutumes locales, Saint-Valeri, Saint-Riquier, Abbeville, fiefs du Pontieu.
94. Extraits d'ouvrages imprimés. Notes sur Amiens.
95. Extrait des coutumes locales du bailliage d'Amiens.
96. Délibérations de la ville d'Amiens de 1406 à 1595.
97. Extrait des cartulaires et des archives de l'évêché d'Amiens.
98. Fragments d'une histoire de Picardie. Renseignements sur diverses localités, notamment sur Abbeville. Etat des seigneuries de Picardie.
99. Extraits d'ouvrages imprimés. Notes bibliographiques. Table de documents réunis par le P. Daire. Tables des cartulaires de Corbie.
400. Extrait des registres de la ville d'Amiens. Coutumes locales d'Amiens. Extrait des registres du bureau des finances d'Amiens.
401. Inventaire des chartes de l'abbaye de Fémy. Notes généalogiques. Extrait de chartiers seigneuriaux.
- 402 à 404. Notes sur les savants et les hommes illustres de Picardie.
405. Journal de Jean Maupoint, prieur de la Culture-Sainte-Catherine à Paris, de 1437 à 1472.
406. Notes pour un dictionnaire topographique de Picardie.
407. Cartes et plans.
408. Notes et documents sur Péronne et sur la famille Grenier. Copie de chartes du Mont-Saint-Quentin.
409. Notes et documents sur Montdidier et Chauny.
- 410, 411. Copies de chartes.
412. Extrait des Annales de Mabillon et de l'histoire de Rapin Toyras, par D. Mongé.
- 412 bis. Notes et documents sur l'histoire d'Amiens, par D. Mongé.
- 413 à 415. Tables des matériaux recueillis par les bénédictins pour l'histoire de Picardie. Notes chronologiques.
- 416 à 437, y compris le n. 435 bis. Mémoires de Caron de Leperon, principalement composés d'extraits pour l'histoire et la topographie de la Picardie. On y remarque des documents sur le Beauvaisis et le Vermandois (vol. 416); sur l'Amienois et le Pontieu (vol. 417); sur

Montdidier (vol. 418, 419, 420 et 432) ; des pouillés des diocèses de Picardie (vol. 435 *bis*) ; des renseignements sur les routes de Picardie (vol. 436). Le n. 437 renferme des mélanges de mathématiques, de physique, etc. — Il y a une table des mss. de Leperon, faite par D. Grenier, dans le volume 68 de la collection, fol. 44 et suiv.

- 438. Cote non employée.
- 439-449. Notes et mélanges généalogiques.
- 450. Notes de D. Queinert sur différents dépôts d'archives, la plupart appartenant à l'Artois.
- 451. Notes sur l'histoire littéraire. — Mémoires sur Du Cange.
- 452. Sur divers collèges de Picardie.
- 453. Extraits pour l'histoire de Picardie, principalement d'après des ouvrages imprimés.
- 454. Hommes illustres de Picardie. Pierre L'Hermite. — « De episcopis Leodiensibus, ex ms. cod. Alnensi » (23). — Dissertation apologétique sur l'histoire littéraire de la France.
- 455. Généalogie de Boufflers. — Gouverneurs et baillis de Picardie. — Anciennes familles de Picardie.
- 456. Notes sur la langue vulgaire, le patois picard et des mots de basse latinité.
- 457. Vie du maréchal de Schulemberg.
- 458. Usages singuliers et liturgies curieuses. — Sermon prêché dans le diocèse d'Amiens, ms. sur parchemin du xiii^e siècle (434). — Documents sur l'histoire d'Amiens.
- 459. Cathédrale et évêché d'Amiens. — Statuts synodaux d'Amiens en 1464 (64). — Noblesse, industrie, commerce et bourgeoisie d'Amiens. — Puy de Notre Dame à Amiens. — Catalogue des mss. de l'abbé De Camps.
- 460 à 466. Notice historique de Picardie par D. Grenier. Ce travail est ainsi divisé : 460. Introduction. — 461. Picardie en général ; Amiens. — 462. Beauvais ; Boulogne. — 463. Laon ; Therouanne ; Noyon ; Senlis. — 466. Soissons ; Vermandois. — 463. Preuves pour Beauvais, Boulogne, Laon, Thé-

rouanne, Noyon et Senlis. — 464. Preuves pour Soissons et le Vermandois.

467 à 477 *bis*. Notes et documents sur l'histoire et la topographie de différentes localités de Picardie.

467. Aa — Calais.

468. Catusiacum — Compiègne.

469. Contraaginum — Corbie.

470. Corbie — Guines.

471. Guise — Luze.

472. Maie — Moyemont.

473. Naourde — Péronne.

474. Péronne — Puteos.

475. Retondes — Saint-Paul.

476. Saint-Paul — Ternoise.

477. Téroouanne — Valois. Il y a beaucoup de pièces sur Crépy.

477 *bis*. Vandy — Wlope.

478 à 483. Minute de la Notice historique de Picardie.

484. Prospectus de la Notice historique de Picardie.

485 à 487. Histoire de Laon et du pays Laonnois, par dom Varoqueaux¹.

488, 489. Matériaux pour l'histoire de Laon, tirés principalement d'ouvrages imprimés; par D. Bugnâtre.

490. Table et matériaux de l'histoire de Laon, par le même.

494. Prospectus de la Notice historique de Picardie.

492 à 222². Notes et documents sur l'histoire et la topographie des différentes localités de Picardie.

492. Aa — Alles.

493. Angervilliers — Azincourt.

494. Babeuf — Bellebreune.

495. Bellesaises — Bovel.

496. Boves — Buzancy.

497. Cachy — Cetry.

498. Chacrise — Compiègne.

1. Ce qui montre bien que nous avons là le travail de D. Varoqueaux, c'est une lettre autographe de ce bénédictin, reliée dans le vol. 181 de la collection de Languedoc, fol. 202.

2. Les cotes 201, 204, 206-208, 213, 216, 219, 220, 223 et 224 n'ont pas été employées.

199. Comtes — Cys.
200. Daignies — Eyod.
202. Fabertas — Fouilloy.
203. Fouquencourt — Guiencourt.
205. Habergny — Kierrue.
209. Labroye — Lys.
240. Maast — Mezières.
244. Mezu — Mussencourt.
242. Nadon — Oye.
244. Paars — Pyes.
245. Quemy — Ruyscure.
247. Sablonière — Saveuse.
248. Saveuse — Urviller.
224. Wadencourt — Versilly.
222. Vertbois — Zouasques.
225. Prospectus du xviii^e siècle, la plupart relatifs à des ouvrages composés par des bénédictins.
226. Notes de D. Grenier pour un vocabulaire topographique de Picardie.
227. Notes de D. Grenier sur l'étymologie de quelques noms de lieu de Picardie.
228. Dictionnaire latin-français des noms de lieu de Picardie.
229. Dictionnaire des paroisses de Picardie.
230. Copies de chartes. Années 1300 à 1397.
231. — 976 à 1215.
232. — 1216 à 1598.
233. — 653 à 1092.
234. — 1093 à 1129.
235. — 1130 à 1149.
236. Mélanges. — Géographie de Picardie. — Statuts synodaux de Tournai, en 1369, ms. du xv^e siècle (7 à 30). — Table de chartes relatives à Soissons.
- 236 bis. Matériaux pour l'histoire de Laon.
237. Matériaux pour l'histoire de Picardie en général. — Opuscules imprimés.
238. Chartes originales du xii^e au xv^e siècle. — Cartulaire de la léproserie du Val de Bugni, écrit au xiii^e siècle.
239. Tables et extraits des chartes et des registres de l'église et de la ville de Laon.

240. Copies de chartes. Années 938-1215.
 241. — 1216-1729.
 242. Notes sur divers sujets : croisades, Corbeny, Corbie, Athies, Beaumont-sur-Oise, Creil, Soissons, etc.
 243. Sceaux picards. — Matériaux pour l'histoire de Soissons.
 244. Copies de chartes. Années 1200 à 1213.
 245. — 1214 à 1229.
 246. — 1230 à 1249.
 247. — 1400 à 1570.
 248. — 1615 à 1755.
 249 à 251. Notes de D. Queinsert sur l'histoire de Picardie, d'Artois et de Flandre. Ce sont surtout des analyses de chartes.
 252, 253. Deux boîtes renfermant des almanachs et de petits livrets picards.
 254. Notes très-mêlées. Sous la cote 96 *bis*, feuillet d'un manuscrit de Saint-Rémi, de la fin du ix^e siècle, contenant des formules de lettres formées et les vers de l'abbé Hildoinus publiés par Mabillon (*Analecta*, 423).
 255. Copies de chartes. Années 600 à 1192.
 256. — 1193 à 1782.
 257. — 1150 à 1178.
 258. — 1178 à 1199.
 259. — 1145 à 1227.
 260. — 1228 à 1774.
 261. — 1250 à 1275.
 262. — 1276 à 1299.
 263. Histoire de Laon par D. Varoqueaux.
 264 à 266. Histoire de Laon par D. Bugnâtre.
 267 à 270. Matériaux pour l'histoire de Laon par D. Bugnâtre. Ce sont principalement des copies de chartes et des tables de cartulaires¹.
 271. Mémoire pour servir à l'histoire ecclésiastique de Laon, 1718 à 1741.
 272 à 277. Cotes non employées.

1. Il y a dans le ms. français 20841, fol. 77 *bis*, une table du recueil de chartes contenu dans le vol. 267 de D. Grenier.

- 278. Mélanges contenant surtout des notes topographiques.
- 279. Table d'un recueil de pièces et d'opuscules, la plupart relatifs à la Picardie.
- 280. Collection de 53 chartes du diocèse d'Amiens, depuis 1141.
- 281, 282. Collection de 145 chartes de l'évêché et de la cathédrale de Soissons, depuis 1113.
- 283 à 285. Collection de 193 chartes de l'évêché, de la cathédrale et des chapelains de l'église de Laon, depuis 888.
- 286. Collection de 26 chartes de la chapelle et confrérie de Saint-Corneille de Laon, depuis 1147; de 15 chartes de Saint-Vincent de Laon, depuis 1125, et de 15 chartes de Saint-Jean de Laon, depuis 1208.
- 287. Collection de 70 chartes du diocèse de Laon, depuis 1083.
- 288. Collection de 98 chartes de l'abbaye de Boheries, depuis 1156, et de 10 chartes de l'abbaye de Bucilly, depuis 1159.
- 289. Collection de 73 chartes de l'abbaye de Longpont, depuis 1132, et de 73 chartes de l'abbaye de Foigny, depuis 1131.
- 290. Collection de 62 chartes de l'abbaye de Prémontré, depuis 1137; de 28 chartes de l'abbaye du Sauvoir, depuis 1236, et de 25 chartes de l'abbaye de Ferrières, depuis 1140.
- 291. Collection de 60 chartes de l'abbaye de Nogent, depuis 1086; de 24 chartes de l'abbaye de Saint-Nicolas au Bois, depuis 1120, et de 23 chartes de l'abbaye de Montreuil, depuis 1166.
- 292. Collection de 47 chartes de l'abbaye de Valséry, depuis 1156, et de 70 chartes de l'abbaye de Vaucclair, depuis 1150.
- 293, 294. Collection de 143 chartes du diocèse de Soissons, depuis 1048, et de 52 chartes de l'abbaye de Saint-Crespin le Grand, depuis 864.
- 295. Collection de 115 chartes de l'abbaye de Notre-Dame de Soissons, depuis 1113.
- 296, 297. Collection de 252 chartes de l'abbaye de Saint-Jean des Vignes de Soissons, depuis 1120.
- 298 à 301. Environ 400 chartes du comté de Pontieu, depuis 1180.

- 302. Collection de 24 chartes du diocèse de Noyon, depuis 1209.
- 303. Collection de 69 chartes du diocèse de Beauvais, depuis 1175.
- 304. Collection de 39 chartes de Saint-Lucien de Beauvais, depuis 605; de 11 chartes de Saint-Symphorien de Beauvais, depuis 1035, et de 31 chartes de Saint-Quentin de Beauvais, depuis 1126.
- 305. Collection de 65 chartes de Saint-Germer, depuis 1163, et de 39 chartes de Froimont, depuis 1186.
- 306. Collection de 13 chartes du diocèse de Senlis, depuis 1208, et de 31 chartes de l'abbaye de Saint-Remi de Senlis, depuis 1166.
- 307. Collection de 43 chartes de l'abbaye de Saint-Vincent de Senlis, depuis 1124.
- 308 à 310. Collection de 200 titres de la même abbaye, du x^v^e au xvi^e^e siècle.
- 311, 312. Collection de 201 chartes de l'évêché ou de la cathédrale de Beauvais, depuis 1015.
- 313, 314. Collection de 119 chartes de l'abbaye de Chaalis, depuis 1138.
- 315 à 324. Collection de 684 titres de la même abbaye, du x^v^e au xvi^e^e siècle; plus la copie de quelques actes anciens.
- 325 à 335. Titres de la même abbaye relatifs aux domaines qu'elle avait à Paris, Senlis, Argenteuil, Chaalis et Thorigny, depuis le xii^e siècle.
- 336. Titres de la cathédrale de Senlis, du xvi^e et du xvi^e^e siècle.
- 337. Collection de 78 chartes de l'abbaye de la Victoire, depuis 1221.
- 338 à 345. Collection de 567 pièces de la même abbaye du xiv^e au xvi^e^e siècle; plus la copie de quelques actes anciens.
- 346 à 350. Titres modernes de la même abbaye, sauf les chartes de fondation qui sont dans le volume 346.
- 351. Supplément aux chartes de Chaalis et de la Victoire.
- 352. Collection de 66 chartes de l'église de Saint-Quentin en Vermandois, depuis 1015.

COLLECTION DE POITOU.

Les matériaux de l'histoire du Poitou et des provinces voisines furent réunis dans la seconde moitié du XVIII^e siècle par Dom Fonteneau, dont les papiers passèrent, vers 1781, dans les mains de son confrère Dom Mazet. A la mort de celui-ci, en 1817, la ville de Poitiers acheta la collection qu'il possédait et qui fait aujourd'hui l'une des principales richesses de la bibliothèque municipale. Cette collection est ainsi composée :

27 volumes de copies de chartes, classées par fonds, plus deux volumes de supplément et un volume de tables ;

59 volumes de mémoires, notices généalogiques et documents divers¹.

Un catalogue chronologique des chartes comprises dans les 29 premiers volumes de la collection a été rédigé par M. Redet et publié par la Société des Antiquaires de l'Ouest².

M. Paul de Fleury, aujourd'hui archiviste du département de Loir-et-Cher, a été chargé de transcrire les 29 premiers volumes de la collection de dom Fonteneau. Les tomes I-XXIII de cette copie, à laquelle s'appliquent les tables de M. Redet, sont insérés au fonds latin sous les n^{os} 18376 et suivants. Pour le contenu de chaque tome, on peut consulter l'inventaire de la dernière série du fonds latin, publié en 1871.

COLLECTION DE TOURAINE.

L'histoire de la Touraine, de l'Anjou et du Maine fut préparée, au XVIII^e siècle, par Dom Léger des Champs, Dom Pierre Vincent Jarneau, Dom Maurice Arnould, Dom Augustin Cassard, Dom Morice Poncet, Dom Jean Colomb et Dom Etienne Housseau. Ce dernier a donné son nom à la collection de maté-

1. *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, du 15 novembre 1836 au 1^{er} février 1837, p. 35. — *Mémoires de la même société*, II, 81. — *Inventaire des manuscrits de la bibliothèque de Poitiers*, par Paul de Fleury, p. 43 et suiv.

2. *Tables des manuscrits de D. Fonteneau*. Poitiers, 1839; in-8°. — Un supplément, consacré aux volumes 27 bis et 27 ter, a paru en 1855; in-8° de 47 pages.

riaux que les Bénédictins avaient formée sur l'histoire de la Touraine et des provinces voisines, collection que la Bibliothèque acquit en 1811 de Dom Villevieille et qui est aujourd'hui reliée en 39 volumes cotés 1-30. On y a ajouté un volume supplémentaire, coté 31, dans lequel sont classées différentes chartes originales relatives à la Touraine, au Maine et à l'Anjou.

Les actes de la collection de Dom Housseau, qui se rapportent spécialement à la Touraine, ont été analysés par M. Mabile, dans le volume intitulé : *Catalogue analytique des diplômes, chartes et actes relatifs à l'histoire de Touraine contenus dans la collection de Dom Housseau*; Tours, 1863; in-8° (tome XIV des publications de la Société archéologique de Touraine).

État sommaire de la collection de Touraine.

- 1 à 11. Copies de chartes rangées par ordre chronologique, de la façon suivante : Tome I, de 453 à 1000; — II. 1, de 1000 à 1050; — II. 2, de 1050 à 1075; — III, de 1075 à 1100; — IV, de 1100 à 1139; — V, de 1139 à 1199; — VI, de 1199 à 1230; — VII, de 1230 à 1299; — VIII, de 1300 à 1399; — IX, de 1400 à 1547; — X, de 1548 à 1575; — XI, de 1575 à 1746. — Les copies renfermées dans ces douze volumes sont cotées de 1 à 4865.
12. 1, 12. 2, 13. 1. Extraits de cartulaires et d'archives, rangés sous les cotes 4866 à 10541, suivant l'ordre des fonds auxquels appartenaient les documents originaux. Dans le volume 12. 1, est une copie du cartulaire de l'abbaye de Bourg-moyen, à Blois.
13. 2. Notes extraites principalement des cartulaires de Saint-Aubin, Saint-Florent, Saint-Maurice et Nioiseau. Elles sont cotées de 1 à 1573.
14. Notes sur différents lieux, rangées alphabétiquement.
15. Archevêques de Tours. Église de Saint-Martin. Marmoutier.
16. Évêques d'Angers. Abbayes d'Anjou.
17. Matériaux pour un pouillé du diocèse d'Angers.
18. Abbayes et églises de Touraine et d'Anjou. Notices diverses. Extraits de cartulaires.

- 19, 20. Notes et extraits divers pour l'histoire de Touraine et d'Anjou.
24. 1. Notes sur les chroniques et les comtes d'Anjou.
24. 2. Notes biographiques et généalogiques, se rapportant principalement à l'Anjou.
22. Extraits de l'histoire de l'université d'Angers par Rangeard. Anciens armoriaux. Extraits pour l'histoire du xvi^e s.
- 23, 24. 2, 24. 3 et 24. 4. Notes et documents pour l'histoire littéraire de Touraine.
24. 4. Notes et extraits chronologiques pour l'histoire d'Anjou, principalement pour l'histoire des comtes.
25. 4 et 25. 2. Histoires de Tours et de la Touraine. Dans le second volume est une partie du travail de Carreau.
- 26, 27. Notes et extraits de D. Housseau. Ébauche du récit historique.
28. 1. Pièces sur l'abbaye du Roncerai. Extraits des archives d'Anjou. Mémoires de D. Housseau sur les auteurs scolastiques.
28. 2. Tableaux généalogiques. Pièces mêlées. Actes originaux depuis le xiii^e s.
29. Correspondances du xviii^e s. La plupart des lettres sont adressées à D. Housseau.
30. Tables chronologiques dressées par D. Housseau pour l'histoire de Touraine et d'Anjou.
34. Ce volume, qui a été ajouté à la collection des Bénédictins, renferme des actes originaux tirés de diverses archives de la Touraine, de l'Anjou et du Maine; les plus importants viennent de Marmoutier.

COLLECTION DU VEXIN.

Cette collection, œuvre du président Lévrier, a été donnée par l'auteur à la bibliothèque du roi en 1818. Elle a été mise en ordre et reliée en 79 volumes dans le cours de l'année 1864.

État sommaire de la collection du Vexin.

1. Recueil de placards imprimés.
2. Inventaire du cabinet de Lévrier.

3. Recueil de Vyon d'Hérouval sur l'histoire de Meulan.
4. Recueil de Messieurs de Blois sur l'histoire de Meulan.
5. Divers mémoires de Lévrier, qui ont été publiés.
- 6, 7. Mémoires chronologiques pour servir à l'histoire du Vexin et du Pinserais.
- 8 à 40. Preuves de l'histoire de Meulan.
- 44 à 49. Preuves de l'histoire du Vexin. Le vol. 44 s'arrête à l'année 1404 ; le vol. 42, à 1458 ; le vol. 43, à 1204 ; le vol. 44, à 1262 ; le vol. 45, à 1404 ; le vol. 46, à 1556 ; le vol. 47, à 1654 ; le vol. 48, à 1793 ; le vol. 49 est une table.
- 20, 21. Premier essai du recueil des Preuves de l'histoire du Vexin.
22. Brouillon d'un Dictionnaire du Vexin et du Pinserais. — Notes diverses.
23. Dictionnaire du Vexin et du Pinserais.
- 24 à 29. Titres divers sur le Vexin par ordre chronologique.
- 30, 31. Mélanges, du xv^e au xviii^e siècle.
- 32, 33. Comptes divers de 1569 à 1640.
34. Aubergenville. Auneel. Epone. La Falaise. Fief Bataille-Poussin. Fief et justice de Cabin. Fief de S. Nigaise. Flins. Gaillonnet. Juziers. Maudétour. Mézières. Mézy. Oinville.
35. Fontenay-Saint-Père. Mézy. Les Mureaux. Becheville. La Sangle. Mesures, tabellionage et travers de Meulan.
36. Mémoires historiques pour servir aux antiquités de la ville de Mantes, par Chrétien.
- 37 à 39. Coutumes de Mantes.
40. Recueil sur les États de Mantes et Meulan.
- 41, 42. Conflits entre Mantes et Meulan.
- 43 à 47. Histoire de Meulan. Les preuves sont dans le volume 44.
- 48 à 50. Grands officiers du comté de Meulan.
51. Registre de Saint-Nigaise, du xvii^e siècle.
52. Pièces imprimées relatives à Meulan.
- 53 à 59. Offices judiciaires, administratifs et municipaux de Meulan.
60. Maîtrises d'arts et métiers à Meulan.
61. Ponts et chaussées.
62. Ponts de Meulan.
63. Correspondance ministérielle de Lévrier.
- 64, 65. Correspondance de Lévrier avec le parlement.
66. Justices subalternes du bailliage de Meulan.

- 67, 68. Correspondance de Lévrier avec le conseil du prince de Conty.
- 69 à 70. Bureau de subsistances de Meulan, de 1789 à 1794.
74. Correspondance de Lévrier avec D. Clément et Dacier.
72. Correspondance de Lévrier avec Senebier et Miroménil.
73. Correspondance de Lévrier avec D. Brial et Millin.
74. Correspondance de Lévrier avec l'académie d'Amiens.
75. Opuscles divers, la plupart imprimés et presque tous composés par Lévrier.
76. Extrait des Antiquités Nationales de Millin.
- 77, 78. Commentaires sur la coutume de Mantes et Meulan.
79. Cartulaire, censier et inventaire des titres de Saint-Nigaise de Meulan, ms. du xv^e siècle.
-

OBSERVATIONS GRAMMATICALES

SUR DES

CHARTES FRANÇAISES D'AIRE EN ARTOIS.

Les observations que je sou mets à l'Académie portent sur des actes originaux publiés dans le tome XXXI de la Bibliothèque de l'École des chartes. En remerciant M. François Morand, qui avait bien voulu me les communiquer, j'annonçais mon intention d'en tirer, pour la langue de la Picardie, des observations analogues à celles que les chartes de Joinville m'avaient fournies pour la langue de la Champagne. Si j'ai le désir de voir ce nouveau travail admis dans le recueil des Mémoires de l'Académie, c'est dans l'espoir d'obtenir ainsi un encouragement à poursuivre les mêmes études sur des chartes originales appartenant à d'autres régions de la France.

Je persiste à croire, en effet, que des textes ayant une origine certaine de temps et de lieu fourniront les meilleurs éléments d'une grammaire de notre ancienne langue. Hâter la publication exacte de ces textes, c'est déjà rendre service à la science ; et un recueil qui en réunirait un choix suffisant pour tous les dialectes de langues d'*oïl* susciterait tant de travaux utiles qu'il ne serait peut-être pas indigne de l'Académie de l'entreprendre elle-même. Mais je me contente de hasarder cette pensée, sans y insister davantage, et j'aborde l'examen spécial qui fait l'unique objet de ce mémoire.

I.

L'article singulier masculin est toujours *li* pour le sujet, « li capitles » (A 3), *le* pour le régime direct, « faire le service » (A 15). On employait aussi *le* pour *du*, « les drois le prestre » (A 13). L'élision de *li* devant une voyelle était facultative, « li uns » (A 11), « Stevenes l'Escans » (B 3)¹. L'élision de *le* se faisait comme dans la langue moderne, et quand cette élision avait lieu, les prépositions *de* et *à* restaient comme aujourd'hui distinctes de l'article. Quand le mot suivant commençait par une consonne *de le* et *à le* se contractaient en *du* et en *au*. On trouve aussi *del* pour *du*; la forme *del* se présente plus fréquemment que *du* dans les huit premières chartes (neuf fois contre six); elle paraît deux fois² contre douze dans la neuvième, et ne se retrouve plus dans les huit dernières, qui offrent plus de quarante exemples de la contraction *du*.

Je n'ai pas noté une seule fois *al* pour *à le*; c'est la forme *au* qui se présente exclusivement; et la première charte en contient jusqu'à six exemples. Au contraire, j'ai trouvé cinq fois seulement *ou* pour *en le* (J 61, 61 et 62; S 85 et 102), et une fois *u* (L 8), tandis que *el* se présente plus de quarante fois depuis la première charte jusqu'à la dernière.

L'article pluriel masculin se comporte comme dans la langue de Joinville; je dois faire observer seulement que *à les* se contracte habituellement en *as*.

Un des caractères distinctifs de la langue des chartes d'Aire, c'est que l'article féminin singulier fait au sujet *li* comme le masculin. Dans les chartes de Joinville on trouve quelques rares exemples de *li* au lieu de *la*; dans les chartes d'Aire, *la* ne paraît pas, même à titre d'exception, et *li* s'y présente trente-trois fois; un copiste y a substitué trois fois, par erreur, la forme *le* (S 71, 72 et 97), ce qui donne en tout trente-six passages où l'article féminin singulier est employé au sujet sans que la forme *la* se produise une seule fois. Elle ne se rencontre pas davantage au

1. *Escans* est le sujet de notre mot *échanson*.

2. « Del dit hospital » (J 71 et 92); on peut y ajouter « del hospital » (J 15 et 34), si l'on admet avec M. Boucherie que la lettre *h* empêche l'élision dans l'ancienne langue vulgaire. Le même acte contient « de l'ospital » (J 35 et 55).

régime ; car on ne doit pas tenir compte d'une erreur commise dans un passage où *la* se trouve combiné avec le relatif *quele* (L 24). Partout ailleurs *le* est la forme constante de l'article féminin singulier employé au régime : j'en ai noté deux cent quatre-vingt-un exemples.

Quoique la forme *le* soit commune à l'article masculin et au féminin, il existe cependant entre l'un et l'autre deux différences ; la première, c'est que *le* article féminin pouvait ne pas s'élider, la seconde, c'est qu'il ne se contracte pas avec les prépositions *de*, *à* et *en*. Je citerai pour la non élision « de le incarnation » (F 42 et K 26) ; mais en avertissant que les cas d'élision sont beaucoup plus fréquents. Ceux de non contraction, comme « de le Haie, de le » dime (A 5, B 4), à le messe, à le capelerie (A 20 et 30), en le » besoigne, en le rente (A 17, C 17) » sont des plus nombreux. Il ne faut pas considérer comme une exception, mais comme une faute, l'article contracté *del* devant *Viévile* (D 5) ; en effet, le même acte contient deux fois l'article non contracté *de le* devant *Viezvile* (D 1 et 3). Puisque l'article féminin *le* ne se contractait pas avec les prépositions *de*, *à* et *en*, on en peut conclure qu'il avait un son moins sourd que l'article masculin *le*, qui s'effaçait plus ou moins dans les formes contractes *du*, *del*, *au*, *el* et *ou*.

Au pluriel, l'article féminin faisait au sujet *les*, tandis que le masculin faisait *li* ; mais le régime *les* était commun aux deux genres, ainsi que les formes contractes *des*, *as*, et *es* pour *en les*.

La déclinaison des substantifs paraît soumise aux mêmes règles dans les chartes d'Aire que dans celles de Joinville. La lettre *s* est le signe du sujet singulier pour les substantifs masculins ; cette règle subissait quelquefois une exception pour les mots qui avaient au sujet, même sans l'*s* finale, une forme suffisamment distincte de celle du régime. On écrivait indifféremment au sujet *sire* (C, 1, 27 ; E, 17, 23), ou *sires* (F 1, 4 ; G 3 ; H 84), parce que ces deux formes du sujet ne pouvaient se confondre avec le régime *seigneur* (A 31, 43)¹. On n'avait pas non plus besoin d'ajouter une *s* au sujet *hom* (N 7) pour le distinguer du régime *homme* (H 12) ; à plus forte raison pouvait-on s'en dispenser pour le sujet *Saire* (Q 27, 43 et 51), nom propre dont

1. On aurait pu aussi écrire *ber* ou *bers* ; mais au lieu de cette forme bien connue, je n'ai rencontré que le sujet *barons* (G 3).

le régime était *Sarrain* (R 5). Néanmoins l'usage le plus ordinaire était d'écrire cette espèce de sujets avec une *s* ; c'est la seule orthographe sous laquelle se présentent les mots « maires, » (G 33), procureres (P 38, Q 16), Hues (M 70). » J'incline à croire que les mêmes règles s'appliquaient aux substantifs féminins qui ne se terminaient point par un *e* muet : le sujet *sueur* (B 3) serait donc régulier comme se distinguant suffisamment du régime *sereur* ; au contraire, ce serait par erreur que le mot *maison*, au sujet, aurait été écrit deux fois sans l'*s* finale (S 12 et 17), tandis que l'orthographe régulière aurait été suivie pour les sujets « oirs (B 12), communautés (G 34), dounisons (P 22, » Q 12). » Toutefois, il ne serait pas impossible que l'influence de l'étymologie autorisât la suppression de l'*s* dans les mots qui en latin ne se terminaient point par une *s* au sujet singulier ; mais cette explication serait plus admissible pour les textes antérieurs à la seconde moitié du treizième siècle.

La déclinaison des substantifs au pluriel est la même que dans les chartes de Joinville ; celle des adjectifs, tant au singulier qu'au pluriel, ne donne lieu non plus à aucune observation nouvelle.

J'ai noté dans les chartes d'Aire quatorze exemples du pronom personnel *je*, et quarante-cinq de la forme *jou*, dont l'équivalent *ju* se présente une seule fois dans les chartes de Joinville. En outre, il n'est pas rare, dans les chartes de Joinville, que l'*e* de *je* s'élide devant une voyelle, tandis que dans les chartes d'Aire je n'ai point observé que cette élision se fit ; j'ai même remarqué que dans les cas où elle aurait pu se faire, la forme *jou* s'employait plutôt que l'autre. D'où l'on peut conclure que le son du pronom personnel y était plus sensible. Je crois encore, sans pouvoir l'affirmer, qu'on préférerait la forme *jou* quand il y avait lieu d'appuyer davantage sur la prononciation. Ainsi *jou* se rencontre dix-sept fois devant des noms de personnes qui sont parties principales dans les actes, « jou Jehans, jou Bauduins, » jou Beatris, » etc., tandis que *je* n'est employé que quatre fois dans des cas analogues. J'ai rencontré une fois « je et mes » oirs (M 73), » ou, comme nous dirions aujourd'hui, « moi et » mon héritier ; » mais, à côté de cet exemple unique, j'ai noté seize fois *jou* au lieu de *je* dans des phrases où nous mettrions plutôt *moi*, afin d'attirer davantage l'attention sur le pronom (D 2 ; J 3, 13, 87, 89 ; K 9, 13 ; M 4, 20, 31, 86 ; N 35, 65, 71,

73, 75); c'est seulement lorsque le pronom est immédiatement réuni au verbe dont il est le sujet qu'on emploie indifféremment *je* ou *jou* dans les chartes d'Aire : « je vivrai (J 13, 24, 75, » 87, 89); je wel (K 6); je pri (K 11); » ou bien : « wel jou » (J 94); jou tenoie (M 7, 11); jou pris (M 40); jou vendi (M 26); » jou oblege (K 14), » etc.

Au régime, le pronom de la première personne se présente sous deux formes, *me* et *mi*. Comme dans la langue actuelle, *me* est un régime tantôt direct, tantôt indirect, toujours placé avant le verbe : « jou me tenisse (M 48); me furent presté (N 41). » J'ai noté seize fois *mi* sans rencontrer une seule fois *moi*, tandis que *moi* se présente à l'exclusion de *mi* dans les chartes de Joinville. *Mi* est toujours précédé d'une préposition « à, de, par, » pour, devant, apriès¹. » Au pluriel, on trouve pour le sujet et pour le régime *nous*, qui n'est jamais remplacé par *nos*.

Toutes ces observations sur le pronom de la première personne s'appliquent au masculin comme au féminin; il en serait probablement de même des différentes formes du pronom de la seconde personne, si les chartes d'Aire en fournissaient des exemples; mais je n'y ai noté que le régime *vous* (J 3).

Pour la troisième personne, on trouve au singulier masculin le sujet *il* (C 26), le régime direct *le* (G 15), ou avec élision *l'* (H 60) et le régime indirect *li*, tantôt précédé d'une préposition (G 23), tantôt mis avant le verbe sans préposition (G 58, 60; J 29; P 21, 23; Q 11), et rarement remplacé par *lui* (M 11). Il faut y ajouter le pronom réfléchi *se* (F 6), dont la forme *soi*² ne se présente pas dans les chartes d'Aire; mais *li* pouvait avoir, comme dans la langue de Joinville, le sens réfléchi : « Et avons » en chouvent entièrement, et cascuns par li, à warandir tout le » manoir devant dit (G 22). »

Au pluriel on trouve le sujet *il* (A 12), le régime direct *les* (H 58), qui pouvait se placer après le verbe « tenir les (J 101); » deux régimes indirects, *aus* (E 8), et *leur* (A 33), rarement remplacé par *lor* (H. 18), enfin le pronom réfléchi *se* (S 55). Dans les chartes d'Aire, *aus* pluriel de *li* est toujours précédé

1. On doit supposer qu'on l'employait aussi sans préposition, après un impératif : « attend mi, parle mi ».

2. Il est probable qu'on devait dire plutôt *si* par analogie avec *mi*, et que par la même raison *ti* se disait au lieu de *toi*.

cui, dont les chartes d'Aire contiennent trois autres exemples « de cui li devant dit...., tienent (E 17), à cui nous prestames » (H 46), en cui signourie (M 67). » Au lieu de *ke*, on trouve aussi *k'* devant *il* (B 6 et 8), et *c'* devant *on*¹ (B 5, F 9).

L'article combiné avec le mot *quel* produit, dans les chartes d'Aire, les formes suivantes : au sujet singulier masculin, *liqués* (G 57, 60, 61); au régime *delquel* (F 6), *duquel* (S 79), *ouquel* (J 12), *lequel* (H 52); au sujet pluriel masculin, *liquel* (D 10), *desquels* (S 91), *desqueus* (F 35), *lesquels* (D 6), *lesqués* (C 10); au sujet singulier féminin, *liquele* (P 6, R 6); au régime, *lequele* (F 13), qui se présente huit fois contre une fois *laquel* (L 24); au sujet pluriel féminin, *lesqueles* (D 14); au régime, *asqueles* (F 22), et *lesqueles* (E 12), qui se présente cinq fois contre une fois *lesquels* (H 37). On voit que l'article combiné avec le mot *quel* conserve au singulier féminin, pour le sujet, la forme *li*, dont les chartes de Joinville fournissent un seul exemple; et pour le régime, sauf une exception isolée (*laquel*, L 24), la forme *le*, que les mêmes chartes n'emploient jamais.

On peut signaler pour ce pronom une autre différence entre les chartes de Joinville et celles de la ville d'Aire; c'est que la désinence du féminin, qui est rare dans les premières, se présente dans celles-ci dix-huit fois sur vingt.

Mais, pour les autres pronoms ou adjectifs qui étaient des deux genres en latin, à cause de leur désinence en *is* ou en *ens*, il y a généralement accord entre les deux recueils de chartes, c'est-à-dire que, sauf l'adjectif *presentes*, qui prend la désinence du féminin, l'*e* muet ne s'ajoute pas au féminin à la fin des mots « grant (C 7), grans (J 48), loial (A 32), seans (C 6), gisans (E » 11, F 8, H 7, L 8, M 8), autel (E 27), tel (B 16). » J'omets de citer huit autres passages où *tel* est employé au régime féminin; on n'y voit pas *tele* ou *telle*, que les chartes de Joinville offrent par exception.

Aux mots que je viens de citer il faut ajouter *paians*, qui garde aussi la terminaison du masculin, quoiqu'il soit au féminin, dans la phrase suivante : « Li devant dite Beatris rendi et douna

1. Il doit être bien entendu qu'on ne trouve, ni dans les chartes ni dans les manuscrits, *k'il* et *c'on*, avec apostrophe; on n'y trouve pas non plus d'accents, et les mots n'y sont pas toujours séparés comme le sens l'exige : en pareil cas une reproduction matérielle des textes offrirait plus d'inconvénients que d'avantages.

» à cascune des personnes desus nomées les teres si comme eles
 » sont desus dites yretavlement, parmi les rentes païans devant
 » dites cascun an (S 42). » Le sens oblige de traduire *païans* par
devant être payées, et par conséquent je préfère y reconnaître
 un de ces participes à suffixe et à sens de gérondifs qui n'avaient
 que l'apparence des participes présents. Il semble que dès lors on
 les confondait avec ces derniers participes, puisqu'on s'abstenait
 de leur donner la désinence du féminin, comme on l'eût fait si
 l'on eût conservé la trace de leur dérivation du participe en
*dus, da, dum*¹.

La plupart des pronoms indéfinis dont les chartes de Joinville
 fournissent des exemples se retrouvent dans les chartes d'Aire,
 sous des formes à peu près identiques; je me borne donc à aver-
 tir qu'au lieu du sujet pluriel *tuit* on y trouve toujours *tout* (H
 9, L 12, Q 1, R 1, S 1). Quant aux noms de nombre j'ai à si-
 gnaler : 1° le régime *deus* (E 34) ou *deux* (M 16), qui n'alterne
 pas avec la forme *dous*, comme dans les chartes de Joinville;
 2° un exemple unique du sujet masculin *doi* dans la phrase sui-
 vante: « Li doi cent libre² devant dit seront tout à une fois rendu
 (H 28). »

La forme des verbes dans les chartes d'Aire est généralement
 la même que dans les chartes de Joinville. Au lieu de revenir sur
 un sujet qui ne donnerait lieu à aucune observation nouvelle, j'ai
 cru préférable de dresser la liste de ces verbes dans l'ordre de la
 conjugaison, afin qu'on puisse comparer facilement ce tableau
 avec celui qui est joint au Mémoire sur la langue de Joinville.

On pourra voir que la terminaison *iemes* est plus ordinaire
 que la terminaison *iens*, à la première personne du pluriel des
 imparfaits et du conditionnel; ce qui est l'inverse dans les

1. L'exemple que je cite ici doit être rapproché de ceux que j'ai discutés dans
 le Mémoire sur la langue de Joinville. Je ne crois pas qu'on puisse les expli-
 quer par ces participes présents qui s'employaient dans la bonne latinité avec
 le sens en apparence réfléchi ou passif, comme *equo vehens*, pour *equo vectus*
 ou *se vehens*. J'aimerais mieux dans ce cas donner à *vehens* le sens neutre;
 mais en admettant qu'il faille expliquer cette locution, comme dans les diction-
 naires, par le sens passif ou réfléchi, je n'y retrouverais pas le sens d'obligation
 à remplir qui existe dans nos anciens participes à suffixe et à sens de gérondif.

2. On trouve ailleurs (D 10) *libre* au sujet pluriel masculin; ce qui empêche
 d'y voir un neutre, c'est que dans la même charte le même mot est écrit quatre
 fois avec une *s* finale au régime pluriel (D 4, 7, 8, 9).

chartes de Joinville. Je puis signaler aussi quelques présents du subjonctif d'une forme particulière : « Lieveche, prenge, empor-
» chent, lievechent. »

J'ai compris dans ce tableau les participes, et l'on pourra se reporter ainsi aux passages où l'accord de ces participes a lieu, soit avec le régime direct, soit avec le sujet. J'avertis d'avance que l'accord avec le régime qui suit le verbe est fort rare ; je n'en ai trouvé qu'un seul exemple, dans la charte F (lignes 20 et 21). L'accord avec le régime qui précède le verbe est moins rare, sans être constant ; la plupart des exemples en sont fournis par la formule de l'apposition du sceau : « J'ai (*ou nous avons*) ces pre-
» sentes letres seelées. »

J'ai constaté que, dans les chartes de Joinville, le participe d'un verbe réfléchi s'accordait avec son sujet, et qu'on disait : « Me suis apaisiés, » c'est-à-dire *apacatus*. J'ai montré que par une conséquence naturelle on faisait rapporter au sujet du verbe réfléchi des mots que nous considérons comme se rapportant au régime, par exemple : « Je me tein apaiez, » *apacatus*. Mais en citant cette locution j'ajoutais qu'il ne faudrait pas lire : « Je me » tein à paiez, » parce que la préposition *à* ferait du participe un régime. M. Boucherie, qui a traité cette question dans un article inséré au *Messenger du Midi* du 19 janvier 1869, y est revenu dans le tome second de la Revue des Langues romanes (p. 48), et il pense que par suite du rapport direct de l'attribut au sujet, les scribes des anciennes chartes écrivaient : « Je me tiens à bien » paiez, je me tiens por bien paiez. » Mais j'incline toujours à croire que les prépositions *à* et *pour* obligent de considérer le participe comme un régime, en sorte que les exemples cités par M. Boucherie, comme ceux qu'on pourrait rencontrer ailleurs, seraient des fautes contre la grammaire. Les chartes d'Aire renferment une de ces fautes : « Dont nous nous tenons à » bien paiié (G 6) ; » je suis d'avis que le participe est au régime pluriel, et que le scribe aurait dû écrire *paiiés* ; tandis que M. Boucherie verrait un sujet pluriel dans ce participe, qui alors serait écrit correctement. Mais son opinion est contredite et la mienne confirmée par deux autres passages des mêmes chartes, où on lit : « Delquel pris il se tieunt bien à païé (F 6) ; et li dis » sire se tenist à païé de ses droitures (M 54). »

En lisant *à païé*, en deux mots, le participe devient pour moi un régime, et il est correctement écrit ; tandis que pour M. Bou-

cherie il reste de toute façon un sujet dont l'orthographe régulière serait *païés*. Comme l'ancienne langue employait les deux verbes *paier* et *apaier*, il semble qu'il vaut mieux, au besoin, lire en un seul mot *apaiez* pour *apacatus*, plutôt que à *paiez* pour *ad pacatus*. On se réserve ainsi le droit de lire à *païé* pour *ad pacatum*, dans les passages où le participe est écrit au régime, contrairement à la théorie de M. Boucherie. Au reste, ce savant n'a parlé de cette question qu'incidemment ; son but principal était de prouver que dans la locution *j'ai nom*, le nom propre se mettait au sujet, comme dans la phrase latine : « Est » *mihi nomen Cæsar*. » L'analogie tirée du latin, qu'il est tout à fait légitime d'invoquer ici, se joint à l'autorité des textes de la langue vulgaire pour justifier l'opinion de M. Boucherie.

L'existence du genre neutre, dans les chartes d'Aire, peut se prouver plus particulièrement, comme dans les chartes de Joinville, par l'orthographe de plusieurs participes passés qui sont écrits au sujet singulier sans l's finale, parce qu'ils se sont formés sur des sujets neutres en *um*, et non sur des masculins en *us*. De là « chou fu fait (A 42), ensi k'il est dit devant (C 29), il » leur est otroïié (E 27), il est par devant dit et expressé (H 67), » c'est doné (H 93), selonc chou ke par devant est moti (M 77), » selonc chou k'il est acoustumé (P 9), en le maniere ke devant est » dit et devisé (P 19), si com il est contenu (Q 14), chou fu fait et » conut (S 115). Le genre de ces participes étant constaté, on est sûr que les pronoms *chou* (A 42), *il* (C 29), *c'* (H 93), *ke* (M 77) sont aussi des sujets neutres¹ ; on le prouve de même pour *ce*, *ço* et *ki* : « ce fu fait (B 22), ço fu fait (B 21), chou ki devant » est dit (G 61). » Le pronom *ce* étant évidemment neutre quand il est sujet d'un verbe, on reconnaîtra pour neutres des adjectifs qui se rapportent à ce pronom : « Pour ce ke ce soit et par » maigne ferm et estavle (E 29), pour ce ke ce soit ferm et es » tavle (F 38). Le genre neutre de *ferm* est indiqué d'ailleurs par l'absence de l'e final qui se mettait au féminin « ferme cose (P 39). » Cet adjectif est donc au neutre dans la phrase suivante : « Et avons ferm et estable tout chou que nos procureres devant » dis fera (P 37). » Il est naturel aussi de considérer comme neutres, indépendamment de tout indice tiré de l'orthographe,

1. Il en est de même pour *chou* et *ke* dans ce passage : « et conurent les dites rentes sour les devant dites terres et sour chou ke sus esta. »

des adjectifs et des pronoms où le sens ne permet pas de voir des masculins ou des féminins : « Au daerrain (M 57), ki de nouviel » sera creés (P 7), en general et en especial (Q 54), ensi com il » siet du lonc et du lé (R 23), si avons nous en chouvent sour » nous et sour tout le no à warandir le dit manoir (G 29), par » quoi (F 28), quankes nous i aviemes (G 11), quanques à faire » appartient (L 23), cankes à faire appartenoit (N 57). »

Parmi les mots où le sens ne permet de voir que des neutres, je dois citer l'adjectif *mieus* dans le passage suivant : « Ses con- » saus a ordené pour le mieus (B 14). » Mais il importe de remarquer que ce mot, neutre par le sens, l'est aussi par la forme, puisqu'il dérive évidemment du neutre *melius*. Cependant, je n'en voudrais pas conclure que la forme *meillor* ne pût appartenir au neutre, puisqu'elle peut dériver de l'ablatif *meliore*. Ce sont, en effet, les neutres *meliore* et *pejore* que je crois retrouver sous la forme *meillor* et *pejor* dans cette phrase de Ville-Hardouin : « Il ne chaloit à cels qui l'ost voloient depecier de meillor » ne de pejor. » Au contraire, là où les prépositions latines *deversus* et *ad* auraient amené les accusatifs *melius* et *pejus*, je trouve dans deux autres passages de Ville-Hardouin : « Si fait » que sages, qui se tient devers le mielx ; — il fist le message al pis » qu'il pot. » C'est aussi sur les accusatifs *opus* et *latus* que se sont formés les substantifs *oes* (D 11) et *lés* (G 27), où la finale reste invariable.

II.

Quand on examine l'orthographe des chartes d'Aire on reconnaît qu'elle s'éloigne de l'usage actuel, principalement par l'emploi plus ou moins fréquent de la lettre *k* dans des mots tels que *ki*, *eskevin*, *aukun* ; puis par la substitution du *c* dur à *qu* et à *ch*, comme dans *coi* et *capelain* ; enfin par la substitution des lettres *ch* au *c* doux, comme dans *pieche*. Ces procédés orthographiques méritent d'être étudiés, soit qu'ils consistent seulement dans une façon particulière de représenter une seule et même articulation, comme celle des mots *ki*, *aukun*, *coi*, soit qu'ils annoncent une différence de prononciation comme pour les mots *eskevin*, *capelain* et *pieche*.

L'emploi du *k* est à peu près constant pour le sujet *ki*, pour le régime *ke* du pronom relatif et pour la conjonction *ke*, équi-

valents des formes latines *qui*, *quæ*, *quem*, *quam*, *quos*, *quas* et *quod*. J'ai noté une seule fois *qui* (G 50), *qu'ele* (S 107), et deux fois *c'on* pour *qu'on* (B 5, F 9). Sur ces exceptions, si rares qu'elles confirment la règle, une seule observation est à faire, c'est que l'on trouve souvent *k'* devant *il* ou *ele* (A 12, C 27 et 29), mais qu'on n'en rencontre pas d'exemple devant *on*. Comme d'ailleurs on voit dans un grand nombre de mots le *c* dur précédant la voyelle *o* sans que jamais il soit remplacé par le *k*, on en peut conclure qu'il était au moins fort rare d'écrire *ko* au lieu de *co*. Ce qui confirme cette observation, c'est que dans un passage où le *c* de l'adverbe *comme* ou *come* se trouve transformé en *k*, le copiste a aussi changé l'*o* en *e*, de sorte que dans cet exemple unique *come* est devenu *keme* (C 1).

Les combinaisons du *k* avec l'*a* et avec l'*u* devaient aussi être peu ordinaires puisque les chartes d'Aire en fournissent seulement quatre exemples : « *kant* (C 16), *kaskun* (k 7), *aukun* (k 16), *aukune* (k 13), » à côté desquels on rencontre beaucoup plus souvent *quant*, *cascun*, *aucun* et *aucune*. On y trouve en outre de nombreux exemples de la combinaison des lettres *qua* dans les mots « *ciencquante*, *quanques*, *quarante*, *quaresme*, » *quarmiaus*, *quarterons*, *quartiers*, *quatorze*, *quatre*. » Enfin le mot *kaskun* est le seul, parmi beaucoup d'autres, où les lettres *ka* aient été, par exception, substituées à *ca* dans *cascun*, forme la plus ordinaire de notre pronom *chacun*. Il semble donc que le *k* se combinait de préférence avec les voyelles *e* et *i*, devant lesquelles le *c* devient une sifflante¹.

Pour montrer combien était fréquente la combinaison du *k* avec l'*e*, je rappellerai d'abord que notre *que* relatif et notre conjonction *que* sont toujours écrits *ke* dans les chartes d'Aire. J'ajouterai qu'on n'y trouve pas une seule fois *que* au lieu de *ke* dans les noms de lieux et de personnes, dont l'orthographe devait être réglée par l'usage dominant de la localité. Voici la liste de ces noms : « *Cokelet* (N 44, O 21), *Cokelés* (Q 64), *Crocmakere* (S » 6), *Doncker* (S 2, 10), *Estaimbieke* (G 57), *Foukeris* (Q 58), » *Haveskerke* (E 3, F 4, K 1, 5), *Jake*, *Jakes*, *Jakemon* (G, J, » L, N, O, P, Q, R, S), *Loke* (R 31), *Meteke* (C 8), *Paske* (B » 3), *Redreskepes* (K 8), *Witeke* (C 3). » La même orthographe

1. De là vient qu'écrivant *come* ou *keme*, on écrivait aussi *oncle* (S 123) et *onkele* (K 4).

y est suivie pour les mots : « adonkes (S 116), cerkemanans (C » 13, 21), eveske (J 6, 80, 97), veskes (A 1), juskes (H 28), » merkedi (M 91, S 55). » Néanmoins il y avait des exceptions à cette règle. A côté de *avoekes* (N 23, 49, 54, 81, S 70, 103) ou *avoekes* (S 93), j'ai noté *avoèques* (M 30, 46, 64, 75). On trouve de même *quankes* (G 11), *cankes* (N 57) et *quanques* (L 23, M 78); puis *Paskes* nom de la fête (B 23), et *Pasques* (C 24). Les lettres *que*, qui sont préférées pour la première syllabe du mot *quelconkes* et remplacées par *ke* dans la dernière, sont seules employées dans *aquerre* (P 26, Q 16), *requeste* (B 21, E 19, H 44, 82), et dans les nombreux exemples du pronom relatif *quel* combiné avec l'article.

Le pronom *qui* fournit seul des exemples nombreux et concordants du remplacement des lettres *qui* par les lettres *ki*. Je n'ai rencontré la même orthographe que dans les noms propres *Boskillon* (C 15) et *Markise* (G 56). L'usage contraire a été suivi pour le nom propre *Quinchi* (N 3) et pour les mots suivants : « aquis (G 20), » requis (A 22), requier (J 96, K 12), requist (G 57), requisist » (G 28), quinze (A, K, P, Q) quinsainne (J 40).

Quand la lettre *k* permutait avec les lettres *qu* et le *c* dur, l'orthographe seule était changée, mais la prononciation restait la même, autant du moins qu'il nous est permis d'en juger d'après la valeur actuelle de ces lettres. Il semble donc assez naturel qu'on pût écrire *kant* ou *quant*, *avoekes* ou *avoèques*, *ki* ou *qui*, *aukun* ou *aucun*; mais il est plus difficile de s'expliquer que le mot *eschevins*, répété dix fois dans la charte G, ait pu s'écrire *eskevin* dans les chartes O, Q, R, S. Ce qui est le moins vraisemblable, c'est que, dans la même ville, la seconde syllabe de ce mot ait pu se prononcer de deux manières différentes. L'hypothèse la plus probable est au contraire que l'orthographe *eskevin* peint exactement la seule prononciation qui fût en usage à Aire. Faut-il conclure de là que les lettres *ch* fussent habituellement l'équivalent du *k*? L'ensemble des faits ne permet pas de le supposer, puisque dans un grand nombre de mots les lettres *ch* permutent avec notre *c* doux, et qu'il est impossible d'admettre, par exemple, qu'on prononçât *servike* un mot qui est écrit dans les chartes d'Aire *service* (A 15, 26, E 27) et *serviche* (N 62, P 6, 8, 19). Il est bien plus probable que le copiste de la charte G a écrit *eschevin* un mot qui se prononçait

eskevin, quand on voit qu'il a aussi écrit *chouvent* (G 29) et *chouvenenches* (G 37, 40, 46) des mots dont la syllabe initiale se prononçait certainement avec l'articulation du *c* dur ou du *k*.

A côté du mot *eskevin*, écrit quelquefois *eschevin*, il y en a d'autres où le *k*, employé à l'exclusion de nos lettres *ch*, devait à plus forte raison représenter l'articulation qui lui est propre. Ce sont, outre les noms propres *Planke* (G 3) et *Mikiel* (G 56, S 120), les mots « eskevinages (P 32), frankement (H, N, O, P, » Q), kemin (Q 22), kemisses (J 63), markié (H 14), toukeront » (J 70), toukier (J 70). » Il y a au contraire des mots analogues à ceux qui précèdent, où les lettres *ch*, n'étant pas remplacées par le *k*, pouvaient se prononcer comme aujourd'hui : « cheva- » liers (A, B, C, D, etc.), despeechier (L 16), enpeechié (F 29). » Il y en a même où ces lettres alternent avec le *c* doux : « chier » (J, K, O), ciers (B 1), anchisseurs (A 9), anciseurs (G 17), » rechief (R 11), cieff (J 44), sachent (H, L, M, Q, R, S), saciés » (B 2). » Pour ces derniers mots surtout et pour bien des formes du pronom démonstratif, *che*, *chou*, *ches*, il paraît certain que les lettres *ch* ne devaient point avoir l'articulation du *k*.

Telle devait être au contraire l'articulation du *c* placé devant les consonnes *l* et *r*, ou devant l'une des voyelles *a*, *o*, *u*, comme dans les mots « oncle (S 123), crestienté (G 36), cascun (A 23), » comme (C 27), aucune (G 26). » L'assimilation du *c* au *k* dans la plupart des mots qui viennent d'être cités se prouve directement par les variantes « onkele (K 4), kaskun (K 7), keme (C 1), » aukune (K 13). » Les lettres *ch* employées par exception dans *chescun* (D 9) et dans *chascun* (S 51), devaient donc perdre, comme dans *eschevin*, leur valeur ordinaire, puisque l'hypothèse la moins vraisemblable est celle de deux prononciations différentes pour un même mot. Il devait en être de même dans le mot *choses* (H, J, L, M), qui est écrit *coses* dans le plus grand nombre de cas (C, G, K, N, O, P, Q, S). L'articulation gutturale du *c* devant les voyelles *a* et *o* se prouverait encore au besoin par les variantes *cankes* (N 57) et *quankes* (G 11), *coi* (N 58) et *quoi* (F 28). Il est donc certain que cette articulation remplaçait celle de nos lettres *ch* dans les mots « acater (D 11), » acaterent (B 3), acatés (G 20), racat (M 53), racaté (M 14), » racater (H 36), racaterent (M 24), racatés (H 76), canoine (L, » M, N, O), canone (G 20), concanoine (O, P), canter (A 23, » 33), canteur (N 42), cape (A 18), capelain (A, P, Q), capelerie

» (A, B, C, D, O, P, Q), capitle (A etc.), capons (C 8), caste-
 » lains (B, G), cateus (S 61), pourcachier (M 36), senescal (B
 » 6). » La persistance de la syllabe latine *ca* est donc un fait
 très ordinaire dans les chartes françaises d'Aire; mais on peut
 citer comme exception à cette règle les mots « chevaliers (A, etc.),
 » chartere (S 1), chier (J, K, O), cief (J 44), despeechier (L 16),
 » enpeechié (F 29), diemenches (A 19). »

En même temps qu'on voit dans les chartes d'Aire l'articulation gutturale du *c* dur préférée souvent à celle de nos lettres *ch*, on y voit aussi l'articulation de ces mêmes lettres remplaçant dans un grand nombre de cas celle que nous représentons par le *c* doux avec ou sans cédille, ou même par l'*s*. Pour le remplacement du *c* à cédille on peut citer « lichons (A 19), renonchons » (G 46), rechuch (M 40), rechut (C 19, M 45), rechurent (S 46). » Le *c* doux est remplacé par *ch* dans bien des mots, notamment dans « apartenanches (G, M, N), conissanche (H 77), chouve-
 » nanches (G 37, 40, 46), pourveanche (J 50), redevanche (H,
 » N), tenanche (L 5), tierche (S 27), fache (J 99), fachtent (N
 » 63), renonche (S 106), renonchent (H 71), recevoir (N, O,
 » P, Q, S), fianchié (B 16), fianchiet (Q 50), fianchierent (F 25),
 » renonchié (S 106), renonchiet (Q 54), pourcachier (M 36). » On trouve enfin *ch* au lieu d'*s* dans « march (K 9, 28), souplich » (A 19), parroche (M, N, S), parrochial (A 24) » et à la fin des premières personnes « rechuch (M 40), mech (E 21), faich (C 2) ».

Il est probable que les lettres *ch* étaient muettes à la fin de la première personne des verbes; car au lieu de *faich*, on écrivait aussi *fais* (D 1), et *fai* (E 1); et au lieu de *mech* on trouve *met* (M 84)¹. On peut supposer que ces mêmes lettres étaient aussi muettes dans *march* et *souplich*; mais dans les autres mots qui ont été cités plus haut on devait les articuler comme nous le faisons aujourd'hui. Il en devait être ainsi dans les mots « anchis-
 » seurs (A 9), dechiés (A, P, Q), dechès (S 52), pieche (H, L,
 » Q, S), justiches (G 44, P 32), serviche (N, P), chier (J, K,
 » O), » quoique ces mêmes mots se trouvent aussi écrits « anci-
 » seurs (G 17), deciés (J 25, 38, 77, 89), pieces (E 11), justice
 » (K 15, S 111, 117), service (A 15, 26, E 27, F 35, H 25),
 » ciers (B 1). » En effet on ne pourrait pas s'expliquer pourquoi,

1. On trouve aussi *pramet* (M 86).

en dehors de toute raison étymologique, la lettre *h* aurait été introduite dans un si grand nombre de mots, si elle n'avait pas dû indiquer une modification quelconque dans l'articulation du *c*. Au contraire, il est naturel que des copistes aient pu écrire *c* au lieu de *ch*, puisqu'il leur arrivait aussi d'écrire *ch* au lieu de *h* dans *eskevin*, ou au lieu de *c* dans *chascun* et dans *choses*. Il en faut conclure que les différentes formes du pronom démonstratif qui s'écrivaient parfois sans *h* « cil, cel, celi, ceus, ces, » ce, cest, » devaient se prononcer de même que lorsqu'on avait écrit « chil, chel, chelui, cheus, ches, che, chest; » car il faut toujours supposer que l'unité de prononciation existait sous les variétés de l'orthographe. Cela n'empêche pas que l'articulation du *c* doux ne pût exister dans certains mots, si cette consonne n'y était jamais combinée avec l'*h*. Je citerai par exemple le nom de nombre *cens* qui se représente dans un grand nombre de chartes avec une orthographe toujours conforme à la nôtre. D'autres mots sont aussi écrits avec le *c* simple¹, mais les exemples en sont trop peu nombreux pour qu'on ait la certitude que cette orthographe fût seule en usage.

Il résulte des observations recueillies dans les chartes de Joinville que l'*i* parasite s'employait après les lettres *ch* et après le *g*, puis après les consonnes *d*, *r*, *s*, *t*, *z*, quand ces consonnes étaient immédiatement précédées d'un autre *i*. Les mêmes faits se trouvent constatés dans les chartes d'Aire, notamment par les mots « dechiès (A 39), jugier (C 13), aidier (A 21), demisieie » (B 12). » Les mots *Mikiel* (G 56), *markiè* (H 14), *toukier* (J 70), prouvent que l'*i* parasite s'employait aussi après le *k* lorsque cette consonne tenait lieu des lettres *ch*. J'ai à citer en outre des emplois de l'*i* parasite dont les chartes de Joinville ne fournissent pas d'exemple, et d'où l'on peut conclure que cette voyelle se combinait dans le dialecte picard avec la plupart des consonnes : « Robiers (D 1), gracie (A 1), cief (J 44), cienc (E » 10), cieunc (F 7), ciencquante (E 10), cieuncquante (F 7), » iestre (J 23, etc.), fiestes (A 19), moliesté (N 62), apielé (A » 10), apièle (K 8), apieleront (J 85), Pietteghe (S 32), Walon- » capiele (B 5), priès (J 55), apriès (A 11), luminarie (A 36),

1. Par exemple, les substantifs *cens* (F 34) et *exception* (G 48, H 72); quant à l'adverbe *ancienement* (G 17), on le trouve écrit dans d'autres textes *anchienement*.

» Arie (A 11), siet ¹ (Q 32), Cassiel (K 8), tiere (C etc.), tierage
 » (H 7), tieroir (E 11), tiesmoingnons (N 86), tiesmoingnage
 » (N 95), Thierowane (A 1), Tiernois (H 6), enviers (G 43),
 » nouviel (P 7), viestir (J 64), viertu (J 102). » Un emploi aussi
 fréquent de l'*i* parasite devait être la conséquence de certaines
 habitudes de prononciation²; mais comme il était parfois sup-
 primé dans plusieurs des mots qui précèdent, on doit croire que
 le son de cette voyelle était peu distinct, et qu'il se confondait
 plus ou moins avec celui de la voyelle suivante. Je donne ici la
 liste des variantes où l'*i* parasite n'a pas été marqué : « dechès
 » (S 52), grace (H 89), estre (A 18), apelé (C 16), Peteghe (S
 » 4), après (B 20), Aire (C 4), terre (B 9), tere (C 6), terage
 » (M 11), teroir (F 8), tesmoingnage (O 24), Terouwane (M 6),
 » Ternois (L 9).

Il y a dans les chartes d'Aire un autre emploi de l'*i* qui mérite
 d'être noté, c'est le redoublement de cette voyelle dans l'intérieur
 d'un mot. Ainsi, en même temps qu'on écrivait « seel (D etc.),
 » seaus (F 42), seals (H 88), saiel (B 21), seiël (C 31), saiaus
 » (A 42), » formes qui se retrouvent presque toutes dans les
 chartes de Joinville; on écrivait aussi *saiiaus* (G 43), ou bien
 encore « doïien (E 16), otroïié (E 27), paiïé (G 6), paiier (S 52),
 » paiis (S 79), priiere (N 94), proïiere (E 19), priier (J 19),
 » Julïien (J 12), Mariïen (R 10). » Les chartes de Joinville n'offrent
 qu'un seul exemple de l'*i* redoublé dans *aiïde*; hors de là on n'y
 trouve que l'*i* simple, comme dans *paier*, *païs*, *proïiere*, ou l'*y*
 comme dans *aydes*, *abaye*, *doyen*. On y rencontre au contraire
 dans *boins* et *pluisours* une espèce d'*i* parasite dont les chartes
 d'Aire fournissent également l'exemple: *boinement* (E 21), *boin*
 (R 19) et *pluiseurs* (E 11). Ce qui est aussi commun aux deux
 dialectes, c'est l'emploi alternatif des finales *age* et *aige*; mais au
 lieu du partage à peu près égal qui existe dans les chartes de Join-
 ville entre ces deux finales, les chartes d'Aire fournissent seule-
 ment deux exemples de la seconde: « damaige (G 34), yretaige
 » (G 11), » tandis qu'on y trouve, outre « yretage (S 47), iretage
 » (O 10, P 30), hiretage (O 13, Q 17, etc.) » neuf autres sub-
 stantifs où la finale *age* est seule employée.

1. C'est à dire *sept*.

2. Je dois cependant excepter certains mots, comme « gracie, luminarie, Arie »,
 où l'*i* parasite semble être purement étymologique.

Nos diphthongues *au*, *eu*, *ou*, sont employées dans les chartes d'Aire beaucoup plus souvent que les formes *al*, *el*, *ol*. Le mot *colme* (S 31, 36) est le seul qui ne s'y rencontre qu'avec l'orthographe ancienne, tandis que nos diphthongues paraissent sans partage dans les mots « autant (O 22), autel (H 77, M 22), autre » (A 11 etc.), autrement (M 21, etc.), autrui (M 87), baus (C 1), » Bouriaus (N 91), consaus (B 13), especiaument (O 1, etc.), » speciaument (E 16), loiaus (R 25, 26), nathaus (A 25), quar- » miaus (J 41), Willaume (F 1, etc.), Ysabiaus (D 3), cateus » S 41), courtieus (Q 25), journeus¹ (Q 19, etc.), sollempne- » ment (N 27). » Pour l'emploi alternatif des deux orthographes j'ai noté, d'une part, « loialment (A 12, H 62, 68, M 26), men- » caldées (F 8), seals (H 88), fiels (F 17, 22, 26), perpetuellement » (J 10, S 8, 10), sols (B 9, C 8, 22); » de l'autre, « loiaument » (G 41, etc.), mencaudées (B 10, etc.), seaus (J, M, N), saiaus » (A 42), saiaius (G 63), fieus (N 8), fius² (C 3), perpetueument » (N, P, Q), saus (K, R, S). »

Les substantifs et les adjectifs latins qui ont leur génitif en *oris* se présentent dans les chartes de Joinville avec trois désinences différentes *or*, *our* et *eur*; c'est ainsi qu'on y trouve alternativement « seignor, seignour, seigneur. » Au contraire, dans les chartes d'Aire la désinence *eur* est seule employée pour le mot *seigneur* et pour quinze autres mots de la même catégorie. Il en est de même de l'adverbe *ailleurs* (G 18, 36). *Eur* alterne avec *or* dans les mots *leur* et *lor* employés comme pronoms personnels (A 33, E 27, etc., H 18) ou possessifs (A 26, 32, B 4, etc., H 11, etc.); mais la forme *leur* est plus ordinaire, tandis que dans les chartes de Joinville il y a partage entre ces deux formes et la forme *lour*, qui ne paraît pas dans les chartes d'Aire. La diphthongue *eu* alterne avec *o* dans *eure* (J 46, M 23) et *ore* (N 60, etc. S 98, 126), ou bien encore avec *au* dans *pau* (Q 20) et *pau* (E, F), ou enfin avec *u* dans *deseure* (J, R, S) et *desus* (J, K, S); mais il est probable que dans ce dernier cas elle se prononçait comme l'*u* simple. Les chartes de Joinville nous montrent cette diphthongue dans le nom de nombre *neuf*,

1. On trouve aussi *ournés* (Q 37). Cette finale *és* est un équivalent de la finale *eus*, dérivant du latin *alis*, et de la même finale dérivant du latin *osus*: de là *Amoures* (Q 58), variante de *Amoureux*, en latin *Amorosus*, comme *ournés* est la variante de *ournes*, en latin *jornalis*.

2. On trouve aussi *fiuls* (K 20), ce qui est peut-être une erreur de copiste.

que les chartes d'Aire écrivent *nuef* (Q 40) et *noef* (R 16). C'est l'équivalent *oe* qu'elles emploient exclusivement dans « avoec (N, O, P, Q), avoekes (N, S), avoques (M 30, etc.), » moebles (G 44, 45), noeve (S 14, etc.), oes (D 11), oeuvres » (M 20), proeve (G 39), jou voel (N 59), k'il voelle (N 79)¹. » Il faut attribuer à l'*e* simple un son voisin de la diphthongue *eu* dans les mots « ce (B, C, etc.), che (A 40), je (A 1 etc.), keme » (C 1), honorable (J 6), hounerables (N 12, Q 7), hounérée (Q 3, etc.), sengnerie (O 11), » puisque l'on trouve ailleurs « ço » (B 20, 21), chou (A, C, D, G, H), jou (B, etc.), com (A 10), » comme (C 27), coume (F 33), honorables (M 6, 13), signourie » (L, M, S)². »

Rien n'empêche de croire que la diphthongue *eu* avait, dans certains mots des chartes d'Aire, la valeur que nous lui donnons aujourd'hui ; je citerai le substantif *aleus* (S 132), le nom de nombre *deus* (L, M, etc.), les noms propres *Andrieu* (S 54, etc.) et *Mahieus* (P 1, Q 7). Il en devait être ainsi dans *Dieu* (A 1, etc.) et *lieu* (N 70, O 7, etc.) ; mais je ferai observer que ces mots pouvaient s'écrire aussi *Dui* (J 5, 6, 11, 94) et *lui* (J 60, L 13). Il est certain que nos habitudes nous porteraient à croire que la véritable leçon serait *Diu* et *liu* plutôt que *Dui* et *lui* ; mais il faudrait supposer pour cela que le copiste s'est trompé à sept reprises différentes en écrivant *ui* au lieu de *iu*³. Il semble plus prudent de maintenir cette leçon, malgré ce qu'elle a de contraire à l'orthographe moderne. Il n'est pas impossible, en effet, que l'usage permit d'intervertir l'ordre de ces deux voyelles, comme on le faisait pour l'*u* et l'*e* en écrivant *nuef* et *neuf*.

Ce serait par la même raison que notre nom de nombre *cinq* se trouverait écrit dans les chartes d'Aire, non seulement *cienc* (E 10) et *cieunc* (F 7), mais encore *cuint* (J 53, 58) et *cuinc* (S 16, 24). Les formes *Dui* et *lui* seraient dans cette hypothèse un simple équivalent de *Diu* et *liu*⁴, parce que les voyelles,

1. Les lettres *oe* se présentent avec une tout autre valeur, comme équivalent de *oi*, dans *estoet* (H 19).

2. Il semble même que l'*e* simple pouvait avoir un son voisin de la diphthongue *au* dans l'adverbe « sevement » (A 12), qui devait s'écrire aussi « sauvement ».

3. Je puis citer aussi un passage où on doit lire « demi luie » (J 55) plutôt que « demi liue ».

4. J'ai noté *liu* dans une autre charte (L 13). Sans insister sur une explica-

tout en étant interverties, correspondraient à une seule et même prononciation. Il deviendrait par conséquent possible d'admettre qu'on pût écrire *Dieu* ou *Dui* et *lieu* ou *lui* puisqu'on écrivait aussi : « baillieus (S 117), baillieu (S 116, etc.), mieus » (B 14), « en même temps que » baillius (G 61), bailliu (G 57), » mius (D 12, S 91).. »

La diphthongue *ui* devait avoir une valeur toute différente dans les mots *fui* (M 80) et *fuissent* (S 111), où l'*i* était une lettre purement étymologique. Puisqu'on écrivait *fu* (S 115) au lieu de *fuit*, on devait aussi dans certains cas écrire à la première personne *fu* au lieu de *fui*; comme d'ailleurs l'orthographe *fus-sent* (S 63) s'employait concurremment avec *fuissent*, on en peut conclure que *fui* et *fuissent* se prononçaient comme si l'on eût écrit *fu* et *fussent*. Mais cela ne suffit pas pour en conclure que ces mots dussent se prononcer comme aujourd'hui. En effet, notre conjonction *ou* se représentait tantôt par la diphthongue (A, G, J, N, R, S), tantôt par un *u* simple (B, E, H, J, K, M); et notre adverbe de lieu s'écrivait aussi *où* (G 19, S 12, etc.) et *û* (B, L, P, Q), de même que l'article contracte *ou* (J 61) pouvait s'écrire *u* (L 8). Comme d'ailleurs notre verbe *pussent* se trouve écrit *poussent* (H 48), on peut croire que dans *fu* et *fussent* l'*u* avait un son voisin de la diphthongue *ou*. J'ajoute qu'il alterne avec cette diphthongue et avec l'*o* simple dans nos mots *prévôt* et *sur*, qui se présentent sous les formes suivantes : « provost » (K 5), provos (A 2), prouvost (N 7, etc.), pruvos (H 79, M » 70), pruvost (H 89, L 2, M 9, etc.), sor (B 10, C 9), sour (E, » G, S), sus (S 13, etc.). »

L'emploi alternatif de l'*o* simple et de la diphthongue *ou* se prouve par les exemples suivants : « approvons (H 81), approu- » ver (N 81), avoés (H 51), avoé (H 52), avoués (G 4, N 66, » avoué (N 20, S 91), conurent (S 49, 144), conut (S 115, 136), » conutes (H 38, M 56), a recognut (S 84), counurent (N 10), » counutes (N 19, 87), covens (S 47), covent (S 60, 127), co-

tion qui peut soulever des objections, je demande que ces variantes ne soient pas condamnées comme des fautes tant que des exemples authentiques et suffisamment nombreux ne viendront pas prouver que la diphthongue *ui* ne pouvait jamais être l'équivalent orthographique de la diphthongue *iu*. La mobilité de l'*u* dans les diphthongues *eu* et *ue* (*neuf* et *nuef*), jointe à l'emploi fréquent de l'*i* comme voyelle parasite, m'engage à ne pas considérer cette question comme résolue d'avance.

» venent (S 130), couvent (S 50), chouvent (G 29), chouvenen-
 » ches (G 37, etc.), demorer (A 30), demour[r]a (J 27), doné
 » (H 93), douné (N 95)¹, dounisons (Q 12), homme (H, L,
 » M, N, Q)², houmes (E 8, F 19, etc.), honorables (M 6, 13,
 » oneur (A 7), hounerables (N 12, Q 7), hounérée (Q 3, etc.),
 » oneur (J 11), jors (A, B, C), jour (E, G, J, H, S), només (S
 » 122, etc.), noumés (M 13), por (A, B, C, K), pour (D, F, G,
 » H, etc.), promettons (L 22), pourmetre (J 30, etc.), provendes
 » (S 116), prouvenes (O 4, etc., Q 22), tot (B 7), tout (C 11, G
 » 7), toute (A, etc.), tous (B, etc.).

Y avait-il au contraire des mots où l'o simple fût toujours pré-
 féré à la diphtongue *ou* et réciproquement ? Il serait imprudent
 de l'affirmer ; mais je puis en citer qui se présentent sous l'une
 de ces formes seulement, au moins dans trois chartes différentes.
 C'est d'un côté : « goïr (E, F, H), loer, je loe, loés (J, K, N),
 » poons, pooit, pooïemes, pooient, poront, porront, porriemes,
 » poroient, porroient (G, J, N, O, Q, S), volons, voloient (D, J,
 » N)³ ; » de l'autre : « court (G, H, L, M, N), coust, cous (H,
 » K, M, S), douse, douze (D, E, F, K, S), fourme (H, N, Q),
 » nous (A, D, F, G, etc.), soufisaument, souffisaument, souffi-
 » samment (E, M, N, S). » Je ne cite pas : « pourfis, pourfit,
 » pourfitable (H, J, N, S), parce qu'on devait écrire aussi *pro-
 fis*, etc, puisqu'on écrivait *pourmetre* et *promettons*.

Les chartes d'Aire remplacent souvent l'articulation *bl* par
vl : « ahanavle (C 6, 20), estavle (E 29, F 38), estavles (C 30,
 » J. 103), estavlis (S 68), estavlisemens (J 22), hiretavlement
 » (N 12, Q 3, 26), iretavlement (A 30, C 21, E 5, G 12, 13),
 » yretavlement (S 8, 10), honeravles (S 81), paisievlement (K
 » 7, 11), paissievlement (S 82, 100), parmenavlement (F 30,
 » 39), permanavlement (S 101), tavle (J 43), wardavles (A 20). »
 On peut se demander s'il ne faudrait pas lire plutôt : « ahanaule,
 » estaule, » etc. comme ont fait, en pareil cas, plusieurs éditeurs.
 Il est vrai qu'ils ont fidèlement reproduit la forme de la lettre *u*,
 telle qu'elle existe dans les textes ; mais cela n'empêche pas qu'il
 ne faille ici la considérer comme une consonne. En effet, cette

1. On trouve en outre « dounées, donner, dounons, douna ».

2. Et encore « hom, home, homes, ommes, pseudomes ».

3. J'ajoute à cette liste la préposition *o* (M 17, 33, 37), signifiant *avec*, qui
 ne devait pas s'écrire *ou*.

lettre *u* alterne avec le *b* dans les mots : « estable (D 13, H 79, » L 23, M 88, N 82, P 37, 39), honorables (M 6, 13), hounes » rables (N 12, Q 7), parmenablement (E 30). On peut dire en outre que dans cette phrase : « Pour ce ke ce soit ferm et estavle » (F 38), » le neutre *estavle* a un *e* final uniquement parce que l'articulation *vl* doit s'y appuyer ; car, en supposant que la consonne *l* eût été précédée de la diphthongue *au*, on eût écrit le neutre *estaul*, comme le neutre *ferm*, sans *e* final¹. Enfin, les leçons : « paisivement (H 24), yritavelement (L 6), » ne permettent pas d'assigner dans ces mots à la lettre *u* des chartes une autre valeur que celle de notre consonne *v*.

Il n'est pas ordinaire que le suffixe latin *bili* soit représenté comme dans ces deux adverbes par *vele* au lieu de *vle* ou *ble*, et l'on peut être certain que la prononciation était plutôt d'accord ici, comme dans bien d'autres cas, avec l'orthographe qui supprimait l'*e* représentant l'*i* étymologique de la syllabe *bi*. Par la même raison, les lettres soulignées dans les exemples suivants devaient rester complètement muettes : « aposteles (A 25)², » ca- » piteles (B 17), chartere (S 1), onkele (K 4), virgene (J 16), » viverai (J 24). » De là vient qu'on écrivait aussi : « capitles (A, F, H), oncle (S 123), » de même que : « souverains (K 12, N 79), souverain (O 21), » au lieu de : « souverains (Q 65). » Peut-être aussi doit-on croire que le participe : « connie (J 2), » calqué sur le latin : « cognita, » n'existait pas dans la langue parlée, et que la prononciation y avait introduit définitivement l'*u* qu'on retrouve dans : « conut (S 115), conutes (H 38, N 56), » recognut (S 84)³. » En tout cas, il y a lieu de ne rien affirmer en présence de telles variantes, et celles qui s'éloignent le plus de

1. L'*e* final n'aurait pas existé non plus au féminin singulier, et l'on aurait dû former les adverbes « iretaulment, parmenaulment, paisieulment », et non « iretaulement », etc. par la même raison que l'on disait « loialment (A 12), loiaument (G 41), perpetuelment (J 10), perpetueument » (N 60), etc., et non « loialement, perpetuelement », etc.

2. Peut-être y avait-il une prononciation différente pour *apostole* (G 48), titre qui désignait le souverain pontife.

3. Cependant il serait possible que le son de l'*i* se rapprochât quelquefois de celui de l'*u* et réciproquement ; on s'expliquerait ainsi le participe *consentiu* (H 22), et *vestu* (N 9) qui concourt avec *ravesti* (F 33). L'usage a rejeté *consentiu* et *ravesti* ; mais il a conservé *vestu*, comme *issu* (M 73), *tenu* (A 34) et *revenu* (H 50).

l'étymologie sont en général celles qui se rapprochent le plus de la prononciation.

Avant de terminer ce Mémoire, je crois nécessaire de prévenir une critique qui pourrait m'être adressée. Sans contester ce que j'ai dit sur les principaux caractères du dialecte des chartes d'Aire, qui sont les articles féminins *li* et *le*, les pronoms féminins *le*, *me*, *se*, l'emploi du *k*, du *c* dur et des lettres *ch* dans des mots où d'autres dialectes n'usent pas des mêmes formes orthographiques, on pourrait m'objecter que tous ces faits sont connus depuis longtemps, et qu'ils n'ajoutent rien à nos connaissances grammaticales. Ma réponse est faite d'avance ; je répéterai ici ce que j'ai dit à la fin de mon Mémoire sur la langue de Joinville : « Je n'ai pas eu la prétention de découvrir des théories nouvelles ; mais j'ai pensé que, tout en m'appuyant sur des règles déjà connues, je pourrais y rattacher des observations qui ne seraient pas inutiles à l'étude de nos anciens dialectes. Il m'a paru, en outre, qu'il était toujours bon de constater avec précision jusqu'à quel point ces règles ont été observées dans un temps et dans un lieu déterminés. »

NATALIS DE WAILLY.

TABLEAU DES VERBES.

INFINITIF.

Acater, D 11.
Aemplir, H 51.
Ahireter, O 12.
Aidier, A 21.
Aler, A 33.
Amender, J 99.
Amener, J 27.
Amenrir, S 70.
Aministrer, A 35.
Amortir, N 81.
Approuver, N 81.
Aquerre, P 26.

Asambler, J 69.
Astenir, J 40.
Avoir, H 33.
Boire, J 54.
Canter, A 23.
Commander, J 100.
Confesser, A 22.
Convertir, J 35.
Demander, G 26.
Demorer, A 30.
Despeechier, L 16.
Desservir, A 10.
Destraindre, G 45.
Dire, J 57.

Disposer, S 100.
 Donner, G 35.
 Douner, P 21.
 Enporter, S 82.
 Entendre, G 62.
 Entrer, P 27.
 Estendre, J. 15.
 Estre, B 19.
 Faire, A 15.
 Fonder, O 15.
 Goir, E 26.
 Grever, G 51.
 Herbergier, J 18.
 Iestre, J 23.
 Jesir, J 60.
 Jugier, C 13.
 Jurer, A 12.
 Lever, H 92.
 Lire, J 29.
 Livrer, A 35.
 Loer, N 81.
 Marier, J 36.
 Mengier, J 40.
 Metre, J 35.
 Morir, J 21.
 Nuire, H 75.
 Obéir, J 75.
 Ordener, S 100.
 Oster, J 88.
 Paier, R 15.
 Paiier, C 25.
 Parfenir, K 13.
 Parfurnir, N 20.
 Parler, J 70.
 Parvenir, K 13.
 Plaidier, G 35.
 Porter, J 65.
 Pourcachier, M 36.
 Pourmetre, J 30.
 Prendre, D 9.
 Prester, L 16.
 Priier, J 19.
 Prometre, G 35.
 Proposer, N 65.
 Rabatre, H 30.
 Racater, H 36.
 Rechevoir, N 46.
 Recoillir, S 67.
 Remarier, J 38.
 Rendre, C 22.
 Restorer, D 4.
 Revenir, P 23.
 Rewarder, J. 98.
 Savoir, A 4, F 2.
 Servir, A 36.

Soucorre, A 15.
 Tenir, B 16.
 Toukier, J 70.
 Traire, C 25.
 Valoir, S 113.
 Vendre, M 18.
 Venir, A 11.
 Viestir, J 64.
 Vivre, J 21.
 Warandir, G 23.
 Warder, J 19.
 Werpier, M 18.

IND. PRÉS.

- 1 Aprovee, K 21.
 Doins, E 20.
 Fai, E 1, K 1.
 Faich, C 2.
 Fais, D 1, M 4, N 2.
 Grée, K 21.
 Loe, K 21.
 Mech, E 21.
 Met, M 84.
 Oblege, K 14.
 Otroi, E 23.
 Pramet, M 86.
 Pri, J 96.
 Requier, J 96.
 Voel, N 59.
 Wel, E 23.
- 3 A, A 13.
 Apartient, L 18.
 Apele, S 31.
 Apiele, K 8.
 Contient, S 37.
 Dist, F 9.
 Doit, A 33.
 Est, A 30.
 Fait, A 27.
 Loist, B 8, C 14.
 Maint, S 28.
 Monte, J 79.
 Paie, R 16.
 Puet, J 32.
 Recognoist, S 83.
 Renonche, S 106.
 Requiart, J 23.
 Samble, J 24.
 Siet, B 4.
 Tient, B 5.
 Tieunt, F 6.
- 4 Approvons, H 81.

Avons, G 22.
 Confermons, H 81.
 Conissons, H 85.
 Donons, D 3.
 Dounons, P 33.
 Establissons, P 25.
 Estavlissons, J 84.
 Faisons, A 4.
 Loons, H 81.
 Metons, G 43.
 Mettons, L 12.
 Otroions, D 3.
 Poons, J 91.
 Promettons, L 22.
 Renonchons, G 46.
 Tenons, G 6.
 Tiesmoingnons, N 86.
 Volons, D 6.

- 6 Apartienent, O 17.
 Doivent, A 11.
 Gisent, B 15.
 Meffont, J 79.
 Metent, O 7.
 Ont, O 7.
 Prendent, J 42.
 Puent, H 36.
 Renonchent, H 74.
 Representent, O 6.
 Samblent, J 93.
 Sient, B 9.
 Sont, F 35.
 Suient (s'en), J 30.
 Sunt, A 22.
 Tienent, C 11.

IND. IMP.

- 1 Estoie, N 7.
 Tenoie, M 7.
- 3 Apartenoit, G 60.
 Avoit, B 21.
 Devoit, S 57.
 Estoet, G 19.
 Estoit, C 24.
 Faisoit, N 28.
 Pooit, L 87.
 Tenoit, E 12.
 Vivoit, M 5.
- 4 Aviemes, G 8, N 67, 72.
 Estiemes, H 13, O 23, P 37.
 Estiens, M 73.
 Pooiemes, N 75.

- 6 Apartenoient, M 42.
 Avoient, C 14.
 Devoient, M 21.
 Estoient, F 24.
 Pooient, S 78.
 Tenoient, M 23.
 Voloient, J 75.

IND. PRÉT.

- 1 Ahiretai, N 41.
 Fis, M 81.
 Fui, E 23, M 80.
 Pris, M 40.
 Rechuch, M 40.
 Vendi, M 26.
- 3 Ayrita, M 58.
 Conjura, H 47.
 Conut, G 19.
 Douna, S 42.
 Entendi, S 117.
 Entra, Q 47.
 Esta, S 12.
 Estora, C 5.
 Eut, S 60.
 Fist, G 61.
 Fu, A 8.
 Issi, S 92.
 Pramist, S 97.
 Presta, G 60.
 Prist, N 20.
 Raporta, H 58.
 Rechut, C 19.
 Rendi, C 20.
 Requist, G 57.
 Vendi, S 10.
- 4 Fumes, N 93.
 Mesimes, H 60.
 Prestames, H 46.
 Raportames, H 60.
 Werpesimes, G 52.
 Werpimes, M 29.
- 6 Acaterent, B 3.
 Comparurent, S 122.
 Conurent, H 13.
 Counurent, N 10.
 Disent, F 21.
 Eurent, S 47.
 Fianchierent, F 25.
 Fisent, B 8.
 Furent, C 16.
 Jurerent, F 25.

Obligierent, S 52.
 Paierent, M 52.
 Pramisent, S 47.
 Promisent, H 63.
 Racaterent, M 24.
 Rechurent, S 46.
 Vinrent, H 11.
 Werpirent, C 12.

FUTUR.

- 1 Venrai, M 86.
 Viverai, J 13.
 Vivrai, J 77.
- 3 Apartenra, L 14.
 Ara, P 17.
 Demoura, J 28.
 Dira, P 9.
 Donra, B 18.
 Doura, A 37.
 Ert, H 76.
 Fera, H 33.
 Invaurra? J 84.
 Ira, A 15.
 Mariera, J 37.
 Partira, A 29.
 Plaira, P 21.
 Revenra, P 23.
 Samblera, D 12.
 Sera, A 38.
 Tenra, C 24.
 Vivera, P 13.

4 Arons, L 23.

- 6 Aempliront, H 68.
 Apieleront, J 85.
 Arunt, A 32.
 Diront, A 27.
 Ferunt, A 26.
 Oront, J 1.
 Orront, C 2.
 Poront, J 15.
 Porront, J 70.
 Procurront, Q 52.
 Repairront, H 77.
 Seront, D 10.
 Serrunt, A 34.
 Serunt, A 10.
 Tenrunt, H 68.
 Toukeront, J 70.
 Vaurront, H 35.
 Venront, H 27.
 Venrunt, A 11.

Veront, D 2.
 Verront, C 2.
 Verrunt, A 5.
 Warandiront, H 69.

CONDITIONNEL.

- 3 Devroit, C 25.
 Iroit, S 66.
 Leroit, S 98.
 Poroit, C 25.
 Porteroit, G 39.
 Seroit, C 27.
- 4 Feriemes, N 36.
 Porriemes, O 23.
 Renderiemes, G 38.
 Tenriemes, G 40.
 Warandiriemes, G 40.
- 6 Enpiroient, S 49.
 Feroient, O 18.
 Poroient, G 26.
 Porroient, H 74.
 Querroient, F 27.
 Saroient, G 32.
 Seroient, S 65.
 Tenroient, S 48.
 Terroient, S 90.
 Venroient, F 27.

IMPÉRATIF.

- 5 Saciés, B 2.

SUBJ. PRÉS.

- 1 Tiengn, M 48.
- 3 Ait, L 5.
 Assolle, K 6.
 Doie, B 19.
 Doive, P 6, 20.
 Fache, J 99.
 Lieveche, K 7.
 Prende, D 6.
 Prenge, K 6.
 Reviengne, Q 13.
 Soit, B 14.
 Tiengne, N 72.
 Voelle, N 79.
 Welle, J 99.
- 6 Aient, E 24.
 Destragne, K 12.

Doient, E 25.
Emporchent, G 24.
Fachent, N 63.
Lievechent, G 23.
Metent, N 85.
Puiscent, F 30.
Puissent, A 33.
Sachent, H 9.
Soient, A 41.
Tiengnent, E 24.

SUBJ. IMP.

- 1 Rendisse, M 20.
Tennis, M 48.
- 3 Avenist, K 9.
Demandast, G 28.
Deust, S 107.
Emportast, K 11.
Eust, J 33.
Fust, G 35.
Levast, K 11.
Peust, S 107.
Presist, K 11.
Prestast, G 58.
Requisist, G 28.
Tenist, M 54.
- 4 Eussions, M 5.
Tenisons, G 35.
Trovissiemes, J 87.
- 6 Destorbassent, K 10.
Eussent, M 14.
Fuissent, M 55, S 111.
Fuscent, F 28.
Fussent, S 63.
Juraissent, N 25.
Molestassent, K 10.
Poussent, H 48.
Tenissent, M 10.

PARTICIPES PRÉSENTS.

SUJ. SING. MASC.

Defalans, C 24.

REG. SING. MASC.

Gisant, M 12.
Passant, M 13.
Tenant, R 21.

SUJ. PL. MASC.

Resident, O 5.

REG. PL. MASC.

Aboutans, Q 23.
Gisans, N 5.
Seans, Q 20.
Tenans, Q 36.
* Tenant, R 9, *faute*.

RÉG. SING. FÉM.

Ensievant, S 55.
* Gisans, M 8, *faute*.
Gisant, S 14.
Seant, S 36.

REG. PL. FÉM.

Gisans, F 8, H 7, L 8.
* Gisant, S 21, 25, 31, 33, 38,
fautes.
Seans, C 6.
Tenans, C 9.

SUJ. SING. NEUTRE.

Gisant, S 17.

PARTICIPES PASSÉS.

SUJ. SING. MASC.

Acatés, G 20.
Aquis, G 20.
Créés, P 7.
Deputés, N 69.
Dis, H 79.
Donés, H 51.
Envoies, Q 61.
Estavlis, S 68.
Fais, S 79.
Fondés, J 11.
Mariés, J 37.
Mis, G 22.
Només, C 19.
Nommés, H 54.
Ordenés, A 38.
Racatés, H 76.
Rendus, J 23.
Saingniés, J. 52.
Tenus, G 16.

Trespassés, M 3.

RÉG. SING. MASC.

Conté, H 73.
Delivré, S 105.
Dit, H 53.
Doné, H 52.
Nomé, E 20.
Nommé, H 32.
Oï, J 86.
Paié, F 6, H 73, M 54.
Paiié, G 49.
Presté, H 73.
Vendu, N 15.

SUJ. PL. MASC.

Ahireté, N 56.
Apelé, C 16.
Apielé, A 10.
Ayrité, M 36.
Conjuré, F 19, M 73.
Conté, S 112.
Delivré, S 112.
Desaireté, L 20.
Deshaireté, N 55.
Dit, H 64.
Enpeechié, F 29.
Entré, Q 44.
Establi, O 6.
Issu, M 73.
Marié, J 61.
Molesté, F 29.
Mort, S 123.
Nomé, E 30.
Només, S 109, *faute*.
Noumé, F 28.
Paié, D 11.
Paiet, S 112.
Parpaié, D 10.
Presté, M 69.
Puni, J 80.
Requis, A 22.
Revenu, H 50.
Saingnié, J 51.
Tenu, A 34.
Trespassé, S 124.
Vendu, M 68.
Vestu, N 9.

RÉG. PL. MASC.

Aïretés, F 20.
Asenés, C 8.

Corrigiés, J 100.
Deputés, N 44.
Dis, H 43.
Envoisés, M 62.
Escris, J 22.
Loés, J 99.
Mis, S 123.
Només, C 21.
Nommés, H 55.
Noumés, F 18.
Obligiés, H 55.
* Paiié, G 6, *faute*.
Saisis, F 20.
Waris, M 51.

SUJ. SING. FÉM.

Connie, J 2.
Contenue, E 14.
Deservie, B 14.
Destorbée, K 18.
Dite, H 78.
Entrée, C 17.
Faité, H 78.
Mise, S 39.
Paiie, S 71.
Prestée, H 42.
Revenue, M 17.
Tenue, P 6.

RÉG. SING. FÉM.

Aumosnée, K 23.
Contée, M 17.
Dite, H 21.
Donée, K 23.
Fendue, J 66.
Paie, M 48.
Paiie, S 105.
Prise, H 71.
Seelée, Q 15.

SUJ. PLUR. FÉM.

Acoustumées, P 35.
Asenées, S 8.
Converties, P 14.
Conutes, M 56.
Counutes, N 87.
Demenées, N 87.
Devisées, S 8.
Dites, H 86.
Escrites, A 41.
Faites, H 87.
Meffaites, J 75.

25 *furgibit*, 26 *so* 27 *hald-ih* 28 *tesan* 29 *minan* 30 *bruodher*
 25 *concedit*, 26 *sic* 27 *servo-ego* 28 *hunc* 29 *meum* 30 *fratrem*
 31 *soso* 32 *man* 33 *mit* 34 *rehtu* 35 *sinan* 36 *bruodher* 37 *scal*
 31 *ut* 32 *homo* 33 *cum* 34 *jure* 35 *suum* 36 *fratrem* 37 *debet*
 38 *in* 39 *thiu* 40 *thaz* 41 *er* 42 *mig* 43 *sosoma*
 38 *in* 39 *eo* 40 *quod (dum modo)* 41 *ipse* 42 *mihi* 43 *idem*
 44 *duo* 45 *indi* 46 *mit* 47 *Ludheren* 48 *in* 49 *nohh-einiu* 50 *thing*
 44 *faciat*; 45 *et* 46 *cum* 47 *Lothario* 48 *in* 49 *nullis* 50 *rebus*
 51 *ne* 52 *gegango*, 53 *the* 54 *minan* 55 *wil-*
 51 (*négation*) 52 *coeo*, 53 *quae [secundum]* 54 *meam* 55 *vo-*
lon 56 *imo* 57 *ce* 58 *scaden* 59 *werhen*.
luntatem 56 *ei* 57 *ad* 58 *damnum* 59 *fiant* (p. 39).

DEUXIÈME SERMENT.

60 *Oba* 61 *Karl* 62 *then* 63 *eid*, 64 *then*
 60 *Si* 61 *Carolus* 62 (*article*) 63 *sacramentum*, 64 *quod*
 65 *er* 66 *sinemo* 67 *bruodher* 68 *Ludhuwige* 69 *gesuor*, 70 *ge-*
 65 *ipse* 66 *suo* 67 *fratri* 68 *Ludovico* 69 *juravit* 70 *ob-*
leistit, 71 *indi* 72 *Ludhuwig* 73 *min* 74 *herro* 75 *then*
serrat, 71 *et* 72 *Ludovicus*, 73 *meus* 74 *dominus*, 75 *quod*
 76 *er* 77 *imo* 78 *gesuor*, 79 *forbrihchit*, 80 *ob* 81 *ih* 82 *inan*
 76 *ipse* 77 *ei* 78 *juravit*, 79 *rumpit*, 80 *si* 81 *ego* 82 *eum*
 83 *es* 84 *irwenden* 85 *ne* 86 *mag*, 87 *noh* 88 *ih*
 83 *ab-hoc* 84 *abducere* 85 *non* 86 *possum*, 87 *neque* 88 *ego*
 89 *noh* 90 *thero* 91 *nohhein*, 92 *then* 93 *ih* 94 *es* 95 *ir-*
 89 *neque* 90 *eorum* 91 *nullus (sic)*, 92 *quem* 93 *ego* 94 *ab-hoc* 95 *ab-*
wenden 96 *mag*, 97 *widhar* 98 *Karle* 99 *imo* 100 *ce*
ducere 96 *possum*, 97 *contra* 98 *Carolum* 99 *ei* 100 *ad*
 101 *follusti* 102 *ne* 103 *wirdit*.
 101 *auxilium* 102 (*négation*) 103 *fit* (p. 40).

Ces deux documents peuvent nous intéresser à deux points de vue : 1° comme monuments de la langue franque à l'époque carlovingienne, soit au neuvième siècle, date de la chronique, soit au dixième siècle, date du manuscrit ; 2° comme moyen de faciliter l'interprétation du texte français des mêmes serments, texte qui est un des plus anciens monuments de la langue française.

Nous allons étudier séparément chacun des mots en nous servant principalement de l'*Althochdeutscher Sprachschatz* de Graff, de l'excellent *Altdeutsches Woerterbuch* de M. O. Schade, des *Paradigmen* de ce dernier et de la grammaire de Grimm, ouvrages auxquels nous croyons en général inutile de renvoyer ultérieurement.

1. IN, *propter*, préposition qui gouverne probablement ici l'accusatif. Sa valeur primitive semble être la même que celle de la préposition latine *in*, mais ici le sens paraît identique à celui qu'a cette préposition en gothique quand elle gouverne le génitif, exemple : *in neithis*, διὰ φθόνου (St. Matthieu, XXVII, 10).

2. GODES, *Dei*, génitif singulier d'un thème masculin en *a*. La flexion est celle de l'ancien haut-allemand, *gotes*, *kotes*, et non celle du gothique *guths*, ni du vieux saxon *godas*. La voyelle primitive *u* du thème a été brisée en *o* comme dans l'ancien haut-allemand, mais les consonnes ont échappé à la seconde substitution comme dans le gothique *guth*, *gud*, et dans l'ancien saxon *god*.

3. MINNA, *amorem*, accusatif singulier d'un thème féminin en *a*, primitivement en *-ja*, *minja*. Ce mot franc est en même temps tout-à-fait vieux-haut-allemand ; il pourrait en cette langue être aussi bien un génitif qu'un accusatif singulier. On le rattache à la racine MAN « penser, » (Pott, *Etym. Forsch.* VI, 117), et il a donné à la langue française les dérivés « mignon, mignard. » Diez, *Woerterbuch*, 2^e édit., II, 365, et M. Littré, dans son *Dictionnaire*, au mot « Mignon, » ont tort de renvoyer au vieux-haut-allemand puisque le mot existait dans la langue franque.

4. IND, *et*. On trouve la même forme au n° 9 et la forme plus complète *indi* aux n°s 23, 45 et 71. La forme *indi* se rencontre en vieux haut-allemand : dans la même langue l'équivalent de *ind* est *int* avec une seconde substitution de la dentale. Cette

seconde substitution n'a pas lieu dans le texte franc, pas plus que dans l'allemand moderne *und* qui a le même sens. La plus ancienne forme de ce mot dans les langues germaniques paraît avoir été *andi*; et dans la langue franque *indi*, *int* ont été précédés par *endi*.

5. *IN*, *propter*; voir le n° 1.

6. *THES*, génitif singulier neutre du pronom dont le nominatif singulier est *sa* en gothique, *dēr* en vieux-haut-allemand, et qui sert d'article ici comme dans cette dernière langue. La forme gothique est *this*. Il y a ici brisement de l'*i* en *ē* comme en vieux-haut-allemand et en vieux saxon. La dentale sourde aspirée du gothique *this* et du vieux saxon *thēs* est conservée, tandis qu'elle est remplacée par la dentale sonore non aspirée dans le génitif vieux-haut-allemand *dēs*.

7. *CHRISTIANES*, *christiani*. Dans ce génitif, comme dans le suivant, la flexion est celle du vieux-haut-allemand *-es* et non *-is* comme en gothique ou *-as* comme en vieux saxon. Remarquons que la flexion *-es* se trouve quelquefois au lieu de la flexion *-as* au génitif singulier en vieux saxon.

8. *FOLCHES*, *populi*, génitif singulier d'un thème neutre en *-a*. La forme est tout à fait celle du haut-allemand. Si le mot existait en gothique on dirait *fulkis* (cf. *fulls*, plein). Il y a donc eu ici, comme en vieux saxon, brisement de l'*u* en *o* et, de plus, seconde substitution de la gutturale, c'est-à-dire changement du *k* en *ch*, ce qui ne s'est produit qu'en vieux-haut-allemand. Cette seconde substitution n'a été conservée ni dans le moyen-haut-allemand ni dans l'allemand moderne *volc*, *volk*.

9. *IND*, *et*; voyez n° 4.

10. *UNSER*, *nostri*, génitif pluriel du pronom de la première personne. La forme gothique est *unsara*. En haut-allemand on a dit d'abord *unsar* puis *unser*, en vieux saxon *user*. La forme franque paraît moins archaïque que la forme gothique ou que la plus ancienne du haut-allemand : elle appartient déjà au moyen haut-allemand et à l'allemand moderne.

11. *BEDHERO*, *amborum*, génitif de *bedhe* (*ambo*). Cette forme se trouve en vieux-haut-allemand; sa dentale est du même degré que celle du gothique *bajoths*, *ambo*, qui pourrait avoir un génitif *bajothaize*. La forme ordinaire du vieux-haut-allemand, comme l'allemand moderne *beide*, *beider*, supprime l'aspiration de la dentale et souvent remplace le *b* initial par un *p* : *pede*,

pedero. Enfin, comme ici, elle change en *r* la sifflante primitive, *z* en gothique pour *s*.

12. GEALTNISSI, *salutem*. Il manque dans ce mot un *h* après la première syllabe : *gehaltnissi*, c'est un accusatif singulier de la déclinaison neutre en *-ja*. La flexion casuelle est commune au gothique, au vieux saxon, au vieux-haut-allemand, mais la dentale a subi la seconde substitution du vieux-haut-allemand. La première voyelle serait de date relativement récente. Le thème se décompose ainsi : *gë-HALT-niss-ja*. *Gë* est pour *gi*, forme affaiblie de *ga[m]* qui est seul usité en gothique et qui paraît identique au latin *cum*. Tel est du moins le système de Grimm (*Gramm.*, II², 733-754), qui a peut-être sur l'origine de l'*ë* des idées trop absolues. *Halt* est la forme en haut-allemand de la racine réduplicative germanique HALD qui a subi ici la seconde substitution. Le verbe *haldan* veut dire : *tenere, servare, custodire*. Le suffixe germanique *-niss-* a été étudié par Grimm, *Gramm.*, II, 322. Rien n'est plus connu que le suffixe secondaire indo-européen *-ja* (Schleicher, *Compendium*, 2^e édition, p. 389-399).

13. FON, *ab*, est une forme apocopée de la préposition *fona* qui appartient au vieux-haut-allemand et qui existe en vieux saxon sous la forme *fana*; elle manque en gothique. C'est elle qu'on écrit *von* en allemand moderne.

14. THESEMO, mieux *thësemo*, *hoc* (littéralement *huic*, car la préposition qui précède gouverne le datif); datif singulier masculin du pronom démonstratif *dëser*, *dësiu*, *diz* (avec seconde substitution de la dentale), qui appartient au vieux-haut-allemand, se trouve sous une forme légèrement différente en vieux saxon, en anglo-saxon et en vieux scandinave et n'existe pas en gothique. En vieux saxon le datif singulier masculin est *thësumu*, en vieux-haut-allemand *dësemu*.

15. DAGE, *die*, littéralement *diei*, datif singulier de *dag[as]*, « jour ». A ce cas, on disait en gothique *daga*, en vieux saxon *daga* ou *dage*; en vieux-haut-allemand, outre les mêmes formes, on en trouve où la seconde substitution des consonnes s'est plus ou moins complètement opérée. On dit aujourd'hui *tag* au nominatif; on a dit *tak*.

16. FRAMMORDES, *deinceps*. La forme gothique est *fram-vairthis*; la forme du serment est, sauf la substitution de la dentale, identique à celle qu'on lit dans Otfried : le *v* de *vairthis*

s'est assimilé à l'*m* antécédent, la voyelle suivante *ai* s'est assimilée à l'*m*, l'*i* s'est brisé en *e*, d'où *frammortes* = *framvërts*. Le second terme s'est conservé à peu près intact dans l'allemand moderne *vor-värts*.

17. So, *tantum* (avec 19. So, *quantum*, pour corrélatif) est vieux-haut-allemand ou vieux saxon, en gothique on dit *sva...* *sve*; voir n° 41.

18. FRAM; *ultra*, est à la fois gothique, vieux-haut-allemand, scandinave et anglo-saxon, mais il paraît manquer en vieux saxon.

19. So, *quantum*, voir n° 17.

20. MIR, *mihi*, datif singulier du pronom de la première personne *Ih*. Encore du vieux-haut-allemand. Le gothique *mīs* a conservé intact l'*s* final changé en *r* en vieux-haut-allemand et en vieux scandinave, supprimé en vieux saxon et en anglo-saxon.

21. Gor, *Deus*, nominatif singulier d'un substantif déjà étudié sous le n° 2. Ici le *t* final a déjà subi la seconde substitution, peut-être par l'influence de l'*s* caractéristique du nominatif, bien que cet *s* ait disparu.

22. GEWIZCI, lisez *gēwissi*, *scientiam*, littéralement *conscientiam*, accusatif singulier du thème féminin *gē-wiss-jā*. Nous avons déjà parlé de la particule *gē* (*cum*) sous le n° 12. *Viss* est issu par assimilation d'une forme plus ancienne *vit-thi*, pour *vid-ti*, dérivée de la racine indo-européenne VID, *scire*, *videre*, au moyen du suffixe *-ti* (Schleicher, *Compendium*, 2^e éd., p. 337). On peut comparer le gothique *Mith-vissei* (*conscientia*), thème *mith-wiss-jān*. La forme *gē* pour *ga* du préfixe est le seul obstacle à ce que *gēwizci* puisse être un mot gothique.

23. INDI, voy. le n° 4.

24. MADH, *potestatem*, acc. sing. du thème féminin *madhi*, en gothique, en vieux saxon, en vieux haut-allemand *mahti*. La forme franque primitive de ce thème a dû être *macthi*¹; comparez *Dago-bercthus* avec aspiration de la dentale de *bercthus*, au lieu de la gutturale, contrairement à la règle générale des langues germaniques; le *c* est tombé ultérieurement, com-

1. Provenant du primitif *mag-ti*, cf. Curtius, *Griechische Etymologie*, 2^e édit., p. 299.

parez *Dago-berthus*, et de *mac-thi*, il est resté *ma-thi* ou *ma-dhi*. Nous repoussons donc la correction *maht*, proposée par Grimm, et croyons reconnaître ici une forme spéciale à la langue franque.

25. FURGIBIT, *concedit*, 3^e pers. du sing. du présent de l'indicatif du verbe *fur-giban*. La forme gothique serait *faur-giban*, et à la 3^e pers. du sing. du présent de l'ind. *faur-gibith*, en vieux-haut-allemand, si l'on pratiquait pour toutes les explosives la seconde substitution et si l'on exécutait le brisement de l'*u* en *o* et du premier *i* en *ë* on aurait *for-këpan*, *for-këpit*. Dans *fur-gibit*, il n'y a aucun brisement de voyelle, et des trois explosives une seule a été atteinte par la seconde substitution. Mais il y a de nombreux exemples analogues en haut-allemand.

26. So, *sic*, voir le numéro 17.

27. HALD-ih, pour *haldo-ih*, *servo-ego*, première pers. du sing. du présent de l'indicatif du verbe *haldan* dont il a déjà été question sous le n° 12. Ici la dentale gothique a été conservée et la seconde substitution n'a pas eu lieu. *Ih* est le nominatif singulier du pronom de la première personne. La consonne *a* subi ici la seconde substitution caractéristique du haut-allemand; comparez le gothique *ik*, le vieux saxon *ic* et le franc archaïque *éc* dans l'*Abrenunciatio* (en latin *ego*).

28. TESAN, (mieux *tësan* ou même probablement *thësan*), *hunc*, accusatif singulier masculin du pronom *dëser*, *dësiu*, *diz*, déjà étudié sous le n° 14. La forme ordinaire de l'accusatif de ce pronom est *dësan* en vieux haut-allemand, *thësan* en vieux saxon.

29. MINAN (mieux *mînan*), *meum*, accusatif singulier masculin du pronom possessif de la première personne du singulier. *Mînan* pourrait être vieux saxon comme vieux-haut-allemand; en gothique on dit *meinana*.

30. BRUODHER, *fratrem*, accusatif singulier de *bruodher* qui pourrait être à la fois vieux saxon et vieux-haut-allemand, la forme gothique est *bróthar*; on la trouve comme *bruodher* en vieux saxon; et, dans le vieux-haut-allemand, la forme qui donne le plus complètement les caractères de ce dialecte est *pruodar*. Dans *bruodher* les consonnes sont au même degré de substitution qu'en gothique, mais le vocalisme est tout différent : *uo* tient lieu de *ô*, *e* de *a*.

31. Soso, *ut*, conjonction, est en vieux-haut-allemand l'équivalent du gothique *sva-sve*; voir n° 17.

32. MAN, *homo*, nominatif singulier vieux-haut-allemand et probablement vieux saxon, en gothique *manna*.

33. MIT, *cum*, préposition, en gothique *mith*, en vieux-saxon *mid*; ici la seconde substitution a eu lieu.

34. REHTU, mieux *rēhtu*, instrumental singulier du thème neutre *rēht* commun au vieux-saxon et au vieux-haut-allemand. L'équivalent gothique de *rēhtu* serait *raihta*, datif singulier neutre de l'adjectif *raihts* (ðīxauos). On sait que le gothique n'a pas d'instrumental.

35. SINAN, *suum*, accusatif singulier du pronom possessif de la 3^e pers. du singulier; forme analogue à celle du pronom possessif de la première personne, n° 29.

36. BRUODHER, *fratrem*, n° 30.

37. SCAL, *dēbet*, troisième personne du sing. du présent de l'indicatif du verbe *sculan*. *Scal* pourrait être à la fois gothique, vieux-saxon et vieux-haut-allemand.

38. IN, *in*, voir n° 1. Cette proposition gouverne ici l'instrumental.

39. THIU, *eo*, instrumental singulier neutre du pronom démonstratif qui sert en même temps d'article (voir n° 6). La forme ordinaire en vieux-haut-allemand est *diu* avec la seconde substitution.

40. THAZ. Nominatif-accusatif singulier neutre du même pronom, qui en vieux-haut-allemand et en vieux-saxon sert de pronom relatif et qui est employé ici comme conjonction. L'équivalent gothique est *thata*. Dans *thaz* la première consonne est restée intacte; la deuxième a subi la seconde substitution.

41. ER, mieux *ēr*, *ipse*, nominatif singulier du pronom de la troisième personne en vieux-haut-allemand; on dit *is* en gothique, *hē* en vieux-saxon. La forme gothique est la plus ancienne; ici il y a brisement de l'*i* en *ē* et rhotacisme.

42. MIG, *mihi*, littéralement *me*, accusatif singulier du pronom de la première personne. La forme est gothique est *mik*, en vieux-haut-allemand *mih*. La gutturale a été primitivement douce et la forme originaire paraît avoir été *mam-ga* (Schleicher, *Compendium*, 2^e édit., p. 645). Cette gutturale n'aurait pas subi la première substitution dans la langue franque.

43. SOSOMA, *idem*. Grimm propose de corriger *so-sama*,

littéralement *sic-similiter*. Ces deux adverbes existent à la fois en gothique, en vieux-haut-allemand et en vieux-saxon.

44. *DUO*, *faciat*, 3^e pers. du sing. du présent du subjonctif du verbe dont l'infinitif est *tuon* en vieux-haut-allemand. On dit *tuoe*, *faciat*, en vieux-haut-allemand; *tuo*, en moyen-haut-allemand. Ici la seconde substitution n'a pas eu lieu non plus que dans le vieux-saxon *duan* ou *duon*, *facere*, ni que dans certains textes écrits en dialecte vieux-haut-allemand.

45. *INDI*, *et*, voir n° 4.

46. *MIR*, *cum*, voir n° 33. Ici cette proposition gouverne l'accusatif.

47. *LUDHEREN*, *Lothario*, littéralement *Lotharium*, accusatif du nom propre masculin *Ludher*. La forme régulière en vieux-haut-allemand devrait être nom. *Lodhar*, acc. *Lodharan*; la forme latinisée de l'époque mérovingienne est au nominatif *Chlothacharius*, à l'accusatif *Chlothacharium*.

48. *IN*, *in*, voy. n° 1. Ici cette préposition gouverne l'accusatif.

49. *NOHH-EINIU*, *nullis*, littéralement *nulla*, accusatif pluriel, neutre de *Nohh-ein*, mot composé. Le premier terme *nohh* est vieux-haut-allemand : on dit en gothique *nih*, en vieux-saxon *nec*, c'est le latin *neque*. Le second terme est le premier des nombres cardinaux.

50. *THING*, *rebus*, littéralement *res*, accusatif pluriel d'un substantif neutre dont nous avons ici la forme saxonne; la forme régulière en vieux-haut-allemand est *dinc*.

51. *NE*, mieux *nē*, forme en vieux-haut-allemand et en vieux-saxon de la particule négative germanique *ni* qui existe seule en gothique.

52. *GEGANGO*, *coeo*, première personne du singulier du présent de l'indicatif du verbe composé *gē-gangan*. Nous avons déjà, au n° 12, parlé de la particule *gē*, *cum*. On dit à la première personne du présent de l'indicatif *gagga* en gothique, *gangu* en vieux-haut-allemand et en vieux-saxon; *gango* est la forme franque. -O est dans la langue franque la flexion de la première personne du singulier du présent de l'indicatif : J. Grimm l'a établi (*Geschichte der Deutschen Sprache*, 3^e édit., p. 331). Ici dans la première édition donnée par M. Pertz on lisait *ge-ganga*. J. Grimm, convaincu qu'il avait un texte vieux-haut-allemand sous les yeux, a proposé de rem-

placer l'a final par un *u*, *gë-gangu*. Cette correction doit être rejetée comme la leçon fautive *ge-ganga*.

53. *THE*, *quae*, nominatif pluriel neutre du pronom relatif, qui est identique au pronom démonstratif employé plus haut comme article, voir n° 6, 39 et 40. La forme correspondante est en gothique *thō*, en vieux-haut-allemand *diu*, et en vieux-saxon *thiu*.

54. *MINAN*, mieux *mīnan*, *meam*, littéralement *meum*, voy. n° 29.

55. *WILLON*, *voluntatem*, accusatif singulier du substantif masculin dont le thème est *willon* et le nominatif singulier *willo*. Ce substantif est à la fois vieux-saxon et vieux-haut-allemand. Il y a une variante *willjo*, à laquelle correspond le gothique *vilja*. L'accusatif *willon* pourrait être à la fois vieux-haut-allemand et vieux-saxon.

56. *IMO*, *ei*, datif singulier du pronom de la troisième personne *ēr* n° 41. La forme *imo* appartient au vieux-haut-allemand. On dit *imma* en gothique, *imu* en vieux-saxon.

57. *CE*, prononcez *sē*, *ad*, préposition qui gouverne le datif. La forme de cette préposition est en vieux-haut-allemand *za*, *zi*, *zē*; en vieux-saxon *tī*. Il y a ici comme en vieux-haut-allemand seconde substitution de la dentale.

58. *SCADHEN*, *damnum*, datif singulier du thème *scadhon*, nom. sing. *scadho*, la forme franque la plus ancienne de ce datif a été probablement *scathani*. *Scadhen* est une forme affaiblie qui pourrait appartenir au vieux-saxon; la plus ancienne forme du haut-allemand paraît avoir été *scadin* affaibli ensuite en *scaden*.

59. *WERHEN*, mieux *wërdhen*, *fiant*, 3^e personne du pluriel du présent du subjonctif du verbe *wërdhan*. La forme gothique correspondante en *vairthaina*; *werdhen* est à la fois vieux-haut-allemand et vieux-saxon.

60. *OBA*, *si*. La forme la plus ancienne de cette particule paraît être *iba* qui se trouve en gothique (avec une valeur interrogative), et en vieux haut-allemand. *Oba* est une forme secondaire de ce dernier dialecte. On dit *ēf* en vieux-saxon.

61. *KARL*, *Carolus*. La forme caractéristique du vieux haut-allemand est *charal*, avec la seconde substitution, bien que cette seconde substitution n'ait pas toujours lieu.

62. *THEN*, mieux *thēn*, accusatif singulier masculin de l'ar-

ticle (Voir n° 6, 39, 40 et 53), en gothique *thana*, en vieux-saxon *thēna*, en vieux-haut-allemand *dēn* avec la seconde substitution qui n'a pas eu lieu ici et avec suppression de la voyelle finale qui ici s'est opérée.

63. *EM*, *sacramentum*, accusatif singulier masculin, en gothique *aith*, en vieux-saxon *ēth*, *éd*. En vieux-haut-allemand la forme qu'on trouve est comme ici *eid*.

64. *THEN*, mieux *thēn*, *quod*, littéralement *quem*, accusatif singulier masculin du pronom démonstratif qui sert à la fois d'article et de pronom relatif (voir n° 62 et 53).

65. *ER*, mieux *ēr*, *ipse*, voir n° 41.

66. *SINEMO*, mieux *sīnemo*, *suo*, datif singulier du pronom possessif de la 3^e personne du singulier dont il a été déjà question sous le n° 35. Le datif singulier masculin de ce pronom est en gothique *seinamma*, en vieux-saxon *sīnumu*, en vieux-haut-allemand *sīnemu* ou *sīnemo* comme ici.

67. *BRUDHER*, *fratri*, datif singulier d'un substantif déjà étudié sous les n° 30, cf. 36. Le datif gothique est *brōthir*, avec suppression de la dernière voyelle qui est ici conservée comme en vieux-haut-allemand.

68. *LUDHUWIGE*, datif du nom propre *Ludhu-wig*, *Chlodovechus* ou *Chlotho-vechus* dans les textes latins de l'époque mérovingienne. La flexion du datif, *-e*, appartient aussi au vieux-haut-allemand et au vieux-saxon. La flexion gothique est *-a*.

69. *GESUOR*, mieux *gē-suor*, *juravit*, plus littéralement *con-juravit*, 3^e personne du singulier du parfait indicatif du verbe composé *gē-swaran* ou *gē-swarjan*. Le simple se dit en gothique *swaran*, en vieux-saxon *swerjan* en vieux-haut-allemand *swarjan* ou *swerjan*. Il appartient à la 7^e conjugaison de Grimm; de plus son suffixe, *ja* en vieux-haut-allemand et en vieux-saxon, le rattache à la catégorie de verbes dont les grammairiens indiens ont fait leur 4^e classe. En vieux-haut-allemand le parfait de ce verbe est *swuor*, ordinairement écrit *suuor*, en gothique *svōr*.

70. *GELEISTIT*, ou mieux *gē-leistit*, *observat*, littéralement *con-sequitur*, 3^e p. du sing. du présent de l'indicatif du verbe *gē-leistjan*. Le simple se dit *laistjan* en gothique, *lēstjan* en vieux-saxon, deux langues où il signifie « suivre ». En vieux-haut-allemand il veut dire « accomplir », et on le trouve sous la

forme *leisten* pour *leistjan*. La flexion est la même que celle de *fur-gibit*, n° 25.

71. INDI, *et*, voir n° 4.

72. LUDHUWIG, nominatif de *Ludhuwoige*, n° 68.

73. MÎN, *meus*, nominatif de *mînan*, n° 29 et 54.

74. HERRO, *dominus*, nom. sing. du thème masculin *herran* qui appartient au vieux-saxon et au vieux-haut-allemand; en vieux frison *hêra*. *Herro* paraît être une contraction de *hêriro*, comparatif de *hêr*, élevé. L'équivalent gothique, serait, s'il existait, *haiziza*. Il y a ici rhotacisme.

75. THEN; *quod*, littéralement *quem*, voir n° 62.

76. ER, *ipse*, voir n° 41 et 65.

77. IMO, *ei*, datif singulier masculin en vieux-haut-allemand du pronom *ër*; en gothique ce datif est *imma*.

78. GESUOR, *juravit*, voir n° 69.

79. FORBRIHCIT, *rumpit*, 3^e personne du singulier du présent de l'indicatif du verbe composé *for-brihchan*. Nous avons déjà parlé sous le n° 25 de la préposition *fur* dont l'*u* est ici brisé en *o*, et de la flexion personnelle dont la dentale a subi la seconde substitution. La forme gothique de l'infinitif est *brikan*., en vieux-saxon *brëcan*; en vieux-haut-allemand la forme la plus caractéristique est *prëchan*, avec seconde substitution des deux consonnes et brisement de l'*i* en *ë* : ici l'*i* est resté : la gutturale seule a été atteinte par la seconde substitution.

80. OB, *si*, forme apocopée de *oba*, n° 60.

81. IH, *ego*, voir n° 27.

82. INAN, *eum*, accusatif singulier masculin du pronom *ër*. Cette forme appartient au vieux-haut-allemand. L'équivalent gothique et vieux-saxon est *ina*.

83. ES, mieux *ës*, *ab eo*, littéralement *ejus*; génitif singulier masculin du pronom *ër*. Ce génitif est vieux-haut-allemand : on dit, sans brisement de l'*i* en *ë*, *is* en gothique et en vieux-saxon.

84. IRWENDEN, mieux *ir-wenden*, *abducere*, infinitif d'un verbe composé. *Ir* est l'équivalent du gothique *us*, *ex*, qu'il ne faut pas confondre avec le vieux-haut-allemand *ûz*, aujourd'hui *aus*, identique à l'anglais *out*. Il y a ici rhotacisme. Le verbe simple est *vandjan* en gothique, *wendjan* en vieux-saxon. La forme *wenden* appartient au vieux-haut-allemand : l'*e* de la 1^{re}

syllabe est assimilé au *j* de la 2^e, mais la dentale n'a pas subi la seconde substitution.

85. NE, mieux *nē*, *non* appartient à la fois au vieux-haut-allemand et au vieux-saxon : on dit en gothique *ni*.

86. MAG, *possum*, 3^e personne du sing. du présent de l'indicatif du verbe *magan*; en vieux-haut-allemand cette personne se dit *mac* avec la 2^e substitution, ou *mag* comme en gothique et comme ici.

87. NOH, *neque*, voir n° 49.

88. IH, *ego*, voir n°s 27 et 81.

89. NOH, *neque*, voir n°s 49 et 87.

90. THERO, mieux *thëro*, *eorum*, génitif pluriel masculin du pronom démonstratif qui sert à la fois d'article et de pronom relatif : en gothique *thize*, sans brisement de l'*i* en *ë* et sans rotacisme ; en vieux-haut-allemand *dëro*, et en vieux-saxon comme ici *thëro*.

91. NOHHEIN, mieux *nohh-ein*; *nullus*, nominatif singulier masculin d'un mot composé déjà étudié sous le n° 49.

92. THEN, *quem*, voir n° 75.

93. IH, *ego*, voir n°s 27 et 81, 88.

94. ES, *ab-hoc*, littéralement *ejus*, voir n° 83.

95. IRWENDEN, *abducere*, voir n° 84.

96. MAG, *possum*, voir n° 86.

97. WIDHAR, *contra*, préposition gouvernant ici le datif, gothique *vithra*, vieux saxon *withar*, vieux-haut-allemand *vidar*, *widhar*, *withar*.

98. KARLE, *Carolus*, littéralement *Carolo*, datif de *Karl*, voir n° 61.

99. IMO, *ei*, voir n°s 56 et 77.

100. CE, *ad*, voir n° 57.

101. FOLLUSTI, *auxilium*, accusatif singulier d'un thème féminin *fol-lust-jâ*, *fol-leist-jâ*. *Fol*, d'abord *ful*, veut dire *plene*, *folch* en dérive (voir n° 8). *Leist-ja*, comme thème verbal, signifiant *sequi*, a déjà été étudié sous le n° 70. La forme gothique de l'accusatif serait en gothique *ful-laistja*, en vieux-saxon *ful-lêstî*, *ful-listî* : celle qui se trouve ici pourrait se trouver dans un texte vieux-haut-allemand.

102. WIRDIT, *fit*. 3^e personne du singulier du présent de l'indicatif du verbe *werdhen*, n° 59, a pour sujet *nohh-ein*, n° 91.

Voici les mots rangés par ordre de formes grammaticales.

NOMS.

1° Thèmes masculins en *-a*.

Singulier.

Nominatif, *Got*, 21; *Karl*, 61; *Ludhuwig*, 72;

Génitif, *Godes*, 2;

Datif, *Dage*, 15; *Ludhuwige*, 68; *Karle*, 98;

Accusatif, *Eid*, 63;

Instrumental, *Rëhtu*, 34.

2° Thème masculin en *-ja*.

Singulier.

Accusatif, *Ludheren* (nom propre), 47.

3° Thème féminin en *-a*.

Singulier.

Accusatif, *Minna*, 3.

4° Thèmes féminins en *-ja*.

Singulier.

Accusatif, *gewizci*, 22; *follusti*, 101.

5° Thèmes neutres en *-a*.

Singulier.

Génitif, *Folches*, 8.

Pluriel.

Accusatif, *Thing*, 50.

6° Thème neutre en *-ja*.

Singulier.

Accusatif, *Gëaltnissi*, 12.

7° Thème féminin en *-i*.

Singulier.

Accusatif, *Madh*, 24.

8° Thèmes anomaux.

Singulier.

Nominatif, *Man*, 32.

Datif, *Bruodher*, 67;

Accusatif, *Bruodher*, 30, 36.

9° Thèmes masculins faibles.

Singulier.

Nominatif, *Herro*, 74.

Accusatif, *Willon*, 55; *Scaden*, 58.

PRONOMS PERSONNELS.

1° Première personne.

Singulier.

Nominatif, *Ih*, 27, 81, 88.Datif, *Mir*, 20.Accusatif, *Mig*, 42.

Pluriel.

Génitif, *Unser*, 10.

2° Troisième personne.

Singulier masculin.

Nominatif, *Er*, 41, 65, 76, 93.Génitif, *Es*, 83, 94.Datif, *Imo*, 56, 77, 99.Accusatif, *Inan*, 82.

PRONOMS POSSESSIFS.

1° Première personne.

Singulier.

Nominatif, *Mîn*, 73;Accusatif, *Mînan*, 29, 54.

2° Troisième personne.

Singulier.

Datif, *Sinemo*, 66.Accusatif, *Sînan*, 35.

PRONOMS DÉMONSTRATIFS.

1° Celui qui correspond à l'allemand moderne *der, die, das*.

Masculin singulier.

Accusatif, *Then*, 62, 64, 75, 92.

Masculin pluriel.

Génitif, *Thëro*, 90.

Neutre singulier.

Génitif, *Thës*, 6.Accusatif, *Thaz*, 40;Instrumental, *Thiu*, 39.

Neutre pluriel.

Nominatif, *The*, 53.2° Celui qui correspond à l'allemand *dieser*.

Masculin singulier.

Datif. *Thësemo*, 14.Accusatif, *Tësan*, 28.

NOMS DE NOMBRE.

Nominatif singulier masculin, *Nohh-ein*, 91.Accusatif pluriel neutre, *Nohh-einiu*, 49.Génitif masculin pluriel, *Bedhero*, 11.

VERBES.

Conjugaison forte.

Indicatif.

Présent.

Sing. 1^e p. *Hald-ih*, 27; *Gëgango*, 25.3^e p. *Furgibit*, 25; *Forbrihchit*, 79; *Wirdit*, 103.

Parfait.

Sing. 3^e p., *Gësuor*, 69, 78.

Subjonctif.

Présent.

Pl. 3^e p. *Wer[d]hen*, 59.

Conjugaison faible.

Indicatif.

Présent,

Sing. 3^e p., *Gëleistit*, 70.

Infinitif.

Irwenden, 84, 95.

VERBES ANOMAUUX.

Indicatif.

Présent.

Sing. 3^e p. *Scal*, 37; *Mag*, 86, 96.

Subjonctif.

Présent.

Sing. 3^e p. *Duo*, 44.

PRÉPOSITIONS.

1^o prépositions proprement dites.*Ce*, 57, 100.*Fon*, 13.*In*, 1, 5, 38, 48.

Mit, 33, 46.

Widhar, 97.

2° particules préfixes.

For, 71; *Fur*, 25.

Gë, 12, 22, 52, 69, 70, 78.

Ir, 84, 95.

ADVERBES.

Fram, 18.

Erammordes, 16.

Në, 51, 85, 102.

Noh, 87, 89; *Nohh*, 49, 91.

Sosoma, 43.

CONJONCTIONS.

Oba, 60; *Ob*, 80.

Indi, 23, 71; *Ind*, 4, 9.

So, 17, 19, 26; *soso*, 31.

Le vocalisme est en général celui du vieux-haut-allemand.

L'*a* bref conservé dans nombre de racines et dans la dernière syllabe de *widhar*, 97, s'affaiblit en *e* dans la dernière syllabe de *unser* pour *unsar*, 10, et de *Bruodher*, pour *Brothar*, 30, 36, 67, de *Ludhuwige*, 68, *Karle*, 98, pour *Ludhuwiga*, *Karla*, de *wenden* pour *vandjan*, s'assimile à l'*i* de la syllabe suivante dans *Ludheren* (*Lotharium*), 47, dans *wenden* de *vandjan*, 84, 95.

L'*i* bref conservé dans les premières syllabes *Minna*, 3, *widhar*, 97, *wirdit*, 103, etc., se brise en *ë* dans *thes*, 6, *christianes*, 7, *Folches*, 8, *bedhëro*, 11, *thësemo*, 14, *frammordes*, 16, *tësan*, 28, *Rëhtu*, 34, *ër*, 41, 65, 76, *ës*, 83, *thëro*, 90, *wër[d]hen*, 59, *në*, 85, 102.

L'*u* bref conservé dans *furgibit* se brise en *o* dans *Godes*, 2, *Folches*, 8, *Got*, 21, *forbrihchit*, 79.

L'*â* long primitif, en gothique *ô*, devient *uo* dans *Bruodher*, 30, 36, 67, et dans *gesuor*, 69, 78; *e* dans *Scaden*, 58, et reste *ô* dans *Willon*.

L'*â* long primitif, en gothique *ê*, devient *ô* dans *bedhëro*, 11, et *thëro*, 90.

L'*ai* primitif et gothique devient: 1° *ei* dans *einiu*, 49; *ein*,

91; *Eid*, 63; *gēleistit*, 70; 2° *é* dans *Herro*, 74; *bedhero*, 11; *wër[d]hen*, 59. L'*ai* primitif, gothique *ei*, devient *i* dans *mīnan*, 29, 54; *sīnan*, 35; *sīnemo*, 66; *mīn*, 73.

Les consonnes gothiques sont conservées dans beaucoup de circonstances :

Le *b* dans *bedhero*, 11, *furgibit*, 25, *Bruodher*, 30, 36, 67;

Le *d* dans *Godes*, 2; *Dage*, 15; *hald-ih*, 27; *duo*, 44; *wenden*, 84, 95;

La dentale aspirée dans : 1° *thēs*, 6; *thēsemo*, 14; *thiu*, 39; *thaz*, 40; *Thing*, 50; *the*, 53; *then*, 62, 64, 75; *thero*, 90; — 2° *bedhero*, 11; *Bruodher*, 30, 36, 67; *Ludheren*, 47; *Ludhuwige*, 68; *Ludhuwig*, 72; *widhar*, 97;

Le *g* dans *Godes*, 2; *Ge[h]altnissi*, 12; *Dage*, 15; *Got*, 21; *furgibit*, 25; *Thung*, 50; *gēgango*, 52; *Ludhuwige*, 68; *Ludhuwig*, 72; *mag*, 85;

Le *k* dans *Karl*, 61; *Karle*, 98.

Toutefois on trouve dans quelques mots les consonnes caractéristiques du haut-allemand :

Le *t* dans *Gēaltnissi*, 12; *Got*, 21; *mit*, 33, 46; et dans les désinences de toutes les troisièmes personnes du présent de l'indicatif;

Le *d* dans *Eid*, 63; et *wirdit*, 103;

Le *z* dans *Thaz*, 40.

La gutturale spirante dans *Folches*, 8; *forbrihchit*, 79; *Ih*, *ih*, 27, 81, 88.

L'*r* [= *s*] dans *bedhero*, 11; *mir*, 20; *ēr*, 41, 65, 76; *Herro*, 74; *ir*, 84; *thëro*, 90.

Il y a deux circonstances où les consonnes sont tout à fait étrangères au haut-allemand et conformes aux lois caractéristiques de la langue franque.

La langue franque échappait quelquefois à la première substitution des consonnes. Grimm (*Geschichte der Deutschen Sprache*, 3^e éd., p. 377 et 380) l'a observé pour le *d* et la gutturale aspirée primitifs; de là la forme *mig*, 42, pour l'accusatif singulier du pronom de la première personne, au lieu de *mik* gothique et de *mih* allemand.

La langue franque aspirait dans le groupe *ct* la seconde consonne au lieu de la première, et souvent la première disparaissait : de là *Madh*, 24, accusatif singulier du thème *Madhi*.

Deux flexions donnent lieu à une observation analogue.

Gegango est une première personne du singulier de l'indicatif dans la langue franque. En vieux-haut-allemand l'*o* final serait remplacé par un *u*.

Enfin le nominatif-accusatif pluriel neutre *thê*, à côté du gothique *tho* et du vieux-haut-allemand *diu*, est probablement une forme franque.

Si nous possédions l'original de Nithard ou une copie écrite à la même date par un scribe franc, les formes franques seraient probablement plus nombreuses. Malheureusement l'unique manuscrit que nous ayons est postérieur d'environ un siècle à l'époque où le serment fut prêté et pour la première fois écrit. Quand, au x^e siècle, le manuscrit de Nithard de la Bibliothèque nationale a été exécuté, la confusion entre la langue franque et le vieux-haut-allemand était ou entière ou à peu près complète, et naturellement le scribe a dû rapprocher de la langue de son temps le texte plus ancien qu'il copiait.

Grimm a annoté le texte donné par M. Pertz dans la première édition, et il propose un certain nombre de corrections qui en font à peu près un texte haut-allemand régulier. S'il avait eu sous les yeux le texte de la seconde édition, il aurait probablement agi d'une manière différente.

Ainsi M. Pertz avait écrit *geganga* le n^o 52, qui est aujourd'hui *gegango*, et Grimm aurait reconnu dans *gegango* la flexion signalée par lui comme celle de la première personne du singulier du présent de l'indicatif dans la langue franque : au lieu de *geganga* il a proposé de lire *gegangu*. M. Pertz avait écrit *wirdhic* le n^o 103 aujourd'hui *wirdit*, et Grimm avait cru devoir corriger *wirdhu*, ce qui mettait deux premières personnes du singulier du présent de l'indicatif vieux-haut-allemand dans ce texte qui n'en contient pas une seule.

Les deux flexions altérées à tort par M. Pertz dans sa première édition et rétablies dans la seconde étaient données exactement dans les éditions françaises du xvii^e et du xviii^e siècle. M. Pertz en se corrigeant ne signale pas ce fait qu'il a sans doute considéré comme trop peu important, mais qui montre que si nos vieux livres ont souvent besoin d'être rajeunis, ils ne sont pas encore tout à fait méprisables.

P. S. — Depuis que ces lignes sont écrites, un ami qui a bien voulu collationner avec le manuscrit le texte donné par M. Pertz m'a indiqué deux corrections.

Au n° 53, il faut lire *zhe* au lieu de *the*, ce qui semble indiquer que le *th* franc avait un son analogue à celui du *th* anglais. On peut comparer *Chagli-berctius*, nom franc qui figure à l'ablatif *Chagli-berctio*, dans un diplôme de l'année 658 (Tardif, *Monuments historiques*, n° 14, l. 4). Le second terme de ce nom est ordinairement écrit *bercthus*. Le *th* de *bercthus*, remplacé par *ti* dans *berctius*, y avait évidemment un son voisin du son sifflant de l'*s* ou du *z*. Comparez le bas-latin *mittio* pour *misso* dans les formules IX et CCCCLV de M. de Rozière (*Recueil général des formules*, p. 10 et 557).

Au n° 103 il faut lire *wirdhit* et non *wirdit*. Ainsi l'aspiration de la première dentale est conservée dans ce mot comme en gothique.

H. D'A. DE J.



NOUVELLES PREUVES

DE L'HISTOIRE DE CHYPRE.



I

SUPPLIQUE DU CONNÉTABLE DE CHYPRE PIERRE DAVILA AU DOGE DE VENISE.

« Mon siège est fait, » aurait répondu insouciamment l'abbé de Vertot en refusant, dit-on, des documents qui l'obligeaient, pour être véridique, à recommencer sur nouveaux frais son récit de la prise de Rhodes. Les documents qu'on lui proposait n'avaient peut-être pas grande valeur ; quelque intérêt privé se cachait sans doute, dans cette offre, sous les dehors d'un pur dévouement à la fidélité historique ; néanmoins la fin de non-recevoir qu'il opposa à l'insistance de son correspondant sera toujours rappelée au compte de l'historien des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, plutôt comme un reproche que comme un trait d'esprit. Nul écrivain sérieux et sincère ne doit mettre, en effet, en balance un surcroît de labeur ou d'attente avec le désir d'arriver à une exposition plus vraie ou à une plus juste appréciation des événements qu'il s'est chargé de raconter.

Mais, à un autre point de vue, le mot de Vertot est bon, juste et d'une nécessaire application. Il vient un moment dans la recherche des matériaux destinés à servir de base à une histoire critique et authentique, où il faut savoir s'arrêter, sous peine de ne savoir jamais rien terminer. Qui n'aimerait à poursuivre indéfiniment dans le champ sans limite des archives et des bibliothèques le nouveau et l'inédit ? Recueillir ce que d'autres ont pu ignorer ou méconnaître ; expliquer des questions obscures, compléter et préciser des détails, c'est la distraction et le facile du métier. Il y a même dans ce labeur patient et aride en apparence un charme

et un attrait que ne peuvent soupçonner ceux qui n'y ont pas goûté. La vies'y passerait sans fatigue et sans ennui. Mais, quand la moisson paraît suffisante, quand l'ensemble du plan est assez nettement arrêté, il faut résolument se mettre à l'œuvre essentielle et employer les matériaux assemblés, sans renoncer à utiliser ceux que l'avenir peut fournir encore.

Après avoir réuni en deux volumes un choix de documents qui augmentaient les éléments diplomatiques déjà connus de l'histoire de l'île de Chypre, sous le règne des rois Latins, nous avons publié la première partie de cette histoire. C'est le siècle des croisades de Philippe-Auguste et de saint Louis. Nous espérons qu'il nous sera permis de donner un jour la suite et la fin de notre récit, plus particulières aux Lusignans, qui s'étendent de la prise de Saint-Jean-d'Acre à l'abdication de Catherine Cornaro, la dernière héritière des rois de Chypre. En attendant, nous recueillons et livrons à la publicité quelques documents venus de sources diverses, où se trouvent des témoignages nouveaux sur des faits considérables de l'histoire politique, et sur des particularités dignes d'intérêt.

Ce sera une nécessité pour nous de renvoyer souvent aux volumes déjà parus de notre histoire, afin de ne point répéter ici ce qu'il est utile de savoir des événements ou des personnages auxquels ces documents se rapportent.

1480, 9 Octobre, à Venise.

Pierre Davila¹, connétable de Chypre sous le roi Jacques le Bâtard, retenu alors à Venise, demande au Conseil des Dix la permission de se retirer avec sa famille en Espagne, sa patrie, en conservant la jouissance des biens qu'il avait reçus en Chypre du roi Jacques, eu égard à son dévouement pour le roi Jacques et la reine Catherine Cornaro, et aux dispositions favorables qu'il a toujours témoignées à l'égard de la seigneurie de Venise durant les derniers événements.

Venise. Archiv. générales. Conseil des Dix. *Filsa* 1.
Papiers très-altérés.

1. Pierre Davila était un des Espagnols que Jacques II de Lusignan appela en Chypre et promu aux plus hautes dignités pour s'en faire un parti contre l'ancienne noblesse de l'île, lorsqu'il s'empara du trône sur Charlotte de Lusignan, sa sœur, héritière légitime du roi Jean II. Voy. notre *Hist. de Chypre*, t. III, p. 359, 364, 394.

Événements rappelés dans la Supplique. — I. Mort du roi Jacques le Bâtard (6 juillet 1473). Le Connétable engage les Chypriotes à demeurer fidèles à Catherine Cornaro. — II. Difficultés au sujet du Testament du roi. Davila s'en remet à la décision de l'autorité vénitienne, qui déclare que les exécuteurs testamentaires du roi doivent être gouverneurs du royaume. — III. Soulèvement de Famagouste. Meurtre d'André Cornaro, oncle de la reine (15 novembre 1473). Davila, alors malade à Nicosie, se rend à Famagouste, malgré les partisans de la révolte. Il voit la reine et ne peut lui parler qu'en présence des conjurés. — IV. Il obtient des rebelles la restitution des forteresses de Cérines, Paphos et Limassol. Moyen qu'il emploie pour soustraire la personne de la reine à la surveillance des rebelles. — V. Davila, voulant prévenir les projets que les chefs de la conjuration pouvaient former contre lui, prend le parti de les attaquer au moment où, suivant l'usage, ils se rendaient le dimanche à la Cour pour saluer la reine. Il se concerte à cet effet avec Pascal Pisani et Victor Soranzo, mouillés dans la rade de Famagouste. Les conjurés, prévenus sans doute des dispositions de Davila, ne se rendent pas à la Cour. Saplan y vient seul. Les conjurés s'éloignent de Famagouste, en abandonnant tout projet de résistance. La reine est rendue à la liberté. — VI. Davila informe Soranzo de la fuite des rebelles, et l'invite à faire débarquer ses troupes. De concert avec le comte d'Edesse et le comte de Tripoli, il convoque les officiers vénitiens à un festin. Il offre de se remettre en leur main, au nom de la Seigneurie de Venise, et du consentement de la Haute-Cour de Chypre, de la garde des forteresses du royaume. — VII. Monnaies battues par André Cornaro, au nom de Catherine Vénitienne, rejetées par l'archevêque de Nicosie. — VIII. Combien Davila a été favorable aux Vénitiens, tant à l'époque de la reine Charlotte de Lusignan qu'au moment où les auxiliaires Sarrasins voulaient s'emparer de l'autorité dans l'île, comme durant les derniers événements. — IX. Davila, en invoquant ces souvenirs, supplie le Conseil de l'autoriser à se retirer en Espagne avec ses biens et sa famille.

*Serenissimo Principo, excelsa et illustrissima signoria, etc.*¹

I. Humelmente supplica el vostro fidelissimo servitor, Piero Davila, contestabile del regno de Cypri. Con cio sia che per esser sempre sta consueto che la signoria vostra, come benigna et gratiosa, vedere volentiera aldir e favorir i suo fidelissimi servitori

1. Ainsi à l'original. La supplique est séparée en paragraphes. Nous y ajoutons les numéros.

benmeriti del stado de quella, confidenter exponerò el caso et meriti mei, et honestissima mia dimanda, cum questa brevità possibile mi sarra, supplicando vostra serenità non li sia tedio l'aldir, benchè la scrittura sia proluxa.

Nel tempo di la bona memoria del mio signor re Çacho continuamente, io Piero Davila, conversava con vostri bagli e zentilhomini che praticavano et se atrovavano in quel regno; aquelli dando sempre ogni auxilio et favor a mi possibile, non per altra caxon che per la fede e devotion io havea al stado vostro, come quella potria intendere da li magnifici misser Piero Pizaman e misser Christoforo Venier, vicebaylo, per esser li altri morti.

Morto che fo el dicto signor re, atrovandome in Nicosia, per segurtà de quello regno per le zente d'armè, mandai a chiamar el vostro baylo da cha Pasqualigo ¹. El qual me dete avixo non attentarsi partir per non abandonar casa sua; et io subito li mandai zente da cavalo per poterlo securamente condur a corte. El qual zonto, li usai queste parole, che per honor et exaltatio de la vostra republica, chome madre et protectrice de la maestà di la Rezina li appresentava, et cum effecto li appresentai in man el stendardo real, in persona de vostra signoria, accompagnandolo per tuta la cità de Nicosia, et cum tute le forze de le zente d'arme ben in ponto, cridando et facendo cridar: *Viva, viva la rezina Chaterina!* Et fo necessario che, chi per amor, chi per timor, la reverisse.

Ritornando a la dicta corte, cum el dicto vostro baylo, chiamai ad alta voce el populo, che dapo el disinar se doveseno appresentar a la corte. E cussi fo fato. Al qual, usai queste formal parole: « Che dapo che a Dio era piacesto chiamar a si el » nostro signor re, i non se desseno de mala volia, perchè » saressemo conservadi nel esser nostro per rispetto che la illus- » trissima signoria de Venexia, qual era potentissima, come » havea potuto comprendere per la sua grande armata e potentia, » havea tolto per filio el ditto signor re; laqual continue vigilaria » la salute nostra et de quello regno; e se la ditta illustrissima » signoria non fusse, potriamo tutti esser sotoposti ad infedeli, e » taiati a peze, insieme con le nostre moier e fioli; confortandoli » istesino di bon animo a li servitii et obedientia de la regina per-

1. Nicolas Pasqualigo était alors consul ou baile de la république en Chypre.

» ché la madre sua, ch' è essa illustrissima signoria de Venexia, » non ne lasseria per algun modo perir. » Inanimando ditto populo cum tal et altre parole, per modo che da tuti humanamente mi fo riposto che haveano prexo gran conforto e vigor, et che tutti erano prompti a li comandamenti et servitii dessa regina, cridando tutti : *Viva, viva la rezina Caterina !* Come ditte cosse son notissime a tutti Veniciani che a quel tempo de li se atrovavano.

II. Nassuta differentia tra tutti i governadori sopra el testamento.¹ desso quondam signor re, di qual io ne era uno, per che lera in quello mention interminata, zoè : « Lasso per mei com- » messarii, tali, » etc.², utrum se intendesse governadori del regno o no ; alcuni erano de opinion che tal punto se havesse a dechiarir a Roma, alcuni a Napoli, et io, intexa la volontà de tutti, foi de opinion e volsi se havesse a dechiarir non in altra parte cha davanti la excellentia vostra. El qual mio parlar e volonta è nota al magnifico misser Vettor Soranzo³ e doi cancellieri del regno, conditori de tal testamento. E questo aldido, el prefato magnifico misser Vettor, e considerato la disposition mia verso el stado di la signoria vostra, ne rispose : « Voi sete go- » vernadori del regno. »

Partito el prefato magnifico misser Vettor, et venuto deli el magnifico misser Stefano Malipiero⁴, davanti sua Maestà, accorse altre differentie chercha el governo del regno cum li altri governadori ; lequal non dechiaro, per esser noto da chi li procedeva, e per che caxon. Davanti el qual messer Stephano e molti altri zentilhomeni sopracomitti, usai queste parolle ; « Nui avixaremo » la illustrissima signoria di Venexia, e quella prudentissima e » justissima procederà secondo li parerà ; e per quanto quello » commanderà nui seguiremo. » E vista et intexa el magnifico

1. J'ai donné un extrait de Georges Bustron relatif aux dispositions du testament de Jacques le Bâtard. *Hist. t. III. p. 345.*

2. Jean Tafures, comte de Tripoli; Jean Perez Fabrice, comte de Jaffa et de Carpasso, frère de l'archevêque de Chypre; Grinier de Morpho, comte d'Edesse; André Cornaro, oncle de la reine; Jean Aronion, Rizzo de Marin, chambellan du royaume et le connétable lui-même, Pierre Davila.

3. Victor Soranzo, l'un des providiteurs de la flotte vénitienne et lieutenant de Pierre Mocénigo, alors capitaine général de la république dans les mers du Levant. Soranzo stationnait dans la rade de Famagouste avec huit galères.

4. Etienne Malipiero, l'un des providiteurs vénitiens.

misser Stephano la mia bona voluntà a la signoria vostra, presente tutti, me abrazo e baxo.

III. Da li a certi zorni, se mose a remor alcuni forestieri e paesani de la terra de Famagosta contra algune zente de le vostre gallie, lequal zente vostre, visto che forestieri e paexani, armata manu, se li feva contra, se trasseno a la marina, et li se feseno forte ¹. Di chè aldita per me tal novità, desarmato come me atrovai, montai a cavallo fra costoro, e zonto a la marina, fra le due parte cum grandissimo pericolo me messi in mezo de tuti, per liberar le zente vostre; e tanto operai che salvai quelle, et maximela galia vostra sopra commitomisser Agustin Contarini, che certo tuti che se atrova[va]no in terra e quelli de la galea che era soto le mure, cum scalla in terra, sariano sta taiati a peze. Et al ritorno mio, incontrai a cavalo armati Saplane ², Aluixe d'Almerigo ³ et altra zente, che con loro vegniva per andar a tal remor. I qual usono parole contra Venetiani, de la qualità e sorte come puo testificare esso messer Agustin Contarini, che con mi era presente.

Ritornato che fui a palazzo, con tutta la zente armata, subito montai a cavallo armato. Et interim, tutte zente erano alterade e mosse per taliar a peze la zente de Thomaxo de Puola che era cum el magnifico misser Josaphat Barbaro ⁴, ambassador, et io, mediante Idio, per honor di vostra celsitudine et amor li portava, salvai essa vostra zente. De le qual tute cosse et successo del tutto, de tempo in tempo, credo vostra signoria habia hauto piena intelligentia.

Dapoi, cercha el chaxo seguido del magnifico misser Andrea Corner ⁵ e del caso de la maestà de la Regina, et de quello io habia valso, et cum quanto studio e diligentia mi adoperasse per conservation di quel regno e stado, saria superfluo a doverlo

1. *Sic*, ailleurs *forti*.

2. Jacques Saplane était vraisemblablement catalan, et non génois comme nous l'avions cru d'abord (*Hist. de Chypre*, t. III. p. 164). Il servait avec distinction dans l'armée et la flotte des Génois, mattres encore de Famagouste. Fait prisonnier et conduit au roi Jacques, qui le traita généreusement, il s'attacha dès lors au service du prince et resta fidèle à son parti, même après sa mort.

3. Louis d'Alméric ou d'Albéric, neveu de Saplane. Notre *Hist.* t. III. p. 164 et 403 not.

4. Josaphat Barbaro, ambassadeur de la république auprès du shah de Perse Ouzoun Khazan, se trouvait alors en Chypre. Voy. notre *Hist.*, t. III, p. 336.

5. L'oncle de la reine de Chypre.

narrar de ponto in ponto, per esser a tutto el mundo manifesto, et maxime al vostro excelso Conseio de X., mediante la copia de una lettera per me mandata a la maestà de la Regina, essendo deli el magnifico misser Marco Corner¹.

Parme tamen di aricordar a la signoria vostra che, tunc temporis, atrovandome in Nicosia, in letto, amalado per una postemation de percosa de calço de cavallo, per cercha uno mexe, Saplane e suo seguaci tanto operono, incontaminono e riduseno a la sua voluntà tutte le mie zente; et illo tunc, zonto l'arcivescovo de Nicosia² a Famagosta, cum do gallie, subito taliono a peçe el dicto misser Andrea et altri. E la zente d'armi, a instantia di rebelli, se mosse per andar a Famagosta, dicendo che Saplane li daria el suo pagamento, qual volevano per capitano. E questo io presentito, nonobstante chio fusse in letto cum la gamba infiatà et aperta da la postemation, e privo de ogni forza corporal, per forza montai a cavallo, andando a la volta de la porta de la cità, dove era el reduto de le zente d'arme. Lequal tanto me stimava, quanto se mai veduto non me havesse; ne altro che Dio me liberò, che de mi non fusse fato come fu del dicto misser Andrea Corner. E cussi, spoiado de ogni obedientia, andai cum loro fin a Famagosta. E nel camino me vene contra uno che me apresentò una lettera, dicendo esser di la maestà di la Rezina, che tunc era fabricata da li rebelli; qual mi comandava chio dovesse confortar el populo. Et questo, afin chio non mi movesse de la terra cum le mie zente. Et dapoì incontinente, arivò Aluixe d'Almerigo, nepote de Saplane, rebelli, e me apresentò una altra lettera ne laqual se conteneva che se io fusse in camin dovessi tornar in driedo, sotto pena de la desgratia de la Rezina. El qual Aluixe andava per tuor Cerines, come el tolsse. Et io, intendando tal sua prava voluntà, anchora che io fusse infermo, cum manifesto pericolo de la mia vita, me confersi a Famagosta, a la maestà de la Rezina. Et quella trovai nuda de ogni libertà, e soto gran custodia la non parlasse ad alguno Venetian. A la qual parlai, presenti i rebelli, dissimulando per 4 zorni poi la morte de misser Andrea predicto.

1. Marc Cornaro, le père de la reine Catherine.

2. Louis Perez Fabrice, partisan dévoué de Jacques et très-opposé à la domination vénitienne, frère de Jean Perez Fabrice, comte du Carpas. Notre *Hist.* t. III. p. 164. p. 311. 402.

iv. In questo mezo, occorre che le galeaze vostre, come sa el magnifico misser Josaphat Barbaro, fo retenute per 3 zorni quelle che andavano a Uxon Cassan; e le monition e polvere portava le dite gallie era nel castello de Famagosta. E quanto fusse l'ajuto de mi Piero Davila in liberar dicte gallie, monition e polvere è noto al dicto misser Josaphat. E subito liberate dicte gallie e monition, i rebelli deliberavano mandar la maestà de la Rezina cum el re suo fio fuera de Famagosta, a Nicosia, afn che nesum Venetiam non se trovasse a Famagosta, ne potesse intrar nel porto, acio la terra restasse in suo dominio, cum tuto el resto del regno. Et illo tunc, volevano mandar fuera del regno misser Zorzi Contarini¹, conte de Caffa, e misser Piero Bembo², attinenti de la maestà de la Regina, uno diqual za havea charga la sua roba.

E i detti rebelli desfurnino una nave per far mantelleti a li merli de la muraia, quella fortificarono. Et io, vedendo tal abominevel tradimento, non obstante ch' io fusse guasto de la persona, e quasi tuta la mia zente cum loro, cussi solo et desacomagnado, deliberai recevere la morte senza alguna speranza di salvar la vita, et similiter de mia moier et fioli, et andai a parlar a li rebelli a caxa del arcivescovo. Ai qual dissi che se misser Andrea Corner havea uxato alcuna cossa contra di loro, la maestà de la Rezina et suo fiolo non meritava esser privi del suo regno e libertà; pregandoli violesse haver rispetto al beneficio recevuto dal signor Re, et a la ricomandation li havea fato de la moier, filioli et suo regno; et altre parole bone et consonnante. E fo me risposto molte parole simulatorie par l'arcivescovo, fenzenzo essere boni servitori de la maestà de la Rezina.

Ai qual rispoxi che subito me dovesseno render el castello de Cerines, aliter io meteria a sacco, fogo e sangue le vite e le facultà. E fo bixogno uxorli tal parolle per che priegi ne raxon non mi zovava. Le qual parole miraculose li spaventò in tanto i perdeteno l'animo et le forze. E ditto questo, e partito de li el conte de Tripoli³ me vene driedo con molte parole pregandome

1. Georges Contazini, cousin - germain de la Reine, créé par elle comte de Jaffa et d'Ascalon, avec le rang de premier comte du royaume. *Hist.* t. III. p. 366. 369.

2. Pierre Bembo, parent aussi de la reine. *Hist.* t. III. p. 381.

3. Jean Tafures, comte de Tripoli. Voy. notre *Hist.* t. III, p. 355, 371-372, 403, 409.

chio non fesse movesta alguna insino a tanto el parlasse cum loro, et intendere se de voluntà violesseno render dicta forteza. E cussi da li a pochi zorni, instando cum i mei fratelli e compagni, armata manu, me rendeteno dicta forteza de Cerines, e da li a pochi zorni Baffa e Limison.

Lequal forteze conquistade, deliberai che la maestà de la Rezina fusse condotta a mesa, una domenega, a la capella de la sua corte; e l'altra dominica sequente similiter, contra el voler di rebelli, deliberai de far la andar a messa a la Nostra Dona di Carmeni. Nel qual tempo, el magnifico misser Josaphat Barbaro cum Thomaxo da Imola¹, e soa zente, erano reduti in gallia per rispetto di tanto pericolo; e nil minus, vista la fede e quanto io me adoperava per benefitto e liberation de la maestà de la Rezina e de quello regno, avanti la dicta Rezina andasse a messa, esso misser Josaphat, insieme cum el magnifico baylo, vene a corte; dove zonti, al dismontar di la scalla, consignai la dicta Rezina a soe magnificentie dicendoli: « Piliadi la vostra filiola. » Laqual per mi fo posta tra lor doi, in presentia di rebelli, e tuto el populo e zente d'arme che li se trovavano. E li subito, ad alta vose, per terror di rebelli, contra la volontà di qual la conduceva a la messa per poterla deliberar, comenzai a cridar: « *Viva, viva la rezina Catherina!* » Et in quello instante, cridò similiter gran zente. E posto quella a cavallo in mezo de ditti ambador e baylo, l'accompagnai, e quella per sua deffension seguitai fin al ditto luojo; e poi la ritornai a corte. E per lo simile, la dominica sequente, a la giesia greca, per conquistar el populo a la Rezina.

v. Lequal cosse seguide, dubitando che questi rebelli non pilliassero partito de far me morir, per che tanto li perseguitava, deliberai de asaltarli in corte la dominica sequente, perchè io piu presto deliberava morir cum la spada in man cha esser morto a tradimento. E uno zorno avanti, parlai cum misser Pasqual Pisani e disilli landasse al magnifico misser Vettor Soranzo, e dire come el seguente zorno deliberai de asaltar i ditti rebelli in corte; e che sentendo el remor in la terra, dovesse desmontar in terra con tuto el forzo suo e rompere le mure per darne soccorso. De che me fo riposto che cussi faria. Ma Dio, che dispone

1. Thomas d'Imola, un des commandants de l'artillerie que la république de Venise envoyait au roi de Perse. Il se trouvait de passage en Chypre avec l'ambassadeur. *Hist.* t. III. p. 352.

ogni cossa per lo melio, permesse che ditti rebelli non venero a corte, che mai per avanti non erano restati de vegnir salvo quello zorno; excepto Saplana solo e senza arme per timor, e li altri se haveano fati forti ne le lor caxe. El qual Saplana, me uso parole dicendo: « Pietro Davila, damo sel te par e che tu non » voli che stia nel regno, io non li starò; ma dimanderò un salvo » conduto a la magnificentia de misser Vetor Soranzo, per an- » darmene. E sel te par che io ne stagi, ne starò. » Io li respoxi chel intendeva ben quello l'havea a far. E cussi se ne andò, ne fici novità alguna, per poderme melio trovar cum tutti ne la ditta corte. Tamen, Idio permesse che tuti se ne andorono. E in che modo ogni uno l'intende. De che ben fo da ringratiar Idio, che cussi seguisse senza effusion di sangue; chè certo in logo de chadaun de noi, i rebelli ne haveano piu de 50. Perchè ancor al suo comando haveano le zente de la terra. I qual rebelli per far le tut... movere sonono de note la campana a martello, quando amazono misser Andrea Corner, et etiam tute le mie zente contaminade che cum loro manzavano e dormivano excepto quelli pochi de la mia nation, e nesun altro che loro o pochi nè di nè notte me seguitava. E cussi cum la Dio gratia, la maestà de la Rezina fo messa in libertà, cum el suo regno.

VI. Fuziti i rebelli, et atrovandome tute le forteze del regno ne le mie man e possanza, et io ritornando a la terra dal perseguitar de dicti rebelli, andai a la porta di la Marina, facendo dar noticia al magnifico misser Vetor Soranzo li piasesse intrar ne la terra et andar a la maestà de la Rezina. E fatoli io calar la cadena intrò insieme con mi et sè apresentò a la maestà de la Rezina. Laudando sua Maestà Idio et la mia fidelità che le cosse erano redute in tranquillità¹, el qual magnifico misser Vetor dapoi pregadi sè volesse trovar in convivio in caxa mia con tuti i sopracommiti. Al qual convito etiam invidai el magnifico baylo. E venuti a l'hora ordinata, poi tal convivio, li usai, coram omnibus, queste formal parolle: « Magnifico misser Vetor, baylo » et sopracommitti, la caxon de questo convivio è stado per » dechiarirve l'animo mio, che havendo io recuperate tutte le » forteze di questo regno de man de rebelli, lequal sono ne le mie » man e possanza²; » Atrovandosse a tal convivio el conte de

1. Ainsi à l'original. Mais il manque ici un mot, comme *pregai* ou *invidai*.

2. La rédaction de Davila est ici un peu confuse, mais le sens est clair. Du

Rochas ¹, el conte de Tripoli ², insieme con mi governadori del regno, li dissi presenti i ditti signori che subito con l'alta corte cerchasseno de consignar tal forteze in man de persona fusse piu propinqua et acostada a li servitii de la maestà de la Rezina e del re suo filiolo, perchè mi ne cossa che me tochasse volea tegnir tal forteze. E rivolto a li ditti magnifici misser Vetor, baylo e sopracommitti, li dissi : « Ve offerano ³ questo » reame come a quelli che de qui apresenta la illustrissima » signoria de Venexia, come madre e protectrice de la maestà » de la Rezina e del signor re suo fiolo. E liberamente intradi » per le forteze e per tutta l'isola come faresti per la piazza de » San Marco in Venexia, al modo erano consueti de far, vivendo » e poi la morte del re Çacho. »

VII. Non me par ancora de taxere, serenissima signoria, che avanti seguisse tal libertà, i ditti rebeli, poi morto misser Andrea Corner, deliveravano far bater moneda del arzento de la maestà de la Rezina per pagar la zente per melio condurle al suo proposito. E tolte marche cento d'arzento non piyasendoli la stampa fata far per el dicto misser Andrea perchè le suole ⁴ lettre de quella che diceva : *Catherina Veneta*, per l'arcivescovo ⁵ fo gitada via, presente molti. E parendo a mi tal atto tochar l'honor de la maestà de la Rezina et de vostra illustrissima signoria, per tirar a mi le zente, richiezi dicto arzento a li rebeli, dicendo che per lo amontar di quello, io pageria le zente de mei denari. E cussi, per lo amontar de quello le pagai.

VIII. E visto la maestà de la Rezina che non solum in questo, ma in altro in suo servitio exponeria la vita et la mia facultà, vedendosi in tanta extremità et eminente pericolo, misser Luca Corner, suo fradello, me mandò a dir che la maestà de la Rezina e suo fiolo e quanti erano se ricomandava a Dio e poi a mi, perchè non haveano altra speranza se non in Dio et in la persona mia; e che non mi sparagnassi in alguna cossà, si in l'haver come in ogni altra cossà, che achadesse; che se Dio la liberava da tal fortuna, faria cognoscer mi Piero Davila la remuneration

discours direct qu'il ne termine pas, il passe à la forme narrative.

1. Le comte d'Edesse ou de Roha, Grinier de Morpho. *Hist.* t. III. p. 377.

2. Jean Tafures.

3. *Sic.* Offeramo?

4. Je lis à l'original : *lescuole*.

5. Louis Perez Fabrice.

lei me faria. E in vero, serenissima signoria, in tuto el tempo de la ditta fortuna, non se po dir che algun subsidio de dinari habia hauto da la Rezina per pagar ditte zente, salvo ducati 200, che me portò misser Zorzi Contarini, per sovegnir esse zente; lequal, per redur al canto mio, a quelle distribui de mei danari et facultà grossamente e in far spexe e donation come necessitava, non sparagnandome in alguna cossa, come è noto a tutti quelli che aquel tempo de li se atrovorono, senza esserme mai satisfatto.

Per le qual cosse, la signoria vostra puo comprendere quanto sia sta la fede et ardentissimo dessiderio mio per conservation del honor de la maestà de la Rezina, vostra filia, e del nostro glorioso senato. Puo etiam comprendere che quando i rebelli tolsseno le forteze del regno, se Piero Davila se fusse intexo con loro, exponendo le sue forze cusi come li expose per liberar la filia de vostra signoria e suo regno, quello saria occorso? Overo, que poi fuziti i ditti rebelli, che tute le forteze erano ne le mie man, se io havesse cridato: *Cerlota!* quello saria seguito? A instantia de la qual, nel tempo del mio signor re, quando de qui se parti la Rezina per andar de li, anchora chel fusse potente per terra e per mar, i paexani deliberavano de taiarlo a peçe, per far essa Cerlota signora. Havendo vostra sublimità piu presto miracolose cha ultramente conquistado dicto regno, senza effuxion de sangue, senza spexa e seguito de zente per el mezo de Piero Davila, chome è noto a tuto el mondo, che lui ha recuperato da le man di rebelli el regno et la regina de Cypri e defendado l'honor de la signoria di Venexia, sua madre; per el mezo etiam mio e de la mia sinçera fede per conquistar dicto regno, cum el mio signor Re, ho sparso piu volte el mio proprio sangue; e quello deliberado de man de Mori che ne voleano taiar a peçe per farse de questo regno signori; da i paexani che volevano taiar a peçe el re, et ultimo loco da le man de rebelli.

ix. Confidentemente ricorro a li piedi de la signoria vostra, quella humiliter supplicando che attento che, quando alias de Cypri zonzi a Venexia, la bona memoria del serenissimo principe misser Nicollo Marcello ¹, in presentia de tuta la bancha ² cum tanta ferventia d'amor me disse: « Piero, la nostra signoria ha

1. Le doge.

2. Le grand conseil.

» mandato per ti, per cognoscerte, remunerarte et honorarte, et » per intender le cosse necessarie de Cipro; » e molte altre parolle. Et attento che per le mie bone opere et fede, Idio, per sua clementia, volsse liberar la mia dona e fioli al suo vegnir de qui dal impeto de 7 fuste de Turchi, che improvidamente assaltone la gallia in uno porto chiuso, senza essere alcun armado; la qual Idio per miracolo salvo, et non li homeni; la vostra signoria, che in questo logo apresenta Dio, per remunerar i beni meriti del stado de quella e per far justicia; el qual Dio cognosce chel cuor de la signoria vostra intende le quanto presidio li sia stata la mia fede e boni deportamenti, i qual tuti servitii fati cum tanta fervente fede et amor, cussi in vita come dapo la morte del re, cridano e dano voie davanti el conspetto de la signoria vostra, quella se degni darmi bona e graciosia licentia, io possa andar ad habitar ne la mia patria de Spagna, perchè questa region non me comporta, perchè za anno uno e mezo patisco gran et continuo fluxo de sangue, qual credo causi la frigidità del paexe. Et insuper la signoria vostra se degni a mi e mei heriedi e descendentì confirmar tuto quello che me fo dato e concesso per el mio signor re in Cipro¹, in quello modo e forma come appar per i mei privilegii a mi fatti per el dicto signor re. Et che le cosse mie de Cypri siano tractade come erano in tempo de quello. E far tal confirmation si valida che per l'absentia mia, filioli over descendentì, mai non me li sia moso garbuio.

Insuper, la signoria vostra se degni raccomandarmi a qualche patron de nave o gallia che andera in quelle parte, me volia levar et havermi per ricomandato secondo la qualità e condition mia, azio possa passar seguro. E rendasse certissima la signoria vostra che mentre viverò et dove me atoverò, sempre, cum la vita et cum la persona, li sarò fidelissimo servitor, cum quello fervente amor e fede li son stado per el passato. Supplicando quella que poi la morte mia, volia haver li mei filioli per ricomandati, come confido ne la clementia de essa vostra Signoria. A la gratia de la qual sempre me ricomando.

Au dos est écrit :

« 1480, die VIII. Octobris. Supplicatio Petri Davilla, militis Cypri. »

1. Le roi Jacques lui avait donné entre autres biens les fiefs de Hierokipo, Timi, Mandria, Coloni, Kato Chorio de Lefcara, Cortini, Trimithoussa, Psiati, Hal Romano et Halos Theodoros. *Chron. de Florio Bustron*. Ms. de Londres, fol. 196 v°.

II

LES ENFANTS DU DERNIER ROI DE CHYPRE.

Le roi Jean II de Lusignan mourut en 1458, ne laissant qu'un enfant légitime, sa fille Charlotte, héritière incontestable de la couronne, car les Assises n'admettaient pas la loi salique. Il avait eu d'une femme de Patras, nommée Marie ou Mariette, un fils naturel connu dans l'histoire sous le nom de Jacques II ou de Jacques-le-Bâtard. C'était un enfant d'une rare intelligence et d'une très-belle figure. Son père l'aimait passionnément et ne cachait pas sa tendresse.

Un jour, dans une promenade de la cour, comme on était arrivé au lieu du repos, le jeune prince, s'étant allégé de quelques vêtements, le roi, à la vue de ce bel enfant dans lequel il se sentait revivre, le saisit dans ses bras en le couvrant de caresses et ne put retenir des larmes d'attendrissement et de bonheur.

Si loin qu'allât son affection pour lui, le roi n'eut jamais la pensée de violer la constitution du pays en sa faveur. Mais Jacques profita des largesses que lui prodiguait son père, pour se créer un parti d'étrangers qu'il opposa à l'ancienne noblesse restée fidèle à Charlotte. Avec son aide, il détrôna sa sœur et parvint à reconquérir Famagouste sur les Génois.

Bien qu'il eût accepté la protection vénitienne, en épousant Catherine Cornaro, adoptée par la seigneurie de Venise comme sa fille, il finit, en manifestant quelques velléités d'indépendance, par devenir très-gênant pour la république, à qui il était alors d'une nécessité absolue de commander souverainement dans l'île de Chypre, en raison de ses projets d'alliance avec le roi de Perse, pour agir en commun contre les Turcs, maîtres de Constantinople.

A trente-trois ans, le 6 juillet 1473, en pleine possession de la jeunesse et de la santé, Jacques II mourut subitement, à la suite d'un léger dérangement d'entrailles. Les ennemis de Venise ont dit que le roi de Chypre succomba au poison. Je ne crois pas calomnier le gouvernement de Saint-Marc en déclarant que l'accusation me paraît fondée, bien qu'on n'en puisse exhiber nulle preuve authentique.

Je publierai un jour quelques pièces assez graves, inconnues peut-

être des Vénitiens, ou qu'ils affectent de méconnaître. Ils y verront, quoi qu'en aient pensé d'excellents patriotes, le comte Tiépolo et M. Romanin, le dernier historien de Venise lui-même, que la seigneurie allait quelquefois jusqu'à discuter dans ses conseils, — et même à en tenir procès-verbal, — la question de savoir si un prince trop inquietant pour sa politique devait cesser de vivre. Sans attendre davantage, on trouvera dans les documents imprimés ci-après trace de quelques honteuses affaires semblables ¹.

Le roi Jacques mort, le fils posthume que mit au monde Catherine Cornaro mourut aussi ; la reine abdiqua ; le drapeau de Saint-Marc fut arboré à Nicosie, et l'île devint une possession vénitienne. Tout se passa comme il était convenable, et la seigneurie n'eut plus qu'à veiller sur la descendance illégitime du roi Jacques, afin que nul de ces enfants naturels, qu'elle consentait à laisser vivre, ne s'avisât, à l'instigation du roi de Naples ou du sultan d'Egypte, comme le bruit en courut plusieurs fois, non sans quelque sérieuse raison, de revendiquer un jour la couronne de Chypre. Ici encore Venise réussit par la vigilance, le secret et une sage temporisation.

Le roi Jacques laissait trois enfants naturels : une fille, Charlotte, née au mois d'avril 1468, et deux fils : Eugène, l'aîné, qui avait environ 5 ans à la mort de son père, et Jean, nommé quelquefois Janus, mais dont le vrai nom est Jean.

Le 30 octobre 1476, le Conseil des Dix ordonna au capitaine-général de transporter ces enfants à Venise, avec Mariette, la mère du roi Jacques, et les gens nécessaires à leur service ². Ils étaient attendus au Lido au mois de janvier suivant ³, et ils durent s'établir peu après dans l'un des grands monastères, où l'on avait fait disposer des logements pour les recevoir. Ils y séjournèrent peu. En 1478, le Conseil crut prudent de les faire enfermer sous bonne garde au château de Padoue ⁴.

Charlotte mourut dans cette résidence le 24 juillet 1480, âgée de 12 ans et trois mois. Il y avait eu déjà quelques intrigues pour la

1. Voy. les dépêches du 30 juillet et 28 août 1518.

2. Notre *Hist. de Chypre*, t. III, p. 408.

3. *Hist. de Chypre*, t. III, p. 412.

4. *Hist. de Chypre*, t. III, p. 413 not., et ci-après, Extraits des *Diarii* de Sano, Ann. 1500.

marier avec Alonzo, fils naturel du roi de Naples¹. Toutes ces circonstances n'autorisent pas trop les Vénitiens à trouver outrageante pour l'honneur de leur gouvernement la réflexion suivante du comte Daru au sujet de la mort de la princesse : « Quand on ne veut pas être accusé d'empoisonnement, il est » fâcheux d'être aussi bien servi par la fortune². »

Charlotte fut inhumée sur sa paroisse, dans l'église Saint-Augustin, voisine du château et aujourd'hui détruite, près de l'endroit où Mariette de Patras, son aïeule, fonda, en 1483, l'autel du Sauveur, ou de la Pietà. L'on grava pour elle, sur un marbre blanc, l'épithape suivante³ :

ZACHI CYPRI REGIS
CERLOTA
H. SEP. T.
ANN. SUÆ ETAT. XII. MENS. III
M. CCCC. LXXX
XXIV. IVLII.

Schrader⁴ donne le texte suivant de l'inscription :

ZACHI CYPRI REGIS
CERLOTA
F. N. SEP.
ANN. SUÆ ETAT. XII. MENS. III.

L'église de Saint-Augustin était la paroisse du château ; elle renfermait plusieurs souvenirs de la piété des Chypriotes qui avaient habité la forteresse. On conservait au trésor une belle paix en or donnée par Mariette⁵.

Non loin du tombeau de Charlotte, se trouvait une peinture ou un bas-relief représentant la princesse, couronnée d'un diadème royal, agenouillée auprès du groupe que les Italiens appellent une Pietà : la Sainte-Vierge et saint Jean priant aux pieds du

1. Coriolan Cepio, *de Mocenici gestis*, p. 73, 76, in-12, Bale, 1544; Navagiero, ap. Muratori, *Script. ital.* t. XXIII. col. 1138.

2. *Hist. de Venise*, l. XVII. ch. 15. t. II. p. 457. éd. 1853.

3. Jac. Salomonii, *Urbis Patavinæ inscriptiones*, p. 59. Padoue. 1701.

4. *Monum. italic.* p. 15.

5. Salomonii, *inscript.* p. 59. n° 98.

Christ en croix. Il déplut au Conseil des Dix qu'on eut ainsi orné la tête de la jeune enfant, et les recteurs de Padoue reçurent ordre de faire remplacer sans retard l'emblème princier par une simple couronne de fleurs ¹.

Marie de Patras mourut en 1503, le 12 avril, comme porte une inscription citée plus loin. On l'avait surnommée en Chypre la Camarde, *Commomutena*, parce que la reine Médée de Montferrat, dans un accès de jalousie, l'avait fait mutiler. Elle fut inhumée à Saint-Augustin, où elle allait souvent prier, entre la Pietà et l'autel de Saint-Charles. On grava sur son cercueil une couronne, un lion ailé et ces mots :

MARIETA MATER
QUONDAM JACOBI
CYPRI REGIS.

A côté, sur un marbre rouge, l'inscription suivante rappelait la mort de Mariette et le souvenir de la fondation qu'elle avait faite, en 1483, en faveur de l'autel du Sauveur :

MARIETA MATER QUONDAM JACOBI CYPRI REGIS
VIVENS SIBI FECIT
ANN. 1483. DE MENSE SEPT.
OBIIT AUTEM M. D. III. DIE XII. APRILIS ².

L'église de Saint-Augustin n'existe plus et je n'ai pu retrouver les monuments qu'elle renfermait.

Les enfants, Eugène et Jean, vécurent au château de Padoue, assez parcimonieusement traités ³, négligés, souillés peut-être au contact d'infimes gardiens ⁴, bien qu'ils eussent un maître ou précepteur ⁵. Les gens préposés à leur garde étaient généralement au nombre de neuf.

Devenus grands, ils obtinrent des subsides un peu plus élevés, mais toujours assez restreints.

1. Ci-après, Doc. 18 octobre 1480.

2. Salomonii, p. 98.

3. Voy. Décision du Conseil de 1491. *Hist. de Chypre*, t. III. p. 413. not. 1, et les pièces ci-après imprimées, 23 juillet 1480, 24 octobre 1502. Doc. divers de 1504-1506.

4. Ci-après, lettres de Padoue du 23 juillet 1480, 24 octobre 1502.

5. Ci-après, Doc. 1479, et 23 juillet 1480, 31 mars 1498.

Quelques Chypriotes étaient restés auprès d'eux à titre d'amis ou de serviteurs. Ils avaient la faculté d'aller quelquefois en ville et voyaient les jeunes gens des meilleures familles. Ils demandent un jour au Conseil la faveur d'avoir des couvertures de soie, pour leurs lits sans doute, afin de faire honneur à la seigneurie aux yeux des gentilshommes qu'ils fréquentent ¹. Mais ils s'empressent d'ajouter humblement que si la prétention paraît excessive, le Conseil veuille bien leur faire délivrer au moins de simples couvertures de toile ou de bure.

L'un d'eux, le plus jeune, contracta un mariage clandestin en 1504 ². En 1509 il avait des fils ³. L'autre se maria aussi, mais postérieurement à 1509 ⁴. Le trouble se mit un jour, et dès l'année 1504, parmi les femmes et les serviteurs de la smala, qui vivaient un peu pêle-mêle, et les princes, sans rompre tout à fait la vie commune, voulurent avoir chacun un foyer séparé. Il fallut ajouter pour cela quelques pièces à celles qui leur étaient concédées ⁵.

Leur attitude équivoque pendant l'occupation de Padoue par l'empereur Maximilien détermina le Conseil, lors de la reprise de la ville, à les interner à Venise, où ils furent d'abord emprisonnés à l'arsenal, puis remis en une demi-liberté, mais toujours très-surveillés et assez mesquinement traités. Ils parvinrent à s'enfuir dans la nuit du 31 mars 1513 ⁶, déclarant par un écrit laissé dans leur demeure qu'ils ne quittaient Venise qu'afin de se soustraire à une situation indigne d'eux, et assurant d'ailleurs que, quelque fût le lieu de leur résidence, ils resteraient toujours fidèles à la république de Venise. C'étaient, d'après Sanudo, qui put les voir à Venise, deux beaux et vaillants jeunes gens : *zoveni grandi e belli in aspetto et molto virtuosi* ⁷.

Ils ne tinrent pas tout à fait leur promesse. Suivant les événements politiques en Italie et en Allemagne avec une anxiété bien naturelle, ils se laissèrent aller aux illusions et espérèrent un moment pouvoir reconquérir le trône de Chypre, à la faveur des

1. Voy. 23 octobre 1502.

2. Ci-après, Doc. de 1504-1506, et 20 mai 1504.

3. Extraits des *Diarii*. Ann. 1509.

4. *Diarii*. Ann. 1509.

5. Voy. ci-après Doc. 7 mars 1504, et les *Diarii*.

6. Ci-après les *Diarii* de Sanudo.

7. Ci-après. *Diarii*. Ann. 1513.

inimitiés que provoquait la puissance de Venise. C'est dans ces conjonctures, qu'un bandit offrit à l'ambassadeur vénitien résidant à Rome de délivrer définitivement la république des ennuis que pouvaient lui occasionner les intrigues de l'un des princes, alors en Allemagne¹.

L'offre est formelle, le prix du service bien stipulé. C'était le rappel du ban qui exilait Agostino del Sol et, après l'événement, une pension ou certains émoluments qui lui permissent de vivre convenablement à Venise. Le gouvernement ne donna peut-être pas suite à ces propositions infâmes.

Il n'était pas même éloigné de rappeler les princes à Venise, en leur assurant un sort acceptable. Eux-mêmes inclinaient au retour dans un pays qui était devenu pour eux comme une seconde patrie.² Tout cela semble avoir été cependant négligé et être tombé peu à peu dans l'oubli. Mais je dois avouer que je n'ai pu suffisamment interroger à cet égard les *diarii* de la bibliothèque Saint-Marc. Il me paraît difficile que ce vaste et précieux recueil de 58 volumes, où Sanudo a inscrit presque quotidiennement pendant 38 ans le résultat de ses informations, dans les conseils et dans la ville, de l'an 1495 à l'an 1533, ne donne sur le sort de nos Chypriotes que les fragments insérés plus loin. Si de nouveaux extraits me parvenaient ultérieurement, je prierais qu'on leur fit ici bon accueil.

La dernière trace que j'aie des enfants du roi Jacques est de l'année 1523. A cette date, Eugène se trouvait à Vienne, et Jean probablement en Italie. Ils savaient l'un et l'autre que les sénateurs Lucas Tron et Marc-Antoine Lorédano avaient fait une motion en leur faveur au Conseil des Prégadi, et ils se montraient désireux de rentrer à ces conditions à Venise. Eugène, l'aîné, pouvait avoir alors environ 56 ans.

Suivant le P. Etienne de Lusignan, Jean, qu'il appelle Janus, comme beaucoup de ses contemporains il est vrai, vécut jusqu'en 1553, « plein d'années, ayant bonne pension du sénat vénitien.³ » Mais le bon Etienne est si dénué d'esprit de suite, de critique et de ressources historiques qu'on ne peut jamais faire grand fonds sur lui.

1. Voy. ci-après les dépêches de Minio, du 30 juillet et 28 août 1518.

2. Voy. ci-après les extraits de la Relation de Massario, de 1523.

3. *Les Généalogies de soixante-sept très-nobles maisons*, p. 93. Paris, 1586.

On ne s'explique pas, par exemple, qu'en parlant des enfants naturels du roi Jacques, l'historiographe de leur maison ne dise rien de l'aîné des fils, de cet Eugène, que nous suivons au moyen de documents certains jusqu'en 1523.

1479, 22 Janvier. Venise.

Décision du Conseil des Dix cassant André de Pola, commis jusqu'alors à la garde de Mariette de Patras, mère du feu roi de Chypre, et nommant à sa place Christophe Mutio, de Capo d'Istria, maître des enfants du feu roi qui restera toujours chargé de leur éducation.

Venise. Conseil des Dix. *Misti. Reg.* 19, fol. 108, v°.

M. CCCC. LXXVIII. Die XXIII. Januarii.

Quod per ea que habentur dicta et lecta sunt huic Consilio de Andrea de Puola, deputato ad custodiam domine Mariete, matris quondam regis Jacobi, ingrato ipsi domine; propter demerita sua, idem Andreas cassetur. Et per relationem que habetur ex pluribus nobilibus nostris de integritate et fide Christophori Mutii, Justinopolitani, magistri puerorum regionum, deputati per hoc consilium ad docendum eos, addantur salario quod habet a nostro dominio, ducati viginti, ita quod de cetero habeat ducatos sexaginta in anno et ratione anni. Et obligetur attendere custodie dicte domine et puerorum. Et de hac nostra deliberatione detur notitia rectoribus nostris Padue. — De parte, 16. De non, 1. Non sinceri, 0.

1480, 23 Juillet. De Padoue.

François Sanudo¹, capitaine de Padoue, annonce au doge de Venise que la princesse Charlotte de Chypre est arrivée à ses derniers moments et probablement morte à l'heure présente; il se plaint des difficultés que provoquent par leurs exigences Thomas, attaché au service de Marie, la mère du feu roi, ainsi que le maître des jeunes enfants du roi; et appelle l'attention du doge sur la conduite et les mœurs de ces enfants².

1. Oncle de Marin Sanudo, dit Sanudo le jeune, l'auteur des *Diarii*.

2. Je recueille cette lettre utile, parce qu'elle ne se trouve imprimée que dans les notes d'un livre rare et peu connu, la précieuse édition de l'itinéraire descriptif dressé par notre Marin Sanudo, à la suite de l'inspection des provinces vénitiennes qu'il fit en 1483, avec les syndics de Terre Ferme :

Venise. Biblioth. St-Marc. Mélanges donnés par M. Rawdon Brown.
Copie de la lettre de François Sanudo, de la main même de Marin
Sanudo le Jeune.

Serenissimo principi et domino excellentissimo, domino
Joanni ~~M. S. S.~~ Deo gratia, inclito duci Venetiarum, etc.

Serenissime princeps et domine excellentissime. Subito scripsi
a la vostra serenità quam primum che habi notizia di la infirmità
et invaliditudine era sopravvenuta a madona Zarla de Cypri, la
qual malatia sempre si ha zudegado esser mal di peste ; a hora,
per quel mi ha mandato a dir misser lo castellan, par che sia
expirata et morta ¹; et Madama ² mi ha mandato a rechieder li
mandi danari et si proveda di cera per la sua sepultura ; et cussi
subito ho facto. Mi doglio molto per la desobedientia tardo obedir
quel Thomaso, fameglio suo del castello, e ancor quel valente
suo maestro di scuola, il qual certo, serenissimo principio, non
e bene a tignirlo più in quel loco, et è stato caxone di ogni malle,
benchè creda sarà ancor favorizzato da qualche uno non di nostri
patritii.

E molto da dubitar di puti ³, avenga el sia sta dato ordene per
me i siano separati, e tanto plui è ho da dubitar, perchè tutti di
questa famegla sono ad insieme meschiati et altri. Farò far ogni
provisione mi sarà possibel, non hi trazendo per hò di castello,
benchè da madama Rezina ⁴ sia sta richiesto. E se altro paresse
a la vostra celsitudine, quel la comanderà se obedirà. Mi doglio
che per mia sorte, come è mio debito, molte lettere cum la mia
solita reverentia ho scripto a la vostra excellentia et raro vel
nunquam ho risposta. Quamvis io judico per esser implicita de
più ardue et importante materie, purchè io intendesse la intentia
di la vostra sublimità, a mi è facil cosa semper obtemperare
mandatis. Gratiae cujus continue me commendo.

Ex Padua, die xxiii. Julii, m. cccc. lxxx.

Franciscus Sanutus, Paduæ capitaneus.

Itinerario di Marin Sanuto per la Terraferma Veneziana nell' anno 1483.
Padoue. In-4°. 1847. Pag. xiiij. Publié par M. Rawdon Brown.

1. Son épitaphe porte qu'elle mourut le 24 juillet 1480. Voy. ci-dessus.
2. Marie de Patras.
3. Eugène, l'aîné, avait alors environ douze ans.
4. Comme son oncle François, Marin Sanuto donne dans son itinéraire, à la mère du roi Jacques le Batard, ce titre de reine qui n'était que de pure courtoisie : « Ivi è quella regina di Cipro. » *Itinerar.* pag. 25.

1480, 18 Octobre. Venise.

Ordre du Conseil des Dix aux recteurs de Padoue d'avoir à faire enlever soigneusement la couronne royale peinte au-dessus de l'effigie de Charlotte, fille naturelle du feu roi de Chypre, et d'y faire substituer une simple couronne d'herbes vertes.

Venise. Conseil des Dix. *Misti*. Reg. 20. fol. 29 v°.

M. CCCC. L. XXX. Die XVIII. Octobris.

Quod per ea que ex Padua habentur de Zarla, filia naturali et non legitima quondam regis Jacobi Cypri, picta ad sepulturam cum corona in capite, precipiatur auctoritate hujus consilii rectoribus Padue ut deleri faciant coronam. Et loco corone, fieri et pingi faciant corollam seu sertum contestum herbis viridibus pictis. Et hec fieri faciant quam desterior fieri poterunt. — De parte, 10. De non, 5. Non sinceri, 0. — Facte fuerunt littere die 20 octobris.

1498, 31 Mars. Venise.

Demande d'emploi de gardien des enfants du roi de Chypre.

Venise. Conseil des Dix. *Parte Miste. Filza III.*

M. CCCC. LXXXIX. Die 31 Martis. Infrascripti fecerunt se scribi ad probam unius hominis ad custodiam filiorum regis Cypri. Jachetus, olim custos filiorum regionum predictorum, commilito. Johannes Begnolo, etc.¹.

1498, 17 Juillet. Venise.

Attendu que les enfants du feu roi de Chypre, devenus hommes, dépensent beaucoup plus qu'à l'époque où ils étaient en bas âge; attendu qu'ils ont été contraints pour subvenir à leurs besoins d'emprunter diverses sommes d'argent et de mettre en gage leurs propres vêtements, ce qui porte atteinte à leur considération et à l'honneur même de la république, le Conseil des Dix ordonne aux trésoriers de Padoue de retirer les objets engagés, de payer les dettes des enfants, d'appliquer à leur entretien les cinq ducats mensuels que leur maître Christophe Mutio avait eus jusque-là, un précepteur ne leur étant plus nécessaire. Mutio, en récompense de ses bons et loyaux services, recevra pour un temps les produits du sceau de Castel Franco et de Conégliano.

Venise. Conseil des Dix. *Misti*. Reg. 27, fol. 178, v°.

1. A la suite plusieurs noms effacés.

M. CCCC. LXXXXVIII. Die XVII Julii. Filii quondam regis Jacobi Cypri, facti homines, commorantes in castello Padue, multifariam coguntur facere majores impensas quam hactenus dum essent pueri fecerunt; et sicut relatum est per custodes eorum, sunt debiti banchis Judeorum ultra ducati 125, et posuerunt in pignus vestes et alia bona eorum. Insuper sunt debitores diversis personis ultra ducatos 190. Que omnia sunt cum onere domini nostri et hujus Consilii; pro honore cujus ac etiam ut ipsi filii regii habeant eorum commoda, ut bene convenit, est providendum. Ea propter vadit pars quod, auctoritate hujus Consilii, captum et provisum sit quod per cameram nostram Padue exigantur ab Judeis vestes et res que sunt in pignus predictorum filiorum regiorum pro ducatis 125. Insuper solvatur et satisfiat creditoribus eorum pro summa ducatorum 190, ut subleventur ab hac verecundia et onere. Nec non ut possint uti vestibus suis, et honorifice vestire, ut decet honorem hujus consilii.

Verum, ut ipsi filii regii habeant modum largiorem vivendi, ex nunc sit captum quod magister Christoforus Mutius, magister suus in gramatica, licenciatur, et provisio sua ducatorum quinque in mense detur et applicetur provisioni dictorum filiorum regiorum. Set quum ipse magister Christoforus fidelissime se habuit in servitio suo, et est optime meritus, ex nunc captum sit quod eidem dentur cancellarie Castri Franchi et Coneglani, pro uno regime pro singula. Cum hoc quod teneatur illas personaliter exercere, incipiendo a prima vacatura, et cum ista conditione eligantur rectores dictorum locorum, qui de tempore in tempus erunt eligendi.—De parte, 14. De non, 0. Non sinceri, 0.

1500-1513.

Extraits des *Diarii* de Marin Sanudo le Jeune.

Venise. Bibl. de St-Marc. Mss.⁴

A. D. 1499 (1500). A di 15 Zener². E dapoi disnar in Pregadi, vene una letera data in castel di Padoa di 14, scritta per Eugenio et Jano, fioli fono naturali dil re Zacho di Cipro, qualli stano li per il Conseio di X. con custodia. Vano fuora per hò, et hanno provisione per il vito da quella camera ducati 25 per uno

1. Voy. *Hist. de Chypre*, t. III, p. 435 et 449, n.

2. Vol. 2. f. 231.

al mexe; et la madona l'ho fo madre dil re, la qual non ha naso, perchè li fo tagliato. Ha ducati pur al mexe, et poi bisognandoli danari per vestir o altro, el Conseio di X. li manda, et ha 9 guardiani con ducati 8. di provisione al mexe per uno¹, qualli stano in castello. Or questi scrisseno alla signoria come erano stati 22. anni² di dentro, in amicitia con tutti li castelani, ma al presente si doleano di ser Andrea Dandolo, castelam. Et li fo scritto al capitano di Padoa, dovesse ordinar a ditto castelam, li facesseno bona compagnia.

A. D. 1503. Maggio³. Morìte a Padoa in questi zorni⁴ madona Marieta, fo madre del re di Cypri, a la qual fo taià il naso. Stava in castello, e havia provisione. Fo seputla honorifice in la chiesa di San Agostino.

A. D. 1509. Adì 5 Giugno⁵. Et venuto zoso⁶ Pregadi, se intese Padoa ozi esser persa e li rectori e proveditori venivano zozo. Et cussi fue, videlicet che quella matina a hore havendo mandato Padoani uno suo citadin a Vicenza, da Lunardo da Dresano, e per nome dil re di Romani, videlicet Jacomo di Doctori, a capitular di darsi, et mandasse uno araldo a Padoa che si dariano; e ritornato quelli citadini disseno ali rectori esser zonto l'araldo et mostrò la letera li scriveva che si dovesseno render ala maestà Cesarea; dal qual ariano bona compagnia e sariano restauradi di tutti i danni auti da 100 anni in qua, aliter verà a meter a fuoco e ferro etc.; et cussi che l'ho si volevano dar per non haver danno. Et li rectori, vedendo tutta Padoa in arme su la piazza, dubitando di la vita, non sapeno far altro cha far lezer la letera di la signoria che era contenta si desse al imperio, et volendo star soto la signoria li fevano exenti.

Et mandato per barche a Porzia tutti tre, ser Francesco Foscari, cavalier, ser Hironimo Donado, doctor, ser Zorzi Emo, proveditor, ser Constantin Zorzi, camerlengo. Et ser Marco Moro, camerlengo, restò a far vegnir li do signori di Cypri, fo fioli di re Zacho naturali, qualli stevano con gran spexa a custodia in castel di Padoa; li quali fenno cargar la sua roba in

1. Voy. ci-après 8 mars 1504.

2. Depuis l'an 1478.

3. Vol. V. fol. 34.

4. Marie de Patras était morte le 12 avril 1503. Voy. ci-dessus, p. 4 bis.

5. Vol. 8. f° 277.

6. *Zoso*, ou *Zozo*, indiquait que la séance du Sénat avait eu lieu le soir.

barcha, perchè uno di l'oro è maridato, et a fioli, et li fo dato 120 ducati per far questo effecto ; e questi non li poteno aspetar, che par si pentino, e non veneno piu. Et cussi questi rectori fonno accompagnati da li cittadini im Porzia, e montono in barcha per Venexia. Etiam li rectori di Vicenza, ser Francesco Donado et ser Gabriel Moro, cavalier, erano a Padoa; veneno in conserva et gionseno a horre una di note a Venexia; et Padoani subito levono uno ninzuol bianco con una aquila negra im piazza, gridando: *Imperio, Imperio!*, et le caxe de zentilhomeni fonno messo a sachò come dirò poi.

A. D. 1509. Adi 6 Giugno ¹. Di Padoa se intese esser sta fato una crida, etc. — Item, quelli signori di Cypro, hessendo carge le sue robe per vegnir a Venexia, et messe suso, terminono non vegnir, e licenziati li soi vardiani ozi montorono a cavallo per Vicenza e poi andar a trovar il re di Romani.

A. D. 1509. Adi 22 Giugno. Venerdi². Noto a Padoa li signori di Cypro stati dal re di Romani, dal qual hanno auto 100 raynes; et li hanno remandati a Padoa pocho curando di fatti l'oro, dicendo non se incurar di Cypro, ne voler quella spexa di alimentarli, etc.; siche sonno ritornati a Padova. Se intese andono con li oratori Padoani. Item, a Padoa, mercore, adi 20, fu publichà, et cussi per le castelle qual fo aldita da nostri a Piove di Sacho la scomunica fe il papa contra Venitiani, longa di do sfoggi di carta; la qual Padoani la fenno publichar a certo suo fin cativo.

A. D. 1509. Adi 17 Luio ³. Marti, fo Santa Marina⁴, nostri introno im Padoa, e ave iterum el dominio di quella cità, la qual zorni 42. erra stati sotto il re di Romani, et il governo di Leonardo da Dresano, capetanio regio. La qual cità si ave in questo modo chome noterò qui sotto.

Et fonno presi e menati dal provedador Griti li signori di Cypri. Stavano in castello; li qual è stati dal re e fati cavalieri; e tornati, stavano per mezzo il castello in la caxa di ser Zacaria di Prioli, quondam ser Leonardo. Li quali ogi con custodia, l'oro e

1. Vol. 8. f. 289.

2. Vol. 8. f. 334.

3. Vol. 8. fol. 393, 401, 406.

4. La république de Venise célébra depuis ce temps d'une manière exceptionnelle la fête de sainte Marine, en souvenir de la reprise de Padoue, qui avait eu lieu ce jour-là.

le soe done et moglie, fonno mandati a Veniexia con li soi guardiani primi che a Padoa veneno al sacho. Et zonti, di hordine di la signoria fono messi im prexom dil armamento, et le donne nel monastero di Santo Andrea di Zira ¹.

A. D. 1512. Adi 4 di Marzo ². Da poi disnar fo Conseio di X. con la zonta, et fu assolto el cavaliere Cavriana.

Item, fu preso chi li doi signori Cyprioti, bastardi sono flioli di re Zacho, chiamato l'uno Janus, l'altro Genio, qualli stavano in castello di Padoa con guardiani et havia dal Conseio di X. danari da vestirsi et le spexe de la camera di Padoa ducati... per uno al mexe: et poi presi quando fo recuperà Padoa, fono posti in palazo in questa terra nel coleio di le Biave, e sono sempre stati con guardia; hora fu preso che a muda uno di l'horo possi andar per la terra a prender aiere, e l'altro resti, et poi l'altro vadi, e quello è sta fuori resti.

A. D. 1513. Adi ultimo Marzo ³. In questa matina, se intese come questa note li do fioli fono di re Zacho di Cypri naturali, nominati l'uno domino Janus, l'altro Genio, qualli prima stevano in castello di Padoa con guardia, e provistoli a quanto bisognavali per il Conseio di X. e provision mensual, ita che si maritono o haveano fioli. Hora, quando Padoa rivoltoe, li rectori e sier Zorzi Emo provedador volse menarle con l'horo in questa terra, i qual dimandi alcuni danari per levarsi, e li fo dati et volendo farli montar in barcha con l'horo rectori, disseno hessendo in Porzia « monteremo in questa altra barcha, » tamen non volseno venir, e andono oratori a l'imperador, insieme con li altri Padoani; et l'imperador fece pocha stima di l'horo, i quali tornono a Padoa; e poi intrato la signoria nostra in Padoa, proveditor sier Andrea Griti, quando fu posta a sacho, ditti signori presi in castello fino mandati de qui et posti im prexon con altri Padoani, dove stetenno in l'armamento alcuni mexi, demum per deliberation del Conseio di X. con la zonta, fono cavati et posti in l'officio dove si reduceva il colegio di le Biave, di sora l'officio di le Biave; et ivi è stati con l'horo moglie da quel tempo in qua; et potevano uno a la volta ussir e andar per la terra con gardia deputatoli, et li

1. Ancien monastère de religieuses Augustines situé à l'extrémité de Venise, près du champ de Mars.

2. V. 14. f. 9.

3. Vol. 16. f. 63.

era provisto del viver, ben è vero che talhora pativano per qualche inadvertentia. Hor, licet la note havesse una guarda, tamen eri sera, a hore do di note, ditti do fradelli, chiamati signori di Cypri, fuziteno, ligoe la guarda, e con uno frate di Charmeni e uno Paulo Cingarelo, padoan, el qual si stravestiteno, si partino; che dize montino in barcha, verso Trieste navegono; chi dici montono su qualche marzilianiana per andar in Ancona e de li a Napoli; unum est fugiti, e potranno forsi andando su l'isola di Cypri, far qualche novità per esser pur di linea regia, licet siano bastardi. Sonno di anni l'uno et l'altro di anni zoveni grandi e belli in aspetto et molto virtuosi. Si dice questi lassono una scriptura come erano partiti per non poter viver, promettendo dove anderano esser fedelissimi di questo stado, et mai voler far alcuna cossa contra la signoria nostra.

Data ut supra ¹. Da pu disnar, fo Conseio di X. con la zonta.

Fo etiam preso parte che diti do fioli fo di re Zacho fugiti, tornando in questa terra, immediate habino per i lhorò viver di provision ogni anno ducati 600 di beni di rebellì de intrada, oltra ducati 400, hanno in Cypro di certi soi casali che alias per dito Conseio di X. li fo concesso. Item, stagino in questa terra in libertà, et li sia dato per la signoria nostra una caxa per i lhorò habitar in vita soa, ut im parte.

A. D. 1513, adi primo Aprile ². Fo parlato in collegio zercha il partir di questi do signori di Cypro et terminato mandarli drio una galia verso Ancona, videlicet quella sopracomito sier Hieronimo Capello, quondam sier Andrea, qual è a Poveia vuoda za tre mexi, il soracomito qui e le zurme; e cussi fu fato crida tutti andasseno in gallia, ma non fo possibile armarla, voleno sovenzion, etc. E mal far venir, per farli retornar.

Data ut supra. — Da poi disnar fo collegio de Savij. Et vene sier Hieronimo Capello sopracomito con vesta da contor in collegio, dicendo non è possibile far venir le zurme sicche fo fato altra deliberatione; et fo etiam scritto lettere a sier Anzolo Trum sopracomito, e in Istria, che subito vadi verso Ancona a veder quello el pol far in aver questi signori di Cypro in le mano, tamen non li troverà; et si tien inteso arano la provision datoli, sponte vegnirano qui.

1. F. 64.

2. Vol. 16. f. 104-105.

A. D. 1513. Adi 19 Aprile¹. Di Roma vene lettere di l'orator nostro di 15, etc. etc.

Item, come hanno a Fiorenza zonti li do signori di Cypro, che fugiteno de qui, e altre particularità.

1501-1502.

Documents originaux et détachés provenant des Archives du Conseil des Dix, récemment réunis par les soins de M. Thomas Gar.

(Liasse n° 1).

1. Les Recteurs de Padoue écrivent au doge Barbarigo et aux chefs du Conseil des Dix pour se justifier des accusations portées contre eux. Ils affirment avoir toujours payé aussi régulièrement que possible « aux nobles Chypriotes et à leurs sept gardiens » ce qui leur était dû. — Padoue, 7 février 1500. (V. S.) Orig. Ital.
2. Nicolas Foscarini, capitaine de Padoue, écrit aux chefs du Conseil des Dix que les « magnifiques fils » du feu roi Jacques sont venus le trouver pour lui exposer qu'ils avaient besoin de vêtements, *pao de calze*, et le prier de transmettre leur demande à Venise. — Padoue, 27 juillet 1501. Orig. Ital.
3. La reine Catherine Cornaro écrit de Venise aux chefs du Conseil des Dix pour leur recommander Jacques Podocataro qui avait été autrefois au service du roi Jacques, son mari et qui avait reçu du roi la promesse d'une récompense, *una dote*. La reine prie le Conseil de dégager l'âme du feu roi de la charge de cette promesse.
Venise, 19 août 1501. Orig. Ital. Signature autographe de la reine.
4. Les préposés à la garde de la mère et des enfants du feu roi de Chypre, à Padoue, écrivent à Jean-Jacques, chancelier du Conseil des Dix, pour le prier de faire connaître au Conseil l'indiscrétion de la nouvelle demande faite récemment par les dits Chypriotes de linge et vêtements, *vesti et lingerie*, attendu qu'ils ont reçu un subside (*corredo*) spécial à cet effet, il y a à peine sept mois. — Du château de Padoue. 14 Octobre 1502. Orig. Ital.

1502. 30 Mai. Venise.

Le doge de Venise, Léonard Lorédano, à la suite d'une délibération arrêtée au Conseil des Dix et sur la plainte des enfants du roi de Chypre, autorise le capitaine de Padoue André Venier et ses successeurs à laisser sortir les princes deux ou trois fois par semaine au plus et sous bonne garde du château où ils sont détenus, à la condition qu'ils ne dépasseront pas les barrières de la ville et qu'ils coucheront tous les soirs au château. La présente décision dont il

sera loisible au capitaine de Padoue d'user ou de ne pas user suivant les circonstances, devra rester secrète et ne sera pas enregistrée.

Venise. Collect. de M. Rawdon-Brown.

Lettre ducale orig. en parch. provenant des archives Tièpolo.

Legatis solus.

Leonardus Lauredanus, Dei gratia, dux Venetiarum etc. Nobilibus et sapientibus viris Andree Venerio de suo mandato capitaneo Padue et successoribus suis, fidelibus dilectis, salutem et dilectionis affectum.

Ne hano facto intender li fioli regij de Cypri esistenti in quel nostro castello, che in executione de alcune lettere scripte al nobel homo Luca Zen, precessor vostro, cum el Consiglio di X. cum la zonta, non li lassate ussir fuora del dicto castello salvo una volta a la septimana; aggravandosi che tal loro inconsueta strictura, essendo soliti ussir ad beneplacito de i capitanei de Padoa. Unde nui, laudando prima che non ve habiate partito da li commandamenti nostri et del dicto nostro consiglio, habuta consyderatione a la qualità et etade de li fioli regij predicti, hanno parso conveniente cosa satisfarli in darli piui largeza de ussire de dicto castello. Et cussi cum el dicto nostro Consiglio di X. cum la zonta, habiamo deliberato remetter et cussi per tenor de le presente remettemo in libertà et arbitrio vostro de lassar ussir quelli del dicto castello fina do, over tre, volte a la septimana cum la loro deputata custodia, non ussendo quelli fuora de la cità per alcun modo, como non possono ussir, ne dormando fuora de dicto castello. Questa veramente limitatione de do over tre zorni a la septimana, tenerete apresso de vui secretissima, et solum farete intender a quelli, come anchor nui habiamo dicto al nuncio suo, che habiano remessa questa cosa in tuto et per tuto in arbitrio vostro come loro rechiederano. Et poi vui, cum la consueta dexterità, in effecti exequirete dicta deliberatione de do over tre volte a la septimana come è predicto. Queste veramente non farete registrar, ma la consignarete al successor vostro, et su de successore in successore.

Data in nostro ducali palatio, die XXX. Maii. Indictione V^{ta} M. DII.

1502, 23 Octobre. Du château de Padoue.

Lettre d'Eugène et de Jean de Lusignan, fils du feu roi de Chypre, s'excusant auprès du Conseil des Dix d'avoir demandé des couvertures de soie. Cette réclamation n'était pas faite dans l'intérêt de leur propre personne, mais bien pour honorer le Conseil; si elle a paru déplacée, ils en demandent pardon, et prient le Conseil de leur accorder de simples couvertures de toile ou de bure.

Venise. Conseil des Dix. Doc. détachés Orig. papier. (Liasse n° 1).

Jesus. Magnifici et excelentissimi signori, cum ogni debite reverencie humelmente a i piedi de le excelentissime signorie vostre arecommandandone. Cum sit che havendo nui inteso dal meso mandato da le signorie vostre come quele ha suspeso le robe le qual le signorie vostre ne ha concesse, et questo per haver rechiesto coltre over coverte de seda; per la qual cossa, signori excellentissimi, nui non le havemo rechieste per honorar le persone nostre, ma solum per honorar le signorie vostre, perchè de continuo semo con zintilomini; ma se ha le signorie vostre non he de contento de darne coltre de seda quele ne dagi de tella; et si de tella non basta quele ne dagi de griso, purchè a le signorie vostre sia a grato, perchè a nui sarà de sumo contento. Et si eciam la dimanda nostra non sia stata licita, suplichemo de gratia a le signorie vostre se degnino perdonarne. Ale qual sempre, come humili devoti et fidel servi, humelmente ai piedi de le excelentissime signorie vostre arecommandandone. In castello de Padoa, 1502, a di 23 Ottubris.

Dominacionum vestrarum,

humiles servi, Eugenius et Joanes,

condam domini Zachy regis Cypri¹.

1502, 24 Octobre. Du château de Padoue.

Lettre secrète de Louis de Candie, l'un des gardiens des enfants du feu roi de Chypre, dénonçant au Conseil des Dix les relations suspectes que paraît avoir son compagnon Marc Marchesin avec les princes, et les désordres de la vie de ces enfants.

Venise. Conseil des Dix. Doc. détachés. Orig. papier. (Liasse n° 1).

Laus Deo. 1502. A di 24 Hotubris. In chastel de Padoa.

1. Au dos: « Magnificis et clarissimis dominis dominis capitibus excellentissimi Consilii Decem, dominis suis colendissimis. »

Segnori excellentissimi. In questi zorni pasadi, per questi fioli del quondam re de Zipri, el fo mando uno di nostri compagni davanti le S. V. per domandar zerte robe; e za fa mexi 3¹ loro ave da i prezesori de quele ziponi, chalze, e chamisce, e mantili e dovaie, e veste 2 de scharlato, con le sue fodre de dosi e de varo, le qual non è sta ma taiade, e chredo le sia in pegno al Zudis. E per che vedi che lora desipa e buta via, tra ste sue femine e deltri, me a parso dar notizia a le S. V. per far el debito e l'ofizio mio, chome son hobligado; et ben che chredo che el mio compagno che zal presente è vegnudo de li, darà notizia del tuto a le prefate. S. V. E si per chaxo lui non fese el debito suo de arechordar a quele, suplichio de grazia, a le S. V., li sia da sagramento, el dieba dir la verità del portemento e chondizion de questi fioli, e chi e chaxon de questo suo mal portamento; e simelmente del nostro chastelan che i ano mexi in puiasa, in ele vie, per la gran conversazion e pratiche che i ano abudo, di e note de compagnia. Per el simel, uno di nostri sompagni, chiamato Marcho Marchexin, el qual è suo sachretario, e molte volte è sta represo da mi, di muodi che el tien con questi fioli; e perhò, non reste de el conversar e parlar sachreto con loro, per che dui fioli el sovien e mantien; e si i non fose loro el faria mal, e questo per el suo mal governo, che son in lui. E holtre el saminar de questo mio compagno, peaxando a le S. V., suplichio a quele, si degnano schriver a questi magnifici retori, commandando che tuti nui vardiani siemo examinadi, per nostro sagramento, siando tuti nui insieme davanti diti retori, hover separadi, a do a do, ezetuando dito Marcho Marchesin, el qual è suspecto; e che tuti, per suo sagramento, digano la verità di muodi e condizion de questi fioli, azò le S. V. intendano el tuto, a le qual sempre umelmente me recommando. Item, suplichio de grazia a prefate S. V. che el schriver mio sia sachreto, si dal mio compagno che son de li, chome eziam de altri, per no vegrir in parole.

Servidor de le S. V. Eluixe, fo de ser Matio, de Chandia, deputado a la chustodia de la madre e fioli del condam re de Zipri².

1. On peut lire également : 7.

2. Au dos : « Magnificis et excellentissimis D. Dominis Capitibus excelsi consilii X. »

1504-1506.

Documents originaux et détachés provenant des Archives du Conseil des Dix, récemment réunis par M. Th. Gar. (Liasse n° 1).

1. Lettre d'Eugène et de Jean de Lusignan aux chefs du Conseil des Dix, se plaignant d'être misérablement traités par leurs gardiens et priant le Conseil de leur accorder quelques subsides pour racheter les vêtements qu'ils ont été réduits à mettre en gage chez des Juifs. — Du château de Padoue, 4 janvier 1503. (V. S.). Orig. Ital. Signatures autog.
2. Paul Trévisani, capitaine de Padoue, écrit aux chefs du Conseil des Dix que les fils du défunt roi de Chypre demandent à pouvoir disposer de quelques pièces (*stanze*) inoccupées du château de Padoue dans lequel ils sont détenus, attendu qu'ils veulent vivre désormais séparément à cause des mésintelligences (*dissapori*) survenues entre les femmes qu'ils avaient auprès d'eux. — Padoue, 7 mars 1504. Orig.
3. Les gardiens des fils du feu roi de Chypre demandent une augmentation de gages aux chefs du Conseil des Dix, en faisant observer qu'ils n'ont qu'un salaire de quatre ducats par mois¹. — Du château de Padoue, 8 mars 1504. Orig.
4. Paul Trévisani, capitaine de Padoue, annonce aux chefs du Conseil des Dix le mariage clandestin du plus jeune des fils du feu roi de Chypre. — Padoue, 20 mai 1504. Orig.
5. Paul Trévisani transmet aux chefs du Conseil des Dix une note (*polizza*) des fils du feu roi de Chypre qui réclament différentes choses dont ils ont besoin pour leurs vêtements et leur nourriture, *varie cose di vitto e vestito*. — Padoue, 11 septembre 1504. Orig.
6. Lettre d'Eugène et de Jean, fils du feu roi de Chypre, aux chefs du Conseil des Dix, les priant d'approuver, après examen des lieux, la dépense faite par eux pour la restauration d'une chambre (*stanza*) au château de Padoue. — Du château de Padoue, 15 mai 1506. Orig.

1509, 26 septembre. De Nicosie.

Laurent Giustiniani, lieutenant de Chypre, écrit aux chefs du Conseil des Dix que conformément aux ordres du Conseil, les revenus des villages concédés aux fils du feu roi de Chypre ont été mis sous le séquestre et expédiés à Venise.

Venise, Conseil des Dix.

Documents originaux et détachés. (Liasse n° 1).

1. Sanudo dit cependant dès 1500 que leurs gages étaient de 8 ducats par mois. Voy. ci-dessus les extraits des *Diarii*. Ann. 1500.

Excellentissimi Domini observandissimi. Per le ultime mie che funo de X del instante, per via de Rhodi, scrissi a li excellentie vostre quanto fin quel hora era successo in la materia de lebiave da esser per nui expedite in exegution de li mandati de quello excellentissimo conseio. Da poi veramente recevessemo 3 sue lettere, videlicet, una replicata de 23 Zugno in la materia del sequestro del'intrate deli casali concessi ali fioli del quondam serenissimo re Zacho; el qual sequestro fu da nui expedito per el receiver de la prima lettera, et facto vegnir a nui lo appaltador de quelli per intender el pagamento del suo appalto, ne affermò per sacramento haverli remesso per le nave de la muta passata per ser Zuan Filippo fio Nicolosi, certa summa de danari, per la qual restava fin qui piu presto creditor che debitor, si come per la sua deposition apar, havendoli facto comandamento de cetero non dover exborsar alcuna cosa senza saputa nostra, el zudegando per le ocurentie presente tal remessa non dover esser anchora sta pagata, le excellentie vostre potranno de li intender el tutto dalli dicti Nicolosi¹.

Nicosiæ, die XXVI. Septembris. M. D. VIII. Laurentius Justinianus, locumtenens Cypri².

1517, 25 Avril. De Rome.

Marc Minio écrit au Conseil des Dix que l'archevêque de Nicosie, alors à Rome, est venu le prévenir qu'il refusait de recevoir chez lui et de garder désormais comme son vicaire un certain frère dominicain, retenu quelque temps à Venise par ordre du Conseil et récemment venu à Rome, où il était allé demeurer chez Jean de Lusignan, fils du feu roi.

Venise. Collect. de M. Rawdon. Brown.

Reg. orig. des dépêches de l'ambassade de Marc Minio. Dép. n° 46³.

L'altra sera, el rever. archiepiscopo di Nicosia⁴ me mandò ad far intender come l'era venuto de qui el suo vicario soleva tener in Cipro, il qual era andato ad allozar cum uno delli fioli fù del quondam re Zacco, nominato Janus, qual si attrova de

1. La suite de la dépêche est étrangère aux affaires de Chypre.

2. Au dos : « Excellentissimis D. Dominis capitibus excelsi Consilii X observandissimis. »

3. Les dépêches de Marc Minio manquent aux Archives de Venise et ne se trouvent que dans la collection de M. Rawdon Brown.

4. Peut-être l'archevêque Aldobrandi.

qui; et che lui non era per torlo in casa, se prima non me lo faceva intender; et che io li dovesse dir quello el dovea far. Io, che non sapeva chi fusse ditto suo vicario, alhora non li volsi far altra risposta salvo che volentiera faria con sua signoria. El giorno sequente, volse venir a casa a retrovarmi, et parlò mi in un altra forma, dicendo che questo suo vicario, era uno frate Domenicano dil ordine di Predicatori, il qual lui havea usato suffraganeo nel suo archiepiscopato in Cipri; et per vostra serenità era sta retenuto molti mesi a Venetia; et licentiat, era venuto de qui, et non haveva voluto venir ad allozar in casa sua, ne andar allozar alla Minerva, monasterio dil suo ordine dove più commodamente poteva allozar, ma era andato a casa del detto Janus, et che perho sua signoria essendo bon servitore di vostra serenità non era per riceverlo più in casa, ne voleva l'havesser ad far l'officio del vicariato; danando grandemente ditto frate. Laudai la opinione de sua signoria, et così quella exhortai dovesse far promettendoli scriver questa sua buona mente a vostra celsitudine. Et di questo mi è parso conveniente dar notitia alla sublimità vostra, accio quella, cum la sua sapientia, ordeni quanto li piace. Gratiae Serenitatis vestrae, etc.

Die 25 Aprilis 1517¹, per Joannem Vilanum, cursorem, cui dati fuerunt ducati 25.

1518, 28 Mai. Des environs de Londres.

Extrait d'une dépêche de Marc Minio, ambassadeur de la République de Venise, adressée au Conseil des Dix. Minio annonce l'arrivée à Londres d'un personnage nommé Jean de Lusignan, que l'on considère comme l'un des fils naturels du feu roi Jacques le Batard enfuis de Venise, mais qui serait plutôt le fils légitime d'un frère du feu roi.

Venise. Collect. Rawdon-Brown.

Reg. originaux des dépêches de Minio.

De quì par esser venuto certo che se dimanda fiol del quondam re de Cypro. Io existimava fussi uno de li dui fioli del quondam re Zacho, che se absentorono de li; tamen per el secretario mio mi è stato referito haverlo visto et non esser alcuno de loro,

1. Il est possible que cette pièce soit de 1518, si Minio conservait à Rome l'usage vénitien.

ma esser li sta referito questo denominarsi Zuan de Lusignan, fiol legittimo de uno fratello ¹ del quondam re Zachò. Costui per questo intendo è sta alla corte, ma si come posso comprender è sta poco existimato, imperoche el va cercando danari et favori particolare. Ho inteso chel ditto me die venir atovar, sel venirà, li farò bona ciera et trazerò da lui chel che porrò. La signoria vostra sara advisata.

1518, 30 Juillet. De Rome.

Marc Minio écrit au Conseil des Dix qu'un certain Agostino del Sol, banni de Venise, est récemment arrivé à Rome; qu'il est parvenu à s'insinuer dans la confiance de Jean de Lusignan, l'un des fils du feu roi de Chypre, enfuis depuis peu de Venise; qu'il a appris ainsi qu'Eugène de Lusignan, son frère, résidant à Vienne, auprès de l'empereur, espérait voir se conclure prochainement une alliance entre l'Empire, l'Espagne et l'Angleterre, et qu'à la faveur de cette ligue, il comptait pouvoir aller en Chypre. Agostino del Sol offre à la Seigneurie, sous certaines conditions, de se rendre en Allemagne pour empoisonner Eugène de Lusignan.

Venise. Collect. Rawdon Brown. Reg. originaux
des dépêches de Minio. Dép. n° 218.

Excellentissimi Domini,

E venuto de qui in Roma, Augustino dal Sol, el qual è sta bandito, secundo lui dice, per anni sei de Venetia, et si ha molto intrinseccato cum D. Janus, che è uno de quelli Cipri ² che fugite da Venetia; in tanto che, el dicto li communica molti advisi che lui ha da suo fratello D. Genus, qual è apresso la Cesarea maestà, li quali perho sonno secundo li desiderii suoi che tendeno sempre a discordie. Et ultimamente li ha ditto haver receputo lettere dal dicto suo fratello che li advisa ch'el è vero che al presente seguirano le treugue tra la Cesarea maestà et vostra serenità; ma, che per certo è per seguir una confederatione tra lo Imperator, Catholico et Angeltera; si chè lui spera un altro anno haver alchune galee dalla Catholica maestà e andar in Cypri, dove ch'el ha optima intelligentia, si chè el spera haverà sua intentione.

Tutte queste cose mi ha fatto intender dicto Augustino, dicen-

1. On ne sait rien d'un frère qu'aurait eu Jacques le Batard.

2. Sic.

domi che quando fusse in piacer di vostra serenità, lui anderia in Allemagna, et cum il favor del dicto Janus saria accettato in casa del fratello; dimostrando andar delli come disperato nel caso seguito della sua persona; si chè li basta l'animo di attoscarlo certamente; ma ben voria da poi essere recognosciuto da quella, cum la sua restitutione dal bando, et provisione conveniente alla sua operatione; che vostra serenità tegni per certissimo ch'el farà tanto, quanto el ge promette. Desidera etiam de non esser molestato da suo creditorì sopra l'officio lui comprò secundo le parte prese per vostra sublimità in tal materia. Io ho voluto significar quanto lui me ha ditto a vostra sublimità. Quella delibererà quanto alla summa sapientia sara in piacer. Gratia Serenitatis vestrae, etc.

Roma, die penultima Julii, 1518.

1518, 28 Août. De Rome.

Marc Minio, confirmant la dépêche précédente, écrit au Conseil des Dix que, d'après les rapports d'Agostino del Sol, Jean de Lusignan espère toujours pouvoir se rendre en Chypre avec les forces du roi catholique, et qu'il compte recevoir prochainement d'Allemagne des lettres de son frère relatives à toutes ces affaires, lettres qui lui seront extrêmement agréables. Minio ajoute que l'archevêque de Nicosie, qui demande l'autorisation de retourner au Levant, avait entendu dire chez le Cardinal Colonna que d'assez nombreuses troupes d'infanterie devaient être prochainement embarquées sur la flotte du roi catholique pour agir contre la Seigneurie de Venise.

Venise. Coll. Rawdon Brown. Dépêches de Minio, n° 228. Chiffrée.

Anchora ad quello ch'io narrerò alle excellentie vostre non presti molta fede, tamen non ho voluto restar de darli notitia de quanto alla giornata mi è pervenuto alle orecchie.

In questi giorni passati ¹ li scrissi come Augustin dal Sol, el qual era venuto qui in Roma, et havea molto intrensicato cum quel Janus, ciprio, che già erano nel castel de Padoa; et ogni zorno mi referisse del animo che el dicto ha, cum le force del re Catholico, di andar in Cypri; et ultimamente mi ha ditto che rasonando cum lui li ha fatto intender che presto l'haverà lettere da suo fratello in Alemagna; el qual li farà intender cose che li sarà de summo piacer. Et questa sera è venuto da me lo

1. Ceci se réfère à la dépêche précédente n° 218, du 30 juillet 1518.

archiepiscopo de Nicosia¹, per tor licentia, perchè vol ritornar in Levante, et mi ha fatto intender, che essendo cum il eminentissimo cardinal Collona, fu ditto per uno che era li, qual lui non cognosce, come sopra l'armata del re Catholico venivano posti molti fanti; et che erano per andar a danni de vòstra celsitudine; et che il resto del parlar, non potè intender. El dicto archiepiscopo, tutto el tempo è stato de qui ha alloggiato in casa del dicto Cardinal.

Considerando le parole mi ha ditto Augustin dal Sol, et quelle ditte per el dicto archiepiscopo, el qual mi ha pregato vogli recomandarlo a vostra celsitudine, mi ha parso mio debito, così come le ho intese, significarle alla celsitudine vostra; et quella, cum la sua sapientia le ponerà in quel construtto si deverà. Cujus gratiæ, etc.

Romæ, die 28 Augusti 1518. Per Johannem Antonium Tagiagolam, cursorem. Et dati ducati 12.

1520, Janvier. A Rome.

Pension accordée par le Pape aux enfants du feu roi de Chypre.

Dilectis filiis Andree Belanti et sociis pecuniarum aluminum Sancte Cruciate depositariis. Sub indignationis nostre pena mandamus quatenus de dictis pecuniis solvatis illustribus dominis Eugenio et Iohanni, filiis regis Cipri, ducatos septuaginta de bononensis 72 pro ducato, videlicet provisionem ordinariam per nos eis dari solitam, etc.

Datum Rome apud Sanctum Petrum, die... (sic) Januarii M. D. XX.

Documents copiés aux Archives du Vatican et publiés par M. Amati, *Archivio stor. italiano*. 3^e série, t. III, part. I, 1866. p. 233.

1523, 5 Octobre.

Extrait de la Relation de François Massario², secrétaire d'ambassade de la République de Venise en Hongrie, concernant Eugène, fils du feu roi de Chypre.

Reg. contemporain et considéré comme autographe des dépêches de Massario. Coll. de M. Rawdon Brown, à Venise.

1. Voy. la dépêche du 25 avril 1517.

2. Le commentateur de Pline.

Ben è vero che essendo io a Vienna, el signor Eugenio, che fu del quondam serenissimo re de Cypro, mi disse che l'era lettere de Hungaria nella corte del serenissimo Ferdinando come Turchi haveano iterum corso a quelli confini; che haveano depredato et brusato vile et inferiti de notabeli danni. Il qual signor Eugenio me disse ancora et jurò che se l'era posta la parte secundo che voleano li excelsissimi D. Luca Trun et D. Marco Antonio Loredan, i non fugivano ¹ mai da Venetia.

L. DE MAS LATRIE.

1. *I non fugivano*, Eugène parle donc en son nom et au nom de son frère Jean, qui résidait peut-être encore à Rome.



DOCUMENTS

RELATIFS A L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS.



Je dois à l'obligeance de M. P. Meyer communication de plusieurs documents importants pour l'histoire de l'université d'Orléans et principalement relatifs à la réforme de cette université en 1389, qui sont conservés aux Archives nationales dans la série des Accords du Parlement (X^{ie}) au rang que leur assigne leur date. Lemaire y fait allusion¹; mais il n'en donne ni le texte ni l'analyse, et il ne les a sans doute pas connus directement. M. Bimbenet (*Histoire de l'Université de lois d'Orléans*, 1853, 8^e) n'en fait même pas mention; et l'indication de Lemaire paraît lui être échappée, puisqu'il avance (p. 226) qu'il n'a pas rencontré de réglemens généraux entre 1368 et 1542.

Les écoles d'Orléans étaient célèbres au XII^e siècle et au XIII^e pour l'étude des poètes payens et la culture de la poésie latine². L'ensei-

1. « Les Bourgeois d'Orléans ont esté depuis toujours unis de volonté et d'affection avec les Docteurs et Escoliers, jusques en l'année 1388, qu'aucuns particuliers habitans ayans fait des excez à quelques Escoliers, et iuré la mort aux Escolliers, il y eust Arrest donné contre ces particuliers habitans en icelle, le dernier Ianvier, qui furent condamnez en une amande, comme remarque *Joan. Gallus*, Arrest 76. Et parce que ce fait particulier ne concernoit pas le corps de l'Université qui prit la cause pour les Escoliers, cela meut le general des habitans, d'intenter procez contre les Docteurs et Escoliers. Sur quoy le Parlement commit messieurs Boucher et Guiry president et conseiller au Parlement qui firent enquestes et informations, et sur icelle(s) le Parlement donna Arrest et Reglement concernans l'Université, l'an mil trois cens quatre vingt neuf, lesquels statuts et ordonnances, furent derechef confirmez pour autres différens qui survinrent l'an mil quatre cens quarante-sept » (*Histoire et Antiquitez de la Ville et Duché d'Orléans*. Orléans, 1648 (2^e éd. f°) I, 341).

2. Voir M. L. Delisle, *les Écoles d'Orléans au douzième et au treizième siècle*, dans l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France, VII, année 1869.

gnement du droit canon et du droit civil ne paraît pas y avoir été moins florissant ¹.

En 1305, le pape Clément V, qui avait étudié autrefois dans les écoles d'Orléans, accorda aux docteurs qui y enseignaient et aux écoliers qui y étudiaient le droit canon et le droit civil l'autorisation de se constituer en université ² et leur donna entre autres privilèges celui de n'être jugés que par la juridiction ecclésiastique. Les docteurs, les écoliers et même leurs domestiques (les étudiants en droit étaient pour la plupart riches et de condition noble) étaient soustraits à la justice séculière : privilège exorbitant qui excita en 1309 une émeute violente parmi les habitants ³. En 1312, Philippe le Bel confirma et modéra les privilèges de l'université, dont il soumit les membres à la juridiction du prévôt d'Orléans ⁴. L'université d'Orléans était constituée sur le modèle de toutes les universités de lois, dont le caractère distinctif était, comme l'a très-bien remarqué Savigny ⁵, d'associer les étudiants au gouvernement de la corporation : ce qui s'explique par la naissance et la richesse de la plupart d'entre eux ; les étudiants en théologie étaient au contraire en général pauvres et de basse condition. Les étudiants de l'université d'Orléans formaient d'après leur origine dix corporations appelées *nations* : les nations de France, de Germanie, de Lorraine, de Bourgogne, de Champagne, de Picardie, de Normandie, de Touraine, de Guyenne et d'Ecosse ⁶. Chaque nation élisait un procureur qui administrait ses affaires : et les procureurs réunis aux professeurs ou *docteurs* gouvernaient l'université avec le recteur ⁷.

La pente inévitable des membres des corporations indépendantes à diminuer leurs charges et à augmenter leurs profits, et le contact d'étudiants insolents, turbulents et privilégiés avec une population peu endurante, ne pouvaient manquer d'engendrer de nombreux abus et de grands excès.

1. Les professeurs des écoles d'Orléans enseignaient une certaine manière de rédiger les actes, qui était connue sous le nom de *Stilus Gallicus* (*Notices et extraits des manuscrits*, XLII, 2, 132).

2. La bulle d'institution est dans Lemaire *Hist. et art. etc.*, I, 345.

3. Lemaire, I, 336.

4. L'ordonnance dans Lemaire, I, 346.

5. *Discours de Troie romaine au moyen-âge*, III, § 23.

6. Lemaire, I, 334.

7. Depuis 1302 c'était l'un des docteurs regents qui exerçait les fonctions de recteur. Lemaire, I, 337.

Le règlement fait en 1389 pour y remédier nous apprend qu'alors les dissentiments les plus graves régnaient soit entre les docteurs et les étudiants, soit entre les membres de l'université et les habitants de la ville. Les docteurs ne faisaient pas leurs leçons de grand matin, comme ils y étaient tenus, et ne remplissaient qu'avec négligence les obligations de leur enseignement. Ils s'absentaient des assemblées sans cause sérieuse. Ils confiaient les leçons extraordinaires, c'est à dire les leçons de l'après-midi ¹, à des étudiants peu capables qui leur faisaient des présents. Ils dispensaient, sans doute à prix d'argent, les étudiants des cours et du temps d'étude exigés pour l'obtention des grades. Ils n'étaient pas difficiles dans l'examen des candidats aux grades de bachelier et de licencié. Ils exigeaient de l'argent, même de ceux qui avaient cessé de suivre leurs leçons. Les étudiants qui alléguaient leur pauvreté pour ne pas payer la somme demandée ne pouvaient obtenir des docteurs les attestations exigées pour passer les examens. Le *scolastique*, ou ecclésiastique chargé de conférer au nom du pape la *licence* ou autorisation d'enseigner dans toute la chrétienté, rançonnait les écoliers à cette occasion. Les étudiants eux-mêmes ne choisissaient pas toujours pour procureurs de la nation les plus anciens et les plus pacifiques. On excluait de l'université pour des motifs futiles, sans avoir entendu l'accusé, sans observer les formes régulières.

Quels que fussent les griefs des étudiants, les habitants d'Orléans étaient bien plus à plaindre. Les suppôts de l'université entraient dans leurs vignes et leurs vergers, sans demander la permission du propriétaire ; et ce n'était pas sans doute pour satisfaire une pure curiosité. Ils circulaient par la ville en armes et avec des dagues. Un habitant était-il en procès avec eux, ils l'assignaient, en vertu d'un privilège donné par le pape Clément VII, à Caen et à Reims. Les habitants ne pouvaient avoir affaire à un professeur ou à un étudiant sans s'exposer à voir l'université s'entremettre officiellement et en corps pour le soutenir. Certaines gens qui étaient dans la dépendance des écoliers, assignés devant les juges des privilèges de l'université ou devant le bailli d'Orléans, ne pouvaient trouver de procureurs ni d'avocats pour défendre leur cause : tant les étudiants inspiroient de crainte. Le bailli était impuissant contre tant d'abus. Les cours étaient suspendus, quand l'université trouvait qu'il ne rendait pas justice. On appelait de ses décisions au parle-

1. Savigny, *Histoire du Droit romain au moyen-âge*, III, § 98.

ment de Paris. Le recteur et le collège de l'université avaient condamné à une amende de cent livres tournois un lieutenant du bailli pour avoir siégé au-dessus du recteur à côté du bailli. Les membres de l'université étaient si bien protégés que des habitants d'Orléans se faisaient inscrire frauduleusement pour participer à leurs privilèges¹. En 1389 il y avait un grand nombre de causes d'appel pendantes au parlement entre l'université et les habitants.

La situation était devenue si difficile et même si menaçante que le 5 juillet 1389 Pierre Boschet, président au Parlement de Paris, et maître Etienne de Guiry, conseiller, reçurent de leur compagnie commission pour réformer l'université et pacifier les différends. Ils se rendirent à Orléans, invitèrent les maîtres et les étudiants à leur communiquer de vive voix et par écrit ce qu'ils croiraient utile à leur mission ; et après cette enquête ils dressèrent un règlement général qui fut homologué au parlement le 18 août 1389. Un accord général fut conclu entre les parties qui plaidaient en appel devant le parlement et lu devant les commissaires du parlement et les représentants des parties le 8 août 1389.

Je donne ici :

I. Le règlement général dressé par les commissaires du Parlement ;

II. L'arrêt d'homologation rendu par le Parlement ;

III. La pièce principale de l'accord général conclu entre les parties, qui fut homologué au Parlement par un arrêt du 4 septembre 1389 ;

IV. Un arrêt portant condamnation contre les héritiers de l'évêque d'Amiens, qui se sont exécutés le 15 septembre 1390, comme on lit au dos de la pièce. Cet arrêt est inséré dans une procuration donnée par l'université, qui ne porte pas la date du jour et du mois, mais seulement celle de l'année 1390. Il nous apprend que si on prenait le grade de docteur ailleurs que dans l'université d'Orléans, quand on y avait été reçu licencié, on devait un dédommagement à la corporation pour les cadeaux que le récipiendaire faisait aux docteurs et aux bedeaux et pour le diner qu'il donnait aux docteurs et aux suppôts de l'université.

1. Voir la transaction du 9 août 1389 dans Bimbenet (*Hist. etc.*, pp. 91-92). Elle se trouve dans les pièces que m'a communiquées M. Meyer.

I.

L'an de grâce mil ccc m^{xx} et neuf le lundi cinquiesme jour du mois de juillet, nous Pierre Boschet président en parlement et maistre Estienne de Guiry conseillers du Roy nostre sire et commissaires en ceste partie receusmes certaines lettres royaulz à nous adreçans desquelles la teneur s'ensuit « Karolus,... etc. » par vertu desquelles nous nous transportasmes es ville et cité d'Orléans et feismes assembler en assemblée general tous les docteurs nobles licenciés bacheliers et autres escoliers ¹ estudians au dit lieu, auxquels nous feismes lire et publier les dictes lettres ; et ycelles leues leur declarasmes et exposasmes la teneur d'icelles, en disant oultre que nous voulions procéder à la reformation de la dicte université et estude es cas où il estoit besoing de reformation, si come il nous estoit mandé et comis par les dictes lettres, et que se il avoient aucuns articles touchans la dicte reformation oultre les choses contenues en icelles lettres, ilz les nous baillassent tant de la partie des diz docteurs comme des autres estudians, et avec ce les orryons en tout ce qu'il nous vouldroient dire de bouche. Lesquelz docteurs et autres estudians nous respondirent qu'il nous diroient de bouche et bailleroient par escript plusieurs autres choses, desirans bonne reformation tant sur le fait des diz docteurs comme des autres diz estudians ; et ainsi l'ont fait. A quoy nous avons entendu par plusieurs journées, et après ce que nous avons oy tant les diz docteurs comme les autres estudians, nous avons pris le livre des privileges et statuz de la dicte université, et avons fait assembler plusieurs anciens licenciés d'icelle université, c'est assavoir maistre Guillaume Ferret licencié en droiz canon et civil et chanoine d'Orléans, maistre Jehan du Buisson licencié en drois canon et civil, maistre Noel Davoise licencié en lois prévost et chanoine de l'église Saint-Aignan d'Orléans, maistre Pierre Jehan licencié en lois et chanoine d'Orléans, maistre Jaques Berault licencié en lois et prevost d'Ingré en l'église de Chartres, maistre Pierre Barbilly chanoine d'Orléans, maistre Aymar Morant licencié en lois et chanoine d'Orléans, maistre Guillaume Gibel licencié en lois, et maistre Guillaume Gombert tabellion de l'université d'Orléans, lesquelz

1. Voir plus bas. art. V : « Doctores diligenter studeant. »

nous feismes jurer de bien et loyaument conseiller et aviser à leur pouvoir le fait de la reformation dont es dictes lettres est faicte mention. Après lequel serement nous procedasmes et avisasmes plusieurs choses, veuz les diz privileges et statuz, necessaires ou prouffitables au gouvernement et reformation de la dicte université, en la forme et maniere qui ensuit :

Hec sunt avisata seu deliberata pro reformatione et regimine tocius universitatis studii Aurelianensis,

I. Videlicet quod super facto et electione rectoris in universitate predicta servetur statutum domini Clementis pape quinti ¹ super hoc editi (*sic*) et nichil immutetur de presenti.

II. Item quod doctores et bachalarii legentes in jure civili in dicta universitate incipiant lecturas suas in capa r(u)gata et continuant (*sic*) per totum anni circulum secundum antiquorum statutorum seriem et tenorem, doctores vero juris canonici seculares de mane legentes legant in epitogio vel alio habitu condecienti, legentes autem decretum in primis legent in capa rubea.

III. Item scolares juris canonici non acquirunt tempus ad gradum bachalariatus obtinendum, nisi audiant lectionem Decreti.

IV. Item quod doctores de mane legentes intrabunt qualibet die legibili lectiones suas in aurora vel circa a principio ordinarii usque ad festum Pasche, et post dictum festum usque ad finem lecture sue illius anni intrabunt post pulsacionem matutinarum, videlicet in pulsatura unius campane vocate Marmet vel circa, et continuabunt dictas suas lectiones usque ad pulsacionem prime. Quod si quis contrarium facere sit solitus, pro non regente reputetur.

V. Item quod doctores diligenter studeant et intendant ad lectionem, ne redarguentur (*sic*) de negligencia.

VI. Item quocienscunque licenciati voluerint respondere publice de questione vel alias disputare, sine impedimento admittentur.

VII. Item quod doctores tradant de cetero suum extraordinarium legendum ydoneo et sufficienti et sine spe premii cuiuscunque, qui legendo dictum extraordinarium in una facultate non acquirat tempus in alia. Et hoc quilibet doctor ordinarie actu regens in primo collegio post festum sancti Remigii singulis annis jurare teneatur; aliter, non reputabitur esse regens.

1. C'est sans doute le rescrit du 27 avril 1309 (Lemaire, I, 377).

VIII. Item quod doctores lectiones suas de mane non dimittant, nisi justa et legitima de causa impediti ; quo casu eas ydoneis et sufficientibus comittent.

IX. Item quod dicti doctores non dispensabunt cum scholaribus et bachalariis super Voluminibus ¹ et tempore in suis gradibus acquirendis, et hoc jurare teneantur ut supra.

X. Item quod doctores et procuratores non possint de cetero erogare de peccunia universitatis ultra vinginti solidos in qualibet rectoria inconsultis nacionibus. Quod si contrarium fecerint, non tenebit alienatio, et nichilominus tantundem de suo proprio restituere tenebuntur.

XI. Item quod dicti doctores de cetero non possint recipere nec recipiant peccunias a bachalariis lectionem eorum non continuantibus, sub pretextu collecte ² vel alias quovis modo, et hoc jurent prout supra.

XII. Item quod de cetero fiant repeticiones ³ per alterum doctorum singulis mensibus per totum anni circulum et post prandium hora nona.

XIII. Item quod auctoritate quoruncunque privilegiorum apostolicorum non liceat alicui scolari quoscunque extra muros civitatis Aurelianensis convenire nec alicui judici super hoc citationes dare ⁴.

XIV. Item quod nulli concedantur citationes virtute privilegiorum, nisi coram judicibus Aurelianis constitutis et prestito per impetrandem in manu rectoris et judicis se venisse ad studium causa continuandi illud saltem per annum corporaliter jramento.

XV. Item quod doctores et scolasticus, prout ad quemlibet eorum spectat, de cetero non admittant scolarem ad gradum

1. C'était l'expression propre pour désigner les parties du *Corpus juris*. Voir Savigny, *Hist. du Dr. rom. au moyen-âge*, III, § 191.

2. Ce terme désignait les honoraires des professeurs et toute espèce de paiements. Savigny, ch. III, § 94 a.

3. Le sens précis de ce mot est donné par les deux textes suivants que cite Savigny (*Hist. etc.*, III, § 201 e et § 204 a) : « Alciat, *Opp.* IV, 866 : vacationum diebus aliquam legem iterum interpretandam accipiebant quam diffusius disputarent, ideoque repeticiones dixerunt. » « Odofredus : si aliqua lex repetitione digna fuerit ratione famae vel difficultatis, eam serotinae repetitioni reservabo. »

4. Lemaire, I, 343 : « En l'an 1389 ils obtinrent du pape Clement VII qu'ils auroient pour luges les abbez de Caën, en Normandie, et de Saint-Remy à Reims. »

bachalariatus vel bachelarium ad gradum licencie, nisi fuerit sufficiens et ydoneus, vita et moribus comprobatus; et hoc, ut supra, jurare teneantur.

XVI. Item ne naciones in suis congregacionibus pro opinionibus suis dicentes per dioceses dividantur¹, sed iunctis simul dictis diocesibus sua deliberanda dicant et exponant, prout in statuto Philippi quondam Francorum regis dato anno Domini millesimo ccc^{mo} xii^o xxii^a junii super hoc editi (*sic*)² laicius continetur.

XVII. Item quod super cessacionibus lectionum observetur statutum domini Clementis pape quinti, cuius tenor sequitur sub hiis verbis³. « Et si doctoribus et⁴ scholaribus ipsis, quod absit, » vel alicui eorum inferatur iniuria, ut pote mortis aut⁵ membri » mutilacionis, nisi, congrua monicione premissa, infra quindenam » super hoc congrue fuerit⁶ satisfactum, liceat doctoribus usque » ad satisfactionem condignam eorum suspendere lectiones. » Et alias a lectionibus non cessetur.

XVIII. Item quod de cetero eligantur et fiant procuratores nacionum de antiquioribus licenciatis vel bachalariis et in defectum eorum de antiquioribus scholaribus prudentioribus et magis pacificis. Quod si aliter fiat, decernatur vocem seu deliberata nacionis contrarium facientis nullius esse momenti.

XIX. Item ne de cetero procedatur in dicta universitate ad privacionem⁷ cuiuscunque, nisi ex magna et justa de causa et parte debite vocata et ad plenum audita et juris ordine servato. Quod si contrarium fiat, declaratur ex nunc prout ex tunc privacionem illam fore nullam ipso jure.

XX. Item quod de cetero dicti doctores non recedant de collegio propter eorum anniversaria lucranda vel aliter, nisi ex

1. Il pouvait arriver ainsi que chaque diocèse ne comptant que pour une voix, la minorité originaire d'un plus grand nombre de diocèses l'emportât sur la majorité originaire d'un plus petit nombre de diocèses.

2. La même faute se retrouve plus haut, art. I.

3. C'est un passage de la bulle de 1305, dont le texte est dans Lemaire. Voir I, 347.

4. Vel Lemaire.

5. Vel L.

6. Avant congrue L.

7. Cf. plus bas, p. 393, l'affaire d'Andrieu de Bourges. C'est l'expression technique pour désigner l'exclusion de l'université. Voir les statuts de Bologne dans Savigny, extrait 15. Voir encore Savigny, *Hist. etc.*, III, § 74, et plus bas art. XXVIII : « Sit ipso facto privatus. »

causa necessaria, donec ibidem agenda pro tunc fuerint adimpleta, sub pena quinque solidorum parisiensium media parte regi et alia dicte universitati applicanda.

XXI. Item quod scolasticus jurabit singulis annis in principio examinis in manibus rectoris vel antiquiorum doctorum, si tunc scolasticus fuerit rector, quod pro licenciis concedendis nichil recipiet vel habebit, sed pro cera et sigillo littere licencie solum recipiet florenum Florancie vel eius legitimum valorem, notarius vero pro littera signo suo privato signata tertiam partem unius floreni Florancie et non ultra.

XXII. Item quod dicti doctores non denegabunt litteras testimoniales suis scholaribus pretexto collecte non solute, si paupertatem allegaverint.

XXIII. Item si esset dubium quod aliquis fictitie veniret ad scholas, approbacio scholaritatis eiusdem ad collegium doctorum et procuratorum pertinebit.

XXIV. Item quod ad requestam trium procuratorum requirementum congregacionem generalem fiet primitus collegium doctorum et procuratorum; in quo collegio fiet discucio utrum debeat fieri congregacio generalis aut non; et si maior pars procuratorum consenserit quod fiat congregacio generalis, tunc fiet; et eo casu quo fuerint divisi equaliter seu partiti, tunc illa pars obtinebit, ad quam maior pars doctorum determinabitur.

XXV. Item quod universitas rector doctores aut scolares nullius de factis singularium scholarium et doctorum universitatis nomine se nullathenus intromittant nec factum singularis persone alicuius de universitate iam dicta tanquam universitas prosequatur, nisi doctor vel scholaris contra civem vel civis contra doctorem vel scolarem actionem civilem aliquam vel criminalem intemptarent, que totam universitatem tangeret manifeste, videlicet si scolari eundo ad scholas aut inde reddeundo seu legendo vel audiendo vel alias actus scolasticos publice exercendo. Et hoc quilibet rector seu doctor universitatis eiusdem singulis annis in principio sue lecture proprio firmare tenebitur iuramento.

XXVI. Item quod rector non recedat ab illa ultra unum diem naturalem moraturus, quin loco sui sufficientem substitutum dimittat.

XXVII. Item ne quis doctor licenciatus bachalarius vel sco-

laris seu eius familiaris arma habeat seu armatus per villam incedat. Quod si contrarium fecerit, arma perdat ipso facto et penam centum solidorum parisiensium regi applicandorum incurrat. Si vero doctor licenciatus bachalarius scholaris doctorem licenciatum bachalarium vel scolarem vel aliquem villatenentem invaserit, pena decem librarum etiam regi applicandarum puniatur, et a gradu obtinendo per annum retardetur, temporis acquisiti vel acquirendi pro gradu annum amittendo, et nichilominus super portu armorum vel salvewardie infractionem (*sic*) coram baillivo Aurelianensi conveniatur de predictis procuratori regio responsurus et punicionem juxta casus exigenciam recepturus. Cum vero discordia mota fuerit seu moveri speretur inter aliquos de universitate inter se seu contra villatenentem, rector una cum doctore illorum et bedello generali, quam primum potuerit, domos scholarum rixancium adeat (et hoc jurare tenebitur dictus rector singulis annis in crastinum festi beati Dionysii in collegio dicte universitatis) et sub pena privationis et resecacionis inhibeat ne per viam facti procedant. Et si quis contrarium fecerit via facti contra alterum procedendo, ab universitate predicta tanquam filius inobediencie et pacis turbator sit ipso facto privatus, et alias per dictum baillivum pro portu armorum et salvewardie infractionem (*sic*), si casus contingerit (*sic*), puniatur, aliis penis circa premissa vel premissorum aliquod in suo robore permansuris.

XXVIII. Item ne quis villatenens nisi ville custodie causa armatus per villam incedat. Quod si contrarium fecerit, armis privetur regi ipso facto applicandis et pena decem librarum turo-nensium eidem domino nostro regi applicandarum multetur; et pro portu armorum, si casus exigerit (*sic*), alias puniatur.

XXIX. Item si quis villatenens doctorem licenciatum bachalarium vel scolarem invaserit, pena decem librarum turo-nensium puniatur, et nichilominus pro portu armorum, si intervenerit, et salvewardie infractionem (*sic*) juxta exigenciam casus pena condigna per dictum baillivum infligatur, similiter aliis penis circa hoc inflictis seu introductis in suo robore duraturis.

XXX. Item quod si rota mota sit seu moveri speretur inter aliquos villatenentes et aliquem de universitate, baillivus et prepositus Aurelianenses ac eorum locatenentes inhibeant seu inhiberi faciant dictum villatenentem ad locum domicilii ipsius vel alias debite ne ad factum procedat. Quod si contrarium

fecerit, juxta predicta puniatur et in carceribus detrudatur per annum ibidem remansurus. Et hoc iurare tenebuntur dicti baillivus et prepositus ac eorum locatenentes singulis annis in crastinum festi beati Dyonisii supra dicti.

XXXI. Item ne quis villatenens cuiquam supposito universitatis arma habeat comodare. Quod si secus fecerit, arma perdat ipso facto et pena decem librarum turonensium multetur.

XXXII. Item prohibetur doctores licenciatos bachalarios vel scolares necnon quemvis villatenentem dagas seu longuos cutellos per villam, nisi proficiscendi causa extra civitatem, deferre seu deferri facere. Quod si contrarium fecerint, ipsis priventur ipso facto et in castelletum detrudantur et cum hoc pena vincti solidorum parisiensium punientur.

XXXIII. Item prohibetur ne aliqui vineas ortos aut quecunque loca invittis dominis eorundem intrant (*sic*) nec dampnum aliquod cuicunque inferre presumant de die vel de nocte quacunque occasione captata. Quod si quis contrarium fecerit, in carceribus per triduum detineatur, et antequam exeat, parti lese vel dampnificate satisfacere compellatur, et ad premissa probandum juramento conquerentis credatur.

XXXIV. Item cum scolares nonnullos quos sibi dicunt obnoxios tam coram iudicibus privilegiorum¹ dicte universitatis quam coram preposito Aurelianensi faciant evocare, et contingat aliquociens tales sic vocatos iniuriari verbo vel facto nec possunt reperire procuratores vel advocatos ad defensionem causarum suarum propter metum scolarium, ordinatum est quod omnes qui vocati fuerint et procuratores et advocatos (*sic*) quos pro se evocare voluerint sint ipso jure in salvo conductu regis, et quod quicunque sic citatos procuratores nuncios et advocatos iniuriari presumpserit quovis modo eadem pena sicut de salva gardia regis infracta puniatur.

II.

Karolus etc. universis presentes litteras inspecturis salutem. Cum justicie complemento regalis honoris solum exaltetur et

1. Sans doute l'évêque et son official (Lemaire, I, 377-378). Le bailli et le prévôt d'Orléans étaient conservateurs des privilèges royaux (Lemaire, I, 378).

veritate solidentur gubernacula populorum ac sine personarum acceptione iusticia regis dinoscatur secundum equitatis temperiem seu juris rigorem inter subiectos regnicolas judicare, nuper vero propriis auribus per nonnullos fide dignos intimatum extiterit quod inter doctores et ceteros carissime filie nostre universitatis Aurelianensis scolares et in eadem universitate studentes necnon cives et ceteros ville nostre Aurelianensis habitantes retroactis temporibus graves discencionum materie sunt exorte et oriri formidabantur imposterum verissimiliter graviores, nisi super hoc per nos seu nostram parlamenti curiam, que nodosas questiones ambiguas et obscuras ex omni tribu et lingua quomodolibet occurrentes elucidare consuevit, de salubri remedio provideretur, cupientes itaque, prout nostre regie incumbit maiestati, inter ipsas partes pacem et tranquillitatem dirigere, per nostras alias litteras Petro Boscheti utriusque juris professori in dicti parlamenti nostri curia presidenti et magistro Stephano de Guiriaco consiliariis nostris commiserimus et dedimus in mandatis quatenus de et super discencionibus predictis ac super nonnullis aliis in eisdem litteris declaratis se legitime informarent, qui deinde ipsos invenire seu reperire contingeret nobis aut dicti parlamenti nostri curie rescripturi, et demum prefati commissarii dictarum virtute litterarum certas informaciones de et super statu et reformatione predictae universitatis et studencium in eadem fecerint ac eidem curie nostre remiserint et in scriptis tradiderint, notum facimus quod prefata curia, visis per eandem et diligenter inspectis informacionibus prenotatis, ut finis imponatur excessibus et discencionibus supradictis et amodo inter partes easdem pacis et dilectionis vigeat pulcritudo, prehabita super hoc deliberacione provida et matura de et super premissis, ordinavit et constituit ac ordinat et constituit modo et forma subinsertis *videlicet* etc. Quam quidem ordinacionem eadem curia nostra perpetuo valituram tamquam ipsius curie arrestum ac roboris firmitatem habituram declaravit et decernit declaratque et descrevit per arrestum. Quocirca baillivo nostro Aurelianensi aut eius locumtenenti comittimus et mandamus quatenus huiusmodi ordinacionem constitucionem et arrestum a dictis partibus, quatenus ipsarum quamlibet tangere potest, perpetuo et inviolabiliter observari et teneri, et ad hec et premissorum singula fide et iuramento mediis tenenda complenda ac firmiter et inviolabiliter observanda compelli faciat, in transgressores qui

secus egerint penas infligendo et ad hoc ipsas partes et earum quamlibet omnibus aliis viis et remediis opportunis compellendo. Quod ut firmum et perpetuum remaneat in futurum presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum et actum Par. in palatio nostro anno Domini millesimo ccc^o octogesimo nono et regni nostri ix^o xviii die mensis augusti.

III.

Item anno (1389) indictione (12) et pontificatu (Clément VII) predictis, die octava mensis augusti, congregatis in quadam camera in domo equi albi Aurelianis in parrochia Sancti-Petri in semita lata coram prefatis dominis comissariis (Petrus Boscheti et Stephanus de Guiri) venerabilibus et circumspectis viris dominis Radulpho de Refugio et Vincencio de Clocherio doctoribus superius nominatis ac dicto magistro Petro Morelli procuratore universitatis predictae, cum litteris procuratoriis sub sigillo rectorie eiusdem universitatis confectis ibidem expositis, quarum tenor inferius est insertus, nomine procuratorio dicte universitatis et pro ipsa ex una parte, necnon Gaufrido Renoart Generali Gidonio Alagueulle Guerino Bergiere Gidonio Mignon Johanne Boileve Bernardo Ducreux Stephano de Mondidier Stephano Marecot Guillo (*sic*) Regnart et Johanne Boileve dicto le Cueur, procuratoribus ville et habitatorum ville Aurelianis predictae nomine procuratorio ipsorum ville et habitatorum et pro ipsis ex altera, prefatus magister Stephanus cedulam dicte pacis et concordie alias in dicta ecclesia Aurelianis sicut dictum est superius lectam et publicatam cum quibusdam aliis ad declarationem pleniorum dicte pacis et concordie adhibitis exhibuit atque legit ; cuius quidem cedula tenor sequitur et est talis :

Comme certains plaiz, procès et autres debaz soient meuz et autres esperez a movoir tant en la court de parlement comme ailleurs et tant en cas d'apel comme autrement entre les docteurs nobles maistres bacheliers et escoliers de l'université de l'estude d'Orliens tant en demandant comme en deffendant d'une part, et les procureurs manans et habitans de la ville d'Orliens tant en demandant comme en deffendant d'autre part, pour cause et occasion de plusieurs crimes, deliz, excès et malefices, injures, pors d'armes, sauves gardes enfraintes, rotes, tanssons et autres

choses faictes et perpetrées par aucuns de chacune des dictes parties contre l'autre par plusieurs faiz et em plusieurs et diverses manieres, dont plusieurs grant perilz, inconvenians, douleurs et escandes irreparables estoient en aventure d'avenir de jour en jour entre les dictes parties, se briefment n'eust esté proveu sur ce, finalement après plusieurs traictiez, advis et deliberacions eus sur ce, accordé est entre ycelles parties o le plaisir du roy nostre sire et de sa court de parlement, pour avoir paix universal et particuliere entre eulx amour et charité et venir en bonne concorde et tranquillité d'ores en avant, en la maniere qui ensuit; c'est assavoir que chacune des dictes parties en universal et chacun singulier singulierement en droit soy remetent, quictent, pardonnent et delaissent universalement et singulierement les uns aux autres pour eulx et leurs successeurs es temps advenir toutes actions, demandes, querelles et poursuites quelz-cunques qui leur competent et appartiennent, puent competer et appartenir universalement et particulièrement pour raison des diz crimes, deliz, excès, malefices, injures, pors d'armies, sauves gardes enfraintes rotes et tansons en quelque maniere que se soit, oncques toutes paroles, haynnes, rancunes et mautalans que chacune des dictes parties a et puet avoir encontre l'autre tant universalement comme singulierement. Et avec ce ont promis et promettent les dictes parties et chacune d'icelles universalement et particulièrement que d'ores en avant ilz ne mefferont l'un à l'autre en corps ne en biens pour quelque cause et action que ce soit, mais viveront en bonne paix et tranquillité les uns avecques les autres universalment et particulièrement. Et ceste paix general et universal ont fait et font lesdictes parties generalment et universalment aux regart d'eux touz et singulierement et particulièrement au regart de chacun singulier ou particulier d'icelles parties en bonne foy, et ont promis et promettent pour eulx et leurs successeurs la garder, enteriner et accomplir bien et loyaument sanz enfraindre universalment et singulierement perpetuelement et à touz jours, voulans et consentans icelles parties et chacune d'icelles universalment et singulierement pour eulx et leurs diz successeurs et contre eulx et leur diz successeurs que touz ceulx des dictes parties qui enfraindront ou violeront la dicte paix universalment ou singulierement soient punis comme infracteurs ou violeurs de paix publique general et universal, sanz en faire grace, remis-

sion ou pardon aucun. Et avec ce ont voulu et consenti, veulent et consentent les dictes parties et chacune d'iceles tant universalment comme singulierement que certaines appellacions faictes en la dicte court de parlement par aucuns singuliers des dictes parties tant du bailli d'Orliens comme du recteur et college de la dicte université soient mises au néant sanz amende, et tout ce de quoy il a esté appelé et tout ce qui s'en est ensui et autres plais, procès et debaz meuz et pendens tant en la dicte cour comme ailleurs sanz jamès y proceder en quelque maniere que ce soit, mesment es causes qui ensuivent : Premièrement en une cause d'appel pendent entre Guillaume de Pimelin appellant d'une part et le recteur et college de la dicte université d'autre, sur ce que les diz recteur et college avoient condempné le dit Guillaume de Pimelin en amende de c livres tournois, pour ce que il pour lors lieutenant du bailli d'Orliens avoit sis au-dessus du recteur en jugement lez le bailli d'Orliens : dont le dit Guillaume avoit appelé en parlement. Item en une autre cause d'apel pendent entre Andrieu de Bourges appellant d'une part et les diz de l'université d'autre, sur ce que les diz de l'université avoient privé¹ le dit Andrieu pour ce qu'il avoit demandé en jugement devant l'official d'Orliens et requis avoir copie d'un raport fait par ung chirurgien d'une bateure faite en la personne de Jehan de Jalon étudiant en la dicte université : de laquelle privacion le dit Endrieu avoit appelé en parlement. Item en une autre cause d'apel pendent entre les diz de l'université appelans d'une part et les habitans d'Orliens d'autre, sur ce que le bailli d'Orliens par vertu de certaines lettres royaulz avoit fait deffence à certaine pene aus diz de l'université, que soubz umbre de certains privileges qu'ilz se disoient avoir du pape il ne vexassent ne feissent çemondre aucuns des bourgoys et habitans de la dicte ville d'Orliens à Can ne à Reims² : dont les diz de l'université avoient apellé en parlement. Item en aultre cause d'apel pendent entre maistre Ymbert de Blez archediacre de Beausse et feu Jehan de Blies, freres et estudians au dit lieu, appelans d'une part et le procureur du roy ou bailliage d'Orliens d'autre part, sur ce que les diz de Blez avoient esté appelez par devant le bailli d'Orliens pour cause de certains pors d'armes, et à ung certain jour le procureur

1. C'est à dire exclu de l'université. Voir plus haut, p. 386, n. 7.

2. Voir plus haut, p. 385, n. 4.

des susdiz avoit requis avoir certain delay, lequel lui avoit esté denié par le dit bailli : dont il avoient appellé en parlement. Item en une autre cause d'apel pendent entre messire Jehan de la Mare, prestre estudiant [à] Orliens, appellant d'une part et le dit procureur du roy d'autre, sur ce que le dit de la Mare avoit esté convenu par devant le dit bailli pour cause de ce que on lui imposet qui (*sic*) s'estoit rescous d'un sergent et qu'il avoit dit certaines paroles injurieuses de la personne du roy nostre sire, et que à ung certain jour que les parties avoient à bailler par escript, le dit de la Mare avoit requis avoir certain delay, lequel lui avoit esté denié par le dit bailli : dont le dit de la Mare avoit appellé en parlement. Item en une autre cause en cas d'excès pendent en la dicte court de parlement entre les diz de l'université demandeurs d'une part et Thevenon Maupoint, Guillaume Bruneau, Guillaume Qisinier, Jehan Boileve, Henriet Turpin et Jehan Boileve Lequeux deffendeurs d'autre, sur ce que les diz de l'université disoient que les diz deffendeurs avoient fait certaines bateures, injures et villanies aux dessus diz en la persone d'aucuns de leurs suppos. Item en une autre meue et pendent en la dicte court de parlement entre la dicte université et Jehan de Jalon estudiant en icele, le procureur du roy adjoint, demandeurs d'autre (*sic*) part et Philippe Regnart, Bertier Renart, Andrieu de Bourges, Jehan Parant, estudians, Pierre Houdre, Jehan Germain, Jehan Cipot, sergens du roy nostre sire, Jehan de Boys et Jehan son frere, Jehan de Cequoy, Guerin son frere, Jannotin Bourdier dit du Gibet, Jehan Monsire, Amaury le Menestrel, Philippot Chabace le jeune, Perrin Hulecot, Jehan Voisin Perin et Notin Dularritz deffendeurs d'autre, sur ce que les diz demendeurs disoient que les diz deffendeurs avoient batu et mutilé le dit de Jalon et fait plusieurs autres injures et villennies tant en la personne du dit Jehan de Jalon comme d'autres suppoz de la dicte université : duquel plait et procès les dictes parties se sont departies, s'il plaist à la dicte court, parmi certain traictié et accord sur ce fait entre le dit de Jalon et le pere du dit Chabace, si comme par le dit accord puet plus plainement apparoir. Item en une autre cause en cas d'excès meue et pendent en la dicte court entre la dicte université et la nacion de France demandeurs d'une part et les diz Pierre Houdre, Jehan Germain et Jehan Cipot deffendeurs d'autre, sur ce que les diz demendeur disoient que les diz deffendeur avoient injurié les diz demendeurs en persones d'aucuns

des suppos de la dicte nacion. Item en une autre cause d'excès meue et pendent en la dicte court entre la dicte université demandeur d'une part et Jehan Parent, estudiant en la dicte université, deffendeur d'autre; sur ce que les diz de l'université maintenoient que le dit Parent avoit injurié la dicte université en la persone Jehan de Cahors suppos d'icelle et autrement. Et parmi ce les dictes parties se departent de court sanz despens. Et est assavoir que en ce present acort general ne sont point compris certains acors et composicions faictes à part entre la dicte université et plusieurs suppos d'icele et plusieurs habitans de la dicte ville, mais demeurent en leurs force et vertu, c'est assavoir entre la dicte université d'une part et maistre Sanson Lescrivvain d'autre, item entre la dicte université d'une part et Noel Sauvage d'autre, item entre la dicte université d'une part et Laurans le Gastelier d'autre, item entre la dicte université d'une part et Jehan Bourdond d'autre, item en[tre] la dicte université d'une part et Richat Quartier d'autre, item entre la dicte université d'une part et Notin Dularriz d'autre, item entre la dicte université d'une part et Giletin Hureau d'autre. Item ne sont point compris ou dit accort certaines adjudicacions faites par arest à la dicte université et Guillaume Entrant à l'ancontre de Jehan Riou, Jaquet Magloire, Jehan Simon le josne et le geolier d'Orliens, ne certaines causes d'opposicions pendens en la dicte court sur l'exécution du dit arest.

IV.

Sur le descort meue et pendent en la court de parlement entre [les] recteur et college de l'université de l'estude d'Orlians demandeurs d'une part et les executeurs du testament ou derreniere volenté de feu messire Jehan Roulant, jadis evesque d'Amiens, deffendeurs d'autre part, pour cause de ce que les diz demandeurs maintenoient que le dit feu messire Jehan Roulant avoit esté licencié a Orlians, et par ce selon les statuz du dit estude, lesquels le dit messire Jehan avoit juré tenir et observer, il estoit tenu et devoit prendre le gré de doctorizacion ou dit estude soubz le docteur soubz qui il avoit esté licencié ou aultre tel qu'il appartient en son absence, et lui donner robes et autres choses acoustumées et aux aultres docteurs et aux bedeaux du dit estude, et donner ung disner sol-

lempnel aux docteurs du dit estude et à touz les suppoz d'icellui, et que neantmoins le dit messire Jehan Roulant avoit pris le dit gré de doctorizacion ailleurs que ou dit estude d'Orlians sanz avoir satisfait ne payé aux docteurs et suppoz du dit estude, si qu'il estoit tenu de faire, pour ceste cause si requeroient que les diz exécuteurs ou nom que dessus feussent contrains à leur payer pour ceste cause la somme de vi^e livres parisis, yceulx executeurs disoyent au contrayre et que combien que le dit feu messire Jehan Rolant (*sic*) eust pris le dit gré de doctorizacion ailleurs que ou dit estude, il l'avoit pris par le congié, permission et dispensacion de nostre saint pere, qu'il disoyent estre par dessus touz droiz et statuz et par ce estoit et devoit estre quicte et exempt de prendre le dit gré ou dit estude d'Orlians et de payer aucune chose pour ceste cause aux diz docteurs et suppoz d'icellui estude; finalement pour paiz et amour norrir et garder entre les parties, acordé est entre ycelles, s'il plaît à la court, que sanz prejudice du droit des diz recteurs et college en aultre cas les diz executeurs rendront et payeront la somme de mii^{xx} frans d'or pour une foiz aux diz recteur et college, et par tant se partiront les parties de court sanz despens ne aultre chose payer l'une à l'autre.

Charles THUROT.



BIBLIOGRAPHIE.

LA PRAGMATIQUE SANCTION *de Saint Louis. Réponse à la Bibliothèque de l'École des Chartes*, Paris, librairie Lecoffre, brochure petit in-12 de 71 pages¹.

On se rappelle que la *Bibliothèque de l'École des Chartes* a publié, en 1870, un article intitulé : *Examen critique d'un ouvrage de M. Gérin sur la Pragmatique Sanction de Saint Louis*. M. Gérin n'a pas cru devoir accueillir toutes les rectifications que je prenais la liberté de lui proposer et il a fait suivre mon travail d'une réponse dont on vient de lire l'indication bibliographique.

J'ai beaucoup tardé à entretenir nos lecteurs de la brochure de M. Gérin : je les prie d'excuser cette négligence; j'aurais désiré la réparer complètement en soumettant à mon honorable contradicteur quelques aperçus d'une certaine étendue, mais le temps m'a manqué. Aussi bien, le sujet que nous avons effleuré, M. Gérin et moi, veut être étudié autrement que dans une discussion dont le cadre est toujours trop restreint. Je ne réplique donc pas : je me borne à un petit nombre d'observations².

Quiconque voudra bien recourir aux documents originaux adoptera, j'en suis convaincu, les conclusions auxquelles j'ai été amené moi-même en étudiant les textes sans prévention et avec le seul désir de découvrir la vérité. En ce qui concerne, par exemple, les élections ecclésiastiques au XIII^e siècle, il paraîtra difficile de préférer le sentiment de M. Gérin à celui des Souverains Pontifes qui reconnaissent eux-mêmes l'abus des collations directes par la cour de Rome³. Et,

1. Extrait de la *Revue du Monde catholique*, du 25 août 1870.

2. Distraction remarquable : M. Gérin suppose partout, excepté à la p. 70, que j'ai plaidé l'authenticité de la pragmatique; ce qui, depuis le commencement jusqu'à la fin de sa brochure, donne lieu à une argumentation tout à fait singulière.

3. Lettre d'Urbain IV citée par nous dans le présent recueil, année 1870, p. 168, note 3, et publiée par M. Gérin, *Réponse*, p. 19, note 1. Lettre d'Alexandre IV, d'avril 1255, dans Cocquelines, *Bull. ampl. coll.*, 1740, t. III, pars 1, p. 352.

qu'on le remarque bien, il ne s'agit pas seulement des collations de bénéfices mineurs, mais aussi des collations d'archevêchés, d'évêchés, d'abbayes. J'ai cité plusieurs nominations à des sièges épiscopaux, mais sans dire dans quelles circonstances particulières ces nominations eurent lieu : c'est cependant en s'attachant à de pareils détails qu'on arrive à bien saisir le mouvement de la discipline ecclésiastique. Mon travail, même en y ajoutant la note supplémentaire publiée p. 388 du présent recueil, année 1870, était à cet égard très-concis : M. Gérin me fournit l'occasion de le compléter.

Deux des collations d'évêchés que j'ai mentionnées ont eu lieu à la suite d'une démission entre les mains du Souverain Pontife (Marseille, Périgueux), une autre à l'occasion d'une translation de siège (Agen). M. Gérin signale ces particularités; il en conclut que ces trois exemples sont sans aucun intérêt parce que le recours au pape était, en pareil cas, d'un usage constant au XIII^e siècle. Mais une translation de siège ou une démission entre les mains du Souverain Pontife supprimait-elle donc de plein droit la postulation ou l'élection? Faut-il confondre la nécessité de faire intervenir le Souverain Pontife pour ratifier la postulation ou l'élection avec la suppression de cette même élection ou postulation? Aucun canoniste romain n'a encore soutenu, que je sache, cette opinion nouvelle. On peut citer au XIII^e siècle plusieurs exemples de postulation, d'élection¹ dans les cas de translation de siège² ou de démission entre les mains du Souverain Pontife³; tout au contraire, le rôle des électeurs est absolument supprimé dans les nominations dont j'ai parlé⁴. Il était donc utile de les signaler : ce sont là des éléments indispensables pour l'histoire des transformations du droit électoral. Mais l'action directe du pouvoir pontifical ne se restreignait nullement aux cas de mutation de siège ou de résignation en

1. M. Gérin tient beaucoup à l'emploi de ce mot *postulation* au lieu du mot *élection*. La distinction entre les deux termes est ancienne, en effet, mais plus anciennement encore, si je ne me trompe, le mot *eligere* s'employait indifféremment dans tous les cas.

2. Par exemple, lettre d'Innocent IV, du 6 février 1249, dans Baluze, *Miscellanea*, Ed. Mansi, t. I, p. 218. Lettre de Clément IV, du 11 octobre 1266, dans le ms. Moreau, 1212, folio 60 r^o et suiv.

3. En ce sens, lettre de Grégoire IX, du 15 juillet 1239, dans le *Cartulaire de Notre-Dame de Lausanne*. — *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande*, t. VI, Lausanne, 1851, pp. 49, 50. Cette lettre de Grégoire IX renvoyait à l'élection la nomination du nouvel évêque de Lausanne; le prévôt de cette église fut néanmoins choqué d'une clause de la bulle pontificale qui lui parut porter quelque atteinte aux droits antiques de libre élection dont jouissait l'Eglise de Lausanne.

4. Manuscrit Moreau 1212, folio 273, r^o et suiv. (Marseille), folio 346, r^o et suiv. (Périgueux). Manuscrit Moreau 1208, folio 290, r^o et suiv. (Agen).

cour de Rome. Alexandre IV ne fait aucune allusion à ces espèces particulières dans la bulle par laquelle il révoque les nominations aux bénéfices non vacants faites par son prédécesseur, nominations à des archevêchés, des évêchés, des abbayes, des prieurés¹. Clément IV, en 1266, nomme, de sa propre autorité, un évêque², sans qu'il soit question de translation de siège ou de démission en cour de Rome.

A propos de l'évêché de Périgueux, M. Gérin ne signale pas seulement le fait de la démission entre les mains du Souverain Pontife, il relève aussi un passage de la bulle pontificale : « Clément IV, dit-il, » motiva cette nomination suivant le droit : *volentes præcavere*, ne » *præfata Petracorensis Ecclesia prolixioris dispendia vacationis* » *incurrat.* »³ Evidemment M. Gérin a cru apercevoir dans cette phrase une allusion au canon 23 du concile de Latran d'après lequel la nomination est dévolue au supérieur immédiat quand les électeurs ont laissé passer trois mois sans procéder à l'élection; mais il prête ainsi involontairement au Souverain Pontife un procédé odieux qui ne doit pas être imputé à Clément IV. Je m'explique : le Saint Père, en même temps qu'il accepta la résignation de l'évêque de Périgueux, écrivit le jour même aux chanoines de cette église cathédrale qu'il se réservait la nomination du futur pontife et leur défendit de le désigner eux-mêmes⁴. Comment donc, quelques mois plus tard, lorsqu'il promut le nouvel évêque, aurait-il pu invoquer les délais du Concile de Latran? Quoi! Le pape aurait à l'avance défendu l'élection afin de faire naître artificiellement le cas de dévolution prévu par le concile? Telle n'a pas été l'intention du Souverain Pontife : les mots *volentes præcavere*, etc., n'ont point la valeur que leur attribue M. Gérin. La chancellerie pontificale ne les emploie pas seulement quand le pape désigne lui-même le nouveau prélat, mais aussi quand il renvoie la nomination aux électeurs⁵ ou quand il ratifie simplement une élection⁶. Ainsi, rien de commun entre le concile de Latran et la nomination au siège épiscopal de Périgueux dont je viens de parler⁷.

1. Cocquelines, *Bullarum ampl. collect.*, t. III, pars I, Romæ, 1740, p. 352.

2. Baluz. *Miscel.*, Ed. Mansi, t. III, p. 23. Je ne sais pas bien de quelle ville il s'agit ici.

3. *Réponse*, p. 14.

4. Bulles du 18 novembre 1267 dans le ms. Moreau 1212, folios 261 r° et suiv.

5. *Nolentes igitur ut Ecclesia ipsa per vacationem diuturnam dispendia paciatur.* — Bulle de Grégoire IX du 15 juillet 1239, *Cartulaire de Notre-Dame de Lausanne*, dans les *Mém. et doc. publiés par la Soc. d'hist. de la Suisse Romande*, t. VI, Lausanne, 1851, pp. 49, 50.

6. Bulle de Clément IV dans Wadding. *Annales Minorum*, *Regestum Pontificum* à la fin du t. II, p. 106, bulle XVI.

7. Pour être complet il faudrait ajouter que le concile de Latran renvoie la nomination au supérieur immédiat, c'est-à-dire, en ce cas, au métropolitain, et non au pape.

Je trouve, au contraire, quelque chose à prendre dans les observations de M. Gêrin au sujet d'un archevêque de Tolède dont j'ai rapporté la nomination d'une manière trop concise : « Innocent IV nomma » un archevêque de Tolède au lieu et place du candidat désigné à l'unanimité par le chapitre. » M. Gêrin pense que le prélat nommé par le Saint Père lui fut désigné par les députés du chapitre : c'est ce que lui révèle cette formule : « Vobis concessimus in pastorem. » Il ne faudrait pas toujours attribuer une signification aussi précise au mot *concessimus* ; mais, dans l'espèce, je ne répugne pas à supposer, en effet, que le clergé de l'église de Tolède accueillit sans difficulté l'élu du Souverain Pontife. Le chapitre avait élu ou postulé à l'unanimité un officier de la cour pontificale ; Innocent IV, à la place du cardinal qu'on lui demandait, désigna un autre officier du palais, pourvu déjà de quelque dignité dans l'église de Tolède et jouissant, selon toute probabilité, d'une de ces nombreuses dispenses pour la pluralité des bénéfices si facilement accordées par les souverains pontifes. Il est permis de supposer que les chanoines de Tolède se trouvaient dans de bonnes dispositions pour accueillir ce dignitaire de la cour de Rome.

Ces dispositions favorables ne se rencontrent pas toujours, et les réclamations auxquelles donnent lieu les collations pontificales sont fréquentes : en 1257, par exemple, les chanoines de Notre-Dame inscrivent à ce sujet un article spécial dans leur règlement capitulaire¹. En 1263, les évêques des provinces ecclésiastiques de Reims, de Sens et de Bourges adressent au Souverain Pontife des plaintes que Raynaldi résume ainsi : « Importunis oneribus modo in levanda » Ecclesia, modo in conferendis sacerdotiis fatigari². » Inutile d'ailleurs de faire observer une seconde fois qu'on se tromperait en expliquant par la seule ambition des souverains pontifes ce grand mouvement de concentration : dans cette vaste transformation de la discipline qui s'opérait à leur profit, les papes étaient agents passifs autant qu'actifs : ils ne donnaient pas toujours l'impulsion, ils la suivaient souvent et même à contre-cœur³.

Quant aux impositions dont profitait la cour de Rome, elles donnèrent lieu à de très-vives récriminations. Ces plaintes émanent parfois des serviteurs les plus dévoués des souverains pontifes : on peut lire à ce sujet ce qu'écrivit le chroniqueur anonyme bénédictin de Saint-Vanne de Verdun. Son témoignage est important, car ce moine était ennemi

1. Guérard, *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, t. II, pp. 411, 412.

2. Raynaldi, *Annal. Eccles.*, éd. Mansi, t. III, p. 105, 1^{re} col. L'annaliste ajoute : « quæ singula refregit suis literis pontifex. »

3. Voyez, par exemple, le préambule d'une lettre d'Honorius III, du 31 oct. 1217. Ms. Moreau 1179, folio 62 et suiv.

déclaré de Frédéric II et zélé partisan d'Innocent IV¹. A la vérité, la cour de Rome invoquait souvent, pour justifier ces collectes, d'excellents motifs, mais il est difficile de nier que ces levées d'argent sans cesse répétées n'aient donné lieu à de déplorables abus. De tous côtés se font entendre les récriminations, les accusations. Clément IV se déclare lui-même humilié des extorsions commises en son nom². Le grand Roger Bacon, dépeignant l'état de la cour de Rome, s'écrie : « Perit justitia, pax omnis violatur; infinita scandala suscitantur... » Regnat superbia. Ardet avaritia³. » En lisant ces textes accusateurs, on se rappelle involontairement une parole remarquable du légat Eudes de Châteauroux, évêque de Tusculum : « Je suis en grand chagrin de cœur, disait-il à Saint Louis, de ce qu'il me faudra laisser votre sainte compagnie et aller à la cour de Rome au milieu de ces déloyales gens qui y sont. Mais je vous dirai ce que je pense à faire : je pense encore à tant faire que je demeure un an après vous, et je désire dépenser tous mes deniers à fortifier le faubourg d'Acre, de sorte que je leur montrerai clair que je n'emporte point d'argent, alors ils ne courront pas après des mains vides⁴.

En conscience, il me serait donc impossible d'adopter les opinions historiques de M. Gérin ; mais pourquoi ne finirait-il pas lui-même par se rallier aux observations que j'ai pris la liberté de lui soumettre ? J'aime à me bercer de cet espoir : déjà l'auteur des *Deux Pragmatiques* veut bien reconnaître que les papes du XIII^e siècle nommèrent directement à certains évêchés⁵ ; il s'aperçoit aussi qu'à la même époque des collectes furent faites au profit des souverains pontifes⁶. M. Gérin a donc abandonné ici son premier sentiment pour adopter l'opinion que j'avais pris la liberté de lui suggérer. Acte de loyauté accompli modestement, j'allais dire en cachette, car l'auteur de la *Réponse* n'en fait pas parade, et chacun, en lisant cette intéressante étude, supposera que rien n'est changé aux opinions de M. Gérin. A la vérité, les explications de mon honorable contradicteur enlèvent quelque chose au mérite de cette concession, mais n'importe, c'est là un premier pas qui, je veux l'espérer, sera suivi d'une conversion plus

1. *Continuatio Hist. Laurentii Leodiensis*, dans d'Achéry, *Spicileg.*, t. II, 1723, p. 262.

2. Lettre à l'archevêque de Reims, dans Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot.*, t. II, 1717, col. 449, 450.

3. *Compendium studii*, dans Brewer, Fr. Rogeri Bacon *opera quaedam hactenus inedita*, vol. I, London, 1859, pp. 398, 399.

4. Joinville, éd. de Wailly, Le Clère, 1867, p. 409.

5. En dehors des cas auxquels notre auteur fait déjà allusion, p. 51 des *Deux Pragmatiques*, Conf. les *Deux Pragmatiques*, p. 49, et *Réponse*, pp. 12, 13, 14.

6. Conf. les *deux Pragmatiques*, pp. 77, 89, et *Réponse*, pp. 25-29.

complète. Que l'historien des *Deux Pragmatiques* parcoure de nouveau les pièces que je lui indique : un esprit aussi sagace finira, je n'en doute pas, par saisir le sens historique de ces documents.

La bonne volonté dont fait preuve M. Gérin m'encourage à lui faciliter un travail général de révision en relevant ici un petit nombre d'erreurs matérielles qui déparent ses curieux essais de droit canon et d'histoire religieuse. Quelques-unes de ces erreurs ont déjà été signalées, mais sans succès ; d'autres le sont ici pour la première fois :

1^o *Les Deux Pragmatiques*, pp. 14, 238, 258.

Réponse, p. 46.

Un auteur du xv^e siècle, Élie de Bourdeille, a cité la Pragmatique de Saint Louis en laissant apercevoir une certaine hésitation quant à son authenticité. Mais il ne faudrait pas écrire que Bourdeille *signale la fraude, qu'il cite la pragmatique comme une pièce supposée*. C'est aller beaucoup trop loin. Qu'on lise les pages consacrées par Bourdeille à la pragmatique de Saint Louis et l'on se convaincra facilement qu'il n'a pas entrepris un plaidoyer contre son authenticité ¹.

2^o Réponse, pp. 33, 34.

A propos de la légation du cardinal Simon de Brie qui fit en France d'importantes levées en argent, M. Gérin interprète, comme il suit, une curieuse chronique de Limoges. (Je souligne les passages du texte et du commentaire qui me paraissent en désaccord).

TEXTE.

Iste... levavit procurator a Cisterciensibus et Templariis et Hospitalariis et aliis qui non solebant solvere. Centesimam et decimam istam non solvebant beneficiati qui non habebant XV libras Turon. in reditionibus licet omnes regni² Franciæ per quinque annos dedissent, etiam pauperes moniales. *Iste Symon interpretatus fuit quod omnes religiosi darent decimam quantumcumque haberent tenues redditus,*

INTERPRÉTATION DE M. GÉRIN.

Il (M. Viollet) traduit un assez long passage d'un moine contemporain, et l'on peut être sûr qu'il n'atténue pas les hardiesses du texte latin. Il appelle cela des *détails curieux*, sans nous dire s'ils sont exacts, et il doit savoir qu'ils ne le sont pas, car la page même qu'il cite nous apprend ce qui irritait le plus les bénéficiers français, et nous révèle l'injustice de leurs plaintes. *C'est que des précautions scrupuleuses*

1. A propos d'Élie de Bourdeille, M. Gérin me fournit une rectification que j'accepte volontiers, bien que je ne puisse faire aucune vérification sur l'exemplaire imprimé dont je me suis servi autrefois.

Il faut lire :

Quod autem *eidem* ascribitur fecisse Pragmaticam,

et non comme je l'ai fait :

Quod autem *idem* ascribitur fecisse Pragmaticam.

Ainsi, au moment même où je reprochais à l'auteur des *deux Pragmatiques* une lecture qui ne présentait aucun sens, je corrigeais moi-même, sans m'en douter, le latin du bon archevêque de Tours.

2. Le texte des *Histor. de France* donne *regis* ou *regi* : évidemment il faut lire *regni*.

quid dicebat quod abbatix illorum et loca relevarent eos. Iste legatus per universas dioceses misit fideles suos, qui, nescientibus et ignorantibus beneficiatis, per personas extraneas faciebant aestimari beneficia, et illam aestimationem tradebant collectoribus, qui per excommunicationem et regis compulsionem compellebant secundum illam aestimationem ad solvendum. Episcopi tantum erant exempti. Super hoc et hac aestimatione magnum fuit murmur in Ecclesia Gallicana, cum per juramentum non crederetur beneficiatis. (Hist. de France, t. XXI, p. 770).

avaient été prises pour que cette charge fût répartie avec le plus d'équité possible, qu'elle pesât sur les plus riches communautés, et que les plus pauvres en fussent exemptes. Le légat Simon « levavit a Cisterciensibus, Templariis et Hospitalariis QUI NON SOLEBANT SOLVERE. Centesimam et decimam istam non solvebant beneficiati qui non habebunt XV libras Turonenses in redditibus, licet omnes regis (en note forte regi) Franciæ per quinque annos dedissent, etiam pauperes moniales. Pour déjouer la fraude on fit faire une estimation des bénéfices; les évêques en furent seuls dispensés et leur déclaration suffit : « super hoc et hac aestimatione magnum fuit murmur in Ecclesia Gallicana, cum per juramentum non crederetur ad solvendum (sic).

Ainsi M. Gérin est persuadé que les petites communautés ne jouissant que de très-faibles revenus n'eurent rien à payer : il a été uniquement frappé de ces mots : « Centesimam et decimam istam non solvebant » beneficiati qui non habebant XV libras Turon. in redditibus, licet » omnes regni Franciæ per quinque annos dedissent, etiam pauperes » moniales. » Mais il n'a pas lu la phrase suivante. Evidemment, le chroniqueur veut dire qu'avant l'arrivée de Simon de Brie, les communautés n'ayant pas XV livres de revenus ne payaient ni le centième ni la décime, bien que toutes les communautés eussent consenti ces impôts pour cinq ans, *etiam pauperes moniales* (par ces mots, le chroniqueur paraît vouloir faire allusion au texte de la concession). Mais Simon interpréta à la rigueur le *etiam pauperes moniales*, et il en conclut que toutes les communautés, quelle que fût l'exiguité de leurs revenus, devaient payer la décime, sauf à se faire rembourser par les couvents chefs d'ordre. L'estimation faite par les soins du cardinal Simon de Brie n'eut donc pas pour objet d'empêcher certains couvents de baisser frauduleusement le chiffre de leurs revenus au dessous de 15 livres afin d'éviter le paiement de la décime : le cardinal n'eut en vue que l'assiette générale de l'impôt sur tous les biens des communautés, les biens des couvents les plus pauvres comme ceux des plus riches. Ainsi, l'impôt fut levé sous la direction du cardinal Simon de Brie, tout autrement que ne le pense M. Gérin. D'après notre texte, on fit précisément ce que M. Gérin, d'après le même texte, déclare qu'on ne fit pas¹.

1. Il peut être utile de dire ici que Le Nain a réuni un grand nombre de témoignages favorables à Simon de Brie (*Vie de Saint Louis*, éditée par M. de Gaulle, t. IV, pp. 243, 244). Certains textes me paraissent avoir une tout autre signification; voy. *Arch. Stor. Ital. nuova serie*, t. XVI, 1862, p. 46,

3^e Réponse, pp. 28, 29.

L'interprétation que propose ici M. Gérin d'une lettre de Grégoire IX à l'archevêque de Rouen ne paraît pas heureuse ; dans cette lettre, le Souverain Pontife demande au prélat un secours en soldats : *congruum bellatorum seu stipendiariorum subsidium*. M. Gérin est persuadé qu'il faut traduire *stipendiarii* par *stipendium* ; et il me reproche de n'avoir pas lu *argent* là où le latin dit *soldats*. A la même époque, Grégoire IX écrivait au roi de Bohême, au duc de Brabant, au comte de Hollande, aux archevêques de Saltzbourg, de Mayence, de Trèves, de Cologne, et à un grand nombre d'autres princes laïques ou ecclésiastiques, de lui envoyer une milice, *militia* ; il convoque ces auxiliaires pour le mois de mars¹. Un chroniqueur contemporain nous apprend de son côté que le pape réclama un subside en argent et en soldats². Enfin nous savons que le principal capitaine convoqué pour cette expédition du Souverain Pontife contre ses sujets révoltés, fut Pierre, évêque de Winchester³. Faudrait-il donc ne voir dans tous ces textes que des images de rhétorique et autant de synonymes du mot *stipendium* ? Si M. Gérin se fût contenté de me faire observer que Grégoire IX, en 1234, ne demanda pas seulement des auxiliaires, comme je l'ai écrit, mais aussi un secours en argent, il n'eût rien dit que de parfaitement exact, et, tout en me rectifiant, il m'eût donné deux fois raison.

Martène et Durand, *Thes. nov. anecd.*, t. II, 1717, col. 59-68.

1. Huillard-Bréholles, *Hist. dipl.*, *Friderici II*, t. IV, pars 1, p. 513. Würdtwein, *Nova subsidia diplomatica*, Heidelberg, 1785, t. VI, p. 49. Manuscrit Moreau 1189, folios 249 et 250.

Le copiste de Laporte du Theil et Würdtwein ne paraissent pas avoir parfaitement compris le sens de cette circulaire. Le titre qu'ils lui donnent ne fait allusion qu'à la croisade. La lettre du 30 nov. 1234 est mieux résumée par Würdtwein (*Ibid.*, t. VI, pp. 54, 55).

2. *Annales Erphordenses* dans Pertz, *Mon. Germ. Script.*, t. XVI, p. 30. Les historiens modernes que j'ai consultés connaissent cet important épisode de l'histoire de la Papauté. Conf. Vendettini, *Del Senato Romano*, Roma, 1782, p. 221. Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, Band V, Stuttgart, 1865, S. 170, 171. Cet historien s'exprime ainsi : « Les papes qui soutenaient une lutte inégale contre leurs sujets demandaient sans cesse l'assistance de l'étranger pour dompter leur état rebelle. Jamais la chrétienté ne leur a refusé des secours en argent ou en soldats. Dans cette crise redoutable, Grégoire IX adjura le monde catholique de lui fournir des armes contre l'arrogante Rome ; il écrivit à ses vassaux les rois de Portugal et d'Aragon, au comte de Roussillon, au duc d'Autriche, aux évêques d'Allemagne, d'Espagne et de France. »

3. Roger de Wendover, *Chronica sive flores historiarum*, Ed. Coxe, Londini, 1842, t. IV, p. 327. Conf. Mat. Paris, *Mon. S. Albani, hist. Angl.*, sive *hist. minor*, vol. II. 1866, éd. Fr. Madden, pp. 327, 373.

4° *Les deux Pragmatiques*, pp. 74 et 75.

On connaît ce curieux récit de Joinville :

« A l'autre parlement qui vint après, tous les prélats prièrent le roi
 » qu'il vint leur parler tout seul. Quand il revint de parler aux pré-
 » lats, il vint à nous qui l'attendions dans la chambre du palais, et
 » nous dit tout en riant le tourment qu'il avait eu avec les prélats, dont
 » le premier fut tel que l'archevêque de Reims avait dit au roi :
 » « Sire, que me ferez-vous pour la garde de Saint-Remi de Reims que
 » vous m'enlevez ? Car, par les reliques de céans, je ne voudrais pas
 » avoir (sur le cœur) un péché tel que vous l'avez, pour tout le
 » royaume de France. » — « Par les reliques de céans, fit le roi (il
 » s'agit des reliques de la Passion qui étaient à la Sainte-Chapelle),
 » par les reliques de céans, vous en feriez autant pour Compiègne,
 » à cause de la convoitise qui est en vous. Or, de nous deux, il y en
 » a un parjure. — L'évêque de Chartres me requit, fit le roi, que je
 » lui fisse rendre ce que je retenais du sien. Et je lui dis que je ne le
 » ferais pas, jusques à tant que mon dû fût payé. Et je lui dis qu'il
 » m'avait fait hommage ses mains dans les miennes, et qu'il ne se con-
 » duisait ni bien, ni loyalement envers moi, quand il me voulait déshé-
 » riter. — L'évêque de Châlons me dit : Sire, que me ferez-vous au
 » sujet du Seigneur de Joinville qui enlève à ce pauvre moine l'abbaye
 » de Saint-Urbain ? — Sire évêque, fit le roi, vous avez établi entre
 » vous qu'on ne doit entendre en cour laïe aucun excommunié, et
 » j'ai vu par une lettre scellée de trente-deux sceaux que vous êtes
 » excommunié. C'est pourquoi je ne vous écouterai pas jusques à tant
 » que vous soyez absous. Et je vous montre ces choses pour que vous
 » voyiez tout clair comme il se délivra tout seul par son bon sens de
 » ce qu'il avait à faire¹.

J'ai déjà fait observer à M. Gérin qu'il ne paraissait pas possible de ranger, comme il propose de le faire, ce récit au nombre des faits qui prouveraient que Saint Louis intervint constamment en faveur de l'Eglise contre les seigneurs et contre ses propres officiers. On serait heureux d'apprendre que M. Gérin abandonne cette interprétation risquée.

5° *Les deux Pragmatiques*, pp. 193 et note 3, pp. VIII, IX.

Si le récit de Joinville, que je viens de transcrire, nous fournit quelques traits peignant au vif la fermeté du caractère de Saint Louis en face du clergé, il devient difficile de soutenir qu'une autre anecdote de Joinville qui nous montre le bon roi exactement sous le même jour soit une anecdote *unique*. Je veux parler des ch. XIII et CXXXV dans lesquels le bon sénéchal nous apprend de quelle manière le pieux roi reçut les évêques de France qui voulaient lui persuader d'employer

1. Joinville, ch. cxxxvi, dans l'éd. Wailly, Le Clère, 1867, p. 453 et suiv.

sans enquête préalable la contrainte civile contre tout excommunié. En cessant de considérer cette seconde anecdote de Joinville comme unique, M. Gérin rendrait loyalement hommage à la vérité, hommage d'autant plus désirable que notre auteur reproche vivement à plusieurs historiens, notamment à M. Guizot, de ne pas considérer, à son exemple, l'anecdote en question comme unique.

M. Gérin s'est débarrassé de ce récit *unique* en le déclarant apocryphe : j'ai soumis sur ce point quelques observations à l'historien des *Deux Pragmatiques*. Depuis lors, notre très-érudit confrère, M. Boutaric, a publié un texte inédit qui, je l'espère, aidera M. Gérin à se réconcilier avec Joinville. C'est une lettre par laquelle Saint Louis ordonne à un évêque, sous peine de saisie du temporel, de lever les sentences d'excommunication qu'il aurait pu lancer pour faire recevoir une monnaie nouvellement altérée¹.

Si M. Gérin est curieux des documents se rapportant au même sujet, je lui indiquerai volontiers une autre pièce inédite, qui contribue à rendre tout à fait vraisemblable le curieux récit de Joinville².

En se ralliant aux observations qu'on vient de lire, M. Gérin me ferait une concession d'autant plus honorable et plus méritoire qu'elle équivaldrait à l'abandon complet de son système historique.

6^e Réponse, pp. 63, 64.

J'avais signalé à M. Gérin un document très-curieux, la harangue ou la prétendue harangue des ambassadeurs de Saint Louis auprès d'Innocent IV. Mon honorable contradicteur est vivement frappé du silence de Matthieu Paris à ce sujet : voici le mouvement que lui inspire le silence de cet historien :

« Pourquoy Matthieu Paris ne dit-il rien de cette ambassade dans son » *Historia Major* ni dans son *Historia Minor*? son témoignage n'aurait » aucune valeur, car ses inexactitudes, ses mensonges, ses *fictiones*, » comme dit Daunou lui-même, ne se comptent pas, mais l'auteur qui, » entre mille autres fables, raconte qu'un des curés de Paris, publiant » dans son église l'excommunication de Frédéric, aurait dit au peuple : » « l'un des deux, le Pape ou l'Empereur, fait injustice à l'autre; » j'excommunie l'un des deux, à savoir celui qui est injuste envers » l'autre, et j'absous celui qui souffre une injustice : » l'auteur, qui » rapporte gravement qu'en 1242 les cardinaux ne se hâtant pas de » donner un successeur à Célestin IV, les Français les menacèrent de » nommer eux-mêmes un pape spécial pour la France, suivant un » ancien privilège qu'ils tenaient de Saint Clément; cet auteur s'est

1. Edg. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, Paris, Plon, 1870, p. 216, n. 2, et p. 217, n. 1.

2. Lettre de Clément IV au chapitre de Laon, du 4 mai 1265, aux Archives de France. Reg. JJ 30 A, f^o 190, recto.

» arrêté devant l'histoire de l'ambassade de 1247. Malgré sa haine
 » acharnée contre les papes, il a cru que l'audace dans l'invention
 » doit avoir des limites, et cette omission est d'autant plus remarquable
 » qu'il paraît être venu en France vers cette époque. »

Par malheur, Matthieu Paris fait allusion à cette harangue insérée parmi les pièces justificatives de son histoire : il y renvoie formellement ses lecteurs¹. Roger Twysden, en 1657, connaissait déjà ce curieux passage du chroniqueur anglais : il le cite avec une grande précision².

La seule pensée qu'on ait pu, dans une *Revue d'érudition consacrée spécialement à l'étude du moyen-âge*³ lui reprocher sérieusement de n'avoir pas dit un mot du discours des ambassadeurs de Saint Louis, jette M. Gérin dans la stupéfaction la plus profonde. Par une série d'arguments vigoureux, il fait bonne justice de cette misérable pièce, évidemment apocryphe, « connue pour telle depuis longtemps. » Je voudrais pouvoir rapporter en entier ce morceau de critique émue et l'accompagner de quelques réflexions, mais cela m'entraînerait un peu loin et je me suis promis d'être court. Je me résume donc :

A mon sens, il reste quelque chose à faire pour que les opinions de M. Gérin s'harmonisent entièrement avec les textes. Cet estimable auteur arrivera sans doute un jour à réaliser un accord si désirable, car il ne déclare point opposer à l'histoire une fin de non recevoir absolue, et ses ouvrages révèlent une modération relative qui semble justifier mes espérances. Nulle part, M. Gérin ne professe cette opinion extrême adoptée de nos jours par d'éminents catholiques : les papes n'ont jamais fait de mal à quelqu'un ou à quelque chose. Ils n'ont jamais péché par omission, oublié de faire le bien. M. Gérin reconnaît expressément que les annales de la Papauté au xiv^e siècle nous offrent le spectacle des abus⁴ que, pour ma part, je crois apercevoir dès le xii^e siècle et qui m'apparaissent grandissant au xiii^e. C'est donc, par ce côté, une simple question de chronologie qui nous divise : aucun principe ne s'oppose à ce que nous nous réunissions un jour dans une pensée commune; ce jour-là, l'historien des *Deux Pragmatiques* ne serait pas seul à confesser ses erreurs; j'ai déjà confessé⁵

1. Sir Fred. Madden, *Matth. Paris, histor. minor*, vol. III, London, 1869; p. 129.

2. Roger Twysden, *An histor. vindication of the Church of England*, London, 1657, p. 60.

3. *Réponse*, p. 50.

4. « Si, au xiv^e siècle, elle (la cour de Rome) a excédé la limite de son droit dans la collation des bénéfices, l'histoire étudiée impartialement démontre que ce fut d'abord à l'instigation et au profit de ces mêmes rois de France » (*Les deux Pragmatiques*, p. 47). « Excédé la limite de son droit »; l'expression qu'emploie ici M. Gérin n'excéderait-elle pas sa pensée?

5. Et même avec trop d'empressement au gré de M. Gérin : je lui abandonne volontiers l'honneur de la rectification.

les miennes en sacrifiant de bon cœur ma traduction risquée d'*archiepiscopus* par *évêque* et d'*Eboracensis* par *Evreux*¹. Que l'honorable auteur de la *Réponse* me suggère des corrections nouvelles; je rectifierai volontiers les assertions inexactes qui ont pu m'échapper, car je n'aspire pas au privilège d'inerrance: toute mon ambition sera satisfaite si on reconnaît que je cherche sincèrement la vérité et si on ne juge pas toujours vains les efforts que je fais pour la découvrir.

Paul VIOLLET.

SAINT LOUIS et *Alfonse de Poitiers, étude sur la réunion des provinces du midi et de l'ouest à la Couronne et sur les origines de la centralisation administrative, d'après des documents inédits*, par Edgard Boutaric, sous-chef de section aux Archives de l'empire, professeur à l'École des Chartes. Paris, H. Plon, 1870, in-8°, 550 p.

Je n'apprendrai rien de neuf aux lecteurs de la *Bibliothèque de l'École des chartes* en constatant le légitime succès du dernier livre de notre confrère M. Boutaric. Cet ouvrage a reçu de l'Académie une double couronne; mais, avant que le grand prix Gobert lui fût décerné, il avait été refondu, refait entièrement, avec cette patience et cette ferveur que les vrais érudits apportent à leur travail de prédilection. Tel qu'il est aujourd'hui, il constitue le guide le plus sûr et le plus nouveau à travers le dédale peu connu de l'administration féodale. C'est le comte de Poitiers et de Toulouse qui en fait l'objet: c'est saint Louis qui en est l'âme et qui transparait sous les traits de son frère, grâce à une ressemblance remarquable dans le caractère, dans les actes et dans le gouvernement de ces deux princes. De là un charme étrange et un intérêt qu'on pourrait appeler de haut goût.

Après un premier livre consacré au récit des événements et à la biographie d'Alfonse, nécessairement un peu sommaire, l'auteur entre dans son véritable sujet: l'administration des immenses domaines réunis dans la main du comte de Poitiers. Un gouvernement fort et personnel donne à ces possessions éloignées les unes des autres la cohésion et l'unité qui les feront rentrer ensuite sans difficulté dans le domaine de la couronne. La domination d'Alfonse est le régime de transition qui mûrit pour cette heureuse réunion la plus grande partie du Languedoc, jusque-là si troublé, si plein d'opposition et d'animosités. Ce travail d'assimilation ne fut jamais bien complet (il l'est à peine de nos jours), et dut être au début une tâche aussi ingrate que délicate. On en a une preuve entre mille dans certaines amendes imposées par les officiers d'Alfonse, par exemple, « pour offense devant le juge envers la famille du seigneur comte, et pour avoir dit que,

1. Voyez aussi le présent article, pp. 400, 402.

depuis la venue des Français dans le pays, il n'y avait plus de justice (p. 265). » M. Boutaric nous initie à tous les efforts tentés pour l'apaisement des esprits, surexcités surtout depuis la guerre des Albigeois, qui n'avait pas été seulement une croisade religieuse, comme l'auteur le dit (p. 25); car, ainsi qu'il le reconnaît cinq pages plus loin, « les catholiques les plus purs combattaient pour Raymond de Toulouse, devenu le symbole de l'indépendance du midi. »

De l'administration générale, dont le comte tenait lui-même les rênes, assisté de conseils aux fonctions momentanées ou d'une régence pendant la croisade, notre savant confrère passe à l'administration locale et jette à ce propos une vive lumière sur l'origine des grands baillis, auxquels il trouve des prédécesseurs dans les sénéchaux institués sur les possessions anglaises du continent avant Philippe-Auguste. Signalons aussi un tableau fort utile des divisions et subdivisions administratives des domaines d'Alfonse, comprenant la sénéchaussée de Poitou, la sénéchaussée de Saintonge, l'Auvergne, la sénéchaussée d'Agenais et de Quercy, la sénéchaussée de Rouergue, la sénéchaussée de Toulouse et d'Albigeois, la sénéchaussée de Venaissin et la ville d'Avignon (p. 171 et suiv.).

Le troisième livre, consacré aux finances, s'ouvre par un chapitre des plus intéressants sur l'histoire monétaire du comte de Poitiers, dont les monnaies, frappées à Toulouse, à Pont-de-Sorgues et surtout à Montreuil-Bonnin, avaient cours dans ses états concurremment avec celles du roi. Vient ensuite l'exposé des revenus ordinaires et des impôts extraordinaires. Les procédés de saint Louis en matière fiscale sont franchement imités par son frère : ainsi, dans les domaines du second, les contributions levées pour la croisade sont assises et recueillies par les habitants eux-mêmes d'après la règle établie par le premier dans ses bonnes villes, à l'avantage du tiers-état, qui est consulté et donne volontairement son consentement. Ce fait donne à l'auteur l'occasion de restituer son véritable sens à un texte important de Joinville, mal compris jusqu'à ce jour (p. 306).

J'abrège cette analyse, car il faudrait tout citer. La perception des grâces apostoliques, c'est-à-dire des subsides concédés par les papes au comte de Poitiers, les principes et les usages de la comptabilité de ce prince forment la matière de la fin du troisième livre. Le quatrième est le tableau de l'organisation judiciaire : juridictions de premier degré; juridictions de second degré et appel (avec des détails précis sur la naissance de l'appel au ^{xiii}^e siècle); enfin juridiction supérieure, qui est celle du parlement d'Alfonse, conseil ambulatorio réunissant, comme la Cour du roi sous saint Louis, des attributions financières et judiciaires. M. Boutaric nous révèle le rôle important de cette institution, à l'aide surtout d'un rouleau de parchemin de vingt mètres de long, contenant l'indication des différentes causes soumises en 1270 au

parlement de Toulouse, causes se divisant ainsi : plaintes entre particuliers ; demandes de restitutions de biens ; demandes de redressements de torts de la part des communes, des monastères ou des particuliers ; demandes extrajudiciaires, telles que concessions de chartes. Ces demandes étaient presque toutes admises ; le comte se réservait la solution de celles de la quatrième catégorie. On ne trouve ni appels ni plaintes contre ses fonctionnaires, et pas davantage de recours au parlement de Paris, quoique celui-ci fût certainement une juridiction supérieure ouverte à tous les sujets d'Alfonse.

Le cinquième et dernier livre a pour objet les rapports de ce prince avec le clergé, la noblesse et le tiers-état. De graves abus y sont signalés dans les procédés de ses officiers en matière d'inquisition, source de revenus assez considérable pour eux et pour lui : toutefois ces abus étaient plutôt le fait de quelques agents subalternes et furent dénoncés, dans une lettre fort instructive, par le dominicain Renaud de Chartres, inquisiteur à Toulouse. « C'est quelque chose d'intéressant, dit l'auteur, que ce conflit entre l'inquisition et le pouvoir laïque au sujet de la punition des hérétiques ; certes, le beau rôle n'est pas du côté des agents du comte (p. 454). » Au reste, le frère de saint Louis se montre sévère justicier aussi bien pour les ecclésiastiques que pour les nobles ou les bourgeois. Il paraît avoir peu favorisé le mouvement communal ; mais il fonda dans ses états un grand nombre de villages ou de bastides où les habitants, attirés par l'étendue des privilèges qu'il leur octroyait et par l'excellence de son gouvernement, accouraient en foule. C'est ce que montre notamment le curieux récit de la fondation de Villeneuve-de-Poujol ou Villeneuve-sur-Lot, au diocèse d'Agen (p. 513).

L'ouvrage de M. Boutaric est bâti, on peut le dire, à chaux et à sable, car il est fait à l'aide de près de quatre mille documents originaux inédits, conservés aux Archives ou à la Bibliothèque nationale, surtout dans le Trésor des Chartes et dans le Supplément de ce fonds. Joignez à cette richesse la clarté d'exposition et l'art de manier les textes qui caractérisent l'éminent écrivain et professeur, et vous serez invinciblement tenté de le suivre dans la voie que je ne fais qu'indiquer très-imparfaitement ici. L'abondance des faits nouveaux et précieux le force quelquefois à négliger les agréments de la forme ; mais si le fond y gagne, quel est l'érudit qui s'en plaindra ? Dans l'espèce, ce livre est un *classique*, et il a encore une utilité plus grande, s'il est possible, que celle d'éclairer parfaitement un magnifique sujet : c'est de montrer que l'histoire vraie est enfouie au fond de nos archives et de nos chartiers ; que l'histoire écrite d'après les chroniqueurs, plus attrayante si l'on veut, n'offre qu'une sûreté et une authenticité fort insuffisantes, et, comme morale pratique, qu'il faut étudier les gouvernements du passé dans leurs actes, et non dans les appréciations de tels ou tels

particuliers bien informés. Notre confrère le dit avec raison : « Quand on étudie de près une époque du moyen-âge et qu'on compare les chroniques aux actes officiels, on est étonné du peu de confiance qu'il faut accorder aux chroniqueurs. A réfléchir mûrement, cela n'a rien qui doive surprendre. De tout temps il est difficile de recueillir sur les faits politiques des notions exactes, mais la difficulté était encore plus grande au moyen-âge, et l'historien qui paraît le mieux informé est souvent le moins sûr : tel est Mathieu Paris, qui séduit par l'abondance des détails ; mais cette abondance est elle-même une source fréquente d'erreurs (p. 46, 47). »

A. LECOY DE LA MARCHE.

ETUDE sur la condition forestière de l'Orléanais au Moyen-Age et à la Renaissance, par René de Maulde, archiviste-paléographe, membre de la Société archéologique de l'Orléanais. Orléans, Herluison, 1871. — Gr. in-8° de 532 pages.

C'est toujours avec plaisir que l'on voit paraître des travaux sur l'agriculture du moyen-âge, sujet encore trop inexploré et, pourtant, source de détails précieux sur la vie rurale, sur la loi du travail, sur les ressources économiques, sur la richesse sociale de la France à cette époque. Le travail qu'a entrepris M. de Maulde sur l'Orléanais est conçu dans l'ordre des idées qui ont inspiré les remarquables ouvrages de MM. Léopold Delisle et Maury : mais il diffère des *Etudes sur la condition de la classe agricole en Normandie* en ce que, les forêts jouant dans l'Orléanais proprement dit un rôle prépondérant, il a dû nécessairement se placer à un point de vue plus particulièrement forestier ; il diffère des *Forêts de la Gaule et de l'ancienne France*, parce que, n'examinant qu'une forêt, il a pu chercher à en déterminer plus précisément les limites, il a pu entrer plus profondément dans son sein et examiner plus attentivement certains points saillants du droit forestier, tels que les droits d'usage et de gruerie.

L'*Etude* se divise en trois grandes parties. La première traite de la topographie forestière ; la deuxième, de l'influence extérieure des bois ; la troisième, de leur administration intérieure.

I

TOPOGRAPHIE FORESTIÈRE.

1° *De l'étendue des anciennes forêts de l'Orléanais.* — Chacun sait l'extrême difficulté que présente l'histoire intime du XII^e siècle, et, à

3^e Réponse, pp. 28, 29.

L'interprétation que propose ici M. Gérin d'une lettre de Grégoire IX à l'archevêque de Rouen ne paraît pas heureuse ; dans cette lettre, le Souverain Pontife demande au prélat un secours en soldats : *congruum bellatorum seu stipendiariorum subsidium*. M. Gérin est persuadé qu'il faut traduire *stipendiarii* par *stipendium* ; et il me reproche de n'avoir pas lu *argent* là où le latin dit *soldats*. A la même époque, Grégoire IX écrivait au roi de Bohême, au duc de Brabant, au comte de Hollande, aux archevêques de Saltzbourg, de Mayence, de Trèves, de Cologne, et à un grand nombre d'autres princes laïques ou ecclésiastiques, de lui envoyer une milice, *militia* ; il convoque ces auxiliaires pour le mois de mars ¹. Un chroniqueur contemporain nous apprend de son côté que le pape réclama un subside en argent et en soldats ². Enfin nous savons que le principal capitaine convoqué pour cette expédition du Souverain Pontife contre ses sujets révoltés, fut Pierre, évêque de Winchester ³. Faudrait-il donc ne voir dans tous ces textes que des images de rhétorique et autant de synonymes du mot *stipendium* ? Si M. Gérin se fût contenté de me faire observer que Grégoire IX, en 1234, ne demanda pas seulement des auxiliaires, comme je l'ai écrit, mais aussi un secours en argent, il n'eût rien dit que de parfaitement exact, et, tout en me rectifiant, il m'eût donné deux fois raison.

Martène et Durand, *Thes. nov. anecd.*, t. II, 1717, col. 59-68.

1. Huillard-Bréholles, *Hist. dipl.*, *Friderici II*, t. IV, pars 1, p. 513. Würdtwein, *Nova subsidia diplomatica*, *Heidelbergæ*, 1785, t. VI, p. 49. Manuscript Moreau, 1189, folios 249 et 250.

Le copiste de Laporte du Theil et Würdtwein ne paraissent pas avoir parfaitement compris le sens de cette circulaire. Le titre qu'ils lui donnent ne fait allusion qu'à la croisade. La lettre du 30 nov. 1234 est mieux résumée par Würdtwein (*Ibid.*, t. VI, pp. 54, 55).

2. *Annales Erphordenses* dans Pertz, *Mon. Germ. Script.*, t. XVI, p. 30. Les historiens modernes que j'ai consultés connaissent cet important épisode de l'histoire de la Papauté. Conf. Vendettini, *Del Senato Romano*, Roma, 1782, p. 221. Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, Band V, Stuttgart, 1865, S. 170, 171. Cet historien s'exprime ainsi : « Les papes qui soutenaient une lutte inégale contre leurs sujets demandaient sans cesse l'assistance de l'étranger pour dompter leur état rebelle. Jamais la chrétienté ne leur a refusé des secours en argent ou en soldats. Dans cette crise redoutable, Grégoire IX adjura le monde catholique de lui fournir des armes contre l'arrogante Rome ; il écrivit à ses vassaux les rois de Portugal et d'Aragon, au comte de Roussillon, au duc d'Autriche, aux évêques d'Allemagne, d'Espagne et de France. »

3. Roger de Wendover, *Chronica sive flores historiarum*, Ed. Coxe, Londini, 1842, t. IV, p. 327. Conf. Mat. Paris, *Mon. S. Albani, hist. Angl.*, sive *hist. minor*, vol. II. 1866, éd. Fr. Madden, pp. 327, 373.

4° *Les deux Pragmatiques*, pp. 74 et 75.

On connaît ce curieux récit de Joinville :

« A l'autre parlement qui vint après, tous les prélats prièrent le roi
 » qu'il vint leur parler tout seul. Quand il revint de parler aux pré-
 » lats, il vint à nous qui l'attendions dans la chambre du palais, et
 » nous dit tout en riant le tourment qu'il avait eu avec les prélats, dont
 » le premier fut tel que l'archevêque de Reims avait dit au roi :
 » Sire, que me ferez-vous pour la garde de Saint-Remi de Reims que
 » vous m'enlevez ? Car, par les reliques de céans, je ne voudrais pas
 » avoir (sur le cœur) un péché tel que vous l'avez, pour tout le
 » royaume de France. » — « Par les reliques de céans, fit le roi (il
 » s'agit des reliques de la Passion qui étaient à la Sainte-Chapelle),
 » par les reliques de céans, vous en feriez autant pour Compiègne,
 » à cause de la convoitise qui est en vous. Or, de nous deux, il y en
 » a un parjure. — L'évêque de Chartres me requit, fit le roi, que je
 » lui fisse rendre ce que je retenais du sien. Et je lui dis que je ne le
 » ferais pas, jusques à tant que mon dû fût payé. Et je lui dis qu'il
 » m'avait fait hommage ses mains dans les miennes, et qu'il ne se con-
 » duisait ni bien, ni loyalement envers moi, quand il me voulait déshé-
 » riter. — L'évêque de Châlons me dit : Sire, que me ferez-vous au
 » sujet du Seigneur de Joinville qui enlève à ce pauvre moine l'abbaye
 » de Saint-Urbain ? — Sire évêque, fit le roi, vous avez établi entre
 » vous qu'on ne doit entendre en cour laie aucun excommunié, et
 » j'ai vu par une lettre scellée de trente-deux sceaux que vous êtes
 » excommunié. C'est pourquoi je ne vous écouterai pas jusques à tant
 » que vous soyez absous. Et je vous montre ces choses pour que vous
 » voyiez tout clair comme il se délivra tout seul par son bon sens de
 » ce qu'il avait à faire¹.

J'ai déjà fait observer à M. Gérin qu'il ne paraissait pas possible de ranger, comme il propose de le faire, ce récit au nombre des faits qui prouveraient que Saint Louis intervint constamment en faveur de l'Eglise contre les seigneurs et contre ses propres officiers. On serait heureux d'apprendre que M. Gérin abandonne cette interprétation risquée.

5° *Les deux Pragmatiques*, pp. 193 et note 3, pp. VIII, IX.

Si le récit de Joinville, que je viens de transcrire, nous fournit quelques traits peignant au vif la fermeté du caractère de Saint Louis en face du clergé, il devient difficile de soutenir qu'une autre anecdote de Joinville qui nous montre le bon roi exactement sous le même jour soit une anecdote *unique*. Je veux parler des ch. XIII et CXXXV dans lesquels le bon sénéchal nous apprend de quelle manière le pieux roi reçut les évêques de France qui voulaient lui persuader d'employer

1. Joinville, ch. cxxxvi, dans l'éd. Wailly, Le Clère, 1867, p. 453 et suiv.

de garde, un lieutenant, un procureur, un substitut, un clerc, et des sergents en nombre variable, à cheval ou à pied. Des enquêtes du XIII^e siècle nous donnent les détails les plus circonstanciés sur la vie intime des officiers forestiers de cette époque, et jusqu'à l'inventaire du mobilier d'un des sergents. Parmi ses meubles on nous signale une baignoire : en descendant dans son cellier, on remarque avec étonnement une provision de vingt tonneaux de vin, dont dix-huit sont encore pleins. Il y a en outre un grand-gruyère qui perçoit divers droits féodaux. L'avancement hiérarchique des officiers forestiers est généralement normal, cependant il y a eu des offices de sergent tenus en fief.

Les officiers forestiers ont des droits de police judiciaire et de juridiction. Les délits naissent presque tous de la gruerie ou des droits d'usage. Les amendes sont très-variables. Les contraventions sont jugées par le maître de garde qui tient ses assises ou jours dans diverses localités de son canton : les délits sont du ressort des assises ou *grands Jours* tenus par le Grand-Maitre à chaque chef-lien de garde. La compétence absolue de ces tribunaux n'a jamais été personnelle, mais bien toujours réelle; elle est aussi limitée par divers privilèges de juridiction. En cas de *prise à partie* du Grand-Maitre, on l'assigne devant le Grand-Maitre général de France.

Les fonctionnaires ont aussi des attributions administratives importantes. Ils doivent rendre compte des deniers provenant des ventes ordinaires ou extraordinaires, des amendes, des redevances pour droits d'usage.

[illegible]

Qu'on donne par conséquent au droit, soit de faire acheter leurs biens
par les débiteurs à leur gré, soit d'en imposer la vente à des maîtres

[illegible]

se sont appliqués à rendre ce plaisir facile ; un astérisque indique au lecteur tous les endroits où le texte vulgaire contient des additions à l'ouvrage primitif. Oserai-je dire qu'ils auraient pu aller un peu plus loin encore, et marquer d'un signe particulier les endroits où les additions n'ont été faites que dans l'édition posthume. On aurait presque ainsi, avec leur publication et une édition quelconque, l'histoire complète et les phases successives du texte sous les yeux. Je me hâte d'ajouter que les éditeurs nous font espérer une édition du dernier état des *Essais*, d'après le plan exposé par M. D. et résumé ici : « les deux éditions, disent-ils à bon droit, rapprochées l'une de l'autre, offriront tous les états successifs du livre, et nous ne craignons pas de dire qu'elles serviront à pénétrer plus avant dans la connaissance de l'homme et du penseur. »

Ce volume fait le plus grand honneur aux presses de M. Gounouilhou; l'orthographe est scrupuleusement reproduite (sauf quelques petites irrégularités qu'il eût été bon d'indiquer), l'aspect du texte est archaïque et en même temps élégant; en un mot l'exécution est tout-à-fait digne et de l'idée qui a fait publier le livre et du public choisi auquel il est destiné.

G. P.

LE PARLEMENT de Paris à Troyes en 1787, par M. Albert Babeau. Paris. Dumoulin. 1871. 128 p. in-18; tiré à 200 exemplaires.

Cet opuscule est fait avec conscience et mérite des éloges. Les sources en sont généralement bonnes; c'est particulièrement dans le dépôt des Archives de l'Aube et dans celui des Archives Nationales à Paris, que M. Babeau a cherché les éléments de son travail. Appartenant par sa famille à la ville de Troyes, il a traité son sujet avec un soin qu'a certainement augmenté un sentiment de patriotisme local. Les personnes qu'intéresse l'histoire du Parlement de Paris pourront donc consulter avec fruit l'étude que M. Babeau a consacrée à l'exil de cette cour en 1787. Elles y trouveront développé d'une façon complète et dans tous les détails le récit des faits et des émotions qui marquèrent le séjour des magistrats en Champagne, des circonstances au milieu desquelles s'accomplirent leur arrivée, leur installation, leurs délibérations, leur départ. Tout ce qui se rattache à la physionomie de la ville de Troyes, à l'esprit des habitants, à la conduite politique des officiers municipaux, forme la partie la plus neuve, une des meilleures de l'ouvrage. Nous n'adresserons qu'un reproche à l'auteur, grave il est vrai, parce qu'il touche à un point de méthode. Manifestement il a borné son ambition à traiter une matière circonscrite par des limites arrêtées, à faire en un mot une *monographie*; le nombre très-restreint

de lecteurs auxquels il s'adresse suffit à le prouver. Dans de pareilles conditions, qui sont toujours celles d'une monographie, il n'y a point de doute que les lecteurs connaissent « à priori » les faits généraux qui servent de cadre à l'étude qu'on leur présente. Ce qu'ils cherchent dans un travail de cette nature, c'est quelque chose de particulier, de nouveau, qu'ils ne savent pas encore. Ils n'ont que faire de notions acquises au domaine commun. Certes les considérations morales ou philosophiques que M. Babeau a répandues dans son récit sont marquées au coin de la sagesse et de la modération; mais elles figurent depuis cinquante ans dans la plupart des publications qui ont l'histoire de la Révolution pour objet. Les observations d'un caractère général auxquelles M. Babeau s'est livré, n'apprendront rien à personne. Parfois elles ont un autre inconvénient; s'étendant à des sujets que l'auteur n'a eu ni l'intention ni le loisir d'examiner à fond, elles aboutissent, en restant en apparence dans le lieu commun, à de véritables et dangereuses erreurs. Quand M. Babeau dit en passant (p. 39) que l'Université avait depuis le ^{xiii}^e siècle, des rapports *fraternels* avec le Parlement », il pense émettre une proposition qui ne fait point difficulté. Cette assurance fera sourire les gens instruits, par l'étude des textes, du hautain protectorat exercé par le Parlement sur l'Université. L'expression : *tanquam frater a fratre*, ne fut, à vrai dire, qu'une fleur de rhétorique, tout au plus la manifestation d'une prétention. L'opinion rapportée à cette occasion par M. Babeau est un reflet, une nouvelle confirmation de la méprise où, suivant une excellente remarque du marquis de Laborde ¹, sont tombés les historiens de l'Université : ils n'ont pas su que, pour écrire l'histoire de cette institution, il fallait étudier celle du Parlement.

H. LOT.

GESCHICHTE der Quellen und der Literatur des canonischen Rechts im Abendlande bis zum Ausgange des Mittelalters. Von Dr Friedrich Maassen. *Erster Band.* — (Histoire des sources et de la littérature du Droit canonique en Occident, jusqu'à la fin du Moyen-Âge, par le Dr Friedrich Maassen). Tome I. Gratz, 1871. A Paris, librairie Franck. In-8° de LXX et 982 pages.

PRÉFACE.

Sur l'invitation de Biener et de Savigny, l'auteur, aujourd'hui professeur de droit à Vienne, devait entreprendre, il y a 12 ans, une histoire littéraire des canonistes depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xv}^e. Il pensa que l'histoire des canonistes du moyen-âge était insuffisante

1. Préface des Actes du Parlement, p. 48.

si l'on n'y joignait au moins l'histoire des *Décrétales*, car c'est de la collection des *Décrétales* qu'est sortie la jurisprudence du moyen-âge. Or, une histoire des sources de la littérature de la fin du moyen-âge est impossible si elle ne s'appuie sur l'histoire des temps antérieurs. De la fin du XII^e siècle jusqu'à l'époque moderne, le Décret de Gratien fut la seule autorité à laquelle on recourut pour enseigner et pratiquer le droit ancien. Pourtant, cette collection, quoique considérable, est très-défectueuse; outre qu'il y manque quelques pièces importantes, il y règne une grande confusion entre droit général, droit particulier, droit prescrit, droit civil, droit ecclésiastique, etc. Son défaut capital, c'est que beaucoup de choses n'y sont pas authentiques; ce qui est authentique est souvent cité sous un faux nom ou sous un nom défiguré. Or, c'est là-dessus qu'on a construit toute la science du droit canon et la législation des siècles suivants.

Ainsi donc, la première partie principale de l'œuvre de l'auteur était de faire l'histoire de la Genèse et de la Critique du Décret de Gratien, et, par conséquent, une exposition des sources et de la littérature de cette époque.

L'histoire du droit ecclésiastique grec est exclue de cet exposé parce qu'il ne s'agit ici que de l'Occident. Cependant, les monuments du droit ecclésiastique d'origine grecque qui ont été adoptés par l'Eglise d'Occident (et c'est un cas fréquent dans les premiers siècles) ont été pris en considération.

Les deux premiers volumes contiendront l'histoire des collections de droit jusqu'au milieu du XII^e siècle, car, jusqu'à la formation de l'école des Glossateurs de Bologne on ne voit que de faibles traces de littérature et d'enseignement du droit canon. C'est cette école seulement qui a fondé la science du droit canonique, comme partie intégrante de la science du droit, et distincte de la théologie.

Il y a deux périodes pour l'histoire des collections de droit jusqu'au Décret de Gratien, attendu les différences importantes qu'on aperçoit dans le caractère intérieur de ces collections. Le point d'intersection est marqué par la falsification du faux Isidore vers le milieu du IX^e s. Depuis lors, toutes les collections contiennent une grande quantité de matériaux non authentiques, d'un caractère particulier.

La seconde partie principale de cet ouvrage embrasse les temps écoulés depuis le milieu du XII^e jusqu'à la fin du XV^e siècle. Le troisième volume contiendra l'histoire des collections des *Décrétales*. Les quatrième et cinquième volumes seront consacrés à l'histoire littéraire exclusivement.

Il ne faut pas entendre le titre (*Histoire des sources*) dans le sens d'une histoire des conciles, de la législation pontificale, ni dans le sens d'une histoire des canons, des *décrétales* des Papes. C'est simplement l'histoire des collections de ces sources. Mais, en réalité,

l'histoire des collections est en même temps une histoire des sources en tant que ces sources apparaissent dans les collections.

Mais pourquoi ne pas faire aussi l'histoire des institutions ou l'histoire intérieure du droit? On ne veut ici donner que l'essentiel, le noyau, le fruit, et non l'encyclopédie de la science du droit canon. L'histoire de la constitution de l'Eglise et des institutions n'est certainement pas inconciliable avec la pensée et le but du présent ouvrage, mais elle a paru à l'auteur être au-dessus de ses forces.

INTRODUCTION LITTÉRAIRE-HISTORIQUE.

Les deux premiers volumes de cet ouvrage s'occupent surtout des collections de l'ancien droit canonique, qui se terminent vers le milieu du xii^e siècle par le Décret de Gratien. De ce moment jusqu'au commencement des temps modernes, on a puisé l'ancien droit exclusivement dans cette collection. A peine, dans la seconde moitié du xiii^e siècle, aperçoit-on quelques traces isolées d'un retour à quelque-une des collections précédentes. A partir de ce moment, ces collections reposent oubliées dans la poussière des bibliothèques.

Le grand élan de la Renaissance amena aussi les canonistes à recourir aux sources. On alla jusqu'à faire des éditions critiques du Code (Livre de lois) de Bologne, pour lesquelles on consulta les éditions plus anciennes. Puis, on y joignit des recherches historiques et critiques. Cette Introduction s'occupe précisément des écrivains qui ont traité des collections de canons et des travaux qu'ils ont accomplis. La série commence par l'immortel savant espagnol Don Antonio Agostin. Après lui, ce sont surtout des écrivains français et des écrivains des Pays-Bas qui poursuivent l'œuvre commencée, avec plus ou moins de succès. Les recherches de Dom Constant (premier quart du xviii^e s.) sont très-remarquables, mais un ouvrage qui dépasse tous les travaux antérieurs est celui des deux frères de Vérone, Pietro et Girolamo Ballerini, à cause des documents nouveaux qu'il contient et de l'importance de leurs recherches historico-critiques. Depuis l'apparition de ce livre (1757) cessent presque complètement tous les travaux proprement dits sur cette matière, pendant plus d'un demi-siècle. Ce n'est que dans notre siècle que les Allemands ont porté sur ce sujet leur génie d'investigation. L'auteur s'abstiendra, par prudence, de juger les travaux publiés sur ce sujet depuis quarante ans, tout en signalant ce qu'il leur doit.

La plupart des historiens des anciennes collections de canons ont traité également des collections grecques et des collections de l'Occident, mais il ne sera parlé ici directement que de ces dernières.

André Galland a fait une collection d'un grand nombre d'écrits se rapportant à ce sujet.

1. Don Antonio Agostin (né en 1517, mort en 1586). Le docteur

Maassen donne une notice très-intéressante sur cet écrivain, ses travaux et ses écrits.

2. Boëtius Epo (1529-1599), écrivain des Pays-Bas, professeur de droit à Douai.

3. Pierre Pithou (1539-1596).

4. Christophe Justel, secrétaire du roi de France (1580-1649).

5. François Florent, professeur à Orléans et à Paris (1590-1650).

6. Pierre de Marca (1594-1662).

7. Etienne Baluze (1630-1718).

8. Pasquier Quesnel (1634-1719).

9. Gérard de Maëstricht (1639-1721).

10. Jean Doujat (1609-1688).

11. Zeger Bernhard Van Espen (1646-1728).

Cependant, malgré ces travaux, malgré les nombreuses collections de canons qu'on avait imprimées (collections de Surius, de Binus, de Labbe et Cossart, de Baluze, de Hardouin), un siècle après la mort d'Agostin, il existait à peine un commencement de travail critique, méthodique, du texte. Il faut pourtant faire une exception honorable pour le travail de Baluze. En général, tous ces travaux se bornaient à ajouter à une collection nouvelle les pièces trouvées par hasard dans un autre manuscrit, sans noter ni critiquer suffisamment les variantes, sans citer les sources.

Le but du travail critique d'un texte est de le rétablir tel qu'il est sorti de la main de l'auteur. Il fallait donc savoir de quels textes s'étaient servis ces collectionneurs de canons, et le savant qui, après D. Agostin, fit le plus grand pas dans cette direction fut :

12. Don Pierre Constant, né à Compiègne (1654-1721).

Entre plusieurs travaux faits en Italie au XVIII^e siècle, le plus remarquable est celui des deux frères Pietro et Girolamo Ballerini (1698-1769 = 1702-1781).

Le présent ouvrage n'est pas la continuation de l'ouvrage des Ballerini; c'est un ouvrage nouveau. D'importantes découvertes, d'autres aperçus rendaient nécessaire un système tout différent de travail. L'auteur reconnaît pourtant qu'il est à cheval sur les épaules des Ballerini et que son travail eût été impossible sans celui-là.

COLLECTIONS DE DROIT JUSQU'AU MILIEU DU IX^e SIÈCLE.

Remarques préliminaires.

En comparant les collections de droit, on remarque une différence essentielle; les sources du droit sont rangées ou bien chronologiquement selon l'ordre de publication, ou bien logiquement selon leur sujet. Dans l'ordre des faits, les publications chronologiques précèdent les collections logiques. Les monuments isolés du droit furent d'abord rassemblés et coordonnés plus ou moins conséquemment, tantôt d'après

un principe, tantôt d'après un autre. Puis on fit des collections systématiques qui n'écrasèrent point d'ailleurs les collections chronologiques, lesquelles subsistèrent longtemps simultanément. Un changement s'opéra dans la seconde moitié du ix^e siècle. On voulut alors par un arrangement systématique des matières faciliter l'enseignement et la pratique du droit.

Une autre différence dans ces collections se remarque non dans leur ordre, mais dans leur contenu. Les auteurs ont voulu faire ou bien un livre de droit général, ou bien un recueil de ce qui se rapporte à tel sujet, tel concile, telle église, telle hérésie.

On traitera dans deux sections distinctes des collections générales et des collections particulières.

La plupart des collections de l'Occident sont l'œuvre de particuliers. Jusqu'au xiii^e siècle nous n'avons qu'une seule collection de droit ecclésiastique qui, par son contenu et par son auteur, ait un caractère d'autorité, je veux dire la collection des Canons d'Afrique, émanant du concile de Carthage (419). Souvent une collection d'origine privée fut adoptée de préférence par une église ou un royaume. Ainsi la collection de Denys-le-Petit fut, peu après son apparition, employée de préférence à toute autre par l'Eglise Romaine. La Collection espagnole fut généralement acceptée en Espagne au viii^e siècle. La Collection Dyonisio-Hadriana en France depuis l'an 774 jusqu'à ce que le faux recueil espagnol du ix^e siècle vint lui disputer la prédominance.

Pour les collections dont on s'occupe dans ce volume, le nom de l'auteur est très-rarement donné. Le nom du manuscrit le plus ancien d'où est tirée la pièce servira à désigner quelques collections. Les manuscrits et les variantes seront donc indiquées. Quand le nom de l'auteur sera complètement inconnu, on adoptera pour *criterium* l'âge de la pièce la plus récente contenue dans la collection, les collections qui en dérivent et l'âge des manuscrits.

1. — Collections dans l'ordre chronologique.

A. Sources.

1. Conciles grecs (page 8).

a) Concile de Nicée. — Les Canons de Nicée sont mis à la tête de la plupart des collections générales, et beaucoup de versions en ont été données, versions de Cécilien de Carthage, d'Atticus et de Cyrille, d'Isidore, du manuscrit de Chieti, version gallo-espagnole, version gallicane, version dite *ancienne*, version de Denys, l'abrégé de Rufin, le fragment du manuscrit de Freysingen, le manuscrit de St-Germain (latin 12444, jadis 938 de St-Germain), citations des canons de Nicée dans les écrits des papes. Le dernier canon manque dans quelques versions, mais le symbole se trouve dans presque toutes, etc.

b) Concile de Sardique, rédigé en grec et en latin, quelquefois avec d'autres pièces accessoires.

c) Les autres canons grecs. — L'auteur examine si ces autres canons grecs ont été adoptés en Occident avant le ^{vi}^e siècle et se prononce, contre Ballerini, pour l'affirmative; puis il énumère les versions latines de ces canons grecs.

d) Autres actes des conciles grecs.

2. Conciles d'Afrique (page 149). — Ils occupent déjà une place considérable dans les collections anciennes à côté des canons grecs.

3. Conciles des Gaules et d'Allemagne (page 186). — La plus ancienne collection des Conciles des Gaules est celle du manuscrit de Corbie (ms. latin 12097, jadis 936 de Saint-Germain). Le nombre des canons d'un même concile n'est pas toujours le même dans les différentes collections. Cela s'explique par l'usage où l'on était de répéter quelquefois en tête des décrets d'un nouveau concile les canons des conciles précédents.

4. Conciles d'Espagne (page 215). — Une collection générale qui renfermait les Conciles d'Espagne fut adoptée au ^{vii}^e siècle en Espagne et écrasa les collections anciennes, dont une seule nous est restée en abrégé.

5. Conciles d'Irlande et d'Angleterre (page 223).

6. Conciles d'Italie (page 225).

7. Ecrits des Papes et Conciles romains (page 226). Ils sont ordinairement contenus dans les collections générales et par conséquent ont une autorité reconnue à côté de celle des Conciles.

8. Ordonnances et écrits des empereurs romains et des fonctionnaires de l'Etat (page 308). — Les collections générales contiennent en tout 27 de ces pièces, dont la plus ancienne est l'édit de Constantin contre Arius et ses adhérents (325); la plus récente est la lettre de Justin à Hormisdas (520). Mais les collections particulières contiennent beaucoup de ces pièces (jusqu'au nombre de 64) ayant trait presque toujours à des affaires ou à des personnes ecclésiastiques. Du reste le Clergé et l'Eglise puisent le droit civil dans les collections existantes du droit civil.

9. Ordonnances et écrits des rois germaniques : Ostrogoths (page 341), Wisigoths (page 342) et Francs (page 345).

10. Capitulaires des évêques et règles d'ordres (page 346).

11. Ecrivains : Grégoire de Nazianze, Athanase, Ambroise, etc. (page 348).

12. Ecrits de diverses personnes, évêques et prêtres, laïques, même des femmes, telles que Hypatia qui enseignait la philosophie à Alexandrie (page 353).

13. Pièces d'auteurs inconnus.

a) Statuts disciplinaires, savoir : Statuts de l'Eglise primitive (page 382), et Epître canonique concernant les clercs (page 394).

b) Pièces dogmatiques et morales (page 394).

- c) Gestes, c'est-à-dire relations historiques (page 397).
- d) Formules de foi (page 398).
- e) Mélanges : règle pour la rédaction des lettres formées, notes historiques, catalogues, etc. (page 399).

14. Pièces apocryphes.

- a) Canons des Apôtres (page 408).
- b) Synodes et décrétales (page 410).
- c) Ecrits de diverses personnes (page 416).
- d) Mélanges : Donation de Constantin, Gestes de Libère, etc. (p. 419).

B. Les Collections mêmes.

1. Collections générales (page 420). — Le signe d'une collection générale dans l'ordre chronologique, c'est qu'elle contient des canons des Conciles grecs. La plupart des collections générales contiennent aussi les Canons d'Afrique et les Décrétales papales.

Chaque Eglise considérable avait probablement une collection générale de ce genre. Ces collections générales sont intitulées d'ordinaire : *Liber Canonum* ou *Codex Canonum*.

- a) Les Collections de Denys-le-Petit (page 422).
 - aa) La personne de Denys-le-Petit.
 - bb) La collection des Conciles (page 425) : Première rédaction dans le ms. du Vatican, n° 577 du fonds Palatin ; — Seconde rédaction dans les mss. de Paris, fonds latin¹, 3837, 1536, 3845, 3848.
 - cc) La collection des Décrétales (page 431) : ms. de Paris 3837.
 - dd) Leur usage pratique se répand (page 437).
 - b) Formes ultérieures des collections de Denys (page 441).
 - aa) La Dyonisio-Hadriana : mss. de Paris 8921 (jadis 331 du Supplément), 11710 (jadis 367 de Saint-Germain), 3840, 3843, 11711 (jadis 365 de Saint-Germain), 12445 (jadis 366 de Saint-Germain), 1452, 1453, 3838, 3839, 3841, 3842, 3844, 4278, 12448 (jadis 386 de Harlay), 12446 (jadis 391 de Harlay), 12447 (jadis 503 de Harlay), 3182 ; mss. 576, 559 et 558 de Cambrai, ms. 200 de Laon, ms. 513-510 de Reims, ms. 21 de Verdun.
- L'auteur s'occupe successivement de l'Hadriana pure, que le pape Adrien I dédia à Charlemagne par une épître en vers (page 444), des différences qu'on trouve dans la forme ordinaire (page 452), de l'Hadriana augmentée (page 454), des Extraits (page 465) et de l'autorité de cette collection (page 467).

1. Nous indiquerons les principaux mss. des bibliothèques françaises que le docteur Maassen signale pour chaque collection ; en ce qui concerne les mss. de la Bibliothèque Nationale, nous donnerons le numéro sous lequel chaque volume est classé dans le fonds latin. La refonte dont il a été rendu compte plus haut (p. 20) n'était pas encore terminée quand M. Maassen a recueilli les éléments de son travail.

bb) La *Dyonisiana* de Bobio (page 471).

c) Collection du manuscrit de Freysingen (page 476).

d) Collection de Quesnel (page 486) : mss. latins de Paris 3848 A, 1454 et 3842 A.

e) Quatre collections italiennes du ^{vi}e siècle (page 500), savoir : Celle du manuscrit de Saint-Blaise (mss. latins de Paris 3836 et 4279) ; — Celle du manuscrit du Vatican, n° 1342 ; — Celle du manuscrit de Chieti, n° 1997 du fonds de la reine de Suède ; — Celle du manuscrit de Justel, nos 3687, 3686 et 3688 de la Bodleienne.

f) Collection du manuscrit Colbert (page 536), manuscrit latin 1455 de Paris.

g) Trois collections des Conciles grecs et africains (page 542), savoir : Celle du manuscrit de Paris, n° 3858 C ; — Celle du diacre Théodose, ms. LX de Vérone ; — Celle du manuscrit de Würzburg.

h) Collections générales, avec les Conciles des Gaules (page 556), d'après les manuscrits de Corbie (ms. latin 12097 de Paris, jadis 936 de Saint-Germain), de Cologne, de Lorsch, d'Albi (n° 2 d'Alby et B 63 de Toulouse), de Pithou (ms. latin 1564 de Paris), de Bigot (ms. latin 2796), de Saint-Maur (ms. latin 1451), de Diessen et de Reims (n° 1743 de sir Thomas Phillipps).

i) Collections générales espagnoles (page 642), savoir : Abrégé espagnol ; — Collection espagnole, dont le plus ancien exemplaire était le ms. de Strasbourg, analysé par Koch dans les *Notices et extraits des manuscrits* (VII, II, 73) et brûlé en 1870 par les Allemands ; — Collection du manuscrit de Novare.

2. Collections particulières.

a) Collections des Actes des Conciles grecs.

aa) Collections concernant le Concile général d'Ephèse (page 721) ; il y en a quatre textes : celui du ms. de Tours, aujourd'hui n° 1572 de la Bibliothèque Nationale ; celui du ms. de Vérone ; celui du ms. de Salzbourg (mss. de Vienne 489 et de Paris 1456), et celui du Synodicon du Mont-Cassin).

bb) Collections concernant le Concile général de Chalcédoine (page 737) ; elles sont au nombre de quatre : 1° ms. du Vatican 1322 ; 2° ms. 88 de Notre-Dame de Paris, aujourd'hui n° 16832 du fonds latin, et n° 1045 du fonds de la reine de Suède, jadis de Saint-Germain-des-Prés ; 3° Collection de Rusticus, mss. de Paris 1458, 2777 et 14611, jadis 368 de Saint-Germain, et ms. 58 de Montpellier ; 4° « Codex encyclius », ms. de Paris 12098, jadis 466 de Saint-Germain.

cc) Collection concernant le monophysitisme (page 753).

dd) Collection des actes du V^e Concile général (page 759). Ms. de Paris 16832, jadis 88 de Notre-Dame.

ee) Collection des actes du VI^e Concile général (page 760). Il y en a deux versions : l'une du temps de Sergius I, conservée dans plusieurs

mss. du Vatican ; l'autre a été tirée d'un manuscrit du Collège de Clermont.

b) Fragment de Vérone (page 761).

c) Collection concernant Acacius, évêque schismatique de Constantinople (page 763). Nous en avons deux textes : l'un dans un ms. de Vérone, l'autre dans un ms. de Verdun, aujourd'hui n° 1776 de la Bibliothèque de sir Thomas Phillipps.

d) Collection concernant les Donatistes (page 765). Ms. de Paris 1 11.

e) Collections des Eglises de Thessalonique et d'Arles (page 766), la première dans des mss. du Vatican, la seconde dans les mss. de Paris 2777, 3849, 5537 et 3880, et dans le ms. de Carpentras, n° 74 de Peiresc.

f) Collections des Conciles d'Afrique (page 771), savoir : Collection du Concile de Carthage de 419 ; — Collections employées au Concile de Carthage de 525 ; — et Collection des Conciles africains d'après la Collection espagnole.

g) Collections des Conciles des Gaules et d'Allemagne (page 775), savoir : Collection du ms. de Lyon (ms. 1745 de sir Thomas Phillipps, et ms. latin 1452 de Paris) ; — Collection des Synodes francs de l'année 813 ; — et Collection du ms. de Beauvais, aujourd'hui 3827 du Vatican.

h) Collection du ms. de Saint-Amand (page 780) ; mss. latins de Paris 3846 et 1455.

i) Collections des Conciles d'Irlande et de Grande-Bretagne (page 784) : deux textes, l'un dans un ms. de Fécamp, n° 3182 du fonds latin, l'autre dans le ms. 12021 du même fonds, jadis 121 de Saint-Germain.

k) Collection dont le plus ancien exemplaire, conservé au Vatican, vient du monastère de « Sancta Crux fontis Avellane, Eugubine diocesis. »

l) Collection du Concile romain de 649 (page 792).

m) Collection des Constitutions de Sirmond (page 792) : ms. 1745 de sir Thomas Phillipps, et ms. latin 1452 de Paris.

n) Collection du ms. de Modène (page 796).

II. — *Collections dans l'ordre systématique* (page 798).

A (Pénitenciers). — Abrégé des Canons de Fulgentius Ferrandus (page 799) : ms. latin 12097 de Paris, jadis 936 de Saint-Germain, et 233 de Montpellier.

B. « Capitula Martini » (page 802) ; ce Martin était évêque de Galice sous Théodémir, roi des Suèves.

C. Concordance des Canons de Cresconius (page 806), mss. de Paris 3840, 3851, 3851 A, et 233 de Montpellier.

D. Collection systématique espagnole empruntée à la Collection

chronologique de même nom (page 813) ; mss. de Paris 11709 (jadis 364 de St-Germain) et 1565 ; ms. 383 de Lyon.

E. Collections Gallicanes au nombre de treize :

1. Collection du ms. d'Angers (page 821) : ms. de Cologne, et ms. de Saint-Amand, aujourd'hui n° 1603 du fonds latin à la Bibliothèque Nationale.

2. Collection d'Hérouval (page 828) : mss. de Paris 3848 B, 2123, 4281, 2400 et 13657, jadis 1363 de St-Germain.

3. Première Collection du ms. de Bonneval (page 833) : ms. latin 3859 de Paris.

4. Collection du ms. de Saint-Germain n° 938, aujourd'hui n° 12444 du fonds latin (page 836).

5. Seconde collection du ms. de Bonneval, n° 3859 du fonds latin (page 841).

6. Collection en 400 chapitres (page 842) : ms. de Paris 2316 et de Metz E 29.

7. Le *Cresconius gallicus* (page 846) : ms. 4280 A de Paris.

8. Collection de Luc d'Achery (page 848) : mss. de Paris 3879, 13655 (jadis 939 de St-Germain), 2341, 4287, 10741 (jadis 205 du Supplément) et 3880 ; mss. H 301 et H 137 de Montpellier.

9. Collection en quatre livres (page 852).

10. Collection d'Halitgaire de Cambrai (page 863) : mss. de Paris 2341, 2998, 2999, 12315 (jadis 326 de St-Germain), et 2373.

11. Collection du ms. de la Vallicellane, A 18 (page 869).

12. Les deux pénitenciers de Raban Maur (page 870).

13. Petites Collections particulières (page 871), savoir : 1° Petite Collection du ms. de Corbie (des délits ecclésiastiques) ; ms. de Paris 12097, jadis 936 de St-Germain ; — 2° « Scintilla de Canonibus vel ordinationibus episcoporum ; » mss. de Paris 1454 et 3842 A ; 3° Collection de Florus de Lyon, publiée par d'Achery, d'après un ms. de Saint-Marien d'Auxerre.

F. Collection irlandaise (page 819) : mss. de Paris 3182 et 12021 (jadis 121 de St-Germain).

G. Collection en neuf livres (page 885), dans un ms. du Vatican.

H. Collection du droit romain pour l'usage de l'Eglise (page 887).

Le droit romain avait pour l'Eglise et le Clergé une grande importance pratique, car beaucoup de ses prescriptions depuis Constantin étaient devenues un facteur important du droit ecclésiastique, et dans le Saint-Empire romain le Clerc était jugé selon la *loi romaine*. De là diverses compilations à l'usage de l'Eglise.

1. « *Lex romana canonice compta* » (page 888) : ms. de Paris, latin 12448, jadis 386 de Harlay.

2. Les extraits de Bobio (page 896).

3. Les extraits de Hænel (page 900), ou du moins cités par Hænel le 5 juillet 1857, dans le rapport sur la séance de la Société de Saxe.

Des appendices, au nombre de 26, sont joints à ce premier volume et contiennent des notes, des éclaircissements ou des pièces justificatives sur différents sujets.

Si les volumes suivants répondent à ce que promet le tome 1, l'ouvrage de Maassen sera un manuel très-précieux pour quiconque voudra consulter les canonistes, un guide indispensable pour les recherches et les indications des manuscrits qui se trouvent dans les différentes bibliothèques de l'Europe. Le style est clair, le procédé méthodique et les abréviations usitées dans les ouvrages de ce genre sont de la plus grande simplicité.

BEREDENEERDE INVENTARIS *der Oorkonden en Besscheiden, berustende op't provinciaal archief van Limburg. Uitgegeven even of last der provinciale staten.* In-octavo.

Cette collection dans laquelle on trouvera le texte ou l'analyse des chartes de la province de Limbourg est publiée avec beaucoup de soin et d'exactitude par l'archiviste provincial M. G. D. Franquinet.

Le premier volume, imprimé à Maastricht en 1869 (viii et 311 p.), embrasse trois fonds d'archives :

1^o (pages 1-195 et 291-298). Archives de l'abbaye de Rolduc (*Rodensis ecclesia* ; Kloosterrade en hollandais), abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, au diocèse de Liège, à partir de l'année 1108.

2^o (pages 197-253 et 298). Archives de l'abbaye de Marienthal (*Vallis Sanctæ Mariæ*), abbaye de femmes de l'ordre de Saint-Augustin, à partir de l'année 1222.

3^o (pages 255-290 et 299-301). Archives de l'abbaye de Sinnich, maison de femmes de l'ordre de Saint-Augustin, au diocèse de Liège, à partir de l'année 1219.

Le second volume (Maastricht, 1870, vi et 415 pages) est tout entier consacré aux chartes de la collégiale de Notre-Dame de Maastricht (*Sancta Maria in Trajecto*) lesquelles remontent à l'année 1132. Nous y avons remarqué sous le n^o 43 un acte du 12 novembre 1297, où il est question de l'établissement formé par les cahoursins dans la ville de Maastricht : « in qua domo cauversini Trajectenses morantur. »

LIVRES NOUVEAUX.

1. — Acta et diplomata e r. tabulario Veneto chronologico ordine ac principum rerumque ratione inde a recentiore tempore usque ad medium seculum xv summatim regesta studio et opera As. Minotto. Vol. I. Res Forijulii et patriarchatus Aquilejæ Tergesti et Istriæ et Goritiæ. Sect. I. continens documenta usque ad a. 1323. In-8°, xxxvj-192 pages. Münster.

2. ALBANÉS (l'abbé J.-H.). — Panégyrique du bienheureux Urbain V, prononcé le 19 décembre 1870. In-8° de 24 p. Marseille, veuve P. Chauffard. 1870.

3. ALBANÉS (l'abbé J. H.). — Oraison funèbre du pape Urbain V prononcée le jour de ses funérailles, 21 décembre 1370, dans l'église de Notre-Dame des Doms à Avignon, par le cardinal Guy de Boulogne, publiée et traduite par l'abbé J. H. Albanés. In-8° de 15 p. Marseille, Marius Olive. 1870.

4. ALIONE (J.-G.). Poésies du xv^e siècle. — Chanson et complainte d'une josne fille mariée à ung vieillart jalous avec le dit du sing. In-8°, 16 p. Florence, G. Dotti.

5. AMPÈRE. — Histoire de la formation de la langue française, pour servir de complément à l'histoire littéraire de la France. 3^e édition, revue et annotée. In-12, LXVIII-444 p. Paris. Didier et C^e.

6. Aoust (l'abbé). — Etude sur la vie et les travaux de saint Jacques de Silvabelle, astronome marseillais. In-8°, 34 p. et portrait. Marseille, Feissat père et fils.

7. Archives des missions scientifiques et littéraires, 2^e série. Tome VI. In-8° de 515 p. avec planches. Paris, imprimerie Nationale. 1871.

P. 1-445. Inscriptions céramiques de Grèce, par M. Alb. Dumont. — P. 447-515. — Rapport sur un voyage archéologique de Thrace, par le même.

8. ARCHIVES NATIONALES. — Inventaire sommaire et tableau méthodique des fonds conservés aux Archives nationales. 1^{re} partie. Régime antérieur à 1789. In-4° à 2 col. vij-427 p. Paris, imp. Nationale.

9. Atti e memorie delle RR. Deputazioni di Storia patria per le provincie Modenesi e Parmensi. Vol. V, fasc. V ed ultimo. In-4° pag. lxiy-385 a 440. Modena, tip. Vincenzi.

10. AUBER (l'abbé). — Etude sur les historiens du Poitou, depuis ses origines connues jusqu'au milieu du xix^e siècle. In-8°, 313 p. Saint-Maixent, imp. Reversé. Niort, lib. Clouzot.

11. AUBERT. — Trésor de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune, 1^{er} et 2^e fascicules. In-4°, 160 pages et 30 planches. Paris, veuve A. Morel et C^e.

L'ouvrage sera publié en 3 fascicules.

12. AUDIAT (L.). — Epigraphie Santone et Aunisienne. In-8°, viij et 340 p. Paris et Niort.

13. AUDIAT (L.). — Les Etats provinciaux de Saintonge. Etude et documents inédits. In-8°. Niort.

14. AUTHIER (l'abbé). — Etudes historiques et religieuses sur le pays de la haute vallée de l'Ariège. Notices : 1^o sur le prieuré d'Unac; 2^o sur la vie de saint Udaut, martyr. In-8°, 84 p. et grav. Toulouse, imp. Chauvin.

15. AUTRAN (Am.). — Eloge historique de Jacques de Matignon, ancien évêque de Condom, abbé de Saint-Victor. In-8°, 20 p. Marseille, imp. V^e Chauffard.

16. AVEZAC (D'). — Atlas hydrographique de 1511 du génois Vesconte de Maggiolo. In-8° de 15 p. Paris, Challamel aîné. 1871.

Extrait des Annales des voyages.

17. AZAÏS (l'abbé). — Tivoli et Subiaco, ou la villa d'Horace et le berceau de l'ordre bénédictin. In-8°, 27 p. Nîmes, imp. Clavel-Balivet et C^e.

Extrait des Mémoires de l'Académie du Gard, 1869-70.

18. BABINET DE RENCOGNE. — Nouvelle chronologie historique des maires de la ville d'Angoulême, 1215-1501; publiée avec de nombreuses pièces justificatives. In-8°, iij-138 p. Angoulême, imp. Nadaud et C^e; lib. Goumard.

Extrait du Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente, années 1868-1869.

19. BAILLY (Anat.). — Etymologie et histoire des mots Orléans et Orléanais. In-8° de 82 p. Orléans, Herluison, 1871.

Extrait des Mém. de la Société d'Agricult., Sciences, Belles-Lettres, et Arts d'Orléans.

20. BARRAUD (l'abbé). — Notice sur les chaires à prêcher. In-8°, 75 p. et fig. Caen, Le Blanc-Hardel.

21. BARTHELEMY (ED. DE). — Mesdames de France, filles de Louis XV. In-8°. vij et 505 p. Paris, 1870.

22. BAUNARD (l'abbé). — Histoire de S. Ambroise. In-8°, xl-624 p. Tours, Mame. Paris, Poussielgue frères.

23. BELIN DE LAUNAY (J.). — L'Ordre en bataille et les centurions à l'époque de Jules César. In-8°, 39 p. Paris, Hachette.

24. BERGMANN (F.-G.). — La fascination de Gulfi [Gylfa Ginning], traité de mythologie scandinave, composé par Snorri, fils de Sturla. Traduit du texte norrois en français et expliqué dans une introduction et un commentaire critique perpétuel. In-8°, xij et 371 pages. Strasbourg.

25. BERGUES-LA-GARDE (DE). — Dictionnaire historique et biographique des hommes célèbres et de tous les illustres de la Corrèze. Gr. in-8° à 2 colonnes, 48 pages. Angers, imprimerie Lachèse, Belleuvre et Dolbeau.

26. BIANCHI (Th. DE). — Cronaco Modenese. T. IX. Fasc. 4 à 6. In-4° Parme.

27. BIMBENET (Eug.). — Nouvelle étude sur le régime municipal dans la Gaule depuis la domination romaine jusqu'à l'établissement de la monarchie, et depuis cette dernière époque jusqu'à l'invasion des Normands. In-8° de 75 p. Paris, Cotillon, 1871.

Extr. de la Revue critique de législation.

28. BION (Pierre). — Vie de sainte Berthe, abbesse de Blangy-sur-Ternoise. In-32, 213 pages. Arras, imprimerie V^e Rousseau-Leroy; librairie Brunet.

29. BOECKH (Rich.) und KIEPERT (H.). — Historische Karte von Elsass und Lothringen (carte historique de l'Alsace et de la Lorraine). In-f°. Berlin.

30. BOMPOIS (Ferdinand). — Notice sur un dépôt de monnaies carlovingiennes, découvert en juin 1871 aux environs du Veullin, commune d'Apremont, dép. du Cher. In-8° de 61 p. et 4 pl. Paris, Rollin et Feuillard. 1871.

31. BONAVENTURE (saint). — In opera omnia S. Bonaventuræ, quatuordecim tomis hucusque inserta, indices quinque generales a R. D. Adolpho-Carolo Peltier Remensi, necnon et San-Dionysianæ ecclesiæ canonico, integre compositi et ordine digesti. Tomus decimus quintus. In-4° à 2 col., 810 p. Paris, Vivès.

32. BONAZZI (L.). — Storia di Perugia dalle origini al 1870. Vol. 1. Perugia Antica. In-16, 292 pages. Pérouse.

33. BORDIER (H.). — Chansonnier (le) huguenot du xvi^e siècle. 2 vol. in-16, lxxxiv-492 p. Paris, Tross.

34. BOREL d'HAUTERIVE. — Les Sièges de Paris, annales militaires de la capitale, depuis Jules César jusqu'à ce jour, juin 1871. In-18 Jésus, iv-383 p. Paris, Dentu.

35. BOSSERT (A.). — La Littérature allemande au moyen-âge et les origines de l'épopée germanique. In-8°, 386 pages. Paris, Hachette et C^e.

36. BOUCHERIE. — La passion du Christ. Poème écrit en dialecte franco-vénitien du xiv^e siècle. In-8° de 39 p. Montpellier, imp. de Gras. 1870.

Extrait de la Revue des langues romanes.

37. BOUGOUIN (Ch.). — Descente des Anglais en Bretagne et siège de Lorient en 1746. In-8°, 29 pages. Nantes, imprimerie Forest et Grimaud.

Extrait du Bulletin de la Société archéologique de Nantes.

38. BOUTIOT (Théoph.). — Nouvelles recherches sur la cour des Grands-Jours. In-8°, 32 p. et pl. Troyes, imp. Dufour-Bouquot.

39. BOUTON (Victor). — Noms, surnoms et armes des nobles rois de l'Épinette, précédés de l'ordonnance de 1429 et des lettres patentes données à Bruxelles en 1516, fac-simile d'après un manuscrit. In-4°, 38 pages. Paris, imp. Bouton.

40. BRACHET (A.). — Grammaire historique de la langue française. Avec une préface par E. Littré. 5^e édition. In-18 Jésus, xix-301 p. Paris. Hetzel et C^e.

41. BURGault (Em.). — Aperçus historiques sur les origines et les religions des anciens peuples de l'Espagne et des Gaules. In-8°, ij-56 p. Vannes, imp. Galles.

Extrait du Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. 1^{er} semestre 1870.

42. CADET (Félix). — Pierre de Boisguilbert, précurseur des économistes, 1646-1714. Sa vie, ses travaux, son influence. In-8°, x-442 p. Paris, Guillaumin.

43. Calendar of state papers. Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henri VIII. Vol. IV. Part. I. In-8°. Londres. 1871.

44. Calendar of state papers. Foreign series of the reign of Elizabeth 1564-65. Edited by Jos. Stevenson. in-8°. Londres.

45. Calendar of state papers. Domestic series of the reign of Elizabeth 1601-1603 with addenda 1547-1565, preserved in Her Majesty's Public Record Office. Edited by Mary Anne Everett Green. In-8° 772 p. Londres.

46. Calendar of Public Treasury papers, 1697-1702, preserved in the Public Record Office. Prepared by J. Redington. In-8°. Londres.

47. CAMPANA DE CAVELLI. — Les derniers Stuarts à Saint-Germain-

en-Laye. Documents inédits et authentiques puisés aux Archives publiques et privées. Vol. I. II. In-4°. Paris.

48. CAMPARDON (Em.). — Documents inédits sur J. B. Poquelin Molière, découverts et publiés avec des notes, un index alphabétique et des fac-simile. In-12, 81 p. Paris, Plon.

49. CAMPI (L.). — La Sciarabola d'Ajaccio. Notice historique, archéologique et bibliographique. In-8°, viij-78 p. Paris.

50. CARSALADE DU PONT (l'abbé DE). — François de Tersac, baron de Montberaud. Essai biographique renfermant quelques lettres inédites d'Henri III, d'Henri IV et de Catherine de Médicis. In-8°, 29 p. Auch, Foix.

Extrait de la Revue de Gascogne.

51. CASTAING (Alph.). — L'Aquitaine avant et jusqu'à l'époque de César. Introduction. Origine du nom de l'Aquitaine. In-8°, 60 p. Paris, Dumoulin.

Extrait de la Revue de Gascogne.

52. CAUMO (Giuseppe). — Sulla condizione dei Romani vinti dai Longobardi Dissertazione. In-8°, 34 p. Florence, imp. Civelli.

53. CESSAC (DE). — Coup d'œil sur l'homme préhistorique dans la Creuse (introduction au Dictionnaire archéologique du département de la Creuse; époque celtique). In-8°, 26 p. Caen, imp. et lib. Le Blanc-Hardel.

Extrait du Bulletin monumental publié à Caen par M. de Caumont.

54. CHAIX (l'abbé). — Un mot sur saint Sidoine Apollinaire. In-8°, 35 p. Clermont-Ferrand, imp. et lib. Thibaud.

55. CHARMASSE (DE). — Etat de l'instruction primaire dans l'ancien diocèse d'Autun pendant les xvii^e et xviii^e siècles. In-8°, 107 p. Autun, imp. Dejussieu.

Extrait des Mémoires de la Société éduenne.

56. CHARTON (Ch.). — La Délivrance de Bruyères en 1475. La Société d'émulation en 1869. Discours prononcé à la séance publique de la Société d'émulation du 16 décembre 1869. In-8° 15 p. Epinal, imprimerie V^e Gley.

Extrait des Annales de la Société, t. 13, 3^e cahier.

57. CHAUTARD. — Imitations des monnaies au type Esterlin frappées en Europe pendant le xiii^e et le xiv^e siècle. 1^{er} et 2^e fascicules. In-8°, xxvj-484 p. et 36 pl. Nancy, imp. Sordoillet et fils.

58. CHÉMERY (Aug.). — Essai sur la révolution religieuse tentée par le Boïen Maricus au pays entre Loire et Allier, évangélisé par saint Patrice. In-8°, 14 p. Dijon, imp. Demeurat.

59. CHENNEVIÈRES (Ph. de). — Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du Point de France, par un bourgeois de Bellesme. In-8°, 18 p. Amiens, Lenoël-Herouart.

60. CHÉRUËL. — Etude sur un ms. de la bibliothèque publique de Rouen. In-8°, 24 p. Rouen, imp. Cagniard.

Extrait de la Revue de la Normandie, avril et mai 1870.

61. CHEVALIER (l'abbé). — Cartulaire municipal de la ville de Montélimar. In-8° de iv et 352 p. Montélimar, imprimerie et lithographie Bourron. 1871.

62. CHEVALIER (l'abbé). — Inventaire des archives des dauphins de Viennois à Saint-André de Grenoble en 1346. In-8° de xxiv et 380 p. Nogent-le-Rotrou, imp. Gouverneur. Lyon, A. Brun. 1871.

63. CHEVALIER (l'abbé). — Nécrologe et cartulaire des dominicains de Grenoble. In-8° de 82 p. Romans, imprimerie de Henri Rosier. 1870.

64. CHEVALIER (l'abbé). — Ordonnances des rois de France et autres princes souverains relatives au Dauphiné, précédées d'un catalogue des registres de l'ancienne chambre des comptes de cette province. In-8° de liv et 186 p. Colmar, impr. de Ch. M. Hoffmann. 1871.

65. CLARETTA (G.). — Storia diplomatica della antica Abbazia di San Michaela della Chiusa, con documenti inediti. In-8°, xvj et 369 pages. Turin.

66. CLOUET (l'abbé). — Histoire de Verdun et du pays verdunois. Tome III. In-8° de 656 p. Verdun. 1870.

Le tome I paru en 1867, et le tome II en 1868.

67. COCHERIS (Hipp.). — Cours de langue française. Histoire de la grammaire. Origine et permutation des lettres. Formation des mots. Préfixes, radicaux et suffixes. In-18 de 394 p.

Bibliothèque de l'Echo de la Sorbonne. Paris, 7, rue Guénégaud.

68. COCHET (l'abbé). — Notice sur deux fibules scandinaves trouvées à Pitres (Eure) en 1865 et entrées au musée de Rouen. In-8° de 16 p. Rouen, H. Boissel. 1871.

Extr. du Précis de l'Académie de Rouen.

69. COLBERT. — Lettres, instructions et mémoires; publiés par Pierre Clément. T. 7. Lettres privées, Supplément, Appendice. Gr. in-8°, ccxv-501 p. Paris, imp. nationale.

70. COLLETET. — Notices biographiques sur les trois Marot; par G. Colletet. Précédemment transcrites d'après le manuscrit détruit par l'incendie de la bibliothèque du Louvre, le 24 mai 1871, et publiées pour la première fois par Georges Guiffrey. In-8°, 62 p. Paris, imp. Claye; lib. Lemerre.

71. COLLETET. — Vie de Guy Du Faur de Pibrac ; publiée avec notes et appendices, par Philippe Tamizey de Larroque. In-8°, 75 p. Paris, lib. Aubry.

Extrait de la *Revue de Gascogne*, juillet 1869-juin 1870.

72. COMBES. — Deuxième leçon sur les invasions germaniques en France. Attila et la bataille de Châlons-sur-Marne. In-8°, 13 p. Bordeaux, imp. Gounouilhou.

73. — Congrès archéologique de France. 36^e session. Séances générales tenues à Loches en 1869 par la Société française d'archéologie. In-8°, lxx-412 pages. Caen, imp. et libr. Le Blanc-Hardel. Paris, libr. Derache.

74. — Conventiones de rebus ecclesiasticis inter s. sedem et civilem potestatem variis formis initæ. Ex collectione Romana a Protonot. Vicent Nussi excerptæ. Gr. in-8°, x-442 p. Mainz, Kirchheim.

75. COUSSEMAKER (E. de). — Documents historiques sur la Flandre maritime. 1^{er} fascicule. Résumé analytique des chartes du grand cartulaire de S. Bertin relatives à la Flandre maritime. In-8° de 129 pages. Lille, impr. de Lefebvre-Ducrocq, 1870.

2^e fascicule. Rapport et dénombrement des ville et châtellenies de Dunkerque, Bourbourg et Warneton, présenté par Louis de Luxembourg au comte de Flandre, en 1458. In-8° de 102 p. Lille, imp. de Lefebvre-Ducrocq. 1870.

76. COUSSEMAKER (E. de). — Liste de sceaux relatifs à la Flandre maritime. In-8° de 26 pages. Lille, imprimerie de Lefebvre-Ducrocq. 1871.

77. DAHN (Fel.). — Die Koenige der Germanen. Das Wesen des Ältesten Koenigthums der germanischen Stämme und seine Geschichte bis aus die Feudalzeit. Nach den Quellen dargestellt. VI Abth. Die Verfassung der Westgothen. — Das Reich der Sueven in Spanien. Institutions politiques des Wisigoths.—Le royaume des Suèves en Espagne. In-8°, xx-631 p. Würzburg, Stuber.

78. DALGAIRNS (le P.). — Vies de saint Aëlred, abbé de Riévaux, de saint Waltheof, abbé de Melros, de saint Robert, abbé de Newminster. Traduites pour la première fois en français par M. l'abbé Chirat. In-12, 352 p. Avignon, imp. et lib. Seguin aîné.

79. DAVESIÈS DE PONTÈS. — Etudes sur l'histoire de Paris ancien et moderne. Publiées d'après les manuscrits de l'auteur, par le bibliophile Jacob. 2^e édition, revue et augmentée. Appendice. In-18 Jésus, 321-380 pages. Paris, Amyot.

80. DECHRISTÉ (L.). — Souv'nirs d'un homme d'Douai de l'paroisse

des Wios-Saint-Albin, avec des bellés z'images; croquis historique en patois douaisien. T. III. In-12, iv-219 pages. Douai, Laforcade; Lille, Quarré.

81. DE CORNU (Pierre), Dauphinois. Les œuvres poétiques, précédées de sa vie par Guillaume Colletet, avec une préface et des notes. In-8°, xxvii-232 p. Turin, F. Gay.

82. DEDERICH (A.). — Julius Cæsar am Rhein. (Jules César sur le Rhin, suivi d'une étude sur les *Germani* de Tacite (Germ. 2) et les *Franci* de la table de Peutinger. In-8°, iv et 87 pages. Paderborn, Schöningh.

83. DELISLE (L.). — Actes normands de la Chambre des comptes sous Philippe de Valois (1328-1350). In-8°, iij-448 p. Rouen, lib. Le Brument.

Société de l'histoire de Normandie.

84. DEMARSY. — Etudes pour servir à l'histoire de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Quelques souvenirs de l'ordre en Italie. In-8°, 8 p. Angers, imp. Lachèse, Belleuvre et Dolbeau.

Extrait de la *Revue historique-nobiliaire*, 1870.

85. DEMARSY. — Mélanges historiques sur la Picardie. I. Le Prieuré de Lihons en Santerre. (Notice inédite de Du Cange). II. Sœur de Sainte-Cécile Bertrand, religieuse de Port-Royal, au monastère de la Visitation d'Amiens. In-8°, 16 p. Amiens, imp. Caillaux.

Extrait du *Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie*, année 1870.

86. DENAIS. — Histoire de l'hôtel-Dieu de Beaufort-en-Vallée. (1412-1810). In-8°, 180 p. Angers, imprimerie et librairie Lachèse. Paris, librairie Didron.

87. DELCHAMPS (Eust.). — Le Lay des douze estats du monde (xiv^e et xv^e siècles). In-8°, 48 p. Reims, imp. Dubois.

88. DESJARDINS (Albert). — La nomination des maires dans l'ancienne France. In-8° 59 p. Paris, Douniol.

89. DESMAZE (Ch.). — Jacques Bauchant, sergent d'armes, bibliophile saint-quentinois (xiv^e siècle). In-8°, 11 pages. Amiens, imprimerie Caillaux.

90. DESROSIERS. — La Cathédrale de Moulins, ancienne collégiale. In-4°, 16 p. et 2 pl. Moulins, imp. Desrosiers.

91. DIDRON (Ed.). — Etude sur les images ouvrantes et la Vierge en ivoire du Louvre. In-4°, 23 p. et 9 pl. Paris, Didron.

92. DOUBLET. — Elégies de Jean Doublet, suivies des épigrammes et rimes diverses. In-16, xv-261 pages. Paris, imp. Jouaust. Librairie des bibliophiles.

93. DROUYN (Léo). — Droits de péage et de passage dans la juridiction de Vayres et dans quelques autres seigneuries des bords de la Dordogne. In-8°, 48 p. Bordeaux, imp. Gounouilhou.

94. DUBOIS-MELLY (Charles). — Chroniques. Genève en 1706. Nos annales au commencement du XVIII^e siècle; Pierre Fatio et les troubles populaires de l'année 1707. In-12, iv-248 p. Genève, J. Jullien.

95. DU BUISSON DE COURSON (A.). — Familles alliées en ligne directe à la maison Du Buisson, branche de Courson-Christot. Alliance Du Merle; suivie d'une notice sur les Sieurs d'Auge. Croquis généalogiques. In-8°, 62 p. et tableau. Montpellier, imp. Gras.

96. DUFOUR (Em.). — Etudes historiques sur l'ancienne province de Quercy. In-8°, 48 p. Cahors, imp. Laytou.

97. DÜMMLER (Ernst). — Gesta Berengarii imperatoris. Beitræge zur Geschichte Italiens im Anfange des zehnten Jahrhunderts. In-8° de 186 p. Halle, 1871.

98. DUMONT. — Les Ruines de la Meuse. T. 5. Sampigny et dépendances. Gr. in-8°, 930 p., plan et portr. Paris, Derache.

99. DUVAL (Louis). — Joachim du Chaland de la Souterraine et les États généraux de 1560. In-18 de 46 p. Limoges, veuve Ducourtieux. 1871.

100. DUVERNET (Ch.). — Louis de Gonzague, duc de Nevers. Etude historique. In-8°, 110 p. Nevers, imp. Bégat.

101. Edictus ceteraque Langobardorum leges. Cum constitutionibus et pactis principum Beneventanorum. Ex majore editione Monumentis Germaniæ inserta correctiores recudi curavit F. Bluhme. In-8°, iij-224 pages. Hanovre. Hahn. 1870.

102. — Entrée de Charles VII à Paris. Miniature des chroniques d'Enguerrand de Monstrelet, à la Bibliothèque impériale de Paris, fonds Lavallière, Costumes du XVI^e siècle. Paris, imp. Lemercier et C^e.

103. ESCHENBACH (Wolfram von). — Parzival et Titurel édité par K. Bartsch.

104. ESPINAY (D'). — Mémoires sur l'architecture civile dans la Touraine méridionale au moyen-âge. In-8°, 19 p. Caen, impr. et libr. Le Blanc-Hardel.

Extrait du Compte-rendu des séances tenues à Lisieux par la Société française d'archéologie, 1871.

105. FAUCONNEAU-DUPRESNE. — Esquisse sur l'histoire de Châteauroux. In-8°, 39 p. Bourges, impr. Marguerith-Dupré.

106. FINOT. — Dissertation sur l'authenticité de la charte attribuée à

Charlemagne et accordant les terres du Haut-Jura à l'abbaye de Saint-Claude. In-8°.

107. FISCHER. — Recherches sur le village détruit de Neustadt, près de Dabo (Meurthe). In-8°, 6 pages. Nancy, imprimerie Crépín-Leblond.

Extrait du Journal de la Société d'archéologie lorraine.

108. FONS. — Note sur l'origine de l'ancien château de Montaut-sur-Garonne. In-8°, 11 pages. Toulouse, imprimerie Rouget frères et Delahaut.

Extrait des Mém. de l'Académie impériale des sciences de Toulouse, 7^e série, tome 2.

109. FONTANA (G.). — Storia popolare di Venezia, dalle origine fino ai tempi nostri. In-8°. Fasc. 13 à 15. I. 769-880 p. — II. 1-80 p.

110. Fontes rerum Bohemicarum. Tomus I. Vitae Sanctorum. Fasc. I. Prague, Grégr. et Dattel.

111. FUSTEL DE COULANGES. — L'Alsace est-elle allemande ou française? Réponse à M. Mommsen, professeur à Berlin. In-32, 16 pages. Paris, Dentu.

112. GALESLOOT (L.). — La province de Brabant, avant l'invasion des Romains. Etudes archéologiques et topographiques. Vestiges d'un oppidum nervien, près de Vilvorde (avec plan et vues). In-8°, 59 pages. Photographies et plan. Bruxelles, 1871.

113. GALIFFE (J.-B.-G.). — Genève historique et archéologique, avec dessins et fac-simile par H. Hausmann. Appendice contenant table de matières, liste des illustrations et 1 plan color. In-4°. 48 p. Genève et Bale, H. Georg.

114. GALLIER (Anatole DE). — Le marquis d'Aubais. In-8°, 20 pages. Marseille, imp. Olive.

115. GARNIER (J.). — Les tombeaux de la cathédrale d'Amiens. I. Monument de Pierre Burry. In-8°, 43 p. Amiens, Lemer.

Extr. des Mém. de la Soc. des antiquaires de Picardie.

116. GARONI (Nicolò Cesare). — Codice della Liguria diplomatico, storico e giuridico. Archivi, carte, cronache e statuti, ed altri documenti dei Municipi Ligustici dalle origini al secolo nostro, descritti, raccolti et illustrati. Disp. III. In-4°, xxiv-97 à 120 pages. Gènes, tip. Sordo-Muti.

117. GAUTIER (Léon). — La Chanson de Roland, texte critique accompagné d'une traduction nouvelle et précédé d'une introduction historique. In-8°, 532 p. Paris et Tours, Mame.

118. GEIJER (P. A.). — Etude sur les mémoires de Philippe de Comines. In-8° de 88 p. Upsal.

119. GERMAIN (A.). — L'alliance franco-danoise au moyen-âge. In-4° de 16 p. Montpellier, J. Martel, 1871.

Extr. des Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier.

120. GERMAIN (A.). — Deux lettres du concile de Bâle aux consuls de Montpellier, avec une notice les concernant. In-4° de 8 p. Montpellier, J. Martel. 1871.

Extr. des Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier.

121. GERMAIN (A.). — Isaac Casaubon à Montpellier. In-4° de 42 p. Montpellier, Boehm. 1871.

Extr. des Mémoires de l'Académie de Montpellier.

122. GERMAIN (A.). — La Renaissance à Montpellier. Etude historique d'après les documents originaux, avec pièces justificatives inédites. In-4° de 156 p. Montpellier, J. Martel. 1871.

Extr. des Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier.

123. GERMAIN (A.). — Statuts inédits de la confrérie de Saint-Denis-de-Ginestet, publiés avec une notice explicative. In-4° de 12 p. Montpellier, J. Martel. 1871.

Extr. des Mém. de la Soc. archéol. de Montpellier.

124. GERMER-DURAND (Eug.). — Découvertes archéologiques faites à Nîmes et dans le Gard pendant l'année 1869. 1^{er} semestre. In-8°, 82 p. Nîmes, imp. Clavel-Ballivet.

125. — Gesta abbatum Bergensium ab a. 936-1495. Publié pour la première fois sur un ms. des Archives de l'Etat à Magdebourg, par Holstein. In-8°. iv et 42 p. Leipsig. Teubner.

126. GHILHARDUS (Fr. Joa. Thom.). Honorius Papa ab accusationibus veterum et novorum infallibilitatis summi pontificis adversariorum vindicatus. Gr. in-8°, 107 p. Turin, Leipsig, Brockhaus.

127. GIACINTO DA BELMONTE (P.). — San Gregorio magno e il suo tempo. Florence, in-16, 40 p.

128. GIRAUD (Magl.). — Nouvelle étude sur Saint-Cyr-de-Provence. Archéologie et numismatique. In-8°, 52 p. et pl. Toulon, imprimerie Laurent.

129. GIUDICI (Gius. del.). — Del grande Archivio di Napoli, delle scritture antiche e moderne che contiene e del loro ordinamento. Cennio storico-critico. In-8°, viij-136 p. Naples.

130. — GRANDET (Jos.). — Vie de messire Pierre Crétey, prêtre, curé de la paroisse de Barenton au diocèse d'Avranches, en Basse-Normandie.

die, fondateur des hôpitaux de Vimoutier, de Bernay et de Barenton. In-18, xvi-360 p. Paris, Poussielgue frères.

131. GRAS. — Archéologie. Recueil d'inscriptions foréziennes, du ^{x^e} au ^{xviii^e} siècle. In-8°, 92 pages. Saint-Etienne, imprimerie veuve Théolier et C^e.

132. GRASILIER. — Cartulaires inédits de la Saintonge. — I. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne de Vaux, de l'ordre de Saint-Benoit; suivi des Chartes du prieuré conventuel de Notre-Dame-de-la-Garde en Arvert, de l'ordre de Granmont. II. Cartulaire de l'abbaye royale de Notre-Dame de Saintes, de l'ordre de Saint-Benoit. 2 volumes. In-4°, lxxxiiij-433 pages. Saint-Maixent, imprimerie Reversé; Niort, librairie Clouzot.

133. GRENOT. — Quelques mots sur le lieu dit Trez-Goarem, en Esquibien (Finistère). In-12, 20 pages. Brest, imprimerie Lefournier. Extr. du journal l'Océan.

134. GROSS (C.). — Ordo judiciariorum, incerti auctoris, pars summae legum et tractatus de praescriptione, publié d'après deux mss. du ^{xii^e} et du ^{xiii^e} siècles conservés à Gœtweiger et à Vienne. In-8°, iv-270 p. Innsbruck, Wagner.

135. GROTEFEND (H.). — Ueber Sphragistik. In-8°, 45 p. Hannovre, Culemann.

136. GUIBARD (l'abbé). — Cérémonies qui se pratiquaient au moyen-âge dans nos deux cathédrales de Saint-Jean et de Saint-Etienne. In-8°, 45 p. Besançon, imp. Jacquin.

Extr. des Annales franc-comtoises, novembre 1869.

137. GUICHARD (Am.). — Notices sur Coligny et Chevreux, suivies de notes de famille. In-8°, 67 pages. Lyon, imprimerie V^e Lépagniez et fils.

138. GUILLAUME (l'abbé). — Nouvelle dissertation sur l'antiquité de l'église de Toul. In-8°, 45 p. Nancy, imp. Collin.

139. GUILLOTIN DE CORSON (l'abbé). — Récits historiques, traditions et légendes de Haute-Bretagne. Ille-et-Vilaine : arrondissement de Redon. In-12, viij-205 p. Redon, Guillet.

140. HEINRICH (G. A.). — Les Invasions germaniques en France. Avec 2 cartes des frontières française et allemande avant 1789 et 1870. In-8°, 142 p. Paris, Hachette et C^e.

141. HEISS (Al.). — Description générale des monnaies antiques de l'Espagne. In-4°, ij-554 p. et 68 pl. Paris, Imp. nationale.

142. HERBERT (P.). — Fléchier revu et corrigé par Le Pelletier. Un

autographe du cardinal de Retz. Le comte de Bussy-Rabutin, hagiographe. In-8° de 16 p. Albi, imp. Desrue. Juillet 1871.

143. HOFFMANN (Paul, E. F.). — Die Jesuiten. Histoire de l'ordre des Jésuites. 2 vol. gr. in-8°, 264 et 200 p. Manheim, Schneider.

144. HOUDOY (Jules). — Les Tapisseries de haute-lisse. Histoire de la fabrication lilloise du xiv^e au xviii^e siècle, et documents inédits concernant l'histoire des tapisseries de Flandre. In-4°, 159 p. Lille, imp. Danel. Paris, Aubry.

145. HUCHER (Eug.). — Le Jubé du cardinal Philippe de Luxembourg, à la cathédrale du Mans, décrit d'après un dessin d'architecture du temps et des documents inédits. In-8°, 50 p. Le Mans, imp. Monnoyer.

Extrait du Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.

146. HUCHER (E.). — Lettre à M. Paulin Paris sur les représentations de Tristan et d'Yseult dans les monuments du moyen-âge. In-8° de 30 p. Le Mans, typ. E. Monnoyer. Mai 1871.

Extr. du Bulletin de la Société de la Sarthe.

147. HUCHER (E.). — Notes sur les médailles gauloises offrant le triskèle, l'astre à quatre rayons et les légendes Ateula et Caledu. In-8° de 16 p. Chartres, impr. de Garnier. 1870.

Extrait du compte-rendu du congrès tenu à Chartres en 1869.

148. HUGUENIN. — Les Archives anciennes du dépôt de la guerre. In-8°, 40 p. Paris, imp. Martinet.

Extr. du Spectateur militaire.

149. HUILLARD-BRÉHOLLES. — Analyse d'un mémoire sur l'état politique de l'Italie depuis la paix de Constance jusqu'au milieu du xiv^e s. In-8°, 31 p. Paris, imp. Dounaud.

150. HUOT (Paul). — La Commanderie de Saint-Jean (maison Richard, sœurs de Ribeauvillé, bains Saint-Jean) à Colmar. Etude historique (1210-1870). In-8°, 110 p. Colmar, impr. Jung; librairie Barth.

151. HURTER (H.). — Nomenclator literarius recentioris theologiae catholicae theologos exhibens, qui inde a concilio Tridentino floruerunt aetate, natione, disciplinis distinctos. T. I. In-8°, 252 pages. Innsbruck, Wagner.

152. HUSSON. — Histoire du sol de Toul. Dix-septième note sur l'origine de l'espèce humaine dans les environs de cette ville. In-8°, 56 p. Toul, imp. Lemaire.

153. IMBERT. — Histoire de Thouars. Gr. in-8°, 419 p. Niort, impr. Desprez, lib. Clouzot.

Extr. des Mém. de la Soc. de statistique, sciences et arts du dép. des Deux-Sèvres, 2^e série, t. X, 1870.

154. JACQUIER. — Ervy au *xvii^e* siècle. In-8°, 19 p. et pl. Troyes, imp. Dufour-Bouquot.

Extr. de l'Annuaire de l'Aube, 1870.

155. JAL. — Dictionnaire critique de biographie et d'histoire, errata et supplément pour tous les dictionnaires historiques, d'après des documents authentiques et inédits. 2^e édition, corrigée et augmentée d'articles nouveaux et renfermant 218 fac-simile d'autographes. Gr. in-8° à 2 col., iv-1361 p. Paris, Plon.

156. JÉHAN (L.-F.). — Les légendes vengées, ou saint Grégoire de Tours, historien des traditions apostoliques de nos églises. In-18 jésus, xj-132 p. Tours, imp. Bouserez.

157. JOLIBOIS. — Notice sur les bibliothèques publiques du départ. du Tarn. In-8°, 35 p. Albi, imp. Desrue.

158. JOLY (A.). — Les métamorphoses de l'épopée latine en France au moyen-âge. In-8° de 52 p. Paris, 1871.

159. — Joseph of Arimathie : Otherwise called the Romance of the Saint Graal, or Holy Grail. An Alliterative Poem, written about 1350, and now first printed from the unique copy in the Vernon MS. at Oxford. With an Appendix, containing « The Lyre of Joseph of Armathy, » reprinted from the Black-Letter Copy of Wynkyn de Worde: « De Sancto Joseph ab Arimathia, » first printed by Pynson, A. D. 1516; and the « Lyfe of Joseph of Armathia, » first printed by Pynson A. D. 1520. Edited, with Notes and Glossarial Indices, by Rev. W. W. Skeat. In-8°, xlvij-100 p. London, Trübner.

160. JOUIN (H.). — Notice des peintures et sculptures du musée d'Angers et description de la galerie David. In-18 j., xij-256 p. Angers, imp. Lachèse, Belleuvre et Dolbeau.

161. JOURDAIN (Charles). — L'éducation des femmes au moyen-âge. Fragment lu dans la séance publique de l'Institut le 25 octobre 1871. In-4° de 31 p. Paris, typogr. Didot. 1871.

162. JOUSSET. — Le Vieux Bellême, *xviii^e* siècle. Dix ans d'histoire. In-8°, 38 p. Mamers, imp. Fleury.

163. JOUSSET. — Le vieux-Saint-Sauveur de Bellême. In-8°, 64 p. Mortagne, imp. Daupéley frères.

Extr. de l'Echo de l'Orne.

164. JUMEL (l'abbé). — Davenescourt. In-8°, 131 p. et 1 plan: Amiens, imp. Lenoel-Herouart.

Monographies picardes ou études historiques sur les communes.

165. JUMEL (l'abbé). — Flixecourt. In-8°, 100 p. Amiens, imp. Lenoel-Herouart.

Monographies picardes ou études historiques sur les communes.

166. JUMEL (l'abbé). — Vignacourt. In-8°, 80 p. Amiens, imp. Lenoel-Hérouart.

167. JUSTINGER (Conrad). — Berner Chronik. Nebst 4 Beilagen : 1, Cronica de Berno. 2, Conflictus Laupensis. 3, Die anonyme Stadtkronik oder der Koenigshofen-Justinger. 4, Anonymus Friburgensis. Publié par le Dr G. Studer. In-8°, 500 p. Bern, K. J. Wyss.

168. KERVYN DE LETTENHOVE. — Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous la domination des ducs de Bourgogne. Textes latins. Chroniques des religieux des Dunes, Jean Brandon, Gilles de Roye, Adrien de But. In-4°, xvij et 770 p. Bruxelles, 1870.

169. KOEHLER. — Die Familie Calas zu Toulouse. Gr. in-16, vij-88 p. Hamburg.

170. KOTHEN. — Notice sur les inscriptions découvertes dans le sous-sol de l'église de Saint-Vincent-de-Paul, dite anciennement couvent des Augustins-réformés-déchaussés de Marseille. In-8°, 15 p. Marseille, imp. Cayer et C^e.

171. LABARRE (Frz.). — Gallische Zustände zu Cæsars Zeit. Neu-Rupin. In-4°, 19 p. (Progr.).

172. LABARTE (Jules). — Dissertation sur l'abandon de la glyptique en Occident au moyen-âge et sur l'époque de la renaissance de cet art. In-4° de 24 p. avec planche. Paris, veuve A. Morel. 1871.

173. LABITTE (Jules). — Le Cardinal de Retz. Etude politique. In-8°, 32 p. Amiens, imp. Lenoel-Hérouart.

174. LA CHENAYE-DESBOIS et BADIER. — Dictionnaire de la noblesse, contenant les généalogies, l'histoire et la chronologie des familles nobles de la France. 3^e édition. T. 16, 1^e partie. In-4° à 2 col., 248 p. Arras, imprimerie Schouteer. Paris, lib. Schlesinger frères.

L'ouvrage aura 17 vol. et un Armorial de même format.

175. LACROIX (P.). — Les Arts au moyen-âge et à l'époque de la Renaissance. Ouvrage illustré de 19 pl. chromolithographiques exécutées par F. Kellerhoven, et de 400 grav. sur bois. 3^e édition. In-4°, iv-552 p. Paris, Firmin Didot.

176. LAGARDE (Alph.). — Chronique des églises réformées de l'Agenais. In-12, vij-340 pages. Toulouse, Lagarde. Paris, librairies protestantes.

177. LALORE (l'abbé). — Antoine Gourdault, troyen. Quelques-uns de ses écrits. In-8°, 8 p. Troyes, impr. Dufour-Bouquot.

Extr. de l'Annuaire de l'Aube, année 1870.

178. LAMOTTE (A. de). — Carte des agrandissements successifs de la France, sous la monarchie, la république et l'empire. Paris, imp. Monroq; Blériot.

179. LANDAU (Ed.). — Notice sur Sainte Radegonde de l'Ecotière, paroisse de Bullou en Vendômois. In-8°. 68 p. Vendôme, imp. Lemercier et fils.

180. LA TOUR DU BREUIL (de). — Histoire de mon village. Notice historique sur le bourg et le château de Veuil avant 1792. In-8°, 20 p. Châteauroux, imp. Nuret.

181. LE BLANC (Paul). — Journal de J. Baudouin sur les grands-jours de Languedoc (1666-1667). In-8° de xxviii et 254 pag. Paris, Dumoulin, 1869.

182. LEBLANC-DAVAU. — Recherches historiques et statistiques sur Auxerre, ses monuments et ses environs. 2^e édit. In-8° de ij et 402 p. et atlas in-4°. Auxerre, C. Gallot. 1871.

183. LEDRAIN (E.). — Deux apocryphes du ⁱⁱe siècle, avec une étude sur la date du Pasteur d'Hermas. In-8° de 16 pages. Paris, Douniol. 1871.

Extr. du Correspondant.

184. LEFEBVRE. — Matériaux pour l'histoire des arts dans le Cambrésis. In-8°, 42 p. Cambrai, imp. Simon.

185. — Leggenda e vita di S. Guglielmo d'Oringa. Scrittura del secolo ora xiv per la prima volta pubblicata e illustrata da G. Chiarini. In-8°, avec 60 grav. Livourne, imp. Vigo.

186. LEHMANN (Oscar). — Quaestiones de notis Tironis et Senecae. Accedunt tabulae autographae III. In-8°, 32 p. Leipsig.

187. LEHUGUEU (Alfred). — La Chanson de Roland, poème français du moyen-âge. Traduit en vers modernes. In-18 jésus, xviii-369 pages. Paris, Hachette et C^e.

188. LENTILHAC (de). — Monographie de l'arrondissement de Ribérac. In-8°, 88 p. Périgueux, imp. Dupont et C^e.

Extrait des Annales de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne.

189. Lettere inedite di donne illustri italiane dei secoli xv e xvi. In-8°, 16 p. Padova, tip. del Seminario.

190. LEURIDAN. — Le Droit de Senne, dans la châtellenie de Lille. In-8°, 12 p. Lille, imp. Danel.

Extrait des Mémoires de la Société des sciences, etc., de Lille, 1871, 3^e série, 9^e vol.

191. LION. — Vieil-Hesdin; 3^e partie (3^e et 4^e chapitres). In-12, 63 à 103 p. Amiens, imp. Lenoel-Herouart.

192. LOISELEUR (Jules). — La doctrine secrète des Templiers. Etude

suivie du texte inédit de l'enquête contre les Templiers de Toscane, et de la chronologie des documents relatifs à la suppression du Temple. In-8° de vij et 230 p. avec planches. Paris, Durand, 1872.

193. LORENZ, OTTOKAR et W. SCHERER. — Geschichte des Elsasses. Histoire de l'Alsace depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. In-8°, iij-262 p. Berlin, Duncker.

194. LORIQUE (Ch.). — Le Cardinal de Bouillon, Baluze, Mabillon et Th. Ruinart, dans l'affaire de l'Histoire généalogique de la maison d'Autvergne. In-8°, 52 p. Reims, lib. Dubois et C°.

195. LOTH (Arthur) et l'abbé WEILL. — La cause d'Honorius. Documents originaux avec traduction, notes et conclusion. In-4°, 130 pages. Paris, lib. Palmé.

196. LUCKIS. — Sur la dénomination des dolmens ou cromlechs. In-8°, 13 p. et pl. Nantes, imp. Forest et Grimaud.

Extrait du Bulletin de la Soc. archéol. de Nantes.

197. LUCOT (l'abbé). — De l'antiquité du culte de saint Joseph dans l'église universelle et en particulier dans l'église de Châlons. Pet. in-8°, 42 p. Châlons, imp. Martin.

198. Magnum Bullarium Romanum, Augustæ Taurinorum editum. T. XIX. In-4°, xxvj-1008 p. Turin, A. Vecco.

199. MAIGNIEN (Edm.). — Généalogies et armoiries dauphinoises. In-8°, 64 p. Grenoble; imp. Prudhomme; lib. Drevet.

200. MAIGNIEN. — Notes chronologico-historiques sur l'évêché de Grenoble, de 1151 à 1237. Geoffroy, Jean I^{er} de Sassenage, Guillaume I^{er}, Pierre I^{er} de Sessins, Soffrey. In-8°, 19 pages. Grenoble, imprimerie Prudhomme.

201. MALBRANCHE (P. M.). — Notice sur l'ancien couvent des Pénitents de Bernay (Eure). In-8°, 80 pages. Rouen, impr. Cagniard.

202. MALVICA (F.). — I papi ed il papato. Vol. II. In-8°, 326 pages. Florence.

203. MARSILLIAT-LABORDE. — Dolmen et rocher des Folles de Treignac. In-8°, 43 p. Grenoble, imp. Prudhomme.

204. MARTIN (Th.-Henri). — Sur des instruments d'optique faussement attribués aux anciens par quelques savants modernes. In-4° de 74 pages. Rome, 1871.

Extrait du Bulletino di bibliografia e di storia delle scienze matematiche e fisiche.

205. Mascarades et farces de la Fronde (1640). In-8°, vij-119 p. Turin, Gay.

206. MAULVIS (de). — Lettre à M. l'abbé Paul de Cagny sur l'origine du mot Nesle. In-8°, 31 p. Amiens, imp. Lenoël-Hérouart.

207. MAZELIN (l'abbé). — Saint Aubin, évêque d'Angers, sa vie, son pèlerinage à Moeslains (Haute-Marne). In-18, 287 p. Bar-le-Duc, impr. et libr. Gtérin.

208. MENSINGER (Carlo). — Vocabolario poliglotta di Geografia, contenente i nomi propri degli imperi, regni, repubbliche, principati, ducati, provincie, circoli, distretti, città, borghi e villaggi d'Europa, con prefazione di B. E. Maineri. In-8°, xvj-316 pages. Milan, imprimerie Bernardoni.

209. MERCIER (P. M. R.). — Précis statistique et historique de la commune d'Arcy-le-Ponsard, cant. de Fismes, arrond. de Reims, dép. de la Marne, suivi de l'histoire de l'abbaye d'Igny. In-8° de vij et 115 p. Paris. Dumoulin. 1871.

210. MICHALOWSKI (Félix). — Originès celtiques. In-8°, 44 p. Saint-Etienne, imp. v^e Theolier.

211. MICHEL (Francisque). — Le mystère de saint Louis, roi de France, publié pour la première fois d'après un ms. de la Bibliothèque Nationale. Imprimé pour le Roxburghe-Club. Westminster. 1871. In-4° de xlij et 413 p. avec fac-simile.

212. MICHELET. — Histoire de France. Nouvelle édition. T. 1. In-8°, xliij-423 p. Paris, lib. Internationale.

213. MIKLOSICH (Francisc.) et MULLER (Jos.). — Acta et diplomata græca medii ævi sacra et profana. Vol. IV. Acta et diplomata monasteriorum et ecclesiarum Orientis. T. I. In-8°, xiv-441 pages. Wien, Gerold.

214. MILET (A.). — Histoire d'un four à verre de l'ancienne Normandie. In-8° de 47 p. Paris, Aubry. 1871.

215. MOLINIER (Vict.). — Notice historique sur le droit d'accorder des grâces aux criminels dont jouissaient autrefois le chapitre de la cathédrale de Rouen et les évêques d'Orléans. In-8°, 15 p. Toulouse, impr. Rouget frères et Delahaut.

Extr. des Mém. de l'Acad. imp. des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, 7^e série, t. 2, p. 167-189.

216. Monumenta boica. Volumen XL. Edidit Academia scientiarum boica. (Monumentorum boicorum collectio nova; volumen XIII). In-4° de xxxiv et 543 p. (Contient les Actes de l'évêché de Virzburg de 1335 à 1343.) Munich, 1870.

217. Monumenta sacra et profana ex codicibus præsertim bibliothecæ Ambrosianæ, opera collegii doctorum ejusdem. Tomi III Fasc. 4

et ultimus, et tomi V Fasc. 2. In-4°, 297-411 pages et 113-192 pages. Milan.

218. *Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium.* Edidit academia scientiarum et artium Slavorum meridionalium. Volumen II. In-8°, xxxvj et 464 p. Agram, Suppan.

219. MORIN (C.). — Note sur deux passages des Annales de Saint-Bertin expliqués à l'aide des chroniques d'Irlande. In-8°, 12 p. Rennes, imp. Castel.

220. MOULENG (François). — Albias et ses coutumes. In-8°, 36 pages. Montauban, imp. Forestié.

221. MUSSAFIA (Adf.). — Ueber eine altfranzösische Handschrift. Etude sur un manuscrit en ancien français de la bibliothèque de l'Université de Pavie. In-8°, 74 p. Vienne, Gerold.

222. NONII MARCELLI peripatetici Tubursicensis de compendiosa doctrina ad filium, collatis V pervetustis codicibus nondum adhibitibus, cum ceterorum librorum editionumque lectionibus et doctorum suisque notis, edidit Lud. Quicherat. In-8° de xxxij et 679 pages. Paris, Hachette. 1872.

223. NORMAND. — Histoire du collège de Magnac-Laval depuis sa fondation en l'année 1664 jusqu'à la Révolution. In-18 jésus, 296 pages. Limoges, Barbou frères.

224. Notice sur l'ancienne église municipale de N.-D. du Guéodet. In-8°, 30 p. Quimper, imp. de Kérangal.

225. Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques, publiées par l'Institut de France, faisant suite aux Notices et extraits lus au comité établi dans l'Académie des inscriptions et belles-lettres. T. 15^e, contenant la table alphabétique des matières renfermées dans les quatorze premiers. In-4° à 2 col., iv-521 p. Paris, imp. Nationale.

226. OLRÉ. — Répertoire archéologique de la ville, des faubourgs et du territoire de Toul. In-8°, 94 p. Nancy, imp. Lepage.

Extr. des Mém. de la Soc. d'archéol. lorraine.

227. OLRÉ. — Répertoire archéologique de l'arrondissement de Toul, cantons de Domèvre, Toul-nord et Thiaucourt. In-8°, 111 p. Nancy, imp. Crépin-Leblond.

228. OSIO (Luigi). — Documenti diplomatici tratti dagli Archivi milanesi e coordinati. T. II, Part. II. In-8°. 248 pages. Milan, imprimerie Bernardoni.

229. PAOLI (Cesare). — Compendio delle lezioni teorico-pratiche di

paleografia e diplomatica del dott. Andrea Gloria. In-8°, 27 p. Florence, Le Monnier.

230. PAULINIER (l'abbé). — Gui, de Montpellier, fondateur de l'ordre du Saint-Esprit. Son œuvre, sa règle, destinées de l'ordre du Saint-Esprit après sa mort. Etude historique. In-8°, x-98 p. Montpellier, imp. Boehm.

231. PAULINIER (l'abbé). — Saint Benoît d'Aniane et la fondation du monastère de ce nom. Fragment d'une étude historique sur la réforme monastique au ix^e siècle, en Occident. In-4°, 91 p. Montpellier, imp. Boehm et fils.

Extr. des Mém. de l'Acad. des sciences et lettres de Montpellier.

232. PAVET DE COURTEILLE (A.). — Mémoires de Baber (Zahir-ed-din-Mohammed), fondateur de la dynastie mongole dans l'Hindoustân, traduits pour la première fois sur le texte djagatai. 2 vol. in-8° de xvj-467 et 467 p. Paris, Maisonneuve, 1871.

233. PEARSON (E. C.). — Gutenberg and the art of Printing. In-12, vj et 292 p. Boston.

234. PENNACHI (Jos.). — De Honorii I Romani pontificis causa in concilio VI Dissertatio. Ad patres concilii Vaticani. Præfatus est ab Abb. P. Bonifac. Wimmer. Gr. in-8°, 290 p. Regensburg, Pustet.

235. PERRAUD (Ph.). — Mémoire sur la lutte entre les gouverneurs de Franche-Comté et le Parlement (1610-1668). In-8°, 53 pag. Lons-le-Saulnier, imp. Gauthier.

236. PERTHUIS et DE LA NICOLLIÈRE. — Armoiries de la ville de Nantes (extrait du Livre Doré). In-8°, 16 p. Nantes, imprim. Forest et Grimaud.

Extr. de la Revue de Bretagne et de Vendée.

237. PICARD (l'abbé). — Notice sur les vies de sainte Macrine, de Magné, et de sainte Pezenne, près Niort, départem. des Deux-Sèvres. Ecrite sur des documents historiques et traditionnels. 2^e édition. In-32, 64 p. Niort, imp. Favre.

238. PIGEOTTE (Léon). — Manuscrit autographe du commentaire de Pierre Pithou sur la coutume de Troyes. In-8° de 32 p. Troyes, impr. J. Brunard. 1872.

239. PIOT (Ch.). — Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond. Tome I (comprenant 432 actes, depuis 741 jusqu'en 1366). In-4° de 682 pages. Bruxelles, 1870.

Publication de la Commission royale.

240. PLAINE (Dom François). — Le siège de Rennes par les Anglais (3 octobre 1356-4 juillet 1357). Authenticité du prodige de la mine de

Saint-Sauveur. In-8° de 42 pages. Rennes, Verdier, libraire, 1871.
Extr. de la Revue de Bretagne et de Vendée.

241. PONTAUMONT (de). — Documents pour servir à l'histoire de la ville de Cherbourg. In-8° de 17 p. — [Cherbourg, 1871.]

242. RACINE. — Œuvres de J. Racine. Nouvelle édition, revue sur les plus anciennes impressions et les autographes, et augmentée de morceaux inédits, de variantes, de notices, de notes, d'un lexique des mots et locutions remarquables, d'un portrait, de fac-simile, etc., par M. Paul Mesnard. T. 7. In-8°, 670 p. Paris, Hachette et Co.

Les Grands Ecrivains de la France. Nouvelles éditions publiées sous la direction de M. Ad. Régnier. — Titre rouge et noir.

243. RATIER (l'abbé). — Les légendes marchaises. In-8°, vj-132 p. Roanne, imp. Marion et Vignal.

244. RAUTENBERG (O.). — Berenger de Frioul, roi d'Italie, 888-915. In-8°, iij et 81 p. Berlin, Calvary.

245. RENAULD. — Le château, l'église et la maison seigneuriale de Charmes-sur-Moselle. In-8°, 40 p. Nancy, imp. Lepage.

Extr. des Mémoires de la Soc. d'archéol. lorraine.

246. RENAULD. — La Ville de Charmes-sur-Moselle aux xvr^e et xviii^e siècles. Notice historique et archéologique d'après des documents originaux et inédits, dessins, fac-simile, autographe, etc. In-8°, iv-242 p. Nancy, imp. Sordoillet et fils; lib. Husson-Lemoine.

247. RICHARD (Alfr.). — Vérification de privilèges par l'élection de Niort de 1627 à 1638. In-8°, 42 p. Melle, imp. Moreau.

248. RICHARD (Alfred). — Recherches sur l'organisation communale de la ville de Saint-Maixent jusqu'en 1790, suivies de la liste authentique des maires et échevins, et accompagnées de pièces justificatives. In-8° de 248 p. Poitiers, typ. de A. Dupré, 1870.

Extrait du tome XXXIV des Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

249. RIGAL (J.-B.). — Marcillo. Poèsios roumanos gascounos, per l'estudie de la lengo roumano. In-8°, 44 p. Toulouse, Santralo.

250. RISTELHUBER. — Bibliographie alsacienne. 1870. Chronique de la guerre avec les documents officiels et autres. In-8°. Noiriél. (4 fr.)

251. ROBERT (J.). — Histoire de la littérature française depuis ses origines jusqu'à nos jours. 2 vol. In-16. Milan.

252. ROGET (A.). — Histoire du peuple de Genève, depuis la Réforme jusqu'à l'Escalade. T. I. In-12, xij et 112 p. Genève.

253. ROSENZWEIG. — Les Prévôts féodés en Bretagne. In-8°, 16 p. Angers, imp. Lachèse, Belleuvre et Dolbeau; lib. Dumoulin.

Extr. de la Revue historique nobiliaire, 1870.

254. ROSNY (de). — Histoire du Boulonnais. T. 3. In-8°, 648 pages. Amiens, imp. Yvert.

255. ROUBET. — La Coutume de Germigny-l'Exempt. In-8°, 12 p. Moulins, imp. Desrosiers.

256. ROZIÈRE (Eug. de). — Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs, du ^v^e au ^x^e siècle. 3^e partie. In-8° de xj et 394 p. Paris, Durand, 1871.

Ce volume comprend les tableaux de concordance, les additions et corrections et les tables.

257. SAINT-ANDÉOL (de). — Ce qu'est l'Alaise de Novalaise. Etude archéologique sur les Alaises et sur la ville de Bormanni. In-8°, 46 pages. Grenoble, imp. et lib. Prudhomme; lib. Drevet.

258. SAINT-MAUR (François). — Roncevaux et la Chanson de Roland. Simple réponse à une question de géographie historique. In-8°, 12 p. Pau, imp. Vignancour.

259. SAUVAGE (l'abbé). — Hagiographie normande. Sainte Honorine de Gravelle, sa mort et sa sépulture. In-8°, 23 pages. Le Havre, imp. Lepelletier.

260. SCHLOTTMANN (Const.). — De Romanarum et Germanicarum consortio. Halae. In-4°, 23 p. (Progr.)

261. SERGENT (E.). — Histoire de Venise depuis son origine jusqu'à nos jours. In-16, 286 p. Venise.

262. SERVIÈRES. — Le Temple des Druides à Uzès (Gard). In-8°, 32 p. Montpellier, imp. Martel aîné.

263. SOLLING (Gst.). — L'Alsace et la Lorraine. Esquisse historique. In-8°, iv et 71 p. Berlin, Kortkamp.

263. SOURY (Jules). — Luther. Histoire de sa préparation exégétique. In-8° de 40 p. Paris, impr. de J. Claye. 1871.

Extr. de la Revue des deux mondes.

265. SPACH (L.). — Les Thermes de Badenweiler. In-8°, 8 p. Strasbourg, imp. V^e Berger-Levrault.

266. STÉPHAN. — Notice historique sur les moyens usités pour compter le temps depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. In-8°, 59 p. Marseille, imp. Cayer et C^e.

267. STUBBS (W.). — Chronica magistri Rogeri de Hovedene. Vol. IV. In-8°. 554 p. Londres.

268. SYNÉSIUS. — Lettres de Synésius traduites pour la première fois et suivies d'études sur les derniers moments de l'hellénisme, par F. Lapatz. In-8° de viij et 415 p. Paris, Didier, 1870.

269. **Tableau des communes**, du dép. de la Dordogne. In-8°, 78 p. Périgueux, imp. Dupont et C^e.

270. **Tabulae codicum manu scriptorum praeter graecos et orientales** in bibliotheca Palatina Vindobonensi asservatorum. Edidit Academia Caesarea Vindobonensis. Vol. V. Cod. 6501-9000. In-8°, 480 p. Vienne, Gerold's Sohn. 1871.

271. **TAFFIN.** — L'église de Fresnes expliquée. In-32, 96 pages. Lille, imp. Lefort.

272. **TAHUREAU.** — Les Dialogues de Jacques Tahureau, gentilhomme du Mans, avec notice et index par F. Conscience. Petit in-12, xxviii-201 p. Lyon, imp. Perrin et Marinet. Paris, lib. Lemerre.

273. **TERNAS (de).** — Histoire de l'ancienne confrérie d'amateurs de fleurs établie aux Récollets anglais, à Douai, sous le vocable de sainte Dorothee. Avec 6 planches d'armoiries. In-8°, 62 pages. Douai, imp. Dechristé.

274. **THEILLIERE.** — Documents pour servir à la biographie de la B. Marguerite de la Séauve. Gr. in-18, xj-403 pages. Le Puy, imprimerie Marchessou.

275. **THIERRY (Aug.).** — Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers-état. 1^e série : Chartes, coutumes, actes municipaux, statuts des corporations d'arts et métiers des villes et communes de France. Région du nord. T. 4^e, contenant les pièces relatives à l'histoire municipale d'Abbeville et à celle des villes, bourgs et villages de la basse Picardie. In-4°, viij-889 p. Paris, imp. impériale.

Recueil de Documents inédits sur l'histoire de France. 1^{re} série. Histoire politique.

276. **THIRIAT.** — Les Kédales et les Voinraux, conte saussuron (patois du canton de Saulxures). In-12, 20 p. Remiremont, imp. Mongin ; lib. M^{me} Leduc.

277. **TIMPE (Henri).** — Etude sur la vie et les mémoires de Philippe de Commines, seigneur d'Argenton, ministre de Louis XI. In-8°, iv-37 pages. Liegnitz, Cohn.

278. **TIRABOSCHI (Antonio).** — Vocabolario dei dialetti bergamaschi antichi e moderni. Fasc. XV e XVI. In-8°. 673-768 pages. Bergame, imp. Bolis.

279. **TOBLER (ADF.).** — Li dis dou vrai aniel. In-8°, xxxij et 32 pages. Leipzig, Hirzel.

280. **TROCHON (abbé Ch.).** — Histoire du collège de Saint-Lo. In-8° de 111 p. Saint-Lo, 1871.

281. **Université (l') de Pont-à-Mousson (1572-1650).** Histoire ex-

traité des manuscrits du P. Nicolas Abram. Publiée par le P. A. Carayon. In-8°, lv-552 p. Paris, L'Ecureux.

282. VAISSE-CIBIEL. — Les Arrêts somptuaires du Parlement de Toulouse. In-8°, 19 p. Toulouse, imp. Rouget frères et Delahaut.

Extrait des Mémoires de l'Acad. impériale des Sciences de Toulouse, 7^e série, tome 2.

283. VALAT. — Etude sur les réformes et les vues économiques de Mully. In-8°, 40 p. Bordeaux, imp. Gounouilhou.

Extr. des Actes de l'Acad. imp. des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, 1^{er} fascicule, 1869.

284. VALLIER. — Numismatique féodale du Dauphiné. Pièces inédites. In-8°, 11 p. Grenoble, imp. Maisonville et fils.

Extr. du Bulletin de la Société de statistique de l'Isère.

285. VAN HOLLEBEKE (Lp.). — Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre de Loo de l'ordre de Saint-Augustin, 1093-1794. In-8°, lxxviii-192 pages. Bruxelles, 1870.

286. VASSEUR (Ch.). — Les Archives municipales de Lisieux. Notes pour servir d'inventaire. In-18. 52 p. Lisieux, imp. Piel.

287. VAUQUELIN (J.). — Les diverses poésies de Jean Vauquelin, sieur de La Fresnaie, publiées et annotées par Julien Travers. T. II. In-8°, 445-872 p. Caen, Le Blanc-Hardel.

288. VAURIGAUD. — Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne, 1535-1808. In-8°, ccxx-1053 p. Nantes, impr. Etiembre et Plédran.

289. VAUZELLES (de). — Notice sur Matthieu de Vauzelles, magistrat et jurisconsulte lyonnais. In-8°, 31 p. Lyon, imp. Vingtrinier.

290. VERMOELEN. — Notes historiques sur David Teniers et sa famille. In-8°, 19 p. Paris, lib. Dumoulin.

Extr. de la Revue historique nobiliaire, 1870.

291. VILLENEUVE-FLAYOSE (C^{te} H. de). — Notices sur le monastère de Montrieux. In-8°, 174 p. Brignolles, imp. Vian.

292. VOLLGRAFF (J.-C.). — Studia palæographica. In-8°, v et 100 p. Leyde.

293. VUY (Jules). — Note sur la date de l'avènement du Guillaume III, comte de Genève. In-8°, 16 p. Annecy, imp. Thésio.

Extrait de la Revue savoisienne.

294. VUY (Jules). — Bibliographie. Jean Calvin, son église, son gouvernement à Genève; par F.-W. Kampschulte, professeur ordinaire d'histoire à l'université de Bonn (1^{er} vol., Leipzig, 1869, 493 p. In-8°, outre la préface). In-8°, 14 p. Annecy, imp. Thésio.

295. WAITZ (Georg). — Deutsche Verfassungsgeschichte. Histoire de la constitution germanique. Tome II. Seconde édition. In-8° de viij et 737 p. Kiel, Ernst Homann. 1870.

296. WARING (J.-B.). — Stone Monuments, Tumuli, and ornaments of remote ages. Consisting of 100 plates, containing 1200 examples from all parts of the world and 100 pages of text. In-4°. J. B. Day.

297. WATTENBACH (W.). — Das Schriftwesen im Mittelalter. (L'Écriture au moyen-âge). In-8°, vj et 402 p. Leipsig, Hirzel.

298. WILD (Peter). — Einiges über Tiro und die Tironischen Noten. In-8°, 19 p. Passau, Waldbauer.

299. WOHLWILL (E.). — Der Inquisitionsprocess des Galilei. Eine Prüfung seiner rechtlichen Grundlage nach den Acten der römischen Inquisition. In-8°, vij et 96 p. Berlin, Oppenheim.

390. WRATISLAW (A. H.). — Diary of an Embassy from King George of Bohemia to King Louis XI of France, in the year of grace 1464, from a Contemporary Manuscript literally translated from the original Slavonic. Post 8vo. pp. 80, cloth. Bell and D.



179. LANDAU (Ed.). — Notice sur Sainte Radegonde de l'Ecotière, paroisse de Bullou en Vendômois. In-8°. 68 p. Vendôme, imp. Lemercier et fils.

180. LA TOUR DU BREUIL (de). — Histoire de mon village. Notice historique sur le bourg et le château de Veuil avant 1792. In-8°, 20 p. Châteaurox, imp. Nuret.

181. LE BLANC (Paul). — Journal de J. Baudouin sur les grands-jours de Languedoc (1666-1667). In-8° de xxviii et 254 pag. Paris, Dumoulin, 1869.

182. LEBLANC-DYVAU. — Recherches historiques et statistiques sur Auxerre, ses monuments et ses environs. 2^e édit. In-8° de ij et 402 p. et atlas in-4°. Auxerre, C. Gallot. 1871.

183. LEDRAIN (E.). — Deux apocryphes du II^e siècle, avec une étude sur la date du Pasteur d'Hermas. In-8° de 16 pages. Paris, Douniol. 1871.

Extr. du Correspondant.

184. LEFEBVRE. — Matériaux pour l'histoire des arts dans le Cambrésis. In-8°, 42 p. Cambrai, imp. Simon.

185. — Leggenda e vita di S. Guglielmo d'Oringa. Scrittura del secolo ora XIV per la prima volta pubblicata e illustrata da G. Chiarini. In-8°, avec 60 grav. Livourne, imp. Vigo.

186. LEHMANN (Oscar). — Quaestiones de notis Tironis et Senecae. Accedunt tabulae autographae III. In-8°, 32 p. Leipsig.

187. LEHUGUEU (Alfred). — La Chanson de Roland, poème français du moyen-âge. Traduit en vers modernes. In-18 Jésus, xviii-369 pages. Paris, Hachette et C^e.

188. LENTILHAC (de). — Monographie de l'arrondissement de Ribérac. In-8°, 88 p. Périgueux, imp. Dupont et C^e.

Extrait des Annales de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne.

189. Lettere inedite di donne illustri italiane dei secoli XV e XVI. In-8°, 16 p. Padova, tip. del Seminario.

190. LEURIDAN. — Le Droit de Senne, dans la châtellenie de Lille. In-8°, 12 p. Lille, imp. Danel.

Extrait des Mémoires de la Société des sciences, etc., de Lille, 1871, 3^e série, 9^e vol.

191. LION. — Vieil-Hesdin; 3^e partie (3^e et 4^e chapitres). In-12, 63 à 103 p. Amiens, imp. Lenoel-Herouart.

192. LOISELEUR (Jules). — La doctrine secrète des Templiers. Etude

pays. N'oublions pas surtout ceux qui manquent encore et qui manqueront toujours : puisque cette école a eu ses martyrs, qu'elle sache conserver et honorer leur mémoire¹.

Il est un autre devoir que je dois remplir en ce jour où, pour la première fois, nous ne voyons plus siéger à nos côtés un directeur aimé de tous, tradition vivante de cette école, qu'il avait connue à son origine et suivie dans tous ses progrès. Que M. Lacabane reçoive l'expression sincère de nos regrets, dont j'aime à me rendre l'interprète.

Il est nécessaire que je parle de son successeur, mais je ne suis pas libre d'en dire tout ce que j'en pense. Toutefois, un honnête homme doit permettre qu'on lui témoigne publiquement l'estime qu'il inspire à tous. Je ne dirai rien de sa science, pour ne pas choquer sa modestie ; mais les membres du Conseil m'en voudraient si je ne déclarais pas en leur nom qu'avec M. Quicherat, l'avenir de l'Ecole leur inspire les plus légitimes espérances.

Voici la liste des sujets choisis par les élèves :

Les étrangers à l'université de Paris au moyen-âge, par Alexandre Budinsky.

Jean de Bueil et le Jouvencel, par Camille Favre.

Dissertation sur le commerce parisien sous les deux premières races, par André Laudy.

Etude historique sur les avoués et les vidames, par Alfred Mallet.

Etude sur les relations de Louis XI avec les Suisses, de 1461 à 1475, par Bernard Mandrot.

Essai sur l'architecture religieuse en Saintonge, pendant le cours des ^x^e et ^{xii}^e siècles, par Georges Musset.

Les péages sur la navigation du Rhône en Provence, par Félix Reynaud.

Essai sur le gouvernement pontifical de Nicolas I^{er}, par Jules Roy.

Etude sur les démembrements du comté d'Auvergne depuis la fin du ^{xii}^e siècle jusqu'en 1230, par Emmanuel Teilhard.

A la suite de cette dernière épreuve ont été déclarés dignes de recevoir le diplôme d'archiviste-paléographe, dans l'ordre suivant :

MM. ROY,
REYNAUD,
MUSSET,
TEILHARD,
MALLET,
LAUDY.

1. Voyez dans le précédent volume, p. 581, et plus haut, p. 223, les noms de différents élèves de l'Ecole des chartes qui ont pris une part active à la guerre de 1870-1871 et dont plusieurs ont été tués ou blessés.

Ri à titre d'étranger :

MM. MANDROT,

FAYEN,

BUDINSKY.

Si ces trois derniers candidats avaient dû être classés, ils auraient occupé sur la liste générale les places suivantes : M. Mandrot, la 3^{me} ; M. Fayen, la 4^{me} ; M. Budinsky, la 9^{me}.

— Par arrêté en date du 18 juillet 1871, M. le Ministre de l'Instruction publique a conféré à M. Lacabane le titre de professeur-directeur honoraire de l'École des chartes.

Par arrêté en date du 13 novembre 1871, M. de Bozière a été nommé inspecteur général de première classe des archives départementales.

— Pendant l'année 1871-1872, M. Laboulaye sera suppléé dans sa chaire du Collège de France par M. de Bozière, qui exposera l'histoire du droit français comparé au droit des autres pays de l'Europe, sous le doublement et la chute de l'empire romain jusqu'à l'établissement du régime féodal.

M. le Ministre de l'Instruction publique a autorisé notre collègue M. Riola à faire un cours de langue allemande à l'École des chartes pendant l'année 1872.

Par arrêté en date du 7 novembre, notre collègue, M. Auzan, a été chargé d'un cours de droit romain à la Faculté de droit et de lettres de l'École des chartes.

Par arrêté du Président de la République, notre collègue M. Riola, sous-préfet de Jura, a été nommé secrétaire général à la Préfecture de la Haute-Garonne, à Toulouse.

Par arrêté préfectoral en date du 4 décembre 1871, M. Fournier a été nommé archiviste-adjoint du département de l'Ille-et-Vilaine.

— L'installation de notre collègue, M. Darasse, à la Chaire de l'Académie de Nancy, deux discours ont été prononcés : l'un par M. Jourdain, inspecteur général de l'enseignement supérieur, l'autre par le nouveau recteur. Tous deux doivent trouver place dans le Bulletin de l'École des chartes.

INSPECTEUR DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

M. Riola.

L'inspecteur de l'École des chartes a été nommé M. Riola, sous-préfet de Jura, et a été nommé secrétaire général à la Préfecture de la Haute-Garonne, à Toulouse.

plus cruelles qui puissent accabler une nation, des jours plus sereins commencent donc à luire pour nous. A la sanglante mêlée des batailles, aux longues veilles sur le bastion d'un rempart, succèdent peu à peu les bienfaisantes occupations de la paix. Saluons ce retour si désiré, si opportun, du travail qui répare et qui console. Bénissons Dieu dont la main s'est lassée de nous frapper, et qui, après nous avoir châtiés durement, nous aidera lui-même à nous relever, si, reconnaissant nos fautes, nous travaillons sincèrement à les corriger.

Voilà, Messieurs, la première pensée qui s'est offerte à moi, et les premiers sentiments que j'ai éprouvés lorsque M. le Ministre de l'instruction publique a daigné me désigner pour venir le représenter auprès de vous. Cette pensée, ces sentiments sont les vôtres, Messieurs, et votre patriotisme, j'en suis certain, me pardonnera l'effusion avec laquelle je les ai d'abord exprimés.

La mission que j'ai à remplir en ce jour est pour moi la plus douce en même temps que la plus honorable qui pût m'être confiée. Je viens vous présenter au nom du gouvernement, je viens installer comme Recteur de cette Académie, un homme aussi recommandable par le talent que par la droiture du caractère et par la sûreté des relations, auquel m'unissent les liens d'une ancienne et tendre amitié. Je blesserais sa modestie si j'insistais sur son éloge. Vous connaissez d'ailleurs aussi bien que moi les services qu'il a rendus à l'Université dans la chaire d'histoire de la Faculté des lettres de Grenoble, où il montait pour la première fois il y a bientôt vingt-cinq ans, et dans celle de la Faculté des lettres de Lyon dont il était devenu le doyen. Vous avez eu entre les mains les divers ouvrages qui ont marqué son rang parmi les historiens les plus judicieux de notre époque, et qui, plusieurs fois couronnés par l'Académie des sciences morales et par l'Académie française, ont mérité à leur auteur le titre si envié de correspondant de l'Institut de France. Ce long enseignement et cette suite remarquable de travaux estimés qui rehaussaient la situation personnelle du professeur, méritaient sans doute d'appeler l'attention du gouvernement de la République. Aussi, le choix dont M. Dareste a été l'objet n'a étonné personne d'entre vous, et vous y avez applaudi cordialement. L'Université de France compte en effet, dans l'Académie de Nancy, un grand nombre de maîtres excellents qui honorent leurs fonctions par la dignité de la vie, par la solidité du savoir, par l'irréprochable pureté de la doctrine, et qui sont des appréciateurs d'autant plus équitables de ces qualités, si essentielles au gouvernement de la jeunesse, qu'ils les possèdent eux-mêmes à un plus haut degré.

Le Recteur que M. Dareste vient remplacer, laissera parmi vous un nom respecté. M. Maggiolo était un fonctionnaire laborieux, expérimenté, bienveillant. Le souvenir reconnaissant des services qu'il a rendus aux écoles de tous les degrés l'accompagnera dans son honorable

retraite. Quant aux traditions de vigilance et de dévouement qu'il lègue à son successeur, ces traditions, n'en doutez pas, seront fidèlement conservées et suivies. Je me porte devant vous tous le garant que vous retrouverez en la personne de M. Dareste un chef attaché à ses devoirs, gardien scrupuleux des intérêts confiés à ses soins, aussi dévoué à la cause de l'éducation populaire que familier avec les hautes questions de la science historique et de l'économie sociale. Ce que votre nouveau Recteur a le droit de vous demander, ce que je vous demande moi-même en son nom, c'est d'écouter sa voix, de marcher sur ses traces et de vous associer à ses efforts.

Mes chers collègues, nous tous qui composons le corps enseignant, nous avons envers le pays des devoirs plus étroits aujourd'hui que jamais. Son avenir dépend de la direction que nous aurons donnée aux générations nouvelles. Malheur à la France et malheur à nous-mêmes si nous manquions à notre tâche ! Que si Dieu, au contraire, ainsi que j'en ai l'espoir, nous accorde la grâce de la comprendre et de la bien remplir ; si nous savons faire pénétrer jusque dans les couches profondes de la population ces notions premières qui ne sont nulle part plus indispensables à l'homme et au citoyen que dans un pays de suffrage universel ; si en même temps nous cultivons avec une généreuse ardeur ces hautes sciences qui sont la plus noble conquête de l'intelligence humaine et le foyer lumineux où s'élaborent les découvertes de l'industrie ; si enfin nous plaçons la religion et la vertu au-dessus de la science elle-même ; si nous considérons comme la première de nos obligations celle d'inculquer à la jeunesse, par nos leçons, et surtout par nos exemples, encore plus efficaces que nos leçons, l'amour du devoir, la foi en Dieu, la soumission aux lois, le respect de l'autorité, en un mot les sentiments et les vertus qui font l'honnête homme et le chrétien, soyez-en persuadés, nous aurons bien mérité de la patrie ; nous aurons travaillé utilement à guérir ses plaies et à relever ses ruines ; nous aurons préparé pour elle une nouvelle ère de grandeur et de prospérité.

Qui de vous, Messieurs, ne voudrait contribuer à cette œuvre deux fois sainte ? Mais vous n'avez pas seulement à y contribuer ; vous ne sauriez renoncer à l'honneur d'en prendre l'initiative et d'y conserver le rôle principal. Votre pays a brillé dans l'histoire ; il a un passé dont vous avez le droit d'être fiers et dont je vous approuve de conserver pieusement le souvenir dans vos cœurs. Mais à la suite de nos malheurs, vous étiez réservés à une gloire nouvelle que je déplore en la constatant, à la gloire inattendue pour vous de servir de barrière et d'avant-garde, combien de temps, Dieu le sait ? à la grande nation qui vous adoptait, il y a un siècle, et qui vous compte au nombre de ses plus nobles enfants. La situation est périlleuse autant qu'honorable ; mais elle n'est point au-dessus de votre vertu. En face de l'étranger qui nous

observe; et à qui nos défaillances ménageraient de nouveaux triomphes, plus précieux peut-être pour lui que la gloire militaire, vous ne laisserez pas fléchir entre vos mains la bannière de la France. Vous élevez, vous maintiendrez, dans toutes les branches, vos études et votre enseignement au niveau que l'intérêt et l'honneur du pays réclament. Que vos écoles soient de plus en plus fréquentées; que les enfants ne les quittent pas prématurément; qu'ils y soient imbus de la crainte de Dieu et de l'amour de la patrie. Que dans vos lycées et dans vos collèges s'établisse une sévère discipline, garantie première des bonnes mœurs et des études fécondes. Sans affaiblir notre vieil enseignement classique, fortifiez, développez, encouragez l'étude si négligée et pourtant si nécessaire des langues vivantes et de la géographie. Quelque sujet que vous traitiez devant la jeunesse, attachez-vous à lui donner sur toutes choses des notions claires et bien définies, afin qu'elle contracte de bonne heure ces habitudes de précision que demande la pratique de la vie. Exercez son jugement pour le moins autant que sa mémoire; car qu'il importe que la mémoire soit bien meublée, si l'esprit ne sait pas appliquer les connaissances qu'il possède, en acquérir de nouvelles par lui-même, ni apprécier à leur vraie valeur les hommes et les choses? En cultivant l'esprit, ne négligez pas les soins qui sont dus au développement du corps, et veillez à ce que désormais dans nos écoles les règlements sur la gymnastique ne restent pas une lettre morte. Que vous dirai-je enfin, Messieurs; mettez à profit, sans découragement comme sans présomption, une expérience chèrement achetée, et par l'intelligente direction que vous donnerez à vos élèves, faites en sorte que les familles de notre chère ville de Metz et de notre chère Alsace, comparant les gymnases de l'Allemagne avec nos établissements, aient un motif de plus de regretter leur ancienne patrie.

En vous adressant ces recommandations et ces prières, je ne suis que l'interprète de la pensée de M. le ministre de l'instruction publique sur les obligations générales de l'Université, et sur la mission particulière de l'Académie de Nancy. M. le ministre réclame de vous un grand effort; je m'empresse d'ajouter que s'il l'appelle de tous ses vœux, il compte fermement l'obtenir; et que, de son côté, reconnaissant combien vous avez vous-mêmes le droit de réclamer son appui, son concours, il vous le promet par ma voix. Vous serez secondés par le gouvernement; secondez-le à votre tour. Quelle que soit la générosité de ses intentions à votre égard, que pourrait-il projeter et établir parmi vous qui fût vraiment utile à l'éducation nationale, si vos efforts ne répondaient pas aux siens? L'expérience a dû vous apprendre que les institutions d'enseignement tirent leur vraie valeur du savoir et du dévouement des maîtres.

Au jugement unanime de ceux qui ont le droit d'être consultés en pareille matière, il importe que nous ayons à Nancy un foyer d'études,

large et puissant, qui ne répande pas seulement de brillantes et fugitives clartés, récréation élégante de quelques esprits délicats, mais d'où rayonne, pour la sérieuse instruction de la jeunesse et de l'âge mûr, un enseignement exact et méthodique.

Votre Faculté des lettres ne possédait jusqu'ici qu'une seule chaire de littérature ancienne et une chaire d'histoire. L'intention de M. le Ministre serait qu'elle eût à l'avenir, outre la chaire d'histoire, une chaire de géographie et deux chaires de littérature ancienne, l'une de philologie et de littérature grecque, l'autre de philologie et de littérature latine.

M. le Ministre s'occupe aussi d'élargir l'enseignement de votre Faculté des sciences, en y créant une seconde chaire de mathématiques, une seconde chaire d'histoire naturelle et une chaire de chimie agricole.

La Faculté de droit, une de vos récentes conquêtes, je dirai mieux, une de vos anciennes gloires, quelque temps éteinte et dont vous êtes parvenus à rallumer le flambeau, la Faculté de droit aurait en partage, dans cet accroissement et cette rénovation de l'enseignement public, une seconde chaire de droit romain et une chaire de législation criminelle.

Que faut-il, Messieurs, pour que ces différentes créations, qui sont le vœu du Gouvernement, comme elles sont le vôtre, soient un fait consommé? Trois conditions qui seront certainement remplies, l'approbation de l'Assemblée nationale, le concours de la Ville de Nancy, le sincère et fidèle appui de vos efforts personnels.

Après vous avoir parlé de la Faculté des lettres, de la Faculté des sciences et de la Faculté de droit, si je n'ajoutais pas quelques mots sur un sujet qui vous a vivement préoccupés, mon silence vous étonnerait et vous affligerait.

Vous avez émis le vœu de posséder comme autrefois une Faculté de médecine, vous ne désespérez pas de voir renaître dans vos murs les beaux jours que l'enseignement médical a connus anciennement à Pont-à-Mousson et à Nancy, sous ces vieux maîtres dont vous avez sauvé les images vénérées, vous affirmez qu'il trouvera au sein de votre cité les conditions sans lesquelles, dans l'état de la science, il ne saurait prospérer, je veux dire des malades pour les études cliniques, et des cadavres pour les études anatomiques. Vous n'ignorez pas les objections que vos désirs et vos projets ont soulevées de la part de juges autorisés et de rivaux qui n'étaient pas moins ardents que vous-mêmes à poursuivre l'objet de leurs vœux. J'ai la satisfaction de pouvoir vous annoncer que vous avez triomphé de ces objections, et que votre cause l'a emporté dans les conseils du Gouvernement, sans que vos rivaux aient à regretter votre victoire. Le projet du budget pour l'année 1872 contiendra la proposition d'organiser la Faculté de médecine de Nancy, en même temps qu'une Faculté du même ordre serait érigée à Lyon. Il appar-

tiendra à MM. les députés de la Lorraine de soutenir la proposition du Gouvernement devant l'Assemblée nationale et de convaincre la majorité. Pour moi, qui vous ai toujours défendus dans la faible mesure de mes forces, je suis heureux de penser que nos désastres militaires n'auront pas eu pour résultat de déposséder vos contrées du haut enseignement médical qui ne leur a jamais fait défaut et dont le siège était en dernier lieu à Strasbourg.

Vous connaissez maintenant, Messieurs, les desseins du Gouvernement. J'oserai dire qu'ils ne restent pas en deçà de vos espérances et qu'ils vont même au delà ; mais comprenez bien quel en est le sens et la portée. Vous vous tromperiez gravement, si vous n'y aperceviez rien de plus qu'une satisfaction arbitraire donnée, après plus ou moins d'hésitation, à des vœux que vous désavoueriez vous-mêmes s'ils n'étaient dictés que par un sentiment égoïste de patriotisme local.

Ces desseins se rattachent à une pensée plus haute et plus générale, que je vous exprimais tout-à-l'heure, à l'énergique résolution d'affermir, d'étendre, d'améliorer par tous les moyens l'enseignement national, afin que cet enseignement contribue lui-même à régénérer le pays. Encore une fois, Messieurs, fermer les plaies du pays, ses plaies matérielles et ses plaies morales, le relever de sa chute si profonde, rétablir sa fortune et la gloire de son nom, c'est là le but suprême auquel il faut subordonner toutes nos aspirations, toutes nos pensées et tous nos efforts. Ne parlons plus ni de la ville de Nancy, quelque rang qu'elle occupe entre les cités illustres, ni de la Lorraine, quelques motifs qu'elle ait de glorifier ses ancêtres et son histoire. Parlons de la France et ne songeons qu'à la France. C'est la France elle-même qui vous convie, Messieurs, à prendre en pitié ses malheurs et à lui préparer de meilleurs jours en formant, pour la servir dans toutes les carrières ouvertes à l'activité d'un grand peuple, des générations saines de corps et d'esprit, qui soient également prêtes à se dévouer pour elle sur les champs de bataille et à l'honorer dans les travaux de la paix.

ALLOCUTION DE M. DARESTE DE LA CHAVANNE.

Messieurs,

Placé par le choix de M. le Ministre de l'Instruction publique et la confiance du Gouvernement à la tête de l'Académie de Nancy, deux sentiments me dominent. Le premier est celui d'une légitime fierté en me voyant entouré d'hommes dont les talents et les dévouements éprouvés ont fait de Nancy l'avant-garde de la France. Le second sentiment est celui des grands devoirs qui nous sont imposés ; car nous sommes, plus que d'autres peut-être, responsables de l'avenir intellectuel et moral du pays. Responsabilité dont je serais effrayé, si je n'étais assuré de votre énergique concours.

Vous avez bien voulu, Messieurs, m'accueillir comme un des vôtres,

avant qu'un membre éminent de l'Institut, doublement autorisé comme savant et comme délégué de M. le ministre, vint vous exposer mes titres avec une bienveillance trop marquée pour que je n'y voie pas l'effet d'une longue confraternité d'études, de carrière et, mieux encore, de sentiments. Vous saviez que je n'étais pas étranger à vos travaux. Vingt-quatre ans de professorat dans l'enseignement supérieur, au sein d'une académie dont j'étais devenu l'un des vétérans et d'une ville que vous me permettrez de ne pas oublier, m'ont appris tout ce qu'il y a de puissance et d'activité féconde dans le labeur incessant de nos Facultés. Sentinelles avancées de l'armée de la science, elles ne demandent pas qu'on rappelle leurs services passés; car elles ne songent qu'à en rendre de nouveaux et de plus considérables encore.

Appelé aujourd'hui à l'honneur de marcher à votre tête, je m'efforcerais de suivre les traces des Recteurs qui m'ont précédé dans cette Académie, et plus particulièrement de l'homme bienveillant et aimé dont la retraite a inspiré de naturels regrets.

Permettez-moi de rendre un hommage mérité à mon prédécesseur, l'honorable M. Maggiolo. Sa longue carrière universitaire s'est passée presque tout entière en Lorraine, dans un pays où il comptait de nombreux élèves et de plus nombreux amis. Il connaissait à fond tous vos établissements d'instruction; sa vigilance affectueuse s'étendait sur tous ses administrés, et son nom s'attachait aux progrès réalisés par l'enseignement à tous les degrés. Il avait pris surtout une grande part au développement de l'instruction primaire dans les départements de l'Est, qui ont mérité sous ce rapport d'être souvent cités comme des modèles aux autres. Vous avez tous apprécié son zèle vigilant et [son activité bienveillante. Qu'une page lui soit consacrée dans les annales de votre université, annales qui deviendront un jour une histoire.

Car vous avez, Messieurs, il y a bientôt dix-sept ans, renoué la chaîne des traditions sur cette terre de Lorraine, féconde en souvenirs illustres et qui a toujours eu sa vie propre au sein de la grande patrie. Vous inspirant de ces souvenirs, et vous appuyant sur la célèbre Académie de Stanislas qui reliait le présent au passé, vous avez reconstitué, à côté d'une Ecole de médecine justement appréciée, l'enseignement des sciences et celui des lettres : des sciences, que notre siècle a transformées en multipliant leurs applications; des lettres, si nécessaires pour entretenir le goût de la société polie dont Nancy a été de tous temps un des asiles, plus nécessaires maintenant que jamais pour relever les âmes, si l'on veut que l'entreprise de notre régénération morale ne soit pas un vain mot. Vous y avez ajouté l'enseignement du droit, indispensable dans un pays destiné à jouir d'un gouvernement libre, où chacun peut et doit être appelé à la vie publique. Les Facultés de droit n'ont pas seulement pour objet de répandre la connaissance de la loi; elles ont un but d'un intérêt plus général, celui de la faire aimer et respec-

ter. Enfin, la religion qui préside à vos cérémonies et dont je vois ici d'augustes représentants, vient, elle aussi, s'associer à votre œuvre, en nous rappelant qu'il existe encore au-dessus de la science, au-dessus des lettres humaines, au-dessus de la loi, des préoccupations d'un autre ordre et d'une nature plus élevée.

Vous avez reconstitué ainsi, par les efforts d'une persévérante initiative, ce qu'on appelait autrefois une *université*, vieux mot consacré par le temps, que d'autres nations ont conservé, et que vous devez reprendre aujourd'hui.

Vous avez compris que la force des universités était dans cet esprit d'initiative, s'alliant au respect des traditions, et dans le sentiment des responsabilités individuelles et collectives. Placés en dehors des passions du jour, tout en vivant de cette vie publique dont les hommes sérieux ne se désintéressent jamais, vous avez compris ce qu'il y a de fécond dans ce séjour moins troublé que celui de Paris, où l'énergie morale se conserve mieux, où les esprits ne se recueillent que pour se fortifier, où le travail étant plus désintéressé, le sentiment du devoir est plus profond. Vous avez voulu qu'une surveillance pratique et paternelle permît à la jeunesse de marcher d'un pas plus sûr sans gêner pour cela sa liberté, et vous avez ainsi ouvert la voie où d'autres devront vous suivre ; car le moyen le plus sûr de nous relever de nos malheurs est d'imposer à la génération nouvelle le sentiment de dignité et l'amour du devoir.

Le gouvernement rend justice à vos efforts ; il veut aujourd'hui compléter par de nouvelles chaires votre enseignement du droit, des sciences et des lettres, et convertir votre Ecole de médecine en Faculté.

Il ne fait en cela que réaliser les vœux que vous avez vous-mêmes exprimés. Le Conseil académique sollicitait dans sa dernière session, celle du mois de juillet 1871, l'urgence de cette création, par les motifs, je cite ses propres termes, « qu'il est de l'intérêt national de conserver dans la région de l'Est tous les éléments d'instruction supérieure qui existaient avant la cession imposée par le traité de paix ; que la constitution d'un centre universitaire de premier ordre en face des universités allemandes est une nécessité politique et scientifique au point de vue du rapatriement intellectuel des Français menacés de perdre leur nationalité et du rayonnement de l'instruction supérieure dans les provinces conservées ; que la réunion des Facultés de tout ordre dans un même centre est un des plus puissants moyens de développement et de progrès pour le génie national, et que l'heure des grands efforts intellectuels est arrivée en vue de reconquérir à la France son rang et son influence séculaires. »

Puisque vos vœux sont réalisés, qu'il me soit permis d'adresser au nom de la ville et de l'université de Nancy des remerciements publics

au chef du gouvernement, au ministre, et à leur éloquent et bienveillant interprète. Qu'il me soit permis aussi de les remercier en mon nom de m'avoir choisi pour présider à cette transformation, qui n'est pas seulement une œuvre intellectuelle, mais une œuvre nationale et patriotique.

— Les mémoires de notre confrère M. Mabille, qui ont obtenu une mention honorable au concours des Antiquités de la France, en 1871, sont ainsi appréciés dans le rapport que M. Jourdain, au nom de la Commission des Antiquités de la France, a lu à l'Académie des Inscriptions le 27 octobre dernier :

« C'est un des avantages du concours annuellement ouvert sur les Antiquités de la France, d'avoir un programme aussi vaste que l'histoire, la géographie et l'archéologie nationales, d'encourager toutes les recherches et de n'en prescrire aucune, de récompenser enfin tous les efforts sous la seule condition qu'ils profitent à la science. De là la variété des travaux qui vous sont envoyés chaque année et auxquels votre commission distribue les distinctions dont elle dispose, sans apercevoir entre eux d'autre rapport que le culte éclairé et fécond de la vérité historique. C'est l'unique lien qui rattache aux ouvrages dont nous venons de vous entretenir trois opuscules de M. Émile Mabille, qui sont eux-mêmes fort différents les uns des autres, savoir : *les Invasions normandes dans la Loire, et les Pérégrinations du corps de saint Martin* ; — *le Royaume d'Aquitaine et ses Marches sous les Carlovingiens* ; — *Introduction aux Chroniques des comtes d'Anjou*. Dans le premier de ces écrits M. Mabille établit d'une manière péremptoire, ce semble, que sur la foi de chroniques assurément très-anciennes, mais non pas contemporaines des événements, tous les historiens se sont trompés jusqu'ici quant à la date et quant au nombre des dévastations dont le monastère de Saint-Martin de Tours a été l'objet, et quant aux déplacements que les moines ont fait subir aux reliques de ce grand saint, pour en conserver le précieux dépôt. Le second écrit de M. Mabille est extrait de la nouvelle édition de l'*Histoire du Languedoc*, de D. Vaissette, que publie notre confrère M. Dulaurier ; c'est à la fois un correctif et un complément de ce grand ouvrage et de l'*Art de vérifier les dates*. Après avoir retracé l'organisation politique et les divisions principales de l'Aquitaine sous les Carlovingiens, M. Mabille donne pour chaque ville et pour chaque pays, d'après des documents originaux, la liste chronologique des comtes, marquis et ducs qui les ont gouvernés, savoir : la chronologie des comtes et des ducs de Toulouse, des comtes d'Autun, de Poitiers, d'Auvergne, de Carcassonne, de Narbonne, Agde et Béziers, des marquis de Gothie et de Septimanie, etc. Enfin l'*Introduction aux Chroniques des comtes d'Anjou*, publiée pour la Société de l'histoire de France, contient d'une part la description des manuscrits de ces chroniques,

des détails très-neufs sur les rédactions successives de la chronique intitulée : *Gesta Consulium Andegavenstium*, de nombreuses rectifications de dates et de noms propres, et en dernier lieu une liste des comtes d'Anjou plus exacte que celle qu'on possédait jusqu'ici. Tous ces écrits se distinguent par une critique judicieuse et patiente, qui éclaire les points qu'elle touche. Ils seront consultés utilement par les futurs historiens de l'Aquitaine et de l'Anjou. Votre commission a décerné à leur auteur la cinquième mention honorable. »

— L'Académie des Inscriptions propose pour sujet du prix Bordin à décerner en 1873 la question suivante : « Etude philologique et critique du texte des œuvres de Sidoine Apollinaire. » Les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1872.

En 1874, l'Académie des Inscriptions décernera un de ses prix ordinaires à l'auteur d'un mémoire sur les dialectes de la langue d'oc au moyen-âge. Les concurrents doivent s'attacher à déterminer les caractères de deux au moins de ces dialectes, d'après les documents existants, et surtout d'après les textes diplomatiques dont l'âge et le pays sont exactement connus.

La même année, un des prix Bordin sera décerné à l'auteur d'un mémoire sur cette question : « Faire connaître les vies des saints et les collections de miracles, publiées ou inédites, qui peuvent fournir des documents pour l'histoire de la Gaule sous les Mérovingiens ; déterminer à quelles dates elles ont été composées. »

Les mémoires devront être déposés le 31 décembre 1873.

— Le Conseil général du département de la Manche, dans sa session de 1871, a décidé en principe la publication des pièces historiques les plus importantes conservées dans les archives départementales. Il a inscrit, pour cette entreprise, au budget de l'année 1872, un premier crédit de 1000 francs. Conformément à cette décision, l'archiviste du département, M. Dubosc, a mis sous presse un volume qui contiendra les chartes de l'abbaye de la Luzerne, au diocèse d'Avranches.

— Dans sa dernière session, le Conseil général de la Marne a émis le vœu que les archives départementales rentrent en possession des documents qui en ont été tirés, il y a environ trente ans, pour être exceptionnellement communiqués à la ville de Reims.

— La lettre suivante a été adressée à différents journaux par le maire de Saintes, M. Anatole Lemer cier, et par le bibliothécaire-archiviste de cette ville, M. Louis Audiat.

Saintes, le 14 novembre 1871.

Monsieur le Rédacteur,

Un épouvantable malheur vient de frapper la ville de Saintes. Sa riche

et importante bibliothèque a été consumée par les flammes dans la nuit du 11 au 12 novembre. Sans valoir celle du Louvre ou de l'Hôtel de Ville de Paris, elle était une des plus considérables de la région, surtout par la valeur de ses ouvrages. La bibliothèque de Fénelon en avait fourni le fonds, et cette perte est inappréciable. Elle comptait des manuscrits fort curieux : cartulaires, mémoires, livres d'heures gothiques, la correspondance *inédite* de Lamothe-Salignac, ambassadeur en Angleterre au xvi^e siècle; lettres de Marie Stuart, Charles IX, Henri III, Elisabeth, etc.; des livres rares et précieux, incunables, riches reliures, des Alde, des Elzévir en très grand nombre, plusieurs Grolier; des collections fort importantes, telles que celle de tous les écrivains saintongeais et livres relatifs au pays; et parmi eux des volumes introuvables et qu'on paierait au poids de l'or. Tout cela, avec les archives municipales remontant au xv^e siècle, a complètement disparu. La perte est immense.

Nous voudrions, Monsieur le Rédacteur, essayer de réparer un peu ce désastre, et nous venons vous demander votre concours. Appelez à notre aide les hommes intelligents et les cœurs généreux. Il est inutile de leur signaler l'importance des bibliothèques dans notre temps : ils la comprennent. Que les Sociétés savantes veuillent bien nous envoyer la collection de leurs publications. Que chacun de leurs membres, que chacun de vos lecteurs dispose en notre faveur de ses livres ou doubles ou peu utiles. Que les familles saintongeaises surtout cherchent dans leurs bibliothèques et nous donnent ou nous communiquent les livres, parchemins, notes, documents, journaux, qui intéressent le pays. Il n'est pas resté une feuille des archives, des registres de l'état civil qui remontaient au xvii^e siècle, des délibérations du corps de ville qui existaient sans lacune depuis François I^{er}. Les nombreux extraits, les pièces importantes, les notes qu'en avait tirés le bibliothécaire, ont péri avec le reste. Plus notre malheur est grand, plus aussi sera grande la générosité de nos lecteurs. Nous recevrons avec la plus vive reconnaissance les moindres offrandes : volumes, brochures, journaux, pièces. Les noms des donateurs seront pieusement conservés parmi les fondateurs de la nouvelle bibliothèque.

— Nous avons trouvé quelques renseignements sur les archives municipales de Saintes dans un opuscule de M. de la Morinerie, chargé du classement de ce dépôt en 1860¹.

« J'ai dit ce qui ne se trouvait plus à la Mairie; je vais mentionner ce qui s'y trouve encore d'intéressant : c'est d'abord une collection, avec quelques lacunes, des registres des délibérations de la maison commune,

1. Rapport sur les archives de la mairie et du greffe du Palais de Justice de Saintes (in-8^o de 32 p.), p. 5.

depuis l'année 1502 jusqu'à 1790. Toute l'histoire administrative et politique de la ville est dans ces précieux registres. On assiste aux événements de tous genres qui ont marqué chaque jour dans l'existence de la cité, à l'édification de ses monuments, à l'ouverture de ses rues, à l'établissement de ses diverses institutions; on passe en revue les actes des grands magistrats que leur intelligente administration, leur savoir ou leur caractère rendent dignes de vivre dans le souvenir de leurs concitoyens. On voit que les familles les plus considérables et les plus considérées de la ville ont tenu à honneur de figurer dans le corps municipal à toutes les époques : j'aime à citer en première ligne les Moyne, que je rencontre dès l'année 1412, et que, sans interruption, je retrouve jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. Ils ont donné plusieurs jurés et neuf maires, entre autres Henri Moyne, lieutenant criminel de la sénéchaussée, qui résista si énergiquement aux ordres du duc d'Épernon, à propos des clés de la ville.

« Les registres du corps de ville ne renferment pas seulement les actes de l'édilité : ils contiennent en outre des documents d'un intérêt très-considérable, tels que des missives des rois de France, des lettres de ministres, d'hommes d'État, de gouverneurs de la province, et d'autres personnages importants, à l'appui des délibérations.

« J'ai dit, plus haut, qu'il existait des lacunes dans cette collection. Ce qui est surtout pénible à constater, c'est la perte des registres du milieu du XVI^e siècle. Nous perdons avec eux des détails intimes sur l'introduction de la réforme à Saintes, sur la physionomie de la ville pendant les guerres religieuses, sur les différents sièges, et peut-être aussi des révélations sur notre célèbre Palissy.

« Après les registres des délibérations de la Commune, j'ai encore à signaler quelques pièces curieuses, entre autres :

- Un compte du receveur des deniers communs en 1436;
- Plusieurs montres, datées du XVI^e siècle, des habitants de la banlieue de Saintes, qui étaient tenus de contribuer à la garde de la métropole;
- Plusieurs rôles des tailles pendant le XVII^e siècle;
- Des états de la redevance de la Palu;
- Des lettres des intendants Begon et Bignon, du cardinal de la Vallette, du maréchal de Bellegarde, de l'évêque de la Châteigneraye, etc.; une correspondance du comte de Jonzac;
- Un nombre considérable de mandats délivrés par les maires : quelques uns de ces petits carrés de papier ont un intérêt historique réel; il en est qui se rapportent aux dépenses faites à l'occasion des victoires de nos armées, du passage des rois, de la naissance des dauphins, et d'autres événements notables. On voit ce qu'ont coûté à la ville tels cadeaux, tels dîners d'apparat, telles cérémonies, tels feux d'artifice. »

— Notre confrère, M. Richard, archiviste du département de la Vienne, nous communique le règlement d'une société nouvelle qui s'organise à Poitiers et qui est appelée à rendre de grands services à l'histoire du Poitou. Nous le reproduisons d'autant plus volontiers que nous voudrions voir des associations analogues s'établir dans chacune de nos provinces.

1. Il est établi à Poitiers une Association, sous le nom de *Société des Archives historiques du Poitou*.

2. Cette Société a pour but la publication de textes inédits, relatifs à l'histoire de la province, de ses villes, de ses établissements, de ses notabilités.

3. Elle compte 60 membres divisés en membres titulaires et membres honoraires, par égale portion.

4. Les membres titulaires sont tenus de fournir, dans un délai de trois ans à partir du jour de leur entrée dans la Société, un travail de nature à être inséré dans ses publications, sinon ils seront considérés comme membres honoraires et devront en acquitter les charges. Ils versent une cotisation annuelle de 15 francs.

5. Les membres honoraires, dont le concours actif n'est pas obligatoire, versent une cotisation annuelle de 25 francs.

6. Le siège de la Société est fixé aux Archives du département de la Vienne.

7. La Société se réunit quatre fois par an, le 3^e jeudi des mois de janvier, avril, juillet et novembre, et décide de toutes les questions qui lui sont soumises.

8. Le bureau de la Société, qui est en même temps le comité de publication, est nommé à la séance de novembre et est pris uniquement parmi les membres titulaires. Il se compose d'un président, d'un secrétaire-trésorier et de trois membres.

9. Le président représente la Société dans ses relations extérieures, convoque et préside les réunions, reçoit la correspondance et détermine la part de travail qui peut incomber à chacun des membres du Comité.

10. Le bureau revise les textes communiqués par les membres ou par des personnes étrangères, propose à la Société ceux qui lui paraissent dignes d'être publiés, voit les dernières épreuves et donne le bon à tirer, enfin procède à la confection des tables ou désigne, sur la demande qui lui en serait faite, un membre de la Société pour se charger de ce soin.

11. La Société publie chaque année un ou deux volumes grand in-8^e d'environ 25 feuilles d'impression.

12. Le volume est tiré à 150 exemplaires numérotés sur papier de choix, qui sont destinés à la vente, et à un certain nombre d'exemplaires sur papier de luxe dont l'emploi est déterminé ci-après.

13. Chaque membre a droit à un exemplaire des publications de la

Société sur papier vergé, à bras; cet exemplaire portera dans un cartouche le nom imprimé du Sociétaire. L'auteur d'un travail égal au moins à deux feuilles d'impression, inséré dans le volume, recevra un second exemplaire, ainsi que les membres du bureau ou ceux qui auront été chargés de la confection des tables.

14. Il n'est fait aucun tirage à part des travaux édités par la Société.

15. Le but de celle-ci étant uniquement la publication de textes inédits, ceux-ci ne pourront être accompagnés que d'une notice explicative du document, indiquant sa provenance, son objet et les causes qui lui ont mérité d'être publié.

16. Chaque volume est précédé d'un extrait de la décision de la Société qui autorise sa publication, et est terminé par une table alphabétique de tous les noms de personnes et de lieux cités dans le volume, et, s'il y a lieu, par une table des matières.

17. Les membres de la Compagnie sont invités à recueillir tous renseignements relatifs à l'histoire de nos Archives locales, à leurs inventaires, à la dispersion des documents manuscrits. Ces notes, si la situation budgétaire le permet, serviraient à la confection d'un Annuaire qui relaterait en même temps les actes de la Société et en mettrait ainsi les membres en communion plus intime.

18. A partir de la constitution définitive de la Société, nul ne sera admis à en faire partie que sur la présentation écrite et signée par trois membres. Le vote aura lieu au scrutin secret dans la séance qui suivra celle de la présentation, et il faudra, pour être élu, avoir réuni les trois quarts des suffrages des membres assistants à la séance.

— Nous empruntons à l'*Indicateur de la Vendée* du 11 décembre 1871 l'extrait suivant des registres de l'Hôtel-de-Ville de Nantes, qui prouve que la troupe dont faisait alors partie Molière séjourna dans cette ville en 1648.

« Ce jour (21 avril 1648) est venu au Bureau le sieur Morlierre (*sic*), l'un des commédiens de la troupe du sieur Dufresne, qui a remonstré que le reste de la dite troupe doit arriver ce jour en ceste ville, et a supplyé très humblement Messieurs leur permettre de monter sur le théâtre pour y représenter leurs commédyes.

« Sur quoy, de l'advis commun du Bureau, a esté arresté que la troupe desdits commédiens tardera de monter sur le théâtre jusques à dimanche prochain, auquel jour il sera advisé à ce que sera trouvé à propos d'estre fait. »

M. Benjamin Fillon, à la demande duquel avait été faite la recherche qui a fourni ce document, publie dans le même article une pièce d'où il résulte que la même troupe, pendant son séjour à Nantes, loua, pour vingt-et-un jours, à partir du 15 juin 1648, la salle du jeu de Paume de Fontenay-le-Comte (Vendée), pour y donner des représentations.

— Au mois de janvier 1872, M. le Ministre de l'Instruction publique a fait déposer à la Bibliothèque Nationale, où ils ont été classés sous le n° 2087 du fonds latin des nouvelles acquisitions, 25 actes sur parchemin, relatifs à l'histoire de la ville et du diocèse de Die, depuis le commencement du xiv^e siècle jusqu'au xvi^e. Le premier de ces actes est une consultation de trois jurisconsultes, auxquels la commune de Die s'adressa pour repousser certaines prétentions de l'évêque de Die. Il s'agissait de savoir si la commune devait aider l'évêque dans l'expédition que l'empereur Henri VII préparait en 1310 et qui est ainsi mentionnée dans le mémoire des jurisconsultes :

« Item Enricus, Romanorum rex, nunc regnans, ad se vocavit Diensem episcopum, nunc presidentem, hoc modo : Graciam suam et omne bonum... Disponentes, ad procurandum nostrum et sacri Romani imperii honorem et rei publice profectum et comodum, in manu fortitudinis ultra montes in Italia gressus nostros dirigere, Deo dante, scinceritatem tuam, in fidei debito quo nobis et dicto imperio alligari dignosceris, seriose rogamus, monemus, requirimus et ortamur quatinus taliter te disponas quod cum armatis, quanto decencius et forcius poteris, in medió mensis Augusti apud Lauzanam tuam exhibeas presenciam personalem, ulterius, ad instar aliorum principum et fidelium imperii, nobiscum sollicitè processurus. »

Les auteurs de la consultation sont :

- 1° « Johannes Cabassole, miles et juris civilis professor ; »
- 2° « Droetus de Riquelmis, doctor legum, » qualifié dans un autre passage de la consultation : « legum professor, Avinionis judex ; »
- 3° « Bernardus Rascatii, de Sancto Quintino, civis Avinionis. »

Cette pièce est une épave des archives municipales de Die, archives dont les vicissitudes ont été exposées par l'abbé Chevalier, dans la notice dont il a fait précéder les cartulaires de l'église et de la ville de Die, en tête du second volume des *Documents inédits relatifs au Dauphiné* (Grenoble, 1868, in-8°).

— Le 13 janvier 1872, à la salle des commissaires-priseurs de Paris, se sont vendus quelques volumes dont le prix exorbitant peut être signalé comme un indice de la passion avec laquelle certaines classes de manuscrits sont recherchées par les amateurs.

Un livre d'heures de la fin du xv^e siècle, orné de 31 miniatures bien conservées, et qui a successivement appartenu à des membres des deux familles de Châtillon et Sanglier, a été adjugé au prix de 8400 fr. Le même volume avait figuré à deux ventes célèbres du xviii^e siècle : il avait atteint le prix de 290 livres à la vente du duc de Saint-Aignan, et le prix de 425 livres à la vente du duc de La Vallière (n° 298).

Un livret écrit en 1652 par Nicolas Jarry (*Preces christianæ, cum*

parvo officio beatæ virginis Mariæ), in-16, de 172 pages, très-élégamment relié et parfaitement conservé, a été poussé jusqu'au chiffre de 11500 francs. Il avait été adjugé pour 1210 francs à la vente de MacCarthy.

Un autre livret du xv^e siècle, consistant en huit miniatures, dont plusieurs étaient primitivement accompagnées d'un texte qui a été gratté, n'a pas été vendu moins de 15550 francs : il avait atteint le prix de 2400 livres à la vente du duc de La Vallière (n° 5235). Les huit miniatures représentent sainte Cécile, saint Sébastien, sainte Dorothee, saint Jean-Baptiste, sainte Catherine, saint Louis, sainte Agnès et saint Georges.

Il est fort probable que ces miniatures sont des portraits et, sous le nom de saint Louis on reconnaît sans peine les traits de Louis XIII. C'est même une opinion courante que Bussy-Rabutin avait fait mettre, dans ce singulier livre d'heures, les portraits en miniature de quelques hommes de la cour dont les femmes étaient soupçonnées de galanterie, et c'est à lui que Boileau semble faire allusion dans ces vers bien connus :

Moi? j'irois épouser une femme coquette?
J'irois, par ma constance aux affronts endurci,
Me mettre au rang des saints qu'a célébrés Bussy?

Après la mort de Bussy, le livre tomba dans les mains de Foucault, qui le rendit, le 2 avril 1720, à la marquise de Montataire, fille du comte de Bussy-Rabutin. Une description détaillée s'en trouve dans le Catalogue de la bibliothèque du duc de La Vallière, au n° 5235.

— Sous le titre de : *Une fausse Jeanne d'Arc*, notre confrère, M. Lecoy de la Marche, vient de publier, dans la *Revue des questions historiques*, une très curieuse biographie de Jeanne des Armoises. Non seulement, il y a mis en œuvre tous les textes qui étaient jusqu'à présent connus sur la vie de cette aventurière, et qui n'avaient pas tous été exactement compris; il a encore pu se servir d'un document fort important qu'il a découvert aux Archives Nationales, dans le registre P 1334. 3, cote 10, fol. 199. C'est une lettre de rémission délivrée, en février 1457 (nouveau style), par le bon roi René, et dont voici la teneur :

« René, par la grace de Dieu, roy de Jherusalem et de Sicille, duc d'Anjou, per de France et duc de Bar, comte de Prouvance, de Fourcalquier et de Pimont, à touz ceulx qui ces presentes lectres verront, salut.

» Humble supplication de Jehanne de Sermaises [*sic pour des Ermaises*], à present femme de Jehan Douillet, avons receue, contenant que, par hayne que ont conceu contre elle aucuns des parans de la damme de

Saumoussay, à leur prochaz ou autrement, elle a esté mise en noz prisons de Saumur et ilecq detenue par l'espace de troys moys ou environ; et luy a esté imposé par aucuns noz officiers audit lieu de Saumur qu'elle s'estoit fait appeller par long temps Jehanne la Pucelle en abusant et faisant abuser plusieurs personnes qui autresfoiz avoient veu la Pucelle qui fut à lever le siège d'Orléans contre les anxien ennemis de ce royaume; et à celle occasion, jassoit ce qu'il n'y ait eu autre charge contre elle, a esté par nos officiers dudit lieu de Saumur bannie de nostredit pays d'Anjou et deffendu de n'y entrer ne converser en aucune manière; par le moyen duquel bannissement ladite suppliante ne ouse aller ne venir en nostredite ville de Saumur, pour doubte d'offenser contre nous et nostre justice; requerant humblement que, actendu qu'elle ne fut onques actainte d'aucun autre villain cas, blasma ou reprouche, nous lui voulussions donner et octroyer congé et lixance d'aller, venir et séjourner par tout nostredit pays d'Anjou comme elle eust fait ou peu faire paravent ledit bannissement, et lui impartir nostre grace et miséricorde sur ce.

» Savoir faisons que nous, ayans considération aux choses dessus dites, et mesmement à la requeste d'aucuns qui de ce nous ont supplyé et requis, avons voulu et consenti, voulons et consentons et nous plaist que ladite Jehanne puisse aller et venir par tout nostredit pays d'Anjou et où bon lui semblera, non obstant ledit bannissement, jusques à cinq ans à compter du jour et dabte de ces presentes, sans ce que en ce lui soit donné aucun destoubrier ou empeschement, pourveu toutesvoys que doresenavant elle se portera honestement tant en abiz que autrement, ainsi qu'il appartient à une femme de faire.

» Si donnons en mandement par ces dites presentes à nostre très cher et féal conseiller et premier chambellan le senneschal de nostre dit pays d'Anjou, ou à ses lieutenans en nostredit pays d'Anjou, et à touz noz autres justiciers et officiers et subgez, et à chacun d'eulx, que ladite Jehanne de Sarmaises [*sic pour des Armaises*] facent, seuffrent et laissent joir et user de ces presentes, selon leur forme et teneur, ledit temps durant, sans en ce lui donner ne souffrir estre fait, mis et donné empeschement en aucune manière. Et affin que ce soit chose ferme et estable, nous avons faict mectre et apposer notre seel à cesdites presentes.

» Donné en nostre chastel d'Angiers, le ... jour de février, l'an de grace mil cccc cinquante six. »



TABLE

DES ARTICLES CONTENUS DANS CE VOLUME.

Le pariage de Pamiers, par M. de Rozière.	1
Etat des manuscrits latins de la Bibliothèque Nationale au premier août 1871, par M. L. Delisle.	20
L'ordre teutonique en France, par M. d'Arbois de Jubainville. .	63
De la formule « Dei et sanctæ sedis apostolicæ gratia episcopus, » dans les actes des évêques français, par le même.	84
Recherches sur la vie de Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, du Maine et de Touraine (suite), par M. G. Dubois. .	88
Félix Blanc, par M. d'Arbois de Jubainville.	146
Lettre de M. Reuss sur les bibliothèques de Strasbourg.	151 et 235
Notice sur des collections manuscrites de la Bibliothèque Nationale, par M. L. Delisle.	237
Observations grammaticales sur des chartes françaises d'Aire en Artois, par M. N. de Wailly.	291
Le texte franc des serments de Strasbourg d'après la nouvelle édition de Nithard, par M. d'Arbois de Jubainville.	321
Nouvelles preuves de l'histoire de Chypre, par M. de Mas Latrie. .	341
Documents relatifs à l'université d'Orléans, par M. Thurot. . .	379

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Babeau (Albert). Le parlement de Paris à Troyes, en 1787.	419
Bonnin (Th.). Cartulaire de Louviers.	183
Boutaric (Edg.). Saint Louis et Alfonse de Poitiers, étude sur la réunion des provinces du midi et de l'Ouest à la couronne et sur les origines de la centralisation administrative.	408
Chaumet (Alexandre). Les protestants et la cathédrale d'Angoulême en 1562.	190
Egger. Des collections d'inscriptions grecques.	200
Franquinet. Chartes de la province de Limbourg.	430
Gérin. La pragmatique-sanction de saint Louis.	397
Le Proux. Notes d'histoire locale, ix ^e et x ^e siècles.	199
Maassen (Fréd.). Histoire des sources et de la littérature du droit canonique en Occident, tome I.	420
Marion (Jules). Cartulaires de l'église-cathédrale de Grenoble, dits Cartulaires de saint Hugues.	179
Maulde (René de). Etude sur la condition forestière de l'Orléanais au moyen-âge et à la Renaissance.	411
Merlet. Inventaire des archives hospitalières de Châteaudun . . .	189
Montaigne (Michel de). Essais. Texte original de 1580, publié par R. Dezeimeris et H. Barckhausen.	417
Pinchart (Alexandre). Recherches sur les cartes à jouer et sur leur fabrication en Belgique.	198
Wailly (N. de). Histoire de la conquête de Constantinople par G. de Ville-Hardouin. Texte rapproché du français moderne. .	197
Livres nouveaux	431

BIBLIOTHÈQUE (La) DE LA VILLE DU MANS.

- (La) DE LA VILLE DE METZ.
- (La) DE LA VILLE DE NANCY.
- (La) DE LA VILLE DE PAU.
- (La) DE LA VILLE D'ORLÉANS.
- (La) DE LA VILLE DE RENNES.
- (La) ACADÉMIQUE, à Rennes.
- (La) DE LA VILLE DE TOURS.
- (La) DU CHATEAU DE COMPIÈGNE.
- (La) DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU.
- (La) CANTONALE DE LAUSANNE.

CERCLE (Le) AGRICOLE, à Paris.

ÉCOLE (L') NATIONALE DES CHARTES, à Paris.

INSTITUT (L') DE FRANCE, à Paris.

JÉSUITES (Les RR.PP.), à Paris.

JOURNAL (Le) DE LA LIBRAIRIE, à Paris.

MAISON (La) ST-MICHEL, à Laval.

MINISTÈRE (Le) DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (60 ex.).

REVUE (La) ARCHÉOLOGIQUE, à Paris.

SOCIÉTÉ (La) D'AGRICULTURE DE DOUAI.

- (La) D'ARCHÉOLOGIE D'AVRANCHES.
- (La) ARCHÉOLOGIQUE DE BÉZIERS.
- (La) DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.
- (La) DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à Amiens.
- (La) DE NUMISMATIQUE DE BELGIQUE, à Bruxelles.

MM.

* ACHARD, archiviste, à Avignon¹.
ADNET, à Paris.

* ALLEAUME DE CUGNON, à Paris.

* ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. D'), archiviste, à Troyes.

* AUBINEAU (L.), à Paris.

* AUBRY-VITET (Eug.), à Paris.

AUDENET, banquier, à Paris.

* AUGER (Ernest), avocat général, à Toulouse.

AZAÏS, secrétaire de la Société archéologique, à Béziers.

* BAILLET (Aug.), à Pussay (Seine-et-Oise).

BAKER (Le R. P. de), à Louvain.

* BARBIER DE LA SERRE (Rog.), auditeur à la Cour des comptes, à Paris.

* BARTHÉLEMY (A. de), ancien secrétaire général de préfecture, à Paris.

* BATAILLARD (Paul), avocat, à Paris.

* BEAUCORPS (Maxime de), à Orléans.
BEAUCOURT (de), à Paris.

* BEAUREPAIRE (Ch. de), archiviste, à Rouen.

BÉGHIN, libraire à Lille.

BELLAGUET, ancien chef de division au ministère de l'instruction publique, à Paris.

BELLEVAL (Le marquis de), à Paris.

BÉNARD, à Paris.

* BERTRAND (Arthur), au Mans.

* BERTRANDY, inspecteur général des Archives départementales, à Paris.

* BESSOT DE LAMOTHE, archiviste, à Nîmes.

1. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des membres de la Société de l'École des chartes.

- * BLANCARD, archiviste, à Marseille.
- * BOCA (L.), archiviste, à Amiens.
- BOCCA, libraire, à Turin (5 ex.).
- * BONNARDOT (Franç.), à Paris.
- BONNETTY, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, à Paris.
- * BORDIER (Henri-L.), à Paris.
- BORRANI, libraire, à Paris.
- BOSSANGE, libraire, à Paris.
- BOSVIEUX, ancien juge, à Schlestadt.
- BOTTÉE DE TOULMON, à Paris.
- BOURQUELOT (M^{me}), à Paris.
- * BOUTARIC (E.), sous-chef de section aux Archives nationales, à Sèvres.
- * BOUYER (Ad.), à Paris.
- * BRIÈLE, archiviste de l'Assistance publique, à Paris.
- * BRUEL (L.-A.), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- BUCK, libraire, à Luxembourg.
- CABIÉ, à Roqueserrière (Haute-Garonne).
- * CALMETTES (Fern.), à Paris.
- * CAMPARDON (Emile), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * CASATI, juge à Lille.
- * CASTAN, bibliothécaire, à Besançon.
- * CAUWÈS, professeur à la Faculté de droit de Nancy.
- * CERISE (G.), à Paris.
- * CHAMBURE (DE), à Lachaux (Côte-d'Or).
- CHASLES, membre de l'Institut, à Paris.
- * CHATEL (E.), archiviste, à Caen.
- * CHAUFFIER (L'abbé), vicaire à la Roche-Bernard (Morbihan).
- CHAUFFOUR (J.), avocat, à Colmar.
- CHAUVERONDIER (Aug.), archiviste, à Saint-Etienne.
- * CHAZAUD, archiviste, à Moulins.
- CHERBULIEZ, libraire, à Paris.
- * CLAIREFOND, à Moulins.
- CLAUDE, bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.
- CLEMM, libraire à Gand.
- * COCHERIS, bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.
- * COURAJOD (L.), employé à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- COURCEL (Valentin DE), à Paris.
- CRESPIN, avocat, à Orléans.
- * CROSET (Ern.), à Paris.
- * LUCHEVAL-CLARIGNY, conservateur à la bibliothèque Ste-Geneviève à Paris.
- CUMONT (Comte DE), à Crissé (Sarthe).
- * DAIGUSON (Maurice), juge, à Châteauroux.
- DALLOZ (P.), député, à Paris.
- DARCEL (Alfred), à Paris.
- * DARESTE (Ant.-C.), recteur de l'Académie, à Nancy.
- * DARESTE (Rodolphe), avocat à la Cour de cassation, à Paris.
- * DAVID (Louis), conseiller maître à la Cour des comptes, à Paris.
- DEFREMERY, membre de l'Institut, à Paris.
- * DELISLE (L.), membre de l'Institut, à Paris.
- * DELOYE (A.), conservateur du musée Calvet, à Avignon.
- * DELPIT (Martial), député, à Paris.
- * DEMANTE (Gabriel), professeur à la Faculté de droit, à Paris.
- * DEMARCY (Arthur), conservateur du Musée, à Compiègne.

- DENIS (L'abbé), à Meaux.
- * DEPREZ, employé à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- * DESJARDINS, archiviste, à Versailles.
- DESNOYERS (Jules), membre de l'Institut, bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle, à Paris.
- DION (DE), à Montfort-l'Amauri.
- * DOLBET, architecte-adjoint de l'Eure, à Evreux.
- * DOÛET D'ARCO, sous-chef de section aux Archives nationales à Paris.
- * DUCHEMIN, archiviste de la Mayenne, à Laval.
- DUFOUR (Th.), à Paris.
- * DUHAMEL, archiviste, à Epinal.
- DU MESNIL, chef de division au ministère de l'Instruction publique, à Paris.
- DUMOULIN, libraire, à Paris (3 ex.).
- * DUPLÈS-AGIER (Henri), à Paris.
- * DUPONT (Edmond), chef de section aux Archives nationales, à Paris.
- DURAND et PEDONE-LAURIEL, libraires à Paris.
- DURUY, ancien ministre de l'Instruction publique, à Paris.
- * DUVAL (Louis), archiviste de la Creuse, à Guéret.
- EGGER, professeur à la faculté des lettres, membre de l'Institut, à Paris.
- ESNAULT (L'abbé), au Mans.
- FABRY (DE), à St-Cloud.
- * FAGNIEZ (Gust.), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * FANJOUX, directeur de la Société des forges et chantiers de la Méditerranée, à Marseille.
- * FAUDET (L'abbé), à Paris.
- * FAUGERON, professeur au lycée d'Angers.
- * FINOT, archiviste, à Vesoul.
- * FLEURY (DE), archiviste de Loir-et-Cher, à Blois.
- * FLOQUET (A.), à Paris.
- * FONTENAY (H. DE), à Autun.
- * FRANÇOIS (Saint-Maur), président à la Cour d'appel de Pau.
- GALETTE, libraire à Paris (3 ex.).
- * GARDET, avocat, à Paris.
- * GARNIER (E.), sous-chef de section aux Archives nationales, à Paris.
- * GAUTHIER (Jules), archiviste du Doubs, à Besançon.
- GAUTHIER (L'abbé), aumônier de l'école de Grand-Jouan, à Nozay (Loire-Inférieure).
- * GAUTIER (L.), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- GENOUILLE, professeur au collège Stanislas, à Paris.
- GERMAIN, doyen de la Faculté des lettres, à Montpellier.
- * GIRAUD (Al.), vice-président du tribunal civil, député à l'Assemblée nationale, à Blois.
- GIRAUD (P.-E.), ancien député, à Romans.
- * GIRY (A.), à Paris.
- * GOSSIN (L.), sous-chef au chemin de fer d'Orléans, à Paris.
- GOUGET, archiviste, à Bordeaux.
- * GRANDMAISON (Charles), archiviste, à Tours.
- GRANDVAL (M^{is} DE), correspondant du ministère de l'Instruction publique, à Saint-Denis-Maisoncelles (Calvados).
- * GRÉA (L'abbé A.), vicaire-général à Saint-Claude (Jura).
- GUÉRANGER (Le T. R. P. dom), abbé de Solesmes.

- * GUÉRIN (Paul), attaché au Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.
- * GUESSARD (F.), membre de l'Institut, professeur à l'école des chartes, à Paris.
- * GUIFFREY (Jules), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * GUIGNARD (Ph.), bibliothécaire, à Dijon.
- GUIGNIAUT, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions, à Paris.
- * GUIGUES (M.-C.), à Champagne en Valromey (Ain).

- HAHN (Alex.), à Luzarches (Seine-et-Oise).
- HENNEGUY, à Paris.
- HERLUISON, libraire, à Orléans.
- * HIMLY (A.), professeur à la Faculté des lettres, à Paris.

- * JACOBS (Alf.), à Paris.
- JAMET, à Paris.
- * JANIN (E.), à Paris.
- JOURDAIN, membre de l'Institut, à Paris.
- JUNG-TREUTTEL, libraire, à Paris, (10 ex.).

- KEMMINGK, libraire à Utrecht (Pays-Bas).
- * Kerdrel (Audren de), député, à St-Vhel (Morbihan).
- * KRÖBER (Auguste), à Paris.
- KYMMEL (N.), libraire, à Kiew (2 ex.).

- * LABORDE (M^{is} Joseph de), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * LA BORDERIE (Arthur de), député, à Vitré (Ille-et-Vilaine).
- LABOULAYE (Edouard), membre de l'Institut, à Paris.
- * LACABANE (Léon), professeur-directeur honoraire de l'Ecole des chartes, à Paris.
- LAFFERRIÈRE-PERCY (C^{te} de), au château de Ronfeugeray (Orne).
- LAGRANGE (M^{is} de), membre de l'Institut, à Paris.
- * LAIR, secrétaire-général de la Compagnie des entrepôts, à Paris.
- * LALANNE (Lud.), membre du comité des travaux historiques, à Paris.
- LAMBERT, bibliothécaire de la ville de Bayeux.
- LASCOMBE (A.), au Puy.
- LASTEYRIE (Ferdinand de), membre de l'Institut, à Paris.
- LA VILLEGILLE (de), secrétaire du comité des travaux historiques, à Paris.
- * LEBEURIER (L'abbé), archiviste, à Evreux.
- * LEGARON, à Paris.
- * LECOY DE LA MARCHE, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- * LEFÈVRE (A.), à Paris.
- * LEFOULON, avocat, à Paris.
- * LEGLAY (E.), directeur de l'Octroi, à Paris.
- LEGOYT, ancien chef de division au ministère des Travaux publics, à Paris.
- LEMAITRE, libraire, à Valenciennes.
- * LEMONNIER (H.), avocat, à Paris.
- LEOTARD, sous-bibliothécaire de la ville de Montpellier.
- LÉPINOIS (E. de), à Rouen.
- * L'ÉPINOIS (H. de), à Limeray (Indre-et-Loire).
- * LE PROUX, avocat, à Saint-Quentin (Aisne).
- * LESPINASSE (René de), à Paris.

- LIÉNARD, à Verdun-sur-Meuse.
LITTRÉ, membre de l'Institut, à Paris.
LORENZ (O.), libraire, à Paris.
* LOT, archiviste aux Archives nationales, à Paris.
* LUCE (Siméon), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- MABILLE (Emile), employé à la Bibliothèque nationale, à Paris.
MAINADIER (C^{el}), à Versailles.
* MAÎTRE (L.), archiviste, à Nantes.
* MARCHÉGAY (P.), aux Roches-Baritaud (Vendée).
* MARIN-DARBEL (E.), à Fontainebleau.
* MARIGN (J.), à Paris.
* MARTY-LAVEAUX (Ch.), secrétaire de l'Ecole des chartes, à Paris.
MASCRÉ, ancien notaire, à Paris.
* MAS LATRIE (L. DE), chef de section aux Archives nationales, à Paris.
* MAS LATRIE (René DE), ancien auditeur au Conseil d'Etat, à Paris.
MASSON, à Amiens.
* MAUPRÉ (François), archiviste, à Orléans.
MAURY (Alfred), membre de l'Institut, directeur général des Archives nationales, à Paris.
MEILHEURAT (V.), à Montcombroux (Allier).
MÉRIMÉE (Prosper), membre de l'Académie française, à Paris.
* MERLET (L.), archiviste, à Chartres.
MESNIL-GLAISE (M^{is} DE GODEFROY DE), à Paris.
* MEUNIER (Ern.), à Paris.
MÉVIL (M^{me} S^{te} Marie), à Paris.
* MEYER (Paul), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- MIGNET, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales, à Paris.
MILLES CAMPS (G.), à Paris.
MIREPOIX (M^{me} la duchesse DE), à Paris.
MOIGNON, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.
* MOLARD (Fr.), au château de La Croix, près Chambéry (Savoie).
* MONTAIGLON (A. DE), professeur à l'Ecole des chartes, à Paris.
* MONTROND (FOURCHEUX DE), à Paris.
MORAND, juge, à Boulogne-sur-Mer.
MORE (M^{me}), libraire, à Paris (4 ex.).
* MORELOT (L'abbé), à Dijon.
MUQUARDT, libraire, à Bruxelles (2 ex.).
MUSSET (G.), à Paris.
- * PAILLARD, ancien préfet, à Valenciennes (Nord).
* PANNIER (L.), employé au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.
* PARADIS (L'abbé Aug.), à Paris.
PARAVEY (Edouard), négociant, à Paris.
PARENT DE ROSAN, à Paris.
PARIS (Paulin), membre de l'Institut, à Paris.
* PARIS (Gaston), à Paris.
* PASSY (Louis), député à l'Assemblée Nationale, à Paris.
PATIN, membre de l'Académie française, à Paris.
* PÉCOUL (A.-L.), ancien attaché d'ambassade, à Paris.
* PÉLICIER (J.), professeur d'histoire au collège de Compiègne.
PELLETAN, député, à Paris.
* PELLETAN (Camille), à Paris.

